ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1978

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.
AVENUE FONSNY 59

1979

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1978

BRUXELLES
IMPRIMERIE DES ARC. ÉTABL. AUG. FUVREZ S. A.
AVENUE FONSNY 39

1979

AVERTISSEMENT

L'objet du présent ouvrage est de donner un large aperçu de l'évolution de l'économie belge et de ses différents secteurs au cours de l'année 1978.

La situation économique de la Belgique est analysée et commentée selon un plan identique à celui des rapports précédents, ce qui devrait permettre une comparaison plus aisée dans le temps. Les considérations générales qui forment l'introduction, traitent des concepts macroéconomiques et sont basées sur les indicateurs conjoncturels disponibles. Elles situent aussi l'activité belge dans le cadre de la conjoncture internationale.

Viennent ensuite des exposés, accompagnés de tableaux statistiques et de graphiques, sur chaque secteur, branche d'activité ou aspect économique de la vie du pays.

L'aperçu de l'évolution économique des régions belges y est inclus; il est plus développé cette année grâce à des informations un peu plus fournies à ce sujet.

Enfin, un répertoire détaillé des faits principaux termine le rapport.

Bruxelles, le 19 juin 1979.

CONSIDERATIONS GENERALES

Conjoncture internationale

De 1976 à 1978, la conjoncture économique dans la Communauté et celle des Etats-Unis n'ont pas du tout suivi une évolution parallèle. Aux Etats-Unis se produisait une reprise conjoncturelle, accompagné d'un net accroissement de l'emploi; dans la Communauté, la croissance restait faible après l'été de 1976 et l'emploi diminuait plutôt qu'il n'augmentait. En 1978, la conjoncture européenne s'améliorait : l'impulsion était donnée par la reprise de la demande intérieure et notamment celle de logement, dans la République fédérale, progressivement, le redressement gagnait en vigueur, prenait de l'extension et conduisait, de concert avec quelques autres facteurs, à une reconstitution générale des stocks. Dans cette phase, qui se situe au troisième trimestre de l'année, la reprise débordait les frontières de la République fédérale et gagnait les autres pays industrialisés. La forte reprise de la production de produits intermédiaires caractérise cette phase : non seulement les producteurs exécutent les commandes reçues mais reconstituent leurs réserves de produits finis.

En République fédérale, presque toutes les branches d'activité ont bénéficié du redressement conjoncturel, y compris l'industrie des biens d'équipement, ce qui n'a pas été le cas dans les autres pays industrialisés. En outre, ce pays fut le seul où l'emploi a présenté une amélioration conjoncturelle.

En revanche, au cours des derniers mois de 1978, tous les pays européens ont été affectés presque simultanément d'un ralentissement de la croissance. Au moment où la République fédérale commençait à suivre une politique plus restrictive en raison de l'accélération du rythme d'inflation, le ralentissement conjoncturel avait déjà fait son apparition. L'affaiblissement n'était pas encore généralisé, mais dans les branches d'activité où la reprise s'était manifestée en premier lieu, la production commençait à diminuer dès le début de 1979.

Dans de nombreux pays européens dont le Royaume-Uni et la France, et aux Etats-Unis, le rythme d'inflation ne cessait de grimper vers la fin de l'année. Cependant aux Etats-Unis, la récession, pourtant mainte fois prédite, ne se produisait pas.

Malgré la reprise de la conjoncture, les problèmes de politique économique auxquels sont confrontés les pays industrialisés sont

demeurés les mêmes. La réunion du Conseil européen, des 6 et 7 juillet à Brême, a été importante surtout dans le domaine monétaire. A l'initiative du président de la République française et du chancelier de la République fédérale, un accord a été atteint sur la création, en 1979, d'un système monétaire européen. Selon les estimations, ce système devait contribuer à la stabilisation du cours du dollar. A la suite de difficultés inattendues, la mise en œuvre du nouveau système a été retardée de deux mois pendant lesquels le « serpent » monétaire restreint restait en vigueur.

Les 16 et 17 juillet, les chefs d'Etat ou de gouvernement des sept principaux pays industrialisés occidentaux se sont réunis à Bonn. Ils ont convenus à cette occasion, de se concerter au sujet d'une stratégie commune à l'égard de la croissance économique et de l'emploi, de la lutte contre l'inflation, de la politique monétaire internationale, des problèmes énergétiques et des problèmes des pays en voie de développement. L'accent a été mis sur la nécessité de créer davantage d'emplois, de freiner l'inflation, de sauvegarder la liberté du commerce international, de limiter les déficits ou les excédents des balances commerciales et de maintenir les variations des cours des monnaies dans certaines limites.

Le rapport annuel, approuvé le 19 octobre par le Conseil des Communautés européennes, souligne la nécessité d'une politique économique commune concertée et coordonnée, dont la création du nouveau système monétaire convenu à Brême formerait une pièce essentielle. Le Conseil était d'avis que la résorption du chômage élevé et la restructuration de la production ne pourraient être réalisées que moyennant une croissance économique satisfaisante. Le rythme de croissance à atteindre en 1979 pour l'ensemble de la Communauté devait être de 3,3 %, rythme estimé réalisable à condition de mener une politique appropriée. La hausse moyenne des prix était évaluée à 7,2 %.

Incertitudes

Vers la fin de l'année un évènement nouveau minait les espoirs d'une croissance satisfaisante en 1979 : les pays-membres du cartel de l'O.P.E.P. annonçaient de nouvelles et considérables hausses de prix, moins importantes certes qu'en 1973 mais néanmoins de nature à perturber gravement l'évolution conjoncturelle.

Il est malaisé de répondre à la question de savoir dans quelle mesure un progrès a été réalisé dans la recherche d'une solution aux difficultés économiques qui s'accumulent depuis 1973. Dans plusieurs pays, le rythme d'inflation a continué de ralentir pendant une grande partie de l'année; vers la fin de celle-ci, il devenait évident qu'il fallait s'attendre prochainement à une

nouvelle accélération, prévision qui s'est vérifiée peu après. L'inflation entretient un climat d'incertitude et de ce fait, les projets des entreprises sont inévitablement perturbés.

Une deuxième incertitude, celle, permanente, des cours de change, entraîne de graves problèmes pour de nombreuses entreprises : en effet, dans un pays à économie ouverte, presque toutes les entreprises sont tributaires de l'étranger, soit par leurs fournisseurs, soit par leurs acheteurs. Pour ce motif et dans des circonstances déterminées, de simples rumeurs peuvent donner lieu à des accès de confiance ou de méfiance vis-à-vis d'une certaine monnaie et, par là, perturber les calculs de maintes entreprises.

Un autre grave problème est celui de l'insuffisance de rentabilité de beaucoup d'entreprises, surtout industrielles. Pour le secteur protégé de l'économie, les problèmes de rentabilité ne semblent plus se poser de manière aiguë depuis que la forte inflation par les coûts s'est estompée, mais pour les secteurs ouverts, en butte à la concurrence toujours plus âpre des pays à bas salaires, ces difficultés persistent; pour ces secteurs, il est beaucoup moins aisé de répercuter sur l'acheteur la hausse des coûts internes au pays. La concurrence la plus vive est observée pour les produits à technologie assez simple, dont le marché se rétrécit souvent dans les pays d'ancienne industrialisation. Il faut donc, s'attendre à ce que cette concurrence augmente au fur et à mesure que l'évolution économique marquera des progrès dans les pays d'industrialisation récente, que toujours plus de pays exporteront des produits industriels à l'effet de couvrir les très importants besoins d'importation.

S'ils veulent conserver leur niveau de vie élevé, les pays de vieille industrialisation devront renoncer à une grande part de leur production de biens technologiquement simples et s'attacher au développement de produits à technologie avancée. En vue d'amortir les conséquences sociales de cette restructuration, à laquelle le plus souvent la population touchée s'oppose catégoriquement, la plupart des pays adoptent, parfois de manière très subtile, des mesures protectionnistes et les pouvoirs publics octroient des subventions souvent considérables à des entreprises incapables de faire face à une concurrence aiguë. La marge entre ce qui est possible du point de vue économique et financier (du moins à plus long terme) et ce qui est socialement souhaitable est très étroite.

Il ne fait pas de doute que pendant des années encore, le niveau de vie en Europe supportera le poids d'un chômage très important. A la suite du relèvement des bas salaires en Europe et de la concurrence des pays en voie de développement, les

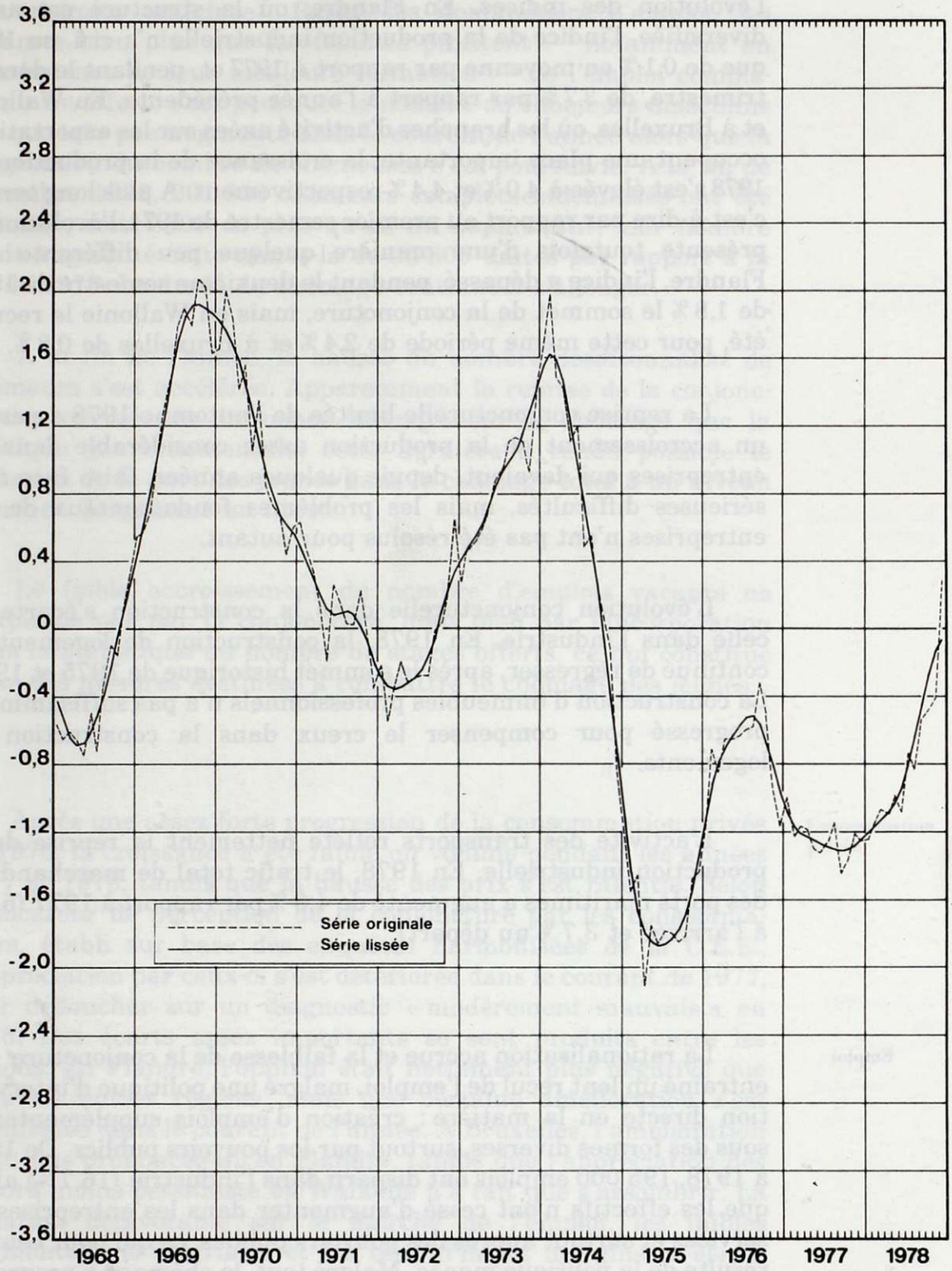
travailleurs non qualifiés sont éliminés en masse du processus de production. Il s'agit là d'un phénomène structurel et aucune reprise conjoncturelle ne sera à même de faire augmenter en Europe la demande de main-d'œuvre non qualifiée. Aussi la réserve de main-d'œuvre disponible pour une nouvelle croissance est-elle plus réduite que ce qui est généralement admis. On ne peut davantage compter sur les réserves de capacité théoriquement encore existantes : les machines non utilisées n'ont généralement plus aucune valeur économique étant donné que le progrès technique poursuit une courbe ascendante, même en période de récession.

Production

Après s'être redressée assez rapidement pendant l'automne de 1975 et le premier semestre de 1976, la conjoncture en Belgique, comme d'ailleurs dans la plupart des pays européens, a été hésitante entre le second semestre de 1976 et la première moitié de 1978. L'indice désaisonnalisé de la production industrielle s'est situé, au cours du premier semestre de 1978, à un niveau moyen quelque peu plus bas qu'un an auparavant et inférieur aussi à celui du deuxième semestre de 1976. Cependant, à partir du début de 1978, la conjoncture industrielle ne s'est plus détériorée. Après l'été, une assez forte reprise s'est produite, d'abord dans la production de biens intermédiaires (notamment l'acier, les métaux non-ferreux, les produits demi-finis de la chimie) ensuite avec plus ou moins de retard dans la plupart des autres branches d'activité, hormis l'industrie des biens d'équipement. Pendant le second semestre, la production industrielle (construction exclue) a dépassé de 4,7 % celle de l'année précédente; à cette époque et par rapport à la période correspondante de l'année antérieure, l'indice présentait un recul de 1,6 %. Par rapport au premier semestre de 1974, dernier sommet de la conjoncture, l'accroissement se chiffre à 1,2 %. La moyenne annuelle de 1978 a augmenté de 2,2 % par rapport à 1977, année où l'indice avait reculé de 0,8 %.

Après la reprise d'automne, l'indice de la production de matières premières et de produits intermédiaires a dépassé, en 1978, de 3 % le niveau atteint un an plus tôt, lui-même en diminution de 0,7 %. La production de biens de consommation qui n'a guère progressé à la fin de l'année, n'a pas dépassé le niveau de 1977 : tant les productions de biens de consommation durables que non durables ont quelque peu diminué par rapport à l'année antérieure. L'accroissement des investissements dans certaines branches d'activité ainsi que l'exécution de grands projets à l'étranger explique l'augmentation de 1 % de l'indice des industries de biens d'équipement.

Indicateur de conjoncture



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Selon les régions, de grands écarts ont été constatés dans l'évolution des indices. En Flandre, où la structure est assez diversifiée, l'indice de la production industrielle n'a crû, en 1978, que de 0,1 % en moyenne par rapport à 1977 et, pendant le dernier trimestre, de 3,7 % par rapport à l'année précédente. En Wallonie et à Bruxelles, où les branches d'activité axées sur les exportations occupent une place importante, la croissance de la production en 1978 s'est élevée à 4,0 % et 4,4 % respectivement. A plus long terme, c'est-à-dire par rapport au premier semestre de 1974, l'évolution se présente toutefois d'une manière quelque peu différente : en Flandre, l'indice a dépassé, pendant le deuxième semestre de 1978, de 1,8 % le sommet de la conjoncture, mais en Wallonie le recul a été, pour cette même période de 2,4 % et à Bruxelles de 0,8 %.

La reprise conjoncturelle limitée de l'automne 1978 a permis un accroissement de la production assez considérable dans les entreprises qui devaient, depuis quelques années, faire face à de sérieuses difficultés, mais les problèmes fondamentaux de ces entreprises n'ont pas été résolus pour autant.

L'évolution conjoncturelle dans la construction s'écarte de celle dans l'industrie. En 1978, la construction de logements a continué de régresser, après le sommet historique de 1975 et 1976. La construction d'immeubles professionnels n'a pas suffisamment progressé pour compenser le creux dans la construction de logements.

L'activité des transports reflète nettement la reprise de la production industrielle. En 1978, le trafic total de marchandises des ports maritimes a augmenté de 4,6 % par rapport à 1977 (5,3 % à l'arrivée et 3,7 % au départ).

Emploi

La rationalisation accrue et la faiblesse de la conjoncture ont entraîné un lent recul de l'emploi, malgré une politique d'intervention directe en la matière : création d'emplois supplémentaires sous des formes diverses, surtout par les pouvoirs publics. De 1974 à 1978, 195 000 emplois ont disparu dans l'industrie (16,7 %) alors que les effectifs n'ónt cessé d'augmenter dans les entreprises de services et surtout auprès des pouvoirs publics, ce qui pour ceux-ci résulte de la politique menée. Malgré tout, le chômage a progressé encore quelque peu, ce qui s'explique notamment par l'accroissement de la population active, lequel persistera pendant quelques années, en raison de certains facteurs démographiques.

En 1978, l'accroissement du nombre de chômeurs inscrits, surtout celui des jeunes et des personnes plus âgées a ralenti

(stages, recrutement obligatoire en remplacement des prépensionnés, retraite anticipée). Parmi les demandeurs d'emploi, les hommes bien plus que les femmes profitent — notamment en conséquence de leur meilleure formation — de l'emploi complémentaire offert; c'est pourquoi le nombre de chômeurs masculins n'a que très peu augmenté dans le courant de l'année alors que la progression du nombre de chômeuses s'est poursuivie. A la fin de décembre 1978, 301 000 chômeurs complets indemnisés ont été recensés, soit 4 600 de plus qu'un an auparavant; leur nombre avait augmenté cette année-là de 35 800 unités par rapport à la fin de 1976. La durée du chômage continue à s'allonger.

A la fin de l'année, la hausse du nombre désaisonnalisé de chômeurs s'est accélérée. Apparemment la reprise de la conjoncture a exercé une influence moindre sur le chômage que la politique gouvernementale; cette dernière a rendu possible le maintien de la part des jeunes dans le chômage total à un niveau constant (largement un tiers).

Le faible accroissement du nombre d'emplois vacants ne s'explique pas par la conjoncture, mais bien par l'incorporation dans la statistique du nombre de stages offerts, ce qui constitue l'une des mesures destinées à combattre le chômage des jeunes.

Consommation privée

Après une assez forte progression de la consommation privée en 1976, la croissance a été faible en volume pendant les années 1977 et 1978, tandis que la hausse des prix s'est ralentie. Selon l'indicateur de perception de la conjoncture par les consommateurs, établi sur base des enquêtes harmonisées de la C.E.E., l'appréciation par ceux-ci s'est détériorée dans le courant de 1977, pour déboucher sur un diagnostic « modérément mauvais » en 1978. Des écarts assez importants se sont produits entre les régions. En Flandre, l'opinion était nettement plus négative que dans les autres régions, mais une certaine amélioration s'est manifestée dans le courant de l'année. A Bruxelles, l'amélioration était plus prononcée qu'en Flandre, tandis que l'appréciation dès l'abord moins pessimiste en Wallonie n'a fait que s'assombrir. La situation défavorable sur le marché de l'emploi, les faibles augmentations salariales et les taux d'impôt marginaux élevés pour la plupart de la population peuvent expliquer, d'une manière générale, l'appréciation assez négative, malgré les hausses de prix plutôt faibles. Il ne fait pas de doute que la tendance à l'épargne de précaution est demeurée très importante. Il faut remarquer qu'il n'y a pas de liaison nette entre la perception de la conjoncture de la part des consommateurs et l'évolution à très court terme dans l'industrie dans chacune des trois régions.

Selon les indices déflatés des ventes au détail, la consommation de biens a augmenté en volume, de 1,8 % en 1978 après une croissance de 1 % seulement en 1977. La structure de la consommation a traduit une faible augmentation relative de la part des produits alimentaires. La statistique des ventes de voitures fait apparaître une légère diminution de ces ventes en 1978.

Consommation publique

Malgré les rétrécissements de crédits pour les biens et les services, la consommation publique totale a progressé plus rapidement en volume qu'en 1977, à la suite du recrutement, par les pouvoirs publics, d'un nombre important de demandeurs d'emploi, principalement de jeunes.

Investissements publics

Malgré l'intention de ne plus accroître le déficit budgétaire, il a semblé souhaitable de soutenir la faible conjoncture économique par le biais d'une augmentation des investissements publics; de ce fait, les crédits à l'investissement ont été relevés de presque un quart par rapport à 1977.

Au début, l'exécution du programme a été assez lente, mais pendant les derniers mois de l'année et surtout en décembre, le retard a été rattrapé : les engagements de crédits pour investissements publics ont augmenté de 18,9 % par rapport à l'année précédente. De plus, et comme contribution à la politique conjoncturelle, les allocations gouvernementales aux entreprises publiques ont été relevées de 21,1 % en valeur.

Construction de logements

Après avoir atteint un sommet de 77 000 unités en 1975 et de 76 000 unités en 1976, la mise en chantier de nouveaux logements atteint 66 000 unités en 1978, ce qui représente un niveau toujours très élevé comparé à celui des années précédant la forte récession. En outre, le haut niveau de la construction de logements en 1975 et 1976 constituait un fait exceptionnel en Europe, puisque l'activité de la construction ne s'est redressée que très péniblement dans la plupart des pays et que depuis des années déjà, aucune pénurie de logements ne s'est produite en Belgique.

Investissements productifs

La statistique de la T.V.A. constitue un indicateur assez fiable de l'évolution à prix courant des investissements productifs y compris ceux des entreprises publiques vu l'obligation de les déclarer.

Selon cette source, les investissements productifs ont dépassé de 14,7 % le niveau de 1977, lui-même supérieur de 1,5 % à celui de 1976. La progression ne s'est produite que dans les secteurs énergétiques (fourniture d'appareillage pour une centrale nucléaire) et de transports et communications (investissements de quelques entreprises publiques). Par ailleurs, les investissements de l'industrie n'ont été supérieurs que de 1 % au niveau de l'année précédente et ceux des entreprises de services, en dehors des transports et communications, inférieurs de 2 %.

Certaines entreprises industrielles ont procédé à des investissements bien plus importants que l'année antérieure : il s'agit surtout de quelques branches de l'industrie transformatrice des métaux, tels la mécanique de précision et le secteur électrotechnique, les secteurs de l'alimentation et des boissons, de la production et de la transformation de papier et la transformation de caoutchouc et de matières plastiques.

Les investissements en bâtiments professionnels ont augmenté, en 1978, de 6,4 % en volume, après avoir reculé pendant les deux années précédentes. La reprise s'est limitée cependant à un assez grand nombre de projets peu importants de construction, principalement de petites entreprises commerciales.

Apparemment, les investissements des entreprises ont porté, en majeure partie, sur le remplacement et ont donc contribué surtout à la poursuite de la rationalisation. Bien que l'on ne dispose jusqu'à présent d'aucune estimation fiable en la matière, il est évident que depuis la récession, la tendance des investissements dans l'industrie manufacturière est orientée à la baisse.

Prix et salaires

Entamé en 1977, le recul des prix à la production et à l'importation de biens industriels s'est essoufflé progressivement et, dès le début de l'été, cette tendance s'est inversée. Normalement prévisibles, les plus fortes variations de prix ont atteint les matières premières et les produits intermédiaires. L'évolution des prix des produits finis n'a guère varié. En moyenne, l'indice des prix des matières premières a baissé en 1978 de 1,5 % par rapport à celui de 1977, ayant connu cette année là une hausse insignifiante (0,6 %). Pour les produits intermédiaires, ces taux s'établissent à +1,2 % en 1977 et —1,8 % en 1978 et pour les produits finis à 3,2 % et 0,9 % respectivement.

A plus long terme, il apparaît que l'indice des matières premières industrielles a augmenté de 3 % depuis 1974; pour les

produits intermédiaires, la progression est inférieure à 1 %, mais elle dépasse 15 % pour les produits finis. Pour expliquer cette évolution, il faut se référer notamment à la surcapacité relative dans plusieurs branches industrielles et plus spécialement dans celle de produits demi-finis.

Les prix agricoles ont connu des évolutions divergentes. Après la récolte assez satisfaisante de 1977, les prix des produits des grandes cultures ont été, en général, plus bas qu'auparavant bien qu'une tendance haussière se soit produite dans le courant de 1978. Jusque vers la fin de 1977, les prix des produits d'élevage ont augmenté pour diminuer par la suite. En moyenne, l'indice des prix agricoles a reculé de 7 % par rapport au niveau de 1977.

Le rythme d'accroissement des prix à la consommation s'est à nouveau ralenti, passant de 7,1 % en 1977 à 4,5 % en 1978. Sur base d'un calcul par trimestre, le ralentissement se révèle plus accentué encore : de 7,7 % (par rapport à la période correspondante de l'année antérieure) pendant le premier trimestre de 1977, le rythme est tombé à 5,6 % un an plus tard pour ne plus atteindre que 3,8 % au cours du quatrième trimestre de 1978. La hausse était presque insignifiante pour les prix des produits alimentaires (1,5 % en 1978, contre 6,7 % en 1977); l'augmentation des prix des services et des loyers a reculé sensiblement.

Dans le commerce de détail, l'évolution des prix a été incontestablement influencée par plusieurs facteurs favorables, comme la faible hausse des coûts et l'évolution des revenus disponibles.

L'augmentation salariale a, elle aussi, été moindre : en moyenne le salaire horaire brute a augmenté de 7 % en 1978; cet accroissement est le plus bas enregistré durant ces dix dernières années.

Commerce extérieur

Selon les statistiques douanières, les exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ont augmenté, en 1978, de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation nominale reflète une croissance réelle de l'ordre de 3,6 % et une hausse des prix de 1,1 %. Les importations ont haussé quelque peu plus sensiblement en valeur (+4,9 %); en volume, elles croissent de 3,4 % et leurs prix de 1,5 %.

Etalé durant les premiers mois de l'année, la courbe désaisonnalisée des exportations s'est redressée fortement dès les vacances d'été; cette amélioration s'est toutefois arrêtée au cours des derniers mois de l'année. Les importations ont évolué en grande partie parallèlement mais à un niveau plus élevé; leur

croissance a été cependant moins importante de sorte que le solde négatif de la balance commerciale pour le second semestre a été inférieur à celui du premier semestre. Pour l'ensemble de l'année 1978, le déficit s'élève à 111 milliards de F, contre 103 milliards en 1977.

L'évolution, dans le temps, des exportations et de la production industrielle permet de supposer que pendant les mois d'été, beaucoup d'entreprises ont puisé dans leurs stocks pour couvrir leurs livraisons à l'étranger et que, par la suite, leur production devait être consacrée à la reconstitution de leurs stocks. Cette hypothèse se trouve confirmée par l'évolution quasi parallèle des importations, sans décalage temps.

A plus long terme, la détérioration de la part de marché des exportateurs belgo-luxembourgeois est évidente. Depuis la récession, le solde de la balance commerciale (sur base des transactions) apparaît même très négatif, une légère amélioration n'ayant eu lieu seulement que dans le courant de 1978. Les excédents importants de la balance commerciale des années 1970-1973 étaient en grande partie structurels et allaient de pair avec l'augmentation des investissements étrangers.

Depuis lors, les résultats commerciaux ont été influencés entre autres par la dégradation des termes de l'échange de 1974-1975, notamment par suite du quadruplement des prix pétroliers et de la faiblesse persistante des prix de certains produits (acier et métaux non ferreux). Il convient de tenir en outre compte de la nouvelle répartition internationale du travail qui frappe de plein fouet l'U.E.B.L. en particulier. Les pays en voie de développement exportent davantage de produits identiques (acier, textile) à ceux qui composent les exportations de l'U.E.B.L. à la différence des pays voisins. La demande des pays en voie de développement augmente le plus pour des produits (machines, matériel de transports) dont la part dans les ventes à l'étranger est moins grande en l'U.E.B.L. que dans les principaux pays industrialisés.

Depuis 1973, la structure des exportations se modifie certes, mais plutôt lentement, ce qui était d'ailleurs à prévoir. En 1973, les exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise étaient constituées pour 47,2 % de matières premières et de produits intermédiaires; en 1978, cette proportion était descendue à 42,6 %. La part de la sidérurgie s'est amenuisée passant de 15,6 % à 11,1 %, celle des métaux non-ferreux de 6,0 % à 3,6 % et celle de l'industrie textile de 11,4 % à 8,7 %. Par contre, il faut signaler un accroissement de 24,0 % à 26,9 % de la part de l'industrie transformatrice de métaux et de 10,3 % à 12,9 % de celle de l'industrie chimique. Phénomène ne pouvant se réfléter dans la

statistique douanière mais bien dans la balance des paiements, l'exportation de savoir-faire — pour la construction d'usines, d'hôpitaux, de quartiers d'habitation ou l'exécution d'autres grands projets à l'étranger, pour la plupart dans les pays en voie de développement, par des entreprises ou des associations temporaires d'entreprises belges — devient une activité qui a pris une extension rapide au cours des dernières années.

La répartition géographique des exportations laisse également apparaître certains glissements; ainsi l'attention doit être attirée sur l'accroissement de la part des pays en voie de développement (12,4 % en 1978, contre 8,6 % en 1973) et le recul relatif assez important des exportations vers les Etats-Unis, le Canada et le Japon, pays où l'augmentation des coûts a été sensiblement moindre qu'en U.E.B.L.; dans le cas de ces deux premiers pays, il s'agissait surtout d'une conséquence de la dépréciation de leur monnaie. La part des pays membres de la C.E.E. et des pays industrialisés a reculé légèrement.

Des changements structurels sont apparus également dans les importations, allant parfois dans le même sens que ceux des exportations (régression de l'acier, des métaux non-ferreux et des produits textiles, progression des produits chimiques) parfois au contraire en sens inverse (recul des produits métalliques). Ce phénomène laisse supposer que, sauf dans le cas de l'industrie transformatrice de métaux, les glissements résultent davantage des conditions du marché que d'une restructuration consciente de la production.

L'orientation des glissements dans la répartition géographique des importations est la même que celle des exportations sauf que la part des Etats-Unis et du Canada est demeurée inchangée.

Aspects financiers

Résultat d'une croissance économique modérée, de la faible inflation — laquelle donne lieu à un accroissement plus que proportionnel du produit des impôts sur le revenu — de quelques augmentations d'impôts — auxquelles il faut opposer une indexation partielle des barèmes fiscaux — et de la double perception exceptionnel des centimes additionnels communaux, le produit des impôts a progressé, en 1978, de 13,5 % par rapport à 1977, et s'est élevé à 874 milliards, y compris 12 milliards de droits d'importation destinés aux Communautés européennes. La part des impôts directs dans le produit total est passée de 58,3 % en 1977 à 58,8 % en 1978.

La dette publique proprement dite (non compris les certificats du trésor détenus par le Fonds monétaire international) a augmenté, en 1978, de 183 milliards de francs et représente 17,1 % des décaissements. Ce rapport est quelque peu inférieur à celui de 1977 mais nettement supérieur à celui de 1974 (9,9 %). En 1978, l'évolution a été moins défavorable que l'année précédente : en effet l'accroissement des dépenses a été un peu inférieur à celui des recettes. A moyen terme, l'importance d'un déficit qui se reproduit chaque année et le montant de la charge d'intérêts actuelle et future constituent l'un des problèmes les plus ardus, non seulement pour les pouvoirs publics mais pour l'économie dans son ensemble.

Le besoin considérable d'emprunt des autorités doit nécessairement peser sur les taux d'intérêt. C'est l'un des motifs pour lequel l'Etat a emprunté, au cours des derniers mois de 1978, une somme assez faible à l'étranger, opération qui sera d'ailleurs renouvelée en 1979.

D'autres facteurs influencent également l'évolution des taux d'intérêt : la politique à mener en cas de spéculation éventuelle contre le franc et l'évolution des taux à l'étranger. Pour se défendre contre la spéculation monétaire, l'arme du taux d'escompte est souvent mise en œuvre ce qui entraîne avec quelque retard, une hausse générale des intérêts à court terme. Après l'essoufflement de la vague spéculative, le taux d'escompte est, à chaque fois, diminué, parfois même à un taux inférieur au niveau antérieur comme après la spéculation de fin 1977.

Les intérêts à long terme et les intérêts sur dépôts bancaires et carnets d'épargne échappent en grande partie à ces influences. Ces derniers, qui, à la suite du ralentissement du rythme d'inflation, étaient redevenus positifs depuis quelque temps, ont été diminués pendant le premier semestre tandis que les intérêts sur obligations tendent à hausser depuis la mi 1978.

L'accroissement des actifs financiers des entreprises et des particuliers auprès des intermédiaires financiers établis à l'intérieur du pays, a ralenti progressivement en cours d'année. Ce mouvement se manifeste davantage pour les actifs à plus d'un an que pour ceux à terme inférieur. L'évolution des actifs à moyen et à long terme a été influencée aussi bien par la baisse des taux à long terme que par l'incertitude future les concernant.

La loi contenant les propositions budgétaires 1977-1978 (1) est très importante pour la politique à court terme de l'année

(1) Loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977).

écoulée. Elle comporte un éventail de mesures diverses incluant souvent une modification de la législation existante — celle-ci fut prise en considération lors de l'établissement du budget de l'Etat — ou des mesures sociales grevant le budget de l'état.

Le gouvernement a été obligé, au vu de l'importance du déficit budgétaire, de relever globalement la pression fiscale tout en modifiant sa charge; celle-ci est allégée relativement pour les revenus les plus bas. De plus, l'impôt communal additionnel sur le revenu des personnes physiques est désormais inclus dans le précompte (ou le paiement anticipé), ce qui revient à dire qu'en fait, cet impôt a été payé deux fois en 1978. Les taux de la T.V.A. de 14 % et 18 % sont remplacés par un taux unique de 16 %, ce qui revient en fin de compte à une légère augmentation de la pression fiscale, laquelle n'a guère eu d'influence sur la hausse des prix.

De plus, quelques impôts moins importants ont été majorés, l'assiette imposable a été étendue et les droits de succession ont été modifiés dans un sens identique à celui de l'impôt sur les revenus.

Parmi les mesures fiscales, il faut citer également l'impôt sur l'accroissement de la valeur de biens immobiliers à la suite de leur incorporation dans une zone de construction.

Une deuxième série de mesures, dont le but est d'amener une certaine restriction des dépenses, concerne l'exécution du budget. Les dépenses des différents départements ministériels seront soumises à un contrôle permanent, le comité ministériel du budget surveillera de près les dépenses des institutions d'utilité publique et le contrôle parlementaire sur les crédits supplémentaires sera renforcé.

En vue de les promouvoir, les investissements créateurs d'emploi sont exonérés de la T.V.A. Pour stimuler les investissements des entreprises et donc indirectement l'emploi, une prime de capital unique et non remboursable sera instaurée.

Enfin comme contribution à la politique sociale, il est prévu de créer des emplois en grande partie à charge du trésor. La plupart des arrêtés d'exécution ont suivi immédiatement la publication de la loi, de sorte que ces mesures ont pu être mises en œuvre dès le début de 1978.

La politique de l'emploi orientée vers la création de postes de travail surtout aux jeunes chômeurs comporte, notamment l'augmentation du nombre de chômeurs dans des emplois

complémentaires des services publics, le doublement du nombre de stagiaires à recruter par les entreprises et l'élargissement de cette obligation aux petites entreprises; l'extension du régime légal de la prépension, et le recrutement temporaire, toujours à charge du trésor, par les services publics et les associations sans but lucratif de 24 000 chômeurs en vue de rencontrer des besoins collectifs.

La loi comporte, en outre, d'autres mesures à caractère social sans effet sur l'emploi : ainsi l'élargissement des possibilités de retraite anticipée pour chômeurs âgés et certains malades chroniques, de même que l'octroi d'une prime de bien-être à certains ménages.

En février, le Premier Ministre et le Ministre des Affaires économiques ont soumis à la Chambre des Représentants une note, sous la forme d'un document parlementaire, concernant la politique industrielle (1). Il y est affirmé que l'industrie reste le noyau autour duquel se développent toutes les autres activités économiques. Une politique industrielle présuppose un ensemble complexe et cohérent de mesures, dont les perspectives à long terme sont centrales.

Elle s'étend à tous les aspects de la production, du financement et de l'organisation des entreprises, ainsi qu'à la commercialisation du produit.

Sont notamment considérés comme indispensables une rationalisation plus poussée de la production, l'intensification de la recherche scientifique pure et appliquée, la maîtrise de l'évolution des coûts, la modération salariale et l'amélioration de la structure financière des entreprises. Les branches d'activité traditionnelles ne doivent pas être abandonnées pour autant qu'elles puissent maintenir une production concurrentielle, tandis que les productions à haute valorisation technique doivent être poussées.

Une attention spéciale est portée au financement des entreprises par le capital à risques et à la participation directe des autorités dans le capital des entreprises par le biais de holdings publics. La planification contractuelle liant les entreprises bénéficiant d'une aide publique constitue un des moyens proposés.

Plusieurs des initiatives, annoncées dans ce document, ont été mises en œuvre par les deux lois dites « anticrise » d'août 1978, tandis que pour d'autres, la base juridique indispensable pour leur exécution est en préparation; les arrêtés d'exécution nécessaire seront pris par la suite.

---

(1) *Chambre des Représentants* - session 1977-1978, 22 février 1978, n° 301.

Une deuxième phase importante de la politique économique est l'approbation d'un éventail de mesures, à portée économique, financière ou sociale; elles ont été réunies en deux lois, — les lois dites « anticrise », — promulguées en août 1978 (1).

La première, la loi de réorientation économique du 4 août 1978, comporte des mesures visant à promouvoir la création ou l'extension de petites entreprises ainsi que des mesures fiscales favorisant les investissements dans les entreprises; la compétence des holdings publics est élargie. Dans le même temps, certains abus des pourvoyeurs de main-d'œuvre, surgis au cours des dernières années sont combattus; l'égalité des chances, tant pour les femmes que pour les hommes, dans la vie économique, a été largement étendue.

Les moyens mis en œuvre pour promouvoir la création ou l'extension de petites entreprises indépendantes consistent en l'octroi de bonifications d'intérêts pour des investissements et, éventuellement, d'un subside unique en capital, la possibilité d'amortissement anticipé, l'exonération temporaire du précompte immobilier et les primes à l'emploi. Si, antérieurement, ces mesures existaient déjà largement, elles se basaient sur des lois éparses; à présent, elles ont été coordonnées et étendues. Par ailleurs, l'établissement en tant qu'indépendant dans une profession réglementée se trouve facilité.

Une deuxième série de mesures tend à augmenter l'attrait d'investissements des entreprises, par le biais d'une prorogation des mesures existantes en matière d'exonération partielle de l'impôt des sociétés et par un allégement fiscal durant les années 1979 et 1980, en faveur des entreprises procédant à des investissements en recherche scientifique ou investissant, d'une manière générale, des montants plus éleves que la moyenne atteinte durant la période de 1974 à 1976.

A l'effet de procurer une plus grande liberté d'action aux autorités publiques en matière de participation au capital, le gouvernement a, d'une part, souhaité accorder à la Société nationale d'investissement (S.N.I.) ainsi qu'à ses filiales, une intitiative plus large dans le domaine des participations et, d'autre part, renforcé son pouvoir d'intervention dans la décision.

La deuxième loi anticrise, la loi du 5 août 1978 relative aux réformes économiques et budgétaires, contient un ensemble de mesures institutionnelles, des mesures tendant à relever ou restreindre certains revenus de transfert, à contrôler l'aide

(1) Loi de réorientation économique (loi du 4 août 1978, *Moniteur belge* du 17 août 1978) et loi relative aux réformes économiques et budgétaires (loi du 5 août 1978, *Moniteur belge* du 17 août 1978).

financière octroyée à des entreprises en difficulté et à l'étendre, à faciliter l'assainissement des finances publiques.

Les réformes institutionnelles ont pour but d'élargir le droit de contrôle et d'initiative des autorités, plus particulièrement à l'égard des entreprises énergétiques. Elles se rapportent notamment au fonctionnement du Comité national de l'énergie, du Comité de contrôle pour le gaz et l'électricité et de Distrigaz. De plus, elles assurent le fondement juridique de la participation publique dans les entreprises productrices d'électricité, notamment celles du secteur nucléaire, dans les charbonnages de Campine, dans une société à créer pour l'achat et le stockage de pétrole et une entreprise d'oléoducs, et dans un organe de coordination pour la production d'électricité et une programmation des investissements dans la production et le transport d'électricité. Ces dispositions créent, en outre, la possibilité, pour les banques publiques, d'exécuter toutes les opérations effectuées par les banques privées.

Dans le cadre juridique ainsi tracé, il a été décidé l'acquisition par l'Etat des actions de capital des entreprises sidérurgiques et la création d'un Comité national pour la planification et le contrôle de l'industrie sidérurgique, lequel s'occupera de la planification des investissements dans cette industrie. Un Fonds pour la Rénovation Industrielle a également été créé; il aura notamment pour tâche de financer la restructuration des entreprises sidérurgiques et de construction navale et des entreprises de textile et de confection, toutes en butte à des difficultés énormes.

La politique à mener à l'égard des entreprises en difficultés de paiement répond à un intérêt économique immédiat : pour les entreprises occupant au moins 50 travailleurs, les retards de paiement à l'Office national de la Sécurité sociale ou aux contributions se montent à plus de 6 mois, doivent être signalés au Ministre des Affaires économiques et au Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale. Ils peuvent accorder à ces entreprises, à condition qu'elles répondent à certains critères, des avances récupérables, des prêts ordinaires ou des prêts obligataires convertibles en dehors de ceux stipulés dans les lois en vigueur sur l'expansion.

En ce qui concerne les dépenses publiques, il est prévu que le Roi peut prendre toute mesure utile en vue de restreindre l'accroissement de ces dépenses, mais cette possibilité se limite aux budgets 1978 et 1979.

Cette loi comporte également des mesures relatives aux conseils d'entreprise et à l'inspection du travail ainsi que la création d'un nouvel organe public, l'Institut pour l'humanisation

des conditions de travail. A l'égard des transferts de revenus, elle contient tant des restrictions (pensions dans les services publics et 14e mois d'allocations familiales) que des augmentations (indemnité pour pertes de change encourues par les travailleurs frontaliers, revenu garanti pour les personnes âgées, indemnité pour maladie professionnelle).

A la suite de la crise gouvernementale, il n'a pas été fait usage de la possibilité de restriction des dépenses publiques, mais d'autres mesures ont dû être prises en raison de la situation difficile dans laquelle se trouve le Trésor, notamment le relèvement temporaire du plafond des avances directe et indirecte de la Banque nationale au Trésor.

Par ailleurs, la Banque nationale a poursuivi la politique devenue traditionnelle à l'égard du franc; il s'en est suivi qu'à des périodes déterminées, elle a dû majorer temporairement le taux d'escompte, lorsque le franc menaçait de sortir du serpent.

Deux évolutions favorables doivent être soulignées : la reprise de la conjoncture au cours de la deuxième moitié de 1978 et la nouvelle décélération du rythme d'inflation.

Conclusion

En 1978, l'indice des prix à la consommation n'a en moyenne augmenté que de 4,5 % par rapport à 1977; depuis 1972, le rythme de croissance de cet indice a été toujours plus élevé, mais durant les deux décennies précédentes, il n'a jamais été aussi considérable. L'endiguement de l'inflation constitue un succès politique, auquel la faible croissance économique ne retire rien, puisque dans beaucoup d'autres pays avec une croissance à peu près égale, le rythme d'inflation se situe à un niveau deux fois plus élevé. Le rythme d'inflation des années soixante qui n'a jamais été aussi élevé, fait apparaître que les 4,5 % actuels constituent un taux toujours considérable, trop considérable même pour une économie saine.

Bien qu'assez limitée, la reprise de la conjoncture a été générale en Europe occidentale. Nombre d'indices, notamment la limitation de cette reprise à quelques branches d'activité seulement font présager que la réponse sera négative. Le bénéfice du redressement assez modéré pour les entreprises belges dépendra de leur compétitivité et de leur possibilité d'adaptation à la demande.

Parmi les autres problèmes structurels, on peut citer, comme durant les années précédentes d'ailleurs : la question énergétique,

la précarité de la situation financière de nombre d'entreprises et, en liaison étroite, la faible propension à l'investissement, le chômage toujours croissant et le déficit considérable des finances publiques. Ces problèmes ne sont nullement nouveaux; ils pouvaient déjà être discernés avant la récession de 1974, bien que leur gravité ait pu être masquée par la vigueur de la croissance économique d'alors. Il s'agit de problèmes structurels qui ne peuvent être résolus à court terme.

*
* *

PREMIERE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

Le 1er janvier 1979, la Belgique comptait 9 841 654 habitants, soit 4 241 de plus que l'année précédente. L'accroissement total, en 1978, atteint à peine 0,43‰, ou 4 241 personnes. En 1976, il s'est chiffré à 9 701, ou 0,99‰, et même 14 111, ou 1,44‰ en 1977.

Il convient de remarquer que dans l'évolution démographique, c'est uniquement l'accroissement naturel qui est la cause de l'augmentation récente de la population. En effet, l'influence de cet élément s'est accrue, au cours des trois dernières années. D'une croissance zéro en 1975, — le nombre de naissances était identique au nombre de décès, — l'accroissement naturel est devenu positif en 1976, 1977 et 1978. En outre, en 1977 et 1978, les naissances étaient plus nombreuses que l'année précédente : 121 983, ou 12,40‰, en 1978, contre 121 523, ou 12,35‰, en 1977. En 1978, le nombre de décès a été un peu plus élevé qu'en 1977 : 115 060, ou 11,69‰, contre 112 208, ou 11,41‰.

Il n'empêche que malgré la légère progression des dernières années, le nombre de naissances demeure à un niveau peu élevé. En 1978, il n'a même pas atteint celui de 1975 (123 155) et encore moins celui de 1970 (141 119). Or, c'est précisément avec ce dernier nombre que le taux de reproduction (1) est égal à un et qu'un dépeuplement à long terme peut être évité. Nonobstant la reprise récente, mais limitée, du nombre de naissances, la population belge diminuera probablement dans quelques années.

L'importance de l'accroissement naturel a encore augmenté du fait du faible solde migratoire. Au 1er janvier 1979, celui-ci a même été négatif : plus de personnes ont quitté la Belgique qu'il n'y en a eu qui s'y sont établies.

En 1959, l'accroissement naturel se chiffrait encore à 6,0‰, mais 20 ans plus tard il n'atteint plus que 0,7‰. Le recul de la natalité et de l'accroissement naturel au cours des deux dernières décennies n'est pas un phénomène propre à la Belgique, car

---

(1) Le taux brut de reproduction de Kuczynski exprime le nombre de naissances féminines pour 1 000 femmes, en supposant que durant toute leur période de fécondité celles-ci gardent les taux de fécondité par âge observés pendant l'année considérée. Le taux brut de reproduction ne tient pas compte de la probabilité de décès de nouveaux-nés pendant la période allant de la naissance jusqu'à l'âge de 15 ans et pas davantage de la probabilité de décès des femmes âgées de 15 à 49 ans.
Le taux net de reproduction correspond au nombre total de filles nées d'une génération fictive de femmes qui parcourent le cycle complet de fécondité (15 à 49 ans) et qui, pendant toute cette période, sont soumises à la mortalité. Voir également « Bulletin de statistique » Ministère des Affaires économiques, Institut nationale de Statistiques, Bruxelles, n° 10, octobre 1975.

il se produit également en République Fédérale Allemande et en Autriche. La France et les Pays-Bas suivent également cette tendance de dénatalité. Dès lors, l'évolution démographique fait surgir le problème de la population âgée et se poser nombre de questions quant à la société future.

Une population âgée entraîne, en effet, un afflux plus réduit sur le marché de l'emploi et le recul du nombre d'enfants affecte l'emploi dans l'enseignement et le secteur de la construction résidentielle. Du point de vue européen, la disparition de millions de consommateurs, pendant les premières décennies à venir, peut occasionner une réduction massive de la demande et intensifier encore la concurrence entre pays du Tiers Monde et pays industrialisés.

La récente évolution moins favorable de la population et l'incidence des composantes respectives de celle-ci diffèrent quelque peu d'une région linguistique à l'autre.

Au 1er janvier 1979, la région flamande a enregistré à nouveau l'accroissement le plus important de la population par rapport au 1er janvier 1978, et ce tant en chiffres absolus qu'en chiffres relatifs. Cependant, l'accroissement a été moins important que l'année précédente (16 056, ou 2,87 ‰, contre 18 856, ou 3,39 ‰, en 1977), en raison de la plus grande mortalité et du recul du solde migratoire.

En Flandre, la natalité s'est légèrement accrue pour se chiffrer à 12,79 ‰, soit 71 654 enfants, contre 12,65 ‰, ou 70 627 enfants, en 1977. Ainsi, non seulement elle dépasse celle des deux autres régions mais également la moyenne du pays (12,40 ‰). Bien que l'évolution des dernières années ne soit pas très favorable, la structure de la population en Flandre demeure plus jeune que celle des autres régions.

En Flandre, la natalité la plus élevée a été à nouveau constatée dans les quatre arrondissements du nord-est du pays, à savoir à Maaseik (16,21 ‰), Hasselt (15,34 ‰), Turnhout (14,36 ‰) et Tongres (13,87 ‰). A Maaseik seulement la natalité a dépassé celle de l'année précédente.

Dans la région flamande, comme d'ailleurs dans l'ensemble du pays, le taux de mortalité s'est légèrement accru : de 10,24 ‰ à 10,54 ‰; il est toutefois resté le plus faible du pays.

L'accroissement naturel (la différence entre le taux de natalité et le taux de mortalité) a atteint le nombre de 12 606, soit 846 de moins qu'en 1977. En outre, la partie flamande du pays est la seule région enregistrant un accroissement naturel. Dans certains arrondissements, la mortalité a toutefois dépassé nettement la natalité; c'est notamment le cas de Malines, Termonde, Audenarde, et Furnes.

La tendance du mouvement migratoire, observée depuis quelques années déjà, s'est poursuivie. Le solde migratoire s'est élevé, au 1er janvier 1979, à 3 450, contre 5 404 au 1er janvier 1978 et 8 243 à la fin de décembre 1976. En raison de l'affaiblissement de l'accroissement naturel et du recul du solde migratoire, l'accroissement de la population (4 241) a été inférieur à celui de 1977 : 16 056, ou 2,87 ‰, contre 18 856, ou 3,39 ‰, au 1er janvier 1978.

Tout comme la dernière évolution calculée, l'accroissement naturel reste positif dans toutes les provinces de la région flamande. Dans chacune d'elles, toutefois, l'excédent des naissances a été plus faible qu'en 1977. En Flandre orientale, il a été de 0,69 ‰, contre 0,70 ‰; au Brabant flamand 0,93 ‰, contre 1,79 ‰, à Anvers 1,52 ‰, contre 1,74 ‰; en Flandre occidentale 2,03 ‰, contre 2,28 ‰ et au Limbourg 7,90 ‰, contre 8,15 ‰.

Trois arrondissements ont enregistré une mortalité supérieure à la natalité : Malines (—65), Audenarde (—133) et Furnes (—14). Les arrondissements de Gand et d'Anvers, qui avaient une décroissance naturelle en 1976, ont accusé une légère progression pendant les deux années suivantes.

Globalement, les soldes migratoires positifs par rapport à l'année antérieure, ont été beaucoup plus réduits, même en Flandre. Cette évolution doit être mise en rapport avec la stagnation de l'économie. Les arrondissements de Hal-Vilvorde et de Louvain ont, par contre, encore enregistré des excédents de respectivement 3 342 et 1 084 unités, contre 3 927 et 1 427 l'année précédente.

Dans certains arrondissements comme Alost, Ypres et Courtrai qui depuis plusieurs années déjà ont accusé un solde migratoire négatif, le nombre d'habitants a à nouveau reculé. Il convient en outre de remarquer qu'il n'y a plus eu de solde migratoire positif à Anvers, Gand, Bruges, Dixmude, Ostende et Roeselare.

Dans les arrondissements d'Alost, d'Audenarde, de Dixmude, d'Ypres et d'Ostende, le nombre d'habitants a reculé systématiquement ou stagné; il a également fléchi, au début de 1979, dans les arrondissements de Gand et d'Anvers. Dans ces deux derniers arrondissements, la diminution est due exclusivement au solde migratoire négatif. L'émigration d'habitants des grandes agglomérations et de leur périphérie immédiate vers les communes voisines, semble maintenant caractériser également les arrondissements de Gand et d'Anvers, comme c'est le cas de l'arrondissement de Bruxelles.

En 1978, la province du Limbourg a vu le nombre de ses habitants s'accroître de 6 222 ou 8,91 ‰, le Brabant flamand de 5 984, ou 6,50 ‰, la province d'Anvers de 2 074, ou 1,32 ‰, la Flandre occidentale de 429, ou 0,40 ‰, et la Flandre orientale de 1 347, ou 1,02 ‰.

Etant donné la balance négative de l'évolution des naissances et des décès, la Wallonie n'a pu compter, depuis quelques années déjà, que sur l'immigration pour accroître sa population. Au 1er janvier 1979, le faible accroissement de la pòpulation s'est monté à 1 447 unités et doit être attribué exclusivement aux migrations. Le solde migratoire positif s'est chiffré à 5 738, ce qui est, comme dans le reste du pays, moins que l'année précédente (11 510) et qu'en 1976 (6 416). Cette évolution, parallèlement à l'accroissement naturel très négatif, a entraîné un accroissement réduit de la population au Sud du pays.

Contrairement à ce qui s'est produit dans la région flamande, la natalité a continué à régresser au Sud du pays : elle s'est élevée à 38 350, ou 11,89 ‰, contre 38 553, ou 11,96 ‰, en 1977.

Comme c'est le cas dans le Nord du pays, certaines sous-régions sont déterminantes quant au fléchissement de la natalité. Dans les arrondissements de Waremme, et de Liège il n'y a même pas eu 11 naissances par 1 000 habitants (respectivement 10,28‰ et 10,81‰). A Ath, Huy et Thuin, ce nombre a été atteint à peine (11,23‰, 11,19‰ et 11,45‰).

Dans la province de Namur, par contre, la natalité a été plus forte (12,83‰) que dans les provinces d'Anvers (12,30‰) et de Flandre orientale et occidentale (12,73‰ et 12,81‰). Les taux de natalité les plus élevés enregistrés en Wallonie sont ceux de Tournai (13,62‰) et de Bastogne (13,54‰).

En Wallonie, comme en Flandre et à Bruxelles, la mortalité a été supérieure à celle de l'année précédente (13,22‰ contre 12,94‰). En 1976, le taux de mortalité avait été plus élevé encore (13,75‰). La structure d'âge de la population plus vieille, au Sud du pays, a indubitablement une incidence aggravante sur la mortalité. Dans deux arrondissements de la région wallonne seulement, la mortalité est restée sous la moyenne nationale de 11,69‰, tout comme l'année précédente, à savoir à Nivelles et à Arlon, où elle s'est chiffrée à respectivement 10,74‰ et 11,46‰.

Comme au 1er janvier 1978, on a relevé, au 1er janvier 1979, un solde négatif du mouvement naturel de la population en Wallonie : 4 291 plus de décès que de naissances (contre 3 175 en 1978 et 5 004 en 1977). Depuis 1972, plus aucun accroissement naturel n'a été enregistré au Sud du pays.

Le seul accroissement naturel à la date du 1er janvier 1979 a été celui du Brabant wallon et du Luxembourg. Hormis l'arrondissement de Nivelles (+260), un accroissement naturel minimum a été observé dans les arrondissements d'Arlon (+76), de Bastogne (+9) et de Virton (+26). Les soldes les plus négatifs sont ceux constatés dans les arrondissements de Liège, Charleroi, Huy et Tournai, où le rapport naissances/décès revient à une diminution de la population de respectivement 1 851, 719, 363 et 345 unités.

Il est évident que le recul persistant de l'évolution naturelle de la population ne peut qu'attirer l'attention sur l'importance du mouvement migratoire. Toutefois, depuis 1972 force est de constater qu'en Wallonie, le solde migratoire continue à régresser également. En 1973 et 1974, l'excédent migratoire s'est chiffré encore à 13 190 et 16 416, mais, par la suite, il n'a fait que diminuer; au 1er janvier 1979 il ne portait plus que sur 5 738 unités.

Dans les arrondissements d'Arlon, de Mouscron et de Charleroi, on a enregistré, comme en 1977, un solde migratoire négatif. Au cours de la période sous revue, les soldes migratoires des arrondissements de Mons, Tournai, Liège et Virton étaient eux aussi négatifs. Ce sont surtout les arrondissements de Charleroi et de Liège qui ont été touchés par une fuite de la population de respectivement 2 862 et 1 099 personnes. Le solde migratoire le plus élevé, par contre, a été relevé dans l'arrondissement de Nivelles (5 307).

L'accroissement total le plus important de la Wallonie et de l'ensemble du pays, bien que moindre qu'en 1977 (naissances + solde migratoire), a été atteint, comme

depuis plusieurs années déjà, à Nivelles (20,26‰ ou 5 567); ce taux favorable doit être attribué principalement au solde migratoire, puisque l'accroissement naturel n'a été que de 260 unités.

Dans certains arrondissements de la Wallonie, la population totale s'est accrue grâce au solde migratoire. Il en est ainsi à Soignies, Thuin, Huy, Verviers, Waremme, Bastogne, Marche-en-Famenne et Neufchâteau. Dans les autres arrondissements, exception faite de Nivelles, le nombre d'habitants a encore reculé. La diminution a été particulièrement importante à Charleroi et à Liège : —3 581 et —2 950 habitants.

La tendance au dépeuplement de Bruxelles-Capitale observée depuis plusieurs années, s'est maintenue en 1978. Au 1er janvier 1979, le recul s'est chiffré à 13 262 ou 12,89‰; il résulte tant de l'accroissement naturel négatif que du solde migratoire négatif. Au 1er janvier 1979, le nombre de naissances à Bruxelles-Capitale s'est élevé à 11 979 ou 11,79‰, (contre 12 343 ou 12,0‰ il y a 12 mois) et a, dès lors, été inférieur au nombre enregistré en Flandre et en Wallonie. L'excédent des émigrations, qui avait déjà atteint plus de 12 000 personnes en 1977, s'est élevé, en 1978, à 11 870.

Le dépeuplement des villes, frappant dans l'Europe entière et tout particulièrement à Bruxelles, s'est fait jour dans les années soixante et s'est poursuivi pendant les années 70. A l'heure actuelle, rien ne laisse entrevoir que ce phénomène disparaîtra au cours des années 80.

La fuite hors de la ville n'est pas due exclusivement à la circulation devenue insupportable, mais également à la pollution tenace de l'environnement urbain et au manque de lieux de rencontre humaine. Il s'ensuit non seulement que les jeunes adultes s'installent dans la périphérie, mais il en est de même pour les personnes plus âgées qui elles aussi, s'en vont de la ville pour se domicilier, au moment de la retraite, dans leur région d'origine (1). La capitale belge est confrontée en outre avec une criminalité considérable; de plus, ces dernières années, beaucoup de logements y ont été démolis et remplacés par des immeubles à bureaux.

Grâce à la forte concentration d'étrangers à Bruxelles-Capitale, le recul de la population y est encore freiné. La majeure partie des étrangers sont, en effet, jeunes et comptent parmi la population active à mortalité plus faible et à natalité plus élevée que la population autochtone. L'influence des étrangers sur l'évolution globale de la population à Bruxelles est d'une importance capitale, puisque ce sont plutôt les personnes non étrangères qui quittent la ville pour la périphérie. A cet égard, les perspectives font entrevoir un nouvel accroissement de la part des étrangers dans la population totale bruxelloise. Pendant les années septante, 1 habitant sur 5 était de nationalité étrangère et l'on prévoit qu'au début du XXIe siècle, ce rapport sera de 1 sur 3 (2).

*
* *

(1) Note de politique démographique, Luc D'Hoore, Ministre de la Santé Publique et de l'Environnement, mars 1979.

(2) Eco-Brabant, bulletin trimestriel — Conseil Economique Régional du Brabant, n° 17, mars 1978.

Mouvement de la population en 1978

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 1er janvier 1979
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	‰ (b)	chiffres absolus	‰ (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	‰ (c)	Chiffres absolus
Anvers	*10 904*	*11,78*	*10 625*	*11,48*	*+ 279*	*— 1 670*	*— 1 391*	*— 1,50*	*925 786*
Malines	*3 343*	*11,46*	*3 408*	*11,68*	*— 65*	*+ 368*	*+ 303*	*+ 1,04*	*291 762*
Turnhout	*5 075*	*14,36*	*2 904*	*8,22*	*+ 2 171*	*+ 991*	*+ 3 162*	*+ 9,03*	*353 475*
Anvers	19 322	12,30	16 937	10,78	+ 2 385	— 311	+ 2 074	+ 1,32	1 571 023
Bruxelles-Capitale	*11 979*	*11,79*	*13 371*	*13,16*	*— 1 392*	*—11 870*	*—13 262*	*—12,89*	*1 015 710*
Hal-Vilvorde	*5 721*	*11,20*	*5 136*	*10,05*	*+ 585*	*+ 3 342*	*+ 3 927*	*+ 7,75*	*510 931*
Louvain	*5 209*	*12,70*	*4 236*	*10,33*	*+ 973*	*+ 1 084*	*+ 2 057*	*+ 5,04*	*409 902*
Nivelles	*3 272*	*11,67*	*3 012*	*10,74*	*+ 260*	*+ 5 307*	*+ 5 567*	*+ 20,26*	*280 395*
Brabant	26 181	11,81	25 755	11,62	+ 426	— 2 137	— 1 711	— 0,77	2 216 938
Ath	*876*	*11,23*	*1 146*	*14,70*	*— 270*	*+ 151*	*— 119*	*— 1,52*	*77 988*
Charleroi	*5 353*	*11,99*	*6 072*	*13,60*	*— 719*	*— 2 862*	*— 3 581*	*— 7,96*	*446 539*
Mons	*3 145*	*12,03*	*3 271*	*12,51*	*— 126*	*— 757*	*— 883*	*— 3,37*	*261 505*
Mouscron	*904*	*12,43*	*972*	*13,36*	*— 68*	*— 200*	*— 268*	*— 3,67*	*72 738*
Soignies	*1 983*	*11,83*	*2 201*	*13,13*	*— 218*	*+ 443*	*+ 225*	*+ 1,34*	*167 628*
Thuin	*1 620*	*11,45*	*1 698*	*12,00*	*— 78*	*+ 442*	*+ 344*	*+ 2,44*	*141 483*
Tournai	*1 981*	*13,62*	*2 326*	*16,00*	*— 345*	*— 94*	*— 439*	*— 3,01*	*145 413*
Hainaut	15 862	12,08	17 686	13,47	— 1 824	— 2 897	— 4 721	— 3,58	1 313 294
Huy	*985*	*11,19*	*1 348*	*15,31*	*— 363*	*+ 512*	*+ 149*	*+ 1,70*	*88 029*
Liège	*6 643*	*10,81*	*8 494*	*13,82*	*— 1 851*	*— 1 099*	*— 2 950*	*— 4,78*	*614 640*
Verviers	*3 021*	*12,35*	*3 064*	*12,53*	*— 43*	*+ 356*	*+ 313*	*+ 1,28*	*244 536*
[illegible]	*620*	*10,28*	*920*	*15,26*	*— 300*	*+ 597*	*+ 297*	*+ 4,95*	*60 285*
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Malmedy	*2 361*	*16,21*	*1 [illegible]*	*[illegible]*	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	2 427	*13,87*	*1 443*	*8,27*	*+ 978*	*+ 81*	*+ 1 059*	*+ 6,11*	*174 506*
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 6 222	+ 8,91	704 741

Maaseik	2 961	16,21	1 214	6,65	+ 1 747	+ 457	+ 2 204	+ 12,21	182 082
Tongres	2 421	15,87	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Limbourg ...	10 715	15,20	5 153	7,31	+ 5 562	+ 660	+ 6 222	+ 8,91	704 741
Arlon	*633*	*13,03*	*557*	*11,46*	+ *76*	— *176*	— *100*	— *2,05*	*48 600*
Bastogne	*485*	*13,54*	*476*	*13,29*	+ *9*	+ *106*	+ *115*	+ *3,22*	*35 824*
Marche-en-Famenne	*446*	*10,70*	*535*	*12,83*	— *89*	+ *625*	+ *536*	+ *13,22*	*41 088*
Neufchâteau	*658*	*12,72*	*683*	*13,21*	— *25*	+ *141*	+ *116*	+ *2,25*	*51 712*
Virton	*560*	*12,68*	*524*	*11,87*	+ *36*	— *88*	— *52*	— *1,18*	*44 150*
Luxembourg ...	2 782	12,57	2 775	12,54	+ 7	+ 608	+ 615	+ 2,79	221 374
Dinant	*1 148*	*13,00*	*1 154*	*13,07*	— *6*	+ *622*	+ *616*	+ *7,02*	*88 303*
Namur	*3 361*	*13,07*	*3 417*	*13,28*	— *116*	+ *1 330*	+ *1 214*	+ *4,74*	*257 230*
Philippeville	*716*	*12,57*	*771*	*13,54*	— *55*	+ *402*	+ *347*	+ *6,13*	*56 955*
Namur ...	5 165	12,83	5 342	13,27	— 177	+ 2 354	+ 2 177	+ 5,44	402 488
Alost	*3 181*	*12,09*	*3 044*	*11,57*	+ *137*	— *548*	— *411*	— *1,56*	*263 160*
Termonde	*2 284*	*12,75*	*2 027*	*11,31*	— *257*	+ *400*	+ *657*	+ *3,68*	*179 153*
Eeklo	*1 014*	*12,72*	*969*	*12,16*	+ *45*	+ *237*	+ *282*	+ *3,55*	*79 698*
Gand	*6 281*	*12,94*	*6 200*	*12,77*	+ *81*	— *451*	— *370*	— *0,76*	*485 584*
Audenarde	*1 340*	*11,91*	*1 473*	*13,09*	— *133*	+ *115*	— *18*	— *0,16*	*112 505*
Saint-Nicolas	*2 803*	*13,48*	*2 279*	*10,96*	+ *524*	+ *683*	+ *1 207*	+ *5,84*	*207 970*
Flandre orientale ...	16 903	12,73	15 992	12,04	+ 911	+ 436	+ 1 347	+ 1,02	1 328 070
Bruges	*3 127*	*12,38*	*2 547*	*10,08*	+ *580*	— *349*	+ *231*	+ *0,92*	*252 661*
Dixmude	*572*	*12,02*	*536*	*11,27*	+ *36*	— *119*	— *83*	— *1,74*	*47 579*
Ypres	*1 366*	*13,14*	*1 210*	*11,62*	+ *156*	— *249*	— *93*	— *0,89*	*104 137*
Courtrai	*3 681*	*13,58*	*2 959*	*10,91*	+ *722*	— *460*	+ *262*	+ *0,97*	*271 150*
Ostende	*1 521*	*11,45*	*1 410*	*10,62*	+ *111*	— *489*	— *378*	— *2,84*	*132 811*
Roulers	*1 825*	*13,44*	*1 438*	*10,59*	+ *387*	— *213*	+ *174*	+ *1,28*	*135 824*
Tielt	*1 143*	*13,50*	*931*	*11,00*	+ *212*	+ *7*	+ *219*	+ *2,59*	*84 643*
Furnes	*549*	*11,58*	*563*	*11,87*	— *14*	+ *111*	+ *97*	+ *2,05*	*47 431*
Flandre occidentale ...	13 784	12,81	11 594	10,77	+ 2 190	— 1 761	+ 429	+ 0,40	1 076 236
Bruxelles-Capitale	11 979	11,79	13 371	13,16	— 1 392	—11 870	—13 262	—12,89	1 015 710
Région flamande	71 654	12,79	59 048	10,54	+12 606	+ 3 450	+16 056	+ 2,87	5 600 903
Région wallonne	38 350	11,89	42 641	13,22	— 4 291	+ 5 738	+ 1 447	+ 0,45	3 225 041
dont : région de langue allemande	(713)	(11,04)	(763)	(11,82)	(— 50)	(+ 15)	(— 35)	(— 0,54)	(64 578)
Le Royaume ...	**121 983**	**12,40**	**115 060**	**11,69**	**+ 6 923**	**— 2 682**	**+ 4 241**	**+ 0,43**	**9 841 654**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 1er janvier 1979 par région.
(c) Calculé par rapport à la population totale de chaque région recensée au 1er janvier 1978.

Source : Institut National de Statistique.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PERIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1969	140 834	119 375	21 459	6 785	28 244	9 660 154 (b)
1970	141 119	118 888	22 231	8 606	30 837	9 690 991 (b) 9 650 944 (c)
1971	139 104	118 853	20 251	24 184	44 435	9 695 379 (d)
1972	134 437	116 743	17 694	13 777	31 471	9 726 850 (d)
1973	129 425	118 313	11 112	18 628	29 740	9 756 590 (d)
1974	123 155	116 039	7 116	24 542	31 658	9 788 248 (d)
1975	119 273	119 273	—	24 904	24 904	9 813 152 (d)
1976	120 472	118 765	1 707	8 443	10 150	9 823 302 (d)
1977	121 523	112 208	9 315	4 796	14 111	9 837 413 (d)(e)
1978	121 983	115 060	6 923	— 2 682	4 241	9 841 654 (d)(f)

(a) Au 31 décembre jusqu'en 1976; au 1er janvier à partir de 1977.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1961.
(c) Population recensée au 31 décembre 1970.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1970.
(e) Au premier janvier 1978.
(f) Au premier janvier 1979.

Source : Institut National de Statistique.

CHAPITRE II

EMPLOI ET CHOMAGE

SECTION I. — EMPLOI

§ 1. — GENERALITES

Les données relatives à l'emploi par branche d'activité (1) font apparaître que, durant la période allant de juin 1976 à juin 1977, le nombre de travailleurs a régressé de près de 5 000 unités. Le recul de l'emploi s'est poursuivi, mais à un rythme plus réduit que pendant les deux périodes précédentes. Vers la moitié de 1976, l'emploi avait diminué de 11 000 unités et, vers la moitié de 1975, de près de 36 000 unités.

Le fait que l'emploi n'a pas encore reculé davantage pendant la période la plus récente analysée ici (mi-1976 - mi-1977), doit être attribué aux secteurs de la construction, du commerce, de l'hôtellerie, des transports, des banques, assurances et institutions de crédit. Dans l'ensemble, ces quatre secteurs ont vu accroître leurs effectifs de 11 065 unités. C'est surtout dans le commerce, l'hôtellerie et les entreprises de réparation que l'augmentation s'est produite (+7 806 unités).

Si l'on compare la situation à la fin du mois de juin 1977 à celle de la fin du mois de juin 1976, il apparaît que, dans l'ensemble, le nombre d'employeurs a diminué en Flandre de 1 828 et de 6 170 en Wallonie, alors qu'à Bruxelles, leur nombre a reculé de 245 unités.

La régression de l'emploi au cours de la période susmentionnée a, comme depuis quelques années déjà, touché exclusivement la catégorie des ouvriers : leur nombre a baissé de quelque 46 000, ou 3,1 %, soit davantage que l'année précédente (33 000 ou 2,5 %). En 1975, le recul s'était chiffré à 71 000 unités, ou 4,4 %. Du côté des employés, par contre, l'emploi a progressé de 41 401 unités, ou 2,8 %, toujours pour la période mi-1976 - mi-1977.

De la mi-1974 à la mi-1977, le nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale a reculé de 51 633 unités. L'emploi a été affecté assez durement, surtout à Bruxelles-Capitale et en Wallonie. Le nombre de travailleurs y a reculé de respectivement 26 134 et 21 435 unités. En Flandre, leur nombre a fléchi de 4 064 unités.

---

(1) Office National de la Sécurité Sociale. Rapport annuel, exercice 1977. Les données annuelles pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Le fait qu'en Flandre, la diminution n'a pas été aussi importante pendant ces trois années de crise est attribuable principalement à l'évolution relativement favorable de l'emploi au Limbourg : on y a même recensé 7 601 travailleurs de plus qu'en 1974. Les provinces enregistrant les pertes les plus importantes en la matière sont le Brabant et le Hainaut avec respectivement 22 963 et 16 485 unités.

Lors de l'analyse de cette situation, il convient toutefois de tenir compte du passage systématique du travail manuel au travail intellectuel. Ainsi un nombre constamment croissant d'ouvriers recouvrent-ils, au sein d'une même entreprise, le statut d'employés. Pendant trois ans, le nombre d'employés s'est en effet accru de 98 149 unités, tandis que le nombre d'ouvriers a fléchi de 149 782 unités. La part des employés dans le nombre total de travailleurs, est passé, selon les données de l'O.N.S.S., de 47,0 % en 1974 à 51,1 % en 1977. C'est surtout pour les femmes que le rapport s'est modifié très rapidement : de 57,0 % en 1974 à 62,1 % en 1977. Pour les hommes, ce taux est passé de 42,3 % en 1974 à 45,8 % en 1977.

Les données trimestrielles fournies par l'Office National de la Sécurité Sociale et ayant trait au nombre de travailleurs inscrits à la sécurité sociale, permettent de retracer l'évolution de l'emploi en 1977 et au cours du premier trimestre de 1978.

Pendant cette période allant de la mi-1977 au 31 mars 1978, l'emploi a encore reculé de 10 862 unités, étant affectés les secteurs primaire et secondaire uniquement; dans le secteur tertiaire, l'emploi s'est, en effet, encore accru, surtout dans les services publics, dans les institutions de banques, de crédits et d'assurance.

Pour apprécier le développement numérique de la population active totale (travailleurs + indépendants + aidants), il est non seulement fait usage des statistiques publiées par l'Office National de la Sécurité Sociale, mais aussi des données élaborées par le Ministère de l'Emploi et du Travail. Ces dernières renseignent qu'entre le 30 juin 1976 et le 30 juin 1977, la population active totale s'est accrue de 24 000 unités, contre 28 000 en 1976 et 18 000 en 1975.

Dans le secteur agricole, la population active continue à s'amenuiser : elle ne représente plus que 3,0 % de la population active totale, contre 3,2 % l'année précédente, 3,4 % en 1975, 3,5 % en 1974 et 3,7 % en 1973.

Comme l'indiquaient déjà les données de l'O.N.S.S., on a enregistré — contrairement à l'évolution dans le secteur primaire et dans l'industrie manufacturière — pour la période de la mi-1976 à la mi-1977, une augmentation des effectifs dans la construction, le commerce, l'horeca, les entreprises de réparation, les compagnies d'assurance et les banques, les transports et dans d'autres services. A la suite de l'extension des effectifs dans ces secteurs, 25,4 % du nombre total des travailleurs, indépendants et aidants, travaillaient, à mi-1977, dans le secteur des services, contre 24,8 % en 1976 et 24,3 % en 1975.

En évaluant les données de l'emploi du Ministère du Travail et de l'Emploi, on ne peut certes pas perdre de vue que deux catégories de chômeurs, à savoir les chômeurs complets indemnisés et les demandeurs d'emploi libres inoccupés, ont été repris dans le total de la population active. En 1977, ce nombre de chômeurs s'est accru de 33 000 unités et a donc une incidence non négligeable sur les statistiques.

Etant donné que ni l'O.N.S.S., ni le Ministère de l'Emploi et du Travail n'ont fourni des données relatives à l'emploi vers le milieu et la fin de 1978, à titre indicatif, le tableau statistique ci-dessous reprend les fermetures d'entreprises et le nombre de travailleurs affectés.

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

REGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Flandre	409	568	507	15 880	15 975	14 298
Wallonie	229	299	333	10 682	11 263	13 114
Bruxelles	242	260	329	5 732	5 660	6 126
Le Royaume...	**880**	**1 127**	**1 169**	**32 294**	**32 898**	**33 538**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Ces données font apparaître qu'en 1978, le nombre de fermetures a encore augmenté, mais pas dans la même mesure que pendant l'année précédente (42 ou 3,7 %, contre 247 ou 28 % en 1977). Le nombre de travailleurs affectés a atteint 33 538 unités, soit 640 de plus qu'en 1977.

En Wallonie et à Bruxelles, tant le nombre de fermetures que le nombre de travailleurs affectés par celles-ci a progressé. En Flandre, par contre, les mêmes données ont été inférieures à celles de l'année précédente.

§ 2. — ENQUETE SOCIO-ECONOMIQUE

En avril 1977, l'Institut National de Statistique a mené une enquête auprès de 7,5 % de la population ou 248 366 familles choisies au hasard, en vue d'actualiser les données de structure des recensements précédents de la population. Les résultats de cette enquête ont été publiés au début de 1979 et ont trait aux sujets suivants : répartition par âge et données relatives aux étrangers, population active, mobilité géographique des travailleurs et niveau d'enseignement ainsi que données relatives au logement.

En ce qui concerne la population active, cette enquête fournit quelques évolutions caractéristiques.

Alors que la population active masculine est demeurée, ces dernières décennies, grosso modo inchangée, les données chiffrées concernant l'emploi des femmes ont accusé l'évolution suivante : de 1947 à 1977 le nombre de femmes non mariées

exerçant une profession a décru de 405 000 à 295 000, mais le nombre des femmes mariées exerçant une profession a augmenté de 326 000 à 895 000. Par contre, le nombre de veuves et de femmes divorcées qui travaillent a reculé légèrement : de 90 204 à 64 066 (1).

Le nombre total de personnes du sexe féminin exerçant une profession s'est donc accru exclusivement grâce au nombre accru de femmes mariées occupant un emploi : de 1947 à 1977, le nombre de femmes mariées exerçant une profession a quasi quadruplé. Le taux d'activité est, dès lors, monté de 15,4 % à 33,4 %.

Le taux d'activité des femmes travaillant non mariées et des veuves et femmes divorcées, à l'inverse de celui des femmes mariées, a reculé, et cela de respectivement 23,4 % à 16,6 % et de 19,1 % à 11,7 %.

Il convient toutefois de prendre en considération les conséquences de la scolarité accrue des filles, entrant ainsi plus tard dans la vie professionnelle (éventuellement en étant femme mariée) et de l'âge moins avancé lors du mariage, ce qui constitue également un facteur de nature à augmenter le nombre de femmes mariées exerçant une profession. Les causes principales de cette tendance ascendante sont la formation professionnelle plus intense de la population féminine et la modification de la mentalité au sujet du rôle de la femme dans la société actuelle.

SECTION II. — CHÔMAGE

Tout comme l'année précédente, la conjoncture est demeurée, en 1978, plus faible que prévu. Après une reprise à peine perceptible vers la fin de l'année 1977 et le début de 1978, l'activité économique a perdu son pouvoir d'expansion au deuxième et troisième trimestre. Depuis le dernier trimestre certains indicateurs dénotent un redressement conjoncturel. Cette évolution s'est manifestée principalement dans l'activité industrielle et le commerce extérieur. La croissance plus importante commercial de l'U.E.B.L. a indubitablement exercé une influence favorable sur les exportations vers la fin de l'année. Malgré cette amélioration de l'évolution, la exportations vers la fin de l'année. Malgré cette amélioration de l'évolution, la conjoncture est demeurée, en 1978, globalement à un niveau inchangé et la période de crise entamée en 1974 a persisté une année encore.

Dans ces circonstances, le chômage, qui avait déjà pris des proportions énormes les années précédentes, s'est encore accru en 1978. La moyenne du nombre de chômeurs complets indemnisés a, en effet, progressé de 18 000 unités, ou 6,8 %, par rapport à 1977. Au 31 décembre de l'année considérée, le nombre total de chômeurs complets indemnisés a atteint 300 932, soit 4 573 de plus qu'à la même date de

(1) Voir tableau : Population totale et population active selon l'état civil.

l'année précédente. En ajoutant à cette catégorie les chômeurs complets, non indemnisés (1), le nombre obtenu se chiffre à 347 588, contre 334 190 à la fin de 1977.

Il convient de souligner qu'en 1978, le rythme de croissance du chômage s'est nettement affaibli, ce qui appert également des données désaisonnalisées et lissées.

Cette évolution doit être mise en rapport principalement avec les mesures gouvernementales de résorption du chômage appelées « plan Spitaels » (2). Trois des six actions prévues par ce plan constituent une extension de mesures prises auparavant (3), à savoir l'occupation des chômeurs par les pouvoirs publics, les stagiaires et les prépensions. Les trois nouvelles mesures sont : la possibilité de prépension pour les chômeurs âgés, le cadre spécial temporaire (C.S.T.) et l'humanisation du travail. A la suite de ces mesures gouvernementales, près de 147 000 personnes ont pu être rayées des statistiques du chômage au 31 décembre, ce qui revient à peu près au double du résultat obtenu il y a douze mois (4). Les activités de ces personnes demeurent, toutefois, en grande partie à charge des institutions de paiement de l'Office National de l'Emploi, de sorte qu'elles n'atténuent en rien la charge supportée par la population active.

Malgré l'importante résorption du chômage résultant de ces mesures, il n'en reste pas moins, comme signalé ci-avant, qu'il ne cesse de croître. La crise économique n'est certes pas la seule déterminante dans cette évolution : divers autres facteurs sont à la base de l'actuel niveau élevé et inacceptable du chômage.

Le facteur démographique n'est pas négligeable : la population active augmente alors que la natalité diminue. Ce phénomène temporaire mais dramatique explique en grande partie le chômage des jeunes. Les comportements sociologiques sont à la base de l'afflux d'un très grand nombre de femmes sur un marché de l'emploi qui ne peut guère leur offrir une occupation.

De plus, il y a le chômage institutionnel, dû au fait que certaines mesures de substitution, telles l'indemnisation de chômage, sont compétititfs avec le revenu provenant de certaines prestations, de sorte que la motivation pour retrouver une activité professionnelle s'en trouve atténuée.

Il faut aussi signaler la succession d'innovations technologiques qui permettent non seulement à l'industrie manufacturière, mais également au secteur des services, de faire d'importantes économies de main-d'œuvre, d'où l'apparition du chômage dit technologique.

Il faut encore ajouter l'imperfection de la mobilité géographique et professionnelle : dans certaines professions, il y a une pénurie de main-d'œuvre et pour d'autres activités on constate une certaine aversion.

---

(1) Autres demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement, demandeurs d'emploi libres occupés. Les chômeurs occupés par les pouvoirs publics sont des chômeurs complets bénéficiant d'une indemnisation plus élevée.

(2) Loi relative aux propositions budgétaires 1977-1978 du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977).

(3) Loi de redressement du 30 mars 1976 (*Moniteur belge* du 1er avril 1976).

(4) Voir tableau : Plan de résorption du chômage.

Depuis quelques années, la pénurie aiguë d'une offre d'emploi suffisante se fait nettement sentir. Le nombre de places vacantes n'arrive même pas au-delà de 5 000. En 1977 et 1976 ce nombre s'est chiffré, en moyenne, à 3 416 et 4 071 et en 1978 il a atteint 4 237 unités (1). A cet égard, il convient de remarquer que depuis le mois de mai 1978, le nombre total d'offres d'emploi comprend également les emplois des « stages pour jeunes » et le « cadre spécial temporaire », ce qui souligne encore davantage le manque crucial d'emplois.

L'augmentation du chômage complet en 1978, dont question ci-avant, ne se rapporte qu'aux chômeurs complets à aptitudes normales. Depuis ces dernières années, il en a été constamment ainsi et c'est toujours cette catégorie qui accusait l'accroissement le plus élevé. A noter cependant, en 1978, la mise en application de la prépension spéciale pour chômeurs âgés (2), permettant un recul du nombre de chômeurs complets à aptitudes réduites ou très réduites de travail; seul le nombre des chômeurs à aptitudes normales a progressé.

L'accroissement du chômage complet, tant des chômeurs à aptitude normale que des autres catégories, s'est manifesté principalement chez les femmes : par rapport à 1977, le nombre des chômeuses à aptitude normale s'est accru de 15 322, ou 11,6 %, tandis que celui des chômeurs a progressé de 10 526, ou 14,1 %. Les données désaisonnalisées font apparaître, pour la même catégorie, une augmentation de 12 928 pour les femmes et de 4 952 pour les hommes.

Le nombre de chômeurs complets à aptitude normale s'est accru dans les trois régions. Toutefois, la progression a été plus importante en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, mais le taux de chômage (3) demeure le plus élevé au sud du pays, où une moyenne de 10,8 % a été enregistrée, contre 9,4 % à Bruxelles-Capitale et 8,6 % en Flandre.

En considérant le chômage selon le sexe, il est frappant de constater que c'est à Bruxelles-Capitale que le chômage féminin est le plus faible : en 1978, le taux y a atteint en moyenne 11,4 % (comme en 1977), contre 17,1 % en Flandre et 19,4 % en Wallonie. Pour les hommes, par contre, il y a été le plus élevé : 8,0 %, contre 6,4 % en Wallonie et 4,2 % en Flandre.

Les taux de chômage relevés par les bureaux régionaux de Mons, Turnhout, Ostende, Huy-Liège, Hasselt-Tongres et Charleroi-La Louvière étaient, à la fin de décembre 1978, les plus élevés du pays avec respectivement 16,8 %, 14,2 %, 13,6 %, 12,9 %, 12,9 % et 12,7 %. Ces taux élevés sont dus principalement à l'importance du chômage féminin, le taux de chômage pour les femmes dans les six bureaux régionaux atteignant respectivement 29,5 %, 31,8 %, 23,3 %, 23,2 %, 30,2 % et 23,9 %.

---

(1) Depuis le mois de septembre 1978, les places vacantes ne sont plus réparties selon le sexe (loi anticrise du 4 août 1978, titre V, chapitres I et II, *Moniteur belge* du 17 août 1978).

(2) Par la loi du 22 décembre 1977, les chômeurs âgés d'au moins 60 ans (hommes) ou 55 ans (femmes), demandeurs d'emploi depuis 1 an, ont la possibilité de demander la prépension.

(3) Rapport entre le nombre de chômeurs complets à aptitude normale et le nombre de personnes assurées contre le chômage : les personnes assurées auprès de l'I.N.A.M.I., les chômeurs complets depuis plus de 3 mois et les frontaliers (situation au 30 juin 1977).

Malgré la recrudescence du chômage des jeunes (—25 ans) en 1978, on a enregistré un ralentissement du rythme de croissance par rapport aux deux années précédentes. Le nombre de jeunes chômeurs complets indemnisés a augmenté, en moyenne, de 6 458, ou 7,2 %, contre 13,4 % l'année précédente et 29,3 % en 1976. En 1978, toutefois un chômeur complet indemnisé sur trois était âgé de moins de 25 ans. L'évolution un peu plus favorable du chômage des jeunes par rapport aux deux années antérieures doit, comme déjà dit en rapport avec l'évolution générale du chômage, être mise en rapport avec l'application de mesures gouvernementales de résorption du chômage.

Le tableau « Plan de résorption du chômage » fait apparaître que de décembre 1977 à décembre 1978, un nombre élevé de jeunes chômeurs a pu être rayé des statistiques de chômage à la suite des diverses mesures prises. Le nombre de jeunes effectuant un stage (1) a quasiment doublé et a atteint environ 32 000. Le nombre de chômeurs occupés par les pouvoirs publics est passé de 24 000 à 31 000 et, à la fin de décembre 1978, près de 22 000 personnes étaient occupées dans le cadre spécial temporaire (C.S.T.) (2).

Outre ces mesures il convient de mentionner la prépension légale ou pension sur demande (3); dans ce cas, l'employeur est tenu, en effet, de remplacer le travailleur prépensionné par un demandeur d'emploi de moins de 30 ans, et recruté en dehors de l'entreprise. Le travailleur engagé ne peut être occupé comme stagiaire. Le nombre de travailleurs bénéficiant de la prépension légale est passé, en 1978, de 18 000 à 26 000.

Pour la prépension pour « travailleurs âgés » (4), les chômeurs compelts de 60 ans au moins (hommes) ou 55 ans (femmes), demandeurs d'emploi depuis 1 an ou plus, ont la possibilité de demander la prépension. A la fin de décembre 1978, 13 000 personnes avaient déjà fait appel à cet possibilité.

Envisagé par branche d'activité, le chômage complet s'est accru dans la plupart des secteurs au cours de l'année écoulée. Les accroissements les plus importants ont été observés dans l'industrie du textile et du vêtement, la construction, le commerce et les services. Ils représentent 69,3 % de la progression totale.

Dans les cinq secteurs ayant enregistré, en 1977 déjà, le taux de chômage le plus élevé (5), celui-ci s'est encore accru pour atteindre un niveau exceptionnellement élevé. Il est frappant de constater que ces branches industrielles — qualifiées

---

(1) Par la loi du 22 décembre 1977, l'intervention de l'Etat en matière de mise au travail de chômeurs par les pouvoirs publics a été relevée, l'obligation d'engager des stagiaires a été étendue aux employeurs occupant au moins 50 travailleurs et le pourcentage d'engagement a été porté de 1 à 2 %.

(2) Le cadre spécial temporaire est réservé aux chômeurs complets indemnisés et n'est, en principe, que temporaire; son rôle est d'effectuer des tâches présentant un intérêt d'ordre collectif, social ou culturel (loi du 22 décembre 1977).

(3) Par la loi du 22 décembre 1977, la prépension a été étendue aux travailleurs âgés de 60 ans et travailleuses âgées de 55 ans. A partir du 1er janvier 1978, les travailleurs occupés dans des entreprises de moins de 20 travailleurs, peuvent également bénéficier de cette réglementation et l'autorisation préalable de l'employeur n'est plus requise.

(4) Loi du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 24 décembre 1977).

(5) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre de chômeurs assurés par branche industrielle, c'est-à-dire les assurés I.N.A.M.I. + chômeurs complets + ouvriers frontaliers (situation au 30 juin 1977).

depuis le début de la récession économique comme secteur « à problèmes » — occupent un volume très important de main-d'œuvre féminine. En 1978, le taux de chômage avait atteint 29,9 % dans l'industrie de la chaussure, 28,4 % dans l'industrie du vêtement, 23,0 % dans l'industrie des cuirs et peaux, 22,4 % dans l'industrie du tabac et 15,6 % dans le secteur horeca.

Les données classées par catégorie d'âge, durée et région linguistique font ressortir qu'à la date du 30 juin 1978 et dans les trois régions, la plus forte progression se situe dans la catégorie des chômeurs masculins sans emploi. Dans la catégorie d'âge de 50 à 65 ans, on a enregistré un recul en raison de la prépension des chômeurs âgés. Il est à remarquer cependant que ce phénomène n'a pas été enregistré pour les femmes, ce qui prouve que, d'une part, les femmes font en une moindre mesure appel à cette possibilité, et, d'autre part, que le nombre de chômeuses à la recherche d'un emploi depuis plus de deux ans, est énorme. La conséquence de cette évolution est que la part des chômeurs masculins sans emploi depuis plus de deux ans, représente 25,3 % du nombre total, soit, un pourcentage inférieur à celui de 1977 (26,7 %). Pour les femmes, ce taux est passé de 24,3 % à 39,6 %. Dans la catégorie des chômeurs sans emploi depuis 1 à 2 ans, on a enregistré, tant pour les hommes que pour les femmes, une diminution par rapport à l'année précédente. La part des chômeurs masculins, demandeurs d'emploi de 1 à 2 ans, est tombée de 17,6 % en 1977 à 16,3 % en 1978, tandis que celle des chômeuses est passée de 26,3 % à 22,7 %.

Le chômage des étrangers a accusé en 1977, comme depuis plusieurs années déjà, à peu près la même évolution que celui des Belges. Les chômeurs de nationalité étrangère représentent en moyenne 15,1 % du total, soit proportionnellement un peu plus que l'année précédente. C'est surtout le nombre des chômeurs masculins de nationalité étrangère qui a augmenté au cours de l'année écoulée. Par rapport au nombre total de chômeurs complets, ils représentent 20,7 %, contre 19 % l'année précédente, tandis que pour les femmes, le pourcentage est demeuré inchangé : 11,4 %.

Le chômage partiel, enfin, qui subit dans une très forte mesure l'influence des fluctuations conjoncturelles, a progressivement diminué, depuis le mois de juillet 1978. C'est peut-être l'indication d'une légère amélioration du climat économique, mais elle n'a pas de caractère fondamental, en effet le chômage partiel subit l'incidence des conditions atmosphériques : en décembre 1978, la moyenne journalière avait même monté à nouveau.

*
* *

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1975	1976	1977	1978	1975	1976	1977	1978
Charbonnages (b)	20,0	18,3	17,4	16,0	39 229	36 407	33 300	31 333
Cokeries	3,2	3,0	2,8	2,6	5 296	5 091	4 840	4 403
Sidérurgie (c)	47,3	44,9	41,8	37,1	73 851	73 776	65 105	52 256
Métaux non ferreux	15,2	14,4	13,3	12,4	24 299	23 504	21 443	18 859
Fabrications métalliques	253,6	245,4	237,0	229,2	397 332	390 879	373 777	356 415
Caoutchouc	6,0	5,5	5,3	5,0	9 228	8 917	8 711	7 966
Papier (établissements producteurs)	7,8	6,5	6,2	6,0	12 161	11 034	10 218	10 244
Papier (établissements transformateurs)	11,0	10,7	10,1	9,6	17 288	17 501	16 372	15 476
Carrières	3,7	3,5	3,3	3,2	6 173	5 567	5 348	4 945
Chaux, calcaires et dérivés	3,7	3,5	3,4	3,2	6 294	5 797	5 551	5 229
Terre cuite	4,7	4,3	4,3	4,0	8 127	7 423	7 386	6 914
Ciment	2,5	2,5	2,5	2,5	4 147	4 097	4 151	3 903
Verre	16,9	16,1	15,7	14,1	25 889	26 156	23 302	22 424
Bois	33,9	33,0	32,2	29,8	55 386	55 394	52 248	47 791
Céramique	5,6	4,9	4,7	4,4	8 829	7 691	7 266	7 013
Construction	121,2	120,7	118,5	113,3	213 986	210 130	205 328	186 237
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	7,9	7,2	6,4	5,3	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	11,8	11,1	10,3	8,9	11 597	17 053	14 883	12 672
Tissages	28,1	26,5	24,8	23,2	40 864	41 392	36 697	36 384
Autres activités textiles	2,6	2,5	2,5	2,2	3 487	3 826	3 411	2 996
Bonneterie	12,6	11,5	10,4	9,9	17 609	16 790	14 760	13 587
Huiles végétales et animales	0,9	0,9	0,9	0,8	1 637	1 727	1 519	1 379
Tabac	6,5	6,1	5,9	5,8	9 977	9 256	8 735	8 635
Cuir	1,4	1,4	1,4	1,1	2 215	2 366	2 073	1 554
Chaussures	4,0	3,2	2,7	2,3	5 711	4 476	3 681	3 224
Pantoufles	0,5	0,5	0,4	0,4	798	708	619	516
Distribution d'eau	4,8	4,7	4,7	4,7	9 240	8 643	8 476	8 543
Port d'Anvers	12,5	12,0	11,5	10,9	..	..	..	..

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1975 à 1978 : 2 649, 3 243, 2 491 et 2 061 millions.

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

Population totale et population active selon l'état civil

ÉTAT CIVIL	Hommes		Femmes		Total	
	1947 (a)	1977 (b)	1947 (a)	1977 (b)	1947 (a)	1977 (b)
Célibataire						
Population totale	1 866 266	2 021 143	1 726 321	1 777 986	3 592 587	3 799 129
Population active	752 253	511 273	404 615	295 279	1 156 868	806 552
Degré d'activité	40,3	25,3	23,4	16,6	32,2	21,2
Marié						
Population totale	2 123 803	2 611 405	2 114 690	2 678 572	4 238 493	5 289 977
Population active	1 812 456	1 990 994	326 097	895 241	2 138 553	2 886 235
Degré d'activité	85,3	76,2	15,4	33,4	50,5	54,6
Veuvage et divorcé						
Population totale	209 659	183 667	471 456	549 093	681 115	732 760
Population active	95 402	60 459	90 204	64 066	185 606	124 525
Degré d'activité	45,6	32,9	19,1	11,7	27,3	17,0
Total ...						
Population totale ...	**4 199 728**	**4 816 215**	**4 312 467**	**5 005 651**	**8 512 195**	**9 821 866**
Population active ...	**2 660 111**	**2 562 726**	**820 916**	**1 254 586**	**3 481 027**	**3 817 312**
Degré d'activité ...	**63,3**	**53,2**	**19,0**	**25,1**	**40,9**	**38,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Recensement de la population de 1947.
(b) Enquête socio-économique d'avril 1977.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1975		30 juin 1976		30 juin 1977	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 595 463**	**98,8**	**2 592 700**	**98,8**	**2 583 233**	**98,9**
Agriculture, sylviculture et pêche	106 009	4,0	100 600	3,8	97 591	3,7
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	229 275	8,7	220 482	8,4	215 265	8,2
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	584 121	22,2	566 838	21,6	548 744	21,0
Bâtiment et génie	282 738	10,8	286 459	10,9	287 978	11,0
Energie et eau	66 385	2,5	64 285	2,4	62 699	2,4
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	523 710	19,9	527 337	20,1	530 683	20,3
Transports et communications	236 131	9,0	232 547	8,9	232 275	8,9
Autres services (y compris militaires de carrière)	450 607	17,2	464 536	17,7	476 549	18,2
Demandeurs d'emploi (b)	81 113	3,1	96 053	3,7	101 824	3,9
Miliciens	32 973	1,3	31 110	1,2	27 034	1,0
Stagiaires en form. profes.	2 401	0,1	2 453	0,1	2 591	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**32 329**	**1,2**	**30 221**	**1,2**	**29 048**	**1,1**
Total	**2 627 792**	**100,0**	**2 622 921**	**100,0**	**2 612 281**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 360 575**	**98,9**	**1 394 739**	**99,0**	**1 430 697**	**99,1**
Agriculture, sylviculture et pêche	29 688	2,2	27 023	1,9	24 785	1,7
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	28 476	2,1	26 722	1,9	25 853	1,8
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	254 430	18,5	238 401	16,9	222 636	15,4
Bâtiment et génie	9 785	0,7	9 985	0,7	10 331	0,7
Energie et eau	2 584	0,2	2 613	0,2	2 717	0,2
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	391 297	28,4	393 448	27,9	399 830	27,7
Transports et communications	32 073	2,3	31 993	2,3	32 840	2,3
Autres services (y compris militaires de carrière)	523 689	38,1	535 191	38,0	554 946	38,4
Demandeurs d'emploi (b)	87 254	6,3	128 224	9,1	155 348	10,8
Stagiaires en form. profes.	1 299	0,1	1 139	0,1	1 411	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**14 767**	**1,1**	**13 823**	**1,0**	**12 971**	**0,9**
Total	**1 375 342**	**100,0**	**1 408 562**	**100,0**	**1 443 668**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Population active (a)

Répartition par branche d'activité

(hommes et femmes)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1975		30 juin 1976		30 juin 1977	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Occupée en Belgique	**3 956 038**	**98,8**	**3 987 439**	**98,9**	**4 013 930**	**99,0**
Agriculture, sylviculture et pêche	135 697	3,4	127 623	3,2	122 376	3,0
Extraction et transformation des minéraux non énergétiques et produits dérivés; industrie chimique	257 751	6,4	247 204	6,1	241 118	5,9
Industries transformatrices des métaux; mécanique de précision et autres industries manufacturières	838 551	21,0	805 239	20,0	771 380	19,0
Bâtiment et génie	292 523	7,3	296 444	7,3	298 309	7,4
Energie et eau	68 969	1,7	66 898	1,6	65 416	1,6
Commerce, restauration, hébergement, réparation, institutions de crédits, assurances, etc.	915 007	22,9	920 785	22,8	930 513	22,9
Transports et communications	268 204	6,7	264 540	6,6	265 115	6,5
Autres services (y compris militaires de carrière)	974 296	24,3	999 727	24,8	1 031 495	25,4
Demandeurs d'emploi (b)	168 367	4,2	224 277	5,6	257 172	6,3
Miliciens	32 973	0,8	31 110	0,8	27 034	0,7
Stagiaires en form. profes.	3 700	0,1	3 592	0,1	4 002	0,1
Occupée à l'étranger (c)	**47 096**	**1,2**	**44 044**	**1,1**	**42 019**	**1,0**
Total	**4 003 134**	**100,0**	**4 031 483**	**100,0**	**4 055 949**	**100,0**

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail.
Institut National de Statistique.

(a) Comprend : salariés et assimilés, indépendants et aidants.
Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Chômeurs complets indemnisés et demandeurs d'emploi inscrits volontairement.
(c) Frontaliers et personnel belge des organismes internationaux.

Travailleurs assujettis à la sécurité sociale

DESIGNATION	Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total général
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
31 mars 1977	1 087 824	366 538	1 454 362	911 033	598 101	1 509 134	2 963 496
30 juin 1977	1 085 599	367 601	1 453 200	912 728	600 660	1 513 388	2 966 588
30 septembre 1977	1 083 540	368 154	1 451 694	911 310	605 697	1 517 007	2 968 701
31 décembre 1977	1 064 698	363 704	1 428 402	917 321	614 490	1 531 811	2 960 213
31 mars 1978	1 052 781	361 578	1 414 359	921 735	619 632	1 541 367	2 955 726

Source : Office National de Sécurité Sociale

Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin (a)

(travailleurs manuels et intellectuels)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1975	1976	1977
Agriculture, sylviculture et pêche	12 158	12 234	12 381	12 379
Energie et eau (b)	69 403	68 747	66 674	65 195
Minéraux non énergétiques et dérivés, industrie chimique	264 225	253 359	242 844	236 784
Industrie transformatrice des métaux, mécanique de précision	357 535	340 323	330 162	321 594
Autres industries manufacturières :	479 373	440 392	418 565	393 634
— produits alimentaires	*82 013*	*78 699*	*77 102*	*75 325*
— boissons	*21 733*	*20 591*	*19 901*	*19 356*
— tabac	*8 758*	*8 147*	*7 596*	*7 270*
— textile	*104 497*	*94 685*	*89 994*	*81 601*
— cuir	*5.820*	*5 347*	*4 986*	*4 592*
— chaussures et habillement	*90 713*	*81 549*	*74 334*	*65 495*
— bois et meubles en bois	*54 317*	*49 289*	*48 476*	*46 639*
— papier et articles en papier	*27 076*	*24 789*	*23 055*	*21 215*
— imprimerie et édition	*41 092*	*38 151*	*34 758*	*34 095*
— caoutchouc et matières plastiques	*25 158*	*22 961*	*22 950*	*22 402*
— divers	*18 196*	*16 184*	*15 413*	*15 644*
Bâtiment et génie civil	245 856	246 589	250 340	251 533
Commerce, hôtellerie, réparations	414 421	416 246	418 131	425 937
Transports et communications (c)	191 950	193 805	191 620	192 345
Institutions de crédit, assurances, location	188 636	187 880	191 229	192 570
Services publics, enseignement et autres	795 330	823 163	849 439	874 617
Total général ...	**3 018 887**	**2 982 738**	**2 971 385**	**2 966 588**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ouvriers mineurs et assimilés ressortissant du F.N.R.O.M.
(c) Y compris les marins de la marine marchande ressortissant de l'O.S.S.M.M., les agents temporaires de la S.N.C.B. et les agents de la S.N.C.V.

Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1977 en fonction de l'importance des établissements (a)

DÉSIGNATION	Etablissements		Travailleurs manuels			Travailleurs intellectuels			Total des travailleurs	
	Nombre	%	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Nombre	%
Etablissements occupant :										
moins de 5 travailleurs	131 798	66,55	96 910	47 628	144 538	37 540	49 454	86 994	231 532	7,81
de 5 à 9 travailleurs	27 911	14,09	84 179	25 008	109 187	39 746	33 994	73 740	182 927	6,17
de 10 à 19 travailleurs	16 882	8,53	101 852	31 331	133 183	55 497	40 031	95 528	228 711	7,72
de 20 à 49 travailleurs	12 412	6,27	157 346	53 549	210 895	98 585	69 919	168 504	379 399	12,80
de 50 à 99 travailleurs	4 501	2,27	109 351	41 228	150 579	94 067	68 625	162 692	313 271	10,57
de 100 à 199 travailleurs	2 458	1,24	106 716	48 019	154 735	106 374	79 759	186 133	340 868	11,50
de 200 à 499 travailleurs	1 409	0,71	124 972	52 377	177 349	145 342	104 134	249 476	426 825	14,41
de 500 à 999 travailleurs	434	0,22	89 244	31 452	120 696	114 543	59 177	173 720	294 416	9,94
1 000 travailleurs et plus	230	0,12	211 861	36 788	248 649	221 034	95 567	316 601	565 250	19,08
Total ...	**198 035**	**100,00**	**1 082 431**	**367 380**	**1 449 811**	**912 728**	**600 660**	**1 513 388**	**2 963 199**	**100,00**

(a) Y compris les apprentis, les travailleurs domestiques, les fonctionnaires et les bateliers; à l'exclusion des marins de la marine marchande. Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale du 30 juin 1977 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	31 128	205 110	57 614	262 724	153 329	90 356	243 685	506 409
Brabant	51 546	222 999	85 746	308 745	338 888	218 899	557 787	866 532
Flandre occidentale	25 101	126 470	51 432	177 902	73 714	47 662	121 376	299 278
Flandre orientale	24 167	132 584	58 860	191 444	83 097	58 049	141 146	332 590
Hainaut	20 720	140 169	41 110	181 279	87 222	67 141	154 363	335 642
Liège	20 748	117 160	33 650	150 810	85 783	61 615	147 398	298 208
Limbourg	11 524	85 343	24 321	109 664	46 560	26 526	73 086	182 750
Luxembourg	4 680	15 487	4 745	20 232	14 607	9 494	24 101	44 333
Namur	8 119	35 105	9 672	44 777	29 528	20 918	50 446	95 223
Région flamande	*105 935*	*627 745*	*217 602*	*845 347*	*427 106*	*262 834*	*689 940*	*1 535 287*
Région wallonne	*59 380*	*334 197*	*95 159*	*429 356*	*234 952*	*172 886*	*407 838*	*837 194*
Bruxelles-Capitale	*32 418*	*118 485*	*54 389*	*172 874*	*250 670*	*164 940*	*415 610*	*588 484*
Le Royaume ...	**197 733**	**1 080 427**	**367 150**	**1 447 577**	**912 728**	**600 660**	**1 513 388**	**2 960 965**

(a) Y compris les apprentis, les travailleurs domestiques et les fonctionnaires; à l'exclusion des marins de la marine marchande et des bateliers. Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	31 854	9 478	41 332
1969	53 115	32 228	85 343	30 645	7 072	37 717
1970	42 387	28 874	71 261	24 997	8 715	33 712
1971	42 368	28 508	70 876	31 830	7 792	39 622
1972	51 855	34 967	86 822	27 405	9 175	36 580
1973	48 608	43 094	91 702	25 511	8 774	34 285
1974	49 841	54 879	104 720	28 790	13 160	41 950
1975	85 158	92 209	177 367	59 499	23 036	82 541
1976	98 304	130 233	228 537	42 934	15 554	58 488
1977	106 286	157 998	264 284	47 875	21 183	69 058
1978	111 239	170 925	282 164	48 447	21 389	69 836

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières.
(c) L'arrêté ministériel du 14 février 1975 (*Moniteur belge* du 8 avril 1975) dispense (depuis le 1er mars 1975) les chômeurs partiels du contrôle communal.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978
Anvers	13 858	26 918	34 711	39 670	41 622
Brabant	18 462	33 983	47 130	53 363	56 716
Flandre occidentale	7 338	14 387	18 481	22 258	24 845
Flandre orientale	12 270	22 685	28 108	33 052	36 298
Hainaut	15 628	25 997	34 123	39 237	42 638
Liège	21 467	28 864	34 327	38 784	39 577
Limbourg	10 675	17 075	21 881	26 390	27 391
Luxembourg	1 248	1 945	2 352	2 904	3 543
Namur	3 774	5 513	7 424	8 626	9 534
Région flamande	*51 494*	*94 168*	*120 898*	*141 837*	*152 311*
Région wallonne	*43 909*	*65 334*	*82 450*	*94 206*	*100 250*
Bruxelles (b)	*9 317*	*17 865*	*25 189*	*28 241*	*29 603*
Le Royaume ...	**104 720**	**177 367**	**228 537**	**264 284**	**282 164**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978
	HOMMES				
Anvers	7 151	13 251	14 027	14 563	14 981
Brabant	8 383	16 494	21 333	22 715	24 250
Flandre occidentale	4 317	7 880	8 743	9 351	9 942
Flandre orientale	6 171	11 186	12 157	13 502	14 655
Hainaut	6 346	11 622	14 794	16 341	17 630
Liège	10 571	14 269	15 596	16 761	16 511
Limbourg	4 701	6 994	7 118	7 718	7 307
Luxembourg	572	898	1 006	1 371	1 896
Namur	1 629	2 564	3 530	3 965	4 067
Région flamande	*25 626*	*45 060*	*48 974*	*52 423*	*54 602*
Région wallonne	*19 908*	*30 726*	*36 705*	*40 280*	*42 016*
Bruxelles (b)	*4 307*	*9 372*	*12 625*	*13 584*	*14 621*
Le Royaume	**49 841**	**85 158**	**98 304**	**106 287**	**111 239**
	FEMMES				
Anvers	6 707	13 667	20 684	25 107	26 641
Brabant	10 079	17 489	25 797	30 648	32 466
Flandre occidentale	3 021	6 507	9 738	12 907	14 903
Flandre orientale	6 099	11 499	15 951	19 550	21 643
Hainaut	9 282	14 375	19 329	22 896	25 008
Liège	10 896	14 596	18 731	22 023	23 066
Limbourg	5 974	10 081	14 763	18 672	20 084
Luxembourg	676	1 046	1 346	1 533	1 647
Namur	2 145	2 949	3 894	4 661	5 467
Région flamande	*25 868*	*49 108*	*71 924*	*89 414*	*97 709*
Région wallonne	*24 001*	*34 608*	*45 746*	*53 926*	*58 234*
Bruxelles (b)	*5 010*	*8 493*	*12 563*	*14 657*	*14 982*
Le Royaume	**54 879**	**92 209**	**130 233**	**157 997**	**170 925**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978
	HOMMES				
Anvers	2 345	7 706	8 635	9 558	11 156
Brabant	4 283	12 036	16 947	18 569	21 069
Flandre occidentale	1 530	4 486	5 224	5 908	7 031
Flandre orientale	1 676	5 816	6 885	8 247	10 281
Hainaut	2 812	7 936	11 278	13 013	14 772
Liège	2 648	6 391	8 757	10 319	10 915
Limbourg	1 701	3 900	4 071	4 786	4 963
Luxembourg	283	602	720	1 076	1 599
Namur	652	1 514	2 518	2 949	3 165
Région flamande	*8 565*	*25 556*	*29 753*	*33 907*	*39 694*
Région wallonne	*2 551*	*17 402*	*24 628*	*28 807*	*32 101*
Bruxelles (b)	*6 814*	*7 429*	*10 654*	*11 711*	*13 156*
Le Royaume	**17 930**	**50 387**	**65 035**	**74 425**	**84 951**
	FEMMES				
Anvers	4 211	10 622	17 206	21 470	23 544
Brabant	7 116	14 061	21 912	26 630	29 073
Flandre occidentale	2 120	5 181	7 974	10 780	12 624
Flandre orientale	3 550	8 393	12 125	15 175	17 686
Hainaut	7 088	11 880	16 512	19 883	22 251
Liège	6 713	10 022	13 778	16 737	18 306
Limbourg	4 356	8 213	12 665	16 529	18 057
Luxembourg	572	920	1 173	1 341	1 473
Namur	1 535	2 213	3 092	3 832	4 685
Région flamande	*15 127*	*38 351*	*59 141*	*75 461*	*84 887*
Région wallonne	*16 612*	*26 332*	*36 607*	*44 195*	*49 403*
Bruxelles (b)	*3 522*	*6 822*	*10 689*	*12 721*	*13 409*
Le Royaume	**37 261**	**71 505**	**105 437**	**132 377**	**147 699**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978
Anvers	6 556	18 328	25 841	31 028	34 700
Brabant	11 399	26 097	38 859	45 199	50 142
Flandre occidentale	3 650	4 667	13 198	16 688	19 655
Flandre orientale	5 226	14 200	19 010	23 422	27 967
Hainaut	9 900	19 816	27 790	32 896	37 023
Liège	9 361	16 413	22 535	27 056	29 221
Limbourg	6 057	12 113	16 736	21 315	23 020
Luxembourg	855	1 522	1 893	2 417	3 072
Namur	2 187	3 727	5 610	6 781	7 850
Région flamande	*25 692*	*63 907*	*88 894*	*109 368*	*124 581*
Région wallonne	*23 426*	*43 734*	*61 235*	*73 002*	*81 504*
Bruxelles (b)	*6 073*	*14 251*	*21 343*	*24 432*	*26 565*
Le Royaume ...	**55 191**	**121 892**	**171 472**	**206 802**	**232 650**

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Source : Office National de l'Emploi.

Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1978 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Agriculture	550	310	44	904	262	83	6	351	812	393	50	1 255
Forêt, Chasse	32	74	6	112	8	10	3	21	40	84	9	133
Pêche	168	2	—	170	3	3	—	6	171	5	—	176
Mines	1 310	1 747	46	3 103	23	68	8	99	1 333	1 815	54	3 202
Pierre	95	378	7	480	31	54	1	86	126	432	8	566
Alimentation	3 253	1 617	792	5 662	6 846	2 736	750	10 332	10 099	4 353	1 542	15 994
Tabac	60	19	17	96	2 017	202	49	2 268	2 077	221	66	2 364
Textile	2 921	1 113	127	4 161	7 898	2 944	314	11 156	10 819	4 057	441	15 317
Vêtement	479	261	208	948	16 412	5 804	1 098	23 314	16 891	6 065	1 306	24 262
Chaussure	176	32	14	222	1 537	103	29	1 669	1 713	135	43	1 891
Bois	2 152	443	244	2 839	2 115	233	64	2 412	4 267	676	308	5 251
Papier	462	394	156	1 012	1 196	823	278	2 297	1 658	1 217	434	3 309
Livre	819	362	423	1 604	1 047	764	392	2 203	1 866	1 126	815	3 807
Cuirs et Peaux	239	74	111	424	636	191	238	1 065	875	265	349	1 489
Caoutchouc	202	196	43	441	340	215	22	577	542	411	65	1 018
Chimie	1 552	893	418	2 863	2 615	1 393	858	4 866	4 167	2 286	1 276	7 729
Céramique, Briqueterie, Ciment	722	593	87	1 402	628	591	47	1 266	1 350	1 184	134	2 668
Verre	221	568	12	801	259	1 074	15	1 348	480	1 642	27	2 149
Métallurgie	541	2 714	87	3 342	227	375	26	628	768	3 089	113	3 970
Construction métallique	3 915	4 685	1 088	9 688	2 364	2 803	462	5 629	6 279	7 488	1 550	15 317
Construction mécanique	530	400	145	1 075	389	256	30	675	919	656	175	1 750
Construction électrique	982	741	237	1 960	6 089	2 242	378	8 709	7 071	2 983	615	10 669
Construction de matériel de transport	2 553	1 043	510	4 106	1 328	276	55	1 659	3 881	1 319	565	5 765
Diamant	420	4	6	430	352	11	3	366	772	15	9	796
Industries manuf. diverses	290	308	145	743	796	616	244	1 656	1 086	924	389	2 399
Construction	12 877	10 976	3 517	27 370	839	617	193	1 649	13 716	11 593	3 710	29 019
Electricité, Eau, Gaz	92	141	28	261	34	40	8	82	126	181	36	343
Commerce	3 142	2 915	1 788	7 845	11 001	12 055	3 049	26 105	14 143	14 970	4 837	33 950
Banques, Assurances	352	215	198	765	943	608	292	1 843	1 295	823	490	2 608
Transport et Communications	2 222	1 486	722	4 430	1 166	554	175	1 895	3 388	2 040	897	6 325
Hôtels, Restaurants	1 267	703	714	2 684	3 185	1 848	800	5 833	4 452	2 551	1 514	8 517
Services	4 858	3 468	2 157	10 483	16 654	12 327	4 475	33 456	21 512	15 795	6 632	43 939
Activités mal désignées ou non connues (c)	5 148	3 141	524	8 813	8 469	6 315	620	15 404	13 617	9 456	1 144	24 217
Total général ...	**54 602**	**42 016**	**14 621**	**111 239**	**97 709**	**58 234**	**14 982**	**170 925**	**152 311**	**100 250**	**29 603**	**282 164**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
Les chômeurs repris au présent tableau sont répartis selon la branche d'activité dans laquelle ils étaient occupés, quelle que soit leur profession.

(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

(c) Catégorie qui comprend principalement les jeunes gens, n'ayant pas encore eu d'activité professionnelle quelconque.

Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1978 (a)

Par groupe d'âges, sexe et région linguistique

DÉSIGNATION	Région flamande				Région wallonne				Bruxelles (b)				Le Royaume			
	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1977	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1977	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1977	Taux de chômage (c)	Chiffres absolus	Importance en %	Evolution en % par rapport au 31 déc. 1977	Taux de chômage (c)
Moins de 25 ans																
Hommes	28 913	36,2	+ 7,9	..	20 739	36,2	+ 2,8	..	5 394	27,0	+17,8	..	55 046	35,1	+ 6,8	..
Femmes	53 883	43,4	+ 4,8	..	34 070	43,4	+ 9,5	..	5 816	30,6	+ 2,9	..	93 769	42,3	+ 6,3	..
Total ...	*82 796*	*40,6*	*+ 5,8*	..	*54 809*	*40,4*	*+ 6,9*	..	*11 210*	*28,8*	*+ 9,6*	..	*148 815*	*39,3*	*+ 6,5*	..
De 25 à 50 ans																
Hommes	30 339	38,0	+ 7,1	..	24 146	42,1	+ 5,3	..	10 290	51,6	+16,9	..	64 775	41,2	+ 7,9	..
Femmes	61 665	49,7	+15,3	..	37 790	48,2	+15,2	..	10 389	54,8	+ 8,6	..	109 844	49,6	+14,6	..
Total ...	*92 004*	*45,1*	*+12,5*	..	*61 936*	*45,6*	*+11,1*	..	*20 679*	*53,1*	*+12,6*	..	*174 619*	*46,1*	*+12,0*	..
Plus de 50 ans																
Hommes	20 594	25,8	—11,6	..	12 406	21,7	—11,0	..	4 276	21,4	— 5,9	..	37 276	23,7	—10,8	..
Femmes	8 521	6,9	—14,8	..	6 592	8,4	—13,4	..	2 770	14,6	—16,3	..	17 883	8,1	—14,5	..
Total ...	*29 115*	*14,3*	*—12,6*	..	*18 998*	*14,0*	*—11,8*	..	*7 046*	*18,1*	*—10,3*	..	*55 159*	*14,6*	*—12,0*	..
Total (hommes) ..	**79 846**	**39,2**	**+ 1,8**	**8,4**	**57 291**	**42,2**	**+ 0,4**	**11,5**	**19 960**	**51,3**	**+11,4**	**12,1**	**157 097**	**41,5**	**+ 2,4**	**9,7**
Total (femmes)	**124 069**	**60,8**	**+ 7,9**	**25,0**	**78 452**	**57,8**	**+ 9,7**	**30,9**	**18 975**	**48,7**	**+ 2,4**	**16,1**	**221 496**	**58,5**	**+ 8,0**	**25,5**
Total général ...	**203 915**	**100,0**	**+ 5,5**	**14,1**	**135 743**	**100,0**	**+ 5,6**	**18,1**	**38 935**	**100,0**	**+ 6,8**	**13,8**	**378 593**	**100,0**	**+ 5,6**	**15,3**

(a) Chômeurs complets indemnisés, ceux occupés par les pouvoirs publics, autres chômeurs inscrits obligatoirement et demandeurs d'emploi libres inoccupés.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).
(c) Sur base des assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin 1977.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par groupe âges,

GROUPE D'AGES	DUREE DU										HOM.
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De ans plus
	REGION FLAMANDE						REGION				ALL
	HOM ES										
Moins de 25 ans :											
1975	4 925	2 510	2 233	214	46	9 928	3 421	1 821	1 542	218	61
1976	4 078	1 901	3 300	1 089	92	10 460	3 199	1 856	2 959	1 265	13
1977	5 134	1 965	2 667	862	279	10 907	3 529	2 035	2 741	1 357	50
1978	5 094	2 499	3 299	1 262	338	12 492	3 585	2 094	3 126	1 578	67
De 25 à moins de 40 ans :											
1975	3 376	1 821	1 353	452	492	7 494	2 387	1 289	1 143	430	42
1976	3 209	1 549	2 043	1 656	673	9 130	2 756	1 485	2 008	1 600	67
1977	3 712	1 759	2 059	1 571	1 281	10 382	2 830	1 640	1 948	1 921	137
1978	3 919	2 023	2 689	1 979	1 551	12 161	3 142	1 759	2 526	2 101	201
De 40 à moins de 50 ans :											
1975	1 465	897	789	426	1 341	4 918	1 089	711	733	471	140
1976	1 534	852	1 219	1 318	1 456	6 379	1 474	652	1 114	1 234	147
1977	1 570	845	1 221	1 430	2 099	7 165	1 135	644	972	1 324	220
1978	1 864	988	1 399	1 501	2 541	8 293	1 142	680	1 302	1 187	241
De 50 à 65 ans :											
1975	2 541	1 974	2 543	2 504	8 392	17 954	1 175	1 097	1 338	1 833	616
1976	1 816	1 494	2 709	4 087	8 197	18 303	1 275	740	1 349	2 282	562
1977	1 652	1 227	2 053	3 710	9 616	18 258	962	691	1 248	2 289	630
1978	1 751	1 173	1 959	2 648	7 584	15 115	913	711	1 477	1 834	573
Total en 1975 ...	12 307	7 202	6 918	3 596	10 271	40 294	8 072	4 918	4 756	2 952	808
Total en 1976 ...	10 637	5 796	9 271	8 150	10 418	44 272	8 704	4 733	7 430	6 381	79
Total en 1977 ...	12 608	5 796	8 000	7 573	13 275	46 712	8 456	5 010	6 909	6 891	02
Total en 1978 ...	12 628	6 683	9 346	7 390	12 014	48 061	8 782	5 244	8 431	6 700	08
	FEM ES										
Moins de 25 ans :											
1975	6 340	4 057	5 648	1 961	486	18 492	2 921	2 189	3 419	2 163	10
1976	5 886	4 324	9 102	6 576	1 405	27 293	3 029	2 324	4 820	4 179	21
1977	4 246	4 469	8 907	8 202	4 467	32 291	2 949	2 399	4 900	4 84	39
1978	5 821	4 090	8 310	8 377	7 026	33 624	3 026	2 262	5 155	4 93	53
De 25 à moins de 40 ans :											
1975	3 582	2 661	3 246	2 249	1 932	13 570	1 766	1 405	1 922	2 01	30
1976	3 821	3 661	6 102	6 597	3 720	23 901	2 181	1 523	2 660	3 60	48
1977	3 929	3 265	5 973	10 441	8 834	32 442	1 975	1 580	2 655	4 50	75
1978	3 758	3 130	5 523	10 021	16 361	38 793	2 092	1 573	2 645	4 31	10
De 40 à 60 ans :											
1975	1 679	1 626	2 045	2 041	4 429	11 820	995	892	1 329	1 70	5
1976	1 622	1 479	2 687	4 115	5 821	15 724	1 250	887	1 579	2 51	6
1977	1 420	1 284	2 497	4 772	9 123	19 096	935	738	1 469	2 87	8
1978	1 477	1 284	2 264	3 902	10 584	19 511	882	706	1 414	2 30	8
Total en 1975 ...	11 501	8 344	10 939	6 251	6 847	43 882	5 682	4 486	6 670	5 88	9
Total en 1976 ...	11 329	9 464	17 891	17 288	10 946	66 918	6 460	4 734	9 059	10 30	13
Total en 1977 ...	11 595	9 018	17 377	23 415	22 424	83 829	5 859	4 717	9 024	12 22	19
Total en 1978 ...	11 056	8 504	16 097	22 300	33 971	91 928	6 000	4 541	9 214	11 55	24

(a) Recensement à la date du 30 juin.
(b) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

ges, durée et région linguistique (a)

OMAGE													
e ns lus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
LLONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
S													
61	7 063	1 009	530	317	46	3	1 905	9 355	4 861	4 092	478	110	18 896
132	9 411	1 041	622	702	339	24	2 728	8 318	4 379	6 961	2 693	248	22 599
500	10 162	1 041	571	581	296	92	2 581	9 704	4 571	5 989	2 515	871	23 650
672	11 055	1 079	636	736	373	139	2 963	9 758	5 229	7 161	3 213	1 149	26 510
429	5 678	1 162	746	558	193	82	2 741	6 925	3 856	3 054	1 075	1 003	15 913
674	8 523	1 247	765	971	771	195	3 949	7 212	3 799	5 022	4 027	1 542	21 602
377	9 716	1 243	833	913	809	466	4 264	7 785	4 232	4 920	4 301	3 124	24 362
016	11 544	1 307	891	1 100	943	695	4 936	8 368	4 673	6 315	5 023	4 262	28 641
405	4 409	576	390	356	160	166	1 648	3 130	1 998	1 878	1 057	2 912	10 975
473	5 947	561	364	540	562	258	2 285	3 569	1 868	2 873	3 114	3 187	14 611
208	6 103	546	367	462	568	571	2 514	3 251	1 856	2 655	3 322	4 698	15 782
413	6 724	576	402	525	594	816	2 913	3 582	2 070	3 226	3 282	5 770	17 930
162	11 605	500	415	419	409	875	2 618	4 216	3 486	4 300	4 746	15 429	32 177
631	11 277	506	413	659	839	1 007	3 424	3 597	2 647	4 717	7 208	14 835	33 004
300	11 490	415	380	557	949	1 414	3 715	3 029	2 298	3 858	6 948	17 330	33 463
732	10 667	391	324	516	715	1 418	3 364	3 055	2 208	3 952	5 197	14 734	29 146
057	**28 755**	**3 247**	**2 081**	**1 650**	**808**	**1 126**	**8 912**	**23 626**	**14 201**	**13 324**	**7 356**	**19 454**	**77 961**
910	**35 158**	**3 355**	**2 164**	**2 872**	**2 511**	**1 484**	**12 386**	**22 696**	**12 693**	**19 573**	**17 042**	**19 812**	**91 816**
205	**37 471**	**3 245**	**2 151**	**2 513**	**2 622**	**2 543**	**13 074**	**23 769**	**12 957**	**17 422**	**17 086**	**26 023**	**97 257**
833	**39 990**	**3 353**	**2 253**	**2 877**	**2 625**	**3 068**	**14 176**	**24 763**	**14 180**	**20 654**	**16 715**	**25 915**	**102 227**
S													
026	11 718	707	489	462	183	40	1 881	9 968	6 735	9 529	4 307	1 552	32 091
102	16 454	872	646	894	668	143	3 223	9 787	7 294	14 816	11 423	3 650	46 970
908	19 000	823	518	798	816	380	3 335	10 018	7 386	14 605	13 862	8 755	54 626
394	20 772	733	529	768	785	605	3 420	9 580	6 881	14 233	14 097	13 025	57 816
088	10 196	719	539	624	414	285	2 581	5 967	4 605	5 792	4 678	5 305	26 347
846	14 818	801	681	1 032	1 175	595	4 344	6 863	5 865	9 794	11 380	9 161	43 063
522	18 236	817	619	945	1 475	1 340	5 196	6 721	5 464	9 573	16 420	17 696	55 874
713	21 337	754	579	935	1 300	2 133	5 701	6 604	5 282	9 103	15 635	29 207	65 831
392	10 315	553	424	617	666	1 206	3 466	3 227	2 942	3 991	4 414	11 027	25 601
611	12 844	599	530	803	1 112	1 688	4 732	3 471	2 896	5 069	7 744	14 120	32 300
262	14 279	514	421	748	1 367	2 478	5 528	2 869	2 443	4 714	9 014	19 863	38 903
854	14 157	416	357	627	1 038	2 699	5 137	2 775	2 347	4 305	7 241	22 137	38 805
506	**32 229**	**1 979**	**1 452**	**1 703**	**1 263**	**1 531**	**7 928**	**19 162**	**14 282**	**19 312**	**13 399**	**17 884**	**84 039**
559	**44 116**	**2 332**	**1 857**	**2 729**	**2 955**	**2 426**	**12 299**	**20 121**	**16 055**	**29 679**	**30 547**	**26 931**	**123 333**
692	**51 515**	**2 154**	**1 558**	**2 491**	**3 658**	**4 198**	**14 059**	**19 608**	**15 293**	**28 892**	**39 296**	**36 314**	**149 403**
961	**56 266**	**1 903**	**1 465**	**2 330**	**3 123**	**5 437**	**14 258**	**18 959**	**14 510**	**27 641**	**36 973**	**64 369**	**162 452**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés, occupés par les pouvoirs publics en 1977 et 1978

Par province et région linguistique

(hommes et femmes)

PROVINCE OU RÉGION	1977		1978		Evolution en % de 1977 à 1978	Chômeurs complets indemnisés au 31 déc. 1978	
	Situation au 31 déc. 1977	En % du total	Situation au 31 déc. 1978	En % du total		Total	Occupés par les pouvoirs publics (en % du total)
Anvers	3 351	13,8	4 071	13,1	21,5	45 614	8,9
Brabant	5 630	23,3	7 396	23,9	31,4	60 170	12,3
Flandre occidentale	1 882	7,8	2 302	7,4	22,3	28 359	8,1
Flandre orientale	3 626	15,0	4 583	14,8	26,4	39 256	11,7
Hainaut (a)	3 763	15,5	5 123	16,5	36,1	46 484	11,0
Liège	2 714	11,2	3 430	11,1	26,4	40 829	8,4
Limbourg	1 929	8,0	2 246	7,2	16,4	28 163	8,0
Luxembourg	404	1,7	542	1,8	34,2	3 530	15,4
Namur (a)	902	3,7	1 312	4,2	45,5	8 527	15,4
Région flamande	*13 035*	*53,8*	*16 080*	*51,9*	*23,4*	*165 350*	*9,7*
Région wallonne	*8 513*	*35,2*	*11 366*	*36,6*	*33,5*	*104 714*	*10,9*
Bruxelles (b)	*2 653*	*11,0*	*3 559*	*11,5*	*34,2*	*30 868*	*11,5*
Le Royaume ...	**24 201**	**100,0**	**31 005**	**100,0**	**28,8**	**300 932**	**10,3**

(a) Correspond à l'ensemble des bureaux régionaux de l'O.N.E.M. et non à la province.
(b) Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Plan en vue de la résorption du chômage
(lois des 30 mars 1976 et 22 décembre 1977)

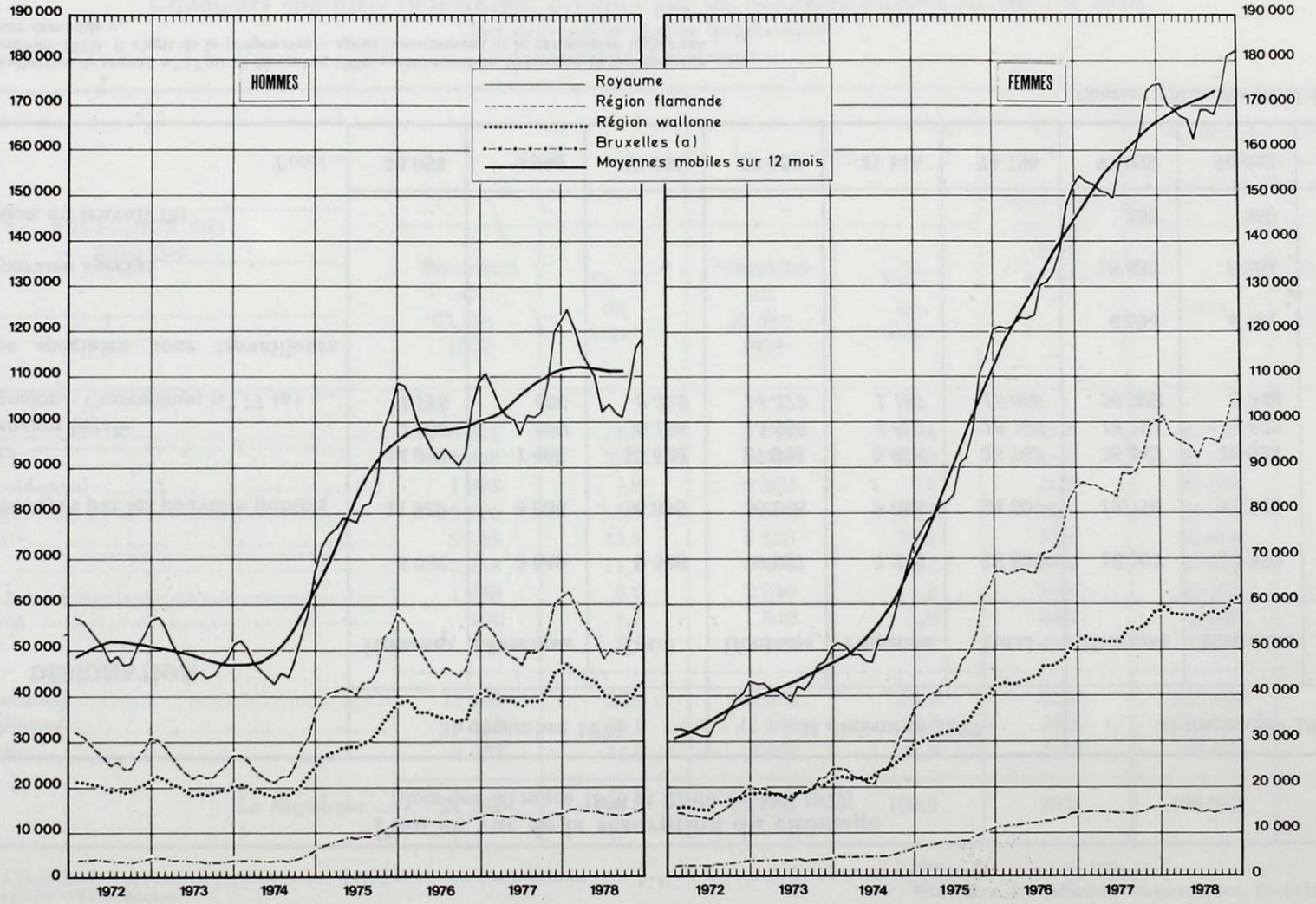
DÉSIGNATION	31 décembre 1976			31 décembre 1977			31 décembre 1978		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Stagiaires	6 037	3 549	9 586	9 557	7 275	16 832	18 101	13 370	31 471
Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	11 959	4 936	16 895	16 148	8 053	24 201	19 770	11 235	31 005
Prépensions	12 057	1 463	13 520	27 945	5 818	33 763	38 443	10 023	48 466
— Prépension légale	*4 339*	*859*	*5 198*	*13 566*	*4 631*	*18 197*	*18 121*	*7 879*	*26 000*
— Prépension - Convention n° 17 (a)	*7 718*	*604*	*8 322*	*14 379*	*1 187*	*15 566*	*20 322*	*2 144*	*22 466*
Prépensions spéciales pour travailleurs âgés	..	..	..	..	..	..	6 594	6 781	13 375
Cadre temporaire spécial	..	..	..	..	..	..	13 835	8 284	22 119
Humanisation du travail (b)	..	..	..	..	..	..	350	350	700
Total...	**30 053**	**9 948**	**40 001**	**53 650**	**21 146**	**74 796**	**97 093**	**50 043**	**147 136**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974; arrêté royal du 16 janvier 1975 (*Moniteur belge* du 31 janvier 1975). Il s'agit de la prépension « après licenciement »; la prépension légale est attribuée « sur demande ».
(b) Estimation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories



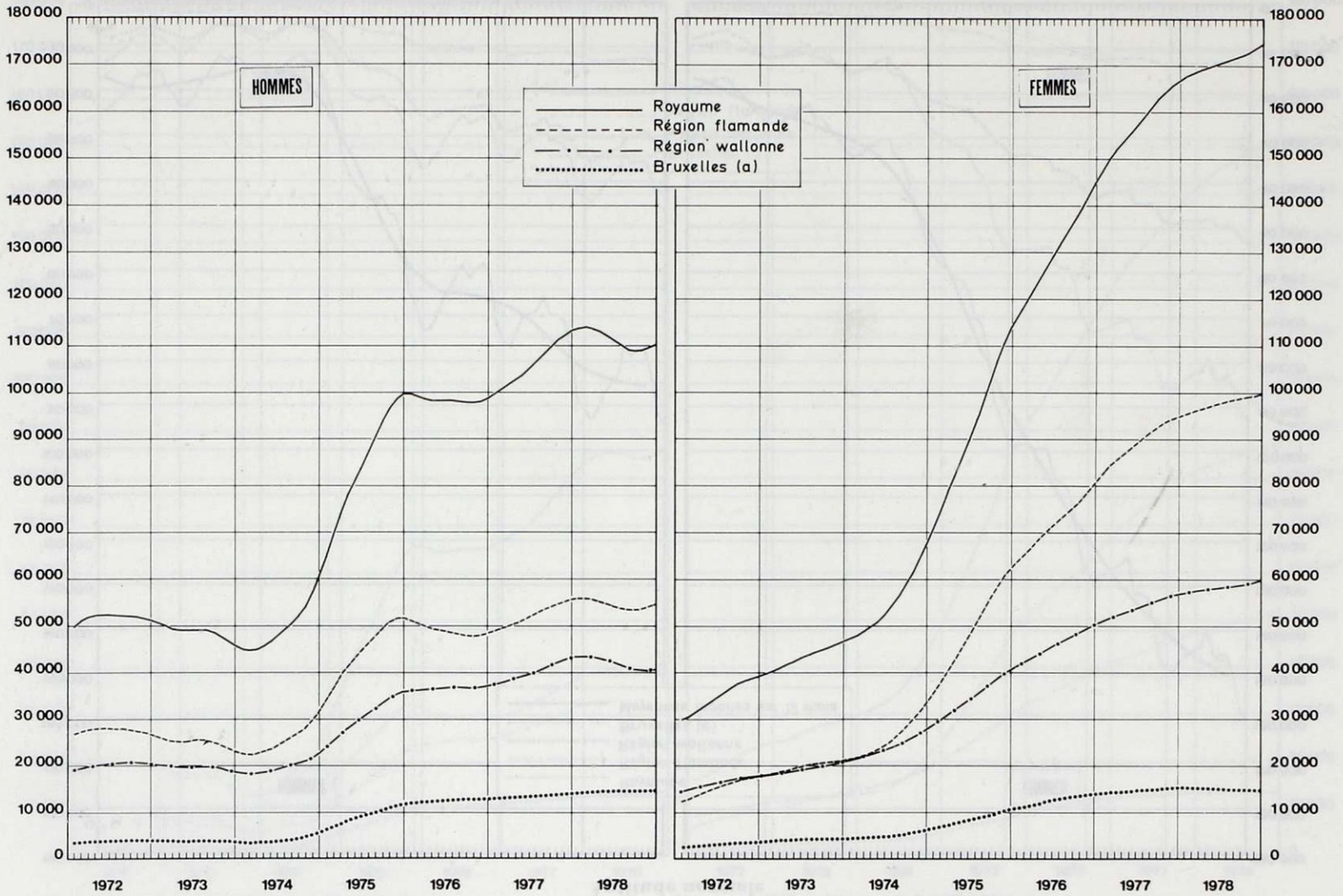
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

(série désaisonnalisée et lissée)

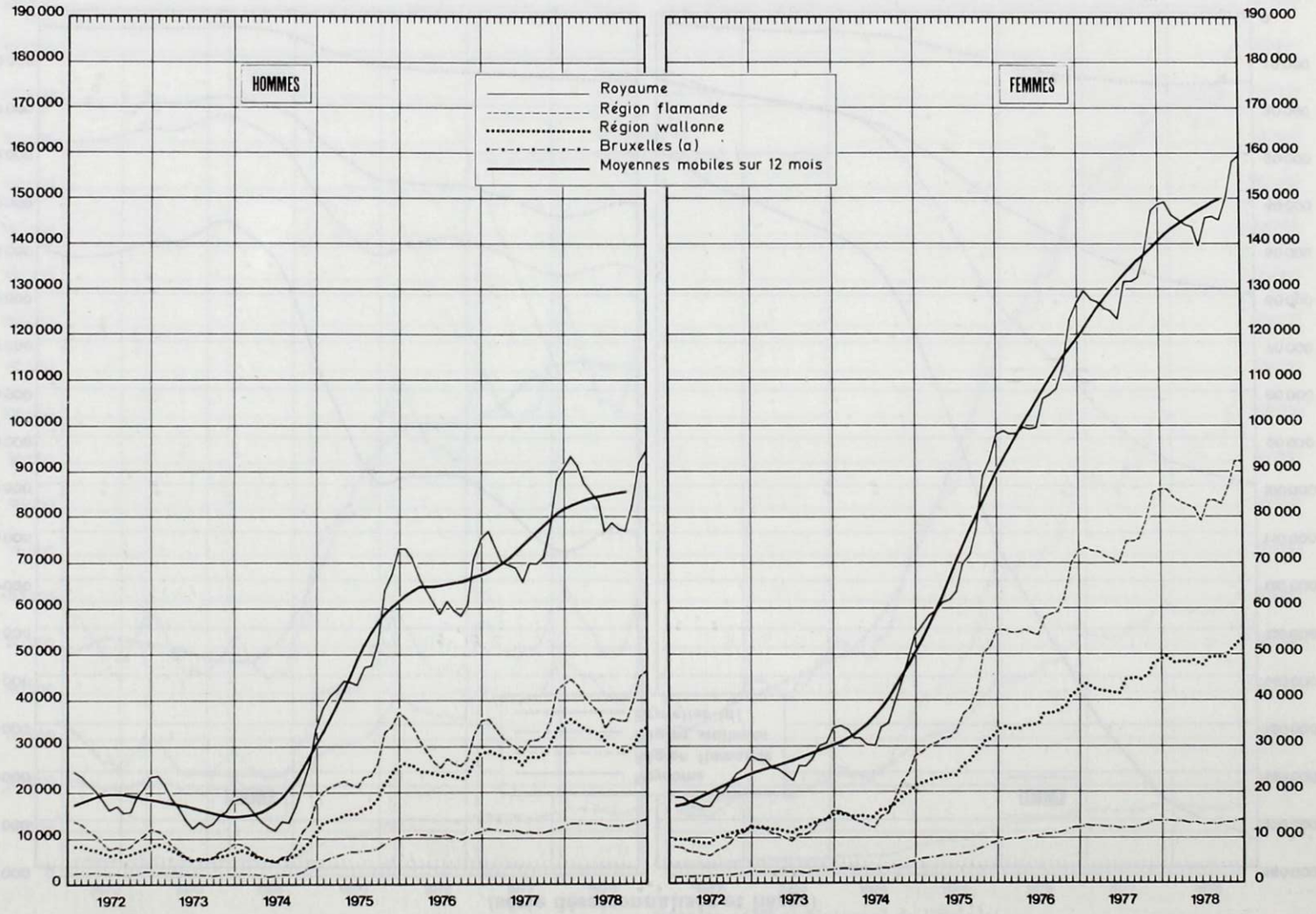


(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale



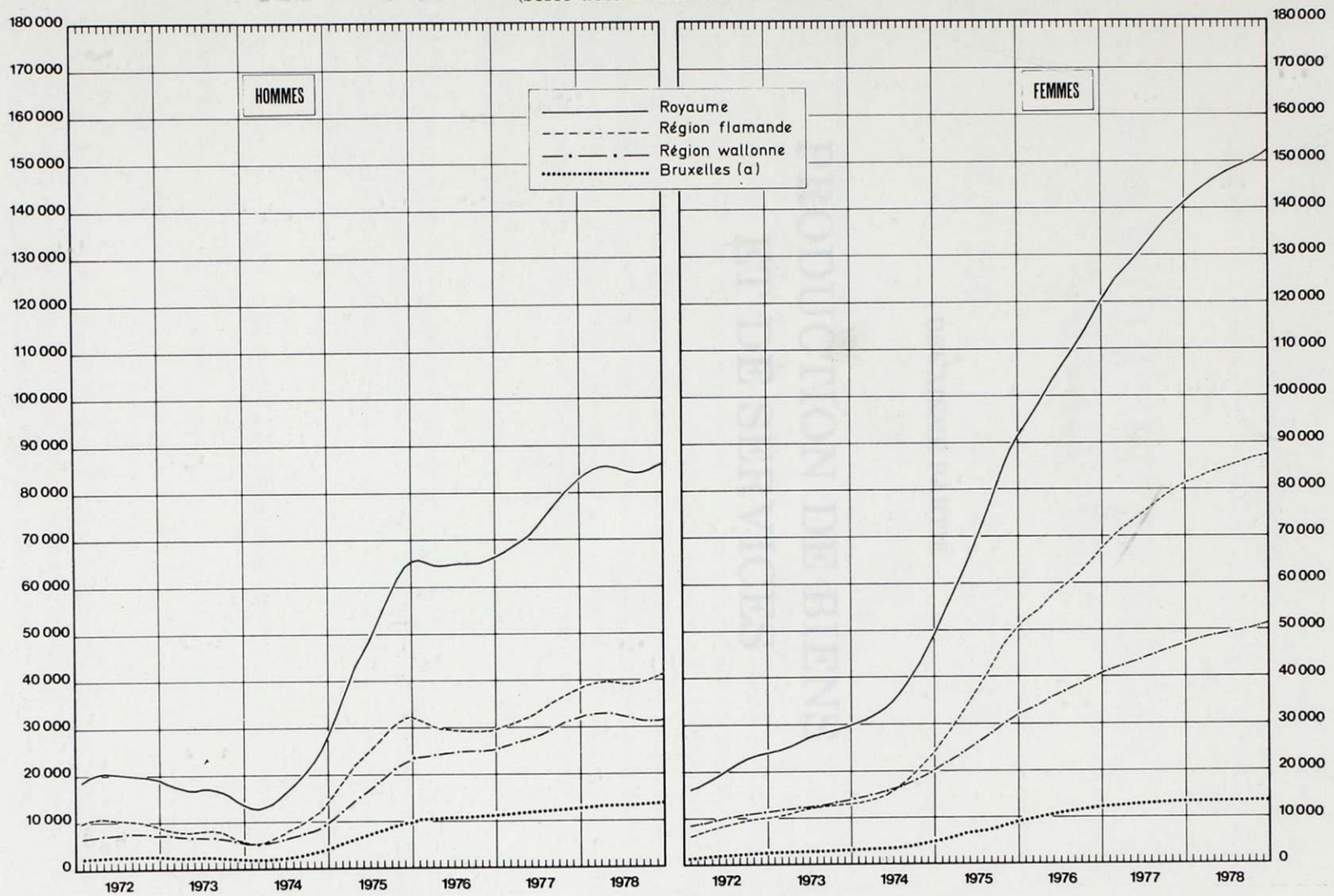
(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

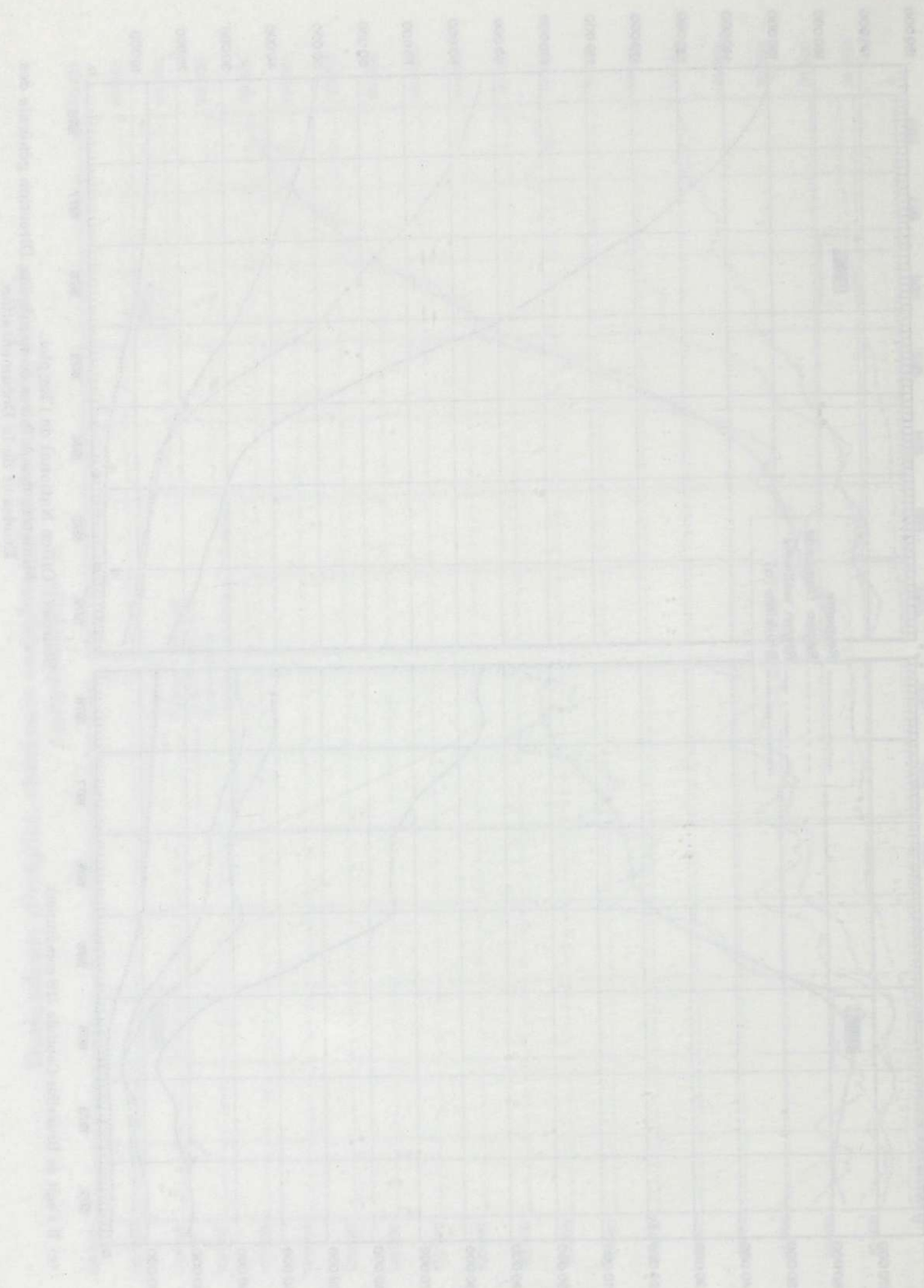
Aptitude normale

(série désaisonnalisée et lissée)



(a) Il s'agit de Bruxelles-Capitale (19 communes).

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.



DEUXIEME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PECHE MARITIME

SECTION I. — AGRICULTURE

§ 1. — ETAT DES CULTURES

1. — *Conditions atmosphériques.*

Contrairement à celles des deux années exceptionnelles, 1975 (un hiver anormalement humide, suivi d'une sécheresse extrême au cours de la première moitié de l'été) et 1976 (un été extrêmement sec), les conditions atmosphériques de 1978, comme en 1977, n'ont pas créé de problèmes majeurs pour l'agriculture. Il est vrai qu'au cours de l'été, la température moyenne s'est située au-dessous de la température normale et que le nombre d'heures de soleil a été nettement inférieur à la normale, mais cela n'a guère eu d'incidence sur le rendement des cultures qui, d'une manière générale, a dépassé largement celui de l'année précédente.

2. — *Superficie cultivée.*

En 1978, le recul de la superficie cultivée s'est chiffré à près de 12 000 ha, soit une nette aggravation par rapport aux deux années précédentes. Hormis les plantes industrielles, les cultures importantes ont accusé une réduction parfois très marquée de leur superficie.

§ 2. — SITUATION PAR SECTEUR

1. — *Cultures.*

a) *Céréales.*

Pour la première fois depuis 1974, en 1978, le rendement par hectare peut être appelé entièrement normal. Pendant les trois années précédentes, il avait subi l'influence néfaste des conditions atmosphériques anormales tout au moins au cours d'une partie de la période de croissance.

Par rapport à 1977, la progression du rendement des cultures sensibles aux conditions atmosphériques (froment et maïs) a été frappante, ainsi que des

cultures dont le rendement ne varie pas autant (escourgeon et seigle), où elle n'a pas été négligeable non plus.

La surface ensemencée de céréales a marqué, en 1978, une diminution moins prononcée qu'en 1977. Ce sont surtout l'orge d'été, l'avoine et les mélanges qui ont accusé un recul; les ensemencements de froment et d'escourgeon, par contre, ont légèrement progressé.

Le recul limité de la superficie cultivée a été largement compensé par la progression du rendement par hectare, de sorte que la production totale de toutes les cultures hormis le seigle, a été nettement supérieure à celle de 1977. L'accroissement a atteint près de 15 % pour l'orge et l'avoine, près de 30 % pour le maïs et le froment d'hiver et même 45 % pour le froment d'été.

b) *Légumes à cosse récoltés secs, plantes industrielles, plantes à racines et tuberculifères.*

En 1978, la superficie de culture de légumes à cosse récoltés secs a diminué pour la troisième fois consécutive bien que dans une mesure moindre que l'année précédente. Comme le rendement par hectare a également été plus faible, le rendement total a fléchi de près d'un quart.

La superficie de culture de plantes industrielles a accusé une progression importante en 1978, surtout en raison du fait que l'ensemencement de la culture la plus importante, celle des betteraves sucrières, a progressé à nouveau jusqu'au niveau de 1973-1974. La superficie consacrée au lin a diminué assez sensiblement de même que celle destinée aux chicorées et au houblon.

Le rendement par hectare des principales cultures de plantes industrielles ne s'écarte pas notablement de celui de 1977, de sorte que le rendement total accuse une évolution quasiment parallèle à celle de la superficie cultivée.

La surface de terre consacrée aux plantes à racines et tuberculifères destinées à l'alimentation du bétail, — presque exclusivement les betteraves fourragères, — a diminué de 10,5 %. Là encore, le rendement par hectare a été quasiment égal à celui de l'année précédente et la production totale a diminué de 11,6 %.

La superficie consacrée aux pommes de terre avait progressé de 8,8 % en 1977 en raison des prix extrêmement élevés atteints l'année précédente à la suite de la forte diminution de la production occasionnée par la sécheresse. La production totale a presque doublé cette année-là de sorte que les prix obtenus par les agriculteurs ont baissé de façon catastrophique. La réaction a été de réduire (de 13,8 %) les plantations en 1978, mais, comme le rendement à l'hectare a progressé de près de 7 %, la diminution de la production s'est limitée à moins de 10 %, de sorte qu'il n'y a pas eu de problèmes d'approvisionnement.

c) *Fourrages verts et herbages.*

La superficie des herbages s'est amoindrie, en 1978, de 0,9 %, donc d'un taux à peu près égal à celui de 1977. Pour la première fois depuis plusieurs années, la

superficie cultivée de fourrages verts a diminué de quelques pourcents. L'extension de la culture du maïs à ensiler qui, en quelques années, est passée de culture secondaire à une des sources les plus importantes de fourrages verts pour l'alimentation de bétail, ne s'est en effet pas poursuivie en 1978, tandis que les autres cultures de fourrages verts ont accusé une nouvelle diminution.

2. — *Elevage.*

a) *Importance du cheptel.*

Les données définitives du recensement effectué le 1er décembre 1977 n'étaient pas encore disponibles lors de la rédaction de ce rapport. Des données provisoires font toutefois apparaître que le nombre de bovidés aurait progressé de 1,8 %. Le cheptel porcin aurait accusé le même taux d'accroissement.

b) *Production de viande.*

Les abattages totaux ont progressé, en 1978, de 3,5 % en poids abattu, tandis que la production de viande s'est accrue de 4,3 %. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation de 7,5 % pour les porcs et du doublement des abattages de moutons, qui ont neutralisé la réduction de 3,5 % des abattages de bovidés.

c) *Production laitière.*

Les livraisons de lait aux laiteries ont accusé un taux d'accroissement nettement plus élevé qu'au cours des années précédentes : 5,8 % (atteignant 2 818 millions de litres). Contrairement aux années précédentes, la progression du lait ordinaire a été relativement élevée. Les livraisons de lait de qualité (AA et A) continuent à marquer une avance considérable : +16,7 % en 1978. De ce fait, la part de cette dernière catégorie dans les livraisons totales a augmenté jusqu'à 18,7 %. Les livraisons de crème continuent à accuser un recul et pourraient presque être qualifiées d'insignifiantes.

3. — *Horticulture.*

Selon le recensement du 15 mai 1978, la superficie destinée à l'horticulture a diminué sensiblement par rapport à l'année précédente.

C'est surtout la culture maraîchère de plein air qui a accusé un recul important (14,3 %) et plus particulièrement les cultures réservées à l'industrie des conserves. La culture de légumes sous verre, par contre, est demeurée quasiment identique à celle de l'année précédente. Comme les trois années précédentes, la culture des tomates a connu une nouvelle expansion au détriment des autres légumes sous verre, de sorte qu'elle représente 81 % de la superficie totale.

Dans la culture fruitière, la réduction de la superficie a été nettement plus limitée que pendant les années précédentes, notamment en raison d'un bien moindre arrachage des vergers à hautes tiges. Les plantations de vergers à basses tiges n'ont

diminué que de 1 % par rapport à 1977, tandis que la diminution des fraises et fruits à baies n'exerce pas une grande incidence sur l'ensemble. La culture fruitière sous verre a continué à s'effriter puisque la suppression systématique de la culture de raisins a été accompagnée d'une diminution de la culture de fraises sous verre.

§ 3. — ECONOMIE AGRICOLE GLOBALE

1. — *Emploi.*

Le nombre de personnes occupées dans l'agriculture a continué à reculer, mais depuis quelques années, le rythme de ce recul s'est ralenti : près de 3 %, contre 5 % environ pendant la première moitié de la décade. Le nombre de chefs d'entreprise occupés de manière permanente dans l'agriculture a fléchi, en 1978, de 3,8 % pour se chiffrer à 84 005; le nombre total de personnes occupées de manière permanente dans l'agriculture a diminué de 2,8 %. En ce qui concerne les chefs d'entreprise occupés de manière non permanente et les agriculteurs occasionnels, le recul est beaucoup plus important : —6,3 %.

2. — *Commerce extérieur.*

En 1978, les importations de produits agricoles ont progressé de 7,8 % en valeur, et les exportations de 4,5 % seulement, de sorte que le solde négatif des importations a encore progressé et atteint 26,4 milliards. Surtout pour les produits de grandes cultures, l'écart entre les exportations et les importations s'est amplifié, mais il en est de même pour les produits de l'élevage, où les importations ont accusé un progrès plus rapide que les exportations. Seule la balance des produits horticoles s'est quelque peu améliorée.

3. — *Evolution des prix.*

En matière de prix, l'année 1978 n'a pas été particulièrement favorable pour l'agriculture. L'indice provisoire du prix de revient n'a progressé que de quelques pourcents, notamment en raison de la baisse des prix de fourrages, mais par contre les prix obtenus par les agriculteurs ont diminué de près de 5 %, surtout en raison du recul de l'indice des prix des produits de grandes cultures, dans lequel les prix très faibles des pommes de terre au début de l'année, dus à la surproduction en 1977 ont été prépondérants. Les prix des céréales ont aussi été nettement plus bas qu'au cours de l'année précédente, de même que ceux de la plupart des produits de l'élevage, exception faite du lait, du beurre et des bovidés destinés à l'élevage. De ce fait, l'indice des prix des produits de l'élevage a diminué de près de 2 % par rapport à celui de 1977.

SECTION II. — PECHE MARITIME

En 1978, la tendance baissière des arrivages de poissons ne s'est provisoirement pas maintenue. En effet, les arrivages ont progressé de 11,5 % en volume et de 12,6 %

en valeur. Cette hausse était imputable à l'arrivage plus important de poissons de fond tandis que les arrivages de poissons pélagiques ont été insignifiants à la suite de la quasi-disparition du hareng. L'apport de crustacés et de mollusques a diminué lui aussi, de près de 7 %, en raison de la diminution de la pêche à la crevette. Les prix de vente n'ont progressé que d'une manière très modérée : +1,4 % globalement.

Les importations de poissons ont reculé de 5,1 % en volume et ont légèrement augmenté en valeur (+0,6 %). Les exportations, par contre, ont accusé un net progrès, tant en volume (+9,6 %) qu'en valeur (+11,8 %).

*
* *

Superficies cultivées

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Céréales	435,8	401,5	420,6	406,6	399,8	— 1,7
Légumes à cosse récoltés secs	3,9	4,5	3,5	2,3	2,1	— 8,7
Plantes industrielles	117,2	132,5	108,6	106,9	121,3	+13,5
Plantes racines et tuberculifères	67,1	63,2	62,3	64,1	56,0	—12,6
Fourrages verts	63,1	78,0	84,4	96,7	94,7	— 2,1
Prés et prairies	752,2	742,0	734,8	727,6	720,9	— 0,9
Cultures maraîchères	30,2	30,7	28,5	30,6	26,2	—14,4
Cultures fruitières	16,9	16,4	15,7	13,7	13,5	— 1,5
Autres cultures	10,3	11,0	10,6	10,3	12,5	+21,4
Total général des cultures	**1 496,7**	**1 479,7**	**1 469,0**	**1 458,8**	**1 447,0**	**— 0,8**

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Céréales panifiables	**211,7**	**190,7**	**218,5**	**203,0**	**202,6**	**— 0,2**
Froment	190,4	176,4	195,4	176,9	178,4	+ 0,8
dont : Froment d'hiver et alternatif	*166,6*	*98,6*	*175,4*	*163,9*	*163,7*	*— 0,1*
Froment de printemps	*23,8*	*77,8*	*20,0*	*13,0*	*14,7*	*+ 13,1*
Seigle	13,2	9,0	15,5	17,5	15,1	— 13,7
Epeautre	8,1	5,3	7,6	8,6	9,1	+ 5,8
Céréales non panifiables	**224,1**	**210,8**	**202,2**	**203,6**	**197,2**	**— 3,1**
Orge	149,3	122,6	139,4	151,7	153,2	+ 1,0
dont : Escourgeon	*101,4*	*36,0*	*100,7*	*116,7*	*120,8*	*+ 3,5*
Orge d'été	*48,0*	*86,6*	*38,7*	*35,0*	*32,5*	*— 7,1*
Avoine	59,7	70,5	48,4	38,9	32,3	— 17,0
Maïs pour la graine	4,8	6,4	5,8	5,7	6,0	+ 5,3
Autres	10,3	11,3	8,6	7,3	5,7	— 21,9
Total des céréales	**435,8**	**401,5**	**420,6**	**406,6**	**399,8**	**— 1,7**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles
Superficies totales recensées

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	105,0	119,7	96,2	93,6	109,8	+17,3
Lin	9,2	9,3	9,0	10,0	8,5	—15,0
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	818	1 518	1 569	1 607	1 265	—21,3
Tabac	495	489	462	472	475	+ 0,6
Houblon	1 158	1 061	1 012	955	829	—13,2
Colza	458	331	281	242	270	+ 11,6
Autres cultures industrielles	83	100	93	81	158	+95,1

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères
Superficies totales recensées
(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Pommes de terre hâtives	4,0	3,6	3,6	4,1	3,9	— 4,9
Pommes de terre mi-hâtives	23,2	21,3	20,7	22,2	18,6	—16,2
Pommes de terre tardives	13,0	11,2	13,3	14,7	12,8	—12,9
Betteraves fourragères et mi-sucr.	26,6	26,8	24,3	22,8	20,4	—10,5
Autres	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—
Total ...	**67,1**	**63,2**	**62,3**	**64,1**	**56,0**	**—12,6**

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977 (a)	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Cultures fruitières de plein air	**16 891**	**16 435**	**15 710**	**13 677**	**13 481**	**— 1,4**
Pour la vente	*16 207*	*15 848*	*15 211*	*13 247*	*13 121*	*— 1,0*
Vergers à hautes tiges	5 666	5 233	4 536	3 092	2 961	— 4,2
Vergers à basses tiges	9 620	9 691	9 785	9 403	9 443	+ 0,4
Fraises	787	788	763	623	597	— 4,2
Fruits à baies et framboises	134	136	127	129	120	— 7,0
Pour consommation familiale	*684*	*587*	*499*	*430*	*360*	*— 16,3*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**499**	**389**	**370**	**355**	**316**	**— 11,0**
Pêches	2	1	2	1	1	—
Fraises	202	139	138	144	128	— 11,1
Raisins	284	249	230	210	187	— 11,0

(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977 (a)	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Cultures maraîchères de plein air	**30 173**	**30 700**	**28 525**	**30 596**	**26 208**	**— 14,3**
Pour la vente	*29 014*	*29 591*	*27 440*	*29 620*	*25 298*	*— 14,6*
Pois verts	13 194	12 824	11 389	11 949	9 082	— 24,0
Haricots verts	2 871	4 167	2 362	2 941	3 048	+ 3,6
Tomates	118	110	89	73	80	+ 9,6
Chicorées (witloof)	3 609	3 439	3 506	3 573	3 405	— 4,7
Asperges	180	171	148	134	122	— 9,0
Choux-fleurs	673	697	702	677	671	— 0,9
Scorsonères	2 773	2 613	2 928	3 331	3 342	+ 0,3
Autres légumes	5 596	5 570	6 316	6 942	5 548	— 20,1
Jardins potagers (consommation familiale)	*1 159*	*1 109*	*1 085*	*976*	*910*	*— 6,8*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**961**	**931**	**923**	**913**	**917**	**+ 0,4**
Tomates	707	705	729	730	743	+ 1,8
Autres légumes	254	226	194	183	174	— 4,9

(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1974	1975	1976	1977	1978	Différence en % de 1977 à 1978
Froment d'hiver	54,5	41,7	47,3	42,6	54,6	+28,2
Froment de printemps	40,4	34,1	30,8	33,3	42,8	+28,5
Seigle	35,0	31,3	30,5	34,8	37,8	+ 8,6
Escourgeon	51,8	40,2	48,8	48,1	52,5	+ 9,1
Orge	36,3	32,4	30,6	32,7	40,3	+23,2
Avoine	37,4	32,4	26,6	29,7	42,1	+41,8
Maïs cultivé pour la graine	50,1	58,8	52,3	51,4	62,6	+21,8
Pois secs	35,7	36,8	27,5	35,2	37,6	+ 6,8
Betteraves sucrières	424,9	410,7	520,8	513,1	514,9	+ 0,4
Lin (paille)	69,0	58,1	52,8	65,1	65,4	+ 0,5
Chicorée à café	387,5	407,5	358,2	379,0	361,9	— 4,5
Pommes de terre tardives	367,8	317,4	214,8	367,5	393,0	+ 6,9
Pommes de terre mi-hâtives	390,2	298,7	185,7	345,8	366,8	+ 6,1
Pommes de terre hâtives	200,0	161,8	118,8	152,5	191,3	+25,4
Betteraves fourragères	873,6	929,8	903,3	969,7	959,6	— 1,0
Trèfle ordinaire (foin)	47,1	41,8	36,5	53,0	48,4	— 8,7
Luzerne (foin)	56,3	48,3	47,8	55,5	55,5	—
Foin de prairies permanentes	49,4	45,6	35,8	55,5	54,0	— 2,7

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1974	1975	1976	1977	1978
Froment d'hiver	9 090,2	4 125,4	8 295,7	6 983,7	8 936,0
Froment de printemps	951,0	2 641,1	616,4	432,6	628,8
Seigle	463,0	285,5	472,3	607,2	571,2
Escourgeon	5 246,1	1 456,6	4 911,7	5 610,9	6 340,0
Orge	1 744,2	2 804,7	1 183,5	1 145,4	1 308,9
Avoine	2 223,7	2 277,6	1 288,0	1 154,6	1 361,1
Maïs cultivé pour la graine	244,5	374,5	301,6	293,9	373,8
Pois secs	67,1	90,9	46,8	38,2	33,7
Betteraves sucrières	44 653,2	49 131,9	50 100,0	48 006,2	56 535,5
Lin (paille)	625,5	539,9	475,2	650,2	559,0
Chicorée à café	317,9	615,3	562,0	609,1	457,8
Pommes de terre tardives	4 727,2	3 548,7	2 863,5	5 402,6	5 039,4
Pommes de terre mi-hâtives	9 029,7	6 356,2	3 849,9	7 674,7	6 829,5
Pommes de terre hâtives	841,4	587,1	428,8	627,8	749,5
Betteraves fourragères	23 252,3	24 934,6	21 952,9	22 100,4	19 536,5

Source : Institut National de Statistique.

Institut National du Crédit Agricole (a)

Opérations ordinaires

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977
Achat de terres et de fermes	674,3	481,6	424,9	759,7	936,2
Achat de matériel	394,2	202,3	258,6	296,3	342,5
Reprise d'exploitations agricoles	500,7	447,0	388,3	604,6	533,3
Construction de bâtiments ruraux	775,2	640,7	440,4	644,7	243,5
Travaux d'amélioration et d'équipement	104,9	60,9	31,6	36,6	26,2
Drainage	14,7	24,7	14,0	6,1	2,0
Autres	1 711,7	1 742,8	4 480,3	7 146,6	3 554,3
Total ...	**4 175,7**	**3 600,0**	**6 038,1**	**9 494,6**	**6 238,0**

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Crédit Agricole.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	1 décembre 1975	1 décembre 1976	1 décembre 1977	1 décembre 1978 (a)
Chevaux	**52,0**	**49,5**	**44,3**	**43,0**
Bovidés :				
Vaches laitières	1 052,4	1 063,4	1 061,9	1 086,3
Autres bovidés	1 752,7	1 759,3	1 761,3	1 787,7
Total des bovidés ...	**2 805,1**	**2 822,8**	**2 823,2**	**2 874,0**
Porcs	**4 678,5**	**4 813,3**	**4 934,6**	**5 032,0**

(a) Estimation.

Source : Institut National de Statistique.

Production brute de viande indigène (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1972	199,1	28,1	614,6	3,1	2,2	123,6	970,7	61,6	1 032,3
1973	204,1	26,0	652,6	2,9	2,5	124,6	1 012,7	62,8	1 075,5
1974	263,9	29,1	685,7	2,8	2,9	121,6	1 106,0	71,3	1 177,3
1975	255,8	27,7	632,2	3,2	2,8	119,0	1 040,7	67,9	1 108,6
1976	239,3	28,6	636,0	4,0	3,2	120,2	1 031,3	66,7	1 098,0
1977	233,1	29,2	654,9	4,4	3,3	117,7	1 042,6	66,6	1 109,2
1978	225,9	30,1	676,1	4,1	3,8	112,6	1 052,6	66,7	1 119,3

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut économique agricole.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture et qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Consommation de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande						Abats comestibles (c)	Total général	
	Viande bovine (b)	Viande porcine (b) (c)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (c)	Autre viande (d)	Total		Consommation de viande et déchets	Approvisionnement personnel (%)
1972 .	261,9	350,0	34,3	10,2	109,5	765,9	68,1	834,0	123,8
1973 .	266,3	377,8	35,3	10,7	116,1	806,2	63,3	869,5	123,7
1974 .	301,9	384,9	34,1	11,5	116,4	848,8	71,4	920,2	127,9
1975 .	295,1	365,9	35,4	13,3	122,3	832,0	68,1	900,1	123,2
1976 .	292,9	370,0	39,9	15,4	128,9	847,1	68,8	915,9	119,9
1977 .	284,5	369,8	40,1	17,7	128,3	840,4	73,1	913,5	121,4
1978 .	283,1	391,3	41,0	19,7	124,8	859,9	82,1	942,0	118,8

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) A partir de 1975 on a pris en considération le mouvement des stocks.
(c) Y compris les abattages à la ferme.
(d) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande						Abats comestibles	Total général	Mouvement des stocks
	bovine	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total			
1972 .	—34,7	+264,6	—31,2	— 8,0	+14,1	+204,8	— 6,5	+198,3	..
1973 .	—36,2	+274,8	—32,4	— 8,2	+ 8,5	+206,5	— 0,5	+206,0	..
1974 .	— 8,9	+300,8	—31,3	— 8,6	+ 5,2	+257,2	— 0,1	+257,1	..
1975 .	—16,6	+268,9	—32,2	—10,5	— 3,3	+206,3	— 0,2	+206,1	+2,4
1976 .	—18,2	+266,3	—35,9	—12,2	— 8,7	+191,3	— 2,1	+189,2	—7,1
1977 .	—17,7	+279,4	—35,7	—14,4	—10,6	+201,0	— 6,5	+194,5	+1,2
1978 .	—26,5	+280,7	—36,9	—15,9	—12,2	+189,2	—15,4	+173,8	+3,5

Source : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu.
Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.

Beurre

(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Production	91,6	88,2	91,6	93,0	90,5	83,6	97,8
Beurre de laiterie	72,2	67,2	70,2	72,2	70,1	64,3	78,6
Beurre de ferme	19,4	21,0	21,4	20,8	20,4	19,3	19,2
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	+ 2,1	+ 2,7	—3,0	—5,9	—20,1	—12,8	—16,9

(a) Importations (—); exportations (+).

Sources : Ministère de l'Agriculture, Institut Economique Agricole.
Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1972	456,5	17 586,3	4 548,6	21 228,5	1 115,9	9 011,3	6 120,5	47 826,1
1973	559,6	22 281,5	4 847,8	25 685,2	1 106,9	10 288,2	6 514,3	58 254,9
1974	465,5	21 471,2	5 083,2	31 066,7	1 219,8	11 671,8	6 768,5	64 209,7
1975	491,9	25 662,4	5 596,0	35 374,6	1 286,1	13 923,4	7 374,0	74 960,4
1976	551,2	32 304,5	6 047,2	39 579,7	1 548,6	16 637,2	8 147,0	88 521,4
1977	588,7	36 871,4	5 909,6	34 627,0	1 784,5	20 488,0	8 282,8	91 986,4
1978	667,2	42 879,2	5 659,0	36 156,5	2 057,3	20 092,9	8 383,5	99 128,6
	EXPORTATIONS							
1972	695,9	26 908,1	1 354,4	6 562,9	444,1	6 627,7	2 494,4	40 098,7
1973	859,5	34 655,8	1 104,1	5 928,4	491,8	8 032,7	2 455,4	48 616,9
1974	831,3	35 066,9	1 063,6	7 019,0	491,7	8 837,9	2 386,6	50 923,8
1975	782,1	35 268,6	2 267,3	14 553,0	510,7	9 680,5	3 560,1	59 502,1
1976	823,0	39 275,6	2 097,1	15 027,0	585,0	11 157,7	3 505,1	65 460,3
1977	893,0	42 742,0	1 936,5	14 695,7	723,2	12 132,6	3 552,7	69 570,3
1978	943,4	47 197,9	1 896,9	13 283,4	821,7	12 205,0	3 662,0	72 686,3

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.102+5401.109 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNEE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1971	444,6	2 376,5	475,1	5 221,4	15,0	505,3
1972	541,5	2 569,5	555,7	5 823,9	18,7	617,9
1973	498,3	2 797,3	586,9	6 744,5	21,6	746,4
1974	673,4	3 962,5	524,1	6 789,1	22,3	920,2
1975	713,2	4 654,4	546,7	8 166,8	26,2	1 102,2
1976	938,2	6 604,4	577,7	8 583,6	32,7	1 449,1
1977	1 136,2	7 775,6	608,9	10 868,1	39,4	1 844,3
1978	1 376,6	6 708,3	638,9	11 316,5	41,9	2 068,1
	EXPORTATIONS					
1971	244,5	3 063,7	106,7	1 566,3	40,5	1 485,0
1972	267,3	3 054,7	131,2	1 812,3	45,6	1 760,7
1973	314,5	4 058,1	128,3	2 010,5	49,0	1 964,1
1974	307,4	4 578,8	134,5	2 174,9	49,8	2 084,2
1975	340,5	4 997,9	117,0	2 267,1	53,2	2 415,5
1976	402,0	6 029,3	129,1	2 419,2	54,0	2 709,2
1977	553,7	6 597,1	118,0	2 722,1	51,5	2 813,4
1978	628,6	6 203,1	137,2	2 954,0	55,9	3 047,8

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1972	43,6	1,5	2,1	47,2
1973	37,0	2,3	2,9	42,2
1974	34,5	0,8	2,9	38,2
1975	30,4	2,3	3,4	36,1
1976	29,3	1,5	3,6	34,5
1977	31,2	—	2,7	34,0
1978	35,3	—	2,5	37,9

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1972	926,9	11,9	77,7	1 016,4
1973	1 043,0	22,7	116,5	1 182,2
1974	1 066,2	10,6	123,2	1 200,0
1975	1 013,4	22,8	152,1	1 188,3
1976	1 209,8	16,2	147,7	1 373,7
1977	1 356,7	1,0	157,8	1 415,5
1978	1 445,7	0,3	148,0	1 593,9

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1972	85,9	2 611	27,8	987
1973	79,0	2 880	24,5	1 091
1974	85,0	3 535	20,5	1 072
1975	78,3	3 545	18,4	985
1976	85,1	4 948	19,1	1 235
1977	85,1	5 369	18,7	1 192
1978	80,8	5 401	20,5	1 333

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. — APERÇU GENERAL DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

En 1977, tout comme au second semestre de 1976, la conjoncture industrielle était caractérisée par une nette stagnation au niveau atteint après la forte reprise des premiers mois de 1976. Cette stagnation s'est prolongée jusqu'au mois d'août 1978 et a été suivie, à partir du mois de septembre, d'une nette et soudaine amélioration. Les indices définitifs font apparaître que la production totale, construction exclue, a été à peu près égale à celle de l'année précédente.

En 1978, par contre, on a enregistré un progrès de 2,2 %, celui-ci n'a toutefois été réalisé qu'au cours des quatre derniers mois de l'année, dont les indices sont encore, pour une grande part basés sur des données très incomplètes. L'expérience montre cependant que l'écart entre les indices généraux provisoires et les définitifs n'atteint que 0,5 % seulement, de sorte que l'image de la conjoncture industrielle générale ne subira pas beaucoup de modifications.

La croissance très limitée de la production en 1978 est demeurée trop réduite pour amener une amélioration fondamentale de la situation de crise. En effet, entre 1958 et 1974, l'économie n'est demeurée saine qu'en raison de l'accroissement annuel important de la production, les périodes de conjoncture faible ayant été caractérisées par un fléchissement de cette croissance et non par un recul de la production. Pendant trois années consécutives et contrairement à cette période antérieure, la production s'est située au-dessous du niveau de 1974; ce n'est qu'en 1978 que la moyenne annuelle de 1974 a de nouveau été approchée.

L'évolution de l'indicateur général de la conjoncture établi par la Banque Nationale de Belgique souligne l'écart entre, d'une part, l'évaluation subjective des chefs d'entreprise et, d'autre part, la réalité de la conjoncture industrielle. Le début de la crise, au cours de la seconde moitié de 1974, a déclenché une chute sans pareille de cet indicateur, mais en 1976, la reprise, bien que modérée s'est traduite par une forte amélioration. Pendant le second semestre de cette année-là, il s'est avéré qu'il

ne s'agissait que d'un redressement limité de stocks, qui n'a pas été suivi d'une reprise des investissements, de sorte que l'indicateur est retombé au niveau de temps de crise. L'amélioration de la production pendant les derniers mois de 1978 n'a causé, cette fois-ci, qu'un progrès réduit de cet indicateur, au second semestre de l'année.

Il est assez malaisé de déterminer quels sont les indicateurs particuliers ayant exercé une incidence importante sur l'indicateur général de la conjoncture en 1978; en effet, la plupart d'entre eux ont accusé une évolution relativement irrégulière. L'amélioration des prévisions vers la fin de l'année ne pourra avoir d'influence nette qu'en 1979.

Pendant l'ensemble de l'année, la durée d'activité assurée n'a guère subi de changement, elle est demeurée à un niveau très bas. Dans deux des secteurs les plus touchés par la crise, une certaine amélioration s'est fait jour, c'est-à-dire dans l'industrie sidérurgique et l'industrie textile; mais dans l'industrie des fabrications métalliques et plus encore dans celle des matériaux de construction, la durée d'activité a continué à décroître.

Au moment de la rédaction de cet aperçu, il n'est pas encore possible de déterminer si l'amélioration de la conjoncture à la fin de 1978 constitue le début d'une réelle reprise ou s'il ne s'agit que d'une reconstitution passagère des stocks qui ne serait pas suivie d'une reprise des investissements, laquelle constitue l'élément fondamental pour un véritable redressement conjoncturel.

Il faut souligner, toutefois, qu'en 1978 la croissance de la production a porté presque exclusivement sur les matières premières et les produits demi-finis, dont la moyenne annuelle s'est accrue de 3,2 %. A cet égard, l'augmentation de 7,4 % touchant la métallurgie de base a joué un rôle important, tandis qu'une amélioration dans l'industrie du papier et de la chimie a également contribué à ce résultat.

L'évolution dans chacune des régions a été, en 1978, très différente de celle des années antérieures. En effet, jusqu'en 1977, la crise s'était fait le plus sentir en Wallonie et à Bruxelles, tandis qu'en Flandre, la production avait continué à croître modérément. En 1978, contrairement à cette tendance, la production (construction exclue) est demeurée au niveau de l'année précédente (+0,1 %) en Flandre, tandis qu'en Wallonie et à Bruxelles, des progrès de 4,1 % et 4,4 % respectivement ont été enregistrés. L'amélioration en Wallonie est probablement la conséquence de la grande concentration, dans cette région, de l'industrie de base, celle-ci ayant bénéficié le plus de la reprise; cette reprise ne s'est pas encore manifestée dans les autres secteurs de l'industrie transformatrice établis en région flamande.

Dans le secteur de l'énergie, la production charbonnière a accusé un nouveau recul (10 % environ) lequel a été un peu plus important que pendant l'année précédente, mais bien moins considérable qu'en 1974 et 1975. En raison de facteurs accidentels, la production pétrolière a diminué de près de 8 % par rapport à 1977, tandis que la production d'électricité a augmenté du même taux environ et la consommation de 4,9 %. Ce dernier pourcentage est assez faible compte tenu de l'augmentation tendancielle de la consommation domestique et de l'important

accroissement de la demande, vers la fin de 1978, émanant des branches d'activité ayant une forte consommation industrielle d'électricité, à savoir la sidérurgie et l'industrie chimique.

Dans l'industrie de la construction, l'indice de l'activité de l'I.N.S., qui ne reprend que le nombre d'heures de travail prestées dans les grandes entreprises (représentant globalement un peu plus de la moitié de l'emploi total) a été de quelques pourcents inférieur à celui de 1977. Compte tenu de l'accroissement de la productivité, cela reviendrait, en volume, à une légère régression par rapport à l'année précédente. L'activité a surtout diminué dans les travaux publics et la construction de logements; seule, dans la construction non résidentielle, une certaine amélioration a été enregistrée : en effet, pour la première fois depuis 1974, le volume du nombre de bâtiments mis en chantier a montré une progression par rapport à l'année précédente. Par contre, le nombre de logements commencés a nettement reculé, bien qu'il se situe encore toujours à un niveau satisfaisant par rapport à la période d'avant 1974.

La production des carrières (la pierre calcaire incluse) a été inférieure de près de 6 % à celle de 1977. Ce sont surtout les mauvais résultats du premier trimestre qui ont été déterminants pour cette évolution. Cependant, contrairement à l'année précédente, une nette amélioration a été observée dans certains sous-secteurs produisant surtout des pierres de construction (marbre et ardoise). La production de petit granit et de porphyre a stagné et dans les autres secteurs principalement orientés vers la construction des routes, la production a nettement régressé.

Dans l'industrie des minéraux non métalliques, la production a été quelque peu inférieure en 1978 à celle de l'année précédente. Ici également, la cause principale réside dans la faiblesse du premier trimestre succédant au creux de la fin de 1977. Un sous-secteur seulement a accusé une croissance importante : l'industrie du verre plat. Par contre, le seul recul notable (près de 10 %) a été enregistré dans l'industrie du verre creux. Les autres branches de ce secteur ont toutes enregistré un léger recul de la production de l'ordre de 2 %.

La métallurgie de base a été le secteur qui a le plus bénéficié de la reprise de la demande de matières premières et produits demi-finis. Son indice a, en effet, progressé d'environ 8 %. Cette amélioration est exclusivement attribuable à une forte croissance de la production dans la sidérurgie, car la première transformation a stagné et les métaux non ferreux ont subi un certain recul.

En 1977, comme d'ailleurs en 1975, la sidérurgie belge, en grande partie tributaire de ses débouchés étrangers, a été affectée bien plus durement que celle de la plupart des autres pays, par la crise mondiale de la demande. Toutefois, lors de la reprise de celle-ci, le redressement a été tel qu'au second semestre de 1978, l'accroissement de la production s'est chiffré à 12 %. Cela ne veut pas dire pour autant que la crise a pris fin, puisque la production totale n'est revenue qu'au niveau de 1970, soit encore un quart inférieure à celui de 1974.

Dans la première transformation, la production a oscillé autour du niveau de l'année précédente, en raison du fait que le progrès de près de 6 % dans la tréfilerie et le laminage à froid a été neutralisé par le fléchissement de plus de 10 % tant dans les fonderies de fer que dans les fonderies d'acier.

Principalement sous l'influence d'un très faible deuxième trimestre, la production de métaux non ferreux a été inférieure d'environ 5 % à celle de 1977. La diminution de la production a été limitée pour les produits demi-finis, mais elle a atteint près de 8 % pour les métaux bruts en raison de la forte régression de la production de cuivre et de zinc.

Dans l'industrie des fabrications métalliques, la production a stagné au niveau de l'année précédente. La construction non mécanique, ainsi que la construction de machines ont accusé un léger recul dû à la diminution persistante de la production dans presque tous les sous-secteurs (exception faite des machines-outils, appareils de levage et de la fine mécanique). La construction électrique, par contre, et plus encore la construction de matériel de transport, ont neutralisé cette perte. Dans ce dernier groupe, ce sont surtout les résultats, il est vrai encore très provisoires, des constructions navale et aéronautique qui répondent de cette évolution.

Les données relatives aux livraisons globales de l'industrie des fabrications métalliques confirment cette image. En volume, elles sont demeurées à peu près égales à celles de l'année précédente, avec une faible amélioration des exportations et un léger affaiblissement des ventes intérieures. La hausse des prix a été modérée, de sorte que, en valeur, les livraisons ne se sont accrues que de 5 % environ. Les commandes ont progressé de 3 % environ, ce qui implique un léger recul en volume. Ici également, la diminution est due exclusivement à la demande intérieure moins soutenue, alors que les commandes extérieures ont gardé à peu près la même importance.

Dans l'industrie des produits alimentaires et des boissons, on a enregistré en 1978, pour la troisième fois consécutive, une très faible croissance, cette fois-ci d'un peu plus de 1 %. Comme en 1977, la production des produits alimentaires a continué à progresser, bien qu'à un rythme moins élevé, tandis que celle des boissons a encore reculé.

Le secteur le plus touché par la récession demeure indubitablement l'industrie textile, dont la production en 1978 est de nouveau tombée au dessous du niveau déjà très bas de l'année précédente. Les sous-secteurs les plus affectés sont ceux qui doivent faire face à une forte concurrence des pays à faible revenu, tels les filatures et tissages de coton, l'industrie du jute et l'industrie de la bonnetterie; mais des sous-secteurs qui, jusqu'à présent, avaient pu maintenir leur position tels les filatures et tissages de laine, sont, eux aussi, en butte aux difficultés. Même le tissage de tissus synthétiques semble avoir reculé en 1978, selon des données très incomplètes il est vrai.

Pour la première fois depuis 1975, la production de la confection et de la chaussure n'a presque plus diminué en 1978. La confection a même accusé un léger progrès, mais dans l'industrie de la chaussure, l'effritement systématique de la production s'est poursuivi, bien qu'à un rythme un peu moins élevé qu'au cours des années précédentes.

Dans l'industrie chimique et celle du caoutchouc, la stagnation apparue au second semestre de 1977 s'est poursuivie au cours du premier semestre de 1978; le

second semestre a été nettement plus favorable, de sorte que l'année s'est clôturée par une augmentation de la production de près de 3 %. Dans l'industrie du caoutchouc, l'indice a stagné au niveau de 1977; dans l'industrie chimique, tous les sous-secteurs importants ont accusé des progressions entre 3 et 6 %, exception faite de la production d'azote qui a fléchi d'environ 6 %.

En ce qui concerne les autres secteurs, 1978 a été relativement favorable pour l'industrie du papier (+4 % environ). Cette évolution doit être attribuée exclusivement à la production accrue des produits non finis : la transformation n'a pas dépassé le niveau de l'année précédente. Dans l'industrie du cuir, où la production a fléchi d'une manière quasiment constante depuis 1970, la production a reculé de près de 20 % en 1978. Dans l'industrie du tabac et du bois, deux secteurs qui, jusqu'à présent, ont pu maintenir assez bien leurposition, la production a fléchi, en 1978, d'environ 4 %.

*
* *

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle

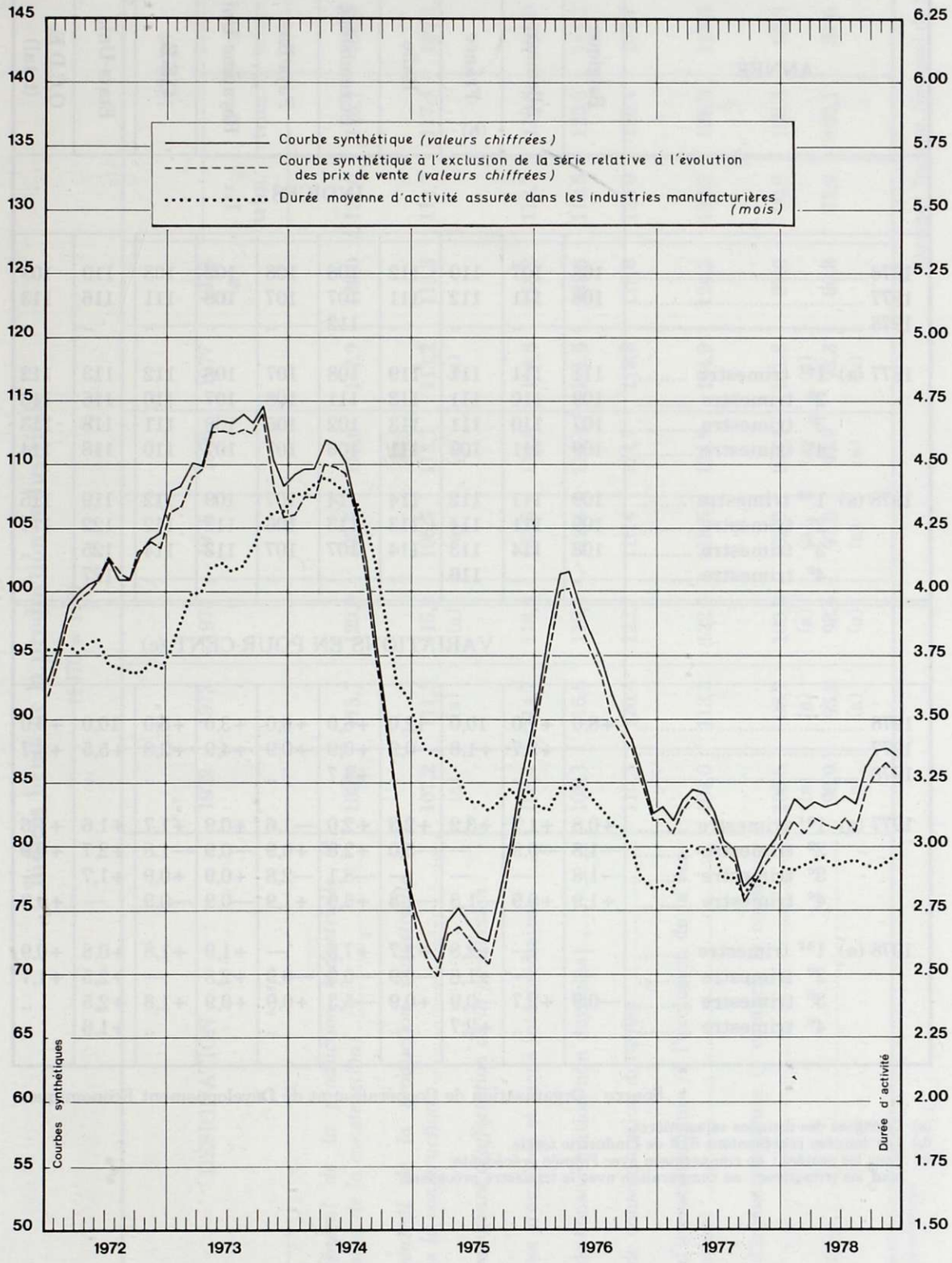
(1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977 (a)				1978 (a)							
	Indice				Indice				Ecart procentuel par rapport au trimestre précédent			
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général *(non compris la construction)* ..	**118,4**	**117,5**	**118,2**	**117,5**	**117,3**	**117,9**	**120,0**	**126,0**	**— 0,1**	**+ 0,5**	**+ 1,8**	**+ 5,0**
Indice général *(y compris la construction)*	**114,6**	**113,0**	**113,7**	**111,8**	**110,8**	**112,2**	**113,2**	**117,8**	**— 0,9**	**+ 1,2**	**+ 1,0**	**+ 4,1**
Indices par genre d'affectation de la production :												
Matières premières et biens intermédiaires	115,3	114,5	114,9	114,7	115,0	115,6	118,0	125,4	+ 0,2	+ 0,5	+ 2,1	+ 6,3
Biens de consommation non durables	121,4	121,7	121,2	121,8	120,0	120,3	121,0	127,3	— 1,5	+ 0,3	+ 0,5	+ 5,3
Biens de consommation durables	122,8	119,0	120,4	116,8	115,7	118,2	118,9	122,9	— 1,0	+ 2,2	+ 0,5	+ 3,4
Biens d'investissements (non compris la construction)	126,1	124,3	124,4	125,1	125,1	127,0	123,3	124,1	0,0	+ 1,5	— 2,9	+ 0,7
Construction	**97,2**	**93,0**	**95,8**	**89,1**	**83,7**	**88,8**	**84,5**	**84,6**	**— 6,0**	**+ 6,0**	**— 4,9**	**+ 0,2**
Industries extractives	**66,9**	**63,8**	**64,1**	**60,2**	**58,4**	**57,6**	**55,0**	**60,2**	**— 2,9**	**— 1,4**	**— 4,6**	**+ 9,5**
Charbonnages	52,4	50,6	50,5	47,2	46,2	44,6	41,5	47,1	— 2,2	— 3,4	— 6,9	+13,3
Carrières (incl. calcaires)	127,1	116,1	118,0	111,7	104,3	111,4	111,5	111,8	— 6,6	+ 6,7	+ 0,1	+ 0,3
Industries manufacturières (indice général) ...	**121,7**	**121,0**	**121,6**	**121,1**	**121,0**	**121,7**	**124,1**	**130,1**	**— 0,1**	**+ 0,6**	**+ 1,9**	**+ 4,8**
Industries alimentaires et fabrication des boissons	125,6	121,8	124,3	126,7	122,5	126,9	126,1	130,1	— 3,3	+ 3,6	— 0,6	+ 3,2
Industrie du tabac	122,4	119,6	124,3	122,7	113,2	123,0	113,5	121,9	— 7,8	+ 8,7	— 7,7	+ 7,3
Industries textiles	89,6	84,0	81,3	82,7	78,6	79,4	83,0	84,9	— 4,9	+ 1,0	+ 4,4	+ 2,4
Industrie de la confection et de chaussures	97,4	98,4	99,2	93,3	96,1	94,2	101,1	97,8	+ 3,0	— 2,0	+ 7,4	— 3,3
Industrie du bois	178,9	170,3	184,4	167,9	168,4	168,4	163,6	179,8	+ 0,3	0,0	— 2,9	+ 4,4
Industrie du papier et du carton	112,0	109,8	111,4	111,4	110,9	114,5	114,4	123,5	— 0,4	+ 3,2	0,0	+ 8,8
Industrie chimique et du caoutchouc	145,4	147,5	144,8	145,5	145,2	145,8	153,0	160,9	— 0,2	+ 0,4	+ 4,9	+ 5,2
Raffineries de pétrole	136,3	113,6	122,4	112,9	111,0	114,5	102,7	115,6	— 1,7	+ 3,2	—10,3	+12,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	113,6	112,0	113,6	111,3	107,2	109,7	113,0	116,0	— 3,7	+ 2,3	+ 3,0	+ 2,7
Industries métallurgiques de base	96,5	98,4	98,9	96,2	102,7	96,5	103,5	117,6	+ 6,7	— 6,0	+ 7,3	+13,5
Industrie des fabrications métalliques	125,1	123,8	123,7	125,4	123,5	127,0	124,7	126,9	— 1,5	+ 2,8	— 1,8	+ 1,8
Ouvrages en métaux non mécaniques	*123,9*	*121,2*	*120,4*	*118,9*	*114,2*	*118,1*	*119,3*	*122,1*	*— 4,0*	*+ 3,4*	*+ 1,0*	*+ 2,4*
Machines non électriques et mécaniques fines	*118,5*	*118,7*	*118,2*	*121,5*	*120,5*	*118,7*	*116,6*	*114,7*	*— 0,9*	*— 1,5*	*— 1,8*	*— 1,6*
Machines et appareils électriques	*131,2*	*123,0*	*119,6*	*121,8*	*122,2*	*132,5*	*125,3*	*130,1*	*+ 0,3*	*— 8,5*	*— 5,5*	*+ 3,8*
Matériel de transport	*144,2*	*148,6*	*154,5*	*162,7*	*156,7*	*159,5*	*161,7*	*162,5*	*— 3,6*	*+ 1,8*	*+ 1,4*	*+ 0,5*
Electricité	151,5	156,3	152,3	158,7	160,4	161,5	168,4	180,3	+ 1,1	+ 0,7	+ 4,3	+ 7,1
Distribution d'eau	128,8	127,6	129,3	132,7	131,6	130,9	132,2	142,7	— 0,9	— 0,5	+ 1,0	+ 7,9

(a) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et durée moyenne d'activité assurée dans les industries manufacturières



Source : Banque Nationale de Belgique.

Comparaison internationale de l'évolution de la production industrielle

(1975 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France (b)	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Royaume-Uni	C.E.E.	Etats-Unis	O.C.D.E. (total)
	INDICES									
1976	108	107	110	112	106	106	103	108	110	109
1977	108	111	112	111	107	107	108	111	116	113
1978	..	..	..	..	112	..	..	..	..	..
1977 (a) 1er trimestre	111	111	111	119	108	107	108	112	113	112
2e trimestre	109	110	111	113	111	108	107	110	116	113
3e trimestre	107	110	111	113	102	105	108	111	118	113
4e trimestre	109	111	109	111	106	107	107	110	118	114
1978 (a) 1er trimestre	109	111	112	114	114	107	109	112	119	115
2e trimestre	109	111	114	113	113	106	112	112	122	117
3e trimestre	108	114	113	114	107	107	113	114	125	..
4e trimestre	..	..	116	..	..	..	..	..	127	..
	VARIATIONS EN POUR-CENT (c)									
1976	+8,0	+7,0	10,0	12,0	+6,0	+6,0	+3,0	+8,0	10,0	+9,0
1977	—	+3,7	+1,8	—0,9	+0,9	+0,9	+4,9	+2,8	+5,5	+3,7
1978	..	..	..	..	+4,7	..	..	..	..	..
1977 (a) 1er trimestre	+0,8	+1,7	+3,2	+2,3	+2,0	—1,6	+0,9	+1,7	+1,6	+1,6
2e trimestre	—1,8	—0,9	—	—5,0	+2,8	+0,9	—0,9	—1,8	+2,7	+0,9
3e trimestre	—1,8	—	—	—	—8,1	—2,8	+0,9	+0,9	+1,7	—
4e trimestre	+1,9	+0,9	—1,8	—1,8	+3,9	+1,9	—0,9	—0,9	—	+0,9
1978 (a) 1er trimestre	—	—	+2,8	+2,7	+7,5	—	+1,9	+1,8	+0,8	+0,9
2e trimestre	—	—	+1,8	—0,9	—0,9	—0,9	+2,8	—	+2,5	+1,7
3e trimestre	—0,9	+2,7	—0,9	+0,9	—5,3	+0,9	+0,9	+1,8	+2,5	..
4e trimestre	..	..	+2,7	..	..	..	..	..	+1,6	..

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(a) Corrigées des données saisonnières.
(b) Les données représentent 53 % de l'industrie totale.
(c) Pour les années : en comparaison avec l'année précédente;
pour les trimestres : en comparaison avec le trimestre précédent.

Indices bruts de la production industrielle

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	1978 (a)			
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**108,9**	**115,7**	**120,0**	**108,5**	**118,0**	**117,9**	**120,0**	**121,0**	**120,7**	**108,8**	**129,3**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**107,2** (a)	**111,3** (a)	**115,9** (a)	**106,5** (a)	**113,7** (a)	**113,2** (a)	**113,3**	**111,7**	**117,4**	**103,5**	**120,8**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	108,4	114,7	118,8	103,5	114,5	114,8	118,2	118,7	118,6	106,0	129,5
Biens de consommation non durables	108,3	116,5	119,4	112,4	118,4	121,6	121,8	118,5	123,0	114,2	131,4
Biens de consommation durables	115,3	120,4	122,7	116,4	124,7	119,8	118,6	123,0	120,4	107,8	123,0
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	104,0	113,3	122,5	118,5	124,9	124,9	124,3	129,3	125,3	113,5	129,1
Biens d'investissements (y compris la construction)	100,5 (a)	98,7 (a)	105,6 (a)	102,9 (a)	103,1 (a)	101,8 (a)	97,0	90,3	108,3	90,3	99,0
Construction	**98,9** (a)	**93,2** (a)	**98,6** (a)	**97,0** (a)	**94,9** (a)	**93,3** (a)	**86,8**	**75,9**	**102,1**	**81,6**	**87,7**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977						1978					
	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**115,8**	**117,6**	**104,7**	**114,9**	**113,2**	**100,0**	**111,7**	**117,4**	**103,5**	**120,8**	**113,3**
Indice général (non compris la construction) (b)	**82,2**	**122,4**	**119,9**	**108,3**	**120,9**	**117,9**	**81,3**	**121,0**	**120,7**	**108,8**	**129,3**	**120,0**
Industries extractives	**3,0**	**68,9**	**68,2**	**54,3**	**63,7**	**63,5**	**2,7**	**60,3**	**61,8**	**46,1**	**61,9**	**57,6**
Charbonnages	*2,1*	*57,4*	*53,1*	*39,6*	*50,6*	*49,9*	*1,9*	*50,6*	*47,2*	*32,2*	*48,4*	*44,6*
Autres industries extractives	*0,9*	*112,6*	*128,6*	*114,9*	*115,2*	*117,8*	*0,8*	*92,9*	*123,1*	*108,9*	*116,3*	*110,4*
Carrières		104,5	124,6	119,6	118,3	116,8		91,2	124,3	109,7	116,8	110,6
de porphyre		45,2	80,9	85,9	94,2	76,5		65,4	88,0	68,6	65,1	71,8
de petit granit		170,8	144,0	155,2	144,9	153,7		127,9	160,0	144,4	180,6	153,2
de marbre		57,9	53,3	38,6	55,4	51,4		50,2	51,9	81,6	65,3	62,2
de grès		84,3	174,2	152,3	146,1	139,1		73,3	171,6	133,3	133,9	128,1
de sable		108,4	131,7	130,5	102,5	118,3		86,1	126,7	102,5	107,9	105,9
Calcaires et carbonates naturels		128,9	136,8	106,0	109,3	120,3		96,7	121,1	107,7	115,7	110,3
Industries manufacturières (b)	**79,2**	**125,8**	**123,2**	**111,8**	**124,6**	**121,3**	**78,6**	**124,8**	**124,5**	**112,8**	**133,2**	**123,8**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*7,5*	*117,4*	*122,1*	*122,3*	*136,8*	*124,7*	*8,4*	*114,1*	*126,8*	*121,8*	*142,3*	*126,3*
Industries alimentaires	5,1	121,6	120,6	127,9	152,1	130,5	4,5	120,3	127,3	129,4	..	..
Confitures et produits connexes		115,4	97,2	139,3	117,1	117,2		130,7	97,1	148,8	..	..
Meuneries		109,5	98,0	103,8	119,7	107,7		104,5	102,2	98,4	108,4	103,4
Sucre		35,8	28,9	20,6	388,7	118,5		22,9	43,6	22,9	417,6	126,8
Huiles végétales et animales		211,2	184,7	147,8	209,3	188,2		245,1	214,2	178,8	236,6	218,7
Margarine		106,5	104,4	94,1	113,0	104,4		107,6	104,5	102,4	111,8	106,6
Fabrication des boissons	2,4	108,2	124,3	110,3	105,5	112,2	1,8	100,7	125,7	105,5	101,3	108,3
Brasseries		105,4	122,6	111,0	102,1	110,3		98,8	124,1	104,7	98,4	106,4
Alcool		139,0	143,4	102,0	144,2	132,2		123,8	129,6	95,9	155,7	126,3
Industrie du tabac	*0,6*	*128,9*	*126,9*	*112,5*	*124,0*	*123,1*	*0,6*	*118,1*	*131,0*	*99,4*	*120,1*	*117,2*
Industries textiles	*6,0*	*96,4*	*87,7*	*68,4*	*85,9*	*84,6*	*5,4*	*84,8*	*82,3*	*68,4*	*87,7*	*80,9*
Filature et tissage		100,9	91,6	70,5	91,1	88,5		89,5	85,5	71,4	93,6	85,0
Préparation des fibres textiles		102,3	98,8	68,3	84,6	88,6		95,7	92,2	76,3	82,3	86,7
Filatures		81,1	71,9	54,8	70,8	69,6		69,9	66,7	54,7	72,0	65,8
Coton fin (c)		67,6	53,2	43,5	55,0	54,9		} 56,6	53,4	50,3	64,9	56,3
Cardes fileuses		113,8	85,9	51,5	82,7	83,4						
Cocons		52,4	30,4	35,2	34,9	38,2		23,8	26,7	13,8	27,8	23,0
Laine cardée		132,4	131,3	97,6	130,1	122,8		143,7	134,6	105,3	153,9	134,3
Laine peignée		94,5	87,7	64,7	85,5	83,1		79,6	78,5	57,7	75,8	73,0
Lin et chanvre		85,3	84,3	58,8	71,6	75,0		81,2	73,0	63,6	82,8	75,2
Jute		44,8	40,0	30,9	38,3	38,5		35,3	33,3	22,8	28,6	30,0
Tissage		119,2	109,2	85,6	111,1	106,3		108,9	103,8	87,9	116,4	104,3
Tissus de coton		83,4	69,1	54,4	69,9	69,2		64,2	65,4	55,2	73,0	64,5
Tissus de lin		62,4	62,4	41,3	56,3	55,6		79,7	78,7	53,9	74,3	71,6
Tissus de laine		74,8	72,3	55,3	77,5	70,0		75,7	72,3	57,3	77,1	70,6
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		326,7	302,7	247,4	312,3	297,3		314,9	282,2	251,4	321,4	292,5
Tissus de jute		17,4	16,1	12,0	15,1	15,1		12,0	13,9	11,1	15,4	13,1
Bonneterie		81,8	72,8	62,0	70,5	71,8		68,8	69,3	58,2	69,0	66,4
Filatures et corderies de fibres dures		57,7	72,4	33,6	32,9	49,2		49,7	65,5	40,2	36,8	48,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		107,5	103,3	73,2	94,4	94,7		98,9	106,3	85,9	113,9	101,2

(suite page 67)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977						1978					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ..	*4,0*	*108,2*	*97,8*	*04,9*	*88,5*	*97,6*	*3,1*	*106,5*	*93,7*	*96,2*	*103,1*	*99,8*
Articles d'habillement		128,6	117,5	115,9	106,7	117,5		129,5	113,4	119,0	126,1	122,1
Autres ouvrages en tissu		36,1	35,8	29,1	32,7	33,5		35,1	33,8	26,3	30,0	31,3
Chaussures et pantoufles		39,4	31,0	27,1	26,8	31,1		30,4	27,4	22,4	27,8	27,0
Industrie du bois et industries connexes	*4,4*	*187,5*	*181,3*	*155,6*	*172,2*	*174,1*	*3,9*	*176,6*	*179,5*	*140,3*	*175,9*	*168,1*
Industrie du papier et du carton	*2,0*	*116,3*	*114,5*	*100,9*	*113,8*	*111,6*		*114,8*	*119,7*	*100,9*	*125,4*	*115,2*
Production		101,8	95,0	92,1	98,5	96,8		101,3	106,0	96,3	113,1	104,2
Transformation		128,2	130,5	108,0	126,2	123,5		125,0	129,9	108,4	133,8	124,4
Industrie du cuir	*0,2*	*68,3*	*72,8*	*57,6*	*66,4*	*66,2*	*0,2*	*57,4*	*57,2*	*47,4*	*49,7*	*52,9*
Cuirs lourds		105,9	101,9	95,8	96,7	100,0		106,5	90,9	47,4	76,3	80,3
Cuirs légers		65,0	70,1	54,3	63,7	63,3		53,8	54,4	46,8	47,4	50,6
Industrie chimique et du caoutchouc	*10,7*	*152,3*	*152,5*	*131,8*	*146,1*	*145,6*	*10,3*	*152,3*	*150,7*	*138,4*	*161,5*	*150,7*
Industrie chimique	10,0	149,8	150,6	131,4	144,1	143,9	9,7	150,5	155,3	133,0	160,2	149,8
Chimie de base		136,1	139,9	122,8	133,5	133,1		138,0	139,1	126,7	148,9	138,2
Transformation des matières plastiques		243,6	235,3	200,0	216,4	223,8		233,9	253,9	210,6	247,9	236,6
Savon		163,8	172,2	147,5	162,7	161,6		172,7	180,7	147,5	170,3	167,8
Azote		117,3	111,8	103,9	107,5	110,1		95,5	98,2	113,1	114,1	105,2
Industrie du caoutchouc	0,7	181,9	170,7	127,1	165,3	161,6	0,6	168,6	178,7	130,8	160,7	159,7
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*0,6*	*80,5*	*71,4*	*78,9*	*77,5*	*77,1*	*0,9*	*67,9*	*72,2*	*66,4*	*79,0*	*71,6*
Raffineries de pétrole		124,6	111,0	125,3	120,4	120,3		103,2	111,1	102,2	121,5	109,5
Agglomérés de houille		22,0	16,1	10,2	19,8	17,0		20,0	15,5	12,2	19,9	16,9
Industrie des produits minéraux non-métalliques	*4,7*	*107,8*	*121,0*	*109,7*	*111,7*	*112,3*	*4,2*	*101,3*	*119,1*	*108,4*	*112,7*	*110,4*
Terre cuite		99,3	110,1	101,0	116,6	106,7		107,4	111,1	93,4	100,4	103,1
Verre		120,5	123,8	118,0	118,0	120,1		109,6	131,8	116,7	126,4	121,1
Verre plat		113,6	110,2	109,4	114,6	111,9		103,9	126,8	116,4	124,9	118,1
Verre creux		122,6	141,9	124,5	111,5	125,1		111,2	130,5	109,1	119,9	117,5
Ciment		102,6	131,9	116,6	109,9	115,3		93,9	120,6	117,5	119,1	112,8
Produits céramiques		83,8	86,5	69,0	80,1	79,9		82,5	82,6	70,3	82,0	79,4
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		121,5	128,3	111,2	134,3	123,8		121,3	122,9	107,0	128,0	119,8
Industries métallurgiques de base (d)	*10,5*	*100,7*	*103,2*	*89,2*	*96,5*	*97,4*	*13,9*	*107,5*	*101,4*	*96,0*	*116,8*	*105,4*
Sidérurgie		91,1	94,4	83,2	88,1	89,2		100,0	96,8	91,5	113,3	100,4
Fonte		87,3	84,1	77,3	80,4	82,3		93,5	91,4	83,5	105,8	93,6
Acier brut		95,3	92,8	84,2	86,6	89,7		100,6	96,9	89,4	113,9	100,2
Produits finis		91,3	103,4	87,3	94,9	94,4		104,7	101,2	99,5	117,8	105,8

(suite page 68)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1970 = 100) *(suite)*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1977						1978					
	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	Coeff.de pondération	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (d)		95,5	91,2	81,4	90,5	89,6		96,0	87,7	80,0	92,0	88,9
Aciéries de moulage (d)		87,1	89,3	78,4	79,8	83,5		81,4	71,1	68,1	74,7	73,8
Fonderies (d)		83,0	82,2	75,1	83,1	80,9		79,7	70,5	57,0	65,5	68,2
Tréfileries, étirage et laminage (d)		98,5	91,0	80,5	91,8	90,4		101,8	94,8	88,6	101,2	96,6
Industrie des métaux non-ferreux		155,0	166,3	128,5	146,2	148,9		158,6	127,9	127,7	150,7	141,2
Produits bruts		160,4	156,6	131,5	134,5	145,7		156,9	120,0	124,3	140,5	135,4
Cuivre		185,8	176,7	142,2	147,4	163,0		139,0	135,6	139,9	169,8	146,0
Zinc		102,8	111,2	111,8	104,2	107,5		119,2	84,6	94,3	102,4	100,1
Plomb		126,4	118,4	88,7	125,6	114,8		145,6	116,6	94,9	110,5	116,9
Etain		95,1	102,6	86,2	69,3	88,3		111,1	76,3	81,7	97,6	91,7
Demi-produits		153,6	179,8	128,8	161,1	155,7		162,9	143,2	134,8	170,1	152,7
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		99,9	102,4	93,0	94,7	97,5		96,8	102,2	99,6	104,5	100,8
Industrie des fabrications métalliques (b)	*22,0*	*129,6*	*122,4*	*115,1*	*130,7*	*124,5*	*22,1*	*127,7*	*125,9*	*114,1*	*132,4*	*125,0*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	5,1	127,6	120,6	113,5	122,8	121,1	5,3	117,4	117,7	115,5	126,3	119,2
Forge, estampage, gros emboutissage		140,2	129,0	107,4	120,0	124,2		118,8	110,8	105,8	120,3	113,9
Travail de la tôle		119,2	117,6	108,4	111,7	114,3		119,0	112,6	105,9	115,7	113,3
Accessoires métalliques du bâtiment		113,8	102,7	99,7	107,8	105,9		100,6	101,3	99,7	107,6	102,3
Ponts, charpentes, etc.		105,3	105,5	101,1	113,0	106,2		102,0	99,8	103,8	114,1	104,9
Armes et munitions		192,4	172,5	164,4	180,4	177,4		129,5	192,6	186,2	206,3	178,6
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	5,3	123,5	118,4	112,9	128,3	120,8	5,6	125,0	121,5	109,7	120,6	119,2
Machines motrices, etc.		148,4	141,7	126,6	142,1	139,7		140,8	137,3	116,2	145,2	134,9
Machines-outils, etc.		104,2	99,3	94,2	103,8	100,4		106,3	101,6	98,4	105,1	102,9
Constructions mécaniques diverses		127,6	124,8	110,1	131,6	123,6		130,7	123,9	117,6	125,8	124,5
Appareils de levage, pesage, etc.		121,3	119,3	117,0	129,1	121,7		132,8	139,3	114,8	134,4	130,3
Appareils pour diverses industries		119,4	116,2	120,0	127,5	120,8		123,3	117,6	100,8	114,7	114,1
Machines textiles et accessoires		115,4	99,5	91,2	96,5	100,6		95,0	87,8	88,3	90,9	90,5
Construction électrique	6,3	135,4	121,9	113,5	127,4	124,4	6,3	126,2	132,2	124,5	136,0	129,7
Machines rotatives et statiques		79,1	88,4	84,9	92,1	86,0		81,1	79,1	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		61,0	55,1	55,8	64,3	59,0		65,3	55,2	..	..	..
Autres produits		159,3	140,3	128,5	144,4	143,1		145,1	154,5	..	..	..
Construction de matériel de transport	5,1	150,2	146,8	140,8	170,8	152,1	4,8	162,8	163,9	145,8	172,0	161,1
Construction navale		103,7	108,4	116,5	119,2	111,9		141,0	140,7	114,0	115,0	127,7
Automobiles, cycles, etc.		159,6	144,8	131,4	154,2	147,5		151,4	146,9	130,7	149,5	144,6
Matériel chemin de fer et tramways		105,2	106,2	114,7	116,2	110,6		105,0	82,9	79,3	87,9	88,8
Constructions aéronautiques		189,5	307,9	442,6	627,9	392,1		432,9	487,7	457,6	693,6	518,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	90,5	92,2	89,6	102,7	93,8	0,2	101,1	102,8	99,1	110,4	103,4
Electricité	*5,0*	*161,6*	*151,9*	*135,0*	*170,1*	*154,6*	*4,2*	*170,9*	*157,4*	*146,9*	*193,0*	*167,0*
Distribution d'eau	*1,0*	*129,3*	*130,6*	*129,6*	*128,1*	*129,4*	*1,1*	*132,4*	*133,8*	*131,1*	*136,4*	*131,9*
Construction (a)	**17,8**	**88,3**	**106,1**	**88,9**	**89,8**	**93,3**	**18,7**	**75,9**	**102,1**	**81,6**	**87,7**	**86,8**

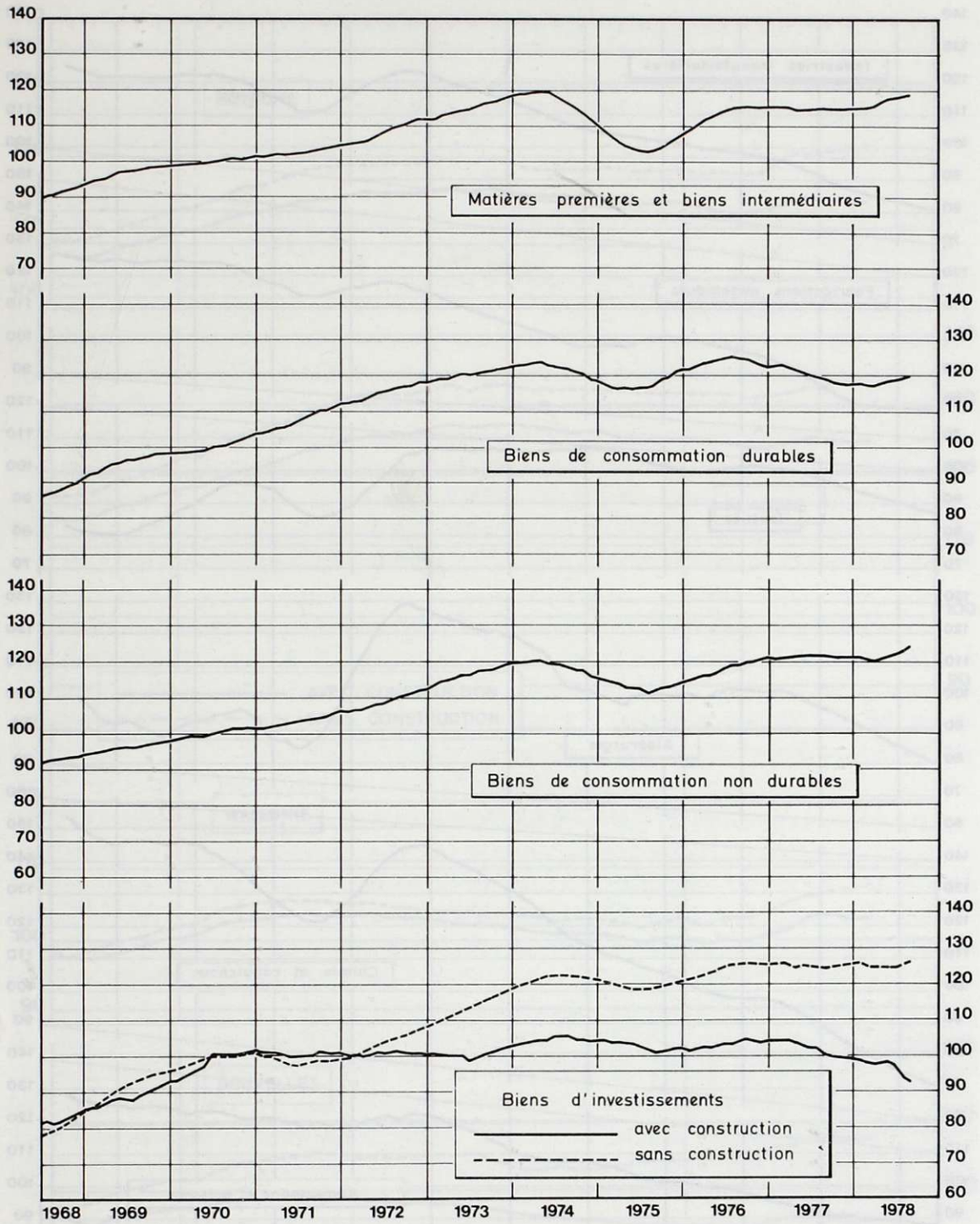
(a) Les données pour 1977 et 1978 sont provisoires.
(b) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1978.
(c) A partir de 1978 y compris les cardes fileuses.
(d) Les données du 4e trimestre 1978 sont provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production industrielle par catégorie de bien

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1970 = 100)

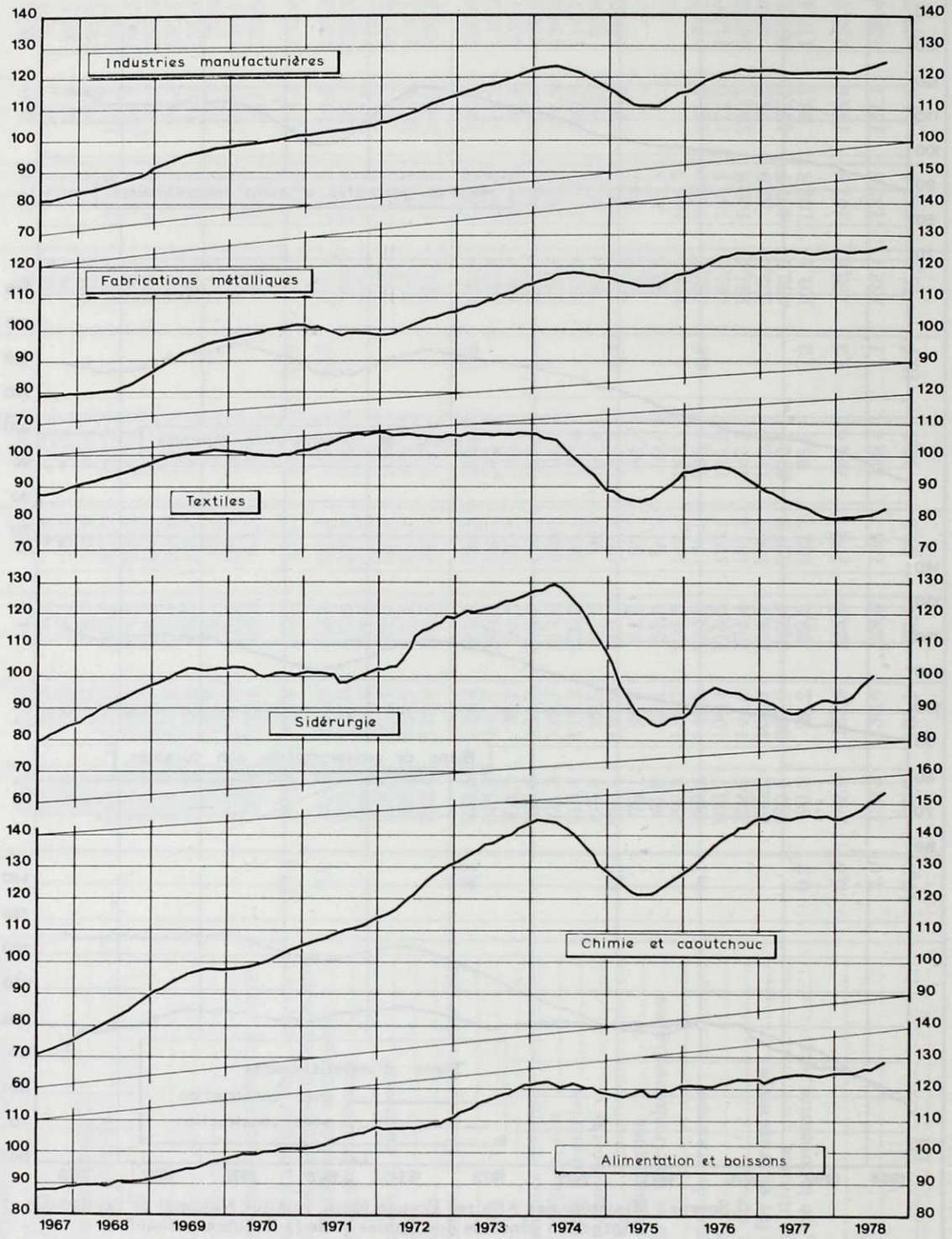


Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle de 1967 à 1978

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1970 = 100)

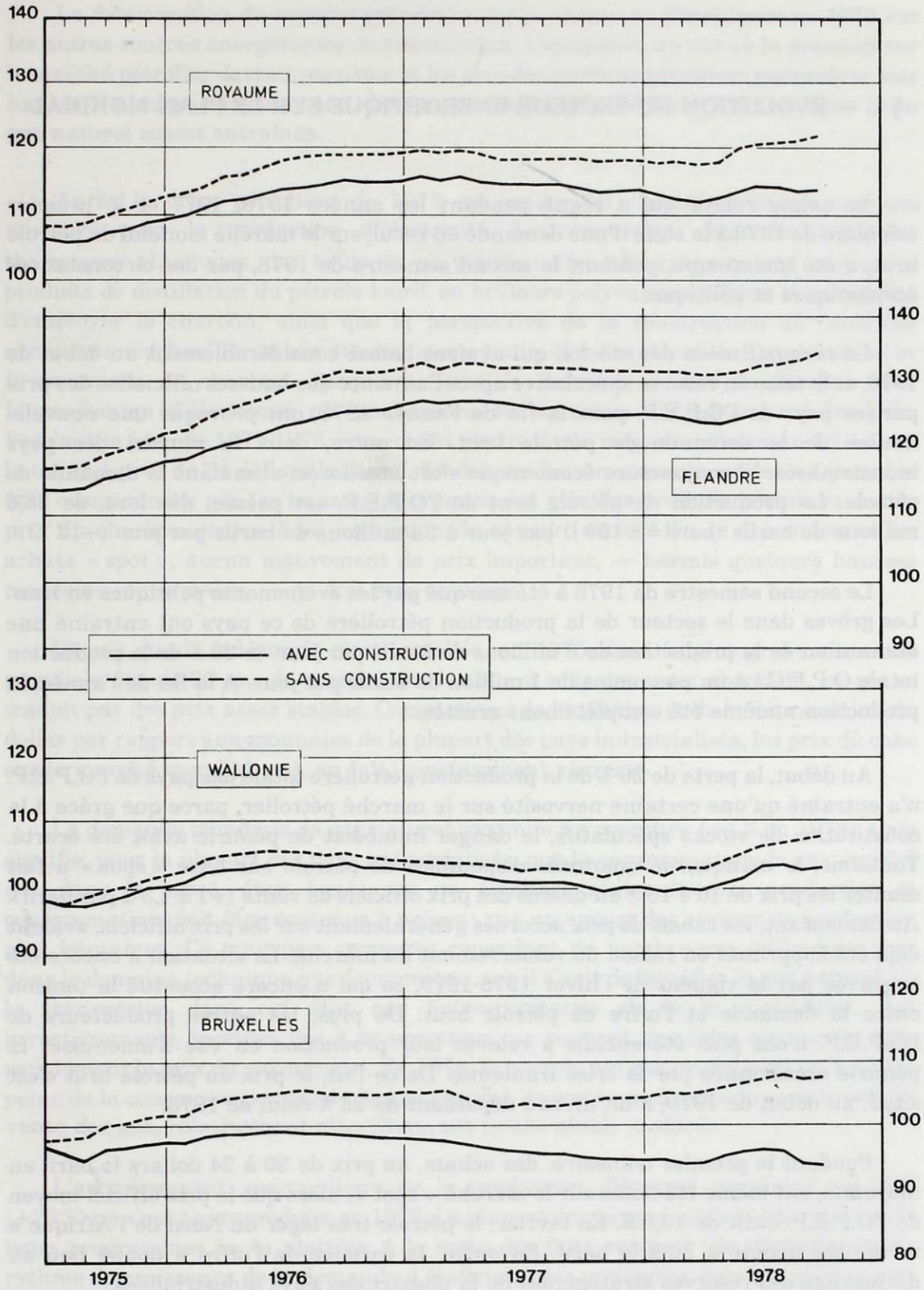


Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution de la production industrielle par région linguistique

Moyennes mobiles 12 mois centrées au milieu de la période

(indices bruts 1970 = 100)



ource : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION II. — EVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE

§ 1. — EVOLUTION DU SECTEUR ENERGETIQUE SUR LE PLAN MONDIAL

Le calme relatif qui a régné pendant les années 1976, 1977 et le premier semestre de 1978 à la suite d'une demande en recul, sur le marché mondial du pétrole brut, a été interrompu, pendant le second semestre de 1978, par des circonstances économiques et politiques.

La reconstitution des stocks, qui avaient baissé considérablement au début de 1978, et la mise en réserve spéculative après l'annonce des hausses officielles des prix par les pays de l'O.P.E.P. pour la fin de l'année 1978, ont provoqué une nouvelle hausse de la demande de pétrole brut. En outre, dans la plupart des pays industrialisés, la conjoncture économique s'est améliorée, stimulant la demande de pétrole. La production de pétrole brut de l'O.P.E.P. est passée, dès lors, de 28,6 millions de barils (baril=± 159 l) par jour à 32 millions de barils par jour (+12 %).

Le second semestre de 1978 a été marqué par les évènements politiques en Iran. Les grèves dans le secteur de la production pétrolière de ce pays ont entraîné une diminution de la production de 6 millions de barils par jour (± 20 % de la production totale O.P.E.C.) à un peu moins de 1 million de barils par jour. A la fin de l'année, la production a même été complètement arrêtée.

Au début, la perte de 20 % de la production pétrolière totale des pays de l'O.P.E.P. n'a entraîné qu'une certaine nervosité sur le marché pétrolier, parce que grâce à la constitution de stocks spéculatifs, le danger immédiat de pénurie avait été écarté. Toutefois, le manque de quantités disponibles de pétrole sur base « spot » a fait monter les prix de 10 à 15 % au-dessus des prix officiels de vente (+1 à 1,3 $ par baril). Au demeurant, les rabais de prix accordés généralement sur les prix officiels, avaient déjà été supprimés en raison du resserrement du marché. La situation a encore été aggravée par la rigueur de l'hiver 1978-1979, ce qui a encore accentué la tension entre la demande et l'offre de pétrole brut. De plus, les autres producteurs de l'O.P.E.P. n'ont plus été enclins à relever leur production en vue d'amenuiser la pénurie occasionnée par la crise iranienne. De ce fait, le prix du pétrole brut s'est situé, au début de 1979, à un niveau dépassant de 25 % celui de 1978.

Pendant le premier trimestre, des achats, au prix de 20 à 24 dollars le baril en moyenne, ont même été notés sur le marché « spot », alors que le prix officiel moyen de l'O.P.E.P. était de 13,6 $. En février, le pétrole très léger du Nord de l'Afrique a même été acheté à 30 $ le baril. En outre, la carence de l'offre a donné lieu au déstockage des réserves stratégiques de la plupart des pays industrialisés.

Les pays associés à l'Agence Internationale de l'Energie à Paris ont tenté de redresser l'équilibre du marché pétrolier en procédant à des réductions de

consommation de l'ordre de 2 millions de barils par jour (ou 5 %), ainsi qu'à un restockage à l'effet de pourvoir aux besoins de chauffage pendant l'hiver suivant.

La détérioration du marché pétrolier n'a pas encore eu d'incidence en 1978 sur les autres sources énergétiques de substitution. Cependant, au cas où la pression sur le marché pétrolier devrait persister et les prix des produits pétroliers poursuivre leur hausse, il n'est pas à douter que, dans un avenir rapproché, les prix du charbon et du gaz naturel soient entraînés.

Après la crise pétrolière de 1973, un retour au charbon a été à nouveau envisagé pour la production d'électricité. La conversion, dans les centrales thermiques classiques, des brûleurs ne pouvant être alimentés qu'aux moyen de produits de distillation du pétrole lourd, en brûleurs polyvalents offrant la possibilité d'employer le charbon, ainsi que la perspective de la construction de centrales exclusivement houillères, ont été de nature à stimuler l'exploration, l'exploitation et le commerce du charbon. Jusqu'à présent, la demande accrue de charbon pour la production d'électricité n'a pas encore eu beaucoup d'incidence sur les prix. Pendant la période 1977-1978, ceux-ci ont monté d'une moyenne d'environ 30 dollars la tonne à près de 34 dollars la tonne. En dehors des conséquences directes, pouvant être occasionnées par les hausses drastiques des prix des produits pétroliers, sur le prix du charbon propre à la production de vapeur, surtout en ce qui concerne les achats « spot », aucun mouvement de prix important, — hormis quelques hausses modérées et normales, — ne doit être envisagé.

Depuis que la sidérurgie s'est installée, en 1975, dans la plus grave récession mondiale depuis 30 ans, le marché du charbon à coke est assez abondant, ce qui se traduit par des prix assez stables. Compte tenu de l'inflation et de la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies de la plupart des pays industrialisés, les prix du coke sur le marché mondial, ont, en fait, constamment régressé.

La demande mondiale de gaz naturel continue à s'accroître (+4 % en 1978). Cela signifie, pour la plupart des pays industrialisés, que la consommation de gaz naturel qui, dans le passé, était basée sur un équilibre régional entre production et consommation, doit être soutenue à présent par un apport des régions de production plus lointaines. Ce transport comporte cependant de nombreuses difficultés, tant dans le domaine technique que économique, car il s'agit de liquéfier le gaz naturel, de le transporter dans cet état par bateaux-citerne et de le regazéifier. Les investissements énormes liés à ce processus, ne peuvent que faire augmenter très rapidement le prix du gaz naturel. En 1978, la part de ces gaz ne s'élevait qu'à 10 % à peine de la consommation totale de gaz naturel, de sorte que la pression sur le prix de vente des gaz, relativement plus chers, est restée plutôt modérée.

L'accroissement spectaculaire de la production d'énergie nucléaire en 1977 (+23 %) ne s'est pas reproduite en 1978. La plupart des pays procèdent à la révision de leurs programmes en la matière, à la suite des faits suivants : la décélération du rythme de croissance de la demande d'électricité, les problèmes qui se sont faits jour au sujet de l'implantation et de la sécurité, l'incertitude quant à la gestion des déchets nucléaires, la non prolifération des armes nucléaires, la hausse du coût des réacteurs et enfin le poids accru du financement occasionné par les retards dans la construction

des centrales. De plus, l'opinion publique est redevenue très allergique à l'énergie nucléaire après les événements d'Harrisburg, au début de 1979.

La situation énergétique mondiale s'est détériorée rapidement en 1978 et les problèmes se sont accumulés. Le processus, entamé après la crise pétrolière de 1973 en vue d'une réforme à moyenne et longue échéance du secteur de l'énergie dans les pays industrialisés, n'est pas encore suffisamment avancé pour faire face aux nouvelles données du marché de l'énergie, en particulier la limitation des stocks et les hausses de prix provoquées par la crise en Iran.

La crainte de nouvelles difficultés graves pour l'économie mondiale, — ralentissement de la croissance économique, réveil de l'inflation, accroissement du chômage et problèmes en matière de balance des paiements, — est loin d'être imaginaire. C'est la raison pour laquelle un énorme effort immédiat s'impose plus que jamais, à l'effet de rétablir, par des économies, l'équilibre entre l'offre et la demande, bien qu'à court et, éventuellement, à moyen terme, les tensions subsisteront sur le marché, puisque l'incidence des mesures prises sur la consommation d'énergie ne pourra se faire sentir qu'à une échéance plus lointaine.

§ 2. — EVOLUTION DU SECTEUR DE L'ENERGIE EN BELGIQUE

1. — *Politique énergétique.*

En 1978, les deux événements les plus importants en matière de politique énergétique ont été : la rédaction des « Eléments pour une nouvelle politique énergétique » (le livre blanc sur l'énergie du Ministre des Affaires économiques) et la promulgation de la loi du 5 août 1978 en matière des réformes économiques et financières annonçant les réformes structurelles dans le secteur de l'énergie. Leur mise en œuvre a été retardée par la crise gouvernementale.

Le nouveau gouvernement a annoncé très clairement dans sa déclaration du début de 1979 que les propositions de réformes structurelles telles quelles sont prévues par la loi du 5 août 1978, seront exécutées : à savoir, en ordre principal l'attribution de la personnalité civile au Comité National de l'Energie, le renforcement des entreprises publiques dans le secteur de l'électricité, la participation et la représentation des pouvoirs publics dans les trois grandes sociétés privées d'électricité, l'approbation par le Ministre des Affaires économiques du programme d'équipement du secteur de l'électricité, la participation des pouvoirs publics dans Distrigaz à concurrence d'au moins 50 %, l'extension de l'influence des communes dans la distribution du gaz et de l'électricité, la création de sociétés mixtes pour le cycle des combustibles nucléaires, la création d'un organisme public pour la gestion des déchets radioactifs, l'apport progressif, dans le capital social de la S.A. « Kempense Steenkoolmijnen », de subventions de l'Etat couvrant les pertes d'exploitation, la création d'une société d'achat et de stockage de pétrole brut et de produits pétroliers et d'une société nationale d'oléoducs. En outre, chacune des régions doit être associée davantage à l'élaboration et à l'exécution de la politique énergétique globale et aux activités des organes fonctionnant dans le domaine énergétique.

La plus grande emprise des pouvoirs publics sur le secteur de l'énergie se justifie par son but de servir de plus en plus l'intérêt public. Le contrôle des pouvoirs publics sur un secteur d'une importance vitale pour l'économie dans tous ses aspects et pour la prospérité sociale de chaque citoyen en particulier, est, plus que jamais, nécessaire.

Dans les « Eléments pour une nouvelle politique énergétique » le Ministère des Affaires économiques expose, dans une première partie, la situation énergétique précaire de notre pays, en partant des problèmes sur le plan mondial et de ceux de la C.E.E. Comme la Belgique ne dispose pas d'une production importante d'énergie et qu'elle est tributaire des importations à concurrence de 90 %, des économies en matière d'énergie s'imposent. Pour l'énergie encore nécessaire, il sera tenté de réaliser une diversification aussi large que possible des différentes sources énergétiques importées et de leur provenance. En outre, la production charbonnière de la Campine doit être maintenue en tous cas et il faut chercher des technologies alternatives éventuelles pour l'exploitation des sources d'énergie existantes et alternatives. La seconde partie indique les moyens à mettre en œuvre pour économiser ± 6 Mtep, ou 10 % de la consommation d'énergie en 1985. A plus long terme et parallèlement à la création progressive de réseaux de chaleur pouvant plus efficacement utiliser la chaleur des centrales électriques, ces mesures d'épargne doivent aboutir à une stabilisation de la croissance de la consommation énergétique. La troisième partie comporte une analyse sectorielle de toutes les sources d'énergie.

Pour le charbon, cela implique, en tous cas, l'achat garanti par l'industrie sidérurgique et par les producteurs d'électricité belges, de charbon à coke et de charbon propre à la production de vapeur en Campine.

A l'effet de mieux valoriser la production du bassin de Campine, on envisage l'implantation dans le bassin d'une centrale électrique de 600 MW fonctionnant sur base de charbon et d'une cokerie d'une capacité de 1,2 millions de tonnes par an. De plus, il faut procéder à une valorisation optimale des réserves de charbon des terrils.

Dans le secteur pétrolier, l'objectif est de continuer à garantir l'approvisionnement par le maintien des stocks stratégiques de 90 jours et par la création d'une société publique d'achat et de stockage de pétrole brut et de produits pétroliers. Pour que la rentabilité du secteur soit assurée, il faut empêcher l'extension de la capacité de raffinage, tout en rationalisant le secteur de la distribution, mener une politique coordonnée de transport des produits pétroliers et restructurer la capacité existante de raffinage dans le sens d'unités à même de satisfaire la demande accrue de produits plus légers.

En matière de gaz naturel, la stabilité de l'apport, la diversification des provenances de gaz et des coûts de livraisons exigent une politique active. A cet effet, la participation des pouvoirs publics dans la S.A. Distrigaz doit être portée à 50 % au moins. En outre, les possibilités de stockage du gaz doivent être étendues pour pouvour faire face aux pointes de consommation. De nouveaux contrats éventuels sont à l'étude pour garantir l'approvisionnement après 1990. Enfin le secteur de distribution sera réorganisé en fonction des nouvelles communes.

Dans le secteur de l'électricité, le programme existant d'investissements en matière de centrales sera exécuté, mais pour chaque nouvelle implantation une

analyse des coûts et bénéfices sera effectuée par une commission d'implantation qui examinera tous les aspects économiques, sociaux, techniques et écologiques liés à l'implantation des centrales. Le Parlement se prononcera sur la source énergétique à laquelle le secteur de l'électricité en Belgique devra faire appel pour les centrales construites après 1985. Cependant le choix est limité et tant le charbon que l'énergie nucléaire présentent des inconvénients importants. En tout état de cause, il est souhaitable d'implanter une centrale électrique de 600 MW dans le bassin de Campine en vue de réaliser une valorisation optimale du charbon exploité.

Comme la distribution d'électricité présente indubitablement un aspect de service public, le contrôle et l'action des pouvoirs publics dans ce secteur doivent être étendus par la participation de l'Etat dans les sociétés privées et le renforcement de la part du secteur public. Par ailleurs, le Ministre des Affaires économiques doit approuver les plans et la coordination de l'équipement tant en ce qui concerne les centrales que le réseau de transport.

En matière d'énergie nucléaire, la politique visera un contrôle plus étendu de l'Etat et sa plus grande participation dans le circuit des combustibles nucléaires, tant pour la fabrication et pour la consommation que pour la transformation et le stockage du combustible usé.

Les sources d'énergie alternatives (soleil, vent, géothermie et autres) offrent peu de possibilités d'être inclues, pour un apport réel, dans le rétablissement de l'équilibre énergétique. Néanmoins, la politique de recherche en la matière sera maintenue, voire intensifiée. Dans le domaine des technologies alternatives pour l'utilisation de sources d'énergie classiques l'optimisme est plus grand. C'est ainsi qu'actuellement une expérience est en cours en vue d'étudier, dans la réalité, les résultats favorables en laboratoire concernant la gazéification souterraine de couches profondes de charbon.

Les « Eléments pour une nouvelle politique énergétique » sont complétés d'une « Note en matière de la politique énergétique » dans laquelle le Ministre des Affaires économiques défend sa politique.

Après approbation du Conseil des Ministres, ces deux documents seront soumis au Parlement et au Comité National de l'Energie. Ensuite, la politique belge en matière d'énergie pour les décennies à venir sera déterminée.

2. — *Le secteur de l'énergie en 1978.*

En 1978, la consommation brute apparente d'énergie primaire s'est accrue de 3,5 % par rapport à 1977, mais est demeurée inférieure, par rapport à 1973, de 0,8 millions de tonnes équivalent pétrole. Cette croissance est néanmoins supérieure à la croissance annuelle moyenne de 2,9 % avancée dans les « Eléments d'une nouvelle politique énergétique » et devant permettre de réaliser une épargne globale de 10 % en 1985. Il convient, en outre, de remarquer qu'en 1978, la température moyenne n'a pas été exceptionnellement basse et que ce n'est que pendant une partie de l'année qu'une reprise économique modérée s'est produite.

La production nationale de charbon a reculé encore de près de 0,5 million de tonnes (—0,3 million de tonnes en Campine et —0,2 million de tonnes au Sud du pays). En Campine, le rendement moyen a fléchi de 2,8 % par tâche journalière et par ouvrier et le nombre moyen d'ouvriers mineurs du fonds présents par journée ouvrable est tombé de 10 900 en 1977 à 10 600 en 1978. La diminution de la production du bassin du Sud s'inscrit dans le programme de fermetures de mines, établi pour ce bassin et qui prévoit l'arrêt définitif pour 1982.

Le montant total des subventions d'Etat mis à la disposition des charbonnages pour couvrir leurs pertes d'exploitation, s'est chiffré, en 1978, à 9,5 milliards, soit près de 1 milliard de plus qu'en 1977 et 2,5 milliards de plus qu'en 1976. Par tonne de charbon produit, l'Etat alloue des subventions directes de l'ordre de 3 022 F pour le bassin du Sud et de 1 272 F pour le bassin de Campine.

Les importations de charbon ont augmenté de plus de 0,4 million de tonnes et les exportations ont reculé de 0,1 million de tonnes, compensant ainsi la diminution de la production.

A la fin de 1978, les stocks de charbon sur le carreau des mines et les stocks des importateurs de charbon avaient baissé jusqu'à 261 000 tonnes. Au début de 1977, ils dépassaient ce volume de près de 1 million.

Les livraisons intérieures aux deux principaux consommateurs de charbon, à savoir la sidérurgie et les centrales électriques, ont reculé de respectivement 0,5 % et 8 %. Toutefois, les charbons livrés aux centrales électriques en 1978 auraient été d'une valeur calorifique plus élevée.

Pour la première fois depuis de nombreuses années, la consommation domestique de charbon n'a plus régressé et s'est stabilisée à 1,6 million de tonnes environ.

La consommation de charbon dans l'industrie s'est accrue, pour la seconde année consécutive, de près de 0,4 million de tonnes et atteint à nouveau près de 1 million de tonnes.

La demande de gaz naturel continue à être couverte principalement par les importations des Pays-Bas. Distrigaz a importé 358 995 terajoules de gaz de Slochteren sur base de son contrat avec la « Gasunie », mais également 26 Terajoules de gaz « humide » livré par la « Gasunie ». En 1978, les importations de gaz « humide » de la Mer du Nord (54 891 terajoules) se sont poursuivies. Les importations totales ont dès lors atteint 413 913 terajoules, ce qui revient à une légère diminution (—0,5 %) par rapport à 1977 (415 992). La part de gaz de la Mer du Nord dans la couverture totale de la demande de gaz naturel est passée de 2,5 % en 1977 à 13,3 % en 1978.

L'accroissement des livraisons de gaz naturel aux entreprises de distribution s'est élevé à près de 19 % par rapport à 1977. Elles représentent, à l'heure actuelle 144 333 terajoules environ. Les livraisons directes de gaz naturel par Distrigaz à

l'industrie et aux centrales électriques ont accusé toutefois un recul notable : 245 753 terajoules en 1978, contre 271 117 en 1977 ou —9,4 %.

La production de gaz secondaire a augmenté en raison de la production accrue de fonte et d'acier. Toutefois, la production de gaz de cokerie est demeurée pratiquement stable (+0,8 %), mais celle des gaz de haut fourneau a progressé de 9,1 %.

En 1978, le pétrole brut raffiné et les produits intermédiaires ont reculé de 3 millions de tonnes par rapport à 1977.

La diminution de la production intérieure de produits pétroliers a été compensée par des importations accrues (+0,5 million de tonnes) et des exportations de produits pétroliers nettement en régression (—2,8 millions de tonnes).

Les livraisons intérieures de carburants continuent à augmenter, surtout en raison de la plus forte consommation d'essence pour voitures (+3 %) alors que le niveau de consommation des carburants pour avions et de l'huile de Diesel s'est stabilisé par rapport à 1977. La demande plus large de fuel lourd est due en grande partie à l'accroissement de la consommation des centrales électriques (+15 % ou près de 0,5 million de tonnes). La demande de gazoil pour chauffage a, elle aussi, nettement augmenté (+200 000 tonnes ou 3 %). La consommation intérieure totale de pétrole, donc y compris les pertes de transformation et la propre consommation des raffineries, atteindrait, dès lors, 24,4 millions de tonnes, ce qui revient à une progression de 4,6 % par rapport à 1977.

La consommation d'énergie électrique a progressé de 5,0 % en 1978. Cette croissance dépasse celle de 1977 (4,2 %) et la croissance moyenne des cinq dernières années (3,6 %).

L'industrie est le consommateur le plus important d'énergie électrique (3/5 de la consommation totale). Cependant, la part de la consommation industrielle dans la consommation totale est en régression. En 1973, elle se chiffrait encore à 2/3 et 10 ans plus tôt à 3/4. Cette évolution doit être mise en rapport avec la récession économique depuis 1973. La consommation domestique et celle du secteur tertiaire sont moins influencées par la crise économique, de sorte que la croissance de la consommation dans ces deux secteurs intervient pour près de 3,5 % dans la progression de la consommation totale (5 %). On peut en conclure que le taux de croissance annuel de la consommation d'électricité pourrait atteindre, à nouveau, plus de 5 % au cas d'une forte reprise de l'activité industrielle.

La production nette d'électricité en Belgique a progressé de 8 % en 1978 et a atteint au total 48 357 GWh. Cette production a servi pour 88,3 % à la satisfaction des besoins d'électricité du pays, 5,2 % en ont été perdus dans les réseaux et 0,8 % ont servi au fonctionnement de la centrale de pompage de Coo. Le solde exportateur représente 5,7 %, y compris les échanges d'énergie des centrales nucléaires, en copropriété avec « Electricité de France ».

Près d'un quart de la production totale d'électricité était produit à partir de l'énergie nucléaire (24,5 %). Les trois-quart restant étaient produits par des centrales

thermiques classiques. La production d'électricité à partir de charbon devient à nouveau importante à cet égard, tandis que celle provenant du gaz naturel accuse un recul progressif. La part des combustibles liquides utilisés pour la production d'électricité varie étroitement avec la quantité d'énergie électrique produite et avec la plus au moins grande disponibilité d'autres sources d'énergie. L'énergie hydraulique ne revêt que peu d'importance en Belgique (1 %).

*

* *

Main-d'œuvre dans les mines de houille

ANNÉE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)			Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)					
				Sud		Campine		Le Royaume	
	Sud	Campine	Le Royaume	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1968	25,5	23,6	49,2	14,9	20,7	15,2	20,1	30,1	40,8
1969	19,5	21,5	41,0	11,9	17,1	13,4	18,0	25,3	35,1
1970	17,4	20,0	37,4	9,4	13,7	12,1	16,5	21,5	30,2
1971	14,9	20,1	35,0	8,0	11,8	11,6	16,0	19,6	27,8
1972	13,6	19,1	32,8	7,2	10,5	11,5	15,7	18,7	26,2
1973	10,9	17,5	28,5	6,1	8,8	10,2	14,2	16,3	23,0
1974	9,0	18,8	27,9	4,6	6,8	9,9	13,7	14,6	20,5
1975	7,7	19,0	26,7	3,6	5,3	11,0	14,6	14,6	19,9
1976	5,8	18,9	24,7	2,7	4,1	10,7	14,2	13,4	18,3
1977	4,1	18,6	22,7	2,0	3,1	10,9	14,3	12,4	17,4
1978 (b)	3,4	18,7	22,0	1,5	2,3	10,6	13,8	12,1	16,1

(a) Fin de la période.
(b) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Rendement dans les mines de houille

ANNÉE	Production par poste et par ouvrier (moyenne mensuelle en kilogrammes) (a)					
	Sud		Campine		Le Royaume	
	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1969	1 743	1 188	2 447	1 822	2 112	1 506
1970	1 811	1 220	2 710	1 966	2 284	1 599
1971	1 820	1 214	2 612	1 883	2 282	1 591
1972	1 767	1 187	2 643	1 917	2 298	1 616
1973	1 715	1 162	2 522	1 806	2 219	1 555
1974	1 736	1 168	2 505	1 809	2 254	1 590
1975	1 696	1 122	2 254	1 677	2 114	1 525
1976	1 641	1 069	2 335	1 747	2 191	1 590
1977	1 582	1 008	2 465	1 859	2 319	1 698
1978 (b) ..	1 680	1 069	2 397	1 818	2 304	1 704

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Y compris le personnel de cadre et de surveillance.
(b) Données provisoires.

Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)

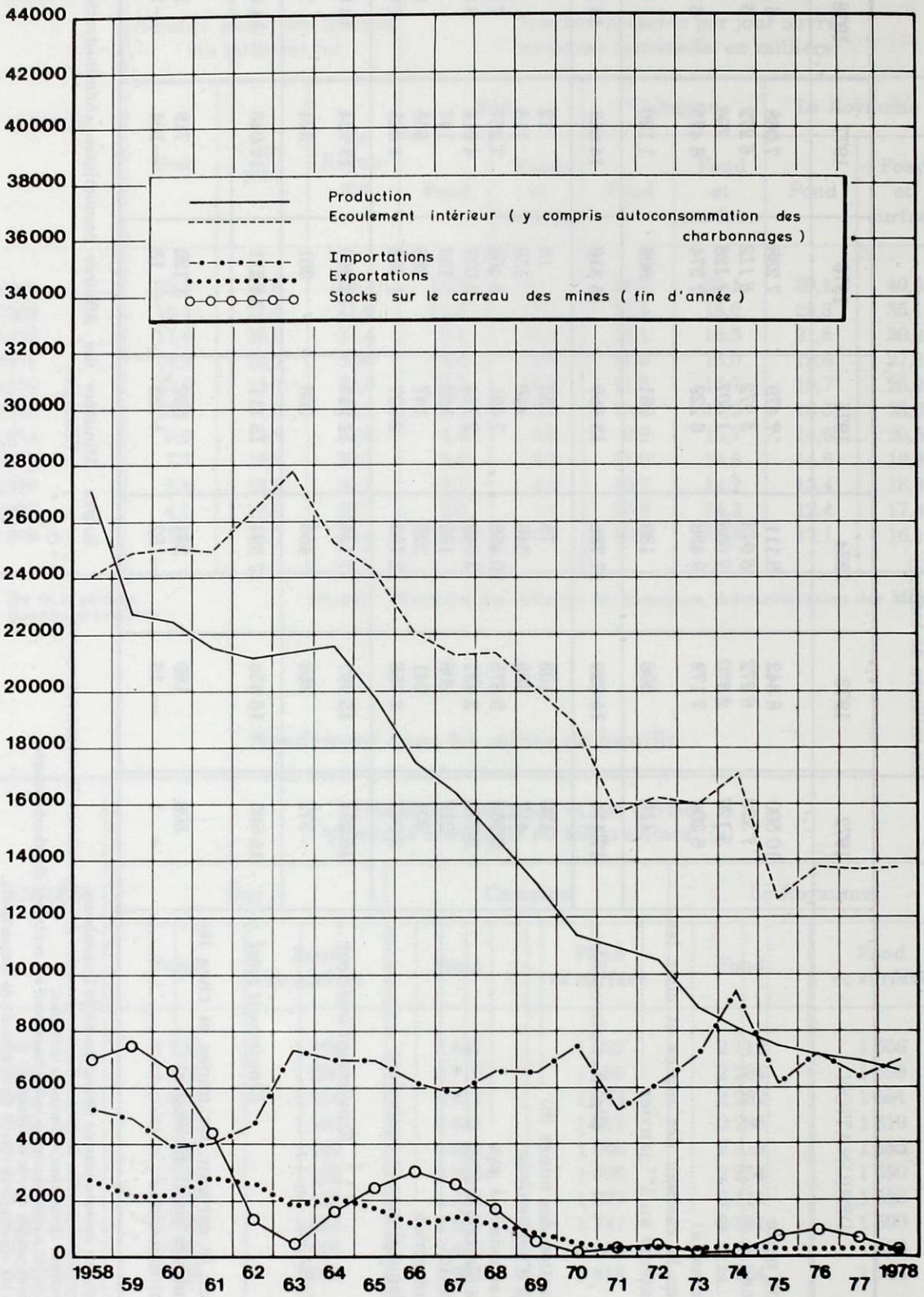
DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (f)
Production nette	10 500	8 842	8 111	7 479	7 238	7 068	6 590
Campine	*7 323*	*6 272*	*6 073*	*5 972*	*6 112*	*6 272*	*5 963*
Sud	*3 176*	*2 570*	*2 038*	*1 507*	*1 126*	*796*	*627*
Importations (a)	6 204	7 179	9 486	6 229	7 274	6 475	6 905
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier	410	508	189	261	806	1 120	719
Charbon disponible	**17 114**	**16 529**	**17 786**	**13 969**	**15 318**	**14 663**	**14 214**
Consommation des mines (b)	126	103	75	32	16	12	12
Fabriques d'agglomérés	417	383	346	240	153	118	117
Cokeries et usines à gaz	9 363	9 875	10 468	7 401	8 468	7 257	7 220
Centrales électriques (c)	2 772	2 431	3 049	2 714	3 037	4 014	3 698
Sidérurgie (d)	213	208	195	152	194	147	169
Autres industries	301	241	226	147	289	555	988
Usages domestiques et équivalent	3 042	2 756	2 785	2 027	1 703	1 621	1 637
Ecoulement intérieur	**16 233**	**15 997**	**17 144**	**12 713**	**13 860**	**13 724**	**13 841**
Exportations (e)	372	359	450	398	351	324	226
Ecoulement total	**16 605**	**16 356**	**17 594**	**13 111**	**14 211**	**14 048**	**14 067**
Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre	508	189	244	830	1 120	719	261
Erreurs et omissions	+ 1	— 16	— 52	+ 28	— 13	—104	—114

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ». Données corrigées.
(c) Non compris les autoproducteurs individuels, sauf les centrales des charbonnages.
(d) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

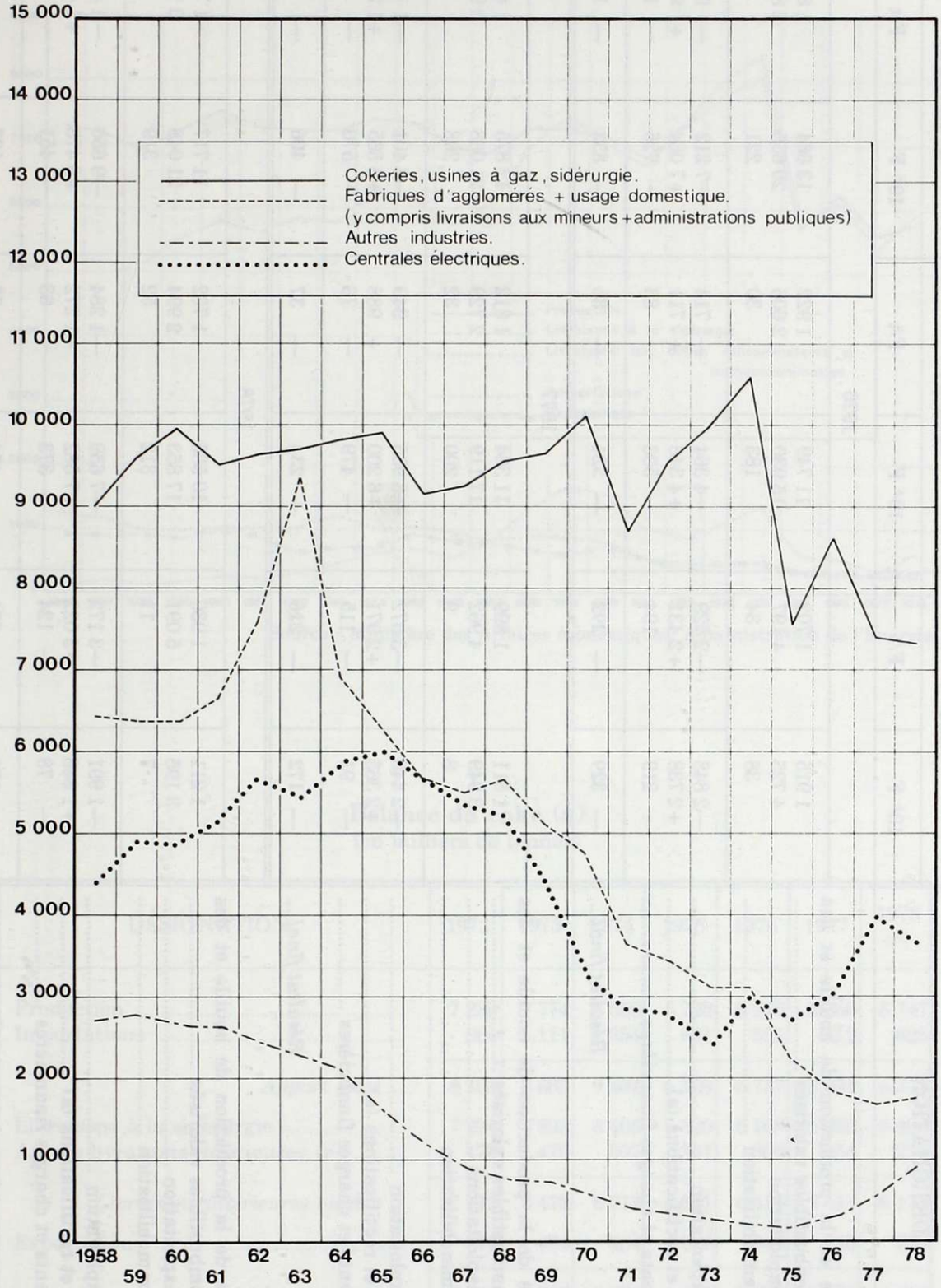
Balance charbonnière

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

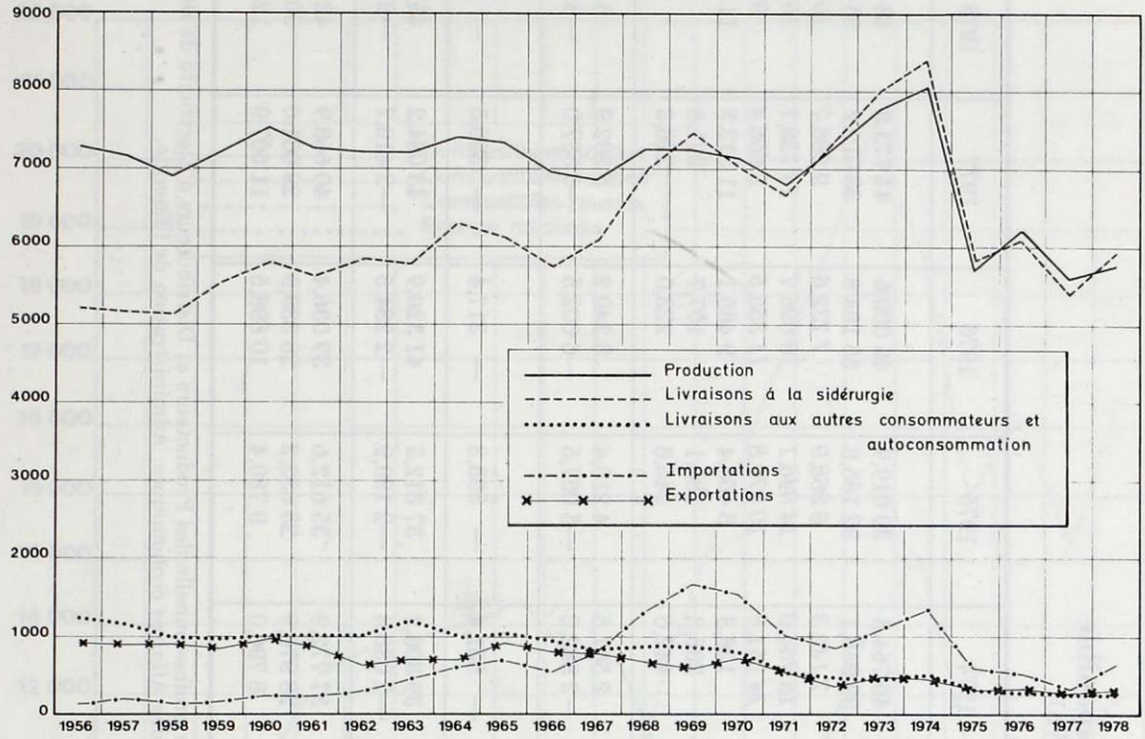
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1976 à 1978

DÉSIGNATION	Sud		Campine		Le Royaume	
	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t	10^6 F	F/t
	1976					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 915	1 702	11 749	1 922	13 664	1 888
Dépenses d'exploitation	4 725	4 197	15 930	2 606	20 655	2 854
Dépenses d'immobilisation	38	34	183	30	221	31
Résultat d'exploitation	—2 848	—2 529	—4 364	— 714	—7 212	— 997
Subventions et rectifications (a)	+2 738	+2 431	+4 346	+ 711	+7 084	+ 978
Amortissements et charges financières	— 219	— 194	— 506	— 83	— 725	— 100
Résultat final ...	**— 329**	**— 292**	**— 524**	**— 86**	**— 853**	**— 119**
	1977					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 511	1 899	11 364	1 812	12 875	1 822
Dépenses d'exploitations	3 949	4 962	17 119	2 729	21 068	2 981
Dépenses d'immobilisation	8	9	200	32	208	29
Résultat d'exploitation	—2 446	—3 072	—5 955	— 949	—8 401	—1 188
Subventions et rectifications (a)	+2 365	+2 971	+6 200	+ 988	+8 565	+1 211
Amortissements et charges financières	— 91	— 115	— 479	— 76	— 570	— 81
Résultat final ...	**— 172**	**— 216**	**— 234**	**— 37**	**— 406**	**— 58**
	1978					
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	1 211	1 930	10 506	1 762	11 717	1 778
Dépenses d'exploitation	3 195	5 091	17 853	2 994	21 048	3 144
Dépenses d'immobilisation	7	11	312	52	319	48
Résultat d'exploitation	—1 991	—3 172	—7 659	—1 284	—9 650	—1 414
Subventions et rectifications (a)	+1 846	+3 022	+7 582	+1 272	+9 478	+1 438
Amortissements et charges financières	— 78	— 124	— 373	— 63	— 451	— 68
Résultat final ...	**— 173**	**— 274**	**— 450**	**— 75**	**— 623**	**— 44**

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Coke de four
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (c)
Production	7 239	7 774	8 050	5 728	6 216	5 569	5 747
Importations	864	1 111	1 354	601	521	312	625
Apport total ...	**8 103**	**8 885**	**9 404**	**6 329**	**6 737**	**5 881**	**6 372**
Livraisons à la sidérurgie	7 294	7 993	8 405	5 820	6 108	5 360	5 900
Autres livraisons intérieures (b)	478	470	507	331	306	254	273
Livraisons intérieures totales ...	**7 772**	**8 478**	**8 912**	**6 151**	**6 414**	**5 614**	**6 173**
Exportations	375	484	464	320	344	245	230
Ecoulement total ...	**8 147**	**8 962**	**9 376**	**6 471**	**6 758**	**5 859**	**6 403**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Coke de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.
(c) Données provisoires.

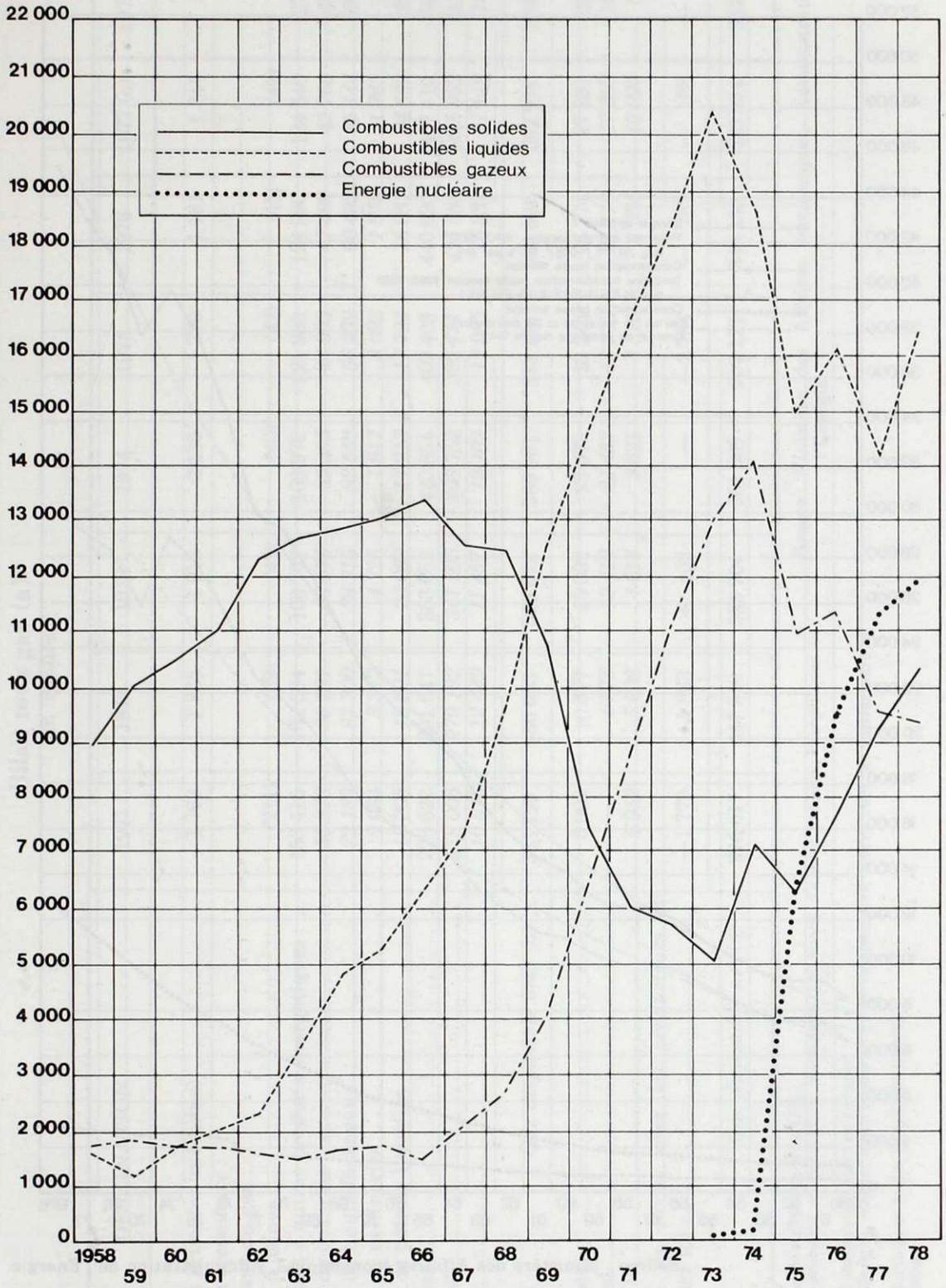
Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (f)
Production nette	**35 663,6**	**39 121,0**	**40 764,3**	**39 019,9**	**45 000,6**	**44 773,8**	**48 356,5**
Production thermique conventionnelle	35 080,0	38 438,2	39 948,1	32 185,8	35 184,8	33 012,2	35 988,5
a partir de : combustibles solides (a)	*5 726,5*	*5 083,9*	*7 142,3*	*6 268,9*	*7 732,6*	*9 206,7*	*10 322,7*
combustibles liquides (b)	*18 298,6*	*20 345,4*	*18 754,0*	*14 946,1*	*16 096,7*	*14 139,1*	*16 376,8*
combustibles gazeux (c)	*11 054,9*	*13 008,9*	*14 051,8*	*10 970,8*	*11 355,5*	*9 666,4*	*9 289,0*
Energie nucléaire (d)	8,7	68,1	136,8	6 408,4	9 485,1	11 313,5	11 871,5
Hydraulique	177,4	167,2	236,8	180,1	107,7	221,8	219,3
Centrales de pompages	397,5	447,5	442,6	245,6	223,0	226,3	277,2
Importations (e)	1 360,2	1 649,8	2 557,5	4 215,4	3 240,2	5 202,9	5 282,9
Exportations	—2 095,8	—2 404,5	—2 882,2	—5 067,5	—6 602,5	—6 587,0	—8 060,3
Consommation d'énergie par les pompes de centrales de pompages	— 562,3	— 639,5	— 631,4	— 355,3	— 317,4	— 305,5	— 367,8
Energie appelée en Belgique	**34 565,7**	**37 726,8**	**39 808,2**	**37 812,5**	**41 320,9**	**43 084,2**	**45 211,3**
Pertes sur les réseaux	—1 829,3	—1 914,7	—2 035,3	—2 199,9	—2 284,5	—2 410,7	—2 529,3
Consommation nette	**32 736,4**	**35 812,1**	**37 772,9**	**35 612,6**	**39 036,4**	**40 668,9**	**42 682,0**
dont : Haute tension	25 428,5	27 752,7	28 976,9	25 832,2	28 339,9	29 061,0	30 046,6
Basse tension	7 307,9	8 059,4	8 796,0	9 780,4	10 696,5	11 607,9	12 635,4

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

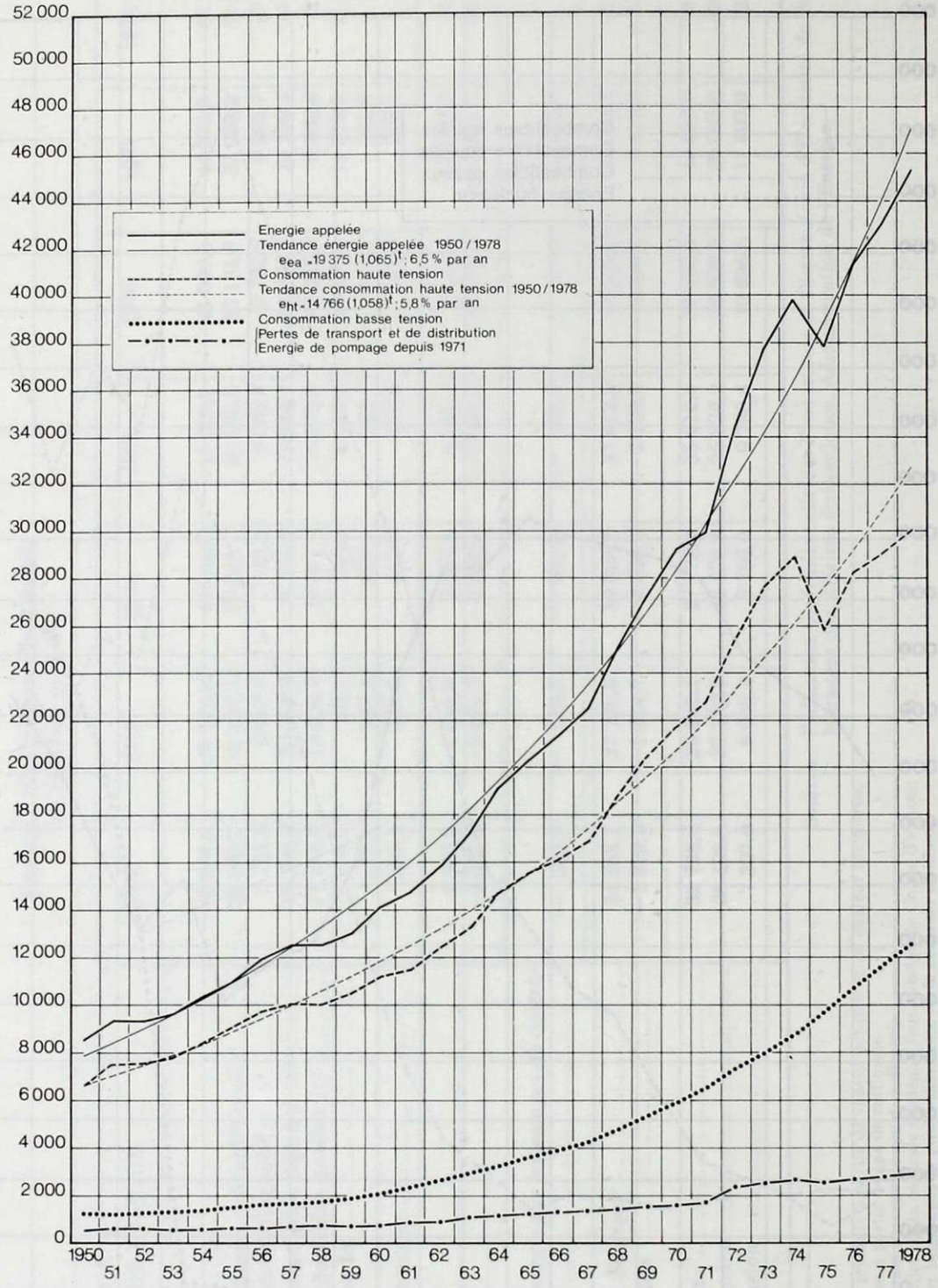
(a) Y compris l'électricité produite à partir de vapeur achetée et de chaleur récupérée.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(d) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(e) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(f) Données provisoires.

Production nette d'électricité par source d'énergie
(en millions de kWh)



Source : Fédération Professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan tous gaz (a)

(en Tjoules)

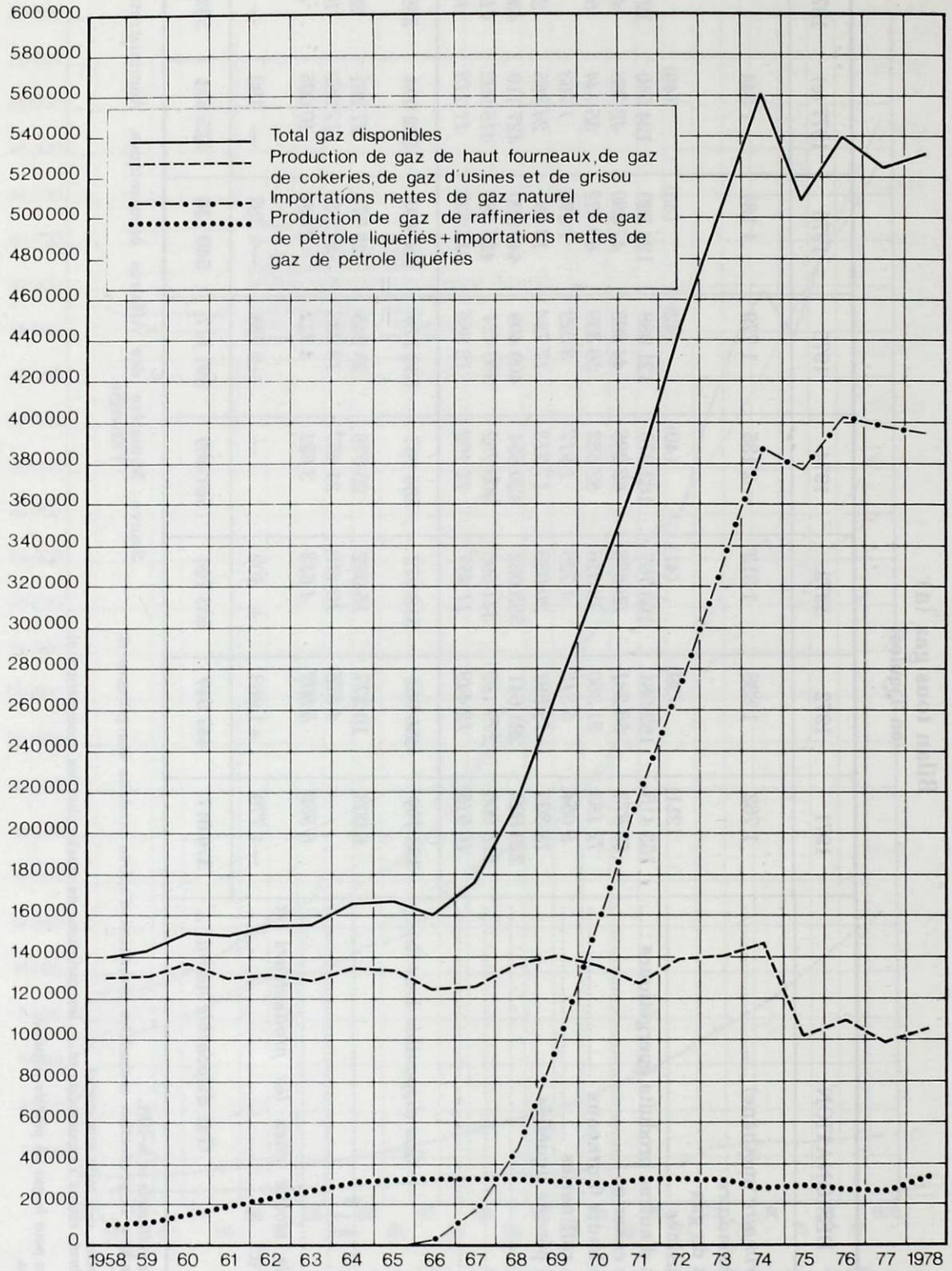
DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977 (e)	1978 (f)
1. *Production primaire* (méthane)	1 762	1 838	1 913	2 135	1 779	1 181	1 344	1 345
2. *Production secondaire :*								
a) Provenant du gaz :								
— Gaz d'usines	(211)	(39)	(41)	(40)	(42)	(45)	(49)	(54)
b) Provenant d'autres produits énergétiques :	153 415	162 584	163 707	163 978	121 988	124 590	124 540	127 844
— Gaz de cokeries	*53 873*	*56 281*	*60 576*	*62 296*	*44 903*	*47 499*	*42 768*	*43 121*
— Gaz de hauts fourneaux	*72 183*	*81 300*	*78 316*	*82 552*	*56 339*	*60 432*	*55 144*	*60 161*
— Gaz de raffineries	*9 054*	*5 312*	*4 726*	*1 917*	*3 022*	*1 578*	*1 763*	*1 594*
— Gaz de pétrole liquéfiés	*18 305*	*19 691*	*20 089*	*17 213*	*17 724*	*15 081*	*24 865*	*22 968*
3. *Importations*	228 622	291 641	353 052	420 854	409 409	440 920	427 110	430 293
Gaz naturel	*218 006*	*279 192*	*341 595*	*408 752*	*396 424*	*425 588*	*415 992*	*413 913*
G.P.L.	*10 616*	*12 449*	*11 457*	*12 102*	*12 985*	*15 332*	*11 118*	*16 380*
Gaz disponible brut (b)	**383 799**	**456 063**	**518 672**	**586 967**	**533 176**	**566 691**	**552 994**	**559 482**
4. *Exportations*	6 003	10 377	15 032	25 078	23 245	25 774	27 267	26 064
Gaz naturel	—	*4 575*	*10 419*	*21 457*	*18 933*	*21 110*	*17 262*	*18 038*
G.P.L.	*5 952*	*5 802*	*4 613*	*3 621*	*4 312*	*4 664*	*10 005*	*8 026*
5. *Variations de stocks chez les producteurs et importateurs* (c)	—1 779	+1 863	+ 402	—	—2 754	— 787	— 193	— 743
Gaz disponible net (d)	**376 017**	**447 549**	**533 704**	**561 889**	**507 177**	**540 130**	**525 534**	**532 675**

(a) Y compris le gaz de raffinerie et le GPL.
(b) La production primaire, la production secondaire provenant d'autres produits énergétiques et l'importation.
(c) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(d) Le gaz disponible brut, moins l'exportation et ± les variations de stocks chez les producteurs et importateurs.
(e) Données provisoires pour le gaz de pétrole liquéfié.
(f) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Gaz disponibles

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

(en Térajoules)

DÉSIGNATION	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)
A. *Emissions de gaz :*										
1. Gaz de ville :										
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	8 058	2 210	211	39	41	40	42	45	50	56
— Gaz de cokeries	12 822	8 311	4 558	1 357	96	—	—	—	—	—
2. Gaz naturel	91 139	157 644	218 006	279 192	341 595	408 752	396 424	424 801	415 799	413 170
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries)	3 123	2 136	2 308	1 635	115	—	—	—	—	—
Total ...	**115 142**	**170 301**	**225 083**	**282 223**	**341 847**	**408 792**	**396 466**	**424 846**	**415 849**	**413 226**
B. *Ventes de gaz :*										
1. Ventes des entreprises de distribution :										
— Usages domestiques	26 052	28 808	33 843	43 875	50 814	56 222	66 588	76 787	85 861	101 498
— Usages non-domestiques	7 335	8 209	10 340	13 331	16 727	19 858	25 341	30 131	35 583	43 328
Total ...	**33 387**	**37 017**	**44 183**	**57 206**	**67 541**	**76 080**	**91 929**	**106 918**	**121 444**	**144 826**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	72 969	121 064	171 518	213 343	256 506	303 398	275 015	287 613	271 117	245 752
Total ...	**106 356**	**158 081**	**215 701**	**270 549**	**324 047**	**379 478**	**366 944**	**394 531**	**392 561**	**390 578**
3. Exportation	341	158	52	4 575	9 054	11 255	13 375	15 478	16 164	18 038

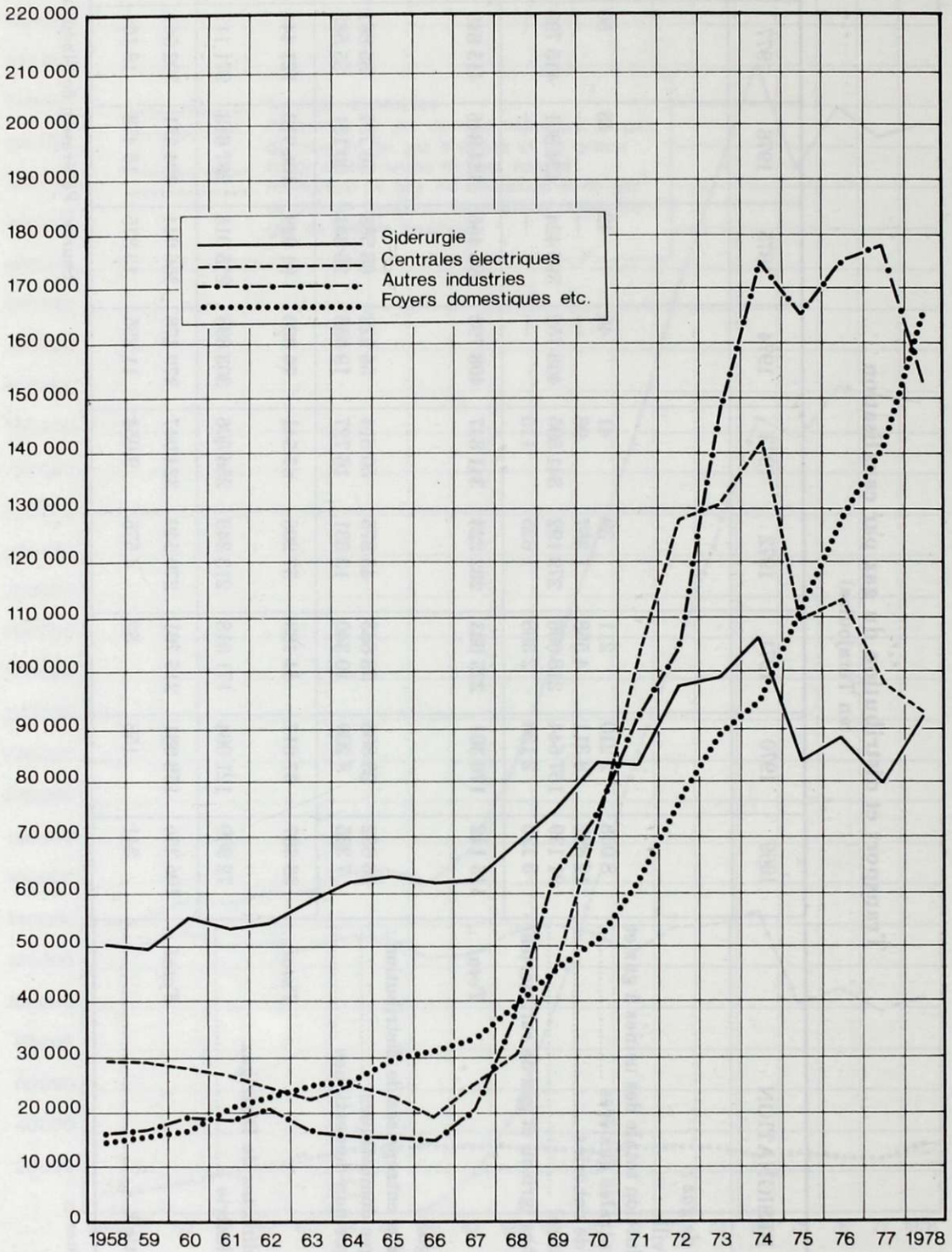
(a) Données provisoires.

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

Consommation nette de gaz

Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie

(Tjoules)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers

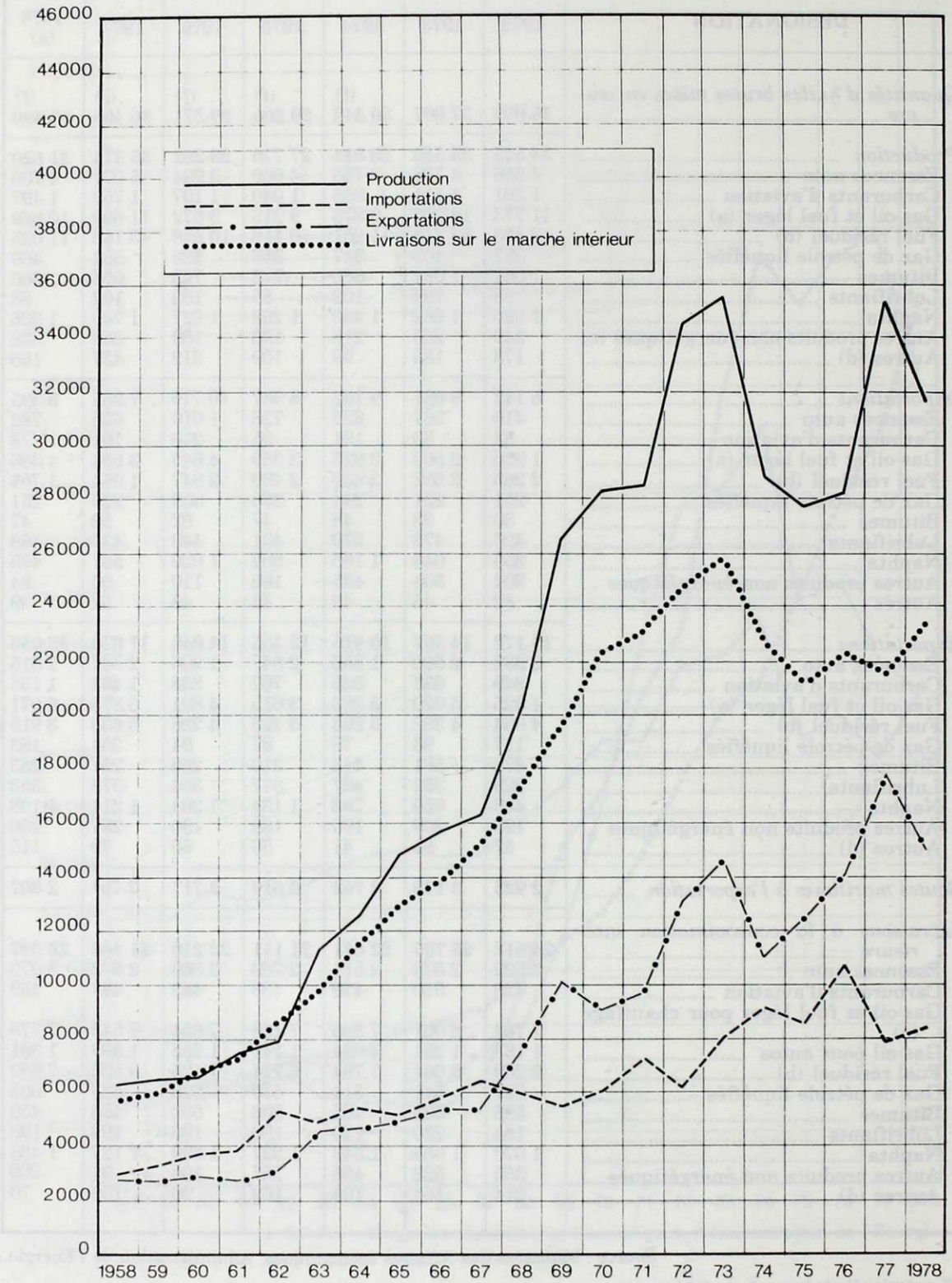
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (e)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	**36 099**	**37 007**	(f) **30 348**	(f) **29 266**	(f) **29 371**	(f) **36 466**	(f) **33 390**
Production	**34 525**	**35 510**	**28 814**	**27 770**	**28 262**	**35 374**	**31 620**
Essences auto	4 536	4 768	3 756	4 609	3 934	5 077	4 766
Carburants d'aviation	1 201	1 111	855	1 040	1 107	1 753	1 497
Gas-oil et fuel léger (a)	11 773	12 225	9 873	9 215	9 072	11 690	10 669
Fuel résiduel (b)	13 436	13 715	11 251	10 119	10 648	13 153	11 025
Gaz de pétrole liquéfiés	397	405	347	356	328	534	469
Bitumes	1 067	1 081	880	775	763	664	666
Lubrifiants	98	103	102	85	102	102	88
Naphta	1 595	1 682	1 433	1 269	1 827	1 709	1 936
Autres produits non énergétiques (c)	249	235	218	193	169	255	338
Autres (d)	173	185	99	109	312	437	166
Importations	**6 142**	**8 024**	**9 102**	**8 587**	**10 716**	**7 865**	**8 395**
Essences auto	419	567	622	728	1 010	625	782
Carburants d'aviation	84	83	191	95	216	101	78
Gas-oil et fuel léger (a)	1 926	2 560	2 925	3 359	4 645	3 684	4 386
Fuel résiduel (b)	2 265	2 882	2 859	2 499	2 847	1 954	1 784
Gaz de pétrole liquéfiés	251	231	244	266	309	226	251
Bitumes	30	33	48	47	62	59	47
Lubrifiants	426	473	570	401	449	437	469
Naphta	355	646	1 165	982	1 020	587	475
Autres produits non énergétiques	304	504	435	166	110	90	84
Autres	82	45	43	44	48	52	39
Exportations	**13 172**	**14 507**	**10 915**	**12 465**	**14 046**	**17 870**	**15 058**
Essences auto	2 339	2 560	1 856	2 647	1 906	2 547	2 615
Carburants d'aviation	849	637	536	707	838	1 404	1 135
Gas-oil et fuel léger (a)	4 325	5 020	3 283	3 615	4 891	5 875	5 071
Fuel résiduel (b)	4 064	4 352	3 293	3 423	4 226	5 633	3 915
Gaz de pétrole liquéfiés	117	93	73	87	94	204	163
Bitumes	473	561	443	310	263	257	263
Lubrifiants	329	362	407	317	354	373	353
Naphta	436	650	793	1 134	1 204	1 211	1 198
Autres produits non énergétiques	193	209	190	189	190	237	230
Autres (d)	47	61	41	36	80	79	115
Soutes maritimes à l'exportation	**2 923**	**3 138**	**2 762**	**2 819**	**2 717**	**2 761**	**2 807**
Livraisons à la consommation intérieure	**24 612**	**25 705**	**22 611**	**21 111**	**22 210**	**21 468**	**23 397**
Essences auto	2 522	2 573	2 511	2 769	2 869	2 978	3 070
Carburants d'aviation	428	510	479	438	442	447	459
Gas-oil et fuel léger pour chauffage (a)	7 784	8 061	7 385	7 168	7 654	7 543	7 778
Gas-oil pour autos	1 163	1 251	1 024	1 141	1 255	1 393	1 381
Fuel résiduel (b)	9 269	9 664	7 784	6 774	7 125	6 525	7 682
Gaz de pétrole liquéfiés	527	541	514	530	525	523	603
Bitumes	596	538	485	508	550	486	459
Lubrifiants	184	220	220	190	196	199	198
Naphta	1 570	1 655	1 649	1 327	1 399	1 127	1 488
Autres produits non énergétiques	355	528	456	157	105	91	209
Autres (d)	214	164	104	109	90	156	70

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris pétrole lampant et pétrole tracteur.
(b) Y compris le brai de pétrole résiduel.
(c) Principalement white spirit et essences spéciales.
(d) Y compris le gaz incondensable.
(e) Données provisoires.
(f) Y compris la mise en œuvre de produits intermédiaires.

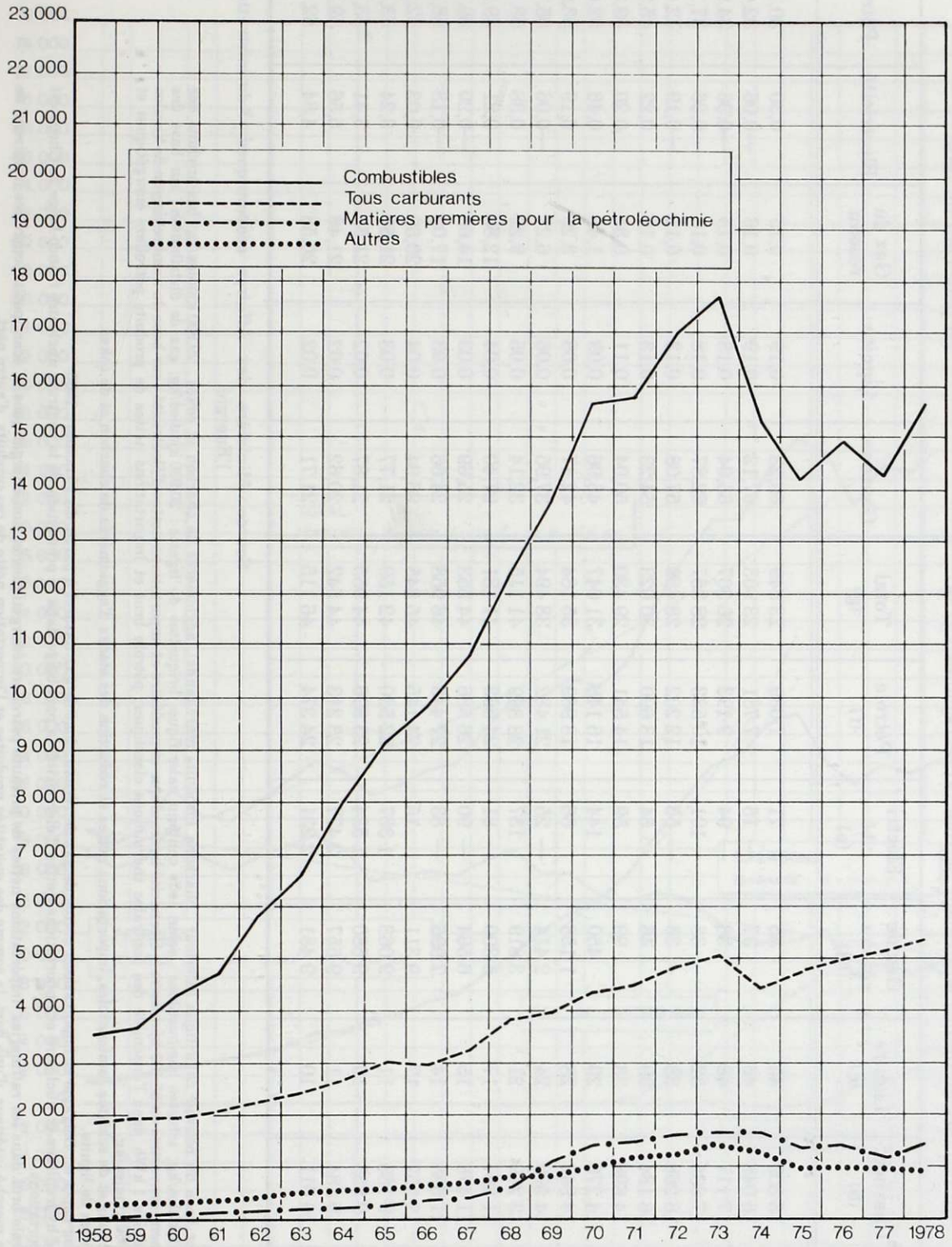
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur
(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

Consommation apparente brute d'énergie primaire

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent pétrole (41 860 kjoules/kg) (a)						En pour-cent du total				
	Charbon (b)	Lignite (c)	Gaz de réseau (d)	Electricité (e)	Pétrole (f)	Total (g)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Electricité	Pétrole
1960	16 309	45	35	71	7 089	23 549	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961	16 048	46	37	— 15	7 781	23 903	67,12	0,19	0,16	—0,06	32,60
1962	17 117	48	38	— 94	9 193	26 307	65,04	0,18	0,15	—0,36	34,99
1963	17 835	52	38	—101	10 533	28 357	62,87	0,18	0,13	—0,36	37,17
1964	16 268	38	36	— 55	12 202	28 489	57,08	0,13	0,12	—0,19	42,86
1965	16 184	39	46	64	13 690	30 023	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966	14 698	33	99	59	14 541	29 430	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967	14 276	29	450	144	16 148	31 047	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968	14 943	28	1 158	66	18 969	35 164	42,47	0,08	3,29	0,19	53,97
1969	14 599	24	2 414	— 25	21 482	38 494	37,95	0,06	6,27	—0,06	55,78
1970	13 249	21	3 819	157	23 869	41 115	32,14	0,05	9,29	0,38	58,14
1971	11 287	17	5 300	— 81	24 663	41 181	27,40	0,04	12,86	—0,21	59,91
1972	11 476	15	6 564	— 90	26 586	44 553	25,69	0,03	14,69	—0,20	59,79
1973	11 588	14	7 996	— 83	27 443	46 958	24,66	0,03	17,02	—0,18	58,47
1974	12 357	17	9 311	15	24 145	45 845	26,94	0,04	20,30	0,03	52,69
1975	9 183	11	9 068	1 367	22 530	42 159	21,77	0,03	21,50	3,24	53,46
1976	9 835	10	9 680	1 534	23 896	44 955	21,87	0,02	21,52	3,41	53,18
1977	9 184	11	9 557	2 477	23 313	44 542	20,62	0,02	21,46	5,56	52,34
1978 (h)	10 011	10	9 481	2 231	24 374	46 115	21,71	0,02	20,58	4,84	52,85

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 29.930 kjoules/kg; bas-produits des charbonnages : 20.930 kjoules/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 20.930 kjoules/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 35.169 kjoules/m ^{3}; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kjoules consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 41.860 kjoules/kg.

(b) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.

(c) Importations de briquettes de lignite.

(d) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.

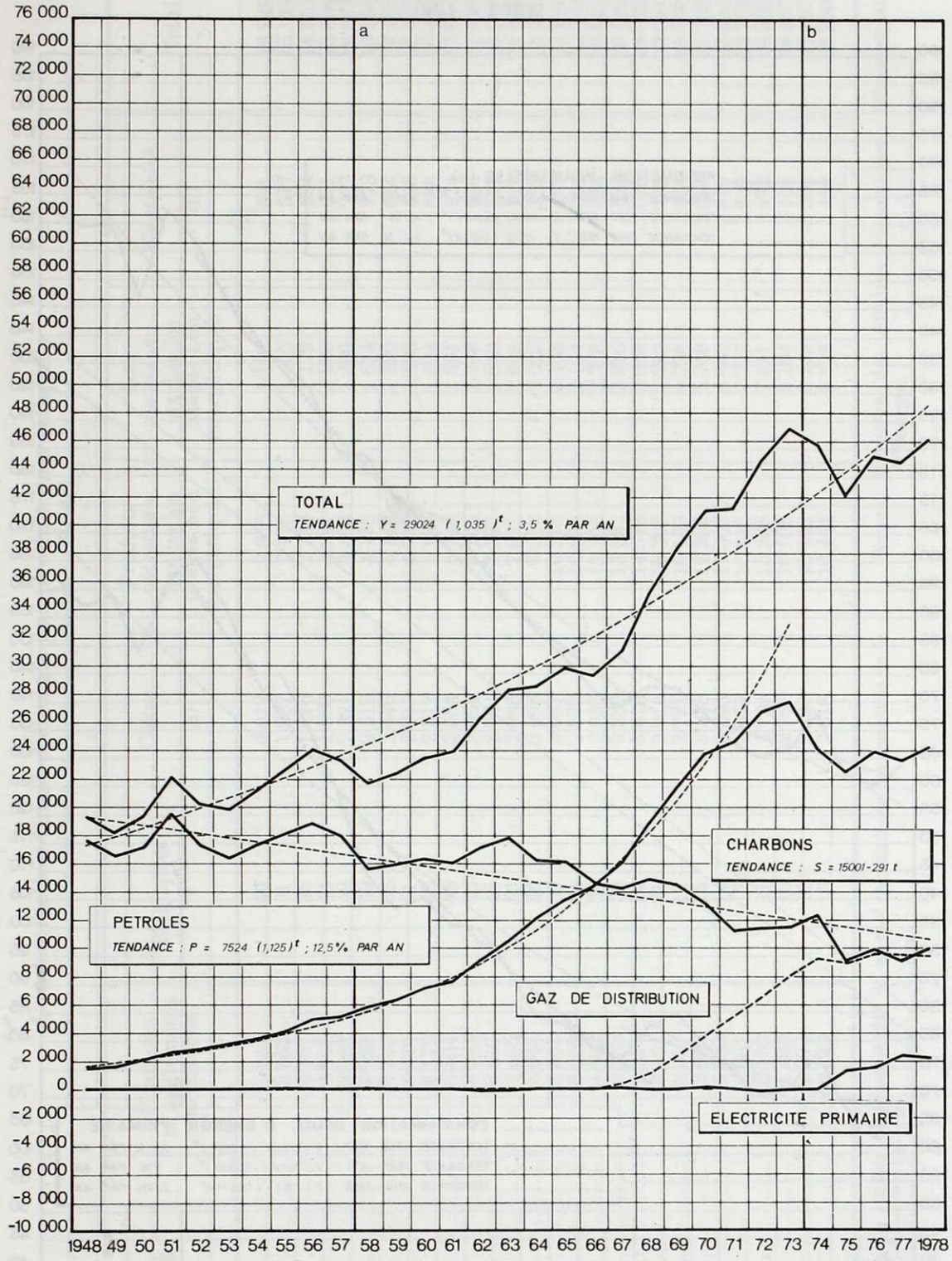
(e) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.

(f) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.

(g) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « Bilan global de l'Energie ».

(h) Données provisoires.

Consommation apparente d'énergie primaire
(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

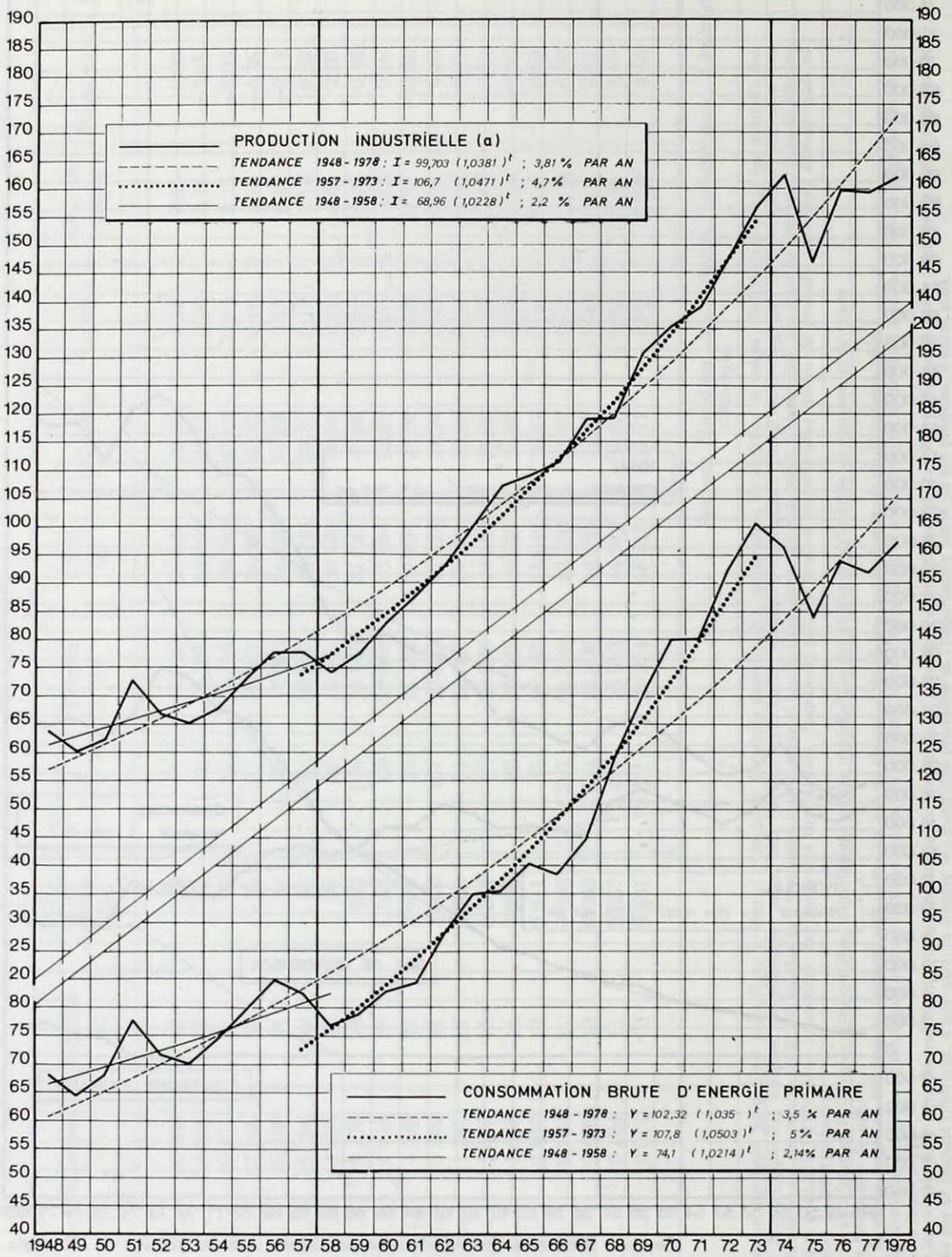


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) 1956-1957 : première fermeture du canal de Suez.
1958 : Communauté Economique Européenne.
(b) Fin 1973 : crise pétrolière — nouvelle politique énergétique.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, sur base de l'indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction.

Consommation finale d'énergie par produit énergétique

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

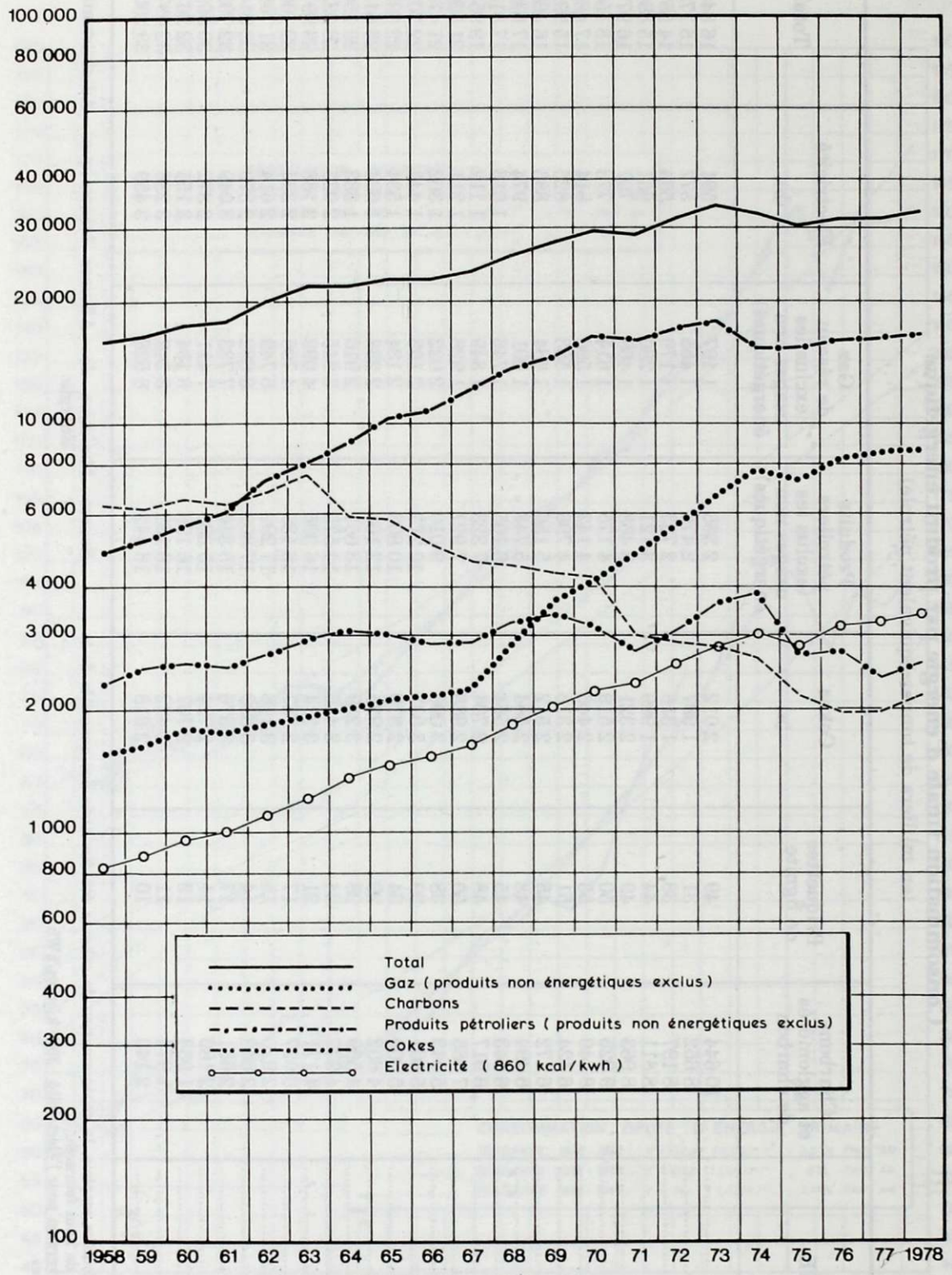
ANNÉE	Charbons et agglomérés de charbon	Briquettes de lignite	Cokes (a)	Produits pétroliers (exclus les usages non énergétiques)	Gaz de réseau (exclus les usages non énergétiques)	Electricité (b)	Total
1951	10 644	49	2 012	2 355	1 197	591	16 848
1952	8 652	31	1 987	2 476	1 455	577	15 178
1953	8 197	38	1 816	2 733	1 179	594	14 557
1954	8 811	44	1 989	3 121	1 280	651	15 896
1955	8 963	49	2 321	3 468	1 469	707	16 977
1956	9 025	50	2 519	4 175	1 614	773	18 156
1957	8 440	53	2 446	4 142	1 590	814	17 485
1958	6 424	51	2 313	4 796	1 583	825	15 992
1959	6 172	45	2 512	5 156	1 634	885	16 404
1960	6 494	48	2 584	5 748	1 801	974	17 649
1961	6 343	45	2 564	6 105	1 746	1 016	17 819
1962	6 917	48	2 704	7 323	1 849	1 112	19 953
1963	7 465	50	2 985	7 927	1 928	1 211	21 566
1964	5 943	38	3 096	9 010	2 022	1 362	21 471
1965	5 801	39	3 037	10 278	2 103	1 443	22 701
1966	5 009	34	2 879	10 803	2 134	1 534	22 393
1967	4 602	29	2 935	12 103	2 238	1 634	23 541
1968	4 539	28	3 239	13 601	2 916	1 833	26 156
1969	4 337	24	3 416	14 575	3 645	2 025	28 022
1970	4 171	21	3 214	16 305	4 092	2 188	29 991
1971	3 027	17	2 787	16 139	4 796	2 334	29 100
1972	2 920	15	3 118	17 292	5 749	2 614	31 708
1973	2 868	14	3 699	17 802	6 682	2 879	33 944
1974	2 681	17	3 876	15 346	7 733	3 049	32 702
1975	2 180	11	2 724	15 368	7 411	2 872	30 566
1976	1 953	10	2 767	16 198	8 184	3 155	32 267
1977	1 974	11	2 422	16 162	8 242	3 286	32 097
1978 (c)	2 143	10	2 618	16 442	8 528	3 459	33 200

(a) Pour éviter des doubles emplois, la consommation de cokes a été diminuée des quantités de la production de gaz de haut fourneau.
(b) Coefficient de conversion pour l'électricité : 3600 kjoules/kWh.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Consommation finale d'énergie (a) par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

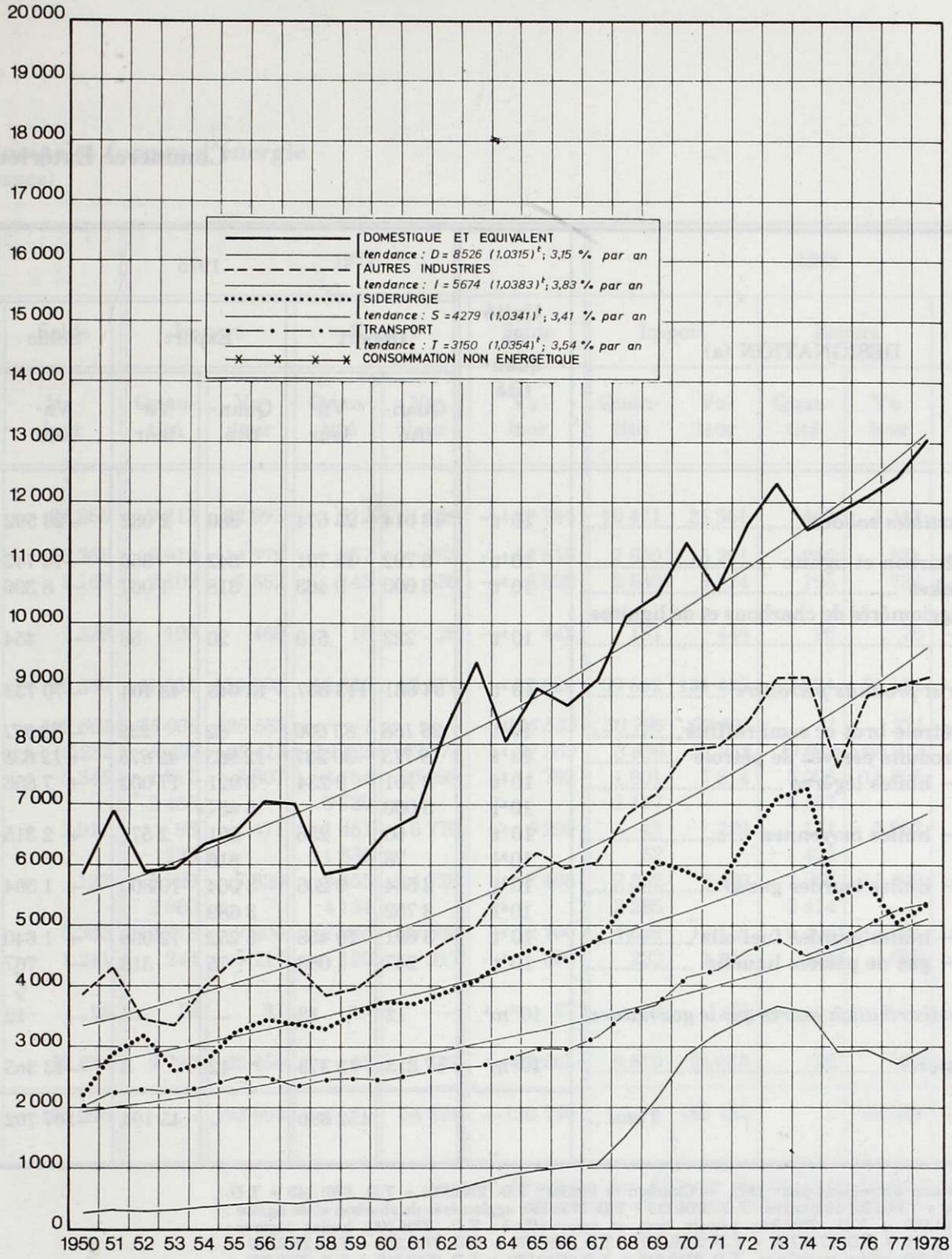


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques et pertes de distribution exclues.
Pour 1978 données provisoires.

Consommation finale d'énergie par secteur

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration de l'Energie.

Commerce Extérieur de l'U.E.B

(pour la val

DÉSIGNATION (a)	Unité de quantité	1975							
		Import		Export		Solde	Import		
		Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Valeur	Quantité	Va leu	Quantité
Combustibles solides	10^3t	**10 014**	**25 674**	**880**	**2 082**	**—23 592**	**10 720**	**26**	
— charbon et lignite	10^3t	6 792	15 701	542	959	—14 742	7 850	17	
— cokes	10^3t	3 000	9 463	318	1 067	— 8 396	2 713	9	
— agglomérés de charbons et de lignites	10^3t	222	510	20	56	— 454	157		
Pétrole et produits pétroliers	10^3t	**34 881**	**113 837**	**13 045**	**43 104**	**—70 733**	**38 534**	**141**	
— pétrole brut et semi-raffiné	10^3t	*26 168*	*83 600*	*82*	*229*	*—83 371*	*28 811*	*102*	
— produits dérivés de pétrole	10^3t	*8 713*	*30 237*	*12 963*	*42 875*	*+ 12 638*	*9 723*	*39*	
— huiles légères	10^3t	2 151	9 234	3 921	17 090	+ 7 856	2 256	12	
	10^6l	3 000		5 457			3 059		
— huiles moyennes	10^3t	60	256	651	2 571	+ 2 315	101		
	10^6l	76		816			122		
— huiles lourdes gasoil	10^3t	2 564	9 206	3 064	10 800	+ 1 594	3 529	14	
	10^6l	3 752		3 689			4 075		
— huiles lourdes fuel-oils	10^3t	3 691	10 458	5 252	12 098	+ 1 640	3 520	9	
— gaz de pétrole liquéfié	10^3t	247	1 083	75	316	— 767	317	1	
Gaz de distribution autres que le gaz naturel	10^6m^3	**12**	**12**	—	—	— 12	7		
Gaz naturel	10^6m^3	**17 813**	**13 373**	**12**	**8**	**—13 365**	**12 034**	**18**	
Total ...			**152 896**	**..**	**45 194**	**—107 702**	**..**	**187**	

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Charbon et lignite : T.D. 2701.110 + T.D. 2701.140 + T.D. 2701.160 + T.D. 2701.180; cokes : T.D. 2704.110 + T.D. 2704.190; agglomérés de charbon et de lignite : T.D. 2701.900 + T.D. 2702.300; pétrole brut et semi-raffiné : T.D. 2709.000; huiles légères : T.D. 2710.110 + T.D. 2710.130 + T.D. 2710.150 + T.D. 2710.170 + T.D. 2710.210 + T.D. 2710.250 + T.D. 2710.290; huiles moyennes : T.D. 2710.310 + T.D. 2710.330 + T.D. 2710.340 + T.D. 2710.380 + T.D. 2710.390; huiles lourdes gasoil : T.D. 2710.510 + T.D. 2710.530 + T.D. 2710.590; huiles lourdes fuel-oils : T.D. 2710.610 + T.D. 2710.630 + T.D. 2710.690; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.030 + T.D. 2711.050 + T.D. 2711.110 + T.D. 2711.130 + T.D. 2711.190; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.000; gaz naturel : T.D. 2711.910. — Données correspondantes pour les années antérieures.

el tif aux principales formes d'énergie
n. illions de francs)

97			1977					1978				
Export		Solde	Import		Export		Solde	Import		Export		Solde
Q an- té	Va- leur	Va- leur	Quan- tité	Va- leur	Quan- tité	Va- leur	Va- leur	Quan- tité	Va- leur	Quan- tité	Va- leur	Va- leur
702	**1 753**	**— 24 866**	**9 213**	**22 093**	**512**	**1 309**	**— 20 784**	**10 471**	**24 561**	**467**	**1 341**	**— 23 220**
378	826	— 16 368	6 913	14 272	357	753	— 13 519	7 650	15 291	246	531	— 14 760
311	881	— 8 169	2 102	7 352	145	530	— 6 822	2 640	8 824	195	734	— 8 090
13	46	— 329	198	469	10	26	— 443	181	446	26	76	— 370
1 037	**51 553**	**— 90 380**	**41 533**	**150 998**	**16 326**	**63 374**	**— 87 624**	**39 662**	**131 435**	**13 724**	**51 134**	**— 80 301**
—	*1*	*—102 601*	*35 036*	*125 583*	*1*	—	*—125 583*	*30 796*	*99 593*	*81*	*221*	*— 99 372*
1 037	*51 552*	*+ 12 221*	*6 497*	*25 415*	*16 325*	*63 374*	*+ 37 959*	*8 866*	*31 842*	*13 643*	*50 913*	*+ 19 071*
307	17 881	+ 5 345	1 717	8 607	4 154	20 399	+ 11 792	1 601	7 814	3 993	18 856	+ 11 042
557			2 485		5 730			2 187		5 487		
752	3 405	+ 2 911	98	471	1 451	6 770	+ 6 299	43	229	1 131	5 062	+ 4 833
954			123		1 830			52		1 422		
499	14 783	— 127	1 720	7 320	3 455	14 728	+ 7 408	2 362	9 470	2 866	11 489	+ 2 019
195			2 060		4 134			3 285		3 414		
394	15 083	+ 5 333	2 718	7 800	7 075	20 560	+ 12 760	4 628	13 178	5 498	14 821	+ 1 643
85	400	— 1 241	244	1 217	190	917	— 300	232	1 151	155	685	— 466
—	**—**	**— 16**	**18**	**57**	**—**	**—**	**— 57**	**18**	**78**	**—**	**—**	**— 78**
10	**42**	**— 18 834**	**9 790**	**22 456**	**42**	**191**	**— 22 265**	**9 670**	**24 653**	**28**	**114**	**— 24 539**
..	**53 348**	**—134 096**	**..**	**195 604**	**..**	**64 874**	**—130 730**	**..**	**180 727**	**..**	**52 589**	**—128 138**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration de l'Energie.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent pétrole)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1972	1973	1974	1975	1976	1977 (a)	1978 (b)
Ressources		**61 531**	**66 028**	**63 245**	**60 362**	**63 886**	**67 978**	**65 376**
Production primaire		*7 168*	*6 137*	*5 690*	*6 965*	*7 543*	*7 742*	*7 432*
— Houille	*0,70*	7 082	6 035	5 549	5 364	5 223	4 915	4 606
— Grisou		43	45	51	43	28	32	32
— Hydro-électricité	(i)	40	40	56	41	24	51	49
— Energie nucléaire (c)	(i)	3	17	34	1 517	2 268	2 744	2 745
Importations		*54 363*	*59 891*	*57 555*	*53 397*	*56 343*	*60 236*	*57 944*
— Houille et agglomérés	*0,70*	4 469	5 139	6 609	4 388	5 079	4 441	4 674
— Coke	*0,70*	605	777	946	421	365	218	437
— Briquettes de lignite	*0,495*	15	14	17	15	10	11	10
— Pétrole brut	*1,00*	36 124	37 387	30 502	29 492	29 255	36 567	33 381
— Produits pétroliers	*1,00*	6 148	8 032	9 111	8 595	10 727	7 865	8 395
— Gaz de réseau (d)		6 630	8 157	9 773	9 544	10 175	9 938	9 888
— Electricité (c)	(i)	372	385	597	942	732	1 196	1 159
Emplois intérieurs (e)		**44 561**	**47 051**	**47 456**	**42 274**	**44 441**	**45 184**	**45 301**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et		[illegible]	*9 363*	*9 526*	*8 793*	*9 782*	*9 728*	*9 889*
[illegible]		6 436	7 090	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		8 378	9 098	9 112	7 635	8 811	8 948	9 120

		6 426	7 090	7 285	5 440	5 694	5 084	5 373
— Autres industries		8 378	9 098	9 112	7 635	8 811	8 948	9 120
— Transports		4 586	4 770	4 495	4 765	5 031	5 263	5 386
— Secteurs domestiques et équival.		11 643	12 315	11 577	11 820	12 097	12 406	13 038
— Produits non-énergétiques		3 442	3 662	3 588	2 908	2 917	2 717	2 969
— Non ventilés		664	671	234	907	633	398	283
Variations stocks consommateurs (h)		*— 10*	*— 119*	*+ 100*	*— 36*	*— 35*	*— 10*	*+ 8*
Ventes extérieures		**17 352**	**19 132**	**15 579**	**17 524**	**19 311**	**22 990**	**20 415**
Exportations		*14 426*	*15 971*	*12 814*	*14 703*	*16 591*	*20 229*	*17 608*
— Houille et agglomérés	*0,70*	370	365	367	350	293	255	190
— Coke	*0,70*	262	328	336	230	241	171	161
— Produits pétroliers	*1,01*	13 185	17 521	10 925	12 536	14 060	17 870	15 058
— Gaz de réseau		109	216	513	453	505	419	431
— Electricité	(i)	500	561	673	1 133	1 492	1 514	1 768
Soutes		*2 926*	*3 141*	*2 765*	*2 822*	*2 719*	*2 761*	*2 807*
— Houille	*0,70*	—	—	—	—	—	—	—
— Produits pétroliers	*1,00*	2 926	3 141	2 765	2 822	2 719	2 761	2 807
Variations stocks producteurs et importateurs		**— 382**	**— 155**	**+ 210**	**+ 564**	**+ 134**	**— 196**	**— 340**
— Houille et coke	*0,70*	*+ 30*	*— 227*	*— 86*	*+ 361*	*+ 260*	*— 302*	*— 349*
— Pétrole brut	*1,00*	*— 412*	*+ 72*	*+ 124*	*+ 137*	*— 145*	*+ 101*	*— 9*
— Gaz de réseau		—	—	—	*+ 66*	*+ 19*	*+ 5*	*+ 18*

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,086. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut et prod. interm.		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 Tjoules		10^6 kWh	
	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
Ressources	**13 380**	**13 271**	**22**	**20**	**5 881**	**6 372**	**36 567**	**33 381**	**44 331**	**41 785**	**515**	**518**	**52 302**	**56 121**
Production primaire (d)	7 019	6 577	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	12 392	13 016
Production secondaire (e)	10	10	—	—	5 569	5 747	—	—	36 466	33 390	98	103	34 707	37 822
Importations de la Communauté (f)	3 194	3 967	22	20	301	611	36 567	33 381	7 865	8 395	406	359	5 203	5 283
Importations des pays tiers	3 157	2 717	—	—	11	14					10	55	—	—
Emplois	**13 380**	**13 271**	**22**	**20**	**5 881**	**6 372**	**36 567**	**33 381**	**44 331**	**41 785**	**515**	**518**	**52 302**	**56 121**
Producteurs d'énergie primaire	14	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	664	639
Cokeries, usines à gaz (g)	7 324	7 399	—	—	—	—	—	—	4	4	28	29	145	145
Centrales électriques (h)	2 926	3 412	—	—	—	—	—	—	3 260	3 738	96	91	5 044	5 379
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	36 466	33 390	1 845	1 770	—	—	706	681
Consommateurs finals	2 824	3 065	22	20	5 614	6 173	—	—	18 204	18 862	373	380	39 156	41 217
Sidérurgie (i)	*169*	*169*	—	—	*5 360*	*5 900*	—	—	*439*	*485*	*80*	*81*	*4 500*	*4 864*
Autres industries (d) (j)	*810*	*1 070*	—	—	*236*	*257*	—	—	*3 249*	*3 400*	*144*	*132*	*18 249*	*19 534*
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	*5 109*	*5 310*	—	—	*869*	*907*
Secteurs domestiques et équivalents	*1 845*	*1 826*	*22*	*20*	*18*	*16*	—	—	*7 009*	*7 100*	*121*	*144*	*14 076*	*14 297*
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	*356*	*147*	—	—	*1 462*	*1 615*
Produits non-énergétiques	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 042*	*2 420*	*28*	*23*	—	—
Consommation intérieure	13 088	13 890	22	20	5 614	6 173	36 466	33 390	23 313	24 374	497	500	45 715	48 061
Exportations vers la Communauté (f) (k)	328	233	—	—	204	179	—	—	17 870	15 058	18	18	6 587	8 060
Exportations vers les pays tiers	36	39	—	—	41	51	—	—			—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	2 761	2 807	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	—456	—468	—	—	+ 25	— 31	+101	— 9	+387	—454	—	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	+362	—433	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1978.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 20.930 kjoules/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution et énergie utilisée pour le pompage d'eau dans les centrales de pompage.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau.
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 15.110 kjoules/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part.
(m) Commerce, cokeries, sidérurgie, chemins de fer, centrales électriques des producteurs-distributeurs et centrales communes.

SECTION III. — EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

§ 1. — METALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

Parmi les secteurs de l'activité industrielle, la branche la plus affectée par la récession économique en 1975 était celle de la sidérurgie : l'indice de la production avait fléchi d'à peu près un tiers. Cette profonde dépression, observée dans presque tous les pays industrialisés occidentaux, bien qu'à un degré différent, doit être attribuée surtout à la très forte sensibilité de ce secteur aux fluctuations conjoncturelles. En effet, comme il se situe au début de la chaîne de production, la demande y subit l'influence de l'effet cumulé des modifications de stocks ayant lieu dans les diverses phases de production situées en aval.

En Belgique, la faiblesse de la reprise en 1976 et la nouvelle réduction de la production en 1977 peuvent s'expliquer par la crise persistante sur le marché mondial. Celle-ci a été ressentie d'une manière plus intense en Belgique que dans la plupart des autres pays, parce qu'une très grande partie de la production est destinée à l'exportation. En outre, la sidérurgie belge doit faire face à des problèmes structurels en raison du vieillissement de maintes installations importantes.

L'année 1978 a été toutefois plus favorable que la précédente, puisque l'indice de la production a progressé de près de 12 % par rapport à 1977. La croissance est répartie de façon quasi égale entre les différents produits (fonte, acier brut, produits finis). Comme dans la plupart des autres secteurs, la reprise s'est confirmée dans les cinq derniers mois de l'année et s'explique par une demande plus élevée d'acier sur le plan mondial.

Cette amélioration ne constitue pas pour autant le signe d'une solution des problèmes du secteur. Les difficultés structurelles des entreprises belges ainsi que la surcapacité structurelle sur le marché mondial persistent. Le caractère limité de l'amélioration devient évident lorsque l'on constate que la production en 1978 est demeurée inférieure de 21 % à celle de 1974 et a, à peine, atteint le niveau de 1970.

L'allure de la sidérurgie belge varie beaucoup plus que celle des pays plus importants en raison du fait qu'elle est fondamentalement tributaire des exportations. Non seulement les creux sont plus importants, mais également les améliorations sont plus prononcées : ce fait est patent lorsqu'on compare la production belge d'acier en 1978 à celle des autres pays. En effet, celle-ci s'est accrue de 12 %, tandis que les plus grands pays de la C.E.E. n'ont accusé qu'une croissance de 3 à 6 % et qu'au Royaume Uni un léger recul s'est fait jour en raison de difficultés structurelles. La moyenne de la C.E.E. a augmenté de 5 %. De plus, il convient de remarquer que la production japonaise d'acier a stagné en 1978 mais que celle des Etats Unis a crû de plus de 9 %.

Les données du commerce extérieur font apparaître que l'amélioration de la conjoncture dans la sidérurgie doit être attribuée à la plus forte demande sur le marché extérieur. Le solde commercial s'est nettement amélioré, puisque en valeur, les exportations ont augmenté de 11,4 % et les importations de 6,3 % seulement. La croissance de ces dernières est due exclusivement aux matières premières (minerais et mitrailles) et aux lingots; les achats à l'étranger de produits de laminage sont demeurés inchangés en valeur et ont légèrement reculé en volume. Quant aux exportations, la progression très importante des lingots (45 %) a eu une incidence importante sur le résultat final, bien que les exportations de produits plus travaillés ont également augmenté, mais dans une moindre mesure.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

La très forte progression de la production observée dans ce secteur, au cours du second semestre de 1976 et du premier semestre de 1977, a été suivie d'un ralentissement de la croissance depuis la seconde moitié de 1977 et, pendant le premier semestre de 1978, la production a même reculé de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Pendant le second semestre, l'indice de la production s'est maintenu au niveau de l'année précédente, de sorte que l'année s'est clôturée par un recul d'environ 5 %.

La production en chiffres absolus fait apparaître que l'affaiblissement est dû principalement aux métaux bruts, dont la production a fléchi de 8,8 %. La diminution de près de 10 % de la production de cuivre, laquelle représente plus de la moitié de la production totale, a été déterminante en la matière, bien qu'on ait également noté un recul pour tous les autres métaux, le plomb et l'étain exceptés. Ce recul a même été très sévère pour les produits moins importants, tels l'aluminium (50 %) et le zinc (25 %). Il convient néanmoins de remarquer que, par ce recul en 1978, seulement une partie du gain de production des années précédentes a été perdue et que les réalisations des années antérieures sont toujours largement dépassées.

Pour les produits demi-finis, le recul global s'est limité à 1,5 %. La transformation d'aluminium et de plomb a quelque peu augmenté tandis qu'un recul limité a été enregistré pour les autres métaux.

Le commerce extérieur a régressé sur toute la ligne. En valeur, les exportations ont diminué davantage que les importations, de sorte que le déficit de la balance commerciale est passé de près de 6 milliards en 1977 à près de 7,2 milliards en 1978.

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

En 1975 déjà, l'industrie des fabrications métalliques avait moins souffert de la crise que la plupart des autres branches industrielles; en effet, la diminution de la production (première transformation exclue) s'y était limitée à 4,0 %. En 1976 également, les résultats se sont révélés plus favorables que dans les autres secteurs, comme en témoigne la progression de 8,3 % de l'indice de production. Depuis 1976, aucune augmentation importante n'a été enregistrée; en 1977 l'indice de la production n'a progressé que de 1,3 % et en 1978, selon un indice très provisoire, la croissance est demeurée limitée à 0,4 %.

Les meilleurs résultats ont été atteints dans le matériel de transport, où l'indice a progressé de 4,8 %. Cette donnée n'est toutefois pas très fiable en raison du fait que, dans trois des quatre sous-secteurs, l'indice définitif est publié avec un décalage de près d'un an, et que les écarts entre les données provisoires et définitives sont systématiquement très importants. Seul l'indice de l'industrie automobile, qui montre pour 1978 un recul de 1,5 %, peut être considéré comme approximativement exact. La hausse de 8,1 % dans la construction navale et de 26,4 % dans l'aéronautique ainsi que la chute de presque 20 % dans le matériel du chemin de fer, sont encore très hypothétiques.

L'indice de la construction électrique, dont les détails récents par sous-secteur ne sont pas disponibles, a également progressé de près de 2 %. Dans la construction non mécanique, par contre, ainsi que dans la construction de machines non électriques, l'activité a régressé de respectivement 2,6 et 1,8 %. Dans le premier groupe, le travail de la tôle et les armes et munitions ont accusé une stagnation, tandis que les autres sous-secteurs ont produit environ 4 % de moins qu'en 1977. Dans la construction de machines, les résultats par sous-secteur ont été plus divergents. La production de la mécanique fine et des appareils de levage et de pesage a nettement augmenté, tandis qu'on a également enregistré une certaine amélioration pour les machines-outils, après les résultats très médiocres de l'année précédente. La construction de machines textiles, de moteurs et d'appareils pour diverses industries, par contre, a marqué une chute.

L'indice de la première transformation, qui n'est pas compris dans celui de l'industrie des fabrications métalliques, n'a pas suivi la reprise de la sidérurgie, mais a stagné à peu près au niveau de l'année précédente. La tréfilerie et le laminage à froid ont accusé un progrès de 6,7 %, ce qui a neutralisé le recul de 5,7 % en 1977; mais tant la fonderie de fer que celle d'acier a reculé de plus de 10 %.

Les commandes totales du secteur, y compris la première transformation, ont progressé, selon les données provisoires, de 4,0 % en valeur, atteignant environ 579 milliards de francs. Puisque la hausse des prix a atteint à peu près 3,5 %, cela veut dire qu'elles ont légèrement dépassé celles de 1977 en volume. Les commandes intérieures sont demeurées faibles (hausse en valeur de 1,7 % seulement). Les commandes extérieures, par contre, ont progressé en valeur de 5,3 %, ce qui implique une amélioration réduite en volume.

Les livraisons totales ont accusé un progrès plus important que les commandes (5,2 % en valeur, ou 1,8 % en volume). Cette augmentation a joué de manière quasi égale pour les livraisons intérieures et les livraisons extérieures.

Cet accroissement des livraisons de 1,8 % et de la production de près de 0,5 % a été accompagné d'une diminution de 4,1 % du nombre d'heures de travail prestées. Cela implique que la hausse de la productivité se chiffre à 5 % environ.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les importations se sont accrues, en 1978, un peu plus rapidement que les exportations, de sorte que le déficit de la balance commerciale s'est amplifié. Cela a surtout été le cas pour les machines non électriques et le matériel de transport, où la position relative de quelques articles

importants quant aux exportations s'est affaiblie (notamment les voitures automobiles et machines agricoles). Les exportations de produits non mécaniques, par contre, ont accusé un progrès plus rapide que les importations en raison de l'influence favorable de la construction métallique et des tuyaux. Cela a été encore davantage le cas pour les machines et appareils électriques, où la balance s'est principalement améliorée pour certains biens d'équipement électriques, les radios et les appareils de T.V.

*

* *

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)								Part de la production mondiale (en %)							
	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978 (a)
Allemagne Féd.	40 313	43 705	49 521	53 232	40 415	42 415	38 985	41 250	7,2	7,2	7,4	7,8	6,5	6,5	6,0	6,0
France	22 843	24 054	25 270	27 020	21 530	23 221	22 089	22 844	4,1	4,0	3,8	4,0	3,5	3,5	3,4	3,4
Italie	17 452	19 813	20 995	23 798	21 837	23 446	23 333	24 271	3,1	3,3	3,1	3,5	3,5	3,6	3,6	3,6
Pays-Bas	5 083	5 585	5 623	5 840	4 826	5 186	4 923	5 582	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Belgique	12 445	14 532	15 522	16 225	11 584	12 145	11 256	12 602	2,2	2,4	2,3	2,4	1,9	1,9	1,7	1,8
Luxembourg	5 241	5 457	5 924	6 448	4 624	4 566	4 329	4 790	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	0,6	0,7	0,7
Europe-6	**103 376**	**113 147**	**122 855**	**132 563**	**104 816**	**110 980**	**104 915**	**111 339**	**18,4**	**18,7**	**18,3**	**19,4**	**16,9**	**16,9**	**16,2**	**16,3**
Royaume-Uni	24 209	25 387	26 649	22 379	19 780	22 396	20 474	20 362	4,3	4,2	4,0	3,3	3,2	3,4	3,1	3,0
Irlande	80	77	116	110	81	58	47	69	—	—	—	—	—	—	—	—
Danemark	471	498	453	535	558	722	685	863	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Europe-9	**128 136**	**139 109**	**150 073**	**155 587**	**125 235**	**134 156**	**126 121**	**132 633**	**22,8**	**23,0**	**22,4**	**22,8**	**20,1**	**20,4**	**19,4**	**19,4**
U.S.A.	111 780	123 770	139 870	135 290	109 120	118 960	115 997	126 586	19,9	20,4	20,9	19,8	17,6	18,1	17,8	18,5
U.R.S.S.	120 637	125 589	131 459	136 206	141 325	145 200	146 700	151 500	21,5	20,7	19,6	20,0	22,7	22,1	22,6	22,2
Japon	88 558	96 900	119 322	117 131	102 210	107 383	102 401	102 100	15,8	16,0	17,8	17,1	16,4	16,4	15,8	15,0
Autres pays (b)	112 889	123 232	131 076	139 486	143 710	150 101	158 281	169 981	20,0	19,9	19,4	20,3	23,2	23,0	24,4	24,9
MONDE (b)	**562 000**	**608 600**	**671 800**	**683 700**	**621 600**	**655 800**	**649 500**	**682 800**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Données provisoires.
(b) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNEE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1974	46 095	25 160	13 755	5 000	14 390	5 730	110 130	60 415	30 525	28 860	6 105	17 795	6 720	150 420
1975	47 313	27 484	16 793	5 000	15 530	6 280	118 400	62 859	33 632	32 780	6 339	19 024	7 520	162 154
1976	49 472	27 525	17 190	6 250	15 930	6 860	123 227	65 806	33 264	33 656	7 714	18 514	8 220	167 174
1977 (c)	50 900	27 300	17 200	7 000	15 800	6 400	124 600	67 700	33 300	34 000	8 200	19 200	7 400	169 800
1978	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1974	40 221	22 517	11 761	4 804	13 152	5 468	97 924	53 232	27 020	23 798	5 840	16 225	6 448	132 563
1975	30 074	17 921	11 412	3 970	9 180	3 889	76 444	40 415	21 530	21 837	4 826	11 584	4 624	104 816
1976	31 849	19 024	11 696	4 265	9 961	3 756	80 551	42 415	23 221	23 447	5 186	12 145	4 566	110 980
1977	28 965	18 257	11 474	3 922	8 979	3 568	75 165	38 985	22 089	23 333	4 923	11 256	4 329	104 915
1978 (d)	30 148	18 497	11 405	4 613	10 343	3 721	78 727	41 253	22 837	24 271	5 583	12 601	4 790	111 335
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible													
1974	87,3	89,5	85,5	96,1	91,4	95,4	88,9	88,1	88,5	82,5	95,7	91,2	96,0	88,1
1975	63,6	65,2	68,0	79,4	59,1	61,9	64,6	64,3	64,0	66,6	76,1	60,9	61,5	64,6
1976	64,4	69,1	68,0	68,2	62,5	54,8	65,4	64,5	69,8	69,7	67,2	65,6	55,5	66,4
1977 (d)	56,9	66,9	66,7	56,0	56,8	55,8	60,3	57,6	66,3	68,6	60,0	58,6	58,5	61,8
1978	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.
(d) Données provisoires.

Source : Office Statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

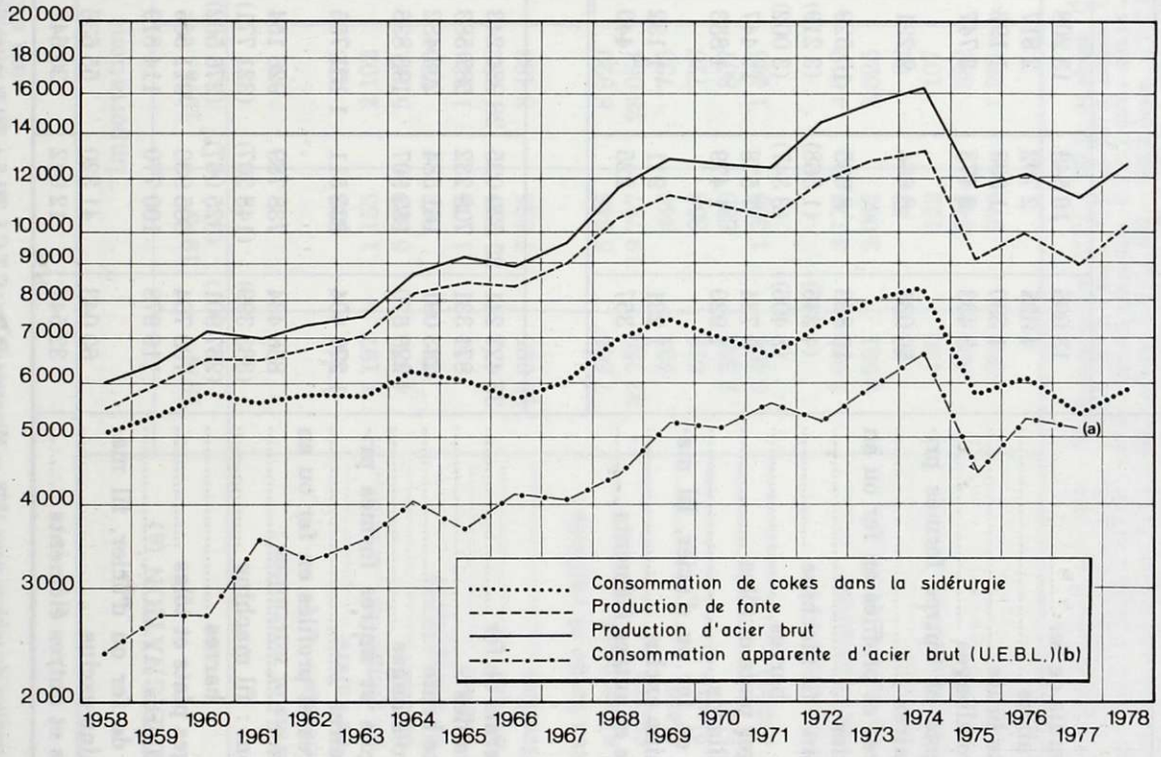
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.E. (a)
(en milliers de tonnes)

ANNEE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	EUR.-6	EUR.-9 (b)
1968	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 821	72 139	..
1969	11 313	4 865	33 764	18 128	7 795	3 461	79 326	..
1970	10 955	4 810	33 627	19 128	8 354	3 594	80 467	..
1971	10 525	4 588	29 990	18 323	8 554	3 759	75 740	91 388
1972	11 895	4 670	32 003	18 988	9 446	4 289	81 293	96 861
1973	12 767	5 089	36 828	20 302	10 098	4 707	89 792	106 858
1974	13 152	5 468	40 221	22 517	11 761	4 804	97 924	112 079
1975	9 180	3 889	30 074	17 921	11 412	3 970	76 444	88 582
1976	9 961	3 756	31 849	19 024	11 696	4 265	80 551	94 650
1977	8 979	3 568	28 965	18 257	11 474	3 922	75 165	87 598
1978 (c)	10 343	3 721	30 141	18 501	11 405	4 612	78 723	90 351

Source : Office Statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée; y compris fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour Allemagne (R.F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données ajustées au mois et à l'année calendaires pour le Royaume-Uni.
(c) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique
(en milliers de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Non disponibles pour 1978.
(b) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	13 065	10 549	13 208	9 042	10 087	36	71	16	36	21
Mitrailles	4 325	2 702	2 817	1 952	3 180	3 527	1 934	1 815	1 356	1 603
Fonte brute	1 390	1 098	1 198	863	668	78	85	205	302	217
Ferro-alliages	3 433	3 473	3 747	2 600	2 587	3 270	2 277	3 438	3 268	3 508
Lingots et autres formes primaires	10 035	6 664	9 221	7 688	8 897	19 656	19 297	18 440	16 728	24 274
Barres et profilés en fer ou en acier	10 863	8 685	10 529	10 249	10 243	69 110	44 420	45 186	37 300	40 582
dont : fil machine	(4 246)	(1 568)	(3 219)	(2 587)	(2 921)	(5 919)	(4 536)	(4 766)	(4 184)	(4 804)
barres	(3 406)	(3 347)	(3 002)	(3 237)	(2 662)	(25 725)	(12 645)	(12 460)	(8 515)	(7 756)
Larges plats et tôles	9 734	7 578	11 447	10 321	9 743	74 574	52 894	56 861	56 554	58 914
Feuillards	1 920	1 479	1 853	2 272	2 356	10 648	7 664	9 268	9 069	10 046
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	1 231	911	1 132	1 151	1 142	10 321	8 574	9 933	9 183	9 838
Rails et autres éléments	357	225	440	514	706	1 313	1 459	928	845	949
	QUANTITE (en tonnes)									
Minerais de fer	33 427 241	25 520 025	26 981 243	21 714 608	24 242 567	69 154	70 731	26 710	117 935	83 851
Mitrailles	871 331	708 232	587 583	493 413	979 683	747 264	531 826	528 761	503 713	531 558
Fonte brute	233 091	161 584	203 482	167 291	119 632	11 640	12 816	33 036	56 483	37 110
Ferro-alliages	223 670	153 907	198 836	155 261	163 694	75 921	58 753	94 975	86 961	72 112
Lingots et autres formes primaires	1 271 404	825 511	1 151 755	1 033 665	1 084 781	2 569 437	2 407 338	2 259 034	2 074 992	2 677 963
Barres et profilés en fer ou en acier	858 434	738 789	926 154	923 235	874 898	6 519 816	4 532 335	4 407 569	3 936 008	4 172 171
dont : fil machine	(383 399)	(148 207)	(321 771)	(264 701)	(289 636)	(542 973)	(500 484)	(474 101)	(481 049)	(510 013)
barres	(267 901)	(325 067)	(276 562)	(314 095)	(230 906)	(2 375 632)	(1 313 821)	(1 262 662)	(932 606)	(831 511)
Larges plats et tôles	709 764	605 930	911 505	757 297	666 020	5 906 852	4 375 188	4 601 226	4 766 229	4 935 652
Feuillards	116 978	100 770	114 819	151 017	151 040	849 156	597 638	672 534	675 051	769 909
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	60 043	41 320	55 636	58 078	55 821	449 750	343 635	436 909	422 304	465 263
Rails et autres éléments	32 547	12 042	30 642	31 523	37 717	119 188	95 467	63 688	67 130	80 638

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Minerais de fer : C.T.C.I. 281.5 + 281.6; mitrailles : C.T.C.I. 282; fonte brute : C.T.C.I. 671.2; ferro-alliages : C.T.C.I. 671.6; lingots et autres... : C.T.C.I. 671.3 + 672 + T.D. 7318.010 + 7318.050 + 7318.130; barres et profilés... : C.T.C.I. 673; fil machine : C.T.C.I. 673.11 + 673.14 + 673.15; barres : C.T.C.I. 673.22 + 673.26 + 673.27; larges plats... : C.T.C.I. 674; feuillards : C.T.C.I. 675; fils de fer... : C.T.C.I. 677; rails... : C.T.C.I. 676. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Minerais et mitrailles :										
minerais :										
— de cuivre	766	613	416	268	85	50	49	32	53	57
— de plomb	1 197	1 155	2 102	790	1 339	25	—	—	—	—
— de zinc	4 889	5 393	5 131	3 827	2 993	683	235	247	232	60
— de manganèse	742	663	780	467	516	36	62	71	40	35
— d'étain	930	1 175	1 134	1 519	1 367	169	103	2	—	12
— autres	2 432	1 229	1 192	851	620	204	330	576	881	920
mitrailles	13 025	7 625	8 483	7 513	7 188	3 808	2 085	2 962	2 988	2 692
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	7 569	5 546	8 920	9 850	10 082	659	287	456	469	372
— cuivre	32 758	19 797	28 054	26 708	22 841	25 718	12 051	17 296	16 369	13 549
— étain	934	444	733	804	848	557	484	973	987	955
— plomb	618	358	726	1 384	1 315	1 413	1 059	1 332	1 853	2 141
— zinc	2 352	680	807	661	453	6 622	5 477	5 669	4 775	3 671
— autres	6 404	1 309	1 445	1 092	897	5 559	505	586	737	420
Demi-produits :										
— en aluminium	3 928	3 179	4 612	5 037	5 164	8 988	7 656	10 682	12 958	12 870
— en cuivre	2 921	2 066	2 825	2 946	3 399	14 711	8 598	13 257	16 056	15 097
— en étain	66	69	62	88	88	30	21	24	9	19
— en plomb	130	122	107	130	174	171	130	146	189	177
— en zinc	409	346	382	359	530	330	232	284	264	359
— autres	980	978	1 281	1 055	1 154	260	504	363	404	446

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 287.11; de plomb : C.T.C.I. 287.4; de zinc : C.T.C.I. 287.5; de manganèse : C.T.C.I. 287.7; d'étain : C.T.C.I. 287.6; autres : C.T.C.I. 286.0 + 287.22 + 287.31 + 287.91 + 287.92 + 287.99 + 289.02; mitrailles : C.T.C.I. 288 + 689.14 + T.D. 7903.210. Métaux bruts : aluminium : C.T.C.I. 684.1; cuivre : C.T.C.I. 682 — 682.2; étain : C.T.C.I. 687.1; plomb : C.T.C.I. 685.1; zinc : C.T.C.I. 686.1; autres : C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.15 + 689.99. Demi produits en aluminium : C.T.C.I. 684.2; en cuivre : C.T.C.I. 682.2; en étain : C.T.C.I. 687.2; en plomb : C.T.C.I. 685.2; en zinc : C.T.C.I. 686.3 + T.D. 7906.100 — 7903.210; autres : C.T.C.I. 683.2 + 689.11 + 689.12 + 689.91 + 699.91 + 699.92 + 699.94 + 699.95. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Minerais et mitrailles :										
minerais :										
— de cuivre	32 406	46 651	24 053	21 303	5 485	1 004	4 399	772	1 539	3 443
— de plomb	88 030	90 268	131 149	52 912	74 541	4 866	2	7	16	25
— de zinc	644 850	610 984	594 982	544 917	532 471	68 950	22 669	28 200	27 036	11 676
— de manganèse	400 246	313 263	328 969	206 726	252 842	7 634	8 886	9 507	9 888	11 324
— d'étain	5 281	7 210	5 173	5 299	4 718	749	632	11	—	56
— autres (b)	45 343	30 354	34 735	28 969	44 865	1 440	907	1 022	1 730	1 799
mitrailles	387 070	310 578	311 238	292 586	297 348	176 091	154 517	177 837	188 125	190 754
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	253 005	188 175	258 378	242 611	266 834	20 297	9 972	14 247	13 076	10 185
— cuivre	393 191	405 126	537 720	584 085	560 151	301 230	255 891	317 443	328 810	313 376
— étain	2 960	1 755	2 507	2 145	2 233	1 849	1 906	3 355	2 615	2 417
— plomb	24 786	20 336	33 382	54 700	56 394	52 868	60 488	73 197	78 510	85 987
— zinc	69 592	23 885	29 177	28 854	24 928	193 632	180 211	188 138	188 834	187 102
— autres	29 145	8 464	8 845	5 944	8 742	18 860	1 951	1 825	1 687	1 688
Demi-produits :										
— en aluminium	70 110	52 139	76 458	73 263	75 662	195 969	164 884	206 556	216 343	227 256
— en cuivre	25 468	25 767	36 649	38 603	50 214	151 188	146 003	202 878	270 863	281 979
— en étain	259	299	243	343	343	511	118	137	39	71
— en plomb	2 936	2 074	1 548	1 679	2 584	4 406	4 368	4 971	5 893	5 716
— en zinc	10 903	9 755	10 754	11 049	19 405	7 879	5 973	6 793	6 661	10 981
— autres	3 912	3 775	5 359	3 241	3 196	245	301	193	346	403

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 115.
(b) A l'exclusion la crasse, les résidus et déchets d'argent, de platine et des métaux apparentés au platine.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de métaux non ferreux

(en milliers de tonnes)

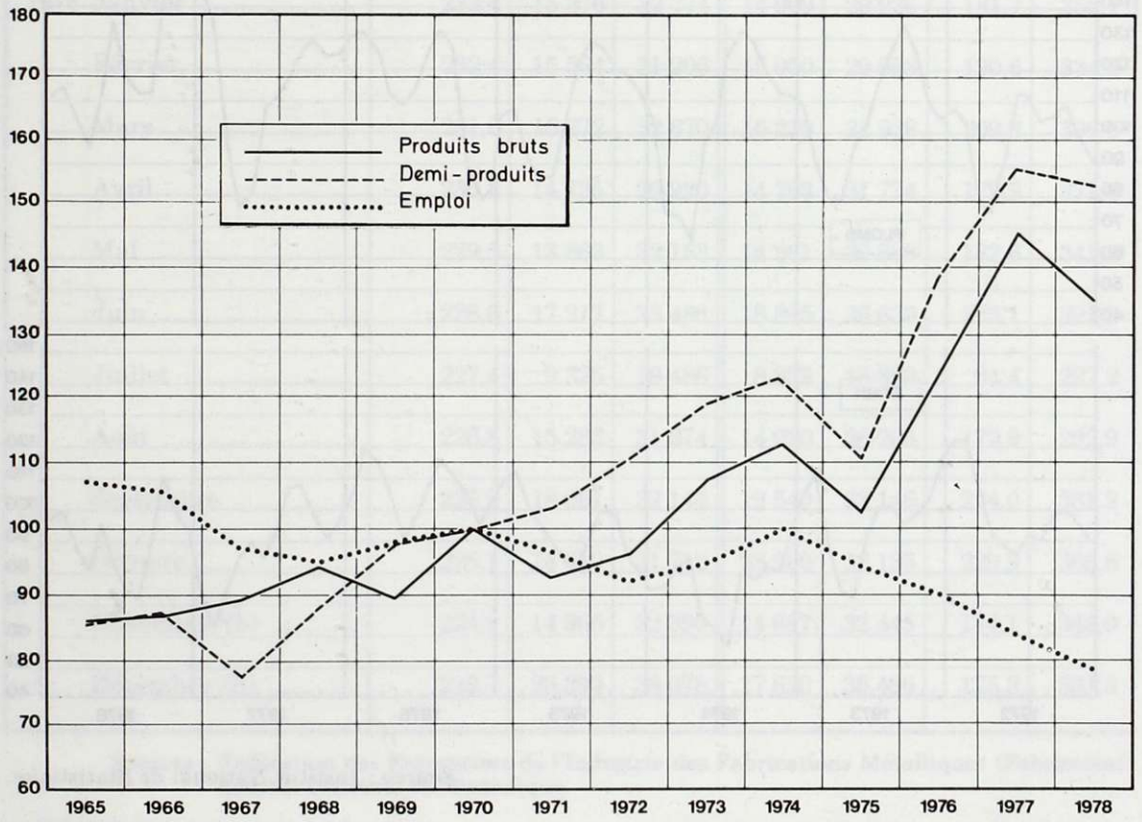
DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	212,7	259,7	281,1	293,6	225,0	241,2	258,2	240,5
Cuivre	328,1	325,8	378,0	388,3	357,0	481,8	563,3	504,9
Plomb	93,9	106,6	113,7	109,6	114,9	121,5	122,8	125,0
Etain	6,2	5,8	5,4	4,2	5,5	6,1	5,0	5,2
Cadmium	0,9	1,2	1,1	1,0	1,0	1,2	1,4	1,2
Aluminium et divers	4,9	5,9	11,8	11,1	8,2	8,6	7,0	3,6
Poussières de zinc	46,3	44,6	44,8	54,0	46,3	42,4	43,6	32,9
Total ...	**693,0**	**749,6**	**835,9**	**861,9**	**757,9**	**902,8**	**1001,4**	**913,3**
Demi-produits :								
Cuivre	191,4	200,7	212,0	226,4	217,7	274,2	338,5	327,6
Plomb	20,2	20,7	19,7	17,9	15,7	15,8	18,1	19,2
Aluminium	202,5	222,8	267,4	255,8	208,1	262,5	261,8	264,1
Zinc	37,9	41,1	47,6	50,4	29,6	36,7	34,1	32,3
Autres	1,1	1,2	1,3	1,2	1,1	1,5	0,7	0,4
Total ...	**453,0**	**486,6**	**548,0**	**551,7**	**472,3**	**590,7**	**653,2**	**643,6**

Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Production et emploi

(1970 = 100)



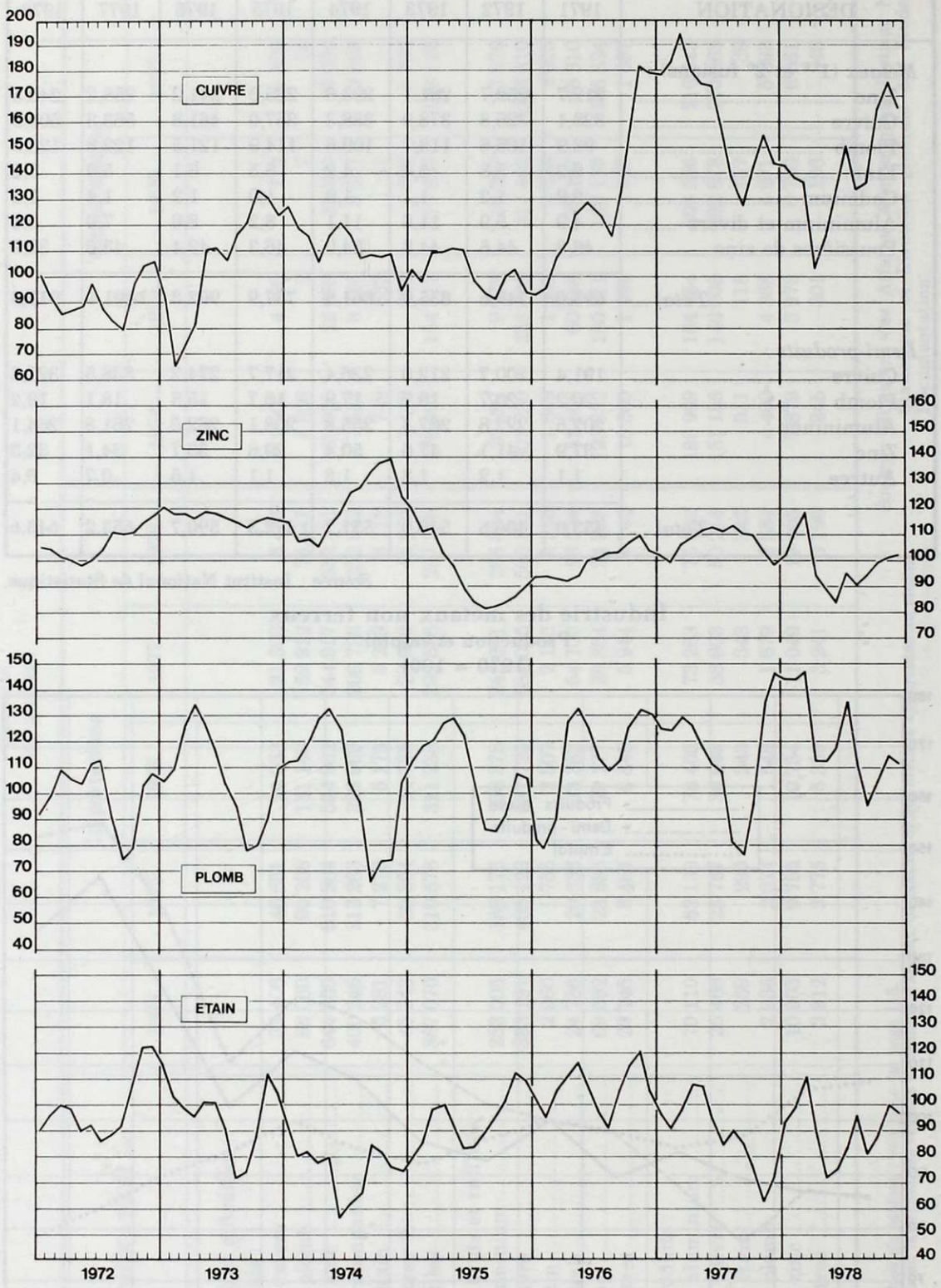
Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1971 Moyenne mensuelle ..	**253,6**	**9 421**	**14 238**	**8 929**	**14 371**	**186,6**	**277,0**
1972 Moyenne mensuelle ..	**246,6**	**10 171**	**15 842**	**9 712**	**16 313**	**184,8**	**299,5**
1973 Moyenne mensuelle ..	**258,6**	**12 658**	**20 454**	**11 263**	**18 943**	**213,0**	**328,4**
1974 Moyenne mensuelle ..	**266,7**	**14 136**	**22 536**	**13 322**	**21 080**	**223,1**	**325,9**
1975 Moyenne mensuelle ..	**253,7**	**13 951**	**24 270**	**13 681**	**23 484**	**184,6**	**289,8**
1976 Moyenne mensuelle ..	**245,4**	**14 492**	**30 472**	**14 456**	**29 136**	**188,8**	**349,8**
1977 Moyenne mensuelle ..	**236,2**	**15 754**	**29 964**	**15 357**	**29 413**	**190,8**	**343,7**
1978 Moyenne mensuelle (b)	**228,3**	**15 972**	**31 441**	**16 069**	**30 872**	**186,5**	**348,6**
1978 Janvier	233,4	15 376	32 774	14 909	29 926	181,7	352,1
Février	232,4	15 564	31 206	15 050	29 088	190,6	334,2
Mars	231,6	16 272	32 670	16 230	32 938	209,8	396,6
Avril	230,2	14 735	29 920	14 793	31 774	179,9	371,6
Mai	229,5	13 863	32 153	14 861	30 888	182,6	341,2
Juin	228,6	17 217	33 480	18 895	36 635	223,1	391,2
Juillet	227,4	9 325	19 486	8 039	18 823	94,4	227,2
Août	226,8	15 283	31 274	14 020	26 205	172,9	292,9
Septembre	225,9	18 061	32 144	19 540	33 146	224,0	381,2
Octobre	225,1	14 610	31 718	23 990	32 135	229,9	366,8
Novembre (b)	224,9	14 965	32 390	14 887	32 445	174,1	346,0
Décembre (b)	223,7	25 393	38 078	17 620	36 466	175,3	381,3

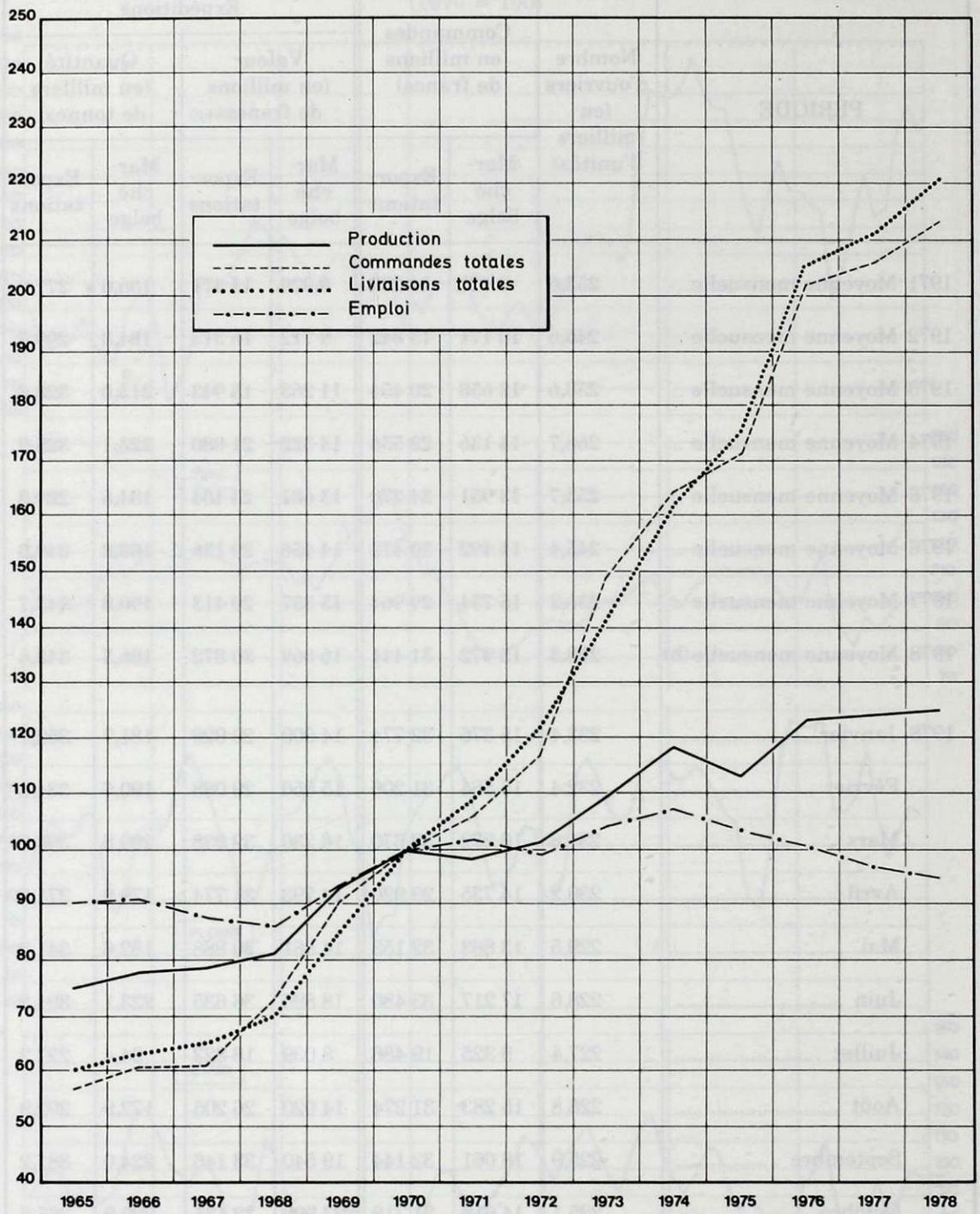
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers.
(b) Données provisoires.

Industrie des fabrications métalliques

Production, commandes, livraisons totales et emploi

(1970 = 100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits
(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Produits de première transformation	**36 350**	**36 897**	**34 120**	**32 633**	**32 431**	**30 070**
Aciéries de moulage (a)	*4 025*	*4 006*	*4 169*	*4 021*	*9 717*	*8 750*
Fonderies de fer	*6 567*	*6 528*	*5 865*	*5 121*		
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*18 084*	*18 282*	*16 351*	*15 664*	*14 986*	*14 163*
Forge, estampage, emboutissage	*5 466*	*5 870*	*5 565*	*5 617*	*5 518*	*4 930*
Tôles revêtues	*2 208*	*2 211*	*2 170*	*2 210*	*2 210*	*2 227*
Biens de consommation durables (b)	**67 837**	**69 663**	**64 997**	**60 969**	**58 886**	**56 645**
Articles hors tôles et divers	*16 482*	*17 487*	*15 852*	*12 775*	*12 519*	*12 387*
Accessoires métalliques du bâtiment	*23 753*	*23 197*	*22 440*	*21 573*	*20 872*	*19 962*
Motos, cycles et pièces (b)	*2 355*	*2 390*	*1 879*	*1 823*	*1 914*	*1 302*
Electroménagers, radio, T.V.	*25 247*	*26 589*	*24 826*	*24 798*	*23 581*	*22 994*
Biens d'équipement	**152 084**	**157 082**	**152 589**	**143 904**	**137 524**	**134 489**
Construction métallique	*14 909*	*15 089*	*15 288*	*14 788*	*14 403*	*13 499*
Construction mécanique	*73 922*	*77 566*	*75 003*	*70 641*	*67 852*	*67 046*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	12 944	13 130	12 047	11 933	11 716	11 373
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	8 785	9 193	8 598	8 520	7 427	7 464
Matériel textile	6 098	6 467	5 898	5 660	5 524	5 143
Constructions mécaniques diverses	11 647	12 378	12 056	10 795	10 403	10 709
Appareils de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	11 774	12 942	12 955	11 727	11 439	11 514
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	11 835	11 987	12 415	11 119	10 471	10 069
Tracteurs et machines agricoles	8 479	9 156	8 727	8 605	8 757	8 594
Appareils de mesure et analogues	2 360	2 313	2 307	2 282	2 115	2 180
Equipement électrique	*63 253*	*64 427*	*62 298*	*58 475*	*55 269*	*53 944*
Matériel de transport (b)	**64 641**	**66 985**	**65 157**	**68 823**	**68 952**	**69 355**
Ferroviaire	*3 148*	*3 292*	*3 115*	*2 874*	*2 901*	*2 582*
Naval	*12 074*	*12 748*	*12 600*	*11 604*	*10 815*	*10 514*
Automobiles et pièces (b)	*49 149*	*50 945*	*49 442*	*54 345*	*55 236*	*56 259*
Divers	**13 152**	**13 785**	**14 792**	**14 809**	**14 372**	**13 825**
Total général	**334 064**	**344 412**	**331 655**	**321 138**	**312 165**	**304 385**
dont : *Ouvriers*	**258 639**	**266 698**	**253 703**	**245 428**	**237 013**	**229 242**
Employés	**75 425**	**77 714**	**77 952**	**75 710**	**75 152**	**75 143**

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.
(b) En raison d'une revision de la définition dans les sous-secteurs des motos, cycles et pièces, ainsi que les automobiles et pièces, les données de ces séries jusqu'à 1972 inclusivement, ne sont pas comparables avec celles de 1973, 1974 et 1975.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1977	1978
Produits de première transformation	*20 342*	*20 153*	*20 659*	*40 651*	*39 702*	*43 766*	*59 855*	*64 425*
Aciéries de moulage (a)	1 102	5 228	4 914	2 596	4 162	5 425	9 390	10 339
Fonderies de fonte	3 202			1 512				
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 590	4 832	4 873	20 922	21 029	23 159	25 861	28 032
Forge, estampage, emboutissage	6 414	6 301	6 781	6 268	5 724	5 478	12 025	12 259
Tôles revêtues	4 034	3 792	4 091	9 353	8 787	9 704	12 579	13 795
Biens de consommation durables	*39 356*	*41 095*	*42 553*	*39 315*	*42 323*	*43 864*	*83 418*	*86 415*
Articles hors tôles et divers	11 231	11 959	12 572	6 464	7 290	7 387	19 249	19 959
Accessoires métalliques du bâtiment	16 735	17 884	18 669	7 726	8 404	7 804	26 288	26 472
Motos, cycles et pièces	1 320	1 210	1 215	753	1 105	983	2 315	2 198
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 070	10 042	10 097	24 372	25 524	27 690	35 566	37 786
Biens d'équipement	*80 354*	*87 108*	*92 873*	*127 841*	*125 012*	*128 946*	*212 120*	*221 818*
Construction métallique	14 426	14 497	17 039	7 906	7 135	5 670	21 632	22 709
Construction mécanique	32 622	36 278	37 080	75 149	80 099	81 030	116 377	118 109
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	8 275	9 456	8 991	17 421	17 606	16 983	27 062	25 974
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 242	2 379	2 876	6 089	5 694	7 076	8 073	9 952
Matériel textile	1 070	1 333	1 065	7 433	6 401	8 132	7 734	9 197
Constructions mécaniques diverses	6 629	7 585	7 203	4 400	5 540	5 115	13 125	12 318
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	6 555	6 759	7 682	12 537	13 545	16 696	20 304	24 378
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	5 115	5 885	5 946	6 912	8 956	7 830	14 841	13 775
Tracteurs et machines agricoles	1 825	1 867	2 296	18 488	20 509	17 575	22 376	19 871
Appareils de mesure et analogues	911	1 014	1 021	1 869	1 848	1 623	2 862	2 644
Equipement électrique	33 306	36 333	38 754	44 786	37 778	42 246	74 111	81 000
Matériel de transport	*30 708*	*38 986*	*33 803*	*133 176*	*137 220*	*145 631*	*176 206*	*179 433*
Ferroviaire	2 336	5 842	7 876	925	877	1 920	6 719	9 795
Naval	6 409	11 399	6 508	3 194	1 856	2 692	13 255	9 200
Automobiles et pièces	21 963	21 745	19 419	129 057	134 487	141 019	156 232	160 438
Divers	*2 405*	*2 243*	*2 426*	*24 686*	*15 769*	*15 742*	*18 012*	*18 168*
Total général ...	**173 165**	**189 585**	**192 314**	**365 669**	**360 026**	**377 949**	**549 611**	**570 261**

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur			Exportations			Total	
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1977	1978
Produits de première transformation	*19 811*	*20 681*	*19 349*	*39 758*	*39 641*	*41 500*	*60 322*	*60 850*
Aciéries de moulage (a)	1 381	5 054	4 470	3 405	4 792	4 552	9 846	9 023
Fonderies de fonte	2 770			1 221				
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	5 357	4 793	4 617	20 057	20 403	22 041	25 196	26 658
Forge, estampage, emboutissage	6 121	6 364	5 737	5 942	5 659	5 678	12 023	11 415
Tôles revêtues	4 182	4 470	4 525	9 133	8 787	9 229	13 257	13 754
Biens de consommation durables	*39 832*	*42 849*	*43 168*	*38 644*	*41 413*	*43 392*	*84 262*	*86 561*
Articles hors tôles et divers	11 102	12 197	12 469	5 853	6 936	6 941	19 133	19 410
Accessoires métalliques du bâtiment	16 948	19 090	19 169	7 988	8 407	8 654	27 497	27 823
Motos, cycles et pièces	1 549	1 341	1 383	820	1 107	949	2 448	2 333
Appareils électroménagers, radio, télévision	10 233	10 221	10 147	23 983	24 963	26 848	35 184	36 995
Biens d'équipement	*78 256*	*85 094*	*87 231*	*123 398*	*122 085*	*126 319*	*207 179*	*213 550*
Construction métallique	13 747	14 284	15 419	6 636	6 012	6 347	20 296	21 766
Construction mécanique	32 244	35 434	36 814	77 062	78 075	79 707	113 509	116 521
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aéronautiques	7 878	9 598	9 410	18 426	17 463	17 460	27 061	26 870
Machines-outils, machines à bois et outillage connexe	2 366	2 293	2 725	7 022	6 564	6 837	8 857	9 562
Matériel textile	928	1 009	1 036	5 910	6 093	5 454	7 102	6 490
Constructions mécaniques diverses	6 888	7 429	7 422	5 201	5 232	5 526	12 661	12 948
Matériel de levage, de manutention, de pesage et de génie civil	6 604	7 026	7 375	13 101	13 070	16 385	20 096	23 760
Equipements spécifiques et installations industrielles complètes	4 835	5 138	5 446	6 801	7 769	8 732	12 907	14 178
Tracteurs et machines agricoles	1 890	1 989	2 387	19 239	20 440	17 839	22 429	20 226
Appareils de mesure et analogues	855	952	1 013	1 326	1 444	1 474	2 396	2 487
Equipement électrique	32 265	35 376	34 998	39 700	37 998	40 265	73 374	75 263
Matériel de transport	*33 542*	*33 331*	*41 156*	*136 095*	*137 725*	*145 580*	*171 056*	*186 735*
Ferroviaire	4 387	3 946	2 968	696	1 220	1 352	5 166	4 320
Naval	7 046	7 472	18 688	5 793	2 501	3 354	9 973	22 042
Automobiles et pièces	22 109	21 913	19 500	129 606	134 004	140 874	155 917	160 373
Divers	*2 035*	*2 880*	*2 576*	*11 738*	*12 538*	*14 313*	*15 418*	*16 889*
Total général ...	**173 476**	**184 835**	**193 480**	**349 633**	**353 402**	**371 104**	**538 237**	**564 585**

(a) A partir de 1977, y compris les fonderies de métaux non ferreux.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal).
Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DESIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Articles non-mécaniques	**37 219**	**36 082**	**38 499**	**42 902**	**46 818**	**38 172**	**37 913**	**43 960**	**44 064**	**48 776**
Fils métalliques et tréfilés	3 635	3 288	3 653	4 320	5 037	11 406	9 464	10 981	7 531	8 544
Articles en métal, principalement à usage domestique	4 080	4 366	5 237	5 465	5 560	1 773	1 557	1 557	1 698	1 694
Constructions métalliques	4 671	5 503	5 014	5 061	5 776	4 281	4 952	6 848	7 835	9 342
Tuyaux et récipients	7 955	8 741	7 632	8 458	8 926	8 819	8 992	9 222	9 902	12 013
Outils	3 647	3 597	3 768	4 512	4 952	2 256	2 430	2 710	3 202	3 224
Autres articles manufacturés	13 231	10 587	13 195	15 086	16 567	9 637	10 518	12 642	13 896	13 959
Machines et appareils électriques	**56 750**	**60 799**	**69 496**	**71 467**	**73 900**	**45 889**	**51 999**	**62 920**	**64 580**	**69 097**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	3 142	2 362	2 645	2 849	2 753	2 514	2 858	3 394	3 204	3 286
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	597	140	600	716	649	189	196	156	147	145
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	5 338	5 828	5 795	5 966	5 867	4 841	5 794	6 743	5 904	6 636
Piles et accumulateurs électriques	1 166	1 094	1 671	1 801	1 842	1 755	1 739	2 374	2 498	2 329
Lampes et tubes d'éclairage	1 330	1 417	2 028	1 934	1 943	1 643	1 738	1 884	2 492	3 016
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	5 678	7 102	6 652	6 800	7 306	3 126	2 474	3 026	3 550	3 864
Equipements électriques pour véhicules	1 664	1 836	2 349	2 771	2 961	824	1 313	2 131	2 362	2 686
Appareils électro-ménagers	9 902	10 085	11 645	11 430	10 868	1 272	1 426	1 850	2 143	2 143
Appareils pour radio et télévision	4 355	5 060	6 553	7 159	6 954	8 978	10 119	10 401	11 624	13 175
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	7 714	8 771	9 842	9 618	9 991	10 537	13 067	17 837	16 040	15 543
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	3 131	3 396	4 171	4 045	4 736	960	1 234	1 837	1 823	2 114
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	1 091	1 146	2 013	2 469	2 781	1 030	1 397	1 823	2 295	2 418
Appareillage pour coupure et connexion des										
[illegible]	3 591	3 549	2 668	2 749	3 555	2 796	3 465	3 827	3 346	3 109

Appareillage de chaufferie	1 286	1 138	1 313	1 384	1 672	630	1 067	1 211	1 228	1 388
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Machines et tracteurs agricoles	3 572	4 133	5 129	6 328	7 963	9 473	11 194	14 244	15 186	12 997
Machines de bureau	8 684	9 711	10 186	12 400	13 656	4 898	5 426	5 403	5 387	6 226
Machines pour la métallurgie	3 261	3 864	3 477	2 216	2 407	1 429	1 943	1 776	1 597	1 786
Machines pour l'industrie textile et du cuir	4 947	3 836	4 324	4 021	4 227	5 636	6 367	6 660	7 093	6 124
Machines à coudre	829	799	856	928	982	217	248	271	336	388
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	2 921	2 481	3 027	3 123	3 712	1 236	1 153	1 454	1 307	1 668
Machines d'excavation et de terrassement	6 720	7 130	5 691	6 193	6 097	7 666	12 240	12 341	13 786	16 082
Machines pour autres industries	2 858	2 784	2 675	3 147	3 288	2 466	2 840	4 031	3 856	3 779
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	6 517	7 449	8 046	7 234	6 531	4 543	6 002	6 442	7 851	7 572
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	7 023	7 448	7 921	8 783	9 118	4 468	4 735	6 071	6 747	7 481
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	8 555	8 860	8 908	9 164	9 887	4 991	5 098	4 555	4 984	4 856
Autres machines-outils et outils	3 069	2 833	2 690	3 205	3 311	2 077	2 292	2 325	2 484	2 550
Articles de robinetterie et autres organes similaires	4 556	4 433	4 585	4 857	5 008	1 606	1 768	1 925	2 208	1 982
Roulements de tous genres	1 524	1 560	1 581	2 042	1 851	190	170	165	356	493
Autres pièces et accessoires	4 341	4 694	5 279	5 138	5 262	4 402	5 025	4 788	4 983	5 158
Autres machines et appareils non-électriques	10 597	9 623	10 871	11 438	14 509	5 844	6 288	8 138	8 520	10 614

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 699.3 + T.D. 7616.990; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.3 — 697.35 + 697.4 + 697.5 — T.D. 7338.110; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I. 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.82 + 699 — 699.3 + 812.1 + 812.2 + T.D. 7338.110; fils tressés... : C.T.C.I. 773.1; isolateurs... : C.T.C.I. 773.2; génératrices... : C.T.C.I. 716 + 771; piles... : C.T.C.I. 778.1; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 778.2 — 778.23 + T.D. 9007.302 + 9007.309; lampes, tubes... : C.T.C.I. 776; équipements... : C.T.C.I. 778.3; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 775 — 775.3 — 775.85 + T.D. 8440.450 + 8440.480; appareils pour radio... : C.T.C.I. 761 + 762; appareils pour télégraphie... : C.T.C.I. 764 — 764.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 874.8 + T.D. 9026.510 + 9026.550 + 9026.590; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 774; appareillage pour... : C.T.C.I. 772 + 778.8; autres appareils... : C.T.C.I. 737.32 + 741.31 + 778.4 + 778.8; appareillage chaufferie : C.T.C.I. 711 + 712; machines-outils... : C.T.C.I. 736 — 736.8 — 736.9; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 721 + 722 + 743.5 + 743.9; machines de bureau : C.T.C.I. 751 — 751.82 + 752 + 759 — 759.19; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 737 — 737.32; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 724 — 724.31 — 724.39 + 775.12 — T.D. 8440.450 — 8440.480; machines à coudre : C.T.C.I. 724.31 + 724.39; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 725 + 726; machines d'excavation... : C.T.C.I. 723 — 723.48; machines pour autres industries : C.T.C.I. 727 — 727.21 + 728.3 + 728.41; machines et appareils... : C.T.C.I. 741 — 741.31; pompes... : C.T.C.I. 742 + 743; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 744; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 728.1 + 736.8 + 736.9 + 745.1; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 749.2; roulements de... : C.T.C.I. 749.1; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 749.3 + 749.9; autres machines... : C.T.C.I. 697.35 + 697.81 + 714.99 + 718.7 + 718.8 + 723.48 + 727.21 + 728.4 — 728.41 + 745 — 745.1 + 775.3 + 791.91. — Données correspondantes pour les années antérieures.

(suite à la page 128)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité
(en tonnes)

DESIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Articles non-mécaniques	**707 404**	**659 669**	**676 820**	**766 533**	**789 850**	**1 161 245**	**976 797**	**1 079 085**	**1 082 682**	**1 230 770**
Fils métalliques et tréfilés	67 819	60 147	73 540	96 199	98 219	354 378	256 181	278 618	225 798	267 810
Articles en métal, principalement à usage domestique	42 263	37 986	42 768	44 593	43 003	27 329	17 586	15 694	15 633	14 925
Constructions métalliques	146 168	146 523	121 520	126 673	139 020	120 504	113 651	140 075	176 826	220 052
Tuyaux et récipients	263 860	249 432	231 758	264 861	269 853	416 676	356 937	378 507	390 241	465 996
Outils	16 263	14 756	15 405	17 915	19 440	5 163	6 114	6 566	6 952	6 999
Autres articles manufacturés	171 031	150 825	191 829	216 292	220 315	237 195	226 328	259 625	267 232	254 988
Machines et appareils électriques	**276 343**	**251 983**	**269 236**	**270 035**	**273 666**	**179 291**	**187 950**	**216 652**	**207 067**	**222 459**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	32 248	26 097	27 508	31 603	30 887	24 035	33 836	40 310	33 622	33 345
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	4 584	1 337	4 097	4 874	4 528	1 790	1 645	1 197	1 141	1 214
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	34 434	31 631	29 163	28 991	29 925	36 281	33 812	39 112	35 018	41 380
Piles et accumulateurs électriques	17 450	15 262	21 321	21 658	20 471	24 148	23 056	29 752	27 245	25 021
Lampes et tubes d'éclairage	5 946	9 453	8 805	6 987	7 108	4 381	4 337	3 833	4 469	5 810
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	14 008	16 142	15 891	15 414	16 697	7 672	6 657	8 288	8 867	10 223
Equipements électriques pour véhicules	6 950	7 136	9 469	11 023	11 588	4 808	6 151	9 460	10 317	10 898
Appareils électro-ménagers	88 797	79 500	85 686	82 031	77 750	9 980	10 316	12 702	12 749	11 939
Appareils pour radio et télévision	8 935	10 740	12 805	13 797	13 409	23 033	21 554	21 065	22 527	26 089
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	19 964	19 043	18 596	18 327	21 571	21 703	21 401	23 678	23 270	25 537
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	2 187	1 936	2 000	2 083	2 296	760	820	1 128	865	745
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	961	975	1 562	1 620	1 904	1 124	1 448	1 936	2 062	1 960
Appareillage pour coupure et connexion des										
Appareillage de chaufferie	7 019	6 819	7 670	6 558	8 647	5 422	7 428	8 264	7 858	9 483
	20 412	17 084	12 732	12 787	15 262	16 618	17 351	19 598	15 481	16 074

Appareillage de chaufferie	7 019	6 619	7 070	6 558	8 647	5 422	7 428	8 264	7 858	9 483
Machines-outils pour le travail des metaux	20 412	17 084	12 732	12 787	15 262	16 618	17 351	19 598	15 481	16 074
Machines et tracteurs agricoles	41 916	43 928	49 937	59 490	64 133	111 094	111 866	129 699	132 447	103 896
Machines de bureau	6 426	6 165	6 453	7 540	8 389	3 960	4 273	3 778	3 490	3 615
Machines pour la métallurgie	199 204	137 850	102 439	59 118	110 467	38 076	37 169	37 093	28 849	30 408
Machines pour l'industrie textile et du cuir	23 790	17 405	19 690	17 012	18 142	43 193	39 778	38 305	35 201	33 292
Machines à coudre	2 153	1 751	2 002	2 037	1 976	457	562	604	665	593
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	13 719	8 834	10 873	10 898	10 350	7 826	5 695	8 772	6 931	7 896
Machines d'excavation et de terrassement	97 824	88 895	58 828	64 387	66 574	92 419	104 604	99 509	110 383	126 581
Machines pour autres industries	22 312	18 216	15 931	19 576	17 214	20 464	22 055	30 919	27 685	21 618
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	51 065	50 136	40 278	40 562	36 375	30 906	38 157	36 279	48 166	45 389
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	42 834	37 362	39 387	43 284	42 995	25 213	20 741	24 079	26 161	24 733
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	98 021	90 286	81 400	85 906	87 593	49 640	47 722	41 147	45 492	43 924
Autres machines-outils et outils	16 118	13 330	11 860	13 819	13 512	13 478	13 149	12 258	10 931	11 417
Articles de robinetterie et autres organes similaires	20 795	18 205	16 834	17 084	17 179	8 277	8 227	8 109	8 475	7 652
Roulements de tous genres	7 724	6 659	6 474	8 839	7 668	3 509	1 547	946	2 468	2 292
Autres pièces et accessoires	34 700	34 712	32 297	31 205	35 276	30 189	28 700	24 818	24 245	25 509
Autres machines et appareils non-électriques	47 510	41 181	43 754	45 636	49 385	24 172	23 677	22 498	30 395	28 713

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 125.

(suite à la page 129)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 125)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Matériel de transport	**116 767**	**140 187**	**185 557**	**200 863**	**217 218**	**95 124**	**116 519**	**162 506**	**170 244**	**177 701**
Moteurs non électriques	13 997	17 051	21 285	22 578	22 354	2 916	3 520	3 250	2 908	2 985
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	34 463	39 125	55 442	60 777	67 608	70 144	85 423	124 562	135 258	144 395
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	53 875	65 381	94 905	99 291	107 022	12 652	15 565	18 818	21 124	20 639
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 034	1 044	1 393	1 595	1 469	372	391	460	679	702
Vélocipèdes sans moteur	845	753	1 060	1 286	1 198	533	330	389	455	369
Autres véhicules routiers et remorques	3 237	3 119	4 126	4 040	3 932	2 333	3 013	3 924	3 813	3 672
Aéronefs	6 711	10 228	5 030	7 347	10 127	2 191	3 362	3 779	2 834	1 640
Navires et bateaux	783	1 493	1 013	2 775	2 448	2 754	3 288	6 003	2 175	1 863
Matériel roulant pour chemins de fer	1 822	1 993	1 303	1 204	1 060	1 229	1 623	1 321	998	1 436
Instruments scientifiques et horlogerie	**8 339**	**10 848**	**13 135**	**14 678**	**15 525**	**3 765**	**5 035**	**6 043**	**6 929**	**7 514**
Instruments scientifiques	6 599	8 944	10 907	12 376	13 017	3 523	4 778	5 677	6 531	6 993
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(3 155)	(3 239)	(3 503)	(3 698)	(3 831)	(1 024)	(1 656)	(1 626)	(1 913)	(1 956)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(2 667)	(2 820)	(3 758)	(4 203)	(4 498)	(790)	(1 089)	(1 547)	(1 637)	(1 657)
instruments d'optique	(1 126)	(1 245)	(1 485)	(1 813)	(1 635)	(354)	(445)	(489)	(781)	(574)
Horlogerie	1 740	1 904	2 228	2 302	2 508	242	257	366	398	521
Total	**303 926**	**334 241**	**395 914**	**424 260**	**456 497**	**247 518**	**288 787**	**361 056**	**377 072**	**397 341**

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 713 + 714 — T.D. 8408.710; automobiles... : C.T.C.I. 781 + 782 + 783; parties d'automobiles... : C.T.C.I. 784; motocycles... : C.T.C.I. 785.1 + T.D. 8712.110 + 8712.150 + 8712.190; vélocipèdes... : C.T.C.I. 785.2 + 785.39 — T.D. 8712.110 — 8712.150 — 8712.190; autres véhicules... : C.T.C.I. 785.31 + 786 — 786.13; aéronefs : C.T.C.I. 792 — 792.83; navires et bateaux : C.T.C.I. 793; matériel roulant... : C.T.C.I. 786.13 + 791 — 791.91; instruments scientifiques : C.T.C.I. 751.82 + 759.19 + 871 + 872 + 873 + 874 — 874.8 + 881 + 884; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 874 — 874.8; appareils et matériels... : C.T.C.I. 751.82 + 759.19 + 881; instruments d'optique : C.T.C.I. 871 + 884; horlogerie : C.T.C.I. 885. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 127)*

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Matériel de transport	**1 479 997**	**1 582 077**	**1 926 223**	**1 992 862**	**1 896 314**	**1 023 022**	**1 105 903**	**1 391 816**	**1 398 656**	**1 443 463**
Moteurs non électriques	106 742	108 693	135 444	140 949	123 958	15 936	18 345	15 967	13 105	12 727
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	368 270	377 755	467 942	485 362	502 233	713 099	780 382	1 018 875	1 048 565	1 057 362
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	822 110	896 673	1 155 709	1 193 155	1 113 346	171 184	173 731	200 523	230 367	231 579
Motocycles et bicyclettes avec moteur	6 470	5 598	6 911	7 198	6 311	2 738	2 568	2 757	4 098	3 579
Vélocipèdes sans moteur	7 410	5 614	7 070	7 749	6 927	4 834	2 784	3 030	3 091	2 515
Autres véhicules routiers et remorques	57 131	48 395	60 203	56 658	50 896	33 856	36 347	43 440	40 098	35 921
Aéronefs	1 662	2 474	1 491	1 735	1 695	992	1 171	1 321	1 280	978
Navires et bateaux	63 383	99 679	68 175	78 481	73 988	57 790	64 069	85 076	44 281	79 999
Matériel roulant pour chemins de fer	46 819	37 196	23 278	21 575	16 960	22 593	26 506	20 827	13 771	18 803
Instruments scientifiques et horlogerie	**15 415**	**13 678**	**15 208**	**16 151**	**16 866**	**10 438**	**10 371**	**12 376**	**13 291**	**14 936**
Instruments scientifiques	13 840	12 224	13 635	14 554	15 171	10 144	10 101	12 000	12 928	14 504
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(5 037)	(4 233)	(4 393)	(4 348)	(4 401)	(4 151)	(3 838)	(4 086)	(4 200)	(4 714)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(4 587)	(4 144)	(5 088)	(5 508)	(5 717)	(2 280)	(2 702)	(3 028)	(3 160)	(3 506)
instruments d'optique	(792)	(1 038)	(755)	(831)	(737)	(522)	(458)	(556)	(557)	(606)
Horlogerie	1 575	1 454	1 573	1 597	1 695	294	270	376	363	432
Total	**3 232 701**	**3 146 025**	**3 445 726**	**3 591 319**	**3 587 833**	**2 898 909**	**2 773 944**	**3 246 604**	**3 267 019**	**3 454 713**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 128.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur

(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun	174	137	213	396	586	1 789	1 910	2 535	5 021	3 570
— autres	276 870	311 826	385 109	376 578	385 465	689 802	740 636	954 472	969 500	1 023 340
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	24 719	23 869	27 646	32 675	37 157	79 400	62 219	88 990	89 074	44 143
Motocyclettes	30 332	20 176	25 024	21 854	13 839	2 874	473	568	565	993
Bicyclettes à moteur	72 744	56 971	46 523	47 555	70 890	48 544	49 989	52 677	72 264	61 749
Scooters à moteur	244	229	334	237	210	7	148	2	3	52
Bicyclettes sans moteur	137 834	126 414	158 852	187 442	211 320	97 940	42 293	31 541	31 110	16 900

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Transport en commun : T.D. 8702.030 + 8702.120; autres : 8702.210 + 8702.230 + 8702.250; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.600 + 8702.720 + 8702.760 + 8702.810 + 8702.850 + 8702.860; motocyclettes : T.D. 8709.590; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.100; scooters à moteur : T.D. 8709.510; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.000. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

La baisse de l'activité de l'industrie chimique et celle du caoutchouc pendant l'année de crise générale de 1975, avait été relativement importante (—14,6 %), mais le redressement apparu en 1976 (+14,2 %) et 1977 (+5,3 %) était de nature à ramener le niveau de production au-delà de celui atteint en 1974. Les trois premiers trimestres de 1978 ont été caractérisés par une stagnation au niveau relativement élevé de l'année antérieure, mais à la suite d'une forte reprise au cours de l'automne, la production annuelle a augmenté pour se situer à 3,5 % au-dessus du taux de 1977.

La hausse de l'indice doit être attribuée à un accroissement de la production dans trois secteurs importants : la chimie de base (+3,8 %), la transformation de la matière plastique (+5,7 %) et la fabrication du savon (+3,8 %).

La production d'azote, par contre, a régressé de 4,5 %, tandis que le recul dans l'industrie du caoutchouc s'est limité à 1,2 %. Une forte diminution de la production a été constatée également dans le secteur déjà en fléchissement rapide des allumettes, alors que la fabrication de rayonne se remet nettement après le creux de l'année précédente.

L'accroissement de la production n'était pas tant la conséquence d'une amélioration de la conjoncture que d'un stockage important au niveau mondial; celui-ci, était conditionné par la crainte de nouvelles hausses de prix dans le secteur organique, laquelle a conduit à une formation de stocks plus importante que la normale. Il n'en fallait pas moins pour faire monter les prix encore davantage.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations ont marqué, d'une manière générale, une avance plus rapide que les importations, de sorte que l'excédent commercial a augmenté de 18 % pour se situer à 54,9 milliards de francs. La hausse beaucoup plus rapide des exportations par rapport aux importations dans certains des principaux groupes de biens (produits organiques, éléments et combinaisons inorganiques, matières plastiques) a suffi amplement pour compenser la détérioration de la balance d'un certain nombre d'autres produits. En volume, l'expansion du commerce était beaucoup plus restreinte; en effet, pour les produits d'origine organique surtout, la hausse des prix était fort considérable, à la suite d'une certaine pénurie et aussi à cause de la spéculation sur les matières extraites à partir du pétrole.

*
* *

Production de quelques secteurs de l'industrie chimique

(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1971 Moyenne mensuelle	**46,0**	**136,7**	**161,0**	**20,1**	**6,9**
1972 Moyenne mensuelle	**48,0**	**133,1**	**205,0**	**21,3**	**7,5**
1973 Moyenne mensuelle	**45,5**	**137,5**	**216,3**	**22,7**	**7,9**
1974 Moyenne mensuelle	**48,5**	**140,8**	**215,8**	**23,7**	**8,4**
1975 Moyenne mensuelle	**43,9**	**120,3**	**153,7**	**18,1**	**12,8**
1976 Moyenne mensuelle	**44,9**	**105,0**	**157,6**	**19,2**	**10,9**
1977 Moyenne mensuelle	**48,6**	**117,0**	**167,5**	**17,4**	**10,0**
1978 Moyenne mensuelle	**45,5** (e)	**129,9** (e)	**173,5** (e)	**13,7**	**10,3**
1978 Janvier	47,5	144,6	185,6	13,5	9,8
Février	44,7	133,6	183,0	11,7	10,4
Mars	29,9	143,5	198,7	14,6	12,0
Avril	32,3	113,4	141,1	14,9	11,4
Mai	55,1	119,1	158,1	15,0	10,3
Juin	44,2	133,7	171,0	12,4	12,6
Juillet	51,3	89,6	160,1	12,1	3,7
Août	51,5	129,9	167,4	13,7	10,1
Septembre	49,3	136,6	184,0	14,1	12,0
Octobre	49,1	143,7	188,8	16,2	12,1
Novembre	35,9	134,6	171,8	11,1	10,3
Décembre	..	..	..	15,0	9,0

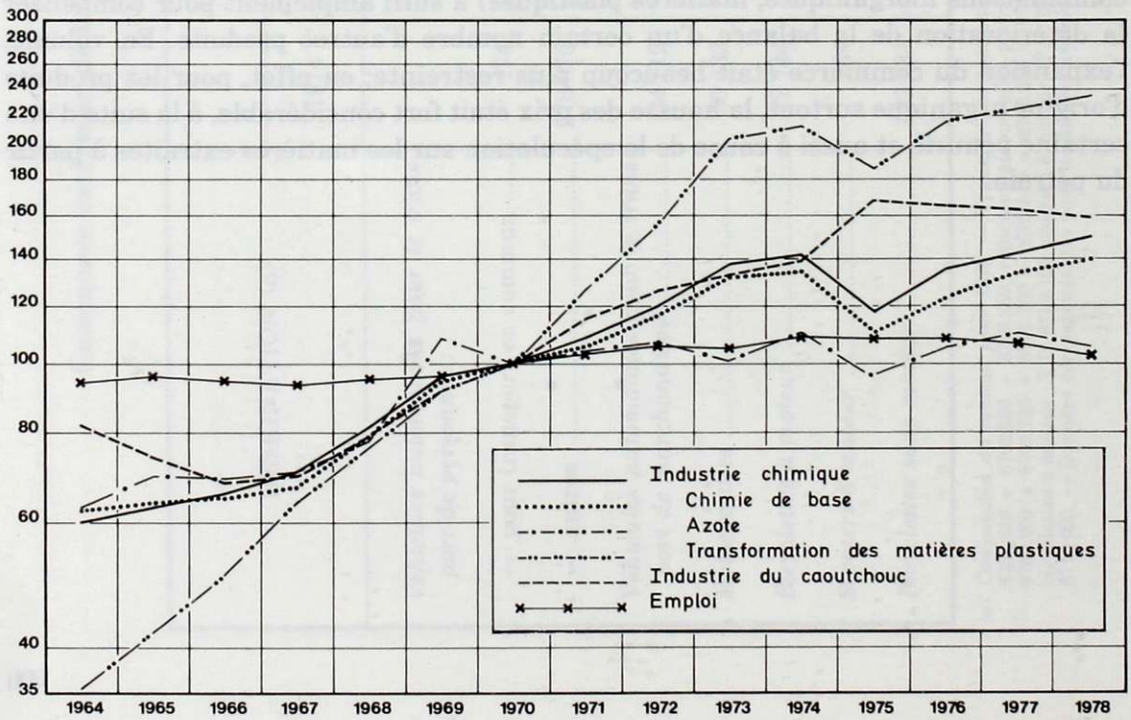
(a) En 1 000 t N.
(b) En 1 000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.
(e) Estimation.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie chimique et industrie du caoutchouc

Production et emploi

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Sel	565	568	727	816	745	1 144 021	796 035	992 366	947 176	805 395
Soufre brut	1 142	1 188	1 209	1 010	908	936 170	440 100	458 776	453 912	482 733
Pyrites de fer	379	265	282	273	214	754 655	421 444	453 899	475 349	417 970
Phosphates bruts	4 944	4 597	3 137	3 015	2 539	2 406 599	1 771 440	1 583 148	1 952 884	1 941 348
Caoutchouc	3 571	2 861	3 360	3 468	3 613	143 932	120 287	145 348	150 802	155 483

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Sel : C.T.C.I. 278.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.I. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Produits chimiques organiques	37 320	27 181	35 529	35 368	36 665	38 045	31 407	32 750	33 445	43 169
Eléments chimiques; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	3 961	3 367	4 061	4 019	} 18 270	13 011	11 107	12 900	13 298	} 20 518
Autres éléments chimiques et composés	5 031	4 637	6 206	7 104		3 212	2 618	2 792	2 831	
Produits pharmaceutiques	12 835	12 798	14 688	14 244	16 158	11 000	11 493	12 711	14 525	15 900
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	4 357	4 758	5 106	6 386	6 973	16 812	16 784	15 181	16 808	18 609
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	172	193	213	244	251	18	22	48	114	108
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	477	364	420	488	643	889	880	1 211	1 121	1 240
Savons et produits d'entretien	3 354	3 032	3 711	3 720	4 061	3 384	3 463	4 377	4 816	5 171
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	2 576	2 512	3 226	3 530	3 693	1 851	2 035	2 345	2 533	2 796
Produits pour teinture, tannage et colorants	5 863	4 924	6 733	6 669	6 542	5 264	4 352	6 238	7 193	7 551
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	21 731	18 508	25 892	25 990	26 798	35 623	30 534	41 809	45 131	49 098
Articles en matières plastiques artificielles	8 191	7 579	9 860	11 115	11 325	6 620	6 319	7 639	8 345	8 324
Produits photographiques et cinématographiques	2 559	2 621	2 972	3 298	3 628	11 030	10 502	13 203	14 317	15 033
Allumettes	18	14	16	18	12	151	145	162	176	151
Explosifs	314	332	369	432	430	444	702	722	862	1 067
Articles en caoutchouc	9 270	10 098	10 950	11 266	11 447	9 277	10 199	10 799	12 130	12 708
Produits chimiques divers	10 419	9 914	11 765	12 460	15 478	12 796	11 579	14 437	15 261	15 873

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Produits chimiques... : C.T.C.I. 51 + T.D. 2996.000 (à l'export); éléments chimiques... : C.T.C.I. 287.32 + 522 + T.D. 2896.000 (à l'export) + 2519.010; autres éléments... : C.T.C.I. 523 + 524; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271 — 271.3; goudron... : C.T.C.I. 335.2; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 58 + 893.91 + 893.92; articles... : C.T.C.I. 893 — 893.91 — 893.92 + T.D. 4202.120 + 4202.140 + 4202.160 + 4202.170 + 4202.180; produits photographiques... : C.T.C.I. 882; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 572 + 894.63 + T.D. 9307.550 + 9307.592 + 9307.599; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 621 + 625 + 628 + 848.22; produits chimiques divers : C.T.C.I. 591 + 592 + 598 + T.D. 3608.010. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Produits chimiques organiques	2 340 686	1 710 448	2 100 224	2 219 395	2 554 129	1 925 912	1 646 574	1 517 038	1 440 895	2 138 288
Eléments chimiques; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	683 693	591 022	571 125	689 156	1 147 249	2 235 174	1 615 017	1 695 352	1 772 735	2 320 878
Autres éléments chimiques et composés	319 306	231 520	286 690	267 786		521 107	467 267	466 445	422 856	
Produits pharmaceutiques	16 554	14 396	16 748	17 132	17 821	11 662	10 807	11 914	12 843	13 877
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	1 608 092	1 443 563	1 657 668	2 030 513	2 231 596	5 548 825	4 588 438	4 756 710	5 079 175	5 561 291
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	102 374	114 569	145 939	151 890	141 883	8 625	14 835	22 814	35 760	36 685
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	125 165	112 800	96 744	114 083	153 155	229 724	211 204	253 820	228 133	275 665
Savons et produits d'entretien	121 327	106 542	125 656	128 424	144 550	130 542	125 650	169 483	184 135	198 337
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	19 741	19 650	22 113	23 341	23 187	22 276	19 510	22 567	23 356	26 637
Produits pour teinture, tannage et colorants	99 213	80 766	97 990	135 491	115 510	113 968	89 589	120 996	143 079	151 378
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	718 254	664 933	872 118	856 628	915 171	1 033 357	948 041	1 178 369	1 410 600	1 673 506
Articles en matières plastiques artificielles	86 405	75 001	96 049	110 168	113 788	73 229	65 109	79 723	87 144	88 009
Produits photographiques et cinématographiques	12 594	10 680	12 635	13 927	15 750	46 618	41 423	49 968	52 422	58 790
Allumettes	216	78	111	186	108	3 279	2 640	2 896	2 912	2 291
Explosifs	3 415	3 317	3 472	4 245	4 083	3 647	4 237	4 407	5 434	6 241
Articles en caoutchouc	142 014	146 768	148 144	160 422	155 520	126 076	137 993	135 754	146 989	156 656
Produits chimiques divers	476 110	444 995	514 581	506 768	589 808	1 160 854	1 185 958	1 569 228	1 371 172	1 315 457

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 134.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

Le fléchissement de l'activité de l'industrie textile belge s'est poursuivi en 1978. Après la diminution de la production de 13 % en 1977, on a enregistré, en 1978, un recul de près de 4% mais, depuis l'été 1978, une amélioration du climat psychologique a été observée dans le chef des industriels. La durée d'activité assurée a de nouveau tendance à progresser et le taux d'utilisation de la capacité de production a évolué plus favorablement. En 1978, l'industrie de la confection a pu maintenir le niveau de production atteint en 1977.

La demande intérieure de produits textiles s'est affaiblie en 1978. La vente totale de produits textiles et de vêtements par le commerce de détail n'a guère progressé en valeur. Compte tenu de la hausse des prix de détail de près de 4,5 % pour les produits textiles et vêtements, il est indéniable que les ventes ont régressé en volume. Bien que les prix de détail aient encore augmenté en 1978, les prix de gros des produits textiles ont diminué principalement en raison de la réduction des prix des matières premières textiles.

Le commerce extérieur en produits textiles est resté assez faible au cours du premier semestre de 1978, mais une nette amélioration a pu être observée à partir du troisième trimestre de 1978; cependant, le résultat annuel a à peine excédé celui de 1977. Par rapport à 1977, les exportations ont diminué de 1 % en valeur, tandis qu'elles ont légèrement progressé en volume. La valeur totale des produits textiles importés n'a guère augmenté, tandis que le volume importé s'est encore accru sensiblement, notamment en raison de la tendance baissière des prix à l'importation. Cette évolution quelque peu contradictoire des importations et exportations a entraîné une diminution sensible du solde positif de la balance commerciale du textile : de 13 milliards de francs en 1977 à 8 milliards de francs en 1978. Ce recul du solde positif est dû principalement à l'importation nettement accrue de vêtements de dessus et accessoires du vêtement autres qu'en bonneterie. La part du « textile » a encore atteint, en 1978, 8,5 % de la valeur totale des exportations et 7,3 % de la valeur totale des importations.

La tendance à la baisse de l'emploi dans l'industrie textile qui, depuis plusieurs années déjà, se poursuit, s'est maintenue en 1978. De septembre 1977 à septembre 1978, l'emploi a reculé de 8 %. La diminution la plus importante a été observée dans les filatures (—14 %). Dans les tissages, le nombre d'ouvriers et d'employés occupés a diminué de 5 % et dans la bonneterie de 3,5 %. Dans le secteur du vêtement et de la confection également, le nombre de personnes occupées a fléchi (—5 % de septembre 1977 à septembre 1978); depuis 1973 le personnel occupé dans ce secteur s'est réduit d'un tiers.

*
* *

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre
(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Coton	13 321	12 052	13 111	13 676	13 885	15 208	14 007
Lin	1 201	1 137	1 163	1 031	880	813	835
Laine	7 401	8 302	6 630	6 187	6 498	6 113	5 440
Rayonne et fibres de rayonne	4 032	4 342	4 505	4 863	4 610	4 732	4 316
Fibres synthétiques	10 381	15 051	16 664	17 624	19 493	22 546	20 277
Jute	2 711	2 260	1 638	1 068	637	567	384
Tapis de fibres dures	677	616	552	585	580	812	811

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	4 858	4 840	4 690	4 211	3 800	3 414	3 407
Vêtements de dessus et autres	8 598	9 355	8 286	7 891	8 563	5 916	5 028
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	2 881	3 050	2 939	2 349	2 312	2 165	2 425
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	533	471	506	293	296	243	192
Bas culottes (panties) (1.000 douz. pièces)	2 275	2 495	1 977	1 628	1 184	1 141	971
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	2 306	2 179	2 234	1 837	1 964	1 666	1 753
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	22 735	21 040	20 158	18 119	18 510	16 237	14 765

Source : Institut National de Statistique.

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	15 066	13 226	10 493	9 840	12 852	10 248	9 499
Peignage de laine (a)	27 638	30 258	28 495	24 586	37 639	35 913	35 056
Filatures :							
Coton	90 760	90 703	86 671	54 947	68 810	52 980	51 923
dont : coton fin et filés mixtes	(58 285)	(57 127)	(56 632)	(38 476)	(47 142)	(35 080)	(39 463)
fibres de rayonne	(23 944)	(25 323)	(21 946)	(10 642)	(15 263)	(12 277)	(11 212)
Laine cardée	30 471	30 480	27 728	25 474	30 850	29 599	32 385
Laine peignée	58 640	53 472	50 959	45 682	50 278	47 319	41 596
Lin	10 338	10 334	11 033	8 980	10 560	8 964	9 004
Jute	64 074	58 011	51 130	37 068	37 188	29 692	23 133
Fibres dures	60 221	55 512	54 564	41 539	38 561	27 215	27 668
dont : fils simples	(51 438)	(47 545)	(48 747)	(36 981)	(33 697)	(22 535)	(21 988)
ficellerie et cordages	(8 783)	(7 967)	(5 818)	(4 558)	(4 864)	(4 680)	(5 680)
Fils et fibres artificiels	..	..	..	..	..	..	..
dont : fils viscose	4 673	4 614	(4 923)	(3 055)	(4 043)	(3 210)	(3 929)
fils acétate	..	..	..	..	..	..	..
fibres	28 282	27 650	(24 114)	(10 308)	(21 402)	(23 025)	(24 579)
Tissages :							
Coton (b)	73 836	72 473	67 685	55 050	63 076	48 676	45 339
Lin	7 562	7 019	6 855	4 631	5 033	4 346	5 588
Laine (b)	43 887	37 302	30 518	30 140	33 972	27 365	27 609
Rayonne et fibres de rayonne (b)	32 923	34 321	32 622	27 640	30 823	32 030	33 218
Fibres synthétiques (b)	67 048	101 126	117 174	125 301	160 720	169 411	164 938
Jute (c)	26 753	19 324	14 991	8 343	5 826	5 171	4 485
Tapis :							
Coton	4 776	4 265	2 873	2 384	2 678	1 922	1 505
Laine	32 544	28 382	22 086	23 044	26 894	22 840	23 109
Jute	5 727	3 914	2 947	2 263	1 536	2 392	2 030
Couvertures (coton et laine) (d)	5 345	4 805	5 052	3 616	4 020	3 233	2 652
Tissus, velours et peluches d'ameublement (e)	42 096	42 864	40 870	35 550	43 107	40 287	39 889
dont : coton	(17 589)	(16 890)	(15 881)	(13 292)	(15 284)	(9 327)	(7 036)

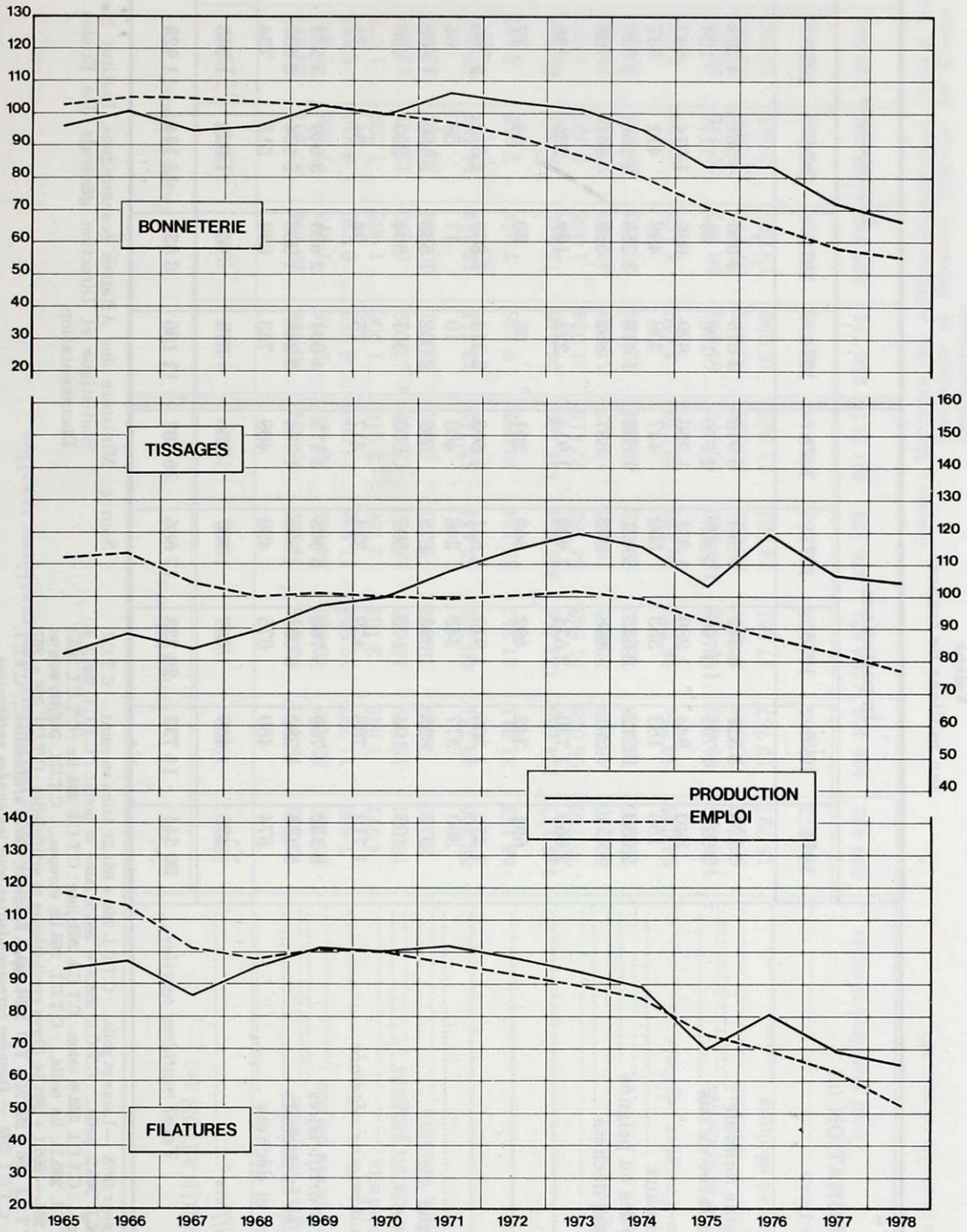
(a) Nouvelle série : y compris laines et poils, fibres synthétiques et artificielles et blouses.
(b) Y compris tapis et couvertures.
(c) Y compris les tapis.
(d) Y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(e) Y compris les tissus, velours et peluches d'ameublement en fibres de rayonne et synthétiques.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

Production et emploi

(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Laine et poils d'origine animale	**7 174**	**5 321**	**8 549**	**7 581**	**6 918**	**3 615**	**3 030**	**4 551**	**4 204**	**4 193**
Laine en suint ou lavée de dos	3 027	1 791	3 794	2 927	2 976	198	63	117	124	124
Laine lavée	840	844	1 289	1 331	1 256	829	625	1 014	847	783
Poils d'autres animaux	186	183	353	509	447	308	498	411	537	742
Laine et poils cardés ou peignés	2 650	2 212	2 645	2 421	1 852	1 418	1 255	2 168	1 928	1 757
Laine d'effilochage, déchets	471	291	468	393	387	862	589	841	768	787
Coton	**2 660**	**1 740**	**2 674**	**1 989**	**1 914**	**223**	**189**	**226**	**196**	**207**
Jute	**691**	**342**	**492**	**369**	**201**	**85**	**80**	**64**	**77**	**105**
Lin	**1 476**	**1 306**	**1 919**	**1 621**	**1 608**	**2 313**	**1 859**	**2 512**	**2 796**	**2 177**
Lin brut	390	377	348	346	403	10	17	59	64	6
Lin teillé et épeigné	977	825	1 395	678	599	2 002	1 538	2 160	1 802	1 361
Etoupes et déchets	109	104	176	597	606	301	304	293	930	810
Soie et autres fibres d'origine végétale	**1 712**	**788**	**459**	**334**	**217**	**75**	**98**	**84**	**74**	**58**
Fibres synthétiques et artificielles	**6 332**	**4 769**	**5 768**	**5 305**	**5 173**	**4 001**	**2 685**	**3 649**	**3 533**	**3 942**
Fibres synthétiques et déchets	5 458	4 280	5 093	4 805	4 764	3 248	1 996	3 134	2 809	3 087
Fibres artificielles et déchets	874	489	675	499	409	753	689	515	724	855
Friperie, drilles, chiffons	**496**	**469**	**467**	**487**	**556**	**874**	**912**	**1 028**	**1 048**	**1 083**
Total matières textiles ...	**20 541**	**14 735**	**20 328**	**17 686**	**16 587**	**11 186**	**8 853**	**12 114**	**11 928**	**11 765**

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 268 + 651.21; laine en suint... : C.T.C.I. 268.1; laine lavée : C.T.C.I. 268.2; poils... : C.T.C.I. 268.3 + 268.5; laine et poils... : C.T.C.I. 268.7 + 651.21; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 268.6; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.1 — 265.14; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I. 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265 — 265.1 + 265.14; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266 + 267; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266 + 267.21 + T.D. 5696.000 (à l'export); fibres artificielles... : C.T.C.I. 267 — 267.21; friperie... : C.T.C.I. 269. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Laine et poils d'origine animale	**72 382**	**72 763**	**93 215**	**74 250**	**76 334**	**30 876**	**28 904**	**37 207**	**33 027**	**32 264**
Laine en suint ou lavée de dos	35 260	33 493	49 995	34 842	39 450	2 178	1 073	1 598	1 605	1 616
Laine lavée	7 860	11 797	12 954	11 828	12 099	6 652	6 620	8 858	6 577	6 577
Poils d'autres animaux	4 021	1 845	2 163	2 756	3 218	1 906	1 985	1 229	1 575	1 773
Laine et poils cardés ou peignés	16 531	18 619	18 656	16 053	13 196	7 129	8 360	12 771	11 013	10 975
Laine d'effilochage, déchets	8 710	7 009	9 447	8 771	8 371	13 011	10 866	12 751	12 257	11 323
Coton	**58 206**	**49 731**	**60 302**	**43 431**	**53 742**	**13 711**	**12 324**	**14 325**	**15 066**	**14 622**
Jute	**63 155**	**31 811**	**47 217**	**35 134**	**19 092**	**9 126**	**7 911**	**7 051**	**8 602**	**10 743**
Lin	**145 157**	**124 665**	**123 266**	**107 954**	**131 196**	**84 638**	**72 931**	**76 707**	**66 594**	**57 312**
Lin brut	75 736	65 028	51 843	54 765	72 415	1 024	1 048	2 099	1 954	600
Lin teillé et épeigné	50 116	45 179	53 311	13 777	15 797	51 429	42 573	50 666	28 293	26 345
Etoupes et déchets	19 305	14 458	18 112	39 412	42 984	32 185	29 310	23 942	36 347	30 367
Soie et autres fibres d'origine végétale	**54 035**	**30 724**	**28 535**	**19 120**	**12 730**	**3 629**	**4 117**	**4 413**	**3 950**	**2 173**
Fibres synthétiques et artificielles	**106 830**	**89 685**	**105 548**	**101 382**	**99 977**	**69 496**	**50 767**	**69 443**	**68 349**	**78 645**
Fibres synthétiques et déchets	88 103	76 918	87 997	86 521	88 928	53 410	37 177	57 396	50 693	58 076
Fibres artificielles et déchets	18 727	12 767	17 551	14 861	11 049	16 086	13 590	12 047	17 656	20 569
Friperie, drilles, chiffons	**49 677**	**47 085**	**46 738**	**44 862**	**48 246**	**49 298**	**51 893**	**54 158**	**54 096**	**59 038**
Total matières textiles	**549 442**	**446 464**	**504 821**	**426 133**	**441 317**	**260 774**	**228 847**	**263 305**	**249 684**	**254 797**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 140.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÈSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Filés	**18 358**	**16 811**	**21 485**	**20 143**	**19 205**	**17 086**	**14 930**	**18 525**	**18 492**	**16 512**
— en laine et poils	1 430	1 538	2 334	2 836	2 662	3 937	3 482	4 395	4 927	3 922
— en coton	3 849	3 021	4 207	3 739	3 298	2 425	1 636	2 460	2 456	1 975
— en lin	214	150	205	183	183	504	419	492	511	436
— en soie	27	27	17	18	13	12	11	16	19	18
— en jute	114	122	233	383	568	516	484	481	492	413
— en fibres synthétiques	9 843	9 582	11 341	10 338	9 907	8 144	7 597	9 216	8 727	8 295
— en fibres artificielles	2 805	2 297	3 100	2 591	2 528	1 500	1 242	1 370	1 277	1 401
— en autres fils n.d.a.	76	74	48	56	46	48	59	95	84	52
Tissus du type standard	**15 925**	**15 033**	**16 993**	**17 922**	**18 848**	**24 660**	**22 548**	**24 614**	**24 509**	**25 058**
— en laine et poils	1 495	1 591	1 707	1 412	1 520	1 171	1 035	1 045	895	854
— en coton	5 914	5 146	6 898	7 926	8 038	5 692	4 671	6 483	6 944	7 440
dont : écrus non mercerisés	(780)	(504)	(676)	(803)	(514)	(840)	(581)	(750)	(685)	(579)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(5 134)	(4 641)	(6 222)	(7 122)	(7 524)	(4 852)	(4 095)	(5 733)	(6 259)	(6 861)
— en lin, chanvre et ramie	76	89	120	106	111	765	686	830	841	880
— en soie	110	101	93	103	130	68	16	30	16	22
— en jute	196	207	257	322	285	340	253	244	329	428
— en fibres synthétiques	6 371	6 324	6 374	6 512	6 950	8 158	8 308	7 545	7 581	8 020
— en fibres artificielles	1 697	1 517	1 496	1 473	1 747	7 911	7 114	7 860	7 444	7 138
— autres tissus n.d.a.	66	58	48	68	67	555	465	577	459	276
Autres produits textiles	**38 636**	**40 804**	**49 292**	**53 891**	**56 848**	**56 756**	**56 407**	**62 848**	**65 647**	**66 262**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	3 093	2 857	3 225	2 912	3 210	2 631	2 235	2 268	1 815	1 850
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	6 626	7 541	9 693	11 115	10 256	10 359	9 789	11 342	13 481	12 745
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres	1 [illegible]	1 441	1 536	2 031	2 132	787	783	935	1 019	880

	1 225	1 491	1 836	2 031	2 132	787	783	935	1 019	880
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1 339	1 458	1 725	1 711	1 754	1 196	1 039	983	770	683
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	9 086	10 416	12 113	13 042	13 417	4 869	4 462	4 422	4 103	3 818
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	282	255	385	327	331	189	158	162	130	148
Couverture et couvre-pieds	239	301	284	286	296	411	311	341	323	264
— de laine	(32)	(32)	(39)	(37)	(37)	(225)	(138)	(144)	(131)	(127)
— de coton	(14)	(14)	(13)	(7)	(10)	(14)	(26)	(66)	(73)	(22)
— d'autres	(193)	(255)	(232)	(242)	(249)	(172)	(147)	(131)	(119)	(115)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	3 243	2 261	3 261	3 655	4 495	17 227	17 262	20 386	22 654	24 917
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 152)	(635)	(1 487)	(1 703)	(1 874)	(5 288)	(5 341)	(6 319)	(6 389)	(6 771)
tapis en autres matières textiles	(67)	(39)	(93)	(91)	(127)	(560)	(512)	(464)	(350)	(262)
autres	(2 024)	(1 586)	(1 681)	(1 862)	(2 494)	(11 379)	(11 410)	(13 603)	(15 915)	(17 884)
Linoleum et couvre-parquets similaires	468	403	425	579	506	385	329	403	374	333
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	1 035	1 124	1 459	1 653	1 909	2 363	2 557	3 075	3 022	3 050
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	770	615	629	664	699	621	593	752	759	662
Articles en corde et ficelle	247	209	254	297	381	1 782	1 595	953	830	762
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	524	524	697	962	1 180	746	670	677	901	1 217
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	833	694	782	801	883	763	724	701	831	831
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	2 081	1 916	2 072	2 388	2 289	4 046	4 428	6 003	6 390	6 239
Autres articles en textile	914	968	757	907	972	1 642	2 225	2 029	2 144	1 750
Total produits textiles ...	**72 919**	**72 648**	**87 770**	**91 956**	**94 901**	**98 502**	**93 885**	**105 987**	**108 648**	**107 832**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.21 — 651.95; en laine... : C.T.C.I. 651.2 — 651.21; en coton : C.T.C.I. 651.3; en lin : C.T.C.I. 651.96 + 651.97; en soie : C.T.C.I. 651.1; en jute : C.T.C.I. 651.98; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.4 + 651.5 + 651.6; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.7 + 651.8; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.99; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 + 654 — 654.6; en laine : C.T.C.I. 654.2 + 654.3; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.1 + T.D. 5509.040; mercerisés... : C.T.C.I. 652.2 — T.D. 5509.040; en lin... : C.T.C.I. 654.4 + 654.98; en soie : C.T.C.I. 654.1 + T.D. 5804.050; en jute : C.T.C.I. 654.5; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.1 + 653.2 + 653.4 + 653.97; en fibres artificielles : C.T.C.I. 653.5 + 653.6 + 653.8 + 653.98; autres... : C.T.C.I. 654.9 — T.D. 5804.050; étoffes... : C.T.C.I. 655.1 + 655.2; vêtements de dessus pour hommes : C.T.C.I. 842; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 843; linge de corps : C.T.C.I. 844; accessoires... : C.T.C.I. 846.5 + 847.1; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 655.3 + 658.98 + 845 + 846 — 846.5 + 847.2; cloches... : C.T.C.I. 657.6 + 848.4; couvertures... : C.T.C.I. 658.3 + 775.85; de laine : C.T.C.I. 658.31; de coton : C.T.C.I. 658.32; autres : C.T.C.I. 658.33 + 658.39 + 775.85; couvre-parquets... : C.T.C.I. 658.91 + 659.2 + 659.3 + 659.4 + 659.5 + 659.61 + 659.62; tapis en laine... : C.T.C.I. 659.21 + 659.4; tapis en autres... : C.T.C.I. 659.29 + T.D. 5802.200 + 5802.300 + 5802.500; autres : C.T.C.I. 658.91 + 659.3 + 659.5 + 659.61 + 659.62 — T.D. 5802.200 — 5802.300 — 5802.500; linoleum... : C.T.C.I. 659.1; linge de lit... : C.T.C.I. 658.4; tulles... : C.T.C.I. 656; articles en corde... : C.T.C.I. 657.5; sacs... : C.T.C.I. 658.1 + 658.2; ouates... : C.T.C.I. 657.7 + 657.9; tissus... : C.T.C.I. 657.2 + 657.3; autres... : C.T.C.I. 657.1 + 657.4 + 659.63 + T.D. 4202.250 + 4202.510 + 4202.590 + 4202.890. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Filés	**165 670**	**168 254**	**205 675**	**187 819**	**190 203**	**121 095**	**110 045**	**129 157**	**122 645**	**114 959**
— en laine et poils	7 102	8 402	11 190	12 908	12 683	16 171	17 166	19 395	19 674	16 079
— en coton	36 045	37 564	46 714	35 613	34 952	17 598	13 380	18 772	15 624	13 757
— en lin	1 293	1 079	1 382	1 216	995	6 140	4 394	5 003	4 558	3 888
— en soie	45	41	25	36	15	28	19	39	76	70
— en jute	4 209	4 085	8 542	12 629	18 687	16 269	13 696	13 127	12 765	10 198
— en fibres synthétiques	82 926	88 200	101 834	96 611	93 223	51 299	51 152	61 397	59 722	59 336
— en fibres artificielles	32 346	27 099	35 025	27 903	28 537	13 052	9 870	10 843	9 735	11 348
— en autres fils n.d.a.	1 704	1 784	963	903	1 111	538	368	581	491	283
Tissus du type standard	**78 811**	**75 673**	**86 562**	**88 163**	**89 830**	**121 742**	**102 452**	**104 753**	**99 634**	**103 437**
— en laine et poils	4 381	4 413	4 557	3 481	3 796	3 002	2 398	2 404	1 932	1 838
— en coton	29 956	27 305	34 701	35 639	35 627	28 222	22 850	30 891	29 877	32 675
dont : écrus non mercerisés	(5 611)	(4 089)	(5 183)	(5 711)	(3 471)	(5 564)	(3 895)	(5 034)	(4 034)	(3 293)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(24 345)	(23 216)	(29 518)	(29 928)	(32 156)	(22 658)	(18 954)	(25 857)	(25 844)	(29 382)
— en lin, chanvre et ramie	587	607	782	632	588	4 297	3 465	4 037	3 593	3 636
— en soie	59	46	40	39	65	282	55	95	38	35
— en jute	6 983	6 141	8 816	9 890	9 308	7 296	4 859	4 679	5 171	5 843
— en fibres synthétiques	27 892	29 809	29 900	30 599	31 674	36 093	34 652	26 113	25 551	28 258
— en fibres artificielles	8 753	7 169	7 607	7 690	8 602	40 493	32 968	34 961	31 960	30 442
— autres tissus n.d.a.	200	183	159	193	170	2 057	1 205	1 573	1 512	710
Autres produits textiles	**143 725**	**128 894**	**151 647**	**170 295**	**185 913**	**365 242**	**356 168**	**409 928**	**420 777**	**431 819**
Etoffe de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	13 141	10 852	14 356	12 755	14 987	11 348	9 336	9 743	7 737	7 655
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	13 026	13 035	17 632	20 503	19 087	21 241	19 648	22 709	25 952	24 286
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres	2 242	2 882	3 186	3 285	3 501	1 214	1 053	1 268	1 279	913

	2 242	2 882	3 186	3 285	3 501	1 214	1 053	1 268	1 270	972
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1 789	1 561	1 745	1 650	1 697	1 450	1 172	1 037	770	641
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	15 042	15 670	18 002	17 331	18 472	8 427	6 711	6 402	5 581	5 023
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	578	465	796	564	578	353	217	194	145	160
Couvertures et couvre-pieds	1 418	1 721	1 610	1 544	1 626	2 368	1 598	2 025	1 999	1 392
— de laine	(103)	(101)	(120)	(101)	(98)	(1 122)	(484)	(438)	(417)	(435)
— de coton	(97)	(81)	(73)	(40)	(57)	(186)	(250)	(817)	(863)	(206)
— d'autres	(1 218)	(1 539)	(1 417)	(1 404)	(1 471)	(1 060)	(864)	(770)	(719)	(751)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	24 482	18 562	21 745	25 779	31 755	164 616	171 702	207 439	222 516	244 100
dont : tapis en laine ou poils fins	(2 433)	(2 694)	(4 135)	(4 061)	(3 863)	(25 012)	(26 863)	(29 914)	(27 373)	(30 539)
tapis en autres matières textiles	(182)	(102)	(151)	(130)	(319)	(5 363)	(4 622)	(3 867)	(2 770)	(2 043)
autres	(21 867)	(15 767)	(17 459)	(21 588)	(27 573)	(134 241)	(140 217)	(173 658)	(192 373)	(211 518)
Linoleum et couvre-parquets similaires	12 097	8 983	8 642	10 560	8 786	13 763	11 457	14 199	10 832	8 919
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	3 471	3 765	4 673	5 268	6 210	8 734	9 054	10 812	10 068	9 992
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	2 134	1 450	1 364	1 325	1 325	2 208	2 028	2 444	2 404	2 154
Articles en corde et ficelle	3 811	3 765	6 530	8 648	11 115	43 944	35 142	29 656	23 430	18 052
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	11 252	10 385	14 687	21 616	26 484	17 889	14 143	16 252	21 231	26 856
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	3 964	3 025	3 311	3 491	3 885	3 128	2 982	2 637	3 347	3 233
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	17 489	15 604	16 388	18 587	17 522	27 326	30 188	44 130	47 712	47 289
Autres articles en textile	9 280	8 606	6 851	7 693	8 616	26 766	29 461	29 191	28 591	24 274
Total produits textiles ...	**388 206**	**372 821**	**443 884**	**446 277**	**465 946**	**608 079**	**568 665**	**643 838**	**643 056**	**650 215**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 143.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

Depuis le début de la crise, la fabrication des produits alimentaires et des boissons n'accuse, d'une année à l'autre, que quelques variations limitées. Il en a été de même en 1978, et la progression par rapport à l'année précédente a été très restreinte : 1,1 %. Jusqu'au 3e trimestre, la production a stagné au niveau de l'année précédente, mais, par la suite, s'est quelque peu améliorée, parallèlement avec la reprise dans les autres branches industrielles. Ce mouvement a été le résultat de l'évolution divergente dans l'industrie des boissons — laquelle a accusé un recul de la production — et celle des produits alimentaires où une faible amélioration s'est faite jour.

Dans l'industrie des boissons, la production a reculé, en effet, de 3,4 %. Pendant le premier semestre, le fléchissement plutôt réduit des brasseries a été accentué par la baisse importante de la production d'alcool, tandis que la légère amélioration dans cette dernière branche d'activité au cours du second semestre n'a pu empêcher une nouvelle détérioration de la production de boissons sous l'influence des résultats moins favorables des brasseries.

En ce qui concerne les produits alimentaires, la production a augmenté d'un peu plus de deux pour-cent; ce progrès a été réparti de manière quasiment égale sur l'ensemble de l'année.

Pour les conserves de légumes, produits de chocolat et le vinaigre, les résultats ont été nettement moins favorables qu'en 1977, les résultats négatifs étant dus principalement aux résultats médiocres du premier semestre. Dans les meuneries, par contre, on a enregistré un creux au cours du second semestre, alors que pendant toute l'année la production d'aliments pour animaux et de biscuits, biscottes et pains d'épice est demeurée faible. Les autres sous-secteurs ont tous réalisé un accroissement plus ou moins important de leur activité; il convient de remarquer que, pour la confiserie, le recul noté au fil de plusieurs années, a pris fin et qu'une reprise rapide est observée pour la production de café torréfié après le creux dû aux grandes difficultés d'approvisionnement et de prix en 1977 et au premier semestre de 1978.

Dans le secteur laitier, les livraisons de lait ont accusé un progrès frappant : +5,8 %. La transformation du lait destiné à la consommation a diminué de 0,4 %. Une augmentation importante a été enregistrée pour le lait de qualité (+14,5 %) et la crème (+6 %); la préparation des autres sortes de lait a reculé de près de 4 %. Les livraisons plus importantes de lait ont surtout donné lieu à une production fortement accrue de beurre (+21,0 %) et, en une moindre mesure, à la fabrication de poudre de lait et de yaourt (+5 % pour les deux). La fabrication de fromage, surtout celle de fromage à pâte semi-molle et à pâte dure, a été nettement inférieure à celle de 1977.

En 1978, le commerce extérieur en produits alimentaires préparés a accusé une évolution relativement favorable. Pour la plupart des produits, on a enregistré un progrès plus rapide des exportations par rapport aux importations, et ce tant en valeur qu'en volume. Des résultats moins favorables ont été enregistrés notamment pour les jus de fruits et les produits à base de céréales et de farines.

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DÉSIGNATION	Unité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Production de farine	10^3 t	688,1	777,0	795,2	701,2	748,9	776,4	744,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^6 hl.	59,2	63,9	63,4	62,8	66,4	63,7	61,8
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15 °C)	10^6 lit.	43,3	47,7	49,5	45,3	48,8	53,7	51,2
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	628,8	733,9	501,2	752,8	674,0	707,3	788,3
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	245,8	238,9	234,0	204,3	214,9	226,5	230,5
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	150,3	146,7	154,3	147,8	145,3	141,9	144,8
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	15,7	9,6	7,5	6,0	4,1	3,5	3,5
b) autres huiles brutes	10^3 t	85,7	94,8	140,8	133,9	181,3	154,7	186,3
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	282,5	296,5	276,7	280,4	312,4	307,9	308,8
d) tourteaux et schroots	10^3 t	302,6	383,0	603,3	562,4	754,0	703,0	858,7
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	50,7	66,7	62,9	53,9	54,3	50,0	..
Conserves de légumes	10^3 t	144,5	174,4	210,3	206,4	145,6	182,6	155,6
Conserves de viande	10^3 t	18,6	20,5	19,6	19,2	19,1	19,5	21,6
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	113,4	123,7	128,1	120,5	113,2	127,3	125,1
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	87,1	88,6	96,3	93,0	103,5	99,9	93,7
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	46,1	44,2	50,1	39,6	39,2	33,4	35,3
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	17,6	18,1	19,4	19,4	20,9	19,5	20,7
Production de chicorée	10^3 t	11,0	10,5	11,2	9,7	9,2	9,0	9,0
Production de café torréfié	10^3 t	40,8	43,0	58,8	59,6	61,1	45,2	51,8
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	13,7	15,0	14,8	15,0	14,6	13,6	12,4

(a) Les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés.

Source : Institut National de Statistique.

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Réception :								
Lait	10^3 lit.	2 509 911	2 479 715	2 580 621	2 579 364	2 610 873	2 663 267	2 818 465
Crème	tonnes	20 504	17 174	16 177	12 499	10 649	9 783	8 917
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	39 676	41 454	45 510	52 949	63 770	73 447	84 066
b) Lait ordinaire	10^3 lit.	448 253	470 155	454 088	449 132	460 370	434 480	414 093
c) Lait partiellement écrémé	10^3 lit.	34 344	66 433	53 080	52 416	61 896	74 255	78 868
d) Lait écrémé	10^3 lit.	34 995	52 091	51 210	59 395	71 606	76 645	73 542
e) Lait battu	10^3 lit	29 552	30 338	27 811	28 199	30 989	25 810	25 689
Crème	10^3 lit.	8 689	8 460	9 181	10 019	9 888	11 114	11 780
Fabrications :								
Beurre	tonnes	72 213	67 183	70 163	72 158	70 129	63 990	77 439
Fromages :								
a) Frais	tonnes	17 982	17 733	18 337	18 443	19 908	22 880	22 233
b) Autres (c)	tonnes	21 229	18 933	22 603	19 923	19 423	21 060	19 737
Poudre de lait	tonnes	140 355	135 082	141 712	137 866	136 292	146 142	154 692
Crème glacée	10^3 lit.	24 495	29 336	34 392	34 659	34 097	33 213	33 122
Yoghourt	10^3 lit.	39 344	36 276	34 550	35 606	34 944	33 303	35 025

Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.
(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.
(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Boissons non alcooliques	1 415	1 712	2 288	2 344	2 620	981	1 377	1 621	1 776	1 901
dont : jus de fruits ou de légumes	(600)	(712)	(950)	(1 072)	(1 179)	(593)	(713)	(836)	(997)	(998)
Boissons alcooliques	7 622	9 337	9 614	11 245	12 378	2 048	2 208	2 408	2 509	2 975
dont : bière	(935)	(1 105)	(1 335)	(1 204)	(1 268)	(1 439)	(1 630)	(1 791)	(1 677)	(1 750)
vins	(4 795)	(6 083)	(6 094)	(7 474)	(8 193)	(414)	(386)	(410)	(607)	(904)
Préparations et conserves de viande	1 213	1 326	1 649	1 871	2 076	4 578	5 216	5 358	5 227	5 815
Préparations et conserves de poissons, crustacés	2 483	2 236	2 864	3 076	3 355	267	269	288	428	449
Préparations et conserves de fruits et de légumes	4 299	4 449	5 912	5 754	5 708	3 774	4 268	4 669	4 405	4 358
Sucre et miel	670	1 384	2 379	2 541	2 286	4 362	4 139	5 833	7 461	6 507
Préparation à base de sucre	861	1 091	1 302	1 281	1 227	949	1 033	991	966	1 002
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	2 894	2 606	2 808	4 552	4 520	20	115	133	115	91
Chocolat et préparations au cacao	1 404	1 737	2 209	2 574	3 173	2 557	2 854	3 289	4 283	4 236
Margarine et graisses alimentaires	875	879	673	986	632	1 744	1 855	1 496	2 260	1 947
Aliments pour animaux	10 560	10 029	13 889	15 212	13 177	4 416	3 806	6 010	7 193	7 610
Produits laitiers	11 357	12 262	16 561	19 505	22 594	10 256	9 354	9 890	13 343	18 122
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	3 260	3 806	3 995	4 406	5 112	8 086	3 268	9 925	10 313	10 402
Huiles et graisses d'origine animale	1 849	1 372	1 506	1 697	1 672	834	843	847	656	606
Huiles d'origine végétale	4 989	4 071	4 023	4 509	4 275	4 336	4 049	3 611	3 902	4 573
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	3 292	3 623	4 227	4 737	4 736	2 166	2 240	2 570	2 775	3 254

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Boissons non... : C.T.C.I. 058.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 058.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.1; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 014; préparations et conserves... : C.T.C.I. 037; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 056 + 058 — 058.5; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.1; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31 + T.D. 1517.100; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.2 + 098 — 098.08. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité
(en tonnes)

DESIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Boissons non alcooliques	790 787	343 763	376 655	320 730	305 613	96 454	142 088	238 897	234 613	184 251
dont : jus de fruits ou de légumes	(31 444)	(39 035)	(50 545)	(52 749)	(51 336)	(47 138)	(59 608)	(71 767)	(78 164)	(65 690)
Boissons alcooliques	296 410	322 468	313 004	323 807	340 896	228 894	235 733	243 635	230 729	255 994
dont : bière	(111 785)	(120 089)	(128 015)	(104 449)	(105 131)	(212 743)	(221 014)	(229 748)	(207 277)	(223 660)
vins	(154 285)	(170 743)	(153 805)	(184 302)	(197 348)	(11 070)	(10 444)	(9 701)	(19 053)	(27 097)
Préparations et conserves de viande	18 324	18 406	22 170	23 278	26 016	58 756	62 124	59 153	59 850	66 612
Préparations et conserves de poissons, crustacés	27 889	23 275	29 423	28 244	29 725	3 136	3 078	2 932	3 633	3 996
Préparations et conserves de fruits et de légumes	159 513	160 494	209 653	184 439	186 224	221 749	237 723	247 707	201 848	212 706
Sucre et miel	132 098	246 480	427 913	438 281	393 842	336 986	229 680	487 631	687 451	729 698
Préparation à base de sucre	19 062	19 534	22 712	21 704	17 439	23 757	22 467	18 744	16 672	16 114
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	33 037	33 615	34 971	32 461	32 437	351	2 415	1 847	934	690
Chocolat et préparations au cacao	23 632	25 685	33 097	33 896	39 373	44 095	42 866	47 948	49 251	48 265
Margarine et graisses alimentaires	42 382	48 739	34 704	48 851	29 712	69 180	83 125	73 048	99 842	84 229
Aliments pour animaux	1 674 827	1 179 410	2 237 874	2 345 941	2 247 407	538 450	530 834	757 478	858 527	996 509
Produits laitiers	252 917	226 300	270 627	304 200	332 657	315 348	282 274	314 314	386 948	420 239
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	190 607	229 320	196 260	221 265	242 214	591 084	518 542	684 278	674 044	737 542
Huiles et graisses d'origine animale	107 043	104 948	105 148	110 954	113 960	45 398	55 746	53 783	39 213	38 094
Huiles d'origine végétale	157 905	158 638	192 420	188 659	184 839	128 391	133 301	161 053	154 133	195 831
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	102 936	106 986	120 809	128 585	129 164	63 432	53 554	61 069	65 461	74 651

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 149.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

Contrairement à l'évolution observée dans la plupart des autres pays industrialisés où la récession dans la construction s'est faite jour plus rapidement et d'une manière plus prononcée que dans les autres branches industrielles, en Belgique les années 1974 à 1976 n'ont pas été caractérisées par un recul de la haute conjoncture prédominant dans l'industrie de la construction. Ce n'est qu'à partir de 1977 qu'une certaine régression, bien que toujours très limitée, a été enregistrée, alors que, dans la plupart des autres pays, cette branche d'activité avait déjà accusé une certaine reprise. Cet affaiblissement s'est poursuivi en 1978.

L'indice de l'activité dans l'industrie de la construction établi par l'I.N.S. en fait foi, puisqu'il a reculé de près de 7 %. Cette donnée comporte cependant une sous-estimation de l'évolution réelle car elle ne tient pas compte de la croissance de la productivité en raison du fait qu'il s'agit d'un indice des heures de travail prestées. En outre, seules les grandes entreprises sont prises en considération, de sorte qu'une part importante de l'activité, et principalement dans la construction de logements, n'est pas enregistrée.

La diminution du nombre d'heures de travail prestées a été répartie de façon quasi égale entre les travaux privés et publics, chez ces derniers, seul le gros-œuvre a enregistré un recul notable, tandis que les travaux d'achèvement ont atteint le même niveau qu'en 1977. En ce qui concerne les travaux privés, par contre, le gros-œuvre et les travaux d'achèvement ont accusé un recul équivalent.

Les statistiques relatives aux constructions commencées font apparaître que le nombre de logements mis en chantier a été inférieur de 8,9 % à celui de 1977. En volume, la régression a été plus réduite (—4,7 %) par le fait que ces travaux concernent principalement les immeubles à appartements; le nombre de maisons unifamiliales n'a qu'un peu diminué.

Pour la deuxième fois consécutive, le recul du nombre de logements mis en chantier a été le plus important à Bruxelles (—23,3 %). Contrairement à l'année précédente, une diminution importante a été enregistrée également en Flandre (—11,7 %), alors qu'en Wallonie l'activité s'est quelque peu améliorée (+1,4 %). En chiffres absolus, il s'agit de 41 976 logements en Flandre, 19 607 en Wallonie et 4 247 à Bruxelles, soit un total de 65 910 pour le Royaume.

Selon les évaluations de l'Abex (Association belge des Experts), la hausse des prix dans la construction résidentielle a encore fléchi : 8,7 % contre 10,5 % en 1977. Elle demeure nettement en-dessous de la moyenne des dix dernières années et davantage en-dessous de l'accroissement explosif de 1974 (27,0 %).

Dans la construction non-résidentielle, depuis le début de la crise en 1974 et pour la première fois en 1978, une certaine amélioration s'est produite. Le nombre de constructions mises en chantier a en effet progressé de 7,2 %, atteignant 5 977, tandis

qu'en volume (en m^3) la progression a été de 6,4 %. Comme pour ce secteur, le volume constitue un critère beaucoup plus adéquat que le nombre de constructions, c'est uniquement cette donnée qui a été utilisée pour la répartition régionale. La diminution quasi-catastrophique à Bruxelles s'est poursuivie : le volume des constructions non-résidentielles mises en chantier y a encore reculé de 48,2 % en 1978, après une diminution de 57,2 % en 1977, de sorte que les constructions non-résidentielles ne représentent plus qu'un dixième du volume des constructions mises en chantier en 1974. La cause en est la diminution des investissements dans les immeubles à bureaux, après le boom spéculatif, excessivement optimiste, entre 1970 et 1975. En Flandre, par contre, l'activité a enregistré une légère progression par rapport à l'année précédente (+3,3 %) et en Wallonie une nette amélioration (+18,1 %) a été enregistrée, probablement sous l'influence de la conjoncture plus favorable au second semestre de l'année.

2. — *Industrie des matériaux de construction.*

Dans les deux secteurs produisant principalement des matériaux de construction, à savoir les carrières et l'industrie des minéraux non métalliques, l'activité en 1977 avait été assez importante en comparaison avec celle des autres secteurs, alors qu'en 1978, elle est demeurée nettement en-dessous de la moyenne.

Ainsi, la production des carrières a reculé de près de 6 %. Deux petits sous-secteurs, ayant par le passé, pratiquement toujours accusé un recul, ont enregistré à présent un progrès important (le marbre : +21,0 % et l'ardoise : +42,6 %); la production de porphyre est légèrement inférieure à celle de l'année précédente, mais dans les autres sous-secteurs, elle a fléchi de 6 à 10 %. La balance du commerce extérieur a été défavorable, elle aussi, puisque pour pratiquement tous les produits les exportations ont accusé un progrès moindre que celui des importations.

En ce qui concerne les minéraux non-métalliques, le fléchissement s'est limité à près de 2 %. Le résultat s'explique par la diminution de 1 à 6 % dans tous les sous-secteurs, exception faite de l'industrie du verre plat.

L'indice de l'industrie de la terre cuite est descendu de 3,4 % en raison de l'affaiblissement pour les produits subissant la forte pression des produits de substitution meilleurs marchés et plus faciles à utiliser : la brique pour maçonnerie ordinaire (—9,6 %) et la brique creuse pour voûte (—15,9 %) lesquelles sont remplacées par des produits en béton, et les tuyaux de drainage ainsi que les protège-câbles (—74,2 %), pratiquement entièrement supplantés par des produits de substitution en matière plastique, de placement plus facile.

L'avenir de ce secteur dépend en grande partie de la brique de parement, dont la production s'est à nouveau accrue de 21,5 % en 1978 de sorte que la croissance systématique, qui a mené à un doublement de la production en six ans, s'est poursuivie sensiblement.

Dans l'industrie du verre, l'activité n'a pour ainsi dire plus progressé en 1978, se limitant à une stagnation au niveau atteint après la forte reprise de 1976 et 1977. Dans l'industrie du verre plat, une augmentation de 5,5 % a encore été observée par

rapport à l'année précédente, mais dans celle du verre creux où une stagnation est intervenue en 1977, la production a diminué de près de 6 % en 1978.

En 1978, la production du ciment a fléchi de 2,4 % et les livraisons totales de 4,2 %. La cause principale doit être cherchée dans la conjoncture moins stable de la construction à l'intérieur du pays; les livraisons internes ont diminué en effet de 6,8 %, ce qui n'a pu être compensé par l'augmentation de 6,7 % des livraisons extérieures, beaucoup moins importantes en volume.

En 1978, la production de l'industrie de la céramique, a stagné à peu près au niveau atteint après le recul important de 1975 et 1976. Le progrès enregistré pour un certain nombre de produits destinés à l'industrie de la construction (dalles, tuiles et céramique architecturale) a été neutralisé par le recul noté pour la plupart des autres produits.

Dans l'industrie de la chaux, l'indice a fléchi de près de 3 %. Seule la production de plâtre (+9,6 %) et de dolomies crues (38,3 %) a progressé; celle de la chaux ne s'est guère modifiée par rapport à 1977, mais tous les autres produits ont accusé une régression, surtout le calcaire (—7,0 %) et les agglomérés de plâtre (—18,7 %).

En 1978, le commerce extérieur a évolué de façon relativement favorable pour le verre (les importations ayant diminué et les exportations marquant un progrès sensible), pour la brique et les tuiles, où les importations ont accusé une avance moins rapide que les exportations. Pour les autres produits, la balance est devenue plus défavorable. A cet égard, il convient de souligner la faiblesse permanente de la position de l'industrie belge de céramique et le doublement inattendu des importations de ciment.

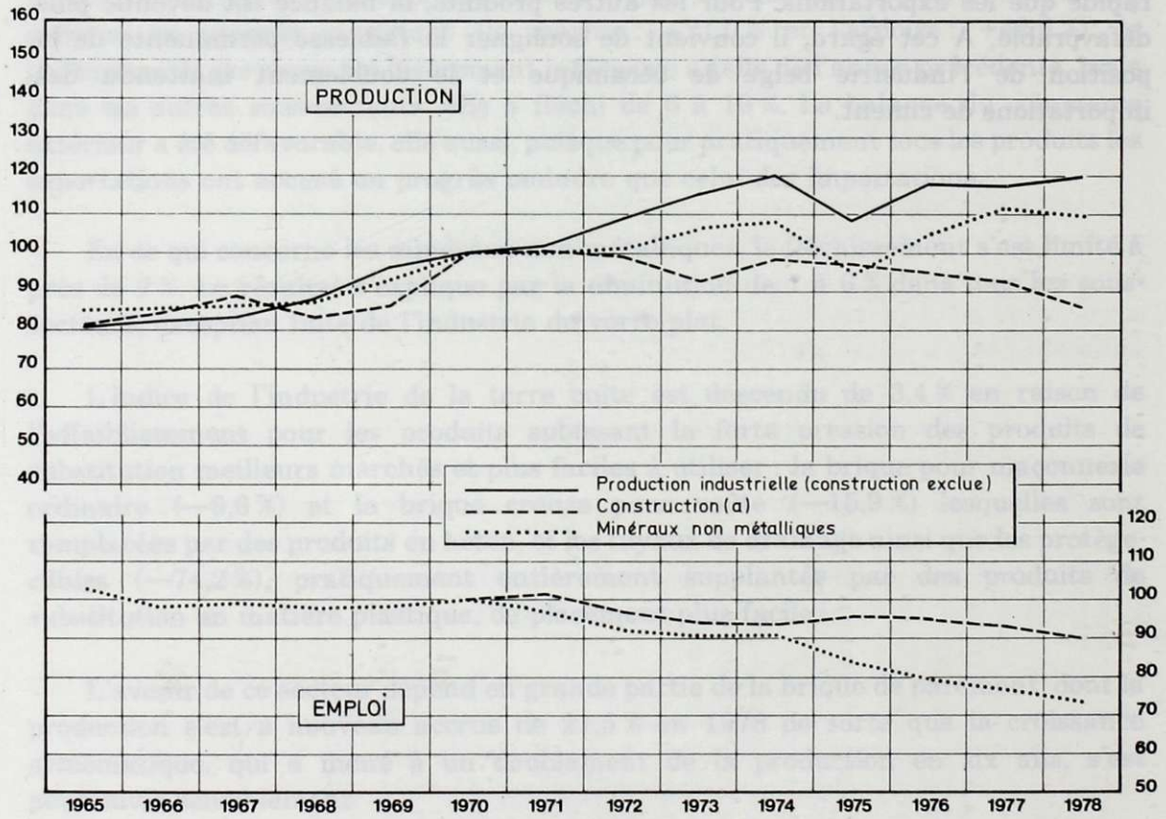
*
* *

Production de ciment
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3
1969	6 269,4
1970	6 729,5
1971	6 931,2
1972	7 093,1
1973	7 042,7
1974	7 466,7
1975	6 883,7
1976	7 503,7
1977	7 764,5
1978	7 575,6

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques
Production et emploi
(1970=100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Pour l'emploi : entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne le gros-œuvre (génie civil, travaux routiers et travaux de bâtiment) et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement.
L'indice de l'emploi n'est disponible qu'à partir de 1970.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Briques pour maçonnerie ordinaire	m^3	2 332 307	2 342 006	2 187 250	2 057 667	2 239 135	2 022 522
Briques de parement	m^3	393 847	414 933	458 591	500 245	568 756	691 108
Tuyaux de drainage et protège-câbles	t	28 673	30 271	24 394	13 782	9 081	2 345
Briques creuses pour hourdis	m^2	1 221 210	1 442 930	1 684 517	1 527 851	1 838 160	1 545 555
Autres produits en terre cuite (a)	t	12 401	12 194	12 109	7 771	8 470	17 450

Source : Institut National de Statistique.

(a) Autres que tuiles, céramique architecturale, poterie à fleurs, poterie colombophile, ménagère et artistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Chaux	10^3 t	2 874,0	3 097,0	3 232,2	2 520,0	2 304,2	2 310,8	2 301,1
Calcaire	10^3 t	24 374,9	23 937,4	23 777,4	22 860,0	24 155,4	29 084,3	27 051,6
Dolomies :								
crues	10^3 t	1 788,4	2 191,5	2 588,4	2 476,9	2 684,9	2 523,5	3 489,3
frittées	10^3 t	348,9	321,6	330,4	233,9	209,3	172,4	166,6
Plâtre	10^3 t	106,0	114,0	102,2	221,3	219,7	167,4	183,5
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	14 229,5	19 469,5	22 325,3	18 488,6	18 331,4	23 065,3	18 750,5
Carbonates naturels	10^3 t	432,9	398,7	359,1	367,0	351,5	441,4	427,4

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

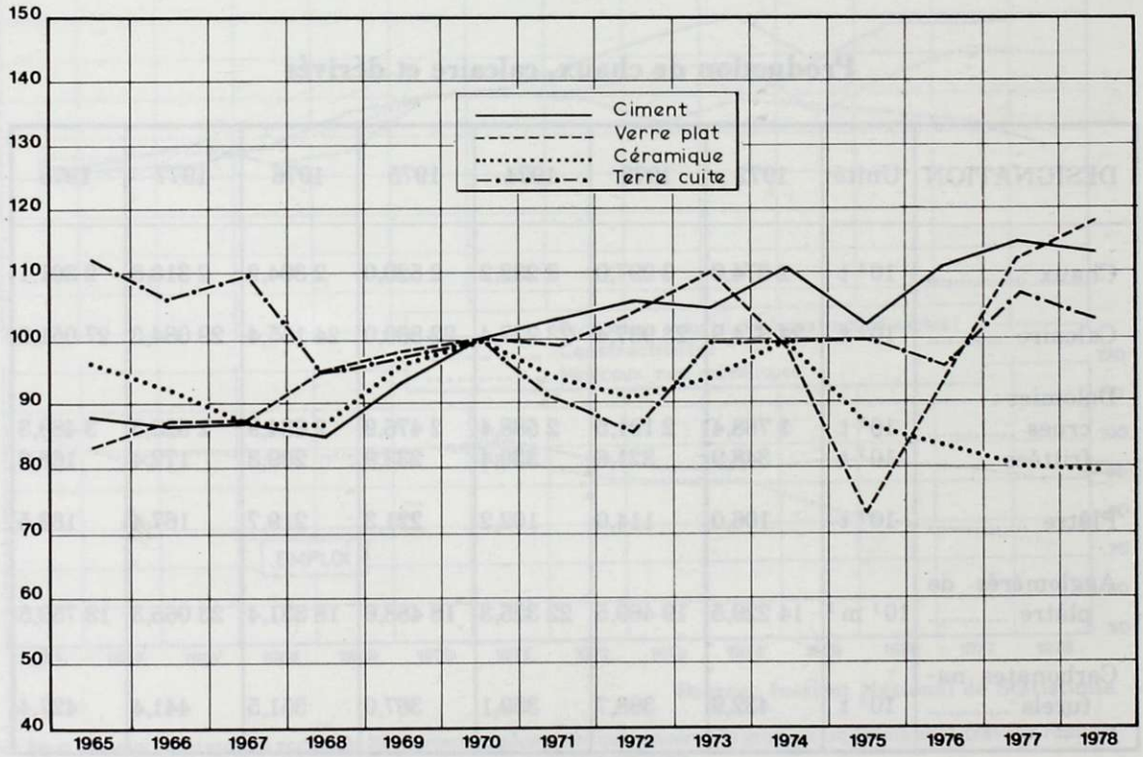
DÉSIGNATION	Unité	1976	1977	1978
Vaisselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	9 412	10 058	9 567
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m2	1 431 617	1 702 807	1 753 176
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	167 692	149 841	146 697
Dalles d'usines	t	3 456	3 811	4 889
Tuiles et accessoires	t	72 318	69 377	80 107
Meules abrasives	t	1 391	1 248	546
Céramique architecturale	t	18 993	20 771	24 306
Poterie	t	30 593	30 378	28 163
Argiles	t	105 745	108 758	153 715
Quartz et quartzites	t	312 442	283 744	315 179
Silex (broyé et pavé)	t	1 891	2 237	1 748

Source : Institut National de Statistique.

Matériaux de construction

Production

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non-métalliques connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Pierre de taille et de construction	1 075	1 046	1 141	1 385	1 507	479	437	449	521	507
Sable, gravier, autres pierres	1 413	1 467	1 818	1 817	1 847	1 980	1 994	2 298	2 353	2 185
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	491	409	585	453	523	714	846	851	882	965
Argiles et autres minéraux réfractaires	1 183	1 059	1 103	1 139	1 208	621	591	656	585	602
Scories, laitiers, battitures et similaires, n.d.a.	320	213	259	216	241	517	570	414	370	429
Autres minéraux bruts similaires	1 897	1 840	2 455	2 226	1 869	444	386	488	468	478
Ciment	207	160	190	282	600	1 656	1 329	1 716	2 582	2 995
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	443	458	528	621	674	2 551	2 514	3 020	3 107	3 347
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	2 174	1 801	1 677	1 642	1 686	626	622	764	741	864
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	2 954	2 786	3 554	4 198	4 441	894	933	1 188	1 439	1 679
Verre	2 727	2 702	3 350	4 079	3 918	11 342	8 960	11 771	12 703	13 888
dont : verre à vitres non-travaillé	(211)	(186)	(238)	(219)	(180)	(2 838)	(1 542)	(1 800)	(1 575)	(1 512)
verre à glaces non-travaillé	(247)	(227)	(326)	(448)	(442)	(1 865)	(1 615)	(2 931)	(3 741)	(4 574)
verres travaillés et spéciaux	(1 884)	(1 968)	(2 430)	(3 057)	(2 898)	(6 443)	(5 593)	(6 816)	(7 122)	(7 310)
Verrerie	2 173	2 595	3 349	3 782	3 653	3 190	4 069	5 353	5 645	5 453
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(913)	(1 085)	(1 403)	(1 619)	(1 402)	(2 140)	(2 093)	(2 610)	(2 578)	(2 515)
Articles en matières céramiques	2 004	2 048	2 347	2 759	3 120	955	992	1 079	1 655	1 659
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	3 575	3 489	3 864	4 251	4 725	3 524	3 472	3 894	4 156	4 394

(a) *Composition du tableau pour 1978.* —Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.1 + 661.3; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.2 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 278.2; scories... : C.T.C.I. 278.6; autres minéraux... : C.T.C.I. 278.4 + 278.5 + 278.9; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.8; briques et autres... : C.T.C.I. 662.3; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.4; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.9; verrerie : C.T.C.I. 651.95 + 654.6 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.1; articles en... : C.T.C.I. 663.9 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.9. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Pierre de taille et de construction	264 262	222 949	242 917	233 585	216 399	1 142 742	934 530	893 747	778 006	630 694
Sable, gravier, autres pierres	14 479 325	14 207 309	17 372 843	16 788 764	17 002 863	12 976 529	12 655 902	13 869 409	14 210 045	11 356 183
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	955 862	859 836	993 685	870 269	983 202	1 344 898	1 403 086	1 305 964	1 305 619	1 180 813
Argiles et autres minéraux réfractaires	692 741	561 560	630 404	601 784	627 850	1 852 476	1 664 731	1 602 979	1 491 107	1 620 639
Scories, laitiers, battitures et similaires, n.d.a.	346 879	468 751	732 752	1 100 475	1 236 517	2 846 649	2 903 266	2 547 521	2 071 030	2 184 571
Autres minéraux bruts similaires	736 428	752 827	845 982	1 151 509	2 003 287	910 751	448 555	269 253	370 682	277 397
Ciment	150 319	76 328	95 413	167 959	357 398	1 593 111	1 232 106	1 585 078	2 398 601	2 761 828
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	72 838	60 764	70 534	76 120	76 854	339 800	276 401	292 833	272 953	292 488
Briques et autres matériaux de construction réfract.	227 361	153 796	140 002	138 233	145 084	99 458	82 084	100 628	86 370	96 215
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	497 785	501 496	581 201	612 400	601 542	178 411	160 676	186 356	269 853	324 198
Verre	147 994	123 289	167 693	180 071	169 247	653 626	481 370	653 645	693 413	771 310
dont : verre à vitres non-travaillé	(20 394)	(15 448)	(19 218)	(17 274)	(14 679)	(252 280)	(132 185)	(138 344)	(109 952)	(111 923)
verre à glaces non-travail.	(24 614)	(25 738)	(42 262)	(56 285)	(54 296)	(148 276)	(133 511)	(263 418)	(346 781)	(422 414)
verres travaillés et spéciaux	(55 252)	(57 338)	(70 484)	(80 690)	(68 706)	(235 704)	(181 327)	(209 038)	(201 300)	(204 934)
Verrerie	127 640	142 496	183 781	197 640	177 060	194 465	189 642	259 295	250 473	251 938
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(101 310)	(115 932)	(147 062)	(166 664)	(138 449)	(176 525)	(155 855)	(213 374)	(200 399)	(204 152)
Articles en matières céramiques	37 778	36 206	39 635	42 192	48 224	28 728	29 678	29 764	32 787	30 786
Autres articles en minéraux, n.d.a.	819 003	822 088	899 281	940 673	930 616	800 522	684 671	734 250	831 303	855 644

(a) Composition du tableau : voir note (a) page 157.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

En 1978, on a enregistré dans l'industrie du papier et du carton une certaine reprise après trois années difficiles de crise. En 1975, cette branche d'activité était en effet un des secteurs le plus touché par la récession : l'indice de la production avait reculé de près de 15 %. La reprise de 1976 a dès lors été insuffisante pour rattraper le niveau de 1974, l'indice n'ayant progressé que de 10,5 % par rapport à l'année précédente. En 1977, cette branche d'activité a en outre dû une nouvelle fois faire face à une diminution de la production, laquelle s'est toutefois limitée à 2,5 %; en 1978, l'activité s'est améliorée de près de 3 %.

Les données désaisonnalisées font apparaître que, comme dans la plupart des autres secteurs, la reprise se concentre pratiquement uniquement sur les derniers mois de l'année; en effet, seuls les résultats du dernier trimestre ont été nettement supérieurs à ceux de fin 1977.

En outre, l'amélioration de la production est à peu près exclusivement attribuable à la reprise générale de l'activité en matières premières et produits demi-finis, qui s'est manifestée à la fin de l'année. Seule la production du papier non travaillé et du carton s'est accrue de 6,5 %. Par contre, la fabrication dans les entreprises transformatrices spécialisées a stagné au niveau de l'année précédente; une faible amélioration a toutefois marqué la transformation dans les entreprises productrices (+2 %).

En ce qui concerne le commerce extérieur, les exportations de produits transformés ont accusé une progression plus rapide, tant en valeur qu'en volume, que les importations. Par contre, les importations de papier non transformé et de carton ont accusé, une augmentation plus rapide tant en valeur qu'en volume que les ventes à l'étranger.

2. — *Industrie du cuir.*

L'industrie du cuir est un des rares secteurs n'ayant pas bénéficié de l'amélioration de la conjoncture industrielle au cours des derniers mois de 1978. L'effritement systématique noté depuis 1972, avec une seule interruption en 1976, s'est encore poursuivi en 1978 en raison du recul le plus important de la production depuis 1972 (—20,1 %). L'indice a dès lors baissé jusqu'à la moitié de celui de 1972. Le recul a caractérisé tant le cuir lourd et technique, qui avait pu se maintenir relativement bien jusqu'à présent, que le cuir léger.

Dans l'industrie de la chaussure et de la pantoufle, la détérioration est encore plus dramatique depuis 1970; la production de ce secteur a en effet reculé ces neuf dernières années, de près de trois quarts. En 1979 également cette tendance prévaut. La production de cette branche d'activité, pratiquement morte, a diminué par rapport à 1977 de 13,2 % en raison d'un recul de 12,5 % dans la production de chaussures et de 16,3 % dans celle des pantoufles.

Le commerce extérieur a, de ce fait aussi été caractérisé par une diminution des importations de matières premières tant pour l'industrie du cuir que pour la transformation du cuir dans l'industrie de la chaussure. Il est frappant que les importations de chaussures en cuir diminuent, tandis que celles de chaussures en caoutchouc ou en plastic augmentent; cela découle probablement de l'affaiblissement du pouvoir d'achat des familles touchées par la crise de longue durée. Dans les exportations, une rubrique seulement indique une nette progression depuis 1975, à savoir les peaux brutes. La Belgique est devenue un exportateur net de cette matière première pour l'industrie du cuir.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

Dans l'industrie transformatrice du bois, la diminution de la production en 1975 s'était limitée à 5,1 %, tandis que la reprise de 1976 était nettement plus forte ici que dans la plupart des autres secteurs (+13,7 %). En 1977, la production y a pour ainsi dire stagné (—0,6 %) et en 1978 elle s'est légèrement affaiblie (—1,7 %) malgré une amélioration, trop réduite, au cours des derniers mois de l'année.

Les données statistiques concernant les ventes facturées font apparaître qu'exception faite d'un nombre de produits peu importants (cadres, parquets) on a enregistré un recul sur toute la ligne. Pour les meubles qui représentent près de la moitié des livraisons totales, il s'est limité à 0,6 %. Les ventes des trois autres produits importants ont régressé : celles des fauteuils et des panneaux comprimés de près de 3 %, tandis qu'un recul de 7,1 % qui a neutralisé partiellement la forte hausse de 1977 a été enregistré dans la menuiserie.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le volume des importations de matières premières pour l'industrie du bois n'a guère accusé de différence par rapport à l'année précédente. Pour la balance commerciale, deux rubriques sont importantes : les meubles et les panneaux blocs et comprimés. Les importations, dans ces deux groupes, ont augmenté de 13 % environ, alors que l'accroissement des exportations a été beaucoup plus limité : 5,1 % et 1,8 % respectivement.

4. — *Industrie du tabac.*

Depuis le début de la crise, l'indice de la production de l'industrie du tabac n'a pas montré de changements aussi profonds que celui des autres grandes branches d'activité. En 1975, il ne s'est pratiquement pas modifié (+0,2 %), en 1976 une légère baisse (—2,1 %) s'est produite et, en 1977, il y a eu une augmentation très faible de 0,9 %. Ce n'est qu'en 1978 que ce profil a subi un net changement, puisque la production reculait de 4,8 %. Il n'est pas exclu que cet état de choses soit dû à des mouvements de stocks, mais il est plus que possible qu'il faille l'attribuer à une plus grande abstention pour des raisons de santé.

Les données du commerce extérieur font apparaître que le fléchissement de la production ne doit pas être considéré comme une conséquence de la concurrence extérieure, puisque les importations de tabac travaillé, exception faite du tabac à fumer, ont sensiblement décru en général, tant en valeur qu'en volume, tandis que les exportations ont considérablement augmenté.

La diminution de la production touche surtout les cigarettes et le tabac à fumer, largement utilisé pour la confection de cigarettes (respectivement —6,7 % et —10,1 %). La production de produits reconnus moins dangereux pour la santé, comme les cigares et les cigarillos, a monté de respectivement 0,3 % et 8,5 %.

5. — *Industrie diamantaire.*

L'accroissement des importations de diamants de l'ordre de 29,2 % et celui des exportations à raison de 26,8 % ne donne pas une image exacte de l'activité de ce secteur, car ils proviennent essentiellement des fortes hausses de prix occasionnées par une vague spéculative poussant, depuis 1977, surtout les prix du diamant brut à des hauteurs vertigineuses. En effet, en volume le commerce extérieur n'a guère progressé. Il n'en reste pas moins qu'il y a un renouveau d'intérêt pour ce secteur tant de la part des chefs d'entreprises que des travailleurs, de sorte que, vers la fin de 1978, sa situation était bien meilleure que pendant les années antérieures.

*
* *

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

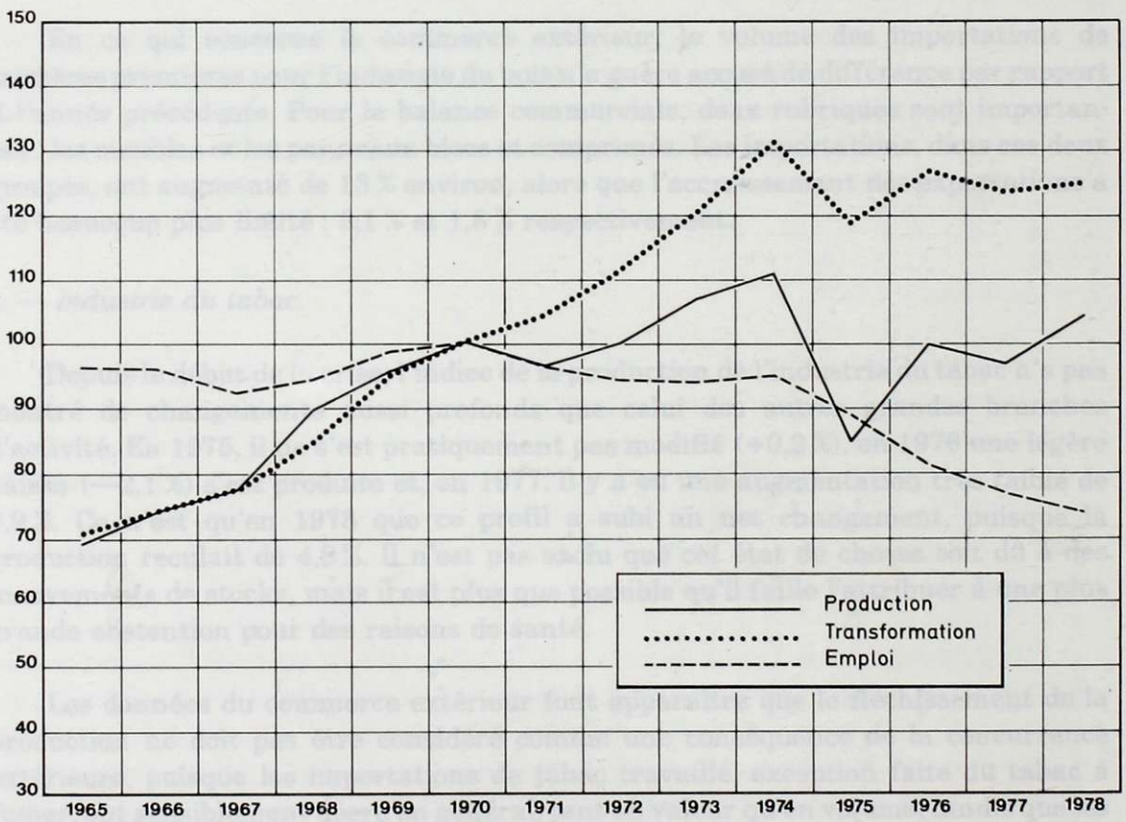
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978
Production :					
Papier journal	91,1	77,1	84,8	82,6	83,8
Papier d'écriture et d'impression (a)	411,5	309,3	375,4	(c)	(c)
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé (a)	154,5	124,9	124,6	(c)	(c)
Autres papiers (a, b)	105,9	76,4	87,4	(c)	(c)
Carton	91,7	67,9	79,0	(c)	(c)
Total	**854,8**	**655,7**	**751,1**	**762,0**	**811,8**
Transformation :					
Par les producteurs	168,4	144,1	130,0	109,9	112,2
Par les industries transformatrices	707,3	604,4	664,9	617,6	617,3
dont : Emballages	(453,7)	(385,4)	(401,1)	(378,5)	(391,0)
Papiers et cartons imprégnés	(252,7)	(214,7)	(242,8)	(183,4)	(176,5)
Total	**875,6**	**748,5**	**795,0**	**727,5**	**739,5**

(a) Y compris le carton à partir de janvier 1973.
(b) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.
(c) Par suite du changement de définitions le détail des données de la production n'est plus comparable avec celui des années antérieures.

Production, transformation et emploi

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	1 443	862	1 048	1 037	808	17	37	26	12	33
Pâte à papier et déchets de papier	5 497	4 927	5 924	5 109	4 401	3 232	1 714	2 803	2 474	2 151
Papier et carton	18 778	13 700	17 637	17 904	18 790	12 371	10 437	11 963	12 132	12 294
dont : papier journal	(1 698)	(1 570)	(1 652)	(2 000)	(1 971)	(269)	(315)	(391)	(345)	(304)
papier et carton kraft	(3 574)	(2 363)	(2 872)	(2 554)	(2 767)	(708)	(418)	(408)	(404)	(427)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(3 861)	(2 239)	(2 998)	(3 039)	(3 388)	(2 204)	(1 675)	(2 063)	(2 251)	(2 158)
Produits de papier et de carton	5 858	5 666	7 145	7 691	7 898	4 857	5 009	6 337	6 777	7 144
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(2 307)	(2 087)	(2 721)	(2 747)	(2 773)	(1 356)	(1 283)	(1 610)	(1 777)	(1 860)
Imprimés	7 296	7 771	9 014	10 204	11 517	6 709	7 278	8 166	8 442	8 864
	QUANTITE (en tonnes)									
Bois à pâte	1 144 842	726 309	728 486	808 503	718 423	9 907	18 527	12 290	6 493	14 531
Pâte à papier et déchets de papier	496 118	361 519	426 955	417 369	467 406	432 464	281 760	424 632	420 143	413 251
Papier et carton	1 036 818	678 054	910 654	925 451	1 008 599	478 437	381 823	465 894	467 541	494 713
dont : papier journal	(146 174)	(105 357)	(110 785)	(128 860)	(128 140)	(21 445)	(20 502)	(26 591)	(22 891)	(20 210)
papier et carton kraft	(229 132)	(133 748)	(181 482)	(174 078)	(211 538)	(35 458)	(20 767)	(22 367)	(26 055)	(37 983)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(183 382)	(99 070)	(141 489)	(150 351)	(173 053)	(123 368)	(91 605)	(117 803)	(123 771)	(121 388)
Produits de papier et de carton	156 629	136 306	177 611	193 616	196 412	126 373	116 392	149 122	157 774	172 717
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(70 343)	(58 701)	(80 845)	(85 481)	(85 331)	(49 651)	(43 706)	(57 952)	(62 058)	(69 016)
Imprimés	80 608	74 435	83 424	92 013	96 363	93 859	86 578	93 024	91 865	94 755

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Bois à pâte : C.T.C.I. 246.01; pâte à papier et... : C.T.C.I. 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21 — T.D. 4801.370; produits de papier : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.1; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

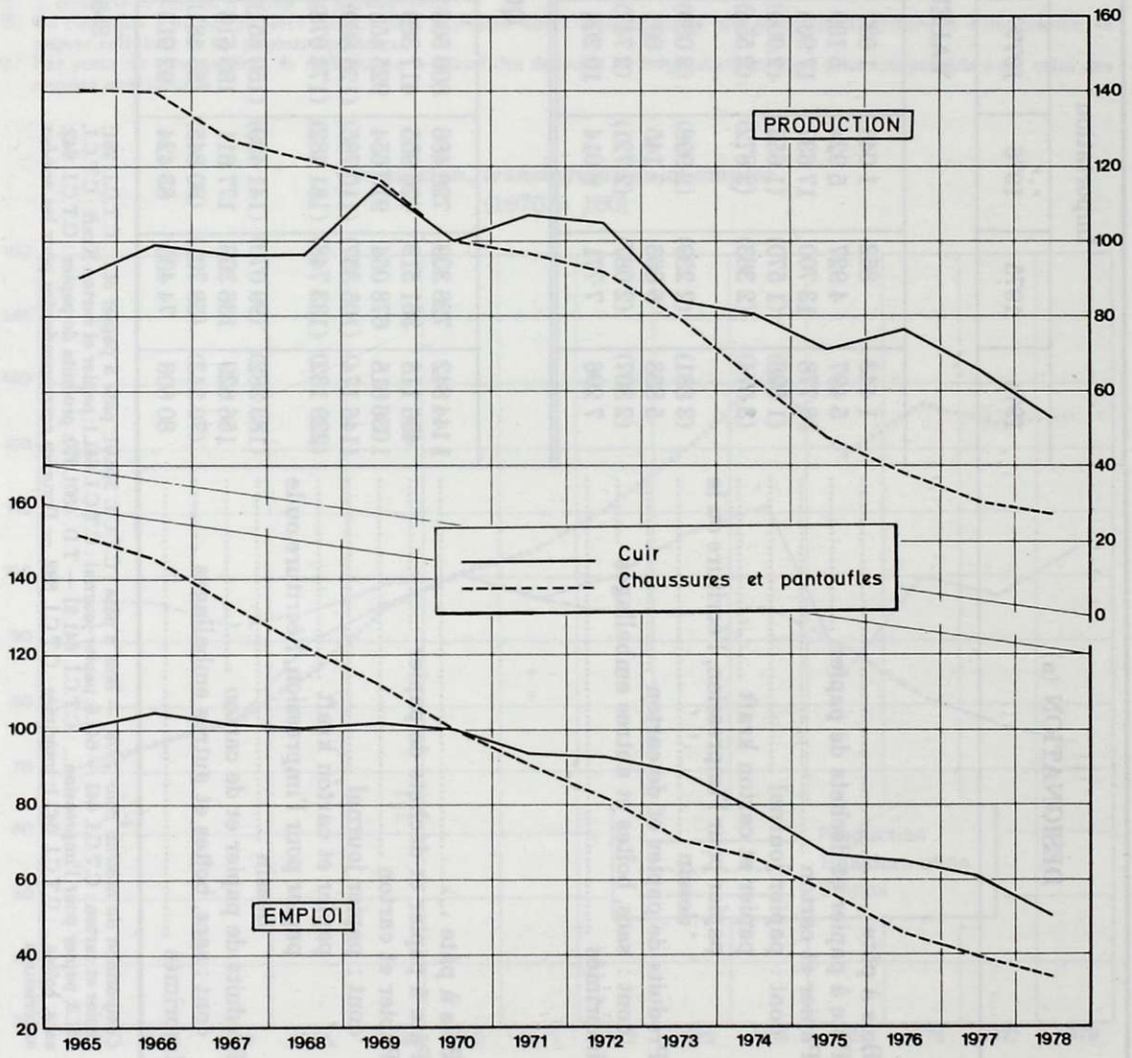
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1969	2 472	64 750	12 664	7 527
1970	2 172	56 101	11 035	6 003
1971	2 086	60 515	10 556	6 483
1972	1 857	59 736	9 914	6 707
1973	1 862	46 758	8 686	5 294
1974	1 788	44 820	8 324	5 036
1975	1 807	39 158	6 300	4 065
1976	2 014	41 716	5 064	3 485
1977	1 956	35 687	4 129	3 094
1978	1 570	28 527	3 611	2 591

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Production et emploi

(1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	1 313	955	1 728	1 788	1 517	1 010	896	1 669	1 746	1 831
Pelleteries brutes	1 135	997	1 219	1 275	1 306	191	147	301	329	451
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	850	835	1 044	1 279	1 295	1 232	1 199	1 420	1 373	1 307
Cuirs et peaux préparés	1 588	1 422	1 607	1 569	1 426	1 649	1 587	1 996	1 966	1 664
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	5 895	7 007	8 542	10 361	10 598	1 509	1 022	1 000	1 192	1 026
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	984	883	661	666	648	100	104	52	81	95
Chaussures ou parties n.d.a.	432	402	500	510	557	418	416	388	358	442
Vêtements et accessoires en cuir	963	1 054	1 249	1 313	1 341	1 238	957	769	600	446
Autres articles manufacturés en cuir	793	919	886	990	948	252	192	194	172	142
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	40 078	38 620	42 242	38 865	36 202	37 002	42 484	44 850	42 527	45 377
Pelleteries brutes	3 228	2 989	2 377	3 440	3 311	1 222	862	1 384	1 602	1 837
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	737	915	979	1 126	1 330	901	1 038	1 124	996	1 066
Cuirs et peaux préparés	3 901	3 445	3 549	3 737	3 015	6 718	5 756	5 052	4 476	3 998
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	18 268	18 388	21 168	23 056	22 111	4 670	2 834	2 865	3 077	2 665
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	6 509	5 306	4 358	4 455	4 655	696	722	383	681	882
Chaussures ou parties n.d.a.	2 800	2 023	2 250	2 163	2 462	2 977	2 711	2 367	2 353	2 791
Vêtements et accessoires en cuir	1 117	1 000	1 248	1 275	1 460	871	479	455	340	373
Autres articles manufacturés en cuir	1 443	1 366	1 304	1 334	1 351	547	419	290	237	188

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 848.3; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T.D. 4102.310; chaussures entièrement... : C.T.C.I. 851.02; chaussures en caoutchouc... : C.T.C.I. 851.01; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — 851.01 — 851.02; vêtements... : C.T.C.I. 848.1 + T.D. 6506.100 + 6506.900; autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T.D. 4202.210 + 4202.310 + 4202.410. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Meubles	33 268	28 666	28 877	27 401	25 004	20 754	19 532	23 578	24 536	24 395
Sièges	12 019	9 580	9 784	8 718	7 895	7 735	7 128	8 862	8 507	8 303
Menuiserie	5 440	5 014	5 207	5 774	5 473	3 925	4 017	5 142	6 058	5 626
Boissellerie	3 865	3 161	2 664	2 336	2 092	1 901	1 786	1 728	1 714	1 568
Cadres, moulures, raboteries	1 618	1 263	1 204	1 098	1 046	861	770	863	905	941
Liège	59	49	49	45	38	68	55	58	63	57
Saboterie										
Vannerie et rotin	160	141	134	195	183	128	126	203	271	241
Brosserie	737	619	585	538	471	504	468	489	536	530
Caisserie et tonnellerie	1 862	1 645	1 675	1 494	1 311	1 347	1 182	1 584	1 766	1 609
Parquets	125	98	104	96	110	85	87	93	110	135
Contre plaqué	1 158	923	1 022	562	510	832	761	914	706	677
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	572	328	404	395	317	512	324	439	428	408
Panneaux comprimés	4 668	3 899	3 681	3 596	3 343	6 994	6 690	8 009	8 204	7 932
Total ...	**65 550**	**55 386**	**55 390**	**52 247**	**47 791**	**45 646**	**42 927**	**51 961**	**53 803**	**52 423**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b) ...	2 446	1 918	2 484	2 716	2 836	787	837	884	1 152	1 386
Bois façonnés ou simplement travaillés	7 530	5 988	9 091	10 030	11 025	678	906	1 198	1 307	1 552
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n.d.a.	3 091	2 604	3 544	3 629	4 131	6 083	5 231	6 503	6 785	6 904
Articles manufacturés en bois, n.d.a.	2 378	2 596	3 415	4 383	5 177	1 283	1 123	1 429	1 452	1 430
Liège brut et déchets	10	9	11	13	9	—	—	1	1	1
Articles manufacturés en liège	167	128	139	158	165	8	7	8	10	10
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	161	100	134	143	123	133	86	82	99	113
Articles de vannerie et de brosserie	788	800	986	1 131	1 222	288	292	291	333	328
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	6 053	6 871	8 980	11 125	12 623	12 057	11 484	13 668	13 446	14 153
	QUANTITE (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b) ...	845 976	671 806	802 365	819 995	810 959	288 806	308 516	301 788	366 691	419 523
Bois façonnés ou simplement travaillés	814 303	665 937	973 822	1 018 623	1 112 394	70 660	99 692	109 145	105 967	125 747
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n.d.a.	301 680	283 890	338 288	347 029	358 918	709 386	709 106	786 125	760 639	793 800
Articles manufacturés en bois, n.d.a.	84 126	79 111	99 942	125 195	141 585	39 504	28 571	37 696	37 563	35 239
Liège brut et déchets	418	462	518	581	497	3	2	2	26	5
Articles manufacturés en liège	2 454	1 720	1 798	1 751	2 068	93	55	51	45	37
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	5 845	3 627	3 830	3 857	3 840	4 970	3 073	3 644	3 954	4 229
Articles de vannerie et de brosserie	6 852	7 648	8 990	8 823	9 650	10 465	2 899	2 887	3 023	3 383
Meubles en bois, en bambou et produits similaires	86 121	95 982	118 970	131 096	141 556	130 114	112 205	133 312	110 302	119 372

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 247; bois façonnés... : C.T.C.I. 248; bois de placage... : C.T.C.I. 246.02 + 634 + 641.61 + T.D. 4422.200 + 4428.400; articles... : C.T.C.I. 635 + T.D. 4413.100 — 4422.200 — 4428.400 + 6403.002 + 6403.009; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 659.7 + 899.7 + 899.81 + T.D. 4202.810; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.92 + T.D. 9401.419 + 9401.450 + 9401.509 + 9401.600 + 9401.700 + 9401.930 + 9403.700. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DESIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	3 042	3 270	3 907	3 792	3 634	195	221	726	579	223
Cigares	377	422	530	649	579	1 419	1 330	1 240	1 128	1 359
Cigarillos	332	326	415	505	372	941	1 053	965	985	1 200
Cigarettes	499	540	655	785	685	1 562	1 845	1 707	2 207	2 414
Tabacs à fumer	194	141	200	344	384	150	81	68	97	88
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	76	85	90	96	90	3	6	3	11	3
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	39 720	39 426	41 670	39 521	35 997	2 864	3 640	6 863	5 763	3 028
Cigares	1 543	1 497	1 544	1 818	1 639	3 064	5 957	2 774	2 397	2 633
Cigarillos	1 291	1 425	1 744	1 613	1 332	1 702	1 727	1 851	1 765	1 909
Cigarettes	2 709	2 565	2 892	3 088	2 823	8 550	9 340	8 458	10 163	10 950
Tabacs à fumer	2 111	1 257	1 584	2 560	2 600	1 381	637	494	714	651
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	1 219	1 371	1 409	1 579	1 540	106	41	31	109	47

(a) *Composition du tableau pour 1978.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.202; cigarillos : T.D. 2402.209; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.302 + 2402.309; autres produits... : T.D. 2402.400 + 2402.910 + 2402.990. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre
(en tonnes)

DÉSIGNATION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Cigares	3 377	4 647	4 519	4 637	3 550	3 840	3 852
Cigarillos	3 458	3 784	4 199	4 659	5 189	4 450	4 829
Cigarettes	22 525	24 680	26 514	25 636	25 184	25 102	23 429
Tabacs à fumer	5 289	5 102	4 831	5 055	5 225	6 097	5 482
Autres tabacs	40	37	26	29	22	16	16
Total ...	**34 690**	**38 249**	**40 090**	**40 017**	**39 170**	**39 506**	**37 609**

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1971	12 484	7 696	5 475	15 163
1972	16 873	8 664	8 526	18 227
1973	23 837	12 956	10 189	22 964
1974	22 711	15 409	9 974	23 713
1975	20 324	13 905	13 511	21 016
1976	31 883	17 881	19 680	28 018
1977	42 848	27 142	28 582	39 377
1978	51 654	39 156	34 336	52 018

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) Trafic de consignation inclus; sans diamants industriels.

CHAPITRE III

TRANSPORTS

§ 1. — TRANSPORT PAR CHEMINS DE FER

Le climat économique défavorable dans lequel la S.N.C.B. a dû déployer son activité en 1978, a provoqué un recul du transport de voyageurs et seulement une légère progression du transport de marchandises.

La tendance à la baisse du *nombre de voyageurs* (—14,6 % par rapport à 1977), qui est surtout perceptible dans les abonnements sociaux (—10 %) et autres (—12 %), s'accentuera encore dans l'avenir en raison du fait qu'à partir du 1er janvier 1979, le personnel recevra une carte de libre parcours, de sorte que le transport des abonnés sera diminué du nombre de voyageurs et voyageurs/kilomètre du personnel des chemins de fer. Les chemins de fer déploient cependant tous leurs efforts pour réaliser un revirement de cette tendance. Par l'électrification progressive du réseau, la suppression de plusieurs passages à niveau, l'amélioration des correspondances avec les grandes agglomérations, la modernisation des gares, l'augmentation de la vitesse, du confort et de la sécurité, la S.N.C.B. essaie de satisfaire ses voyageurs dans toute la mesure du possible.

Des modifications de tarifs ont été appliquées, en juillet et en août 1978, au transport des voyageurs. Une petite adaptation des tarifs a été appliquée pour le transport des marchandises, en juillet 1978, mais celle-ci n'a eu qu'une incidence limitée.

Pour le transport des *marchandises* — « trafic par wagons complets » (t/km) —, on a enregistré en 1978 une légère progression due à l'accroissement limité de la production industrielle. Après la pointe de 1974 (9 146 millions de t/km), on a observé une tendance à la baisse, les années suivantes. En 1978, on a noté à nouveau une progression de ± 10 % (7 119 millions de t/km).

Cette évolution favorable est attribuable principalement au trafic accru dans les secteurs des combustibles solides, minerais et produits des carrières.

Le recul relatif du chemin de fer au profit de ses rivaux (surtout le transport par route et par eau) est une suite irréversible de la perte de son quasi-monopole. Les autres modes de transport offrent, dans certains cas, des possibilités plus souples. La politique actuelle des chemins de fer consiste d'ailleurs à transférer à la route et à la voie d'eau, les transports que ces derniers peuvent mieux assurer et à un prix plus réduit.

La S.N.C.V. a transporté, en 1977, 267 millions de voyageurs. Cette augmentation est attribuable au transfert de l'exploitation de lignes d'autobus par la S.N.C.B. à la S.N.C.V. le 1er juillet 1977.

Pour 1978, les estimations donnent un total de 312 millions de voyageurs.

Les données correspondantes pour 1978, exprimées en voyageurs/kilomètre, se situeraient à 2,853 milliards environ.

Les prix du *transport commun urbain* ont été augmentés, le 1er août 1978, de 12,1 % en moyenne.

§ 2. — TRANSPORT PAR ROUTE

Malgré la période économique difficile, le nombre de *véhicules personnels* a progressé, en 1978, de près de 100 000 unités. Le nombre total de 2 973 000 correspond à peu près à 1 voiture par ménage (certaines classes de la population non prises en considération).

Le *transport professionnel de marchandises par route* (national) a encore souffert des modifications structurelles dans la métallurgie de base belge. En raison de la concurrence plus aiguë entre les transporteurs et de la hausse des prix de transport qui en résulte, le tonnage transporté a été nettement inférieur à celui de l'année précédente, pendant les premier et troisième trimestres en tout cas. Aux second et au quatrième trimestres de 1978, on a observé une progression considérable de l'activité de transport par route, mais les résultats sont demeurés encore inférieurs à ceux de 1977.

En 1978, l'*activité internationale du transport par route* n'a pas non plus dépassé celle de 1977 : les difficultés de rentabilité, les « retours » à vide et la concurrence aiguë entre les différents modes de transport, expliquent pourquoi les perspectives un peu plus favorables dans le secteur de l'industrie manufacturière (un des plus importants clients du secteurs des transports routiers) ne donnent guère lieu à l'optimisme.

§ 3. — TRANSPORT PAR EAU

1. — *Navigation intérieure.*

Au 31 décembre 1978, la flotte intérieure belge comptait 3 189 unités avec une capacité totale de transport de 1 801 480 t, contre 3 292 unités et 1 818 139 t le 31 décembre 1977. Aux navires en exploitation, s'ajoutent 390 bateaux citernes, d'une capacité totale de 260 970 t.

Cette flotte se caractérise par un matériel âgé et un trop grand nombre de navires à tonnage réduit, ces facteurs étant défavorables à la rentabilité. Alors que le réseau des voies navigables continue à être modernisé systématiquement en vue de

promouvoir l'exploitation de navires de plus grand tonnage, la flotte intérieure belge compte toujours à peu près 50 % de navires construits avant 1940, dont 60 % ont un tonnage de moins de 400 t.

Grâce au programme de démolition visant, en tant que mesure d'assainissement, à résorber la surcapacité de la flotte, 258 bateaux d'un tonnage total de 121 539 t ont été démolis à la fin de 1978. Les primes que cela entraîne ont atteint 103 824 000 F.

En 1977, le transport total par eau en Belgique s'est chiffré à 100 924 000 t et 5 761 millions de t/km. Ce tonnage a dépassé celui de 1976 (100 276 000 t), mais les t/km n'atteignaient plus le niveau de 1976 (6 072 millions de t/km). Cela signifie que le volume des marchandises transportées a augmenté, mais que les distances couvertes ont été moins importantes. Par rapport à 1976, le trafic total (en t) a accusé une croissance de 0,6 %, tandis que le volume total transporté, exprimé en t/km, a reculé de 9 %. La hausse du volume total n'a été enregistrée que pour les exportations, le trafic intérieur, les importations ainsi que les transits ayant diminué.

Le trafic de 1977 a été de 4 746 000 t transportées à l'intérieur du pays avec des points de chargement et de déchargement en Belgique (transport par O.R.N.I., transport pour compte propre et transport par bateaux citernes) et de 79 178 000 t de transports internationaux (importations, exportations et transit).

La diminution du nombre de navires est une preuve que le secteur a des problèmes : de 1965 à 1978, l'effectif des marins a reculé de 45,8 %, en raison notamment du manque d'avenir dans ce secteur, du manque de capital et du faible rendement.

2. — *Ports de mer.*

En 1978, 17 382 navires sont entrés au port d'*Antwerpen* avec 97,8 millions de N.R.T. Le trafic de marchandises a crû de 4,4 % par rapport à 1977, atteignant 72,1 millions de t. La croissance du transport maritime de marchandises a été perceptible tant dans les arrivages (environ 39 millions de tonnes ou +4 %) que dans les départs (environ 33,1 millions de tonnes ou +4,5 %).

Tant le trafic de marchandises en vrac (+2,4 %) que celui des marchandises de détail s'est accru (+7,9 %). La progression du transport de marchandises en vrac doit être attribuée aux minerais importés (± 11 millions de tonnes) et aux importations de blé (± 4 millions de tonnes). Comme prévu, le transport total de blé a dépassé les 7 millions, ce qui revient à une augmentation, par rapport à 1977, de 36,3 %. L'accroissement des exportations a été favorisé par la forte avance des exportations de marchandises de détail (± 19 millions ou 14 %). Le transport total de ces marchandises s'est chiffré à 27,4 millions de tonnes. Les secteurs accusant une progression en la matière sont : le transport de fer et d'acier +7,6 % (11,4 millions de tonnes soit le montant le plus élevé dans l'histoire du port d'Antwerpen, l'année 1974 non considérée) et le trafic Ro/Ro : +36,4 %.

En 1978, le trafic par container d'Antwerpen a atteint 5 738 000 t (+18 % par rapport à 1977).

En ce qui concerne les infrastructures et les superstructures, il convient de remarquer que plus de 75.000 m² de nouvel expace couvert de stockage ont été utilisés. Les travaux à la nouvelle darse ont été mis en adjudication et des contrats ont été conclus pour les dragages à la passe de liaison entre la cinquième darse et le dock d'Amérique, ainsi que pour la nouvelle darse. Enfin, il convient de mentionner l'achat, par la ville, de 12 nouvelles grues à forte puissance de levage.

Le trafic maritime de marchandises du port de *Zeebrugge* s'est élevé, en 1978, à 13 465 699 t, soit 555 204 t ou 4,3 % de plus qu'en 1977, dont 75 % d'importations et 25 % de chargements. En ce qui concerne les importations, c'est le pétrole (près de 4,6 millions de tonnes) qui est prépondérant, suivi des matériaux de construction et des marchandises transportées par bateaux transbordeurs et, en matière d'exportations, ce sont ces dernières qui demeurent les plus importantes.

Le trafic par container a accusé un nouveau et important progrès. Les importations sont passées, en effet, de 950 056 t en 1977 à 1 104 097 t (+16,2 %). Les exportations ont marqué une avance de près de 20 %, ou 172 255 t.

Les importations de pétrole brut au port de Zeebrugge ont reculé de 2,65 % par rapport à 1977. Les arrivages de charbon ont augmenté de près de 20,8 %, atteignant 5 666 t. Les importations de produits pétroliers ont connu une progression : 668 082 t, contre 543 174 t (+23 %).

Les exportations du port de Zeebrugge n'ont pas compris de pétrole brut ni de charbon; celles de cokes sont tombées de 25 240 t à 24 254 t. Seuls, les chargements de produits pétroliers ont accusé une légère augmentation : 237 574 t, contre 222 284 t (+6,9 %).

Les arrivages de marchandises de détail au port côtier sont pratiquement inexistants. En volume, ils (navigation maritime et fluviale) ont diminué de 41 430 t, atteignant à peine 11 681 t; leurs exportations ont reculé de près de 10 % : de 31 165 t en 1977 à 28 077 t en 1978.

En 1978, les entrées de navires dans le port de Zeebrugge ont concerné 8 700 unités, représentant un tonnage total de 2 272 240 N.R.T. (en moyenne 261 N.R.T.). Plus de la moitié (4 476) de cette flotte consiste en bateaux transbordeurs. Par rapport à 1977, le nombre de pétroliers de plus de 15 000 N.R.T. arrivés à Zeebrugge a diminué de 5 unités. Le tonnage total de ces pétroliers est tombé de 4 428 860 à 3 888 364 t (—20,9 %).

Le nombre de porte-containers entrés au port, en 1978, a augmenté de 82 unités. Les navires spécialisés représentaient au total 6 603 210 N.R.T., soit largement 58 % de plus qu'en 1977. Zeebrugge se spécialise de plus en plus dans les trafics par container et Ro/Ro.

Le trafic maritime au port de *Gent* s'est accru, en 1978, de près de 5,9 %. Selon les services portuaires, le trafic a porté sur 15 488 043 t, soit 861 065 t ou 5,88 % de plus qu'en 1977. Les données relatives à 1978 n'ont guère subi l'influence du trafic

supplémentaire que les implantations industrielles récentes, telles Ghent Grain Terminal et Honda, devront normalement entraîner dans l'avenir. Malgré leur progrès assez important, ces données demeurent inférieures de près de 2,3 % à celles de la pointe de 1974.

Le transport de produits pétroliers a diminué de près de 500 000 t, atteignant 1,1 million de t. Par contre, le transport de minerais, a progressé, en un an, de 1,6 million de t. Le recul de 170 000 t du transbordement de fer et acier est dû au manque de services de ligne suffisants pour cette cargaison spéciale.

Gent devient de plus en plus un port spécifique de blé. Les arrivages sont néanmoins tombés de 2 508 000 à 1 981 000 t. Cela est dû toutefois à l'évolution sur les marchés mondiaux de blé. Les récoltes extraordinaires en Europe ont entraîné une forte hausse des exportations du port de Gent; ce sont surtout les cargaisons provenant de la France qui ont contribué à cette augmentation : de 182 809 à 412 527 t. Les arrivages de dérivés, surtout de produits du manioc se sont également accrus : 726 826 t, contre 540 764 t en 1977.

Le trafic de marchandises de détail a progressé (de 321 152 t en 1977 à 375 131 t en 1978) malgré les difficultés de l'organisation du trafic, qui entravent ce genre de transport au port de Gent.

Comme les années précédentes, le tonnage moyen des navires entrés a progressé, passant de 4 105 à 4 452 N.R.T. En effet, en 1978, il y a eu 2 920 navires avec un tonnage total de 13 002 358 N.R.T.

Gent continuera ses efforts en vue d'une utilisation optimale de l'infrastructure disponible, à savoir des écluses de mer à Terneuzen. En 1978, le « Nederlandse Rijkswaterstaat » a autorisé l'utilisation de l'écluse par des navires d'une longueur de 5 mètres de plus et d'une largeur de 1 mètre de plus et dans les mois à venir les dimensions actuelles des navires autorisés (255 m × 34 m) seront évaluées au moyen des mesurages de navigation. Dans le cas où le résultat s'avère positif, les dimensions autorisées pourront à nouveau être adaptées.

3. — *Marine marchande belge.*

La marine marchande belge a un caractère essentiellement international. Tant le marché, que la concurrence et le terrain d'opération sont internationaux. En outre, bien souvent le capital des entreprises maritimes est, lui aussi, d'origine internationale. La composition de la flotte marchande nationale a subi, dès lors, une évolution similaire à celle de la flotte marchande mondiale : le nombre de navires ne se modifie guère, mais le tonnage s'accroît légèrement.

C'est ainsi qu'au 1er janvier 1979 notre flotte marchande belge se composait de 90 navires d'un tonnage brut de 1 613 252 t, soit moins de 10 navires et 50 602 t qu'à la même période de l'année précédente. Les navires en construction ou en commande couvrent un tonnage total de 762 909 t.

Par rapport à 1977, l'effectif du personnel dans la flotte marchande nationale a reculé de 12 % en 1978. Au 1er janvier 1979, le « pool » des marins était de 2 956, dont 2 532 belges et 424 étrangers.

Cependant, l'avenir du marché des cargaisons n'est nullement favorable : selon l'O.C.D.E., la crise actuelle des flottes marchandes, due sans aucun doute à l'évolution économique générale, entraînera indubitablement la disparition, en 1979 et 1980, de plusieurs armateurs du secteur. Les types de navires les plus affectés sont les navires de « multipurpose » et les bateaux citernes pour le gaz.

§ 4. — TRAFIC AERIEN

Le bureau spécialisé chargé de l'étude visant à déterminer les travaux à exécuter dans les années à venir, afin de réaliser une infrastructure optimale des ports aériens en Belgique, est arrivé à la conclusion que, compte tenu des travaux en cours, la capacité des aéroports belges est largement suffisante pour satisfaire aux besoins jusqu'en 1990, et moyennant quelques améliorations même jusqu'en 2000 (la Belgique atteindrait en 1990 un trafic aérien total de 10,4 millions de passagers et de 300 000 t de frêt).

La Sabena dispose, à l'heure actuelle, d'une flotte de 2 Boeings 747/291; 3 Douglas DC 10; 5 Boeings 707/329; 15 Boeings 737/229 et 229 C et 18 avions d'écolage.

Malgré l'augmentation des tonnes/kilomètre offertes et des tonnes/kilomètre transportées par rapport à 1977, le taux d'occupation est demeuré inchangé en 1978 (60,4).

Le nombre de voyageurs transportés (2 027 100) a progressé, par rapport à l'année précédente de près de 10 000 unités. Le transport de marchandises et le trafic postal ont accusé un accroissement de 19,8 % et 1,2 % respectivement.

Il convient de remarquer enfin, que l'I.A.T.A. (International Air Transport Association), a décidé, sous la pression des Etats-Unis, de libérer les tarifs au début de juillet 1978. A partir de 1981, les sociétés peuvent utiliser les routes qu'elles désirent, et après 1983 elles peuvent déterminer leurs tarifs sous l'approbation du C.A.B. (« Civil Aeronautic Board), qui sera probablement supprimé en 1985. Pendant la période transitoire, les sociétés aériennes peuvent, d'une manière autonome, augmenter ou réduire leurs tarifs de maximum 5 % et 50 % respectivement.

*
* *

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1971 (a)	22 213	19 973	13 106	11 126	66 418	7 328
1972	23 258	21 335	13 638	11 102	69 333	7 490
1973	23 263	24 433	15 350	12 478	75 524	8 183
1974	23 221	26 460	16 371	16 040	82 092	9 146
1975	16 629	18 333	12 044	12 195	59 201	6 757
1976	17 064	19 268	12 241	11 441	60 014	6 648
1977	16 861	16 859	12 036	12 576	58 332	6 485
1978	17 607	18 559	13 019	14 002	63 187	7 119

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A partir du 1er janvier 1971, le trafic des produits pétroliers au départ des raffineries belges, antérieurement considéré comme de l'importation maritime, est repris dans le trafic au départ de gares belges, et ceci influence de manière sensible les chiffres des courants de trafic.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Produits agricoles et alimentaires	286	323	342	236	263	306	327
Combustibles solides	1 344	1 442	1 730	1 255	1 230	1 205	1 280
Minerais	2 050	2 386	2 700	1 923	1 868	1 522	1 786
Produits métallurgiques	2 015	2 134	2 380	1 718	1 653	1 582	1 761
Matériaux de construction et produits de carrières	593	582	593	454	446	401	425
Produits textiles	38	30	36	28	33	22	17
Produits chimiques	630	662	716	565	595	570	600
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	305	385	398	389	370	476	456
Divers	229	239	251	189	190	401	467
Total ...	7 490	8 183	9 146	6 757	6 648	6 485	7 119

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1971	245	8 425	3 097	3 821	1 507
1972	240	8 168	2 966	3 675	1 527
1973	237	8 093	2 951	3 490	1 652
1974	237	8 279	3 104	3 479	1 696
1975	232	8 258	3 190	3 436	1 632
1976	227	8 190	3 234	3 333	1 623
1977 (b)	200	7 667	3 118	3 065	1 484
1978	171	7 136	3 058	2 761	1 317

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.
(b) Prise en charge de la circulation des autobus par la S.N.C.F.V. au 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

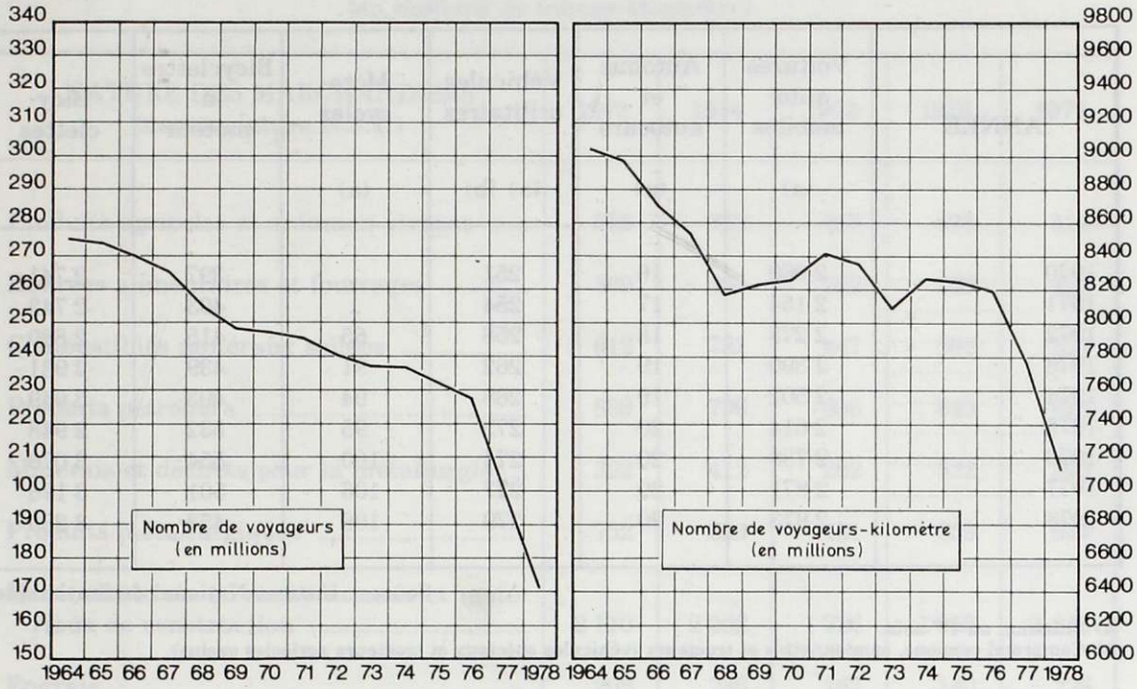
ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1971	251 078	31 029	225	219 824
1972	240 601	27 190	236	205 057
1973	241 102	25 892	272	214 938
1974	238 317	22 857	253	215 205
1975	240 114	22 767	301	246 114
1976	234 836	21 769	327	212 740
1977	267 272	20 260	305	246 707 (a)
1978	312 219	17 506	301	294 412

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

(a) Y compris les services A.B., repris à la S.N.C.B. à partir du 1er juillet 1977.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

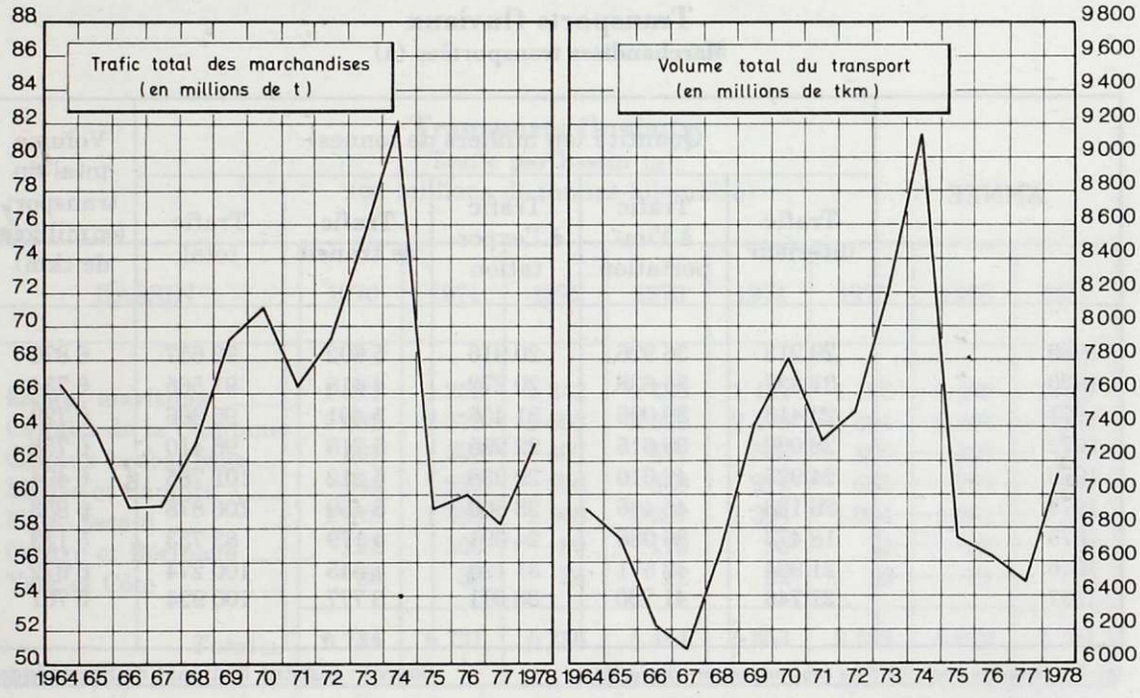
Trafic des voyageurs



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets



Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Parc de véhicules routiers
(en milliers d'unités)

ANNEE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Véhicules utilitaires (a) (b)	Motocycles (a)	Bicyclettes à moteur	Bicyclettes
1970	2 060	16	251	..	397	2 741
1971	2 154	17	254	..	403	2 743
1972	2 273	18	258	65	415	2 880
1973	2 390	19	262	91	439	2 931
1974	2 502	19	268	94	493	3 049
1975	2 614	20	272	95	532	2 948
1976	2 738	20	274	100	554	3 076
1977	2 871	20	277	106	501	3 176
1978	2 973	20	279	106	453	3 235

Source : Institut National de Statistique.

(a) Situation au 1er août.
(b) Comprend camions, camionnettes et tracteurs (véhicules spéciaux et tracteurs agricoles exclus).

Transports fluviaux
Marchandises transportées (a)

ANNEE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870
1970	31 237	35 638	20 272	4 418	91 565	6 734
1971	29 413	39 096	21 456	5 401	95 366	6 729
1972	28 092	39 615	22 995	5 713	96 410	6 758
1973	24 925	42 610	29 038	5 212	101 785	6 494
1974	26 133	46 486	28 800	5 459	106 878	6 853
1975	18 477	36 986	24 091	4 179	83 733	5 123
1976	21 934	42 571	31 124	4 645	100 274	6 072
1977	21 746	41 730	33 671	3 777	100 924	5 761

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1973	1974	1975	1976	1977
Produits agricoles et animaux vivants	765	752	617	675	525
Denrées alimentaires et fourrages	309	350	292	389	406
Combustibles minéraux solides	612	731	447	562	513
Produits pétroliers	889	796	696	849	825
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	322	412	282	322	320
Produits métallurgiques	752	820	481	659	644
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 110	2 202	1 726	1 955	1 846
Engrais	208	238	167	140	226
Produits chimiques	474	504	378	477	394
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	53	48	35	45	61
Total ...	**6 494**	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**

(a) Les données pour **1978** ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin (a)
(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Escaut maritime	1 271	1 252	1 242	1 435	1 461	1 186	1 480	1 517
Canaux de la Campine	2 632	2 570	2 603	2 269	2 470	1 804	2 107	1 980
Canaux brabançons	561	503	467	477	528	405	424	401
Meuse et Sambre	844	923	956	885	912	635	757	643
Haut-Escaut	1 279	1 355	1 368	1 297	1 364	1 004	1 201	1 116
Centre et Borinage	121	103	99	110	96	73	83	77
Yser et Côte	26	23	24	22	22	16	21	27
Total ...	**6 734**	**6 731**	**6 758**	**6 494**	**6 853**	**5 123**	**6 072**	**5 761**

(a) Les données pour **1978** ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Composition de la flotte fluviale belge

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Barges de poussage		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1969	4 660	2 142 052	499	393 540	22	25 782	5 181	2 561 374
1970	4 442	2 060 187	438	357 604	31	38 653	4 911	2 456 444
1971	4 310	2 026 050	408	318 237	37	48 280	4 755	2 392 567
1972	4 545	2 166 778	349	260 913	45	58 146	4 939	2 485 837
1973	4 460	2 167 697	331	247 883	52	66 591	4 843	2 482 171
1974	4 278	2 149 380	278	209 068	59	85 901	4 615	2 444 349
1975	3 929	2 065 251	206	177 497	51	78 619	4 186	2 321 367
1976	3 548	1 814 435	206	177 497	51	78 619	3 805	2 070 551
1977	3 025	1 609 605	138	107 588	59	100 946	3 292	1 818 139
1978	2 994	1 594 808	136	106 026	59	100 946	3 189	1 801 780

Sources : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Allèges de mer	Total
Nombre de navires	1973	9	86	3	98
	1974	8	80	1	89
	1975	8	82	3	93
	1976	5	89	6	100
	1977	2	89	8	99
	1978	2	80	8	90
Tonnage brut belge	1973	161 480	930 191	19 662	1 111 333
	1974	136 033	954 425	1 526	1 091 984
	1975	136 033	1 114 505	7 753	1 258 291
	1976	82 376	1 274 275	17 353	1 374 004
	1977	37 412	1 372 991	26 939	1 437 342
	1978	90 025	1 496 288	26 939	1 613 252

Sources : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat.

Situation de la marine marchande belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1978		1er janvier 1979	
	Nombre	Tonnage brut	Nombre	Tonnage brut
Vraquiers et navires porte-conteneurs	18	587 741	19	645 539
Cargos	27	247 762	19	183 929
Navires polyvalents	4	50 860	3	38 145
Paquebots et cargos	1	13 303	1	13 303
Navires-citernes transporteurs d'hydrocarbures autres que du pétrole brut	—	—	4	73 216
Pétroliers	13	370 534	7	274 449
Bateaux citernes pour produits résiduaires	1	1 178	1	1 178
Navires de combinaison	2	45 046	2	45 046
Containers	2	57 565	3	110 009
Navires frigorifiques	5	26 886	3	16 727
Minéraliers	2	70 929	1	38 765
Allèges de mer	8	26 939	9	29 355
Paquebots	5	17 880	2	7 745
Car-ferries	7	31 602	8	37 714
Bateaux citernes pour le gaz	2	1 627	3	80 138
Plateformes de forage	1	10 372	1	10 372
Bateaux d'approvisionnement « off-shore »	2	2 426	2	2 426
Navires rouliers	—	—	2	5 196
Total ...	**100**	**1 562 650**	**90**	**1 613 252**

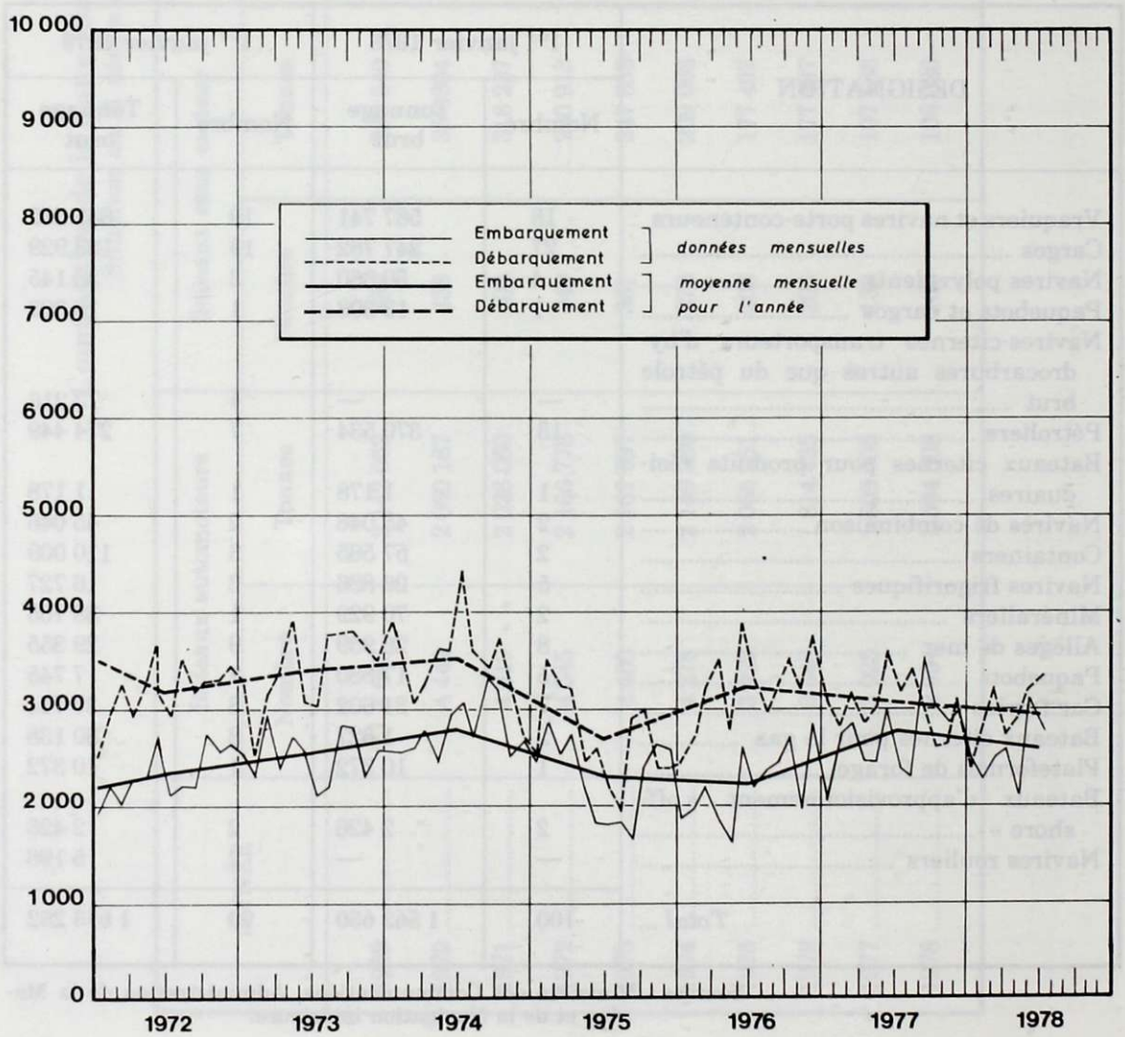
Sources : Ministère des Communications, Administration de la Marine et de la Navigation intérieure.

Port d'Anvers
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Embarquer (1000 T.N.B.)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.N.B.)	Importations	Exportations	Total
1971	18 654	64 804	48 337	24 914	73 251
1972	18 631	64 388	39 054	28 161	67 215
1973	18 708	63 660	41 303	30 234	71 537
1974	18 755	63 861	42 550	33 307	75 857
1975	17 376	60 986	32 747	27 734	60 481
1976	17 711	66 344	39 113	26 933	66 046
1977	17 703	68 265	37 440	31 611	69 051
1978	17 382	71 337	39 000	33 100	72 100

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers
(en milliers de tonnes)



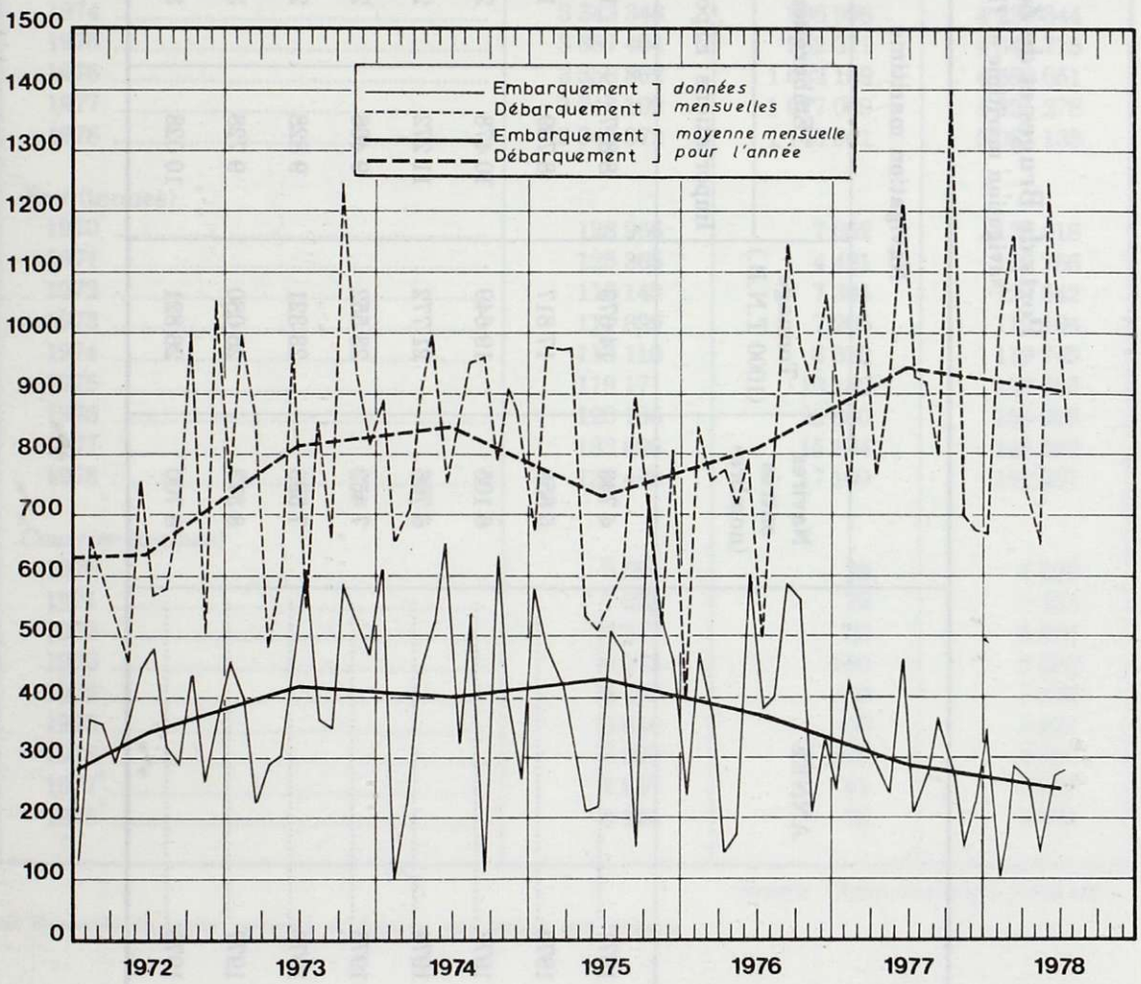
Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand
Navigation maritime

ANNEE	Navires entrés		Embarquer (1000 T.N.B.)		
	Nombre	Tonnage (1000 T.N.B.)	Importations	Exportations	Total
1971	3 813	6 862	7 875	3 872	11 747
1972	4 093	8 261	9 129	4 614	13 743
1973	3 789	8 114	9 715	4 980	14 695
1974	4 093	9 175	10 286	5 564	15 850
1975	3 398	7 881	8 875	4 656	13 531
1976	3 259	9 274	11 156	4 180	15 336
1977	2 927	8 847	11 108	3 520	14 628
1978	2 920	9 667	12 308	3 179	15 487

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand
(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge
Navigation maritime et fluviale

ANNÉE	Navigation maritime					Navigation fluviale		Total général (1000 T.N.B.)
	Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.N.B.)	Embarquer (1000 T.N.B.)			Navires entrés (nombre)	Tonnage (1000 T.N.B.)	
			Importations	Exportations	Total			
1971	4 746	14 673	8 817	1 285	10 102	1 546	493	10 595
1972	5 658	17 817	8 769	1 767	10 536	1 497	471	11 007
1973	6 105	19 649	10 478	2 217	12 695	1 626	544	13 239
1974	6 796	21 772	11 272	2 772	14 044	1 748	592	14 636
1975	7 452	23 552	9 466	2 639	12 105	1 244	415	12 520
1976	7 593	23 321	9 828	2 700	12 528	1 835	623	13 151
1977	8 373	25 080	9 728	3 183	12 911	1 531	502	13 413
1978	8 700	26 821	10 028	3 438	13 466	1 481	551	14 017

Source : « Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtingen »

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Vols (unités)			
1970	78 839	7 529	86 368
1971	83 235	7 778	91 013
1972	82 480	8 845	91 325
1973	81 935	13 498	95 433
1974	74 163	13 911	88 074
1975	71 281	14 821	86 102
1976	75 231	15 476	90 707
1977	77 587	15 577	93 164
1978	81 398	14 393	95 791
Passagers (unités)			
1970	2 949 704	343 937	3 293 641
1971	3 104 965	385 734	3 490 699
1972	3 245 524	502 385	3 747 909
1973	3 394 030	836 695	4 232 625
1974	3 343 348	895 996	4 239 344
1975	3 387 404	962 311	4 349 715
1976	3 556 862	1 032 189	4 589 051
1977	3 748 109	1 077 069	4 825 278
1978	3 947 072	1 140 061	5 087 133
Fret (tonnes)			
1970	128 966	7 052	136 018
1971	125 365	4 421	129 786
1972	116 148	7 394	123 542
1973	111 899	7 205	119 104
1974	113 110	6 639	119 749
1975	119 171	10 182	129 353
1976	128 106	22 880	150 986
1977	133 696	15 194	148 890
1978	135 438	17 169	152 607
Courrier (tonnes)			
1970	6 594	26	6 620
1971	7 335	78	7 413
1972	6 572	62	6 634
1973	6 173	130	6 303
1974	5 459	50	5 509
1975	5 818	60	5 878
1976	6 679	218	6 897
1977	7 657	41	7 698
1978	8 284	78	8 362

Source : Régie des Voies Aériennes.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1969	682 148,9	1 375,0	2 448 762,0	176 777,6	7 797,0	406 632,1	59,6
1970	742 261,5	1 470,6	2 759 084,1	186 956,0	8 130,5	447 280,6	60,3
1971	898 462,5	1 510,8	3 201 132,5	208 412,5	8 838,0	512 978,3	57,1
1972	907 651,8	1 484,8	3 276 713,7	234 350,1	8 616,7	540 093,3	59,5
1973	946 589,6	1 649,9	4 211 882,3	240 270,8	8 972,2	635 486,7	67,1
1974	1 137 619,8	1 693,4	4 535 822,0	287 073,7	8 589,9	711 832,9	62,6
1975	1 197 424,5	1 680,6	4 581 058,5	286 764,4	7 953,1	719 162,4	60,1
1976	1 280 271,1	1 764,0	4 453 289,5	366 673,4	9 130,7	784 257,0	61,3
1977	1 306 366,8	1 954,7	4 495 721,5	371 389,2	8 551,4	789 656,5	60,4
1978	1 310 537,1	2 027,1	4 500 060,2	375 814,5	10 248,9	791 071,3	60,4

Source : SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Les données de la comptabilité nationale, disponibles jusqu'à 1977, montrent que la valeur ajoutée du commerce de gros et de détail, hormis la distribution de produits pétroliers, aurait régressé de 2,5 % en 1975 et augmenté de respectivement 5,8 % et 0,7 % en 1976 et 1977; le dernier taux indique donc une activité plus limitée de ce secteur en 1977, année de relative stagnation conjoncturelle. Dans l'optique de la répartition du produit national entre les facteurs de production, on remarque que les revenus des artisans et commerçants (indépendants) ont augmenté de 8,9 % en 1975, 8,9 % en 1976 et 10,9 % en 1977. Sur base de sources bancaires, les revenus des sociétés de distribution se sont considérablement accrus en 1976, année pendant laquelle la consommation privée a accusé une croissance importante. En 1977, leurs bénéfices nets ont encore augmenté par rapport à ce niveau élevé; en 1978, sur base des résultats déjà connus de quelques sociétés, ce mouvement de hausse modérée se serait poursuivi.

La population active salariée du secteur du commerce (gros et détail, récupération et intermédiaires commerciaux), relevée par l'O.N.S.S. au 31 mars, atteignait 333 675 unités en 1978, en légère baisse par rapport aux 336 074 unités relevées en 1977. Les indépendants travaillant dans le secteur ainsi défini atteignaient, d'après l'I.N.A.S.T.I. 140 421 personnes en 1977; leur nombre n'est pas encore connu pour 1978. Dans le secteur Horeca, on dénombrait, en 1977, 26 578 indépendants et 44 693 salariés. Au 31 mars 1978, cette dernière catégorie atteignait 46 926 unités. Toujours d'après l'O.N.S.S. enfin, la population salariée du secteur réparation atteignait 39 592 unités au 31 mars 1978 contre 38 481 à la même date de l'année précédente et 36 719 en 1976.

La Commission spéciale de la Distribution du Conseil central de l'Economie a effectué récemment une étude sur l'évolution structurelle de l'emploi dans le secteur de la distribution. De cette étude, il ressort que le nombre de personnes occupées dans la distribution proprement dite (commerce de gros et de détail uniquement) s'élevait à 405 120 unités en 1970 pour atteindre 440 667 unités en 1976, c'est-à-dire une hausse de 8,8 %. La part de l'emploi de la distribution dans l'emploi total est passée de 11,1 % en 1970 à 11,9 % en 1976, soit une légère hausse.

Toujours durant la même période, le nombre de travailleurs indépendants de la distribution est passé de 131 189 à 115 073, soit une régression de 12,3 %. Ce recul a été extrêmement marqué au début des années 1970, en raison de l'instauration de la T.V.A., pour ralentir fortement par la suite : en effet, de 1973 à 1976, la diminution n'a été que de 0,3 %.

Le nombre de travailleurs salariés de la distribution était de 273.931 en 1970, et atteignait 325.594 en 1976, soit un accroissement de 18,9 %. Cet accroissement s'est également produit en majeure partie au début des années 1970, puisque de 1973 à 1976, la hausse du nombre de travailleurs salariés de la distribution n'a été que de 1,4 %. De 1970 à 1976, la part relative des travailleurs salariés dans l'emploi total fourni par la distribution a augmenté assez considérablement, en passant de 67,6 % à 73,9 %.

Aussi bien pour l'ensemble du commerce que pour la distribution proprement dite, l'emploi féminin augmente plus vite que l'emploi total. Toutefois, cette tendance résulte de deux mouvements contradictoires selon que l'on considère les travailleurs salariés et les indépendants. Chez ces derniers, la diminution de 0,3 % de l'emploi dans la distribution durant ces quatre années est causée par une baisse de 4 % de l'emploi féminin alors que l'emploi masculin augmente encore de 1,9 %. Par contre, chez les travailleurs salariés de la distribution, la hausse globale de l'emploi de 1,4 % de 1973 à 1976 est soutenue par un accroissement de 2,8 % de l'emploi féminin, contre une augmentation de 0,3 % seulement de l'emploi masculin. Pour l'ensemble du commerce, ces évolutions tendent à s'équilibrer. On notera en passant l'accroissement important du nombre de travailleurs salariés dans le secteur de la récupération (+16,0 %), la diminution du nombre d'indépendants exerçant la fonction de marchands ambulants (—13,8 %), qui sont cependant encore 8 397 en 1976, soit 5,6 % de l'ensemble des indépendants. On remarque enfin l'accroissement assez important (+9 %) du nombre total des intermédiaires commerciaux, salariés et indépendants, qui s'élève à 28 532 en 1976, soit 5,9 % des travailleurs employés dans le commerce.

Enfin, la part relative des travailleurs occupés dans les « grandes entreprises » de distribution par rapport à l'ensemble des travailleurs de la distribution a diminué légèrement et est passée de 35,1 % en 1973 à 33,5 % en 1976. Par contre, la part relative des travailleurs salariés occupés dans les P.M.E. de distribution augmente, tandis que celle des indépendants reste quasiment constante.

Les différents secteurs de la distribution n'ont pas tous réalisé les mêmes performances ces deux dernières années. L'indice général du chiffre d'affaires du commerce de détail, relevé par l'I.N.S., a progressé de 6,5 % en valeur et 1 % en quantités en 1977, et de 4,3 % en valeur et 1,8 % en quantités en 1978, la hausse des prix ayant été plus limitée cette dernière année. Les deux tableaux que l'on trouvera plus loin montrent d'une part, l'évolution mensuelle du chiffre d'affaires global réalisé par chaque secteur de la distribution et, d'autre part, l'évolution annuelle estimée des quantités vendues par ces différents secteurs, désagrégée par type de biens.

Les ventes du petit commerce de détail stagnent en 1978, après le léger recul de 1977. Cependant, l'évolution par rubrique n'a pas été identique. Si les ventes en « autres articles » continuent à atteindre des résultats honorables, on assiste par contre à une décroissance des ventes en biens durables alors qu'elles avaient influencé positivement le résultat global les années précédentes. Les ventes de produits alimentaires, qui avaient nettement régressé en 1977 dans ce secteur (1),

(1) Le chiffre repris dans le tableau (—15,4 %) est à relativiser étant donné les difficultés de la statistique liée au petit commerce de détail. Il n'en reste pas moins que, même sur base d'autres sources, c'est à une régression nette du volume des ventes alimentaires que l'on a assisté dans le petit commerce de détail en 1977. Leur part de marchée serait passée de 59,3 % en 1976 à 53,5 % en 1977.

compensent un peu ce déficit en progressant légèrement en 1978. La décroissance des ventes d'articles textiles et d'habillement s'aggrave cette année là.

Les entreprises à succursales multiples continuent d'être le secteur le plus performant de la distribution, avec une croissance des quantités vendues estimée à 7,4 % en 1978 contre 7,8 % en 1977. Surtout installées dans l'alimentation, elles y accroissent leur pénétration. Et si l'on a assisté, en 1978, à un mouvement de nette croissance des ventes de produits alimentaires, contrairement aux autres biens, c'est essentiellement vers ces entreprises que le consommateur s'est tourné pour satisfaire cette demande additionnelle. Par contre, ces établissements ont vu se dégrader leurs ventes en textiles et autres articles, ce qui est sans doute plus le reflet de l'évolution globale de la demande que d'une évolution structurelle propre. Les grands magasins maintiennent toujours leur présence et leur forte croissance dans les ventes d'autres articles; ils réalisent aussi, contrairement à toutes les autres formes de distribution, un résultat légèrement en hausse dans les ventes en articles textiles et d'habillement. Leurs résultats en biens durables régressent nettement en 1978, ainsi que ceux en alimentation, mais ceci est aussi le reflet de restructurations internes, les ventes de ce type de biens étant de plus en plus confiées, à l'intérieur des mêmes sociétés, à d'autres canaux de distribution caractérisés par le libre-service et la localisation hors des centres des villes.

Les résultats des coopératives de consommation ont encore nettement diminué en 1978, surtout dans les rubriques du textile et des biens durables. Le faible poids de ces types d'articles dans le total des ventes limitent l'impact de leur recul sur le volume global des quantités vendues, qui n'accentue pas sa régression en 1978, notamment grâce au léger redressement des ventes en d'autres articles, tandis que les ventes de produits alimentaires continuent à se dégrader, mais dans une moindre mesure qu'auparavant. Pour mémoire, on rappellera l'important processus de restructuration actuellement en cours au sein des coopératives.

L'évolution structurelle du commerce de détail est aussi intéressante à suivre. En nombre d'établissements, la tendance vers la concentration des entreprises, qui était très nettement apparue entre les deux recensements de 1961 et 1970, s'est poursuivie, mais avec un ralentissement très visible ces dernières années. Il est cependant utile d'examiner cette évolution en distinguant trois secteurs qui connaissent une évolution quelque peu différente, en raison de la nature des produits vendus.

La branche de l'alimentation générale, boissons et tabacs regroupe très généralement la vente en masse des biens de consommation courante et bénéficie le plus de l'application des techniques de la vente visuelle et du libre-service. Le mouvement de concentration y est le plus apparent. Le nombre d'entreprises est en régression constante, la tendance vers une taille plus élevée se poursuit et le nombre d'entreprises occupant du personnel salarié progresse, ce qui peut montrer une certaine dépendance des points de vente : succursalistes, affiliés, etc...

Dans la branche du textile, des vêtements et de la chaussure, la régression constatée entre les deux recensements s'est stabilisée, voire même inversée ces dernières années, ce qui laisse supposer que dans ce secteur existe une recrudescence

d'ouvertures de points de vente qui prend le dessus sur le phénomène de concentration constaté dans la décennie précédente. Bien sûr, le secteur tel qu'il est délimité, comporte des magasins de type totalement différent, ce qui rend l'appréciation fine fort difficile. Au surplus, les mauvaises évolutions, ces deux dernières années, des ventes textiles peuvent freiner cette tendance.

Dans les branches du meuble, de l'équipement ménager, des articles de luxe, autos, motos, etc..., la tendance constatée entre les deux recensements, à savoir une augmentation numérique des entreprises de ce secteur de consommation, s'est poursuivie ces dernières années.

En technique et méthode de vente, le recours au libre service qui a longtemps caractérisé l'évolution du commerce de détail, continue de marquer ce secteur, et notamment dans l'offre en vente des biens primaires, la mieux adaptée à la vente visuelle. Il s'agit de biens banalisés qui ne nécessitent guère l'intervention du vendeur. Si les derniers relevés du libre service laissent apparaître une légère régression en nombre, ce fait est dû essentiellement à l'abandon de plusieurs points de vente de plus petite surface. Il semble toutefois que l'évolution porte sur une amélioration qualitative.

Ces dernières années, le libre service a étendu son application dans les biens « secondaires » et « tertiaires ». C'est ainsi que des unités spécialisées en textile, articles de bricolage et de jardinage, librairies, meubles et équipement du foyer, ont vu le jour et semblent vouloir se développer. La majorité des entreprises reste néanmoins fidèle aux techniques traditionnelles de vente.

L'évolution de l'appareil commercial sur le plan des entreprises et sociétés commerciales s'est poursuivie dans le sens d'une plus grande concentration. Le secteur des biens de consommation courante subit essentiellement l'emprise du « grand » commerce (commerce intégré, maisons à succursales, indépendants affiliés, chaînes, etc...). Dans les autres secteurs, cette emprise est beaucoup moins nette, la place des commerçants indépendants y restant très importante.

Le tableau sur l'évolution des parts de marchés des différentes formes de distribution nous montre cependant que celles-ci tendent à se clicher. On remarquera néanmoins la diminution importante de la part du commerce de détail indépendant non associé au sein du total des ventes de produits alimentaires en 1977 tandis qu'augmentent celles des succursalistes et des indépendants associés. Comme on l'a déjà écrit ici l'an passé, la concentration dans le commerce de détail reste apparemment limitée en Belgique. Mais elle se manifeste à d'autres stades du processus, ou d'autres façons, comme au niveau du commerce de gros par exemple, ou par l'extension de systèmes tels celui de la franchise.

*
* *

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1976 :																	
Anvers	2 677	57	433	9	2 189	57	791	35	205	11	274	13	2 332	73	8 901	255	9 156
Brabant	3 319	294	687	81	2 952	162	1 466	140	243	23	386	10	2 007	148	11 060	858	11 918
Hainaut	971	75	86	11	2 132	278	530	106	154	39	86	13	959	248	4 918	770	5 688
Liège	524	53	100	22	1 521	147	355	64	139	29	136	6	738	149	3 513	470	3 983
Limbourg	422	18	41	—	1 079	86	177	12	115	5	205	15	1 093	55	3 132	191	3 323
Luxembourg	23	—	5	—	273	5	37	2	18	—	18	—	109	1	483	8	491
Namur	55	4	19	—	576	20	66	5	34	2	28	7	212	12	990	50	1 040
Fl. Orientale	3 223	19	442	7	2 366	15	1 016	11	330	9	562	8	2 672	40	10 611	109	10 720
Fl. Occidentale	931	4	195	—	1 870	8	362	5	183	—	329	3	1 477	5	5 347	25	5 372
Pays étrangers	3	59	3	6	14	144	1	17	2	3	2	10	26	77	48	316	364
Le Royaume ...	**12 148**	**583**	**2 008**	**136**	**14 972**	**922**	**4 801**	**397**	**1 423**	**121**	**2 026**	**85**	**11 625**	**808**	**49 003**	**3 052**	**52 055**
1er janvier 1972 : *Le Royaume* ...	**11 257**	**393**	**1 408**	**90**	**9 880**	**394**	**3 551**	**302**	**1 122**	**81**	**1 972**	**83**	**9 757**	**609**	**38 947**	**1 952**	**40 899**
1er janvier 1974 : *Le Royaume* ...	**10 886**	**718**	**2 094**	**118**	**27 074**	**1400**	**4 840**	**437**	**1 331**	**134**	**2 001**	**95**	**11 358**	**842**	**59 584**	**3 744**	**63 328**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans. Les données au 1er janvier 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique (a)

DESIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Comm. de détail:									
1970	129	164 622	733	304 433	862	469 055	73 119	238	93 418
1971	117	90 300	719	320 757	836	411 057	860 906	227	545 864
1972	112	64 333	716	281 671	828	346 004	136 431	226	67 320
1973	116	81 530	798	308 002	974	389 532	202 101	216	77 076
1974	163	221 044	950	382 580	1 113	603 624	538 394	216	1 735 108
1975	177	168 275	1 017	406 845	1 194	575 120	564 949	233	193 582
Commerce de gros et comm. extérieur:									
1970	352	787 463	370	338 510	722	1 125 973	3 159 376	426	806 645
1971	297	470 108	367	221 118	664	691 226	1 664 859	347	885 986
1972	333	622 268	563	329 458	896	951 726	855 418	326	457 195
1973	338	782 051	542	310 108	880	1 092 159	857 176	294	524 445
1974	460	1 361 934	567	330 156	1 027	1 692 090	2 276 435	360	802 867
1975	465	1 218 989	708	348 006	1 173	1 566 995	7 307 294	336	679 950

(a) Les données pour 1976, 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1975	1976			1977			1978 (b)		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	22 093	17 902	5 695	23 597	8 491	2 965	11 456	8 060	3 012	11 072
Anvers	—	—	—	—	7 289	2 622	9 911	7 687	2 467	10 154
Mons	—	—	—	—	4 617	832	5 449	4 696	837	5 533
Liège	9 185	8 284	1 590	9 874	6 138	1 226	7 364	6 287	1 256	7 543
Gand	9 896	8 023	2 070	10 093	7 916	2 172	10 088	7 878	2 102	9 980
Total ...	**41 174**	**34 209**	**9 355**	**43 564**	**34 451**	**9 817**	**44 268**	**34 608**	**9 674**	**44 282**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :										
Cour d'Appel de :										
Bruxelles	16 654	14 681	1 073	15 754	6 322	625	6 947	6 523	703	7 226
Anvers	—	—	—	—	7 107	505	7 612	6 663	489	7 152
Mons	—	—	—	—	3 960	130	4 090	4 042	149	4 191
Liège	7 690	7 431	301	7 732	4 972	211	5 183	4 973	189	5 162
Gand	9 297	8 474	399	8 873	7 998	378	8 376	7 404	376	7 780
Total ...	**33 641**	**30 586**	**1 773**	**32 359**	**30 359**	**1 849**	**32 208**	**29 605**	**1 906**	**31 511**
Différence	**+7 533**	**+3 623**	**+7 582**	**+11 205**	**+4 092**	**+7 968**	**+12 060**	**5 003**	**+7 768**	**+12 771**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.
(b) La ventilation en 5 Cours d'Appel débute en 1978.

Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires (a)

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (b)				Demandes de concordats judiciaires			
	1973 (c)	1974 (c)	1975 (c, d)	1976 (c)	1973 (c)	1974 (c)	1975 (c, d)	1976 (c)
Cour d'Appel de :								
Anvers	..	..	528	530	..	..	27	28
Bruxelles	1 161	1 212	824	879	100	132	56	79
Mons	..	..	205	250	..	..	59	59
Gand	278	284	327	410	21	31	51	37
Liège	371	387	352	372	41	47	47	48
Le Royaume ...	**1 810**	**1 883**	**2 236**	**2 441**	**162**	**210**	**240**	**251**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Faillites déclarées pendant l'année, y compris les faillites rouvertes.
(c) Données provisoires.
(d) A partir de 1975, nouvelles Cours d'Appel : Anvers et Mons.

Evolution des magasins en libre service au 1er janvier

DÉSIGNATION	1975		1976		1977		1978	
	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total	Nombre	En % du total
	Répartition par forme de distribution							
Indépendants	2 915	72	2 733	71	2 802	68	2 745	66
Coopératives de consommation	403	10	352	9	499	12	602	14
Grands magasins et maisons à succursales	725	18	754	20	841	20	835	20
Total ...	**4 043**	**100**	**3 839**	**100**	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**
	Répartition selon la surface de vente (m^2)							
1 - 99	1 308	32	1 191	31	1 308	32	1 379	33
100 - 199	1 113	27	1 022	27	1 030	25	1 010	24
200 - 399	716	18	704	18	731	18	713	17
400 et plus sans viande fraîche	127	3	138	4	165	4	174	4
400 - 799	387	10	380	10	438	10	430	10
800 - 999	84	2	84	2	105	2	105	3
1 000 - 2 499	238	6	248	6	289	7	295	7
2 500 et plus	70	2	72	2	76	2	76	2
Total ...	**4 043**	**100**	**3 939**	**100**	**4 142**	**100**	**4 182**	**100**

Source : Comité Belge de la Distribution.

Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

(arrêté à fin décembre 1978)

RÉGIONS		Super-marchés	Hyper-marchés	Shopping centers	Com-plexes commer-ciaux	Implan-tations auto-nomes	Autres	Total
		Demandes acceptées						
Flandre	(a)	25	6	—	18	47	—	96
	(b)	32 143	10 962	—	84 223	82 434	—	209 762
Wallonie	(a)	25	4	—	9	14	3	55
	(b)	25 487	19 598	—	23 770	26 472	6 370	101 697
Bruxelles	(a)	2	—	1	4	—	1	8
	(b)	2 711	—	25 000	18 870	—	5 400	51 981
Total	(a)	52	10	1	31	61	4	159
	(b)	60 341	30 560	25 000	126 863	108 906	11 770	363 440
		Demandes refusées						
Flandre	(a)	14	9	2	7	11	1	44
	(b)	21 250	35 919	39 990	45 983	43 556	2 683	189 381
Wallonie	(a)	6	5	2	9	5	—	27
	(b)	7 161	39 170	25 708	38 590	45 478	—	156 107
Bruxelles	(a)	—	—	1	4	—	1	6
	(b)	—	—	31 000	75 129	—	4 000	110 129
Total	(a)	20	14	5	20	16	2	77
	(b)	28 411	75 089	96 698	159 702	89 034	6 683	455 617

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nombre de dossiers terminés.
(b) Surface nette de vente faisant l'objet de la demande (m^2).

Evolution des ventes au détail par type de distribution (a)

(indices des quantités, en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	Petit commerce de détail		Grands magasins		Entreprises à succursales multiples (b)		Coopératives de consommation		Supermarchés d'indépendants		Supermarchés de la grande distribution (c)	
	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
Alimentation	—15,4	— 0,7	1,4	— 3,0	8,6	9,4	—15,1	—10,2	..	..	..	..
Textiles et habillement ..	— 4,4	— 7,1	0,3	1,8	4,3	— 4,9	—17,0	—39,2	..	..	..	..
Articles d'ameublement et de ménage	4,8	— 0,9	— 2,8	— 4,0	6,8	— 0,5	—11,5	—31,6	..	..	..	..
Autres articles	5,9	2,7	11,6	9,0			— 1,3	3,5	..	..	..	..
Total ...	**— 3,3**	**— 0,3**	**3,1**	**3,7**	**7,8**	**7,4**	**—11,6**	**—10,7**	**1,6**	**0,6**	**11,4**	**7,8**

(a) Données provisoires pour 1978.
(b) Les supermarchés GB sont compris dans cette rubrique.
(c) Cette rubrique en recoupe d'autres. Son intérêt est de permettre la comparaison avec les supermarchés d'indépendants.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des ventes au détail par formes de distribution (a)

(en %)

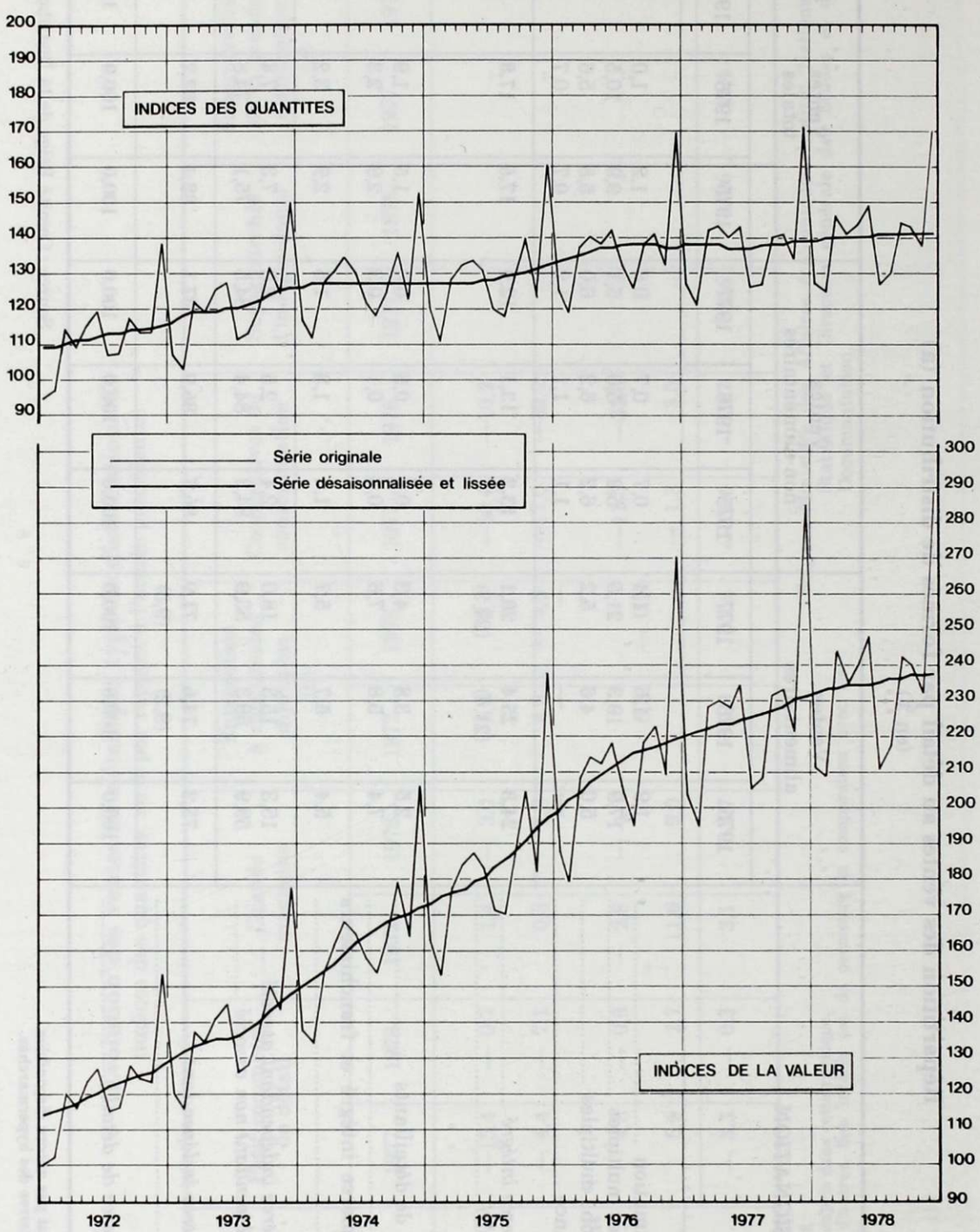
DÉSIGNATION	Ventes alimentaires			Ventes non-alimentaires			Ventes totales		
	1975	1976	1977	1975	1976	1977	1975	1976	1977
Coopératives de consommation	1,9	1,5	1,4	0,7	0,7	0,6	1,2	1,0	0,9
Entreprises à succursales multiples	17,9	19,3	21,5	5,2	5,0	5,1	9,9	10,5	11,1
Grands magasins à rayons multiples	5,0	4,6	5,2	6,2	6,2	6,0	5,8	5,6	5,7
Ventes par correspondance	—	—	—	1,1	1,1	1,2	0,7	0,7	0,7
Ventes totales du commerce intégré	**24,8**	**25,4**	**28,1**	**13,2**	**13,1**	**12,9**	**17,6**	**17,8**	**18,4**
dont : supermarchés (b)		(21,4)	(24,3)						
Indépendants affiliés à :									
— coopératives d'achat de détaillants	2,5	3,8	4,3	0,8	0,8	0,8	1,5	1,9	2,1
— chaînes volontaires	7,4	5,8	7,6	0,2	0,1	0,3	2,9	2,3	2,9
— entreprises du commerce intégré et franchisseurs spécialisés	5,4	5,7	5,7	1,4	1,3	1,5	2,9	3,2	3,0
Ventes totales du commerce indépendant associé	15,3	15,3	18,0	2,4	2,5	2,6	7,3	7,4	8,2
Ventes du commerce indépendant non associé	59,9	59,3	53,9	84,3	84,4	84,5	75,1	74,8	73,3
Ventes totales du commerce indépendant	**75,2**	**74,6**	**71,9**	**86,7**	**86,9**	**87,1**	**82,4**	**82,2**	**81,5**
dont : supermarchés		(9,2)	(9,5)						
Ventes totales du commerce de détail	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les ventes alimentaires des hypermarchés.

Source : Comité Belge de la Distribution.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

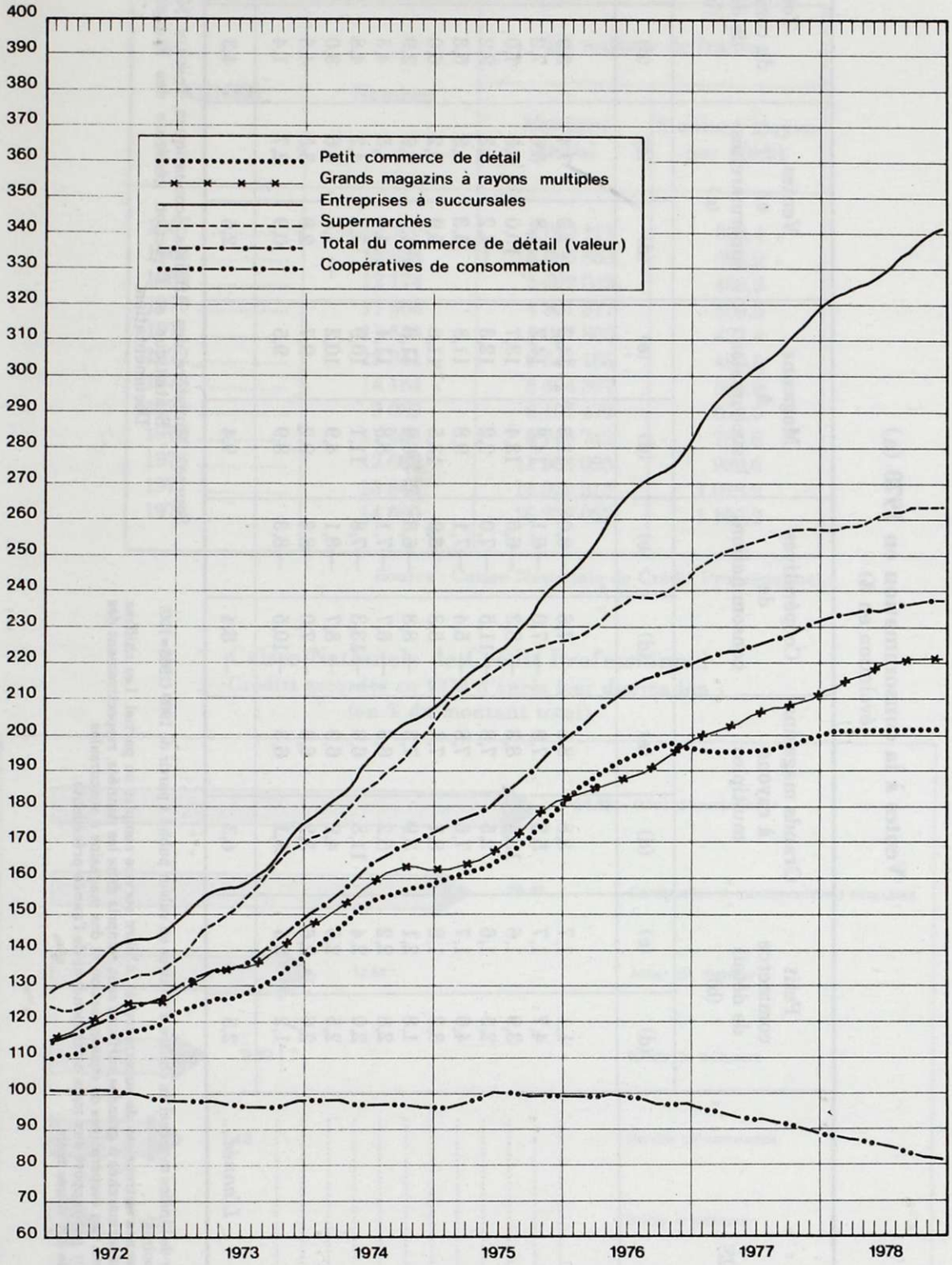
(1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

(données désaisonnalisées et lissées — 1970 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistiques et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à la consommation en 1978 (a)

(évolution en %)

MOIS	Petit commerce de détail (b)		Grands magasins à rayons multiples		Coopératives de consommation		Magasins à succursales		Ventes en supermarchés (c)		Total du commerce de détail (b)	
	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)	(d)	(e)
Janvier	1,1	1,7	3,8	8,5	— 7,6	—6,0	11,6	14,3	1,3	7,4	3,9	6,2
Février	4,7	1,7	5,3	7,9	— 7,0	—6,1	14,8	14,2	1,8	6,6	7,2	6,0
Mars	3,9	1,6	13,4	8,3	— 8,3	—6,5	13,4	13,7	10,0	6,6	7,0	5,8
Avril	2,5	1,6	2,5	7,8	—11,5	—7,0	2,2	12,3	—4,2	5,3	2,2	5,4
Mai	4,0	1,7	7,6	7,8	— 5,4	—7,1	9,8	11,8	5,3	5,3	5,3	5,2
Juin	3,3	1,8	8,7	7,4	— 5,3	—6,9	13,5	11,6	5,9	5,2	6,0	5,1
Juillet	1,8	2,1	3,9	7,3	— 8,8	—6,8	6,9	11,8	— 1,1	4,9	2,9	5,3
Août	2,8	2,2	5,2	6,6	— 6,7	—7,1	8,8	11,4	4,4	4,5	4,3	5,1
Septembre	2,0	2,4	11,8	6,9	—13,3	—7,8	11,1	10,9	7,1	4,2	4,8	5,0
Octobre	2,5	2,5	4,9	6,9	— 8,7	—8,1	4,9	10,2	— 1,5	3,6	3,0	4,8
Novembre	2,6	2,6	3,2	6,6	— 7,0	—8,3	9,2	9,7	2,8	3,3	4,5	4,7
Décembre	—1,2	2,5	6,1	6,3	—10,5	—8,3	8,9	9,5	0,9	2,7	1,4	4,4
L'année ...	**2,5**		**6,3**		**— 8,4**		**9,4**		**2,6**		**4,3**	

(a) Calculé à partir de l'indice mensuel du chiffre d'affaires en valeur publié à partir de 1969 (1966=100).
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel. Les chiffres d'affaires des supermarchés à grandes surfaces sont compris dans les données, respectivement des grands magasins, des coopératives de consommation et des magasins à succursales.
(d) Indice en valeur par rapport aux mois correspondant de l'année précédente.
(e) Moyenne mobile sur douze mois.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

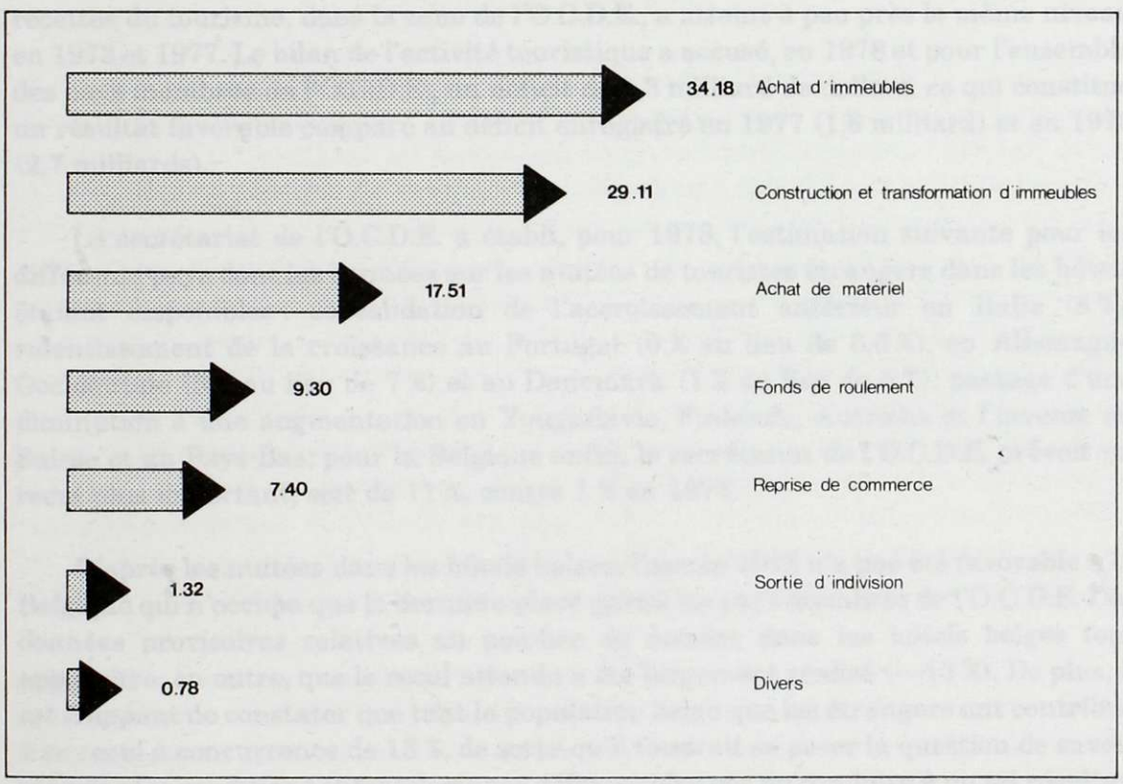
ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par crédit
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5
1971	11 540	5 047 860	437,4
1972	13 341	6 545 185	490,6
1973	14 184	8 494 397	598,9
1974	9 089	6 107 479	672,0
1975	11 458	8 749 742	763,6
1976	12 668	11 903 095	939,6
1977	13 644	14 029 215	1 028,2
1978	14 680	16 239 052	1 106,2

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

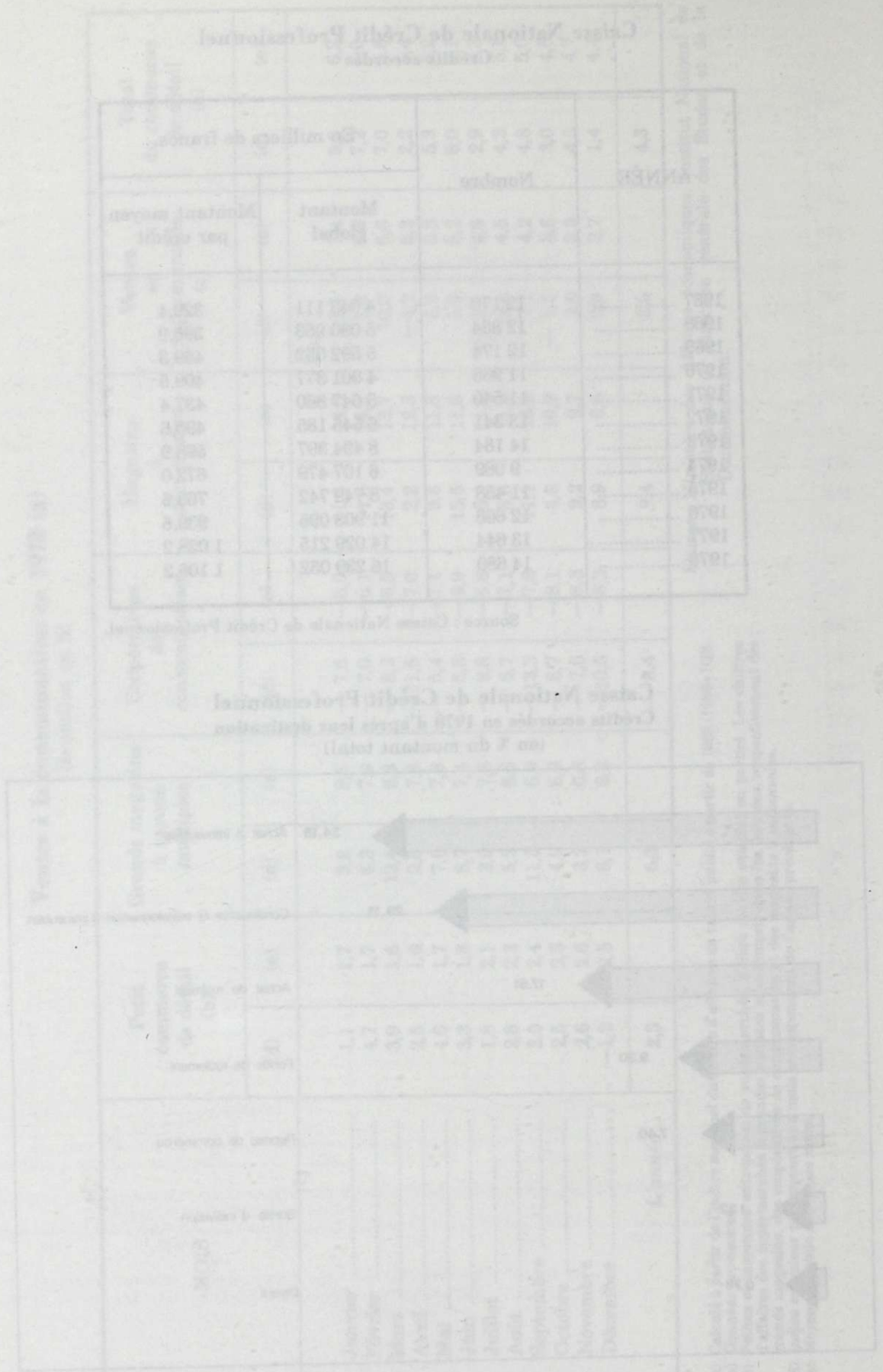
Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés en 1978 d'après leur destination

(en % du montant total)



Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.



CHAPITRE V

TOURISME

Un diagnostic de l'évolution du tourisme en Belgique a incontestablement plus de valeur lorsqu'il est accompagné d'une analyse des activités touristiques sur le plan mondial. Il n'y a pas longtemps, la demande de voyages était réduite et provenait d'une fine couche sociale supérieure, d'un nombre relativement restreint de pays. Désormais, la demande est grande et croissante et provient de toutes les couches de la population et d'un bien plus grand nombre de pays.

Pour les neuf premiers mois de 1978, les recettes et dépenses relatives au tourisme international se sont chiffrées, pour les pays membres de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques) à respectivement 50 et 51,4 milliards de dollars, contre 41,6 et 43,2 milliards en 1977. Par rapport à 1977, l'accroissement des recettes a donc atteint 20 % et celle des dépenses 19 %. L'année précédente, cet accroissement s'est élevé à respectivement 23 et 18 %. Compte tenu du taux d'inflation moyen de 8 % en 1977 et de 7 % en 1978, l'accroissement réel des recettes du tourisme, dans la zone de l'O.C.D.E., a atteint à peu près le même niveau en 1978 et 1977. Le bilan de l'activité touristique a accusé, en 1978 et pour l'ensemble des pays membres de l'O.C.D.E., un déficit de 1,3 milliard de dollars, ce qui constitue un résultat favorable comparé au déficit enregistré en 1977 (1,6 milliard) et en 1976 (2,7 milliards).

Le secrétariat de l'O.C.D.E. a établi, pour 1978, l'estimation suivante pour les différents pays dont les données sur les nuitées de touristes étrangers dans les hôtels étaient disponibles : consolidation de l'accroissement antérieur en Italie (8 %); ralentissement de la croissance au Portugal (6 % au lieu de 6,6 %), en Allemagne Occidentale (5 % au lieu de 7 %) et au Danemark (1 % au lieu de 5 %); passage d'une diminution à une augmentation en Yougoslavie, Finlande, Autriche et l'inverse en Suisse et au Pays-Bas; pour la Belgique enfin, le secrétariat de l'O.C.D.E. prévoit un recul plus important, soit de 11 %, contre 1 % en 1977.

D'après les nuitées dans les hôtels belges, l'année 1978 n'a pas été favorable à la Belgique qui n'occupe que la dernière place parmi les pays membres de l'O.C.D.E. Des données provisoires relatives au nombre de nuitées dans les hôtels belges font apparaître, en outre, que le recul attendu a été largement réalisé (—13 %). De plus, il est frappant de constater que tant la population belge que les étrangers ont contribué à ce recul à concurrence de 13 %, de sorte qu'il faudrait se poser la question de savoir si seules les conditions climatologiques défavorables ont pu conduire à un tel résultat. Parmi les étrangers, ce sont surtout les Français (—21 %), les Allemands (—16 %), les

Luxembourgeois (—19 %) et les Américains (—17 %) qui, en 1978, ont passé leurs vacances ailleurs qu'en Belgique.

Le déclin du tourisme est frappant surtout à la côte belge où le nombre de nuitées réalisées a diminué de 5 % par rapport à 1977. Les Ardennes et la Campine ont été moins affectées par le recul de l'intérêt touristique. La part des Ardennes dans le nombre total de nuitées est passée de 18 % à 19,5 % et celle de la Campine de 5 à 6 %.

La répartition du nombre de nuitées en saison ou hors saison accuse, pour l'année écoulée, un résultat défavorable, à cause du recul du nombre de nuitées en saison en faveur du nombre de nuitées hors saison. De plus, à l'heure actuelle, cette évolution ne peut encore être attribuée à l'étalement des vacances.

Les déclarations dans le cadre de la T.V.A. du secteur horéca (entreprises fournissant des repas, de l'hébergement, des boissons) font apparaître que ces deux dernières années, le chiffre d'affaires de ce secteur a été très faible pendant les quatre mois de vacances (de juin à septembre) : en 1978 il n'a progressé que de 1 % par rapport à 1977, année où un léger recul avait déjà été enregistré.

Selon les données de la Banque Nationale, les recettes totales provenant du tourisme se sont chiffrées, en 1978, à 42,9 milliards de francs; les dépenses, qui sont traditionnellement nettement plus élevées, ont atteint 71,3 milliards. Ces données, provisoires, seront modifiées encore au cours de l'année 1979, comme cela a été le cas en 1977 (lorsque les recettes et dépenses ont été relevées de près de 14 %). Le déficit de la balance touristique s'accroît d'année en année et ces deux dernières années, il augmente nettement plus vite que le taux d'inflation.

Pour le tourisme social, c'est-à-dire non seulement l'activité des hômes de vacances et les auberges de jeunesse, mais également les campings, l'année 1978 n'a certes pas été favorable, exception faite des hômes de vacances où le nombre de nuitées a progressé de 3,7 % en Flandre. En 1977, ce taux d'accroissement avait été de 4,4 % (après correction de la donnée initiale pour cette année); en cinq ans, le nombre de nuitées y a progressé de 13 %. En Wallonie, ce nombre n'a guère changé ces deux dernières années, tandis que le progrès total des cinq dernières années n'a atteint que 5,6 %. Pendant la même période, le nombre de hômes de vacances est passé, en Flandre, de 20 à 27 (une hausse de 5 unités a été enregistrée en 1978) et en Wallonie de 11 à 15 (une augmentation de 3 unités en 1978). Le nombre de lits atteint globalement 21 955 dont près de trois quarts dans les hômes de vacances en Flandre. Le nombre de lits y a augmenté de 23 % en cinq années et en Wallonie de 43 %. Toutefois l'expansion ne semble pas être proportionnelle à la demande d'hébergement, de sorte que, pendant cette même période, le taux d'occupation calculé sur les cinq mois de vacances a baissé, en Flandre, de 60 à 55 % et en Wallonie, de 51 % à 38 %.

Le camping, dont la tendance est à l'augmentation depuis une dizaine d'années, semble avoir atteint son sommet en 1976 avec plus de 8 millions de nuitées. En 1977, leur nombre dans les campings a reculé de 11,6 % et en 1978 on a enregistré un nouveau recul de 4,2 %. Des neuf nationalités retenues lors de l'enregistrement de nuitées, deux seulement ont enregistré, en 1978, une progression par rapport à

l'année précédente : les Anglais et les Italiens. Comme pour le tourisme d'hôtel, ici aussi la région côtière a le plus souffert du manque d'intérêt.

Il s'agit ici, très probablement, d'un phénomène structurel, puisque le tourisme en Belgique doit faire face à la forte concurrence des pays à monnaie moins forte et au climat plus favorable. Ces deux éléments déterminent l'évolution de la situation actuelle : une croissance des déplacements touristiques internationaux et une expansion ininterrompue du camping-caravaning. Etant donné que les fruits des activités néotouristiques reviennent surtout à l'étranger, des mesures urgentes s'imposent pour protéger l'industrie touristique belge, laquelle constitue de toute manière le gagne-pain d'un Belge sur huit.

*
* *

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1971		1972		1973		1974		1975		1976		1977		1978 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	1 084	203	1 048	196	1 089	204	952	178	1 100	206	1 003	187	877	164	743	139
France	1 106	223	976	196	995	200	945	190	976	196	934	188	892	179	570	115
Pays-Bas	685	204	685	204	662	197	730	217	786	234	829	247	941	280	835	249
Allemagne (Occident.)	1 102	656	1 052	626	1 167	695	1 216	724	1 279	761	1 233	734	1 246	742	983	585
Italie	175	236	179	242	176	238	185	250	190	257	177	239	182	246	172	232
Grand-Duché de Luxembourg	175	365	140	292	155	323	154	321	156	325	149	310	126	262	96	200
Suisse	68	124	71	129	75	136	81	147	81	147	78	142	77	140	72	131
U.S.A.	511	270	489	259	508	269	569	301	490	259	511	270	543	287	450	238
Autres pays	893	292	908	297	1 049	343	1 098	359	1 127	368	1 063	347	1 114	364	997	326
Total ...	**5 779**	**263**	**5 548**	**251**	**5 876**	**266**	**5 931**	**269**	**6 185**	**280**	**5 977**	**271**	**5 998**	**272**	**4 918**	**223**
Belgique	**15 687**	**226**	**15 472**	**223**	**14 351**	**207**	**14 197**	**205**	**14 395**	**208**	**14 251**	**206**	**14 503**	**209**	**11 791**	**170**
Total général ...	**21 486**	**235**	**21 019**	**230**	**20 227**	**221**	**20 128**	**220**	**20 580**	**225**	**20 228**	**221**	**20 501**	**224**	**16 709**	**183**

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100.
(c) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1978 (a)

(en pour-cent)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	64,0	22,0	89,3	10,7	100,0
Villes d'art	2,1	42,7	12,2	87,8	100,0
Ardennes-Meuse	19,5	12,5	81,7	18,3	100,0
Campine	6,1	10,3	63,1	36,9	100,0
Autres régions	8,3	12,5	65,5	34,5	100,0
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**74,1**	**25,9**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données provisoires.

Répartition des nuitées par saison

(en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2
1971	25,0	75,0	40,1	59,9	29,1	70,9
1972	25,2	74,8	42,6	57,4	29,8	70,2
1973	20,2	79,8	35,2	64,8	24,2	75,8
1974	19,0	81,0	36,3	63,7	26,9	73,1
1975	22,5	77,5	37,5	62,5	26,6	73,4
1976	21,3	78,7	36,4	63,6	25,3	74,7
1977	22,6	77,4	38,1	61,9	26,6	73,4
1978 (c)	23,2	76,8	40,3	59,7	27,6	72,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Données provisoires.

Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance (a)

PAYS	Saison 1974	Saison 1975	Saison 1976	Saison 1977	Saison 1978 (b)	Ecart en pour-cent	
						de 1977 par rapport à 1976	de 1978 par rapport à 1977
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	130 602	167 699	171 955	140 919	182 282	—18,0	+29,4
France	101 486	107 939	103 533	84 005	77 743	—18,9	— 7,5
Pays-Bas	1 019 873	1 193 089	1 237 323	987 444	915 458	—20,2	— 7,3
Allemagne (Occidentale)	106 281	137 068	157 782	141 054	133 123	—10,6	— 5,6
Italie	18 412	20 458	20 977	19 294	16 340	— 8,0	—15,3
Grand-Duché de Luxembourg	11 004	10 261	11 584	8 796	9 726	—24,1	+10,6
Etats-Unis d'Amérique	8 674	6 190	6 730	6 932	6 066	+ 3,0	—12,5
Autres pays	49 354	59 631	58 557	65 753	56 331	+12,3	—14,3
Total ...	**1 445 686**	**1 702 335**	**1 768 441**	**1 454 197**	**1 397 069**	**—17,8**	**— 3,9**
Belgique	**4 981 500**	**5 737 767**	**6 319 737**	**5 692 743**	**5 446 448**	**— 9,9**	**— 4,3**
Total général ...	**6 427 186**	**7 440 102**	**8 088 178**	**7 146 940**	**6 843 517**	**—11,6**	**— 4,2**

Source : Institut National de Statistique.

(a) La saison va de juin à septembre inclus.
(b) Données provisoires.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1970	17,4	24,6	— 7,2	152,8	147,9	+ 4,9
1971	18,5	28,7	—10,2	165,5	159,4	+ 8,1
1972	19,5	31,9	—12,4	177,7	164,1	+13,6
1973	25,1	41,7	—16,6	226,9	218,1	+ 8,8
1974	27,8	45,7	—17,9	344,4	328,8	+15,6
1975	31,8	51,9	—20,1	365,1	337,0	+28,1
1976	33,0	55,7	—22,7	397,5	354,4	+43,1
1977	41,8	67,9	—26,1	459,7	407,7	+52,0
1978 (a)	42,9	71,3	—28,4	508,9	461,8	+47,1

(a) Données provisoires.

Source : Banque Nationale de Belgique.

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1970	5 752	6 350	110	213	280	131	228 654	294 643	129
1971	5 717	6 263	110	223	292	131	229 054	290 387	127
1972	5 307	6 041	114	211	281	133	238 969	310 963	130
1973	5 296	5 681	107	213	270	127	259 879	313 461	121
1974	5 396	5 995	111	220	295	134	266 588	335 458	126
1975	5 410	6 161	114	226	305	135	280 109	358 517	128
1976	5 570	5 751	103	237	292	123	294 135	360 483	123
1977 (d)	4 892	5 070	104	230	279	121	306 150	352 511	115
1978	4 126	4 641	112	219	284	130	313 606	393 498	125

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.

(b) L'année, période juin-septembre exclue.

(c) Période juin-septembre.

(d) Non compris le trafic autobus repris par la S.N.C.V. au 1 juillet 1977.

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Etablissements de tourisme social

Maisons et centres de vacances

DÉSIGNATION	Année	Région flamande	Région wallonne	Total
Nombre d'installations	1973	20	11	31
	1974	22	10	32
	1975	19	11	30
	1976	23	12	35
	1977	22	12	34
	1978	27	15	42
Nombre de lits	1973	12 870	4 297	17 167
	1974	12 578	4 919	17 497
	1975	13 662	4 918	18 580
	1976	13 980	4 932	18 912
	1977	14 262	5 078	19 340
	1978	15 817	6 138	21 955
Nombre de nuitées	1973	1 150 000	327 574	1 477 574
(chiffres absolus)	1974	1 195 830	349 733	1 545 563
	1975	1 195 570	364 285	1 559 855
	1976	1 201 778	352 060	1 553 838
	1977	1 254 883	345 371	1 600 254
	1978	1 300 711	345 793	1 646 504
Nombre de nuitées	1973	77,8	22,2	100
(importance relative)	1974	77,4	22,6	100
	1975	76,6	23,4	100
	1976	77,3	22,7	100
	1977	78,4	21,6	100
	1978	79,0	21,0	100

Source : Commissariat général du Tourisme.

TROISIEME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CREDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE

Le climat conjoncturel n'a pas été très favorable au cours de l'année, mais pendant le dernier trimestre une légère amélioration dans l'évolution de certaines variables économiques s'est manifestée. Le développement de l'activité industrielle a exigé globalement une politique monétaire expansive, laquelle n'a cependant pas pu être maintenue en raison de tensions sur le marché des changes.

Au cours des premiers mois de l'année, les relèvements des taux d'intérêt que la défense du FB avait nécessités en décembre 1977, ont pu être supprimés systématiquement. En un trimestre, les barèmes de la B.N.B. ont baissé de 3,5 % se situant, dès lors, à un niveau de 0,5 % inférieur à celui le plus bas de 1977. Les réserves de change qui avaient diminué au cours de la crise du change à la fin de l'année précédente, ont pu être presque entièrement récupérées au cours de la période considérée.

Au second trimestre, la B.N.B. a été à nouveau amenée à intervenir sur le marché des changes pour maintenir le cours du franc dans les limites du serpent. En effet, la formation des cours sur les marchés a subi les contrecoups de la dépréciation du dollar, tandis que le taux de change du DM a monté en flèche. L'incertitude au sujet du niveau des cours de changes après l'entrée en vigueur prévue pour le 1er janvier 1979 du nouveau système monétaire européen a également joué un rôle en la matière. Initialement, la crise n'était pas très prononcée puisque la spéculation visait partiellement un horizon éloigné dans le futur; les autorités monétaires n'ont donc pas jugé nécessaire de mener immédiatement une politique très restrictive pour contrecarrer les mouvements spéculatifs. Comme il était de plus probable que ces évolutions se maintiendraient pendant quelques mois, les mesures éventuellement adoptées réaliseraient difficilement la diminution souhaitée des charges financières des entreprises. Ainsi est-ce pourquoi des réglementations rigoureuses furent seulement introduites en octobre.

En juillet, la B.N.B. avait cependant relevé son taux d'escompte de 0,5 %. Mais le 12 octobre une hausse de 2,5 % a été appliquée à un quart des plafonds de réescompte (le sous-plafond B réintroduit par subdivision concomitante des plafonds) ainsi qu'aux avances ne dépassant pas les quotas mensuels alloués aux intermédiaires financiers. Un renchérissement encore plus sévère a frappé les avances au-delà de ces quotas, qui se sont vu appliquer un taux rattaché au prix du marché de l'argent à

trois mois. Un renchérissement identique, en même temps qu'un abaissement de 4 milliards de son plafond, fut appliqué au crédit spécial consenti à l'Institut de Réescompte et de Garantie. Ce plafond a de nouveau été relevé ultérieurement, à savoir en octobre et en novembre, chaque fois de deux milliards.

Le 23 octobre, la Banque a adressé aux principaux intermédiaires financiers une recommandation basée sur la loi du 28 décembre 1973 en vue de combattre les tensions internes sur le marché des changes. Etant donné que durant les crises de change passées, les mouvements de capitaux à court terme avaient souvent été financés par des crédits obtenus auprès d'intermédiaires financiers belges, les banques, les caisses d'épargne privées et les principales institutions publiques de crédit ont été invitées à veiller à ce que les crédits à court terme aux entreprises établies dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, ne s'accroissent pas de façon excessive. Les autres crédits aux entreprises (crédits d'investissement; crédits « Creditexport »; crédits de leasing; crédits finançant les ventes à tempérament, crédits pour l'achat et la construction d'habitation, de même que les crédits aux universités et aux cliniques universitaires) n'ont été soumis à aucune limitation.

Les normes pour les crédits à court terme aux entreprises ont été fixées de telle manière qu'elles ne gênent pas l'activité économique : le rythme d'expansion admis pour le dernier trimestre de 1978 correspondait, compte tenu de la durée de la période et des facteurs saisonniers, à la moyenne enregistrée durant les années 1974-1977, soit 15 % par an. L'expansion ainsi autorisée devait, en effet, être largement suffisante, étant donné que le rythme de la hausse des prix était nettement plus faible que pendant les années précitées; de fait le taux d'accroissement des crédits en cause n'a atteint, au cours des neuf premiers mois de 1978, que 9 % sur base annuelle.

Vers la fin des mois de novembre et de décembre, il fallait tenir compte de quelques évolutions particulières pour définir les normes de crédit. C'est ainsi qu'en période de tension sur le marché monétaire, on a observé que les « straight loans » (prêts en compte d'un montant fixe, à utiliser pour un terme fixe d'un an au plus) étaient devenus plus chers que les crédits de caisse ordinaires. L'importance relative de ce dernier type de crédits a donc augmenté. Dès lors, pour éviter des distorsions entre intermédiaires financiers, il fallait établir des normes en prévoyant une augmentation moins que proportionnelle au total pour les « straight loans » et plus que proportionnelle pour les autres crédits à court terme aux entreprises.

Tout dépassement de l'encours effectif total utilisé des « straight loans » et des « autres crédits à court terme aux entreprises » par rapport aux normes susmentionnées, a donné lieu à la constitution pendant un mois et pour un montant égal au dépassement de la norme, d'une réserve monétaire prenant la forme d'un avoir en compte spécial non productif d'intérêt auprès de la Banque nationale. En outre, les intermédiaires financiers pour lesquels un dépassement de norme fut enregistré, ont dû le résorber dans les plus brefs délais. Ils devaient de surcroît fournir des justifications à la B.N.B. qui se réservait le droit de réduire ou de supprimer leurs possibilités de réescompte. Le nombre de dépassements individuels ainsi enregistrés a été fort restreint et leur montant global très faible.

Le 22 novembre, la Banque nationale a décidé de porter de 5,5 à 6 % la majoration appliquée au montant de référence des « autres crédits à court terme aux

entreprises » pour calculer la norme à la fin de novembre, et ce, à la suite de la détente qui s'est manifestée sur le marché des changes de manière à ce que l'expansion des crédits à court terme aux entreprises puisse se réaliser avec plus de souplesse.

Les interventions de la B.N.B. sur le marché des changes au troisième trimestre et au mois d'octobre ont provoqué un resserrement des trésoreries bancaires et partant, une hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire. Celle-ci contribuait à retenir dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise les capitaux à court terme. Elle ne se serait cependant pas produite, ou du moins n'aurait pas été aussi prononcée, si les intermédiaires financiers avaient réduit leurs portefeuilles d'effets et de fonds publics. C'est pourquoi les intermédiaires financiers ont été invités à maintenir le montant total de leurs avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes à un niveau au moins égal à un montant de référence déterminé par la somme du montant journalier moyen calculé sur base des jours-calendrier, des certificats de trésorerie et du Fonds des Rentes au cours de la période du 25 au 29 septembre inclus, et du montant au 30 septembre des autres effets et fonds publics.

Si le passif exigible d'un intermédiaire financier diminuait par rapport à celui du 30 septembre 1978, il était autorisé à réduires ces avoirs pour autant qu'il maintienne entre ceux-ci et son passif exigible un rapport au moins égal à celui existant entre le montant de référence de son portefeuille d'effets et fonds publics, d'une part, et son passif exigible au 30 septembre, d'autre part.

S'il apparaissait, lors d'une vérification, que les avoirs en effets et fonds publics d'une institution accusaient un manque, cette institution devait constituer auprès de la Banque pendant un mois, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve d'un montant égal à ce déficit. Quelques déficits d'un montant limité furent observés.

Certains assouplissements ont pu rapidement être apportés à ces mesures. Ils concernèrent d'abord le crédit spécial à l'I.R.G. en vue d'améliorer les possibilités de régularisation du marché monétaire. Ensuite, en fin d'année, les dispositions relatives à l'octroi de crédits et à la détention d'effets et fonds publics par les intermédiaires financiers, n'ont pas été prolongées.

Les autorités monétaires ont limité la hausse des tarifs aux taux du marché monétaire. Ceux-ci ont surtout une incidence sur les coûts des crédits bancaires à court terme et peuvent dès lors avoir une influence sur les mouvements internationaux des moyens à court terme. Les taux d'intérêt très sensibles du marché monétaire donnent une image renforcée de la modification dans l'offre globale et la demande totale de liquidités dans les autres compartiments importants du marché monétaire. Ces taux subissent, en outre, l'influence de quelques phénomènes particuliers, notamment du resserrement saisonnier vers la fin de l'année. Lorsque le calme est revenu sur le marché des changes, des facteurs spécifiques ont contrecarré et même interrompu la détente des taux qui avaient haussé auparavant.

En ce qui concerne les ressources des intermédiaires financiers, c'est uniquement l'intérêt des gros dépôts qui a réagi sur la hausse des taux; les autres taux

créditeurs sont demeurés inchangés. En ce qui concerne les taux débiteurs, ce sont uniquement ceux à court terme qui ont été relevés (surtout ceux relatifs au financement du capital d'exploitation des entreprises).

Compte tenu de l'évolution conjoncturelle et du ralentissement de la hausse des prix, l'intérêt à long terme n'a guère été influencé par la politique monétaire. Il s'est toutefois maintenu à un niveau élevé par rapport aux périodes précédentes, de sorte que les taux d'intérêt réels sont devenus à nouveau largement positifs.

Vers la fin du second semestre, des emprunts d'état ont été émis à un intérêt plus élevé qu'à la fin du premier semestre. En janvier 1979, les conditions de placement sont devenues encore plus avantageuses. Les intermédiaires financiers ont relevé à leur tour les taux créditeurs de sorte que toute l'échelle des intérêts a bougé.

Le besoin net de financement du Trésor a encore augmenté en 1978 et a atteint 7,2 % du P.N.B. contre 7 % au cours de l'année précédente. Pendant le premier semestre, le Trésor a dû faire appel sans interruption à des crédits immédiats auprès de la B.N.B. et a en outre utilisé régulièrement le mécanisme d'aide spéciale au Fonds des Rentes. En juillet, la limite de ce recours a été portée, pour des raisons saisonnières, à 50 milliards; à la fin septembre, cette limite a pu être réduite à nouveau de 20 milliards.

De cette façon, le Fonds a pu souscrire des certificats de trésorerie; pendant la crise monétaire, le Trésor a, de temps en temps, dû augmenter le recours indirect à la B.N.B. Ainsi, des devises empruntées à l'étranger ont été vendues à la B.N.B. pour un montant de 12 milliards.

Il convient de remarquer que le flux des devises (à peu près de 65 milliards), au cours de la crise monétaire, n'a pas été entièrement compensé, par solde, par le financement monétaire du Trésor. Les intermédiaires financiers ont fait un plus grand appel aux avances et au réescompte de la B.N.B. Cette évolution était déjà manifeste depuis quelque temps et ceci avant que les intermédiaires financiers ne soient obligés de constituer un portefeuille minimum d'effets publics et de fonds publics.

Ayant pris conscience des risques d'une politique de flottement, les pays membres de la Communauté Economique Européenne sont convenus d'instaurer entre eux un dispositif institutionnel (le système monétaire Européen) destinés à coordonner davantage les relations de change entre leurs monnaies en vue d'augmenter l'intégration économique.

Déjà en avril 1972, l'accord dit « de Bâle » intervenu entre les banques centrales à la suite d'une décision des autorités communautaires, avait réduit l'écart instantané maximum entre les cours de change des monnaies concernées de 4,5 à 2,25 %.

Cet accord, qui représente un essai de création d'une zone de stabilité monétaire, a été maintenu après le mois de mars 1973, mais plusieurs pays ont quitté le « serpent » en raison de difficultés économiques ou des perturbations dans leur

équilibre externe. L'augmentation du prix du pétrole a joué un rôle néfaste en la matière. En 1978, seuls parmi les membres de la Communauté, la République Fédérale d'Allemagne, les pays du Benelux et le Danemark appliquaient encore l'accord du « serpent ».

Le Conseil Européen, réuni les 6 et 7 juillet, a estimé les conditions favorables à un effort d'élargissement et de renforcement de la zone de taux de change fixes (constituée par les monnaies du « serpent »). En effet, on avait observé des redressements des balances de paiement de plusieurs pays. Les 4 et 5 décembre, le Conseil a décidé de créer un Système Monétaire Européen.

Le nouveau Système Monétaire Européen (S.M.E.) est constitué de monnaies qui sont liées entres elles par des taux de change fixes, mais ajustables, et qui flottent conjointement vis-à-vis des monnaies tierces. La nouvelle construction est basée sur une unité monétaire européenne appelée « Ecu » (1), formée d'un panier de monnaies dont les poids sont déterminés en fonction de critères économiques (le P.N.B., la part dans le commerce intercommunautaire et la part dans la réglementation F.M.I. à court terme).

La somme des poids monétaires multipliée chaque fois par le cours moyen en FB (et par 1 pour le FB et le FL) donne la parité du FB par rapport à l'Ecu qui atteint 39,4582 F. La part du FB et du FL. dans l'Ecu atteint dès lors globalement 9,83 % contre 8,20 % pour la part dans le panier.

La marge de fluctuation de 2,25 % (pour des raisons techniques : 2,2753 % pour la limite supérieure et 2,2247 % pour la limite inférieure) par rapport à la parité détermine la limite d'intervention de la Banque Nationale sur le marché (réglementé) des changes (achat de la monnaie la plus faible ou vente de la monnaie forte).

Outre cette limite d'intervention, il a été prévu un seuil de divergences; si une monnaie le franchit, les autorités concernées prendront les mesures adéquates : politique monétaire, intervention en diverses monnaies, modification des taux pivots ou mesures économiques générales. Lorsque un gouvernement n'a pas recouru à une de ces mesures, sa décision doit être motivée.

Le seuil de divergence est calculé sur base de la valeur de l'Ecu. A cet effet, trois quarts du pourcentage ayant trait à la limite d'intervention (2,25 %) sont corrigés pour la part de la monnaie concernée dans l'Ecu. Pour le FB, cette limite est déterminée comme suit : $(2{,}25 \times 0{,}75) \times (1 - 0{,}0963) = 1{,}5250$. Ce pourcentage est appliqué à la parité du FB par rapport à l'Ecu (39,4582 F pour l'Ecu) de sorte que le seuil supérieur de divergence (FB faible) et le seuil inférieur de divergence (FB fort) peuvent être fixés. Le rapport (en pour cent) entre, d'une part, la divergence maximale possible (2,03 %) et, d'autre part, l'écart entre « la valeur de marché » de

(1) Le nouveau système monétaire européen est entré en vigueur le 13 mars 1979. Le système, appliqué par tous les pays de la C.E.E. à l'exception de la Grande-Bretagne, prévoit des marges de fluctuation de 2,25 % par rapport aux taux pivots (la marge de fluctuation de la lire atteint 6 %). L'Ecu est défini à partir d'un panier de monnaies dont la composition correspond à l'U.C.E. des C.E. (existe depuis le 28 juin 1974).

l'Ecu et la parité, fournit l'indicateur de divergence. Cette méthode de calcul implique, que lorsque la monnaie a un poids plus important par rapport â l'Ecu, la marge de divergence par rapport à l'Ecu est plus réduite.

A titre de contribution à la constitution d'un avoir commun (géré par le F.E.C.O.M.) dans le cadre du nouveau système monétaire européen, la B.N.B. a transféré 20 % de son stock d'or et de devises. Tant l'or que les dollars ont été comptabilisés au prix officiel, tandis que le F.E.C.O.M. passe la contre-valeur en Ecu au prix actuel.

*
* *

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT

En 1978, les finances ont subi l'influence défavorable de la faible activité économique. Les efforts budgétaires en vue de pallier, autant que possible, les séquelles sociales de la crise et de mener une politique de reprise économique et industrielle, ont entraîné un accroissement des charges du budget de l'Etat et de la sécurité sociale. Le produit des impôts fiscaux et parafiscaux a été limité par le climat conjoncturel défavorable, le degré élevé du chômage et la modération de la hausse des revenus. Malgré ces circonstances particulièrement difficiles, le budget de 1978 a pu être réalisé sans crédits supplémentaires. Certaines dépenses liées à la crise ont été entièrement compensées par des économies réalisées grâce à l'application de la loi anti-crise ainsi que de bon nombre de mesures entrant dans le cadre du plan quinquennal d'assainissement et de réorientation des finances publiques.

Initialement, les *recettes courantes* avaient été estimées à 932,2 milliards, dont 908,4 milliards de rentrées fiscales et 23,8 milliards de recettes non-fiscales. Le total des perceptions réelles a atteint 879,3 milliards, à savoir 852,3 milliards de recettes fiscales, y compris les recettes affectées au profit de l'Institut national d'Assurances contre la Maladie et l'Invalidité de l'ordre de 2 milliards et 27 milliards de produit non-fiscal. Ainsi les recettes restaient inférieures de 6,7 % aux estimations, tout en dépassant de 11,9 % les estimations de 1977.

Les recettes totales des impôts directs se sont élevées à 514 milliards, ce qui représente 65,8 milliards ou 14,7 % de plus qu'en 1977. Cette hausse résulte de l'extension de l'assiette imposable et du système de progression en la matière, de l'impact supplémentaire des mesures prises antérieurement — à savoir des adaptations de l'impôt des personnes physiques et des adaptations au système d'impôt des allocations sociales (revenus de remplacement) à la suite de la loi-programme du 5 janvier 1976 — et de la réduction de la déductibilité des charges d'exploitation. Les nouvelles mesures qui ont entraîné une majoration des recettes sont la perception de centimes additionnels simultanément avec la somme principale, la suppression de la diminution d'un quart des impôts pour véhicules dans la circulation depuis cinq ans ou plus (les véhicules professionnels exceptés), la consolidation des décimes additionnels dans le tarif des impôts de personnes physiques et enfin l'incorporation aux Voies et Moyens de la prorogation de l'impôt de solidarité (1).

(1) Loi du 30 mars 1976, art. 43 et loi du 24 décembre 1976, art. 12.

En ce qui concerne les impôts directs, les réalisations sont restées inférieures aux estimations, ce qui s'explique par la non réalisation de la croissance économique prévue et par l'insuffisance des réalisations de 1977 par rapport aux recettes estimées pour 1977, qui servaient de base pour les estimations de 1978. Les mesures fiscales, telles les amortissements *ad libitum* et à 110 %, ont eu, en outre, une plus grande répercussion qu'initialement prévu.

Les recettes totales des impôts indirects ont atteint 338,3 milliards, soit 29,5 milliards ou 9,6 % de plus qu'en 1977. Cette augmentation s'explique en partie par l'incidence complémentaire, en 1978, des majorations prévues à partir du 1er avril 1977 des taux de la T.V.A. sur certains biens et services, d'une part, et par l'incidence des nouvelles mesures concernant les marges bénéficiaires des agences de voyage, la location de logements meublés de vacances, les commissions des agences de location de biens immobiliers, ainsi que les effets de la majoration de la taxe sur les contrats d'assurance et de la fusion des tarifs de T.V.A. de 14 % et 18 % en un tarif uniforme de 16 %, d'autre part. Le produit des impôts indirects s'est révélé inférieur de 35,2 milliards ou 9,4 %, aux prévisions. Le décalage a pour cause principale la T.V.A., les droits de timbre et les taxes y assimilées, en raison de la faible demande et le recul important du taux d'inflation. Par contre, les droits d'enregistrement, droits hypothécaires, taxes des sociétés sans but lucratif et taxes en matière d'impôt ont accusé une plus-value de 1,5 milliard par rapport aux estimations.

Les recettes courantes non fiscales ont rapporté 27 milliards, soit 1,5 milliard de moins qu'en 1977. Quelques 64 % (17,3 milliards) de ces recettes ont été perçus par le Ministère des Finances. Il s'agit de recettes du Trésor provenant de la part de l'Etat dans le bénéfice réalisé par la Banque Nationale ou dans le produit de certaines opérations conclues par cette même institution, à la suite du remboursement, par les Communautés européennes, des frais de perception inhérents aux recettes réalisées pour leur compte et des intérêts, commissions et fluctuations de changes dus à l'Etat en exécution des accords monétaires internationaux et des recettes des bureaux d'enregistrement et de perception, des Douanes et de l'Administration du Cadastre. Un peu plus de 28 % (7,6 milliards) ont été perçus par la Régie des Postes, Télégraphes et Téléphones au titre de redevances radio et télévision.

Le budget des *dépenses courantes* a été approuvé à concurrence de 957,7 milliards (1) ce qui revient à dire que l'augmentation des dépenses courantes de 1978 par rapport au budget adapté de 1977 a été estimé à 11,3 %.

Les crédits supplémentaires demandés pour des dépenses des années antérieures se montaient à 8,2 milliards. Il s'agit de dépenses des Ministères de la Prévoyance sociale (2,2 milliards, dont 2 milliards pour des subventions à l'Institut national pour l'Assurance contre la Maladie et l'Invalidité), de l'Education nationale (3,1 milliards pour des rémunérations et des subventions de rémunération), des Communications (1,4 milliard surtout pour la Société nationale des Chemins de fer vicinaux), des Pensions (0,6 milliard destiné aux ouvriers-mineurs retraités) et des Affaires économiques (0,1 milliard pratiquement entièrement destiné au Fonds national des

(1) Le budget de 1978 ne contient plus de recettes fiscales réservées pour certaines dépenses : les recettes ont été incorporées au budget des Voies et Moyens et les dépenses correspondantes aux crédits budgétaires.

Pensions de retraite des ouvriers-mineurs). Pour l'année en cours, les crédits supplémentaires (27,9 milliards) ont été globalement compensés par des diminutions de crédit (28,1 milliards), même compte tenu des crédits supplémentaires (12,6 milliards), dont peut disposer le Ministère de l'Emploi et du Travail en vertu de la loi du 4 juillet 1978. Au total, quatre budgets seulement ont accusé des montants plus élevés que les budgets approuvés. Il s'agit du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail (+22 milliards compensés partiellement par la diminution des crédits ouverts pour le « cadre temporaire » du Plan Spitaels), du Premier Ministre (+1,8 milliard), du Ministère des Finances (+0,9 milliard) et du Ministère des Travaux publics.

Classés selon leur importance, les crédits supplémentaires ont, en grande partie, été répartis entre les rubriques budgétaires suivantes : Emploi et Travail (+22 milliards), Finances (+1,5 milliard), Affaires économiques (+0,7 milliard destiné partiellement au Fonds d'Expansion économique), Santé publique et Famille (+0,4 milliard surtout pour le minimum vital et pour le déficit des hôpitaux), Dette publique (+0,4 milliard pour l'intérêt sur les certificats de trésorerie), Communications (0,4 milliard, les subventions au profit de Sabena y compris) et Travaux publics (0,4 milliard comprenant notamment les transferts au Fonds des Routes et les subventions des travaux des offices régionaux et locaux).

Les réductions de crédit sont attribuables aux mesures d'austérité du gouvernement : la diminution de 2 % du montant global du budget comprenant une réduction d'au moins 5 % des dépenses de fonctionnement, 20 % des crédits pour voyages à l'étranger, 10 % des crédits pour des biens d'équipement (achats de biens durables). Un certain nombre de budgets a, en outre, accusé une nette diminution, par exemple la dette publique (—1,1 milliard pour les intérêts des emprunts à long terme, en raison du rachat des titres et de leur remplacement par des emprunts moins chers et —0,7 milliard pour les intérêts des emprunts à court terme).

Pour 1978, les possibilités d'engagements en matière d'investissements ont atteint initialement 199,4 milliards, y compris 862 millions de crédits parallèles à répartir entre les divers départements. A ce montant de 199,4 milliards, ont été ajoutés 17,8 milliards, dont 12,3 milliards de programmes non exécutés et 5 milliards représentant la tranche 1978 du programme des investissements prioritaires (Travaux publics : 4,5 milliards; Communications : 0,4 milliard et Santé publique : 0,1 milliard). Compte tenu du total des suppléments et y compris les crédits parallèles, le programme initial total a atteint, pour 1978, 218,4 milliards. Ce programme a été libéré à concurrence de 60 % pour le premier semestre et de 20 % pour le troisième trimestre. Au cours de la réunion du 27 octobre 1978, le Conseil des Ministres a autorisé l'engagement du total, de sorte que le programme était, tout comme en 1976 et 1977, réalisé à 100 %.

L'encours des programmes nationaux s'est chiffré à 111 milliards. Les engagements du secteur budgétaire ont atteint 93,4 milliards (1), dont 29,7 milliards destinés pour les Travaux publics, 17,6 milliards pour le Fonds des Routes, 21,2

(1) Ce programme global comprend : le programme initial, le supplément relatif au plan d'infrastructure prioritaire ainsi que les reports d'années antérieures. Les crédits parallèles à la Wallonie (2,1 milliards en 1977 et 0,9 milliard en 1978) n'étaient pas inclus.

milliards pour les Communications, 18,5 milliards pour l'Education nationale, 1,2 milliard pour la Culture néerlandaise, 1,4 milliard pour la Culture française et 0,1 milliard pour la Culture allemande. Pour la Santé publique, les engagements autorisés se sont chiffrés à 2,5 milliards, pour l'Agriculture à 0,4 milliard et pour la Gendarmerie à 0,3 milliard. Les Affaires économiques, Affaires étrangères, Finances et Défense nationale ont obtenu un programme de l'ordre de 0,2 milliard.

Le programme national du secteur débudgétisé s'est chiffré à 17,6 milliards et était pratiquement exclusivement destiné aux Travaux publics, à savoir les travaux routiers à l'E 3 (1 milliard), E 5 (2,5 milliards), E 39 (1 milliard) et E 9/E 40 (3,6 milliards) et le fonctionnement des intercommunales, en particulier celles de Bruxelles (2,3 milliards), Charleroi (1,7 milliard) et la Flandre occidentale (1 milliard). Pour les travaux au canal Albert, les engagements autorisés ont atteint 2,6 milliards, et pour le canal maritime 0,6 milliard. Pour les travaux communaux, un montant de 0,3 milliard a été prévu et les engagements pour la Santé publique se montent à 1 milliard. Le programme national du secteur des institutions d'utilité publique s'est élevé à 23,1 milliards et est destiné pour 8,3 milliards aux Communications, pour 12,3 milliards à la Régie des Télégraphes et Téléphones, pour 1,3 milliard à la Régie des Postes, pour 0,7 milliard à la B.R.T. et pour 0,5 milliard à la R.T.B.F.

L'ensemble des programmes régionaux autorisés s'est élevé à 83,4 milliards, dont 29,8 milliards pour le secteur budgétisé, 19,5 milliards pour le secteur débudgétisé et 34,1 milliards pour le secteur des institutions d'utilité publique.

Les engagements prévus pour la Flandre s'élèvent à 39 milliards, dont 10,7 milliards pour le secteur budgétisé. Ceux destinés aux Travaux publics se montent à 4,5 milliards, à l'Agriculture à 1,4 milliard et à la Santé publique à 4,6 milliards (dont 2,6 milliards pour le Fonds de la Construction d'Hôpitaux et 1,8 milliard pour la lutte contre la pollution de l'environnement). Les programmes régionaux du secteur débudgétisé se sont élevés à 10,2 milliards; ceux des institutions d'utilité publique, destinés principalement au logement, ont atteint 18,1 milliards.

Pour la Wallonie, le programme d'investissement s'est chiffré à 34,6 milliards. Les engagements pour le secteur budgétisé (14,3 milliards) ont atteint 7,6 milliards pour les Travaux publics, 0,9 milliard pour l'Agriculture et 3,9 milliards pour la Santé publique. Les crédits parallèles se sont élevés à 1,8 milliard. Le programme régional du secteur débudgétisé s'est monté à 6,7 milliards. Pour le secteur des institutions d'utilité publique, un montant de 13,3 milliards a été prévu pour le logement.

Les possibilités d'engagements pour Bruxelles représentent, au total, 10 milliards, à savoir 4,7 milliards pour le secteur budgétisé (3,6 milliards pour les Travaux publics, 0,9 milliard pour la Santé publique et 0,2 milliard pour l'Agriculture), 2,5 milliards pour le secteur débudgétisé et 2,7 milliards pour celui des institutions d'utilité publique.

A la fin de 1978, les *opérations budgétaires* sur base de caisse (1) se sont soldées par un déficit de 178,7 milliards, contre 161,7 milliards en 1977 et 131,6 milliards en

(1) Il s'agit de recettes et dépenses budgétaires du Trésor qui résultent des opérations budgétaires des Pouvoirs centraux, compte tenu des recettes fiscales transférées à divers fonds et institutions ainsi que des dépenses financées par ces affectations.

1976. Si, depuis 1975, le rythme de croissance des dépenses courantes a davantage ralenti que celui des recettes courantes, le niveau des dépenses est demeuré, chaque année, supérieur à celui des recettes. En 1978, le déficit du Trésor sur les opérations courantes s'est ainsi accru de 8 %.

Pour toute l'année, la progression des dépenses courantes s'est chiffrée à 11,4 %, contre 14,7 % en 1977, 15,1 % en 1976 et 27,1 % en 1975. Une croissance particulièrement frappante a été enregistrée pour certaines catégories de dépenses. Cette hausse se rapporte principalement aux dépenses destinées au matériel militaire durable et à l'allègement de l'endettement et des pertes d'exploitation des sociétés de transports urbains. Les dépenses courantes pour la charge de la dette publique se sont accrues de 15,1 % en raison de la forte augmentation de l'ampleur de la dette et du relèvement des intérêts au cours des dernières années de sorte que la part dans les dépenses courantes totales est passée de 8,5 % en 1977 à 8,8 % en 1978. A la suite de l'application du programme en vue de résorber le chômage (Plan Spitaels) en 1978, les transferts de revenus au Ministère de l'Emploi et du Travail ne sont pas entièrement comparables. Lorsque l'on considère l'ensemble des dépenses en matière de chômage et d'emploi, la hausse se chiffre pour 1978 à 15,3 milliards ou 32,1 %. Les dépenses liées en majeure partie à l'évolution du niveau des prix se sont accrues à une allure plus modérée. Parmi celles-ci figurent les dépenses pour salaires et charges sociales (+7,9 %), les transferts au Ministères de l'Education nationale et de la Culture (+5,5 %), comprenant en grande partie des dépenses de personnel. Leur croissance modérée est due au ralentissement continuel de l'inflation.

L'augmentation de 13,4 % (12,8 milliards) des dépenses en capital est une autre cause de la progression de la dette. Les recettes en capital, provenant presque exclusivement des droits de succession, ont rapporté 10,4 milliards, de sorte que les opérations en capital se sont clôturées, en 1978, par un mali de 97,7 milliards, contre un déficit de 86,6 milliards en 1977, c.à.d. une augmentation de 12,8 %.

Les opérations effectuées par le Trésor en tant que dépositaire de fonds de tiers dont ressortissent les fonds de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de l'Administration des Postes, du Fonds monétaire international, des Communautés européennes, du Fonds européen de Garantie et d'Orientation agricole, ainsi que les taxes perçues par l'Etat au profit des administrations locales et les opérations au profit des intercommunales pour autoroutes, ont mené à un boni de 2,3 milliards, tandis que les encaisses et les opérations de trésorerie accusent un boni de 23,1 milliards. Les ajustements résultant des variations de la dette publique, comprenant les corrections de la dette indirecte et les différences d'émission et d'amortissement, ont nécessité 5,9 milliards, de sorte que les opérations de trésorerie, en fin de compte, ont représenté une dépense de 7,6 milliards.

Le *découvert net à financer* est monté à 182,8 milliards à la fin de 1978, alors que les estimations initiales le situaient à 149 milliards. En pourcentage du Produit National Brut, le besoin net à financer a grandi de 5 % en 1976 à 5,9 % en 1978. Si l'on tient compte des amortissements contractuels de la dette publique et des amortissements hors budget, le déficit total à financer par le Trésor s'est élevé à 264,5 milliards de francs. De ce fait, le recours brut au marché des capitaux a été supérieur de 14,6 % (23,7 milliards) à celui de 1977.

Le secteur débudgétisé à charge de l'Etat a utilisé 9,5 milliards pour financer ses investissements : 6,2 milliards pour l'exécution de certains travaux du secteur local, 4,5 milliards pour l'aménagement d'autoroutes, des métros et pour des travaux effectués au canal Bruxelles-Rupel et 0,4 milliard pour la construction de bâtiments. Pour les pensions de guerre et les divers, les besoins nets ont diminué de 1,6 milliard.

La *dette réelle de l'Etat* (1), a atteint à la fin de l'année, 1 407,4 milliards. Elle était composée pour 80,3 % de la dette consolidée, à savoir 1 126,8 milliards en francs belges et 2,7 milliards en monnaie étrangère et pour 19,7 % de la dette flottante, à savoir 265,6 milliards en francs belges et 12,2 milliards en monnaie étrangère. La croissance annuelle s'est élevée à 182,8 milliards, soit 14,9 %, contre 167,4 milliards (+15,8 %) en 1977 et 133,1 milliards (+14,4 %) en 1976. Par rapport aux autres grandeurs économiques, la dette publique s'est accrue, durant une période assez longue, à une cadence moins élevée. La part de la dette publique dans le total des dettes de l'économie belge est tombée de 24 % en 1957 à 9,4 % seulement en 1975. En 1976, ce rapport est monté à 11,2 %. Le rapport entre la dette publique et le P.N.B., calculé aux prix du marché et en prix réels, a durant tout un temps été orienté à la baisse : en 1964, la part de la dette était inférieure à 60 %, en 1970, elle était de 50 % et en 1974, elle était tombée au-dessous du plancher de 40 %; depuis lors la part dans le P.N.B. a continuellement augmenté. En 1976, le rapport est monté jusqu'à 40,1 %; en 1977 à 42,6 % et en 1978 à 45,8 % (2).

Contrairement à l'année précédente, la dette réelle de l'Etat n'a pas été intégralement financée par des prélèvements de capitaux en francs belges; 30,7 % (12,2 milliards) de l'augmentation de la dette flottante étaient composés d'emprunts à court terme en monnaie étrangère. Quelque 22 % (39,8 milliards) de l'accroissement de la dette réelle de l'Etat se composaient de dette flottante, contre 20 %, ou 33,2 milliards en 1977. Alors que la dette à moyen terme en francs belges a été amortie, la dette à court terme s'est accrue de 7,9 milliards et celle à très court terme de 20,1 milliards. La majeure partie de la hausse de la dette, se composait essentiellement des certificats de trésorerie détenus par les banques (+21,8 milliards). Le reste était dû à l'accroissement des avances du Fonds des Rentes au Trésor (+13,2 milliards) et des avoirs des particuliers auprès de l'Office des compte-chèques postaux (+3,8 milliards).

Quelque 78 % du gonflement de la dette — soit 143 milliards — ont été couverts par des emprunts consolidés contre 80 % ou 134,7 milliards en 1977. L'endettement consolidé contracté pour couvrir les besoins propres à l'Etat a augmenté de 112

---

(1) Les certificats de trésorerie en portefeuille du Fonds Monétaire International (F.M.I.) ne sont pas repris dans la dette réelle de l'Etat. Les certificats cédés au titre de versement partiel de la quote-part belge de participation ne représentent qu'un engagement à concurrence duquel la Belgique est tenue de mettre éventuellement des francs belges à la disposition du F.M.I. et n'influence en rien la situation du Trésor. Selon un accord entre le Trésor et la Banque Nationale, c'est cette dernière, et non le Trésor, qui fournit des francs belges lorsque le F.M.I. met en circulation les certificats du Trésor qu'il possède. Dans le cas contraire, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, la créance que la Banque Nationale possède sur le F.M.I. diminue. Le F.M.I. reçoit de nouveaux certificats de trésorerie. La dette publique augmente sans que le Trésor ait perçu de nouveaux fonds. Les variations des certificats de trésorerie en main du F.M.I. (+19,5 milliards en 1978 contre +4,1 milliards en 1977) résultent soit des tirages en francs belges par les Etats membres du Fonds, soit des remboursements en francs belges par ces Etats, soit d'une modification de la participation belge au F.M.I.

(2) Estimation au 31 décembre 1978.

milliards. Le rapport des emprunts d'Etat s'est élevé à 185 milliards et a été affecté, à raison de 73 milliards aux remboursements hors budget des échéances anticipées et aux amortissements contractuels. Les émissions indirectes se sont chiffrées à 39,3 milliards et ont été consacrées à concurrence de 7,6 milliards aux amortissements.

La dette du secteur débudgétisé à charge de l'Etat s'élevait, à la fin de l'année, à 217,2 milliards et a été contractée pour financer l'aménagement d'autoroutes et de métros, ainsi que les travaux effectués au canal Bruxelles-Rupel (123,9 milliards), pour financer les subventions couvrant certains travaux du secteur local (53,6 milliards), ainsi que les pensions de guerre (12,1 milliards) (1), les primes d'achats et de construction de logement (11,3 milliards (2), la construction du bâtiment (7,2 milliards) et d'autre réalisations (9,1 milliards).

*

* *

(1) Estimations au 31 décembre 1978.
(2) Situation au 31 octobre 1978.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
A. — *Opérations budgétaires*				
I. Opérations courantes (a)	— 42,8	— 54,3	— 75,1	— 81,0
Recettes	*609,4*	*696,3*	*785,5*	*877,3*
Dépenses	*652,3*	*750,6*	*860,6*	*958,3*
II. Opérations de capital	— 71,0	— 77,3	— 86,6	— 97,7
Recettes	*7,6*	*8,2*	*8,7*	*10,4*
Dépenses	*78,6*	*85,5*	*95,3*	*108,1*
III. Résultat budgétaire	—113,8	—131,6	—161,7	—178,7
B. — *Opérations de trésorerie*	+ 4,5	— 1,5	— 5,7	— 4,1
C. — *Solde net à financer (=évolution nette de la dette)* (b)	—109,3	—133,1	—167,4	—182,8
D. — *Remboursements de la dette*	71,0	69,9	63,4	81,7
Amortissements contractuels (c)	*35,0*	*47,4*	*48,6*	*56,9*
Remboursements hors budget (d)	*36,0*	*22,5*	*14,8*	*24,8*
E. — *Solde net à financer (= appel brut à l'emprunt)*	—180,3	—203,0	—230,8	—264,5
F. — *Le solde net à financer a été couvert par :*				
I. Variations de l'encours des emprunts consolidés (e)	+ 92,9	+ 81,2	+ 134,2	+ 143,0
Produit net d'emprunts consolidés	+ *158,8*	+ *149,2*	+ *193,4*	+ *218,9*
Remboursements hors budget (d)	— *36,0*	— *22,5*	— *14,8*	— *24,9*
Amortissements contractuels (c)	— *35,0*	— *47,5*	— *48,6*	— *56,9*
Ajustements (f)	+ *5,1*	+ *2,0*	+ *4,2*	+ *5,9*
II. Variations des engagements à moyen et à court terme (b)	+ 16,4	+ 51,9	+ 33,2	+ 39,8
Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale (g)	— *0,9*	+ *16,4*	+ *16,4*	+ *0,0*
Avances par le biais du Fonds des Rentes (h)	—	—	—	+ *13,2*
Portefeuille des banques et des caisses d'épargne privées	+ *0,8*	+ *25,6*	— *21,2*	+ *26,3*
Portefeuille des institutions parastatales	+ *14,3*	+ *2,0*	+ *47,3*	— *17,7*
Comptes de chèques postaux des particuliers	+ *3,7*	+ *7,4*	+ *3,1*	+ *3,8*
Divers (i)	— *1,6*	+ *0,5*	— *12,0*	+ *14,2*
Total des variations de la dette réelle de l'Etat (b)	+ **109,3**	+ **133,1**	+ **167,4**	+ **182,8**

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées et un montant équivalent en dépenses; non compris les recettes cédées aux Communautés Européennes.
(b) Les certificats repris par le F.M.I non compris.
(c) Amortissements à charge du Trésor et du Fonds des Routes; effectués par tirage au sort ou par rachat en Bourse durant le terme de l'emprunt.
(d) Il s'agit des remboursements à échéance intermédiaire ou à échéance finale.
(e) Il s'agit des variations de l'encours de la dette consolidée directe et indirecte, en francs belges et en monnaie étrangère.
(f) Comprenant, entre autres, les différences d'émissions et d'amortissements.
(g) En vertu de l'accord du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque Nationale, le montant maximum a été fixé à 37 milliards.
(h) En vertu du protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et l'Etat, le montant maximum a été fixé à 30 milliards.
(i) Il s'agit notamment de variations dans le portefeuille des certificats de trésorerie des intermédiaires non financières du secteur public, de variations dans le portefeuille des certificats de la tranche B du Fonds des Rentes et pour 1978 de la dette à court terme en monnaie étrangère.

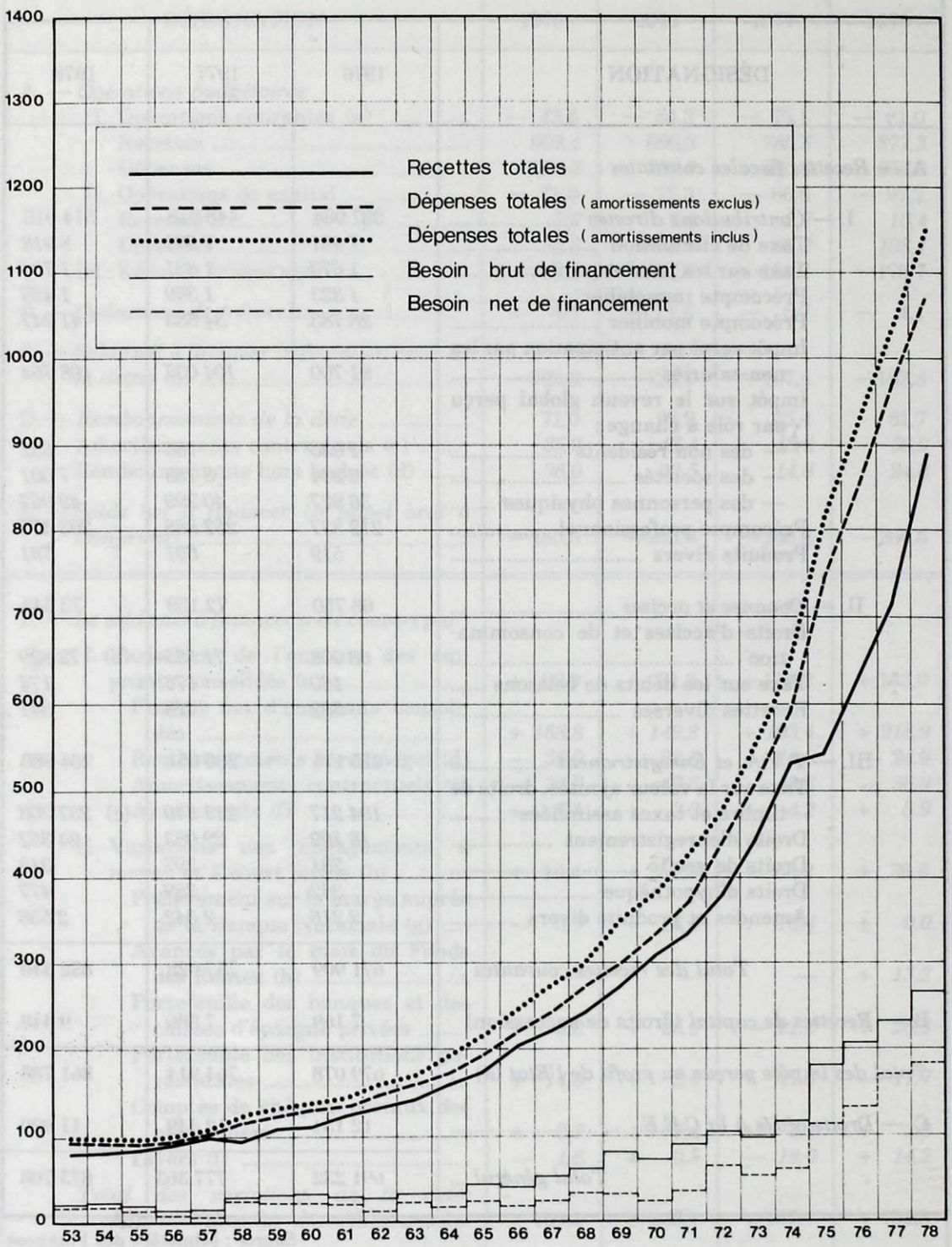
Situation en matière des recettes fiscales
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1976	1977	1978
A. — *Recettes fiscales courantes :*			
I. — *Contributions directes*	387 984	448 218	514 016
Taxe de circulation	*7 461*	*7 902*	*8 918*
Taxe sur les jeux et paris	*1 670*	*1 831*	*1 784*
Précompte immobilier	*1 323*	*1 369*	*1 455*
Précompte mobilier	*28 783*	*34 683*	*41 247*
Impôt versé par anticipation par les non-salariés	*91 700*	*104 037*	*108 764*
Impôt sur le revenu global perçu par rôle à change :			
— des non-résidents	*1 030*	*760*	*632*
— des sociétés	*6 234*	*3 758*	*7 001*
— des personnes physiques	*36 927*	*40 299*	*49 957*
Précompte professionnel	*212 337*	*252 888*	*293 477*
Produits divers	*519*	*691*	*781*
II. — *Douanes et accises*	68 750	72 159	73 344
Droits d'accises et de consommation	*68 008*	*71 555*	(b) *72 829*
Taxe sur les débits de boissons	*160*	*176*	*174*
Recettes diverses	*582*	*428*	*341*
III. — *T.V.A. et Enregistrement*	215 175	236 651	264 980
Taxe sur la valeur ajoutée, droits de timbre et taxes assimilées	*194 217*	*211 540*	(c) *237 303*
Droits d'enregistrement	*18 109*	*22 083*	*24 352*
Droits de greffe	*281*	*297*	*312*
Droits d'hypothèque	*352*	*389*	*477*
Amendes et produits divers	*2 216*	*2 342*	*2 536*
Total des recettes courantes ...	671 909	757 028	852 340
B. — *Recettes de capital* (droits de succession)	7 169	7 886	9 448
Total des impôts perçus au profit de l'Etat (a) ...	679 078	764 914	861 788
C. — *Droits cédés à la C.E.E.*	12 154	12 449	11 920
Total général ...	691 232	777 363	873 708

Source : Ministère des Finances.

(a) Y compris les recettes affectées.
(b) Y compris 1 664 millions affectées à l'I.N.A.M.I.
(c) Y compris 336 millions affectées à l'I.N.A.M.I.

Situation du Trésor
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

Exécution des budgets de 1969 à 1974

Système de gestion (a)
(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (b)	Autres			
1969	109 699	42 792	100 971	14 166	267 628	268 207	— 579	28 084	391	36 633	— 8 158	— 8 737
1970	131 490	46 015	105 902	16 938	300 345	295 411	+ 4 934	27 260	607	49 147	—21 280	—16 346
1971	151 397	46 543	118 830	9 218	326 285	323 293	+ 2 992	77 052	667	50 926	+26 793	+29 785
1972	175 115	49 432	132 112	9 374	366 033	371 102	— 5 069	80 179	493	65 714	+14 958	+ 9 889
1973	211 609	47 247	140 673	11 147	410 676	422 924	—12 248	91 189	783	67 977	+23 995	+11 747
1974	267 150	45 083	160 084	17 748	490 065	497 504	— 7 439	85 724	696	78 695	+ 7 725	+ 286

(a) Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967.
(b) Produit net des émissions.

Source : Ministère des Finances.

Exécution du budget depuis 1975

Budget unique (a)
(en millions de francs)

ANNÉES	Opérations courantes			Opérations en capital			Dette			Résultat
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Produit net (b)	Amortissement	Solde	
1975	581 251	623 395	—42 144	7 716	72 653	— 64 937	94 467	33 008	+61 459	—45 622
1976	657 100	716 470	—59 370	8 207	77 175	— 68 968	110 356	42 319	+68 037	—60 301 (c)
1977	747 820	816 965	—69 145	8 692	87 237	— 78 545	150 809	49 980	+100 829	—46 861 (c)
1978	877 324	956 721	—79 397	10 416	113 351	—102 935	157 353	55 800	+101 553	—80 779 (c)

(a) La technique de budget unique a été mise en application à partir du 1er janvier 1975.
(b) Il s'agit des montants nominaux des emprunts directs émis moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale.
(c) Résultats provisoires à fin février.

Source : Ministère des Finances.

Dépenses budgétaires par budget (a)

(en millions de francs)

BUDGETS	Dépenses courantes			Dépenses en capital			Amortissement de la dette		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Dette publique	60 608	71 472	86 808	412	158	225	42 319	49 980	55 800
Pensions	88 496	97 065	105 073	61	—	—	—	—	—
Dotations	2 346	2 584	2 800	4	3	4	—	—	—
Dotations culturelles	13 585	—	—	1 872	—	—	—	—	—
Premier Ministre	1 364	1 519	1 696	1 100	1 547	1 423	—	—	—
Justice	16 035	17 675	18 449	136	111	118	—	—	—
Intérieur	46 377	54 434	61 933	285	264	301	—	—	—
Affaires étrangères et Commerce extérieur	10 101	10 794	13 591	2 577	2 921	2 500	—	—	—
Défense nationale	57 287	61 205	69 954	1 250	1 358	1 331	—	—	—
Gendarmerie	8 729	10 278	11 150	329	340	285	—	—	—
Agriculture	4 278	4 681	7 713	971	776	611	—	—	—
Affaires économiques	14 833	16 910	19 915	2 615	2 359	3 506	—	—	—
Classes Moyennes	4 163	5 207	5 738	606	11	13	—	—	—
Communications	50 296	56 546	62 332	13 709	15 396	16 452	—	—	—
P.T.T.	14 308	17 096	16 080	—	2	3	—	—	—
Travaux publics	15 514	16 056	41 357	19 170	21 328	24 875	—	—	—
Emploi et Travail	34 351	42 619	66 982	21	16	16	—	—	—
Prévoyance sociale	63 228	85 156	87 641	27	—	3	—	—	—
Education nationale	152 567	169 206	182 776	13 773	14 977	17 230	—	—	—
Culture	3 267	13 466	14 587	205	1 909	2 099	—	—	—
Santé publique et Famille	28 346	27 263	31 412	4 162	5 408	4 542	—	—	—
Finances	18 233	21 022	32 240	6 263	7 168	20 027	—	—	—
Affaires régionales flamandes	4 430	8 525	8 398	3 679	6 514	9 880	—	—	—
Affaires régionales wallonnes	2 977	5 079	6 393	3 317	3 617	6 676	—	—	—
Affaires régionales bruxelloises	751	1 077	1 703	631	1 053	1 231	—	—	—
Affaires régionales allemandes	—	30	—	—	1	—	—	—	—
Total	**716 470**	**816 965**	**956 721**	**77 175**	**87 237**	**113 351**	**42 319**	**49 980**	**55 800**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses (a)

(en millions de francs)

CHAPITRES	Opérations courantes			Opérations de capital			Amortissement de la dette		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Dette publique	—	—	—	—	—	—	42 319	49 980	55 800
Salaires	135 440	148 774	161 602	—	—	—	—	—	—
Services	35 605	40 399	44 634	—	—	—	—	—	—
Matériel	15 143	16 775	20 649	—	—	—	—	—	—
Intérêts-pertes	68 516	80 713	98 590	—	—	—	—	—	—
Transferts de revenus (30)	93 096	106 353	112 948	—	—	—	—	—	—
(40)	342 345	396 036	469 632	—	—	—	—	—	—
Transferts de capitaux (50)	—	—	—	7 590	8 006	7 488	—	—	—
(60)	—	—	—	38 747	43 959	55 918	—	—	—
Investissements	—	—	—	13 699	16 281	17 449	—	—	—
Avances-participations	—	—	—	15 917	17 344	30 541	—	—	—
Divers	26 325	27 915	48 666	1 222	1 647	1 955	—	—	—
Reports	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total ...	**716 470**	**816 965**	**956 721**	**77 175**	**87 237**	**113 351**	**42 319**	**49 980**	**55 800**

(a) Résultats provisoires.

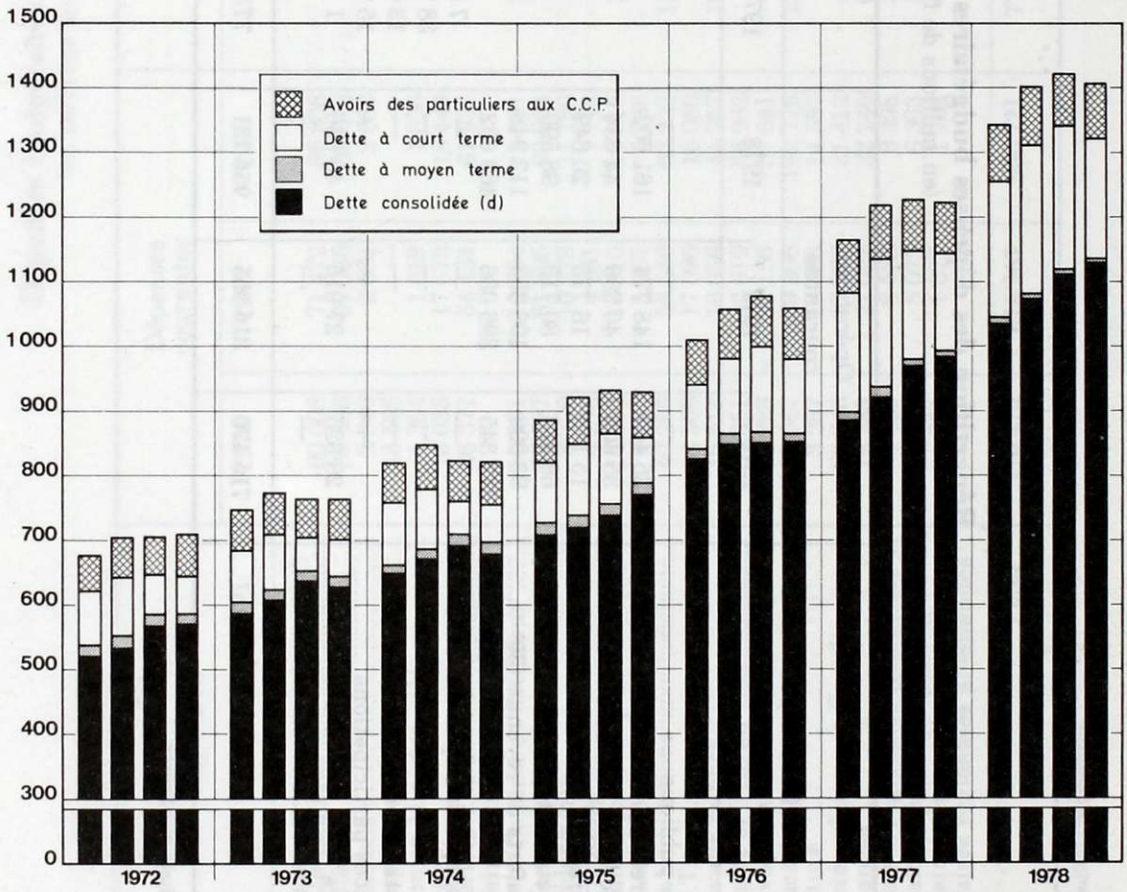
Source : Ministère des Finances.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978
Dette en francs belges	**808,3**	**919,1**	**1 053,3**	**1 221,2**	**1 392,5**
Dette consolidée	671,7	766,1	848,4	983,1	1 126,8
Dette à moyen terme	19,7	17,3	13,0	6,3	5,9
Dette à court terme (b)	31,7	35,9	70,7	124,4	128,7
Dette à très court terme	19,5	30,4	44,3	27,4	47,5
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux	65,7	69,4	76,8	79,9	83,6
Dette en monnaies étrangères	**6,5**	**5,0**	**3,9**	**3,4**	**14,9**
Dette consolidée	5,7	4,6	3,8	3,4	2,7
Dette Congolaise garantie (c)	0,8	0,4	0,1	—	—
Dette à court terme	—	—	—	—	12,2
Total	**814,8**	**924,1**	**1 057,2**	**1 224,6**	**1 407,4**
Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I.	**6,6**	**4,7**	**1,5**	**4,1**	**19,5**
Total général	**821,4**	**928,8**	**1 058,7**	**1 228,7**	**1 426,9**

Situation à fin de trimestre
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances.

(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.
(b) Les certificats repris par le F.M.I. non compris.
(c) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965).
(d) Y compris la dette garantie suite à la Convention belgo-congolaise du 5 février 1965.

Evolution de la dette publique
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977	1978
Dette consolidée :					
Dette consolidée intérieure	+50,9	+ 94,4	+ 82,3	+134,7	+143,7
Directe	*+54,3*	*+ 68,3*	*+ 70,6*	*+112,1*	*+112,0*
Indirecte	*— 3,4*	*+ 26,1*	*+ 11,7*	*+ 22,6*	*+ 31,7*
Dette consolidée extérieure (a)	— 1,5	— 1,5	— 1,1	— 0,5	— 0,7
Directe	*— 0,9*	*— 0,8*	*— 0,7*	*— 0,4*	*— 0,5*
Indirecte	*— 0,3*	*— 0,3*	*— 0,1*	—	*— 0,1*
Dette congolaise indirecte garantie (b)	*— 0,3*	*— 0,4*	*— 0,3*	*— 0,1*	*— 0,1*
Total ...	+49,4	+ 92,9	+ 81,2	+134,2	+143,0
Dette flottante :					
Dette intérieur directe	+ 7,9	+ 16,4	+ 51,8	+ 33,2	+ 27,6
A moyen terme	*+ 3,8*	*— 2,4*	*— 4,3*	*— 6,7*	*— 0,4*
A court ou à très court terme (c)	*+ 4,1*	*+ 18,8*	*+ 56,1*	*+ 39,9*	*+ 28,0*
Dette extérieure directe	—	—	—	—	+ 12,2
A moyen terme	—	—	—	—	—
A court ou à très court terme	—	—	—	—	*+ 12,2*
Total ...	+ 7,9	+ 16,4	+ 51,8	+ 33,2	+39,8
Dette publique totale	+57,3	+109,3	+133,0	+167,4	+182,8
Certificats tenus par le Fonds monétaire international	— 0,7	— 1,9	— 3,1	+ 2,6	+ 15,4
Dette publique totale	+56,6	+107,4	+129,9	+170,0	+198,2
dont : dette intérieure	+58,1	+108,9	+131,0	+170,5	+186,7
dette extérieure	— 1,5	— 1,5	— 1,1	— 0,5	+ 11,5

Source : Ministère des Finances.

(a) L'équivalent en francs belges, calculés selon les taux de change du dernier jour de bourse du mois de décembre.
(b) Emprunts repris pour la Belgique en raison de la convention Belgo-congolaise du 6 février 1965, approuvé par la loi du 23 avril 1965.
(c) Les certificats repris par le F.M.I. non compris; la dotation des combattants y compris.
Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectent pas la Trésorerie de l'Etat.

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

En 1978, les finances communales ont, dans une large mesure, été influencées par la fusion des communes et la création des centres publics d'aide sociale. De plus, la situation économique difficile a eu, elle aussi, des effets négatifs. Les efforts entrepris en vue d'atténuer, dans la mesure du possible, les conséquences de la crise ont donné lieu à des dépenses supplémentaires, notamment pour mener une politique active de l'emploi. En outre, l'accroissement des recettes a été freiné. Nombre de communes ont à faire face à une aggravation du déficit budgétaire.

Les crédits destinés aux dépenses courantes, qui reviennent directement ou indirectement aux provinces, aux communes ou autres institutions locales, sont prévus, pour à peu près la moitié, au budget du Ministère de l'Intérieur. Les autres interventions sont réparties entre les divers budgets ou sont reprises sous forme de crédits régionaux.

L'aide accordée par le Ministère de l'Intérieur par le biais du Fonds des Communes est, en ordre de grandeur, de loin la plus importante. En vertu de la loi du 5 janvier 1976, relative aux propositions budgétaires 1975-1976 (1), le Fonds des Communes a été alimenté, à partir du 1er janvier 1977, par un prélèvement annuel de 7,65 % sur le total des recettes fiscales courantes perçues par l'Etat au cours de l'avant-dernière année fiscale, y compris les recettes affectées, mais à l'exclusion des droits d'importation cédés aux Communautés européennes. Pour 1978, la dotation a donc été fixée à 51,4 milliards de francs soit 6,2 milliards ou 13,6 % de plus qu'en 1977. La répartition parmi les régions a été effectuée conformément aux mesures transitoires fixées par l'article 78 de la loi du 5 janvier 1976 concernant les propositions budgétaires 1975-1976 : 62,5 % ont été attribués selon la clef de répartition prévue à l'article 5 de la loi du 1er août 1974 relative à la création des institutions régionales (en vue de l'application de l'article 107*quater* de la Constitution) modifiée par la loi du 19 juillet 1977 et 37,5 % à raison du total des parts obtenues par les communes de toute région dans le Fonds des Communes de 1975. En vertu de la clef de répartition basée sur les trois critères suivants : population, superficie et recettes des impôts sur les personnes physiques, la Flandre obtient 51,48 %, la Wallonie 39,41 % et Bruxelles 9,11 %. L'application à concurrence de 62,5 % de la dotation ou 32, milliards a donné lieu à l'octroi de 16,5 milliards à la Flandre, 12,7 milliards à la Wallonie et 2,9 milliards à Bruxelles. Le solde, c'est-à-dire 37,5 % de la dotation, a été réparti au prorata du total des parts que chaque commune de chaque région s'est vue attribuer dans le Fonds des communes de 1975. Selon cette répartition, 9,7 milliards (50,25 %) sont destinés à la Flandre, 5,7 milliards (29,39 %) à la Wallonie et 3,9 milliards (20,36 %) à Bruxelles, de sorte que de la dotation totale, 26 milliards (51 %) ont été accordés à la Flandre, 18,3 milliards (35,7 %) à la Wallonie et 6,9 milliards (13,3 %) à Bruxelles.

En vertu de la loi du 8 juillet 1976 relative aux centres publics d'aide sociale, une part de la dotation régionale de chaque région est affectée à un fonds spécial d'aide

(1) *Moniteur belge* du 6 janvier 1976.

sociale. Ce fonds est réparti entre les centres publics d'aide sociale à la région concernée. Globalement, la part du Fonds des Communes revenant à la Flandre s'est chiffrée à 24,9 milliards, celle de la Wallonie à 17,4 milliards et celle de Bruxelles à 6,5 milliards. En ce qui concerne Bruxelles, une dotation de 4 % du Fonds des Communes, soit 2,1 milliards, a été accordée pour 1978, et ce, en vertu de la loi du 5 janvier 1976.

En vertu de l'article 74 de la loi du 5 janvier 1976, une dotation de 6,3 milliards (13,6 % de plus qu'en 1977) a été prévue au budget pour compte du Fonds des Provinces. A partir du 1er janvier 1977, celui-ci est alimenté par un prélèvement annuel de 0,933 % du total des recettes fiscales courantes prévues par l'Etat au cours de l'avant dernière année budgétaire, y compris les recettes affectées, mais à l'exclusion des droits d'importation cédés aux Communautés européennes.

Outre les dotations susmentionnées, des crédits pour un montant de 861 millions de francs ont été prévus au budget du Ministère de l'Intérieur, comme transferts de revenus aux provinces, communes et institutions assimilées.

Afin de permettre aux communes fusionnées, de couvrir leurs charges financières d'emprunts de consolidation contractés en vertu de l'article 77 de la loi du 5 janvier 1976 concernant les propositions budgétaires 1975-1976, un crédit de 468 millions de francs a été prévu pour couvrir les besoins du Fonds de consolidation des déficits des communes fusionnées. Ce crédit, destiné à rembourser les charges d'intérêt des emprunts de consolidation contractés en vue d'apurer le déficit du service ordinaire de leur compte pour l'année 1975, est payable aux communes fusionnées autorisées à contracter des emprunts ou aux communes qui leur ont succédé. Les emprunts sont remboursables en vingt ans et sur base du taux d'intérêt appliqué à ce jour par le Crédit communal de Belgique (Arrêté royal du 11 mai 1976).

Bien que la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976 a annulé, à partir du 1er janvier 1977, les articles 5, 6 et 7 de la loi du 23 juillet 1971 relative à la fusion de communes et à la modification de leurs limites, les communes ayant déjà fait l'objet d'une fusion ou d'une modification de limites et qui, de surcroît, ont joui de l'aide complémentaire prévue à l'article 5 de la loi précitée, conservent aux termes de l'article 81 de la loi du 5 janvier 1976, le droit à cette aide complémentaire pour un délai de dix ans, sauf si elles ont été l'objet d'une nouvelle fusion en exécution de la loi du 23 juillet 1971. Les communes bénéficiant de la mesure stipulée par l'article 81 de la loi du 5 janvier 1976 ont reçu des compléments de recettes durant sept ans (de 1972 à 1978) et recevront, de 1978 à 1981, des compléments de recettes à concurrence de 10 %. Le montant du crédit prélevé s'est chiffré, en 1978, à 164 millions de francs.

En vertu des dispositions de l'article 51 de la loi du 26 juillet portant organisation des agglomérations et fédérations des communes, un crédit de 18 millions a été accordé à l'agglomération de Bruxelles pour satisfaire ses besoins et avancer les frais en rapport avec la liquidation des fédérations de la banlieue.

Les subventions accordées aux intercommunales et aux communes pour couvrir les dépenses de démergement se sont élevées se sont élevées à 105 millions. Elles

représentent les 3/4 des frais d'exploitation et les 2/3 des charges financières dues à la construction et l'exploitation d'installations destinées à assurer la sûreté des communes avec démergement. Pour le remboursement aux communes des frais de fonctionnement des centres de secours du 900, 102,4 millions de francs ont été accordés. Les autres subventions à charge du budget du département de l'Intérieur concernent : la contribution de l'Etat aux frais que doit supporter la Ville de Bruxelles pour la cérémonie de commémoration organisée sur la Place des Martyrs (0,1 million); les subventions accordées aux centres d'entraînement et de formation des agents de police et gendarmes, accordées selon les critères prévus à l'arrêté royal organique du 3 septembre 1971 (3,1 millions); les subventions aux communes pour la démolition de certains abris publics se trouvant sur leur territoire (0,3 million) et enfin la subvention au bénéfice de l'Institut Administration-Université pour l'organisation de colloques et séminaires au bénéfice des mandataires et fonctionnaires de direction des administrations provinciales et communales (0,1 million).

Les crédits destinés aux provinces et communes, inscrits aux budgets des dépenses courantes des autres départements, se sont chiffrés à 41,6 milliards. De ce montant, 37,8 milliards ont été réservés aux pensions, suppléments de salaires et de fonctionnement du personnel enseignant des écoles provinciales et communales (Budget des Pensions et de l'Education Nationale), 3,6 milliards ont été dégagés pour les charges d'intérêts des emprunts contractés auprès du Crédit communal de Belgique (Budget des Travaux publics, de la Santé publique et de la Famille). Sur le budget de la Culture, 2 milliards de francs de crédits ont été prévus. Les crédits inscrits aux budgets des affaires régionales (1,1 milliard) étaient, pour la plupart destinés aux centres de formation pour assistantes familiales et au remboursement de l'intérêt des emprunts souscrits auprès du Crédit communal de Belgique.

Les crédits prévus aux budgets des dépenses en capital au profit des provinces et des communes se sont élevés à 6,4 milliards et étaient destinés aux travaux publics (2,8 milliards pour des charges d'amortissement, pour des travaux de construction, pour des travaux de démergement et pour l'exécution de la loi Brunfaut), à la Santé publique et la Famille (1,2 milliard) et à l'Education nationale (1,8 milliard pour le Fonds des bâtiments scolaires, provinciaux et communaux et 0,1 milliard pour les subventions d'équipement aux écoles provinciales et communales). Les crédits prévus aux budgets des affaires régionales se chiffrent à 5,5 milliards. Les crédits sollicités étaient destinés aux Travaux publics (notamment les espaces verts publics et le renouvellement de la ville), à la politique de logement, à celle de la santé et aux subventions aux offices publics.

Il convient de rappeler ici que les transferts de revenus ou de capitaux au profit des provinces et des communes — au titre d'intérêts ou d'amortissements d'emprunts contractés auprès du Crédit communal de Belgique ou de tout autre organisme similaire — ont trait principalement aux charges résultant de subsides accordés à une date antérieure. Le montant des nouvelles interventions financées au moyen d'emprunts souscrits auprès des intermédiaires financiers publics et dont les charges d'intérêt et d'amortissement sont au compte de l'Etat, est en majeure partie déterminé par des dispositions particulières contenues dans les lois budgétaires. Ceci vaut tout spécialement pour les travaux subsidiés par le Ministère des Travaux publics et celui de la Santé (à charge du budget régional correspondant).

Les recettes budgétaires globales des communes, y compris les soldes des exercices précédents, se sont chiffrées à environ 167 milliards en 1978 contre 155,6 milliards en 1977. Les dépenses ont atteint 189,3 milliards contre 180,1 milliards en 1977. Le déficit net global s'est élevé à 22,2 milliards, soit 2,1 milliard de moins qu'en 1977 et 0,9 milliards de plus qu'en 1976. Le déficit moyen est demeuré, tout comme au cours des années précédentes, nettement supérieur à l'excédent moyen : en 1978, 483 communes ont réalisé un excédent de 0,7 milliard, mais 113 communes ont accusé un déficit de 23 milliards.

Les budgets et comptes de l'exercice 1978 peuvent être analysés sur base de l'enquête du Crédit Communal (1) auprès des pouvoirs locaux à la fin de l'année. Les recettes ordinaires du budget initial devaient atteindre 152,9 milliards et les dépenses 171,3 milliards contre respectivement 139,9 et 154 milliards en 1977.

Le déficit budgétaire est dès lors passé de 14,1 à 18,4 milliards. Des 596 communes du pays, 38 enregistreraient un boni global de 0,1 milliard (2) et 558 communes un déficit de 18,6 milliards. Parmi ces dernières figurent les cinq grandes villes (Bruxelles, Anvers, Gand, Charleroi et Liège) avec un déficit de 7,7 milliards, 460 communes de 5 000 habitants et plus avec un déficit de 10,4 milliards et 93 communes de moins de 5 000 habitants avec un déficit de 0,4 milliard. Ces données concernent les budgets initiaux. La situation peut toutefois s'améliorer grâce au Fonds d'aide ou à des crédits spéciaux ou encore à la faveur de l'augmentation des recettes fiscales; le fait de renoncer à certains travaux ou achats de terrains entraîne aussi un allègement des charges de la dette. La situation peut par contre s'aggraver du fait de l'augmentation des dépenses ou de l'aggravation des charges de la dette. Dans le but de serrer la réalité de plus près, le Crédit Communal, dans son enquête, a demandé aux communes de lui communiquer le résultat propable qu'elles enregistreront au compte communal propre à l'exercice. Les résultats étaient les suivant : 491 communes devraient clôturer leur compte avec un boni global de 5,3 milliards et 100 communes avec un déficit de 3,8 milliards. Pour certaines de ces 100 communes, le mali ne représente cependant qu'une partie minime de leurs dépenses : pour 5 communes, ce déficit est en effet inférieur à 100 F par habitant; pour 40 communes, il est compris entre 100 F et 500 F par habitant; pour 14 communes, il se situe entre 500 F et 1 000 F par habitant; pour 36 communes, il varie entre 1 000 F et 5 000 F par habitant et pour 5 communes, il dépasse 5 000 F par habitant. Comme au cours des années précédentes, les situations déficitaires les plus préoccupantes se retrouvent dans les « villes-centres » et les communes de l'agglomération bruxelloise.

Un aperçu des rubriques économiques des budgets communaux fait apparaître que les dépenses de personnel sont tombées de 50,4 % en 1976 à 48,8 % en 1978. Les charges de la dette se sont stabilisées à 27,4 %. Les dépenses de transferts sont passées de 9 % en 1976 à 9,9 % en 1978. La ventilation fonctionnelle fait apparaître l'importance des dépenses d'enseignement (21,5 % des dépenses totales), de communication (16,8 %), d'administration générale (10,4 %), d'éducation populaire et

(1) Cette enquête porte sur les recettes et dépenses telles qu'elles apparaissent au budget initial ordinaire propre à l'exercice; 76 % des communes, représentant près de 87 % de la population, ont répondu à cette enquête effectuée au 15 décembre 1978. Les résultats ont été complétés par extrapolation.

(2) En 1977, 118 communes ont connu un boni de 0,6 milliard et 484 un déficit total de 14,7 milliards.

de développement des arts (8,1 %), de la police (8 %), de la prévoyance et de l'assistance sociale (6,4 %) et de la dette générale (5,2 %).

Bien qu'il y ait une assez grande stabilité des parts relatives aux différentes fonctions, on constate une tendance à la diminution de la place occupée par les rubriques enseignement et communications-voirie-cours d'eau, tandis que la fonction éducation populaire et arts, et les rubriques prévoyance-assistance sociale et dette générale gagnent en importance.

Pour 1978, les recettes globales figurant aux budgets initiaux des provinces s'élevaient à 28,7 milliards, les dépenses à 29,8 milliards; le déficit total était donc de 1,1 milliard. Après des modifications budgétaires, les recettes sont passées à 32,3 milliards, les dépenses à 33,1 milliards, laissant un déficit budgétaire final de 0,7 milliard. Les budgets modifiés propres à l'exercice 1978 reprennent 30 milliards en recettes et 31,4 milliards en dépenses. le déficit propre à l'exercice s'élève donc à 1,4 milliard. Huit provinces accusent ensemble un déficit de 1,6 milliard tandis qu'une province enregistre un excédent de 0,2 milliard.

Les investissements communaux pour 1978 peuvent être estimés à 48,8 milliards contre 39,2 milliards en 1977 sur base de l'enquête du Crédit communal de Belgique sur la situation financière des communes. Après une réduction de 11,5 % en 1977 due aux conséquences des fusions de communes, le chiffre de 1976 (44,3 milliards) est donc dépassé de 10 %. Les provinces ainsi que les organismes locaux et régionaux autres que les communes, auraient investi pour 24 milliards. Le montant total des investissements du secteur local et régional s'élèverait à 72,8 milliards. Ils ont été financés pour 48,6 milliards par des prêts accordés par le Crédit Communal, pour 9,5 milliards par des subventions versées par l'Etat, pour 1,1 milliard par des crédits de caisse accordés aux communes et aux intercommunales pour leur politique foncière et de logement, pour 5 milliards par des avances à court terme en attendant des émissions d'emprunts et pour 5,2 milliards par des emprunts publics des grandes villes. La vente de biens patrimoniaux, les transferts du service ordinaire à l'extraordinaire, la consigne des emprunts entre autres auprès d'autres bailleurs de fonds et au moyen de recettes diverses, ont rapporté ensemble 3,2 milliards. Comparé avec 1977, le montant total des investissements locaux a augmenté de 12,5 %. Ce progrès est dû exclusivement aux investissements des communes, le reste du secteur demeurant pratiquement au même niveau que l'année précédente.

*
* *

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire - Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1969 (a, c)	7 320	6 811	+ 509	8 496	7 159	+1 337
1970 (a, c)	7 716	7 764	— 48	9 158	8 090	+1 068
1971 (b, c)	9 197	9 066	+ 131	10 705	9 851	+ 854
1972 (b, c)	10 879	10 456	+ 423	12 172	11 215	+ 957
1973 (d)	14 018	14 425	— 407	14 859	14 910	— 51
1974 (e)	14 661	15 013	— 352	15 329	15 426	— 97
1975 (e)	16 949	16 402	+ 547	17 441	17 203	+ 237
1976 (e)	21 220	21 234	— 14	21 888	22 590	— 702
1977 (e)	23 850	24 054	— 204	24 895	25 207	— 312
1978 (e)	26 189	26 749	— 560	27 652	28 490	— 838

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales »

(en millions de francs)

SECTIONS	1974 (a)	1975 (a)	1976 (a)	1977 (a)	1978 (a)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	3 249	3 769	4 523	5 288	6 177
Centimes additionn. au précompte immobilier	3 105	3 790	5 207	5 777	6 341
Impositions directes et indirectes ..	1 439	1 815	2 052	2 071	2 004
Autres recettes	99	(b)	(b)	(b)	(b)
Total ...	**7 892**	**9 374**	**11 782**	**13 136**	**14 522**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(b) Dans la nouvelle classification économico-fonctionnelle, les « autres recettes » sont intégrées dans la fonction « opérations non imputables ».

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1973	1 710	1 857	—147	1 943	1 943	—
	1974	1 932	2 094	—162	2 177	2 177	—
	1975	2 414	2 285	+129	2 585	2 550	+ 35
	1976	2 936	2 880	+ 56	3 380	3 379	+ 1
	1977	3 263	3 225	+ 38	3 707	3 707	—
	1978	3 665	3 688	— 23	3 996	3 996	—
Brabant	1973	2 299	2 474	—175	2 490	2 490	—
	1974	2 644	2 703	— 59	2 718	2 718	—
	1975	2 855	2 897	— 42	3 000	2 982	+ 18
	1976	3 977	3 934	+ 43	4 009	4 039	— 30
	1977	4 811	4 344	+467	4 914	4 428	+486
	1978	4 886	5 036	—150	5 229	5 204	+ 25
Hainaut	1973	2 599	2 507	+ 92	2 628	2 642	— 14
	1974	2 844	2 853	— 9	2 932	2 963	— 31
	1975	3 645	3 536	+109	3 674	3 565	+109
	1976	4 794	5 153	—359	4 794	5 483	—689
	1977	5 052	5 867	—815	5 052	5 868	—816
	1978	6 066	6 319	—253	6 066	6 958	—892
Liège	1973	2 242	2 323	— 81	2 396	2 392	+ 4
	1974	2 499	2 613	—114	2 613	2 638	— 25
	1975	3 388	3 361	+ 27	3 388	3 381	+ 7
	1976	3 947	3 939	+ 8	3 966	3 954	+ 12
	1977	4 364	4 421	— 57	4 481	4 467	+ 14
	1974	977	987	— 10	994	994	—

	1975	1 129	1 140	— 11	1 179	1 179	—
	1976	1 307	1 318	— 11	1 361	1 361	—
	1977	1 535	1 551	— 16	1 647	1 647	—
	1978	1 704	1 793	— 89	1 934	1 934	—
Luxembourg	1973	315	333	— 18	334	334	—
	1974	369	388	— 19	390	390	—
	1975	480	488	— 8	488	488	—
	1976	634	634	—	635	634	+ 1
	1977	747	756	— 9	756	756	—
	1978	878	903	— 25	903	903	—
Namur	1973	565	541	+ 24	565	605	— 40
	1974	619	618	+ 1	620	661	— 41
	1975	774	649	+125	774	710	+ 64
	1976	933	929	+ 4	933	931	+ 2
	1977	1 113	1 116	— 3	1 125	1 122	+ 3
	1978	1 274	1 279	— 5	1 309	1 284	+ 25
Flandre orientale	1973	1 540	1 658	—118	1 663	1 663	—
	1974	1 710	1 778	— 68	1 782	1 782	—
	1975	1 240	1 206	+ 34	1 294	1 294	—
	1976	1 486	1 438	+ 48	1 545	1 545	—
	1977	1 728	1 604	+124	1 878	1 775	+103
	1978	1 749	1 741	+ 8	1 878	1 886	— 8
Flandre occidentale	1973	952	902	+ 50	1 002	1 002	—
	1974	1 067	979	+ 88	1 103	1 103	—
	1975	1 025	841	+184	1 059	1 054	+ 5
	1976	1 206	1 009	+197	1 265	1 264	+ 1
	1977	1 237	1 170	+ 67	1 335	1 437	—102
	1978	1 474	1 294	+180	1 590	1 589	+ 1

(a) Exercice 1973 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Exercices 1974, 1975, 1976, 1977 et 1978 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Finances provinciales - Service ordinaire

Classification économico-fonctionnelle (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Exercices	Recettes					Dépenses					
		Prestations	Transferts	Dette	Facturations internes	Total	Personnel	Fonctionnement	Transferts	Dette	Facturations internes	Total
Opérations non imputables ...	1977	6	13 137	120	4	13 267	66	94	42	462	—	664
	1978	10	14 464	127	—	14 601	76	110	42	249	—	477
Adm. générale, relations avec l'étranger et aide aux pays en voie de développement	1977	119	23	28	189	359	1 649	476	36	133	48	2 342
	1978	152	26	12	114	304	1 865	651	55	167	49	2 787
Ordre et sécurité publique	1977	1	24	—	—	25	15	4	2	26	—	47
	1978	1	25	—	—	26	17	4	6	25	—	52
Communications et régime des eaux	1977	135	286	166	—	587	582	479	113	1 074	1	2 249
	1978	155	300	188	—	643	629	506	101	1 201	—	2 437
Commerce et industrie	1977	1 559	3	219	—	1 781	92	1 343	310	294	—	2 039
	1978	1 773	3	261	—	2 037	97	1 486	470	387	—	2 440
Agriculture et pêche	1977	19	41	—	1	61	116	43	134	44	3	340
	1978	19	13	—	1	33	142	45	116	56	2	361
Enseignement, culture et loisirs	1977	374	6 058	21	126	6 579	9 372	1 370	340	1 563	219	12 864
	1978	421	6 722	22	—	7 165	10 251	1 375	409	1 957	59	14 051
Interventions sociales et santé publique	1977	615	162	76	5	858	1 213	350	470	706	54	2 793
	1978	659	184	80	—	923	1 330	389	607	855	5	3 186
Logement et aménagement du territoire	1977	1	62	270	—	333	—	6	223	487	—	716
	1978	1	79	376	—	456	—	13	293	652	—	958
Total propre à l'exercice ...	**1977**	**2 829**	**19 796**	**900**	**325**	**23 850**	**13 105**	**4 165**	**1 670**	**4 789**	**325**	**24 054**
	1978	**3 191**	**21 816**	**1 066**	**115**	**26 188**	**14 407**	**4 579**	**2 099**	**5 549**	**115**	**26 749**
Soldes des exercices antérieurs	1977					1 045						370
	1978					1 464						900
Prélèvements	1977					—						783
	1978					—						841
Total général ...	**1977**					**24 895**						**25 207**
	1978					**27 652**						**28 490**

(a) Application d'une classification économico-fonctionnelle à partir de l'exercice 1975.
Budgets initiaux approuvés par arrêté royal; donc, non compris les modifications en cours d'exercice.

Source : Institut National de Statistique.

Aperçu général des budgets communales

Service ordinaire

(en millions de francs)

ANNÉE	Opérations de l'exercice			Résultats globaux		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1966 (a)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (a)	41 750	42 794	— 1 044	51 936	52 790	— 854
1968 (a)	48 375	46 651	+ 1 724	61 127	56 982	+ 4 145
1969 (b)	49 806	53 808	— 4 002	53 370	60 993	— 7 623
1970 (b)	54 085	59 546	— 5 461	60 195	63 817	— 3 622
1971 (b)	60 678	66 944	— 6 266	68 199	71 308	— 3 109
1972 (b)	68 515	75 689	— 7 174	76 423	79 964	— 3 541
1973 (b)	79 002	86 333	— 7 331	87 198	92 209	— 5 011
1974 (b)	88 545	96 500	— 7 955	97 921	101 750	— 3 829
1975 (b)	104 501	117 909	—13 408	116 626	125 629	— 9 003
1976 (b)	120 565	136 872	—16 307	135 568	149 744	—14 176
1977 (b)	144 316	157 863	—13 547	155 800	180 157	—24 357
1978 (c)	152 887	172 287	—19 400	167 022	189 260	—22 238
1979 (c)	163 834	182 054	—18 220	182 729	205 741	—23 012

Sources : Crédit Communal de Belgique,
Institut National de Statistique.

(a) Source : I.N.S.; droits constatés et engagements.
(b) Source : I.N.S.; évaluations budgétaires approuvées par les députations permanentes, y compris les recours, non compris les modifications au cours d'exercice.
(c) Estimation établie par le Crédit Communal.

Evolution des principales recettes communales

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978	1979
Fonds de communes (a)	31 883	38 750	45 235	51 401	53 478
Fonds spéciaux (a) (b)	2 894	2 877	4 360	2 688	2 839
Total ...	**34 777**	**41 627**	**49 595**	**54 089**	**56 317**
Impositions communales (c) (e)	32 585	36 264	42 537	47 959	52 959
Total ...	**67 362**	**77 891**	**92 132**	**102 048**	**109 276**
Recettes ordinaires propres à l'exercice (d) (e)	**104 501**	**120 565**	**144 316**	**152 887**	**163 834**

Sources : Crédit Communal de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Source : Crédit Communal.
(b) Y compris la compensation pour la suppression du Fonds des sociétés (art. 358 du C.I.R.), les compléments du Fonds des Communes et aides spéciales de l'Etat, l'aide aux communes fusionnées, ainsi que, à partir de 1977, la dotation spéciale pour la ville de Bruxelles.
(c) Etablie d'après les comptes à l'exclusion de 1976, établie d'après les budgets.
(d) Y compris les traitements du personnel enseignant payés directement par l'Etat et qui par conséquent ne transitent pas par la caisse communale; pour 1977 une statistique provisoire a été établie par le Crédit Communal.
(e) Source : I.N.S. pour les années 1975 à 1977; Crédit Communal pour 1978 et 1979.

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977 (a)	1978 (b)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	73 558	85 517	97 738	107 063
1. Contributions à l'enseignement	*30 809*	*34 168*	*36 124*	*38 624*
a) Salaires et pensions	(28 058)	(31.537)	(32 911)	(34 992)
b) Frais de fonctionnement	(2 751)	(2 631)	(3 213)	(3 637)
2. Contributions à la charge d'intérêts	*3 362*	*3 678*	*4 939*	*5 461*
3. Autres contributions spéciales	*1 166*	*1 162*	*3 426*	*3 939*
4. Contributions à des fins générales	*38 221*	*46 509*	*53 249*	*59 034*
B. *Transferts de capitaux*	5 888	9 212	12 812	15 652
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*1 155*	*1 287*	*1 640*	*1 850*
2. Autres bâtiments et routes	*2 783*	*4 056*	*6 481*	*8 150*
3. Autres transferts	*1 950*	*3 869*	*4 691*	*5 652*
Total	**79 446**	**94 729**	**110 550**	**122 715**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	920	776	826	863
B. *Transferts de capitaux*	220	383	425	429
Total	**1 140**	**1 159**	**1 251**	**1 292**
Solde	**78 306**	**93 570**	**109 299**	**121 423**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.
(b) Prévisions.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CREDIT

SECTION I. — MARCHE MONETAIRE

L'évolution du compte capital des principaux secteurs économiques, publié par la B.N.B., fait apparaître que le déficit par rapport à l'étranger semble légèrement reculer en 1978 et ce après la nette détérioration pendant l'année précédente. Depuis 1972, l'excédent global par rapport au mouvement des paiements (1) de la Belgique avec l'étranger a diminué, en effet, sans cesse, ce qui a donné lieu à un déficit à partir de 1977.

Les épargnes brutes des entreprises et des particuliers se sont légèrement affaiblies depuis 1975 par comparaison avec les quatre années qui la précèdent. Il convient toutefois de remarquer que cette évolution doit être attribuée principalement aux épargnes des sociétés. Le taux d'épargne net des entreprises et particuliers ne s'est toutefois presque pas modifié pendant la période 1971-1978, les investissements étant eux aussi moins importants. Depuis 1974, le déficit de financement du pouvoir public a fortement augmenté et a constitué, à partir de 1976, la seule contre-écriture de l'excédent financier net des ménages et des entreprises.

Bien que le taux d'épargne brute des particuliers ne se soit presque pas modifié pendant la période 1971-1978, de nettes fluctuations sont apparues dans la formation brute de capital (essentiellement les dépenses pour la construction de logements). Le rapport entre les dépenses pour la construction de logements et le revenu disponible au cours de la période sous revue n'a fait que croître, de sorte que des ressources moins importantes ont pu être mises à la disposition des autres secteurs.

En ce qui concerne l'épargne des entreprises, l'on constate que le taux d'épargne brute (2) a diminué depuis la crise pétrolière. La formation brute de capital, cependant, a subi un fléchissement plus important encore de sorte que les besoins nets de financement des entreprises ont été de loin moins importants, ces dernières années, que pendant la période 1971-1974.

Pendant l'année écoulée, le total des *actifs financiers,* en FB et en unités monétaires étrangères, détenus par les entreprises et les particuliers auprès des

(1) Solde des opérations courantes et des tranferts en capital destiné à financer des investissements et des placements.

(2) Les amortissements et bénéfices réservés y compris.

intermédiaires financiers nationaux, a progressé en moyenne (1) de 10,6 %, contre 13,5 % l'année précédente. Les actifs à un an au maximum n'enregistrent toutefois qu'un faible ralentissement de leur croissance tandis que ceux à plus d'un an ont connu un accroissement moindre.

En 1978, la baisse effective des taux d'intérêt à long terme ainsi que l'incertitude au sujet de leur évolution future ont pesé nettement sur les placements à moyen et à long terme, diminuant ainsi la part des actifs à plus d'un an.

Les actifs dont la répartition entre francs belges et monnaies étrangères n'est pas connue (ou n'a pas de sens) ont fortement augmenté; cela s'explique surtout par l'accroissement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises. Cette évolution était différente au cours de l'année antérieure lorsque ces créances ont marqué un recul.

Ces dernières années, la part des actifs en monnaies étrangères dans le total des actifs en francs belges et en monnaies étrangères a diminué dans une forte mesure, revenant d'une moyenne de 10,1 %, au cours de la période 1971-1974, à 6,6 % au cours des années 1975-1978.

Le choix des actifs en francs belges ou en monnaies étrangères ne semble pas être déterminé par le niveau des taux d'intérêt. En effet la dépréciation de certaines monnaies vis-à-vis du franc belge et l'incertitude croissante concernant l'évolution future des rapports de change ont réduit l'attrait des actifs en monnaies étrangères, en particulier des actifs à long terme. En ce qui concerne les avoirs en francs belges, le niveau des taux d'intérêt joue un rôle prépondérant.

Ce qui précède explique le rythme de croissance réduit du stock monétaire détenu par les entreprises et les particuliers. Il convient de remarquer que l'accroissement des billets a été environ égal à celui de la quasi-monnaie détenue par les entreprises et les particuliers de sorte que la part de cette dernière dans le total des encaisses monétaires est demeurée à 55 % comme à la fin de 1977.

En 1978, le total des encaisses monétaires et des autres engagements à l'égard des entreprises et des particuliers détenus chez les organismes principalement monétaires, a augmenté de 118,7 milliards, contre 139,3 milliards l'année précédente. Dans ce cadre, le stock monétaire, au sens strict, a progressé de 40,5 milliards, contre 63,4 milliards en 1977.

La contre-écriture la plus importante de cette évolution est constituée par l'octroi de crédits aux entreprises, aux particuliers et au secteur public. Les opérations avec l'étranger forment une contre-écriture négative nettement plus importante que pendant l'année précédente.

Le financement du secteur public a représenté une contrepartie du total de l'expansion de la masse monétaire et des liquidités quasi-monétaires de l'ordre de 124,1 milliards, contre 55,7 milliards en 1977. L'octroi de crédits aux entreprises et aux particuliers (encours utilisé des crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptation, à l'exception des lettres de change destinées à mobiliser les créances commerciales

(1) Moyenne annuelle des encours à la fin du trimestre.

accordées à l'origine par les organismes principalement monétaires) a constitué une contrepartie d'un montant de 77,6 milliards contre 112,1 milliards l'année précédente.

A ce propos, il y a lieu de noter également que le total des dépôts bancaires a connu une accélération de croissance modérée au cours du premier semestre. Toutefois durant le dernier trimestre de l'année, cet accroissement (entre la moyenne trimestrielle de l'année antérieure et la moyenne trimestrielle de 1978) s'est stabilisé. Cette évolution doit essentiellement être mise en rapport avec l'augmentation plus faible des dépôts à un mois au maximum tandis que ceux à plus d'un mois ont accusé une croissance nettement plus accélérée, à savoir une progression de 4,5 % et 7,4 % respectivement entre décembre 1977 et décembre 1978, alors que, pour l'année précédente, elles atteignent dans l'ordre 9,7 % et 1,4 %. Les avoirs confiés aux banques de dépôts sous forme de livrets ont enregistré un ralentissement de croissance au cours de l'année considérée et, à la fin de 1978, le montant de ces dépôts se situait à 13,2 % au-dessus de celui enregistré à la fin de 1977.

Le total des émissions nettes en obligations et bons de caisse effectuées par le Crédit Communal, les banques, la C.G.E.R. et les caisses d'épargne privées a crû de 13,5 %, contre 21,8 % en 1977.

En 1978, l'endettement des particuliers a progressé plus lentement que l'année précédente. Pendant la période 1976-1977, les engagements financiers des particuliers ont accusé une forte accélération en raison des fortes dépenses de construction de logement et de l'expansion du crédit à la consommation. L'endettement des entreprises s'est sensiblement accéléré pendant la période 1973-1975, de sorte qu'exprimé en pourcentage du produit national brut, il atteignait, pendant l'année de récession 1975, 6,7 %, contre 5,2 % en 1978. La croissance des dettes des entreprises ne s'est d'ailleurs pas accélérée en 1978 par rapport à 1977.

En ce qui concerne la composition de l'accroissement de l'endettement des entreprises, il convient de remarquer que la part des dettes à long terme, qui avait reculé progressivement pendant la période 1971-1977, a de nouveau augmenté nettement depuis le dernier trimestre de 1977. Les glissements dans la composition de la dette sont, durant certaines périodes, attribuables à la spéculation monétaire (« Leads et Lags ») qui entraîne une progression des engagements à court terme. En effet, pour financer l'accroissement de leurs créances commerciales nettes sur l'étranger, les entreprises ont élargi leur recours à des crédits à court terme. Pendant les périodes de détentes qui ont suivi les crises sur les marchés de changes, ce recours a été normalisé. Ces mouvements irréguliers ont pu être constatés surtout durant les premier et troisième trimestres de 1976, au dernier trimestre de 1977, ainsi qu'au second semestre de 1978.

L'accroissement tendanciel de la part des dettes à court terme dans le total des engagements des entreprises et des particuliers est naturellement à la base de l'accroissement progressif de la part de marché des banques spécialisées dans ce type de crédits.

Tant en ce qui concerne les engagements vis-à-vis des entreprises et des particuliers qu'en ce qui concerne les crédits accordés, l'on constate un recul

progressif de la part de marché des intermédiaires financiers du secteur public par rapport à celle des banques, caisses d'épargnes privées et sociétés d'hypothèque et de capitalisation. Le secteur public a mieux pu maintenir sa position en ce qui concerne l'octroi de crédits.

Les engagements des entreprises et particuliers vis-à-vis des intermédiaires financiers belges ont connu, pendant l'année sous revue, un rythme d'accroissement un peu plus faible que celui de l'année précédente : 12,1 % en moyenne, contre 14,9 % en 1977. Compte tenu de la hausse moyenne des prix de l'ordre de 5 %, ces pourcentages impliquent néanmoins une forte hausse en termes réels.

Ces évolutions sont dues principalement au développement de la demande de crédit des intermédiaires principalement monétaires pour lesquels l'imposition de limites de crédit a excercé une influence au dernier trimestre. Pendant le quatrième trimestre, l'accroissement des engagements des entreprises et des particuliers par rapport aux intermédiaires principalement monétaires ne s'est élevé qu'à 10,5 % contre une moyenne de 14,5 % pendant les trois premiers trimestres de l'année sous revue.

La demande de crédit aux intermédiaires non principalement monétaires a progressé en moyenne de 13,2 % contre 13,9 % en 1977. Cette évolution globale se retrouve dans pratiquement toutes les composantes de cette série sauf en ce qui concerne les intermédiaires publics spécialisés dans le crédit professionnel, où l'accroissement de la demande de crédit est égal à celui de l'année précédente.

Vers le milieu de 1978, le niveau des taux d'intérêt a été sensiblement supérieur à celui des périodes antérieures se caractérisant par une situation conjoncturelle comparable. Sur le plan intérieur, certains facteurs ont fait, depuis 1976, obstacle à un repli des taux que l'évolution de la conjoncture aurait sans doute commandé, bien qu'il faille émettre une réserve concernant l'attitude de certains agents économiques vis-à-vis de l'inflation. La nette accélération de la hausse des prix, il y a quelques années, a contribué à incorporer dans les taux d'intérêt une « prime d'inflation », permettant de compenser les effets de l'érosion monétaire sur les revenus des placements financiers.

L'évolution du taux d'intérêt a été particulièrement défavorable pour la position financière des entreprises.

En 1978, les tensions sur le marché des changes se sont accompagnées d'une nette hausse de certains taux sur le marché monétaire, sous l'impulsion de la politique monétaire. Les taux débiteurs et les taux pratiqués en matière de crédits à court terme aux entreprises ont également été relevés rapidement.

Pendant les premiers mois de 1978, les taux d'intérêt ont baissé assez rapidement sur le marché monétaire après la crise monétaire à la fin de 1977. La B.N.B. a porté son taux moyen d'intérêt de 7,7 % (à la fin de 1977) à 5,5 % (à la fin de mars 1978).

Sur les différents marchés particuliers, les diminutions des taux d'intérêt se sont manifestées au premier semestre. Sous l'impulsion de la politique restrictive du

pouvoir monétaire (dès le début du quatrième trimestre), le niveau du taux d'intérêts a accusé une hausse jusqu'au mois d'octobre, lorsqu'une nouvelle détente était décelable après le retour au calme sur les marchés de change.

D'une manière générale, les taux débiteurs à long terme n'ont pour ainsi dire pas été influencés par ces mouvements soudains. Après le retour au calme sur les marchés de change, la détente en matière des taux n'a pas tardé à se manifester pendant les premiers mois de l'année, mais vers sa fin, après la crise monétaire de juillet-octobre, la normalisation a été contrecarrée par l'échéance annuelle.

En Belgique, l'évolution des taux d'intérêt est influencée largement par les taux étrangers; en effet, il est extrêmement difficile d'interrompre pendant une longue période la liaison entre les principaux taux sur les euro-marchés et les taux belges sans risquer de voir se produire des mouvements de capitaux pouvant mettre en danger l'équilibre du compte capital de la balance des paiements.

A cet égard, l'attention est attirée sur le fait qu'à l'heure actuelle, la liaison entre les taux nationaux et étrangers s'est modifiée à la suite de la dislocation du système monétaire international. En ce qui concerne les taux à court terme, les mouvements des taux d'intérêts afférents à certaines monnaies jugées particulièrement solides et surtout les perspectives d'évolution à court terme du cours de change de ces monnaies ont revêtu, de plus en plus, une importance majeure pour les taux nationaux, en raison, notamment, des déplacements considérables de fonds qu'ils peuvent engendrer.

Pour les taux à long terme, les écarts internationaux étaient plus importants qu'ils ne l'avaient été il y a quelques années. Dans ce cas, le placeur tient compte du bénéfice ou de la perte de change pouvant résulter de ce que l'obligation acquise est libellée dans telle ou telle monnaie.

Sur le marché *hors banque,* le volume des offres d'effets rencontrées par l'Institut en 1978, a accusé un nouveau progrès, se situant à 363 milliards.

Pendant le premier semestre, l'offre d'effets commerciaux a été plus réduite qu'au second semestre. Pendant les premiers mois de l'année, l'évolution du marché des changes laissait présager un abaissement des taux; en mars et en juin, les trésoreries des intermédiaires financiers se sont regarnies à la suite des rentrées de devises et des dépenses du Trésor.

Pendant le second semestre, le courant des offres d'effets n'a pas cessé d'être soutenu; les intermédiaires financiers subissaient les conséquences de nouvelles sorties de devises, étaient astreints à conserver en portefeuille un certain montant d'effets et fonds publics et, enfin, appréhendaient les répercussions sur le change de la mise en place d'un système monétaire européen.

La moyenne journalière des effets en cours a atteint 82 milliards, soit 18 milliards de plus qu'en 1977. Cette augmentation traduit non seulement celle du volume enregistrée en 1978 mais également l'allongement de la durée moyenne des effets négociés et l'incidence d'opérations antérieures.

Parmi les offres, les effets bancables ont atteint une somme de 247 milliards, égale au maximum de 1976. Le niveau des plafonds de réescompte alloués par la Banque Nationale de Belgique a été régulièrement ajusté vers le haut mais les conditions d'utilisation de ces effets à travers l'Institut de Réescompte et de Garantie ont toujours été attrayantes, même après la création des sous-plafonds A et B. Au second semestre, à la suite d'un recours massif, la marge disponible sur les plafonds est tombée de 50 à 19 milliards; ce solde tient surtout à un manque de papier approprié dans le portefeuille de certains intermédiaires financiers.

Les effets non bancables négociés par l'Institut de Réesceompte et de Garantie comme courtier ou acheteur ont totalisé 116 milliards, soit un peu plus qu'en 1977. Depuis août, l'offre de ces effets a été très grande et a nécessité l'intervention régulatrice de l'I.R.G. qui, par moment, a dû limiter la durée de ses opérations d'achat ou laisser agir le taux à titre dissuasif.

La demande d'effets et le volume vendu ou placé par l'I.R.G., soit 134 milliards, est dès lors éloignée du chiffre atteint en 1977.

La satisfaction — libre, puis obligée par application du dispositif de la politique monétaire d'octobre — des besoins du Trésor par certaines institutions financières, a détourné de l'Institut une partie du courant acheteur habituel. Par ailleurs, la politique de modération des taux a souvent été pratiquée par lui aux dépens de ses possibilités de vente ou de placement.

Ces évolutions ont surtout influencé les effets bancables dont les cessions n'ont totalisé que 53 milliards.

Le volume annuel des demandes rencontrées d'effets non bancables a moins régressé, passant de 91 à 81 milliards. Au dernier trimestre, les offres abondantes à des taux compétitifs n'ont pas prévalu sur les facteurs qui étreignaient la trésorerie de la plupart des acheteurs.

Le système des ouvertures de crédits de réescompte n'a pas subi de modification. La réforme de 1974, moyennant les quelques retouches qui ont suivi, est parvenue à concilier les nécessités de la politique de l'I.R.G., harmonisée avec celle de la Banque Nationale de Belgique, et les besoins des intermédiaires financiers en ultimes réserves de trésorerie.

En juillet, comme chaque année, les quotas théoriques, d'un total de 4,4 milliards, fixés aux banques, furent revisés d'après les derniers chiffres de leurs fonds propres. Au total, les ouvertures de crédits de réescompte ont, d'une année à l'autre, augmenté de 5 a 5,4 milliards.

Les utilisations de novembre et décembre 1977 se traduisaient encore au début de l'année par un encours de 1,7 milliard; celui-ci s'est éteint en l'espace de deux mois.

Les imputations sur les crédits ouverts ont repris à partir d'août et ont atteint parfois le niveau exceptionnel de 3,9 milliards. Elles avaient trait à du papier

commercial, qui dépassait la capacité d'absorption du marché hors banque, de même qu'à des accords de redistribution donnés sur des crédits individualisés.

En 1978, le financement des activités de l'I.R.G. a reposé, dans une proportion moindre qu'en 1977, sur les acheteurs d'effets et sur les prêteurs d'argent au jour le jour et à court terme. Ces deux sources de capitaux ont produit, en moyenne journalière, 33 milliards ou 40 % du total des effets en cours, contre 48 % en 1977. Le développement des opérations de l'I.R.G. s'est surtout appuyé sur la Banque Nationale de Belgique.

Le volume des échanges recensés sur le marché du *call money garanti* a été caractérisé par une stagnation. Pour 1978, la position prêteuse nette a reculé de 0,4 milliard pour les banques et de 0,1 milliard pour les autres organismes, tandis que celle du Fonds des Rentes progressait de 0,8 milliard.

Au début de l'année, les banques ont différé autant que possible leurs mobilisations jusqu'à la baisse du taux de l'escompte du 2 février. A la pénurie d'argent au jour le jour qui en est résultée, a succédé un afflux considérable : les intermédiaires financiers accumulaient des fonds en vue du versement du premier emprunt d'Etat. Après la mi-février, le marché s'est normalisé et n'a plus guère été perturbé avant l'échéance semestrielle.

Au cours des mois suivants, le marché de l'argent au jour le jour a subi le contrecoup des sorties de devises. Toutefois, par moments, il a bénéficié des flux de dépenses du Trésor puis du produit de mobilisation d'effets de commerce anticipant une hausse du taux d'escompte. A partir des mesures de politique monétaire prises le 11 octobre, un état de tension a sévi pendant près d'un mois. Après le 20 novembre, des décaissements du Trésor ont entraîné une abondance qui a pris fin le 11 décembre avec la recette de l'emprunt du Fonds des Routes.

Le Fonds des Rentes s'est abstenu de répercuter sur le marché du call-money les besoins financiers du Trésor qu'il était appelé à rencontrer. Sa présence comme prêteur fut surtout remarquée de février à mai : ses opérations courantes lui laissaient alors des excédents. A partir d'août, des interventions, par recours aux avances de la Banque Nationale de Belgique, se bornèrent à contenir le taux du marché dans des limites jugées souhaitables.

Pendant la majeure partie de l'année, ce taux a le plus souvent subi l'influence de la quantité nette d'argent recueillie par l'I.R.G., selon une échelle établie en fonction de son taux d'achat de papier bancable et du coût de ses possibilités de réescompte auprès de la Banque Nationale de Belgique. A mesure que le taux du marché approchait du niveau du taux d'escompte, la demande nette de l'I.R.G. était réduite jusqu'à devenir nulle.

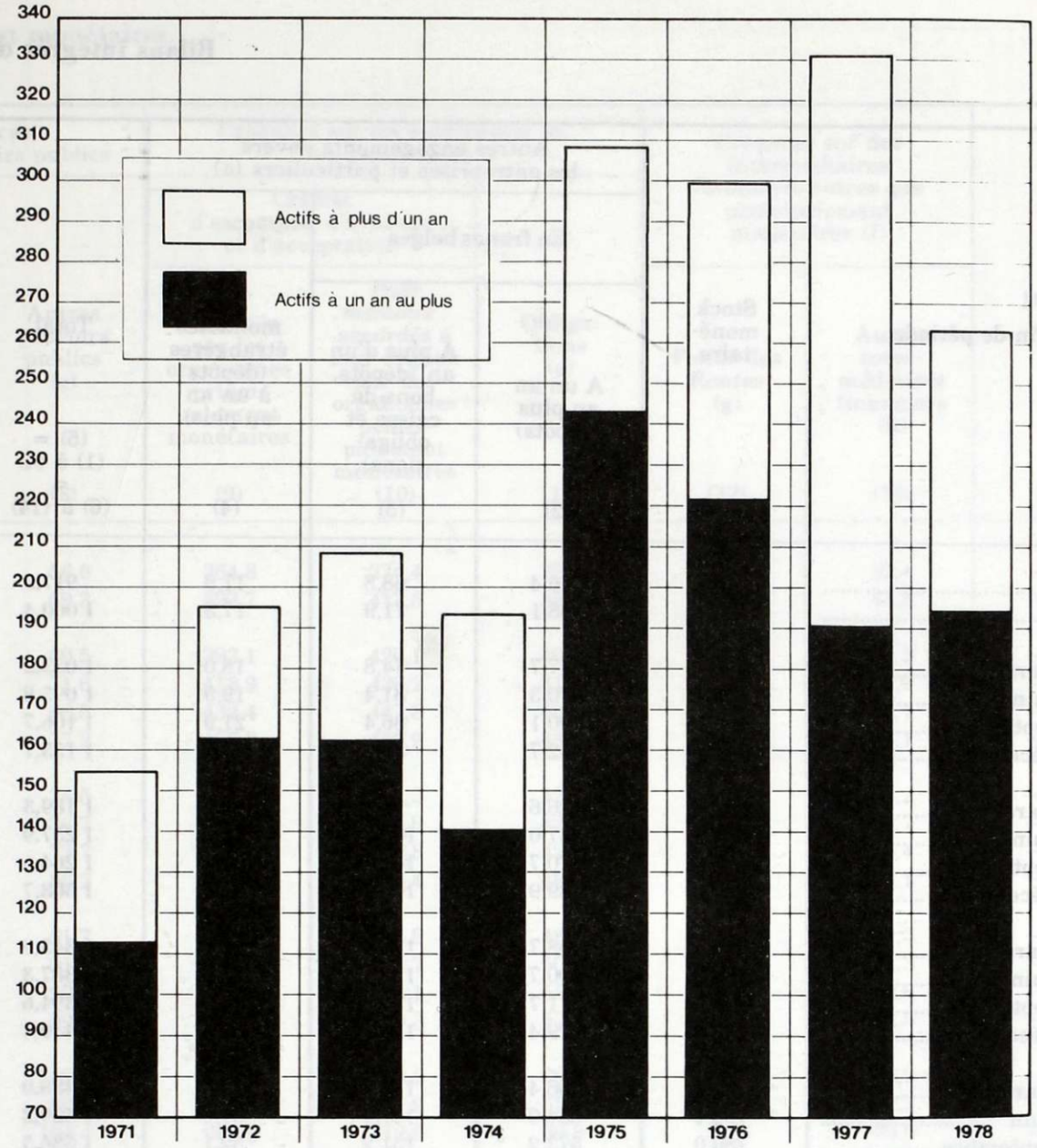
Après les modifications apportées, le 12 octobre, à son crédit spécial auprès de la Banque, l'I.R.G. est demeuré emprunteur sur le marché, même lorsque le prix atteignait ou dépassait le taux ordinaire des avances : il laissait ainsi s'opérer une sélection parmi les demandeurs. Toutefois, l'I.R.G. cessait complètement d'être

preneur chaque fois que le taux se raidissait jusqu'à frôler ou toucher le niveau du taux spécial des avances.

Cette période exceptionnelle n'a duré qu'un mois. Elle a été suivie d'une nette détente qui s'est atténuée dans la dernière quinzaine de décembre à l'approche de l'échéance annuelle.

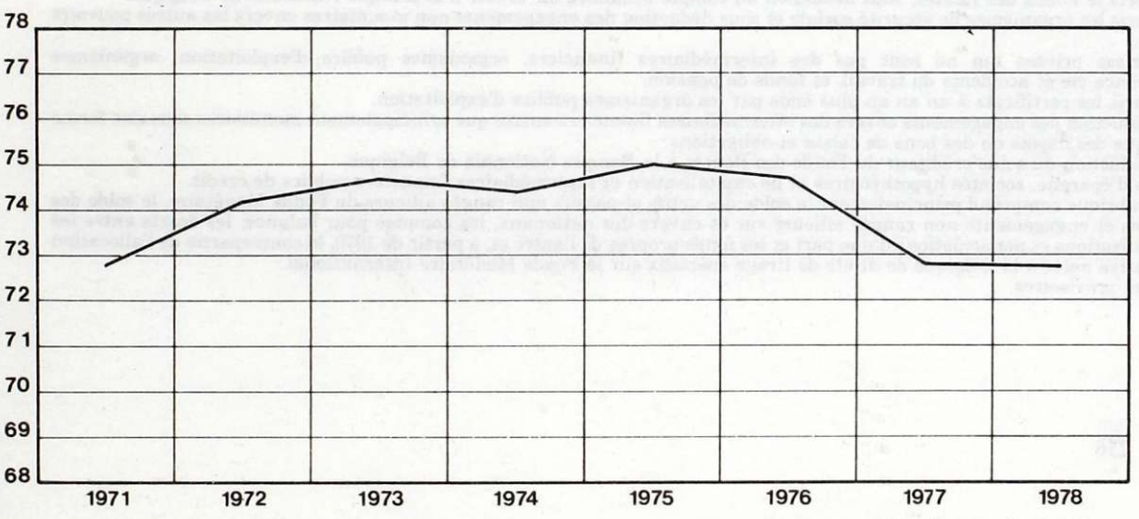
*
* *

Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)
(variation en milliards de francs)



Source : Banque Nationale de Belgique.

Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers (a)
(en %)



Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux, autres que les organismes d'assurance-vie, accident de travail et fonds de pension.

Bilans intégrés des organisn
(en milliar

Fin de période	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Avoirs extérieu nets
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4) = (6) à (14)	(6)
1973	520,4	316,4	68,8	11,9	917,5	151,9
1974	552,9	358,1	71,9	17,5	1 000,4	132,5
1975 Mars	565,7	347,7	74,8	18,0	1 033,2	144,6
Juin	624,2	370,3	81,4	19,9	1 095,8	153,1
Septembre	608,3	390,1	86,4	21,9	1 106,7	145,5
Décembre	640,3	402,7	89,7	23,0	1 155,7	159,5
1976 Mars	634,5	426,6	96,5	31,7	1 189,3	130,9
Juin	692,1	437,0	100,1	28,7	1 257,9	136,4
Septembre	661,2	470,7	102,7	30,0	1 264,6	115,8
Décembre	684,1	489,9	103,3	31,4	1 308,7	145,8
1977 Mars	689,5	498,7	118,6	37,1	1 343,9	147,9
Juin	732,2	500,7	123,7	30,7	1 387,3	147,1
Septembre	722,7	511,7	131,4	28,8	1 394,6	118,0
Décembre	748,9	529,4	135,3	35,8	1 449,4	122,8
1978 Mars	752,0	556,4	139,3	32,3	1 480,0	128,8
(j) Juin	796,4	554,0	147,4	31,4	1 529,2	109,3
Septembre	780,0	573,2	151,2	32,1	1 536,5	83,3
Décembre	795,7	591,6	154,6	29,8	1 571,7	75,8

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(c) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(d) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(g) Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.
(i) Cette rubrique comprend principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le Fonds Monétaire International.
(j) Données provisoires.

ipalement monétaires
ics)

Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises (d) et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires (f)		Divers (i)
		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation					
tat (b)	Autres pouvoirs publics (c)	Financés par les organismes principalement monétaires	*Pour mémoire :* accordés à leur origine par des organismes principalement monétaires	Obligations (e)	Fonds des Rentes (g)	Autres intermédiaires financiers (h)	
(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
29,8	56,6	364,8	374,4	25,7	9,6	32,4	—53,3
54,6	69,3	399,7	417,5	35,0	10,1	44,3	—45,1
59,7	69,5	393,1	420,1	40,9	6,0	57,2	—47,8
99,1	71,6	418,9	436,2	41,1	5,0	59,9	—52,9
12,5	66,5	432,4	447,8	40,7	6,3	61,1	—58,3
90,7	77,2	466,3	483,9	43,1	9,2	57,1	—47,4
32,8	74,5	487,0	504,3	42,5	13,6	61,2	—53,2
58,5	76,7	515,4	527,9	42,6	17,7	64,7	—54,1
55,4	73,7	543,5	549,8	42,9	40,0	66,4	—72,8
49,9	86,2	554,8	568,4	48,2	13,9	64,1	—53,9
75,9	81,7	558,3	576,9	48,7	19,1	71,3	—59,0
90,2	91,1	592,0	607,7	50,2	26,1	71,3	—80,7
07,0	90,1	606,2	618,1	55,8	3,6	82,6	—68,7
32,9	99,7	654,0	670,3	57,3	10,6	92,5	—70,4
20,2	106,1	638,2	653,2	60,0	5,4	96,2	—75,1
32,3	90,1	669,8	691,9	62,7	42,5	92,3	—69,7
26,8	104,4	692,0	712,6	60,8	34,5	96,6	—61,2
33,5	111,3	736,2	742,1	61,0	30,7	94,9	—71,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Stock monétaire total
(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers					Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général
		Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total	
	Monnaie fiduciaire	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total					
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) + (6) + (7)	(9) = (5) + (8)
1974 Mars	232,3	252,7	23,3	276,0	508,3	35,6	3,9	39,5	547.8
Juin	249,4	269,8	25,2	295,0	544,4	26,8	5,5	32,3	576,7
Septembre	242,4	258,5	25,4	283,9	526,3	29,1	8,0	37,1	563,4
Décembre	254,9	258,6	26,5	285,1	540,0	31,7	4,5	36,2	576,2
1975 Mars	254,2	271,3	28,7	300,0	554,2	32,2	4,9	37,1	591.3
Juin	279,2	301,1	32,4	333,5	612,7	34,8	6,1	40,9	653.6
Septembre	274,2	296,4	35,9	332,3	606,5	29,7	6,4	36,1	642.6
Décembre	288,1	306,9	36,9	343,8	631,9	36,2	5,4	41,6	673,5
1976 Mars	282,5	309,2	35,8	345,0	627,5	34,1	6,6	40,7	668.2
Juin	306,5	335,0	39,3	374,3	680,8	39,9	8,0	47,9	728.7
Septembre	299,0	314,0	40,8	354,8	653,8	39,5	6,3	45,8	699.6
Décembre	305,8	324,2	39,1	363,3	669,1	43,2	7,2	50,4	719.5
1977 Mars	300,4	350,6	42,9	393,5	693,9	30,3	6,6	36,9	730.8
Juin	326,9	365,1	47,3	412,4	739,3	30,2	9,1	39,3	778.6
Septembre	322,6	354,0	48,2	402,2	724,8	37,6	5,9	43,5	768.3
Décembre	333,7	361,1	47,4	408,5	742,2	44,6	4,6	49,2	791,4
1978 Mars	327,1	370,9	50,1	421,0	748,1	45,4	6,0	51,4	799,5
Juin	355,8	386,1	61,2	447,3	803,1	44,8	16,2	61,0	864,1
Septembre	344,7	375,2	57,2	432,4	777,1	51,8	8,7	60,5	837,6
Décembre (b)	355,0	379,6	54,5	434,1	789,1	50,8	4,5	55,3	844,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Données provisoires.

Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE PÉRIODE	Encaisses monétaires détenues par les entreprises (a) et particuliers								Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	Total général
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale				Total		
	Billets et pièces du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire	Auprès de la Banque Nationale de Belgique	Auprès des organismes publics	Auprès des banques	Total			
	(b) (1)	(2)	(c) (3)	(d) (4)	(e) (5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8) = (3) + (7)	(f) (9)	(10) = (8) + (9)
1974 Mars	8,8	232,8	235,1	0,6	63,8	191,1	255,5	490,6	35,6	526,2
Juin	9,0	250,6	252,7	0,5	69,2	202,9	272,6	525,3	26,8	522,1
Septembre	9,2	243,7	245,8	0,4	65,7	195,6	261,7	507,5	29,1	536,6
Décembre	9,5	256,1	258,3	0,3	67,5	195,1	262,9	521,2	31,7	552,9
1975 Mars	9,5	255,3	257,1	0,6	70,5	205,3	276,4	533,5	32,2	565,7
Juin	9,8	282,3	282,8	0,6	76,6	229,4	306,6	589,4	34,8	624,2
Septembre	9,9	275,1	277,2	0,6	73,2	227,6	301,4	578,6	29,7	608,3
Décembre	10,2	288,4	292,1	0,9	74,8	236,3	312,0	604,1	36,2	640,3
1976 Mars	10,2	283,9	286,0	0,7	77,6	236,1	314,4	600,4	34,1	634,5
Juin	10,8	308,1	310,7	1,0	81,6	258,9	341,5	652,2	39,9	692,1
Septembre	11,1	299,4	302,2	0,4	77,8	241,3	319,5	621,7	39,5	661,2
Décembre	11,3	307,2	310,5	1,1	81,2	248,1	330,4	640,9	43,2	684,1
1977 Mars	11,2	302,0	304,4	0,7	85,5	268,6	354,8	659,2	30,3	689,5
Juin	11,5	330,2	331,8	0,6	91,6	278,0	370,2	702,0	30,2	732,2
Septembre	11,5	323,7	326,6	0,9	86,0	271,6	358,5	685,1	37,6	722,7
Décembre	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	44,6	748,9
1978 Mars	11,6	328,6	331,5	0,5	89,8	284,8	375,1	706,6	45,4	752,0
Juin	11,9	359,5	361,0	0,7	86,9	303,0	390,6	751,6	44,8	796,4
Septembre	12,0	346,4	349,3	0,5	85,4	293,0	378,9	728,2	51,8	780,0
Décembre (g)	12,2	359,9	360,9	0,8	91,5	291,7	384,0	744,9	50,8	795,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(b) Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
(c) Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la Banque Nationale de Belgique détenus par les organismes publics monétaires et les banques.
(d) Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(e) Office des Chèques Postaux et Crédit Communal de Belgique.
(f) Le compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.
(g) Données provisoires.

Origines des variations du stock monétaire aup

(en milliards

PÉRIODE	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers (a)			Total	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises (b) et particuliers)	Créan entr p
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédit d'escom d'avance d'acce tatio
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)		(5) = (1) à (4) = (6) à (16)		(d)
	(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)
1975	+87,4	+44,7	+17,7	+ 5,5	**+155,3**	+26,4	+ 66
1976	+43,8	+87,1	+13,6	+ 8,4	**+152,9**	—23,5	+ 84
1977	+64,8	+39,5	+32,0	+ 4,4	**+141,7**	— 5,9	+101
1978 (j)	+46,8	+62,2	+19,3	— 6,0	**+122,3**	—63,2	+ 71
1975 1er trimestre	+12,8	+16,7	+ 2,8	+ 0,5	**+ 32,8**	+18,1	+ 2
2e trimestre	+58,5	— 4,4	+ 4,0	+ 1,9	**+ 60,0**	+ 3,3	+ 16
3e trimestre	—15,9	+19,8	+ 4,7	+ 2,0	**+ 10,9**	— 8,0	+ 11
4e trimestre	+32,0	+12,6	+ 3,3	+ 1,1	**+ 49,0**	+13,0	+ 36
1976 1er trimestre	— 5,8	+23,9	+ 6,8	+ 8,7	**+ 33,6**	—29,2	+ 20
2e trimestre	+57,6	+10,4	+ 3,6	— 3,0	**+ 68,6**	+ 3,6	+ 23
3e trimestre	—30,9	+33,7	+ 2,6	+ 1,3	**+ 6,7**	—15,4	+ 27
4e trimestre	+22,9	+19,2	+ 0,6	+ 1,4	**+ 44,1**	+17,5	+ 18
1977 1er trimestre	+ 5,4	+ 8,8	+15,3	+ 5,7	**+ 35,2**	+ 1,6	+ 8
2e trimestre	+42,7	+ 2,1	+ 5,0	— 6,4	**+ 43,4**	— 0,6	+ 30
3e trimestre	— 9,5	+11,0	+ 7,7	— 1,9	**+ 7,3**	—15,1	+ 10
4e trimestre	+26,2	+17,6	+ 4,0	+ 7,0	**+ 54,8**	+ 8,2	+ 5
1978 1er trimestre	+ 3,1	+27,0	+ 4,0	— 3,5	**+ 30,6**	— 8,1	— 1
(j) 2e trimestre	+44,4	— 2,4	+ 8,1	— 0,9	**+ 49,2**	—14,4	+ 3
3e trimestre	—16,4	+19,2	+ 3,8	+ 0,7	**+ 7,3**	—35,2	+ 2
4e trimestre	+15,7	+18,4	+ 3,4	— 2,3	**+ 35,2**	— 5,5	+ 2

(a) Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.
(b) Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.
(c) Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.
(d) Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.
(e) Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.
(f) Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.
(g) Y compris le Fonds des Routes, sous déduction du compte ordinaire du Trésor à la Banque Nationale de Belgique.
(h) Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.
(i) Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations.
(j) **Données provisoires.**

rganismes principalement monétaires

et	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) (f)		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires	Divers
ligations e) 8)	de créances commerciales sur l'étranger (9)	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers (10)	Etat (g) (11)	Autres pouvoirs publics (h) (12)	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires (13)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (14)	(i) (15)	(16)
9,3	— 0,7	+ 0,2	+43,0	+ 9,0	—15,3	+ 1,6	+13,1	+ 2,5
5,4	— 2,7	+ 4,0	+85,1	+10,2	—15,6	+ 0,9	+ 7,1	— 2,6
10,2	— 9,2	— 2,8	+41,0	+14,7	—21,0	+ 0,8	+29,1	—18,1
5,8	— 1,4	+10,5	+114,7	+13,5	—30,3	+ 4,9	+ 3,4	—10,2
5,9	— 2,8	— 9,2	+14,5	—	+ 0,7	— 5,0	+12,8	— 4,8
0,3	— 1,0	+ 9,7	+27,3	+ 1,7	— 0,2	— 2,8	+ 2,3	+ 3,4
0,3	—	+ 1,7	+21,1	— 5,0	— 5,3	+ 4,9	+ 1,9	—12,3
2,8	+ 3,1	— 2,2	—18,4	+12,5	—10,2	+ 2,6	— 3,9	+13,6
0,6	— 1,8	+ 0,2	+53,7	— 2,4	— 4,3	— 3,1	+ 4,0	— 3,4
0,2	+ 0,7	+ 4,9	+36,0	+ 2,3	— 3,6	— 0,4	+ 4,2	— 3,0
0,5	— 0,8	+ 6,3	+12,7	— 2,7	— 3,1	—	+ 1,2	—13,8
5,5	— 0,8	— 7,3	—17,4	+13,0	— 4,6	+ 4,2	— 2,3	+17,6
0,7	— 0,9	— 5,1	+41,7	— 2,8	— 2,8	— 6,6	+ 7,4	— 6,5
1,7	— 2,5	+ 2,8	+26,6	+ 7,4	— 2,7	—	— 0,3	—19,9
6,1	— 5,2	+ 3,9	—12,0	— 0,5	— 2,7	—	+11,2	+11,3
1,7	— 0,6	— 4,4	—15,3	+10,6	—12,8	+ 7,4	+10,8	— 3,0
2,9	— 2,7	+ 1,3	+60,5	+ 6,6	— 6,2	—10,4	+ 3,4	+ 0,4
3,1	+ 1,9	— 6,9	+45,5	—16,0	— 6,9	+ 8,1	— 2,9	— 0,9
0,6	+ 5,4	+ 1,5	+ 8,0	+15,4	—11,3	— 1,1	+ 4,6	— 0,1
0,4	— 3,1	+14,7	+ 0,7	+ 7,4	— 5,9	+ 8,3	— 1,7	— 9,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies étrangères	C.E.E. Concours financier à moyen terme	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Fonds Européen de Coopération Monétaire	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1970 Décembre	73,5	39,0	—	29,8	0,8	—	143,1	+14,8
1971 Décembre	77,2	35,0	—	50,2	2,1	—	164,5	+21,4
1972 Décembre	75,4	52,4	—	52,0	14,5	—	194,3	+29,8
1973 Décembre	71,8	75,9	—	54,4	13,4	3,5	219,0	+24,7
1974 Décembre	71,8	88,6	6,5	53,3	8,6	—	228,8	+ 9,8
1975 Décembre	71,8	107,1	6,5	58,7	8,2	—	252,3	+23,5
1976 Décembre	71,8	84,0	6,5	58,9	10,4	—	231,6	—20,7
1977 Décembre	72,3	101,2	6,5	57,7	16,7	—23,4	231,0	— 0,6
1978 Janvier	72,3	102,8	6,5	57,7	9,7	—13,5	235,5	+ 4,5
Février	72,3	104,7	6,5	57,7	11,6	— 5,3	247,5	+12,0
Mars	72,3	108,2	4,9	55,7	5,3	—	246,4	— 1,1
Avril	72,3	111,4	4,9	52,7	7,5	—	248,8	+ 2,4
Mai	72,3	111,8	4,9	52,4	12,3	—	253,7	+ 4,9
Juin	72,3	110,7	3,3	52,4	6,7	—	245,4	— 8,3
Juillet	72,3	92,4	3,3	51,5	10,3	—	229,8	—15,6
Août	72,3	86,4	3,3	50,9	14,1	—16,3	210,7	—19,1
Septembre	72,3	98,5	—	50,9	14,9	—27,5	209,1	— 1,6
Octobre	72,3	106,4	—	50,2	21,3	—39,5	210,7	+ 1,6
Novembre	72,3	105,4	—	50,0	16,6	—26,9	217,4	+ 6,7
Décembre	72,5	106,1	—	49,6	20,1	—26,7	221,6	+ 4,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1er trimestre 1978	2e trimestre 1978	3e trimestre 1978	4e trimestre 1978
ACTIF												
Liquidités	223,5	267,9	348,4	479,4	560,9	625,2	704,5	870,3	876,9	927,2	1 008,7	1 046,3
Crédits	475,6	546,0	626,6	745,5	862,0	1 022,2	1 171,8	1 339,5	1 400,2	1 456,9	1 460,0	1 495,4
au secteur public	*201,9*	*223,8*	*258,6*	*308,2*	*353,9*	*397,7*	*449,1*	*492,6*	*536,0*	*548,7*	*550,0*	*554,2*
au secteur privé	*273,7*	*322,2*	*368,0*	*437,3*	*508,1*	*624,5*	*722,7*	*846,9*	*864,2*	*908,2*	*910,0*	*941,2*
Divers	77,2	101,1	122,0	152,1	193,8	186,2	187,7	206,7	197,1	199,9	211,2	233,4
dont acceptations	*37,2*	*45,5*	*48,3*	*45,9*	*52,2*	*56,3*	*54,9*	*61,9*	*56,7*	*57,5*	*62,2*	*64,7*
Total ...	**776,3**	**915,0**	**1 097,0**	**1 377,0**	**1 616,7**	**1 833,6**	**2 064,0**	**2 416,5**	**2 474,2**	**2 584,0**	**2 679,9**	**2 775,1**
PASSIF												
Dépôts	365,8	422,7	501,9	605,1	665,8	783,0	916,0	1 004,0	1 051,6	1 056,8	1 071,1	1 101,8
en francs belges :												
— à un mois au plus	*161,5*	*186,4*	*215,4*	*241,5*	*270,5*	*318,3*	*355,6*	*392,1*	*407,1*	*415,4*	*409,0*	*407,8*
— carnets de dépôts	*74,7*	*96,6*	*116,4*	*150,7*	*170,4*	*221,7*	*255,5*	*300,1*	*308,5*	*318,7*	*324,8*	*339,8*
— à plus d'un mois	*94,2*	*106,5*	*132,3*	*157,5*	*165,2*	*163,8*	*197,4*	*194,8*	*206,9*	*198,8*	*200,5*	*231,0*
en devises	*35,4*	*33,2*	*37,8*	*55,5*	*59,7*	*79,2*	*107,5*	*117,0*	*129,1*	*123,9*	*136,8*	*123,2*
Moyens propres	34,2	36,1	38,6	44,1	48,2	50,4	55,0	65,0	65,3	67,4	68,7	69,7
Divers	376,3	456,2	556,5	727,8	902,8	1 000,2	1 093,0	1 347,5	1 357,3	1 459,8	1 540,1	1 603,6
dont : acceptations	*37,2*	*45,5*	*48,3*	*45,9*	*52,2*	*56,3*	*54,9*	*61,9*	*56,7*	*57,5*	*62,2*	*64,7*
obligations et bons de caisse	*23,3*	*28,4*	*33,9*	*40,2*	*47,3*	*54,8*	*70,3*	*100,6*	*106,9*	*112,7*	*116,2*	*120,0*
Total ...	**776,3**	**915,0**	**1 097,0**	**1 377,0**	**1 616,7**	**1 833,6**	**2 064,0**	**2 416,5**	**2 474,2**	**2 584,0**	**2 679,9**	**2 775,1**

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes principalement monétaires	Financés en dehors des organismes principalement monétaires	Total	Financés par les organismes principalement monétaires	Financés en dehors des organismes principalement monétaires	Total	
1968 Décembre	181,9	14,4	196,3	42,3	6,2	48,5	244,8
1969 Décembre	195,4	11,1	206,5	44,1	9,0	53,1	259,6
1970 Décembre	217,8	13,4	231,2	72,4	13,9	86,3	317,5
1971 Décembre	251,8	14,5	266,3	94,9	10,8	105,7	372,0
1972 Décembre	304,2	14,2	318,4	105,0	10,1	115,1	433,5
1973 Décembre	364,2	10,2	374,4	123,9	11,0	134,9	509,3
1974 Décembre	398,0	19,5	417,5	156,8	16,9	173,7	591,2
1975 Décembre	465,9	18,0	483,9	207,8	17,6	225,4	709,3
1976 Mars	484,1	20,2	504,3	214,4	19,4	233,8	738,1
Juin	512,8	15,1	527,9	215,4	18,6	234,0	761,9
Septembre	540,4	9,4	549,8	221,0	19,5	240,5	790,3
Décembre	552,3	16,1	568,4	226,6	20,2	246,8	815,2
1977 Mars	557,2	19,7	576,9	233,7	21,1	254,8	831,7
Juin	591,4	16,3	607,7	252,7	23,7	276,4	884,1
Septembre	604,2	13,9	618,1	244,3	28,9	273,2	891,3
Décembre	651,0	19,3	670,3	266,8	29,5	296,3	966,6
1978 Mars	637,0	16,2	653,2	264,3	32,2	296,5	949,7
Juin	668,9	23,0	691,9	277,4	30,3	307,7	999,6
Septembre	690,8	21,8	712,6	291,4	24,9	316,3	1 028,9
Décembre	730,2	11,9	742,1	298,5	28,1	326,6	1 068,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1969 Décembre	95,4	116,0	1,4	212,8
1970 Décembre	115,7	156,2	1,8	273,7
1971 Décembre	122,3	198,1	1,9	322,3
1972 Décembre	132,7	232,7	2,7	368,1
1973 Décembre	137,9	296,8	2,5	437,3
1974 Décembre	151,1	358,0	1,4	508,2
1975 Décembre	169,5	461,0	1,8	624,5
1976 Décembre	185,5	533,7	3,5	722,7
1977 Décembre	196,0	645,5	5,4	846,9
1978 Janvier	207,3	643,4	6,0	856,7
Février	201,0	633,9	5,4	840,3
Mars	218,0	640,8	5,4	864,2
Avril	208,1	667,6	5,1	880,8
Mai	204,9	676,4	6,4	887,7
Juin	223,0	680,1	5,1	908,2
Juillet	207,7	695,9	5,2	908,8
Août	195,3	697,3	5,1	897,7
Septembre	201,0	705,5	3,6	910,1
Octobre	192,5	717,0	3,3	912,8
Novembre	199,7	720,9	3,8	924,4
Décembre	206,9	731,2	3,1	941,2

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières
(en milliards de francs)

PÉRIODE (a)	Total des capitaux traités « on call »	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1970	8,6	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4
1971	8,8	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5
1972	9,5	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7
1973	11,5	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7
1974	11,8	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6
1975	15,6	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0
1976	11,2	6,8	0,8	3,6	4,4	1,2	4,6	1,0
1977	11,6	7,0	1,0	3,6	4,8	1,1	4,4	1,3
1978	11,5	6,9	0,8	3,8	5,1	0,1	4,7	1,6
1978 Janvier	9,4	5,6	0,1	3,7	5,9	—	1,9	1,6
Février	16,1	9,3	2,9	3,9	4,2	—	10,5	1,4
Mars	13,0	7,4	2,2	3,4	5,8	—	6,2	1,0
Avril	12,9	6,5	3,3	3,1	5,7	0,2	5,1	1,9
Mai	13,1	7,5	1,4	4,2	4,5	0,4	6,5	1,7
Juin	10,7	6,8	—	3,9	5,1	0,2	4,2	1,2
Juillet	12,9	8,1	—	4,8	4,8	—	5,5	2,6
Août	8,5	5,6	0,1	2,8	5,0	0,1	1,8	1,6
Septembre	9,8	6,0	—	3,8	4,5	—	3,9	1,4
Octobre	8,7	5,8	—	2,9	4,6	—	1,4	2,7
Novembre	10,7	6,0	0,3	4,4	5,1	—	4,3	1,3
Décembre	12,9	8,2	—	4,7	5,8	—	5,8	1,3

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.
(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».
(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1969 Décembre	3,5	10,1	7,5	21,1	3,9	25,0
1970 Décembre	0,4	7,2	11,7	19,3	4,0	23,3
1971 Décembre	0,1	10,1	11,1	21,3	2,3	23,6
1972 Décembre	0,9	14,8	13,1	28,8	4,0	32,8
1973 Décembre	2,7	15,4	13,8	31,9	2,7	34,5
1974 Décembre	0,6	24,0	18,3	42,9	0,9	43,8
1975 Décembre	—	21,5	19,0	40,5	1,4	41,9
1976 Décembre	0,1	34,4	25,8	60,3	2,3	62,6
1977 Décembre	0,2	47,3	32,8	80,3	2,8	83,1
1978 Janvier	0,1	32,1	33,3	66,5	2,6	68,4
Février	0,1	35,6	33,6	69,3	2,4	72,2
Mars	0,1	31,1	33,5	64,7	2,4	67,5
Avril	0,1	40,1	34,3	74,5	2,5	77,5
Mai	0,1	38,9	35,2	74,2	2,4	77,1
Juin	0,1	30,9	35,5	66,5	2,5	69,6
Juillet	0,1	39,2	35,7	75,0	2,6	77,8
Août	0,1	43,3	35,9	79,3	2,4	82,4
Septembre	0,1	45,8	36,8	82,7	2,4	85,9
Octobre	0,1	48,5	36,8	85,4	2,6	88,6
Novembre	0,2	45,9	37,3	83,4	2,5	86,6
Décembre	0,3	51,3	38,3	89,9	2,4	93,0

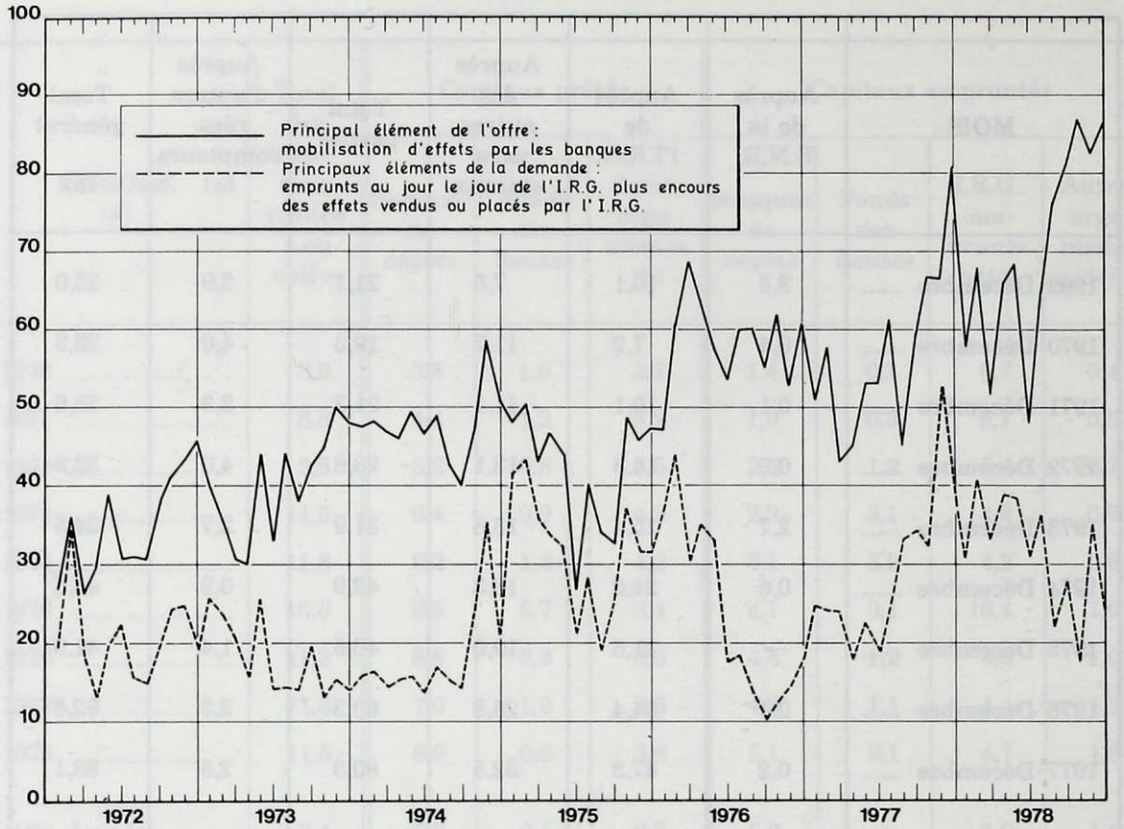
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois

(en milliards de francs)



Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I.R.G.

Encours moyens journaliers

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Effets à nourrir par l'I.R.G.	11,4	7,5	15,3	21,7	24,8	21,0	44,2	38,9	54,9
dont réescomptés à la B.N.B.	*4,6*	*2,6*	*9,9*	*16,5*	*26,3*	*9,1*	*38,6*	*32,8*	*48,6*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G.	*6,7*	*6,1*	*5,5*	*4,8*	*4,2*	*10,4*	*4,6*	*5,5*(a)	*4,7*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	13,6	17,9	17,8	15,5	14,1	23,3	20,9	25,8	27,4
Encours total des effets traités par l'I.R.G.	25,0	25,4	33,1	37,2	38,9	44,3	65,1	64,7	82,2

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

(a) Y compris les emprunts interbancaires pour un montant de 1,1 milliard de francs.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (a)
1968 Décembre	13,2	12,3	—	25,5
1969 Décembre	10,4	7,9	—	18,3
1970 Décembre	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Décembre	9,3	5,8	0,3	15,4
1972 Décembre	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Décembre	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Décembre	14,7	16,0	0,5	31,2
1975 Décembre	9,8	12,0	0,4	22,2
1976 Mars	17,8	26,9	—	44,7
Juin	14,3	23,2	—	37,5
Septembre	17,4	26,1	0,3	43,8
Décembre	14,2	28,6	0,4	43,2
1977 Mars	4,6	13,0	—	17,6
Juin	10,0	24,2	0,3	34,5
Septembre	11,4	25,6	—	37,0
Décembre	20,2	36,7	0,4	57,3
1978 Mars	8,0	19,7	—	27,7
Juin	8,4	15,1	0,1	23,6
Septembre	21,7	37,1	0,4	59,2
Décembre	27,6	45,7	0,1	73,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952, 1 février 1963, 15 juillet 1977 et Protocole du 15 juillet 1977

(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadaire par année des avances au Trésor	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois des avances au Trésor	Mòntant	Moyenne hebdomadaire par mois du concours spécial au Fonds des Rentes	Montant
1967	6,9	1978 janvier	34,7	1978 janvier	1,3
1968	8,9	février	32,1	février	4,4
1969	13,8	mars	36,0	mars	4,0
1970	11,5	avril	36,9	avril	4,9
1971	6,1	mai	36,9	mai	10,0
1972	2,5	juin	37,0	juin	25,3
1973	2,4	juillet	37,0	juillet	33,2
1974	7,3	août	37,0	août	27,3
1975	3,5	septembre	37,0	septembre	32,2
1976	16,7	octobre	37,0	octobre	23,3
1977	23,6	novembre ..	37,0	novembre ..	14,5
1978	36,3	décembre ..	37,0	décembre ..	16,4

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation fin de période

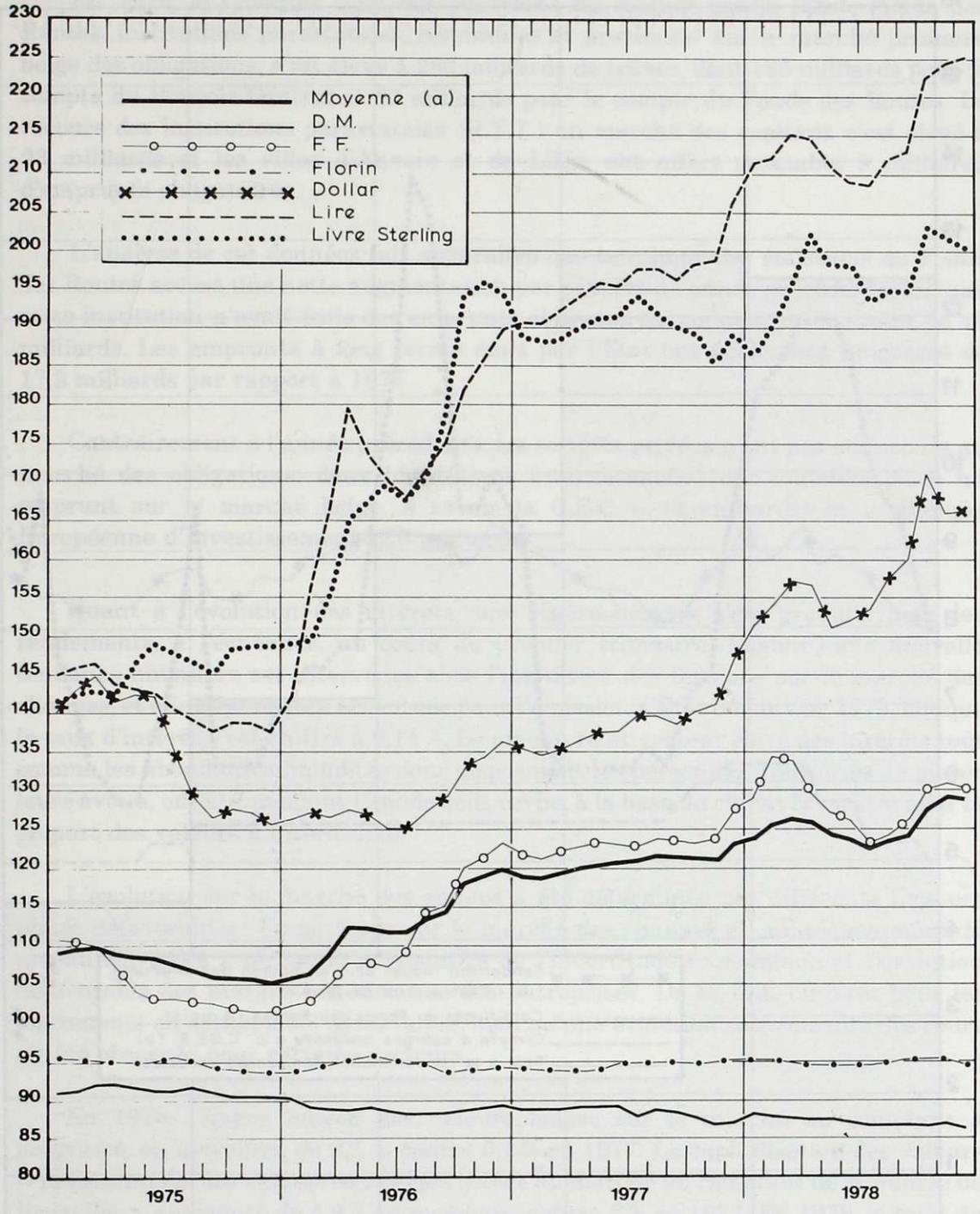
PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B.N.B. (a)	I.R.G. (acheteur) (b, c)	I.R.G. (courtier) (d)	(e)	
1974	8,75	8,65 10,00	10,90	9,25	11,00
1975	6,00	5,25	5,80	4,63	6,20
1976	9,00	8,90	9,65	8,38	10,50
1977	9,00	8,75	9,50	5,58	9,50
1978	6,00	5,90 8,50	9,50	5,17	9,25
1978 janvier	7,50 (f)	7,25	7,50	7,56	8,00
février	6,50	6,25	6,60	4,12	7,00
mars	5,50 (g)	5,25	5,60	4,64	6,50
avril	5,50	5,25	5,50	4,04	5,75
mai	5,50	5,25	5,50	3,63	5,75
juin	5,50	5,25	5,50	4,06	6,00
juillet	6,00	5,75	6,10	3,85	6,25
août	6,00	5,75	6,80	5,06	7,10
septembre	6,00	5,75	7,00	4,93	7,50
octobre	6,00 (h)	5,90 8,50	10,10	7,41	9,75
novembre	6,00 (h)	5,90 8,50	9,30	6,96	8,75
décembre	6,00 (h)	5,90 8,50	9,50	6,45	9,25

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Jusqu'au 31 mai 1970 et à partir du 23 octobre 1973 : 120 jours d'échéance et moins. Entre-temps : de 61 à 120 jours d'échéance. Il s'agit du taux pour les acceptations qui sont imputées sur le plafond de réescompte et de visa de la banque cédante à la Banque Nationale de Belgique; à partir du 8 juillet 1974, le taux est différent suivant que l'imputation se fait sur le sous-plafond A (ligne inférieure) ou sur le sous-plafond B (ligne supérieure).
(d) Taux des acceptations bancaires non visées à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(e) Les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.
(f) Le 5 janvier le pourcentage s'élevait à 8,5 %.
(g) Le 16 mars le pourcentage s'élevait à 6,0 %.
(h) Depuis octobre les taux d'achat ont été fixés, quelle que soit la durée des effets à 5,90 et 8,50 % respectivement pour les sous-plafonds A et B.

Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles

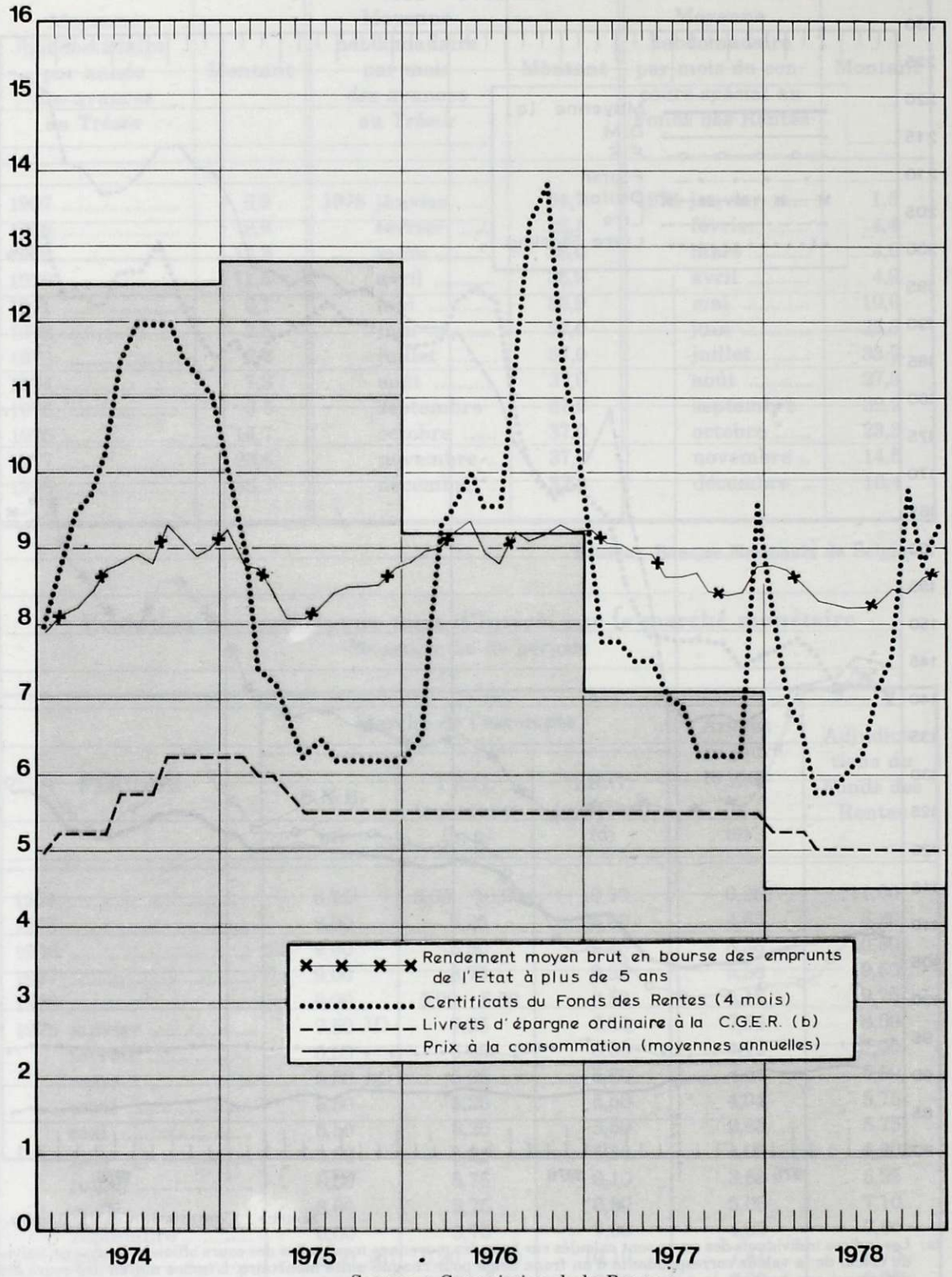
(fin 1970 = 100)



Source : Commission de la Bourse.

(a) Les indices individuels des cours sont calculés sur base des moyennes mensuelles des cours officiels de change, suivis du calcul de la valeur correspondante d'un franc belge pour chaque unité monétaire. L'indice moyen des cours est déterminé sur base de la part des importations en provenance des pays concernés et compte tenu des unités monétaires suivantes : le dollar, le franc français, la livre sterling, le florin, le franc suisse, le D.M., la lire, la couronne suédoise, la couronne danoise, l'escudo, le peseta, le zaïre, le dollar canadien.

Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation (a)



Sources : Commission de la Bourse;
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
Ministère des Finances;
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Taux avant retenues fiscales à la source.

(b) Taux bonifiés sur les sommes jusqu'à 500.000 francs à partir du 1er janvier 1967. Ils comprennent la prime de fidélité bonifiée sur les sommes restées en dépôt du 16 janvier au 31 décembre. Du fait qu'à concurrence d'un certain montant (15.000 francs par an actuellement), les revenus des dépôts sur livrets d'épargne ordinaire sont exonérés d'impôt, leur taux n'est pas comparable aux taux figurant dans les autres courbes.

SECTION II. — MARCHE DES CAPITAUX

En 1978, le montant total des émissions du secteur public (Etat, Fonds des Rentes, institutions parastatales, communes et provinces) sur le marché primaire belge des obligations, s'est élevé à 280 milliards de francs, dont 185 milliards pour le compte du Pouvoir Central et 63 milliards pour le compte du Fonds des Routes. Le recours des institutions parastatales (R.T.T.) au marché des capitaux s'est élevé à 23 milliards et les villes d'Anvers et de Liège ont offert ensemble 9 milliards d'emprunts obligataires.

L'analyse de ces données fait apparaître que le volume des émissions du Fonds des Routes accuse une nette augmentation par rapport à l'année précédente, lorsque cette institution n'avait émis des emprunts obligataires que pour un montant de 45 milliards. Les emprunts à long terme émis par l'Etat ont également progressé de 17,2 milliards par rapport à 1977.

Contrairement à l'année précédente, les sociétés privées n'ont pas eu recours au marché des obligations; deux institutions internationales ont toutefois placé un emprunt sur le marché belge, à savoir la C.E.C.A. (2 milliards) et la Banque Européenne d'Investissement (2,5 milliards).

Quant à l'évolution des intérêts, une légère détente s'est produite pour les rendements, à l'échéance, au cours du premier trimestre. Ensuite, une nouvelle tendance haussière est intervenue sous l'impulsion des tensions sur le marché des changes, et elle s'est encore accentuée pour l'émission d'Etat en janvier 1979, lorsque le taux d'intérêt s'est chiffré à 9,14 %. Le niveau relativement élevé des intérêts tout comme les abondantes liquidités dont disposaient les personnes désireuses de placer leurs avoirs, ont été, pendant l'année sous revue, à la base du climat favorable pour la plupart des valeurs à intérêt fixe.

L'évolution sur le marché des actions a été déterminée par différents facteurs plutôt défavorables : l'inquiétude sur le marché des changes et, subséquemment, le niveau élevé des intérêts, la persistance de l'incertitude économique et l'évolution défavorable des marges bénéficiaires des entreprises. De ce fait, l'intérêt pour les placements en action a été assez faible, bien qu'une évolution satisfaisante des cours ait été observée pour certains secteurs.

En 1978, l'indice moyen des valeurs belges sur le marché au comptant a progressé, en moyenne, de 2,1 %, contre 5,1 % en 1977. La capitalisation des valeurs représentatives des entreprises belges cotées au marché au comptant de la Bourse de Bruxelles a augmenté de 5,9 % en moyenne, contre 2 % en 1977. En 1978, le total du capital traité au marché à terme et au marché au comptant (actions industrielles et obligations) s'est chiffré, comme en 1977, à 40,8 milliards.

Pendant les deux premiers mois de l'année, la formation des cours (indice général des valeurs belges au 30 décembre 1963 égal à 100) a subi l'incidence de l'affaissement de la conjoncture et de quelques conflits sociaux. Sous l'impulsion de la baisse des intérêts, le climat boursier et la formation des cours ont été, globalement,

un peu plus favorables que pendant les mois suivants; mais, après la révolte au Shaba, une période de baisse de cours est intervenue, alimentée encore par une série d'évolutions défavorables telles que la crise politique, le conflit dans la sidérurgie, l'inquiétude sur le marché des devises et la stagnation conjoncturelle. Après la légère reprise des cours pendant les mois d'été, la chute du gouvernement en octobre a entraîné un nouveau climat d'incertitude mais les perspectives économiques un peu plus favorables ont été à la base d'une évolution quelque peu meilleure des cours boursiers pendant les derniers mois de l'année.

En ce qui concerne les branches d'activité, l'on constate une évolution très divergente des cours. En comparaison avec la tendance boursière globale, l'évolution en matière d'entreprises industrielles et internationales est nettement plus défavorable. Toutefois, dans beaucoup de cas, les résultats ont été favorables, mais pour d'autres développements, les facteurs strictement liés à l'entreprise ont été prépondérants à cet égard.

Parmi les secteurs faibles, il faut compter la chimie, le pétrole et les métaux non ferreux. En ce qui concerne le secteur des métaux non-ferreux, il convient de prendre en considération les baisses de prix du premier semestre, suivies de hausses spéculatives des prix en raison du redressement des prix sur le marché du zinc et du cuivre.

Pour le pétrole, les perspectives défavorables de « Pétrofina » ont joué un rôle néfaste, notamment en raison du faible cours du dollar. En plus, des doutes ont surgi quant au développement prévu de l'exploitation pétrolière en Angola et en Mer du Nord.

*
* *

Principales émissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1971	147 000	1978	
1972	141 240	Janvier	63 000
1973	151 200	Février	—
1974	139 500	Mars	33 000
1975	175 100	Avril	—
1976	196 000	Mai	63 000
1977	270 300	Juin	23 000
1978	280 000	Juillet	—
		Août	—
		Septembre	59 000
		Octobre	9 000
		Novembre	30 000
		Décembre	—

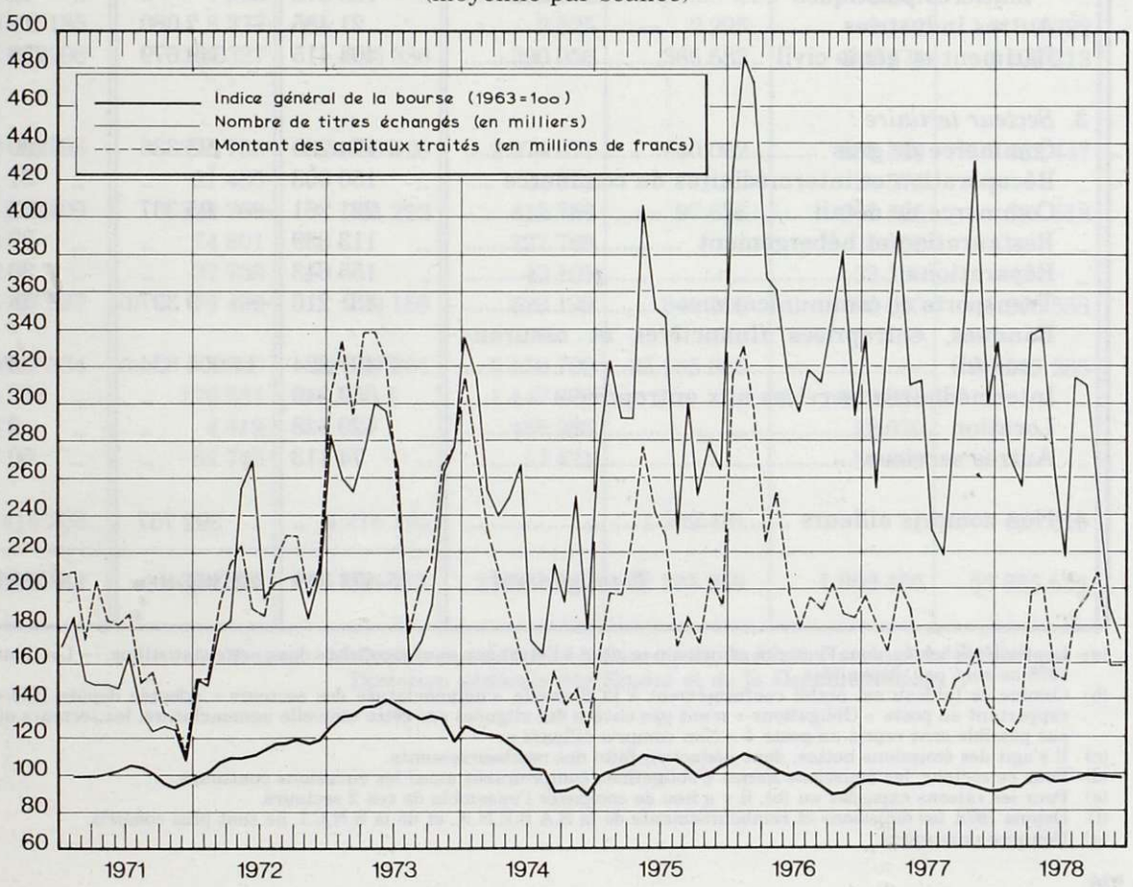
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Emissions nettes d'actions et d ons

(en mill ncs)

SECTEUR	1973			
	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)
	Actions	Obligations (b, c)		
1. *Secteur primaire :*				
Agriculture et pêche	31 820	— 388	26 947	58
2. *Secteur secondaire :*				
Energie (pétrole, gaz naturel et autres sources)	3 066 000	5 054 904	—	8 120
Extraction des minerais et minéraux	63 892	— 1 000	1 315	
Production des métaux	177 000	— 364 253	300	— 186
Industrie de la terre cuite, ciment et industries connexes et industrie du verre	159 461	924 105	10 260	1 093
Industrie des autres minéraux non métalliques	64 661	285 250	3 359	
Industrie chimique	718 282	981 062	6 967	1 706
Industrie des fabrications métalliques	1 168 779	— 125 074	79 210	1 122
Industrie des produits alimentaires et tabac	902 409	185	32 191	934
Industrie textile	260 983	— 12 125	20 136	412
Industrie du cuir et de l'habillement	111 398	..	32 303	
Industrie du bois	180 982	961	38 035	219
Industrie du papier, imprimerie et éditions	116 299	895 047	29 581	1 040
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	128 678	..	12 034	
Autres industries	21 485	— 2 080	12 674	
Bâtiment et génie civil	404 415	349 679	258 740	1 012
3. *Secteur tertiaire :*				
Commerce de gros	1 174 229	23 336	280 962	1 478
Récupération et intermédiaires du commerce	150 003	..	31 177	
Commerce de détail	221 261	— 95 337	263 429	389
Restauration et hébergement	113 339	..	73 575	
Réparations	155 643	..	30 904	
Transports et communications	431 216	— 9 397(f)	78 368	500
Banques, entreprises financières et assurances (d)	3 497 324	14 005 834(f)	9 000	17 512
Intermédiaires (services aux entreprises)	1 659 349	..	152 482	
Location	420 528	..	2 525	
Autres services	74 113	..	50 341	
4. Non compris ailleurs	..	392 757	..	3 897
Total général ...	**15 473 549**	**22 303 466**	**1 536 815**	**39 313**

(a) Les Sociétés belges, dont l'activité principale se situe à l'étranger, sont comprises dans cette statistique. — Les données pour 1976-1978 ne sont pas disponibles.
(b) Comme ce tableau est établi conformément à la nouvelle « nomenclature des secteurs » adoptée depuis 1971 et que les donn rapportant au poste « Obligations » n'ont pas encore été alignées sur cette nouvelle nomenclature, les secteurs où la comparaiso pas possible sont repris au poste 4 « Non compris ailleurs ».
(c) Il s'agit des émissions nettes, donc déduction faite des remboursements.
(d) Pour ce secteur, les émissions nettes d'obligations comprennent aussi les émissions continues.
(e) Pour les raisons exposées au (b), il y a lieu de comparer l'ensemble de ces 2 secteurs.
(f) Depuis 1972, les émissions et remboursements de la S.A.B.E.N.A. et de la S.N.C.I. ne sont plus compris.
(g) Données provisoires.

...ions des sociétés belges (a)
...ars)

1974				1975			
Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b)	Sociétés anonymes et en commandite par actions		Sociétés de personnes à responsabilité limitée	Total (b, g)
...ctions	Obligations (b, c)			Actions	Obligations (b, c, g)		
4 409	— 388	24 304	48 325	51 475	— 389	22 821	73 907
55 240	8 730 045	—	11 285 285	121 400	9 191 323	—	9 312 723
27 587	..	3 534	..	62 255	595 000	6 349	663 604
1 546	—718 031	500	—655 985	214 987	78 422	500	293 909
6 610	— 37 151	23 955	73 414	220 450	214 565	7 870	442 885
7 870	63 001	7 266	..	2 000	589 251	4 875	596 126
42 519	34 915	2 080	469 514	750 329	2 268 875	3 650	3 022 854
77 056	525 002	77 110	2 369 168	958 509	—112 063	58 722	905 168
90 093	— 16 554	31 807	935 346	890 646	448 909	25 950	1 365 505
35 530	— 46 741	33 027	536 433	395 135	5 807	34 975	435 917
14 280	— 1 500	31 837	(e)	252 665	— 2 865	34 304	284 104
24 514	36 820	52 721	334 055	333 508	— 6 000	59 037	386 545
13 083	— 96 575	29 629	96 137	170 921	73 054	24 880	268 855
10 259	..	7 988	..	208 572	..	6 947	..
9 150	— 2 185	8 377	..	2 525	— 2 295	9 162	9 392
20 853	33 206	261 327	535 386	390 056	365 583	347 574	1 103 213
81 866	32 798	295 756	3 190 420	2 374 071	840 062	338 314	3 552 447
16 250	..	21 485	..	21 972	..	24 570	..
53 338	—131 409	324 363	761 292	412 769	— 97 676	366 525	681 618
62 129	..	74 801	..	237 768	..	75 308	..
1 733	..	37 739	..	40 109	..	33 336	..
53 280	67 387	79 492	720 159	629 199	841 300	96 059	1 566 558
53 167	16 532 334	3 800	20 039 301	5 159 700	25 185 585	—	30 345 285
85 785	..	176 331	..	1 447 479	..	163 851	..
25 322	..	4 419	..	465 386	..	12 070	..
6 391	..	52 745	..	57 421	..	50 809	..
..	418 208	..	4 276 185	..	1 709 421	..	4 555 019
94 860	**25 423 182**	**1 666 393**	**45 014 435**	**15 871 307**	**42 185 869**	**1 808 458**	**59 865 634**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Emissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b) (c)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1958	648	3 049	3 697	9 601	13 298
1959	897	2 440	3 337	8 086	11 423
1960	1 510	5 035	6 545	5 907	12 452
1961	1 213	2 918	4 131	8 466	12 597
1962	2 193	4 521	6 715	8 067	14 782
1963	1 092	4 192	5 284	6 511	11 795
1964	1 444	8 331	9 775	4 376	14 151
1965	1 425	5 809	7 234	11 025	18 259
1966	1 343	8 382	9 725	6 997	16 722
1967	1 955	8 160	10 115	13 938	24 053
1968	2 202	15 469	17 671	19 259	36 930
1969	2 853	14 058	16 911	13 289	30 200
1970	2 814	12 923	15 737	26 129	41 866
1971	2 782	11 421	14 203	30 166	44 369
1972	4 166	13 800	17 966	30 421	48 387
1973	4 525	12 485	17 010	22 303	39 314
1974	4 701	14 890	19 591	25 423	45 014
1975	5 225	12 455	17 680	42 186 (d)	59 866 (d)

Source : Institut National de Statistique.

(a) Y compris les Sociétés belges dont l'activité principale se situe à l'étranger. Les données pour 1976, 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

(b) Depuis 1972, la S.N.C.I. et la Sabena ne sont plus comprises.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché.

(c) Il s'agit des émissions nettes.

(d) Données provisoires.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1971						
1er semestre	6 634 604	159 236	6 793 840	8 200 511	452 872	8 653 383
2e semestre	5 353 078	97 288	5 450 366	6 256 607	221 559	6 478 166
Total ...	**11 987 682**	**256 524**	**12 244 206**	**14 457 118**	**674 431**	**15 131 549**
1972						
1er semestre	7 862 140	170 376	8 032 516	8 338 470	406 986	8 745 456
2e semestre	9 315 611	256 456	9 572 067	10 722 408	546 367	11 268 775
Total ...	**17 177 751**	**426 832**	**17 604 583**	**19 060 878**	**953 353**	**20 014 231**
1973						
1er semestre	13 719 298	360 505	14 079 803	15 219 314	861 329	16 080 643
2e semestre	11 111 742	306 061	11 417 803	11 025 283	653 910	11 679 193
Total ...	**24 831 040**	**666 566**	**25 497 606**	**26 244 597**	**1 515 239**	**27 759 836**
1974						
1er semestre	13 919 369	353 452	14 272 821	9 445 347	709 558	10 154 905
2e semestre	7 884 777	298 565	8 183 342	5 585 542	545 883	6 131 425
Total ...	**21 804 146**	**652 017**	**22 456 163**	**15 030 889**	**1 255 441**	**16 286 330**
1975						
1er semestre	13 024 356	262 978	13 287 334	7 702 493	557 409	8 259 902
2e semestre	13 259 477	293 078	13 552 555	7 781 577	712 797	8 494 374
Total ...	**26 283 833**	**556 056**	**26 839 889**	**15 484 070**	**1 270 206**	**16 754 276**
1976						
1er semestre	14 932 748	333 000	15 265 748	10 132 913	811 106	10 944 019
2e semestre	15 870 059	314 029	16 184 088	8 388 074	807 973	9 196 047
Total ...	**30 802 807**	**647 029**	**31 449 836**	**18 520 987**	**1 619 079**	**20 140 066**
1977						
1er semestre	15 785 504	289 497	16 075 001	6 576 719	787 696	7 364 415
2e semestre	10 118 161	288 586	10 406 747	6 251 556	832 061	7 083 617
Total ...	**25 903 665**	**578 083**	**26 481 748**	**12 828 275**	**1 619 757**	**14 448 032**
1978						
1er semestre	13 624 822	260 656	13 885 478	6 533 981	796 324	7 330 305
2e semestre	9 965 370	281 771	10 247 141	7 148 030	926 535	8 074 565
Total ...	**23 590 192**	**542 427**	**24 132 619**	**13 682 011**	**1 722 859**	**15 404 870**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la bourse de Bruxelles (a)

Emprunts émis après le 1er décembre 1965

DÉBUT DE PÉRIODE	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29
1977	9,32	9,30	9,22	9,62	11,70
1978 Janvier	9,01	8,73	8,76	9,04	9,85
Février	8,79	8,63	8,71	8,90	9,69
Mars	8,66	8,51	8,54	8,72	9,50
Avril	8,29	8,22	8,30	8,58	9,26
Mai	8,19	8,19	8,25	8,46	9,08
Juin	8,24	8,22	8,22	8,46	9,23
Juillet	8,33	8,23	8,22	8,45	9,16
Août	8,40	8,22	8,25	8,51	9,34
Septembre	8,64	8,47	8,45	8,78	9,59
Octobre	8,63	8,40	8,40	8,77	9,68
Novembre	8,77	8,53	8,62	8,96	9,79
Décembre	8,66	8,55	8,69	8,94	9,89

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
17 janvier 1977 ..... (Etat Belge)	8	10,00	10,00	56 000
17 février 1977 ..... (S.N.C.I.)	8	10,00	9,96	5 000
17 février 1977 ..... (S.N.L.)	8	10,00	9,96	16 500
16 mars 1977 ..... (Fonds des Routes)	9	9,75	9,75	16 500
25 avril 1977 ..... (Ville d'Anvers)	7	9,75	9,90	6 000
25 avril 1977 ..... (Ville de Bruxelles)	7	9,75	9,90	2 000
25 avril 1977 ..... (Ville de Liège)	7	9,75	9,90	4 000
25 mai 1977 ..... (Etat Belge)	7	9,75	9,80	50 300
27 juin 1977 ..... (S.N.C.B.)	9	9,75	9,71	6 000
5 septembre 1977 ..... (Etat Belge)	9 a. 6 m.	9,50	9,48	61 500
13 octobre 1977 ..... (Fonds des Routes)	7 a. 6 m.	9,00	9,02	28 500
8 décembre 1977 ..... (S.N.L.)	8 a. 6 m.	8,75	8,98	18 000

(suite à la page suivante)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'EMISSION ET ORGANISME EMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
30 janvier 1978 ..... (Etat Belge)	8	9,50	9,27	63 000
2 mars 1978 ..... (Fonds des Routes)	8	9,00	9,00	33 000
2 mai 1978 ..... (Etat Belge)	7	8,50	8,50	63 000
15 juin 1978 ..... (R.T.T.)	8	8,50	8,63	23 000
6 septembre 1978 ..... (Etat Belge)	8	8,75	8,93	59 000
16 octobre 1978 ..... (Ville d'Anvers)	8	8,75	8,98	5 000
16 octobre 1978 ..... (Ville de Liège)	8	8,75	8,98	4 000
27 novembre 1978 ..... (Fonds des Routes)	7	8,75	8,95	30 000

Source : Fonds des Rentes.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires

(en milliards de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1969	71,0
1970	59,0
1971	67,2
1972	88,3
1973	121,7
1974	124,7
1975	116,0
1976	176,0
1977	194,5
1978	238,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

Actifs financiers (a)

(variations en milliards de francs)

ANNÉE	Actifs en francs belges			Actifs en monnaies étrangères			Autres actifs (c)	Total général
	A un an au plus	A plus d'un an	Total	Dépôts	Valeurs mobilières (b)	Total		
1971	+114	+ 68	+182	— 3	+22	+19	+ 7	+208
1972	+168	+ 62	+230	— 2	+33	+31	+18	+279
1973	+171	+ 81	+252	+ 6	+25	+31	+ 2	+285
1974	+176	+ 97	+273	+13	+15	+28	— 1	+300
1975 (d)	+218	+113	+331	+ 8	+32	+40	+11	+382
1976 (d)	+235	+152	+387	+12	+14	+26	+55	+468
1977 (d)	+187	+230	+417	+19	+17	+36	+14	+467
1978 (d)	+222	+173	+395	— 1	+17	+16	+55	+466

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Détenus par les particuliers et les entreprises (autres que les intermédiaires financiers), y compris les organismes publics d'exploitation et certains intermédiaires financiers qu'il était impossible d'exclure en 1976 : organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

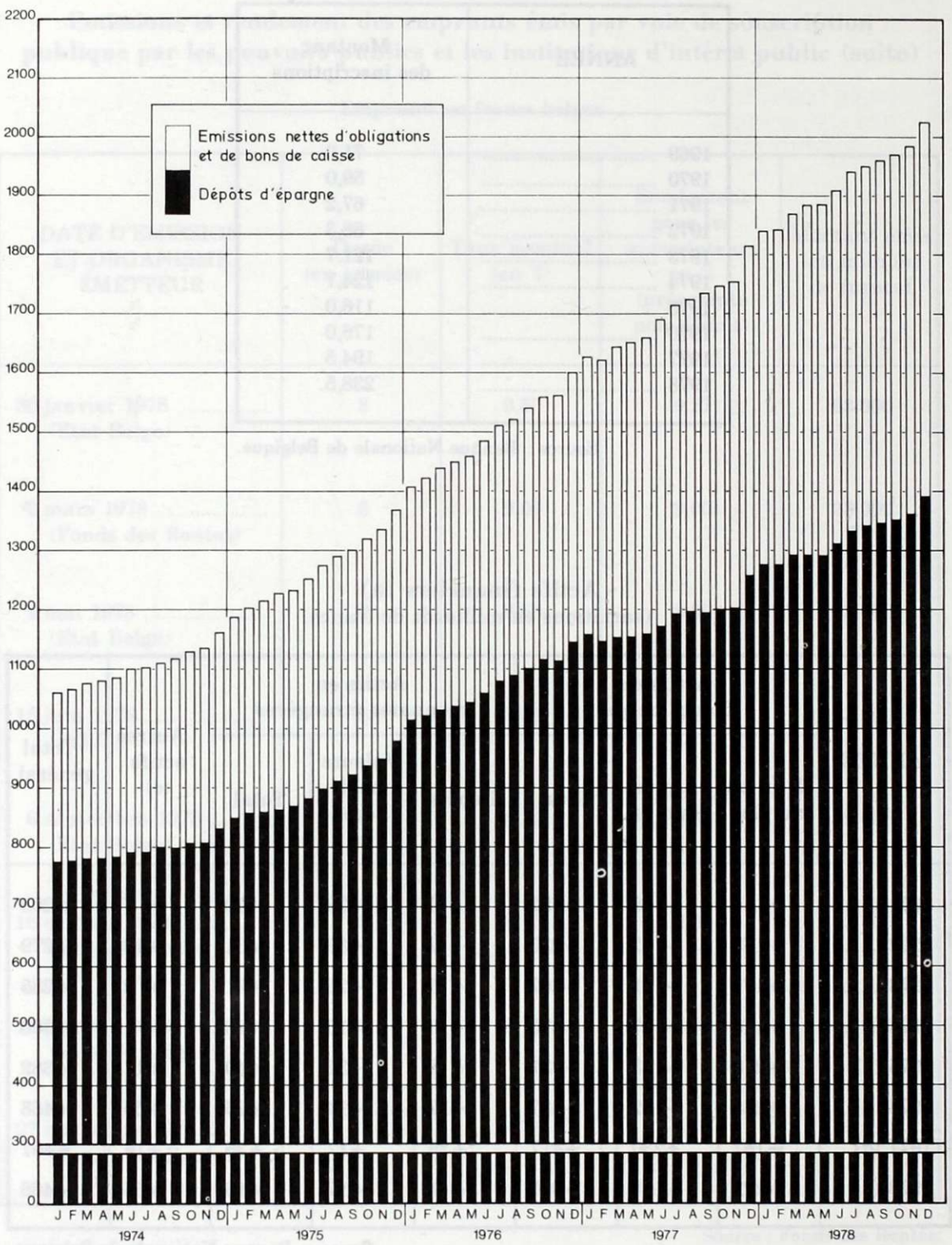
(b) Achats nets par des résidents de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

(c) Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Il s'agit notamment des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger.

(d) Données provisoires.

Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse (a)

(en milliards de francs)



Source : Ministère des Finances

(a) — *Dépôts d'épargne* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des Banques.
— *Emissions nettes d'obl. et bons de caisse* auprès de la CGER, des caisses d'épargne privées, du Crédit communal et des banques.

Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Financement (en millions de francs) :									
— Emprunts de « Call money »	—	2 892	6 539	8 040	—	284	—	—	—
— Encours des certificats du Fonds des Rentes	8 737	9 480	10 892	12 745	18 086	20 084	15 668	6 995	5 165
— Soldes débiteurs à B.N.B. :									
— ordinaires	—	—	2 507	20	—	2 937	3 624	7 387	13 920
— spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2 800	15 950
Total ...	**8 737**	**12 372**	**19 938**	**20 805**	**18 086**	**23 305**	**18 292**	**17 182**	**35 035**
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Valeurs cotées (a)	6 932	9 079	15 248	15 744	12 154	17 935	14 867	17 494	22 295
— Certificats de trésorerie : tranche B	4 214	6 719	8 294	9 094	9 094	6 000	6 000	—	—
— Autres certificats	—	—	—	—	—	—	1 350	6 995	5 165

(a) Valeur nominale.

Source : Fonds des Rentes.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Relevé général des placements

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Encours fin 1977	Levées en 1978	Remboursées en 1978	Encours fin 1978
A. — Placements à moyen et à long terme				
Pouvoirs publics				
Dette belge	82 669,9	14 036,8	2 828,0	93 878,7
Provinces, villes, communes	4 270,1	729,1	131,2	4 868,0
Autres (a)	19 979,1	2 745,4	1 133,6	21 590,9
Organismes publics d'exploitation				
Société Nationale des chemins de fer belges	5 123,1	75,1	323,6	4 874,6
Régie des Télégraphes et Téléphones	10 690,4	1 851,3	295,9	12 245,8
Office de la Navigation	8 281,7	1 200,0	536,7	8 945,0
Radio-Télévision belge	4 757,6	960,0	398,4	5 319,2
Fonds des Routes	10 189,3	3 503,7	—	13 693,0
Autoroutes	8 151,0	75,7	270,7	7 956,0
Société Nationale des chemins de fer vicinaux	920,6	—	57,1	863,5
Autres (b)	315,9	—	65,7	250,2
Société Nationale de distribution d'eau	1 594,7	—	93,5	1 501,2
Autres sociétés de distribution d'eau	979,9	—	54,6	925,3
Regie des bâtiments	1 198,6	—	71,4	1 127,2
Autres services publics	1,5	—	—	1,5
Logement				
Logement social	99 238,4	21 019,0	6 679,4	113 578,0
Autres logements	126 181,3	26 436,9	8 390,6	144 227,6
Entreprises				
Industrie, commerce, artisanat :	42 873,3	4 536,1	3 451,1	43 958,3
Société Nationale de Crédit à l'Industrie	17 080,6	3 541,6	2 522,6	18 099,6
	2 022,6	1 944,4	701,6	9 275,4

Société Nationale de Crédit à l'Industrie	17 080,6	3 541,6	2 529,6	18 090,6
Caisse Nationale de Crédit Professionnel	8 032,6	1 944,4	701,6	9 275,4
Société Nationale d'Investissement	1 519,6	157,5	6,1	1 671,0
Agriculture	12 678,9	2 261,7	1 282,1	13 658,5
Armement maritime et batellerie	2 461,4	69,0	291,5	2 238,9
Sciences, Enseignement, Culture :				
Universités	20 064,0	4 800,2	307,7	24 556,5
Fonds national pour le financement de la recherche scientifique	605,0	—	—	605,0
Fonds des études de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique	112,4	26,0	17,1	121,3
Organismes à caractère socio-culturel	0,6	1,0	0,2	1,4
Bâtiments scolaires	1 232,9	392,0	97,2	1 527,7
Soins de santé				
Hôpitaux universitaires	3 053,2	1 254,1	5,3	4 302,0
Organismes médico-sociaux	2 842,3	756,3	89,6	3 509,0
Autres crédits (prêts à tempérament, prêts personnels, prêts sur nantissement, etc.)	2 425,2	4 583,3	1 894,0	5 114,5
Total ...	**504 437,0**	**99 937,0**	**32 861,2**	**571 512,8**
B. — **Placements à vue et à court terme**				
Placements à court terme (⩽ 1 an)	8 519,4	42 242,4	41 575,5	9 186,3
Certificats de Trésorerie et du fonds des Rentes, acceptations bancaires, call-money	32 495,7			24 628,3
Total ...	**41 015,1**			**33 814,6**
Total général ...	**545 452,1**			**605 327,4**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Fonds de dotation pour le financement des pensions de guerre, financement des pensions des assurés libres, Fonds Belgo-Zaïrois d'amortissement et de gestion, Caisse autonome des dommages de guerre 1921-1923, Caisse publique de prêts de la Ville de Bruxelles, Institut national d'assurance-maladie-invalidité, Fonds de compensation de sécurité d'existence des dockers du port d'Anvers, Fonds de sécurité d'existence des entreprises de réparation de navires du port d'Anvers, Fonds de compensation d'existence au port de Gand, Communauté européenne, Banque européenne d'investissement.

(b) Sabena, Canal maritime, installations du port de Bruxelles.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers

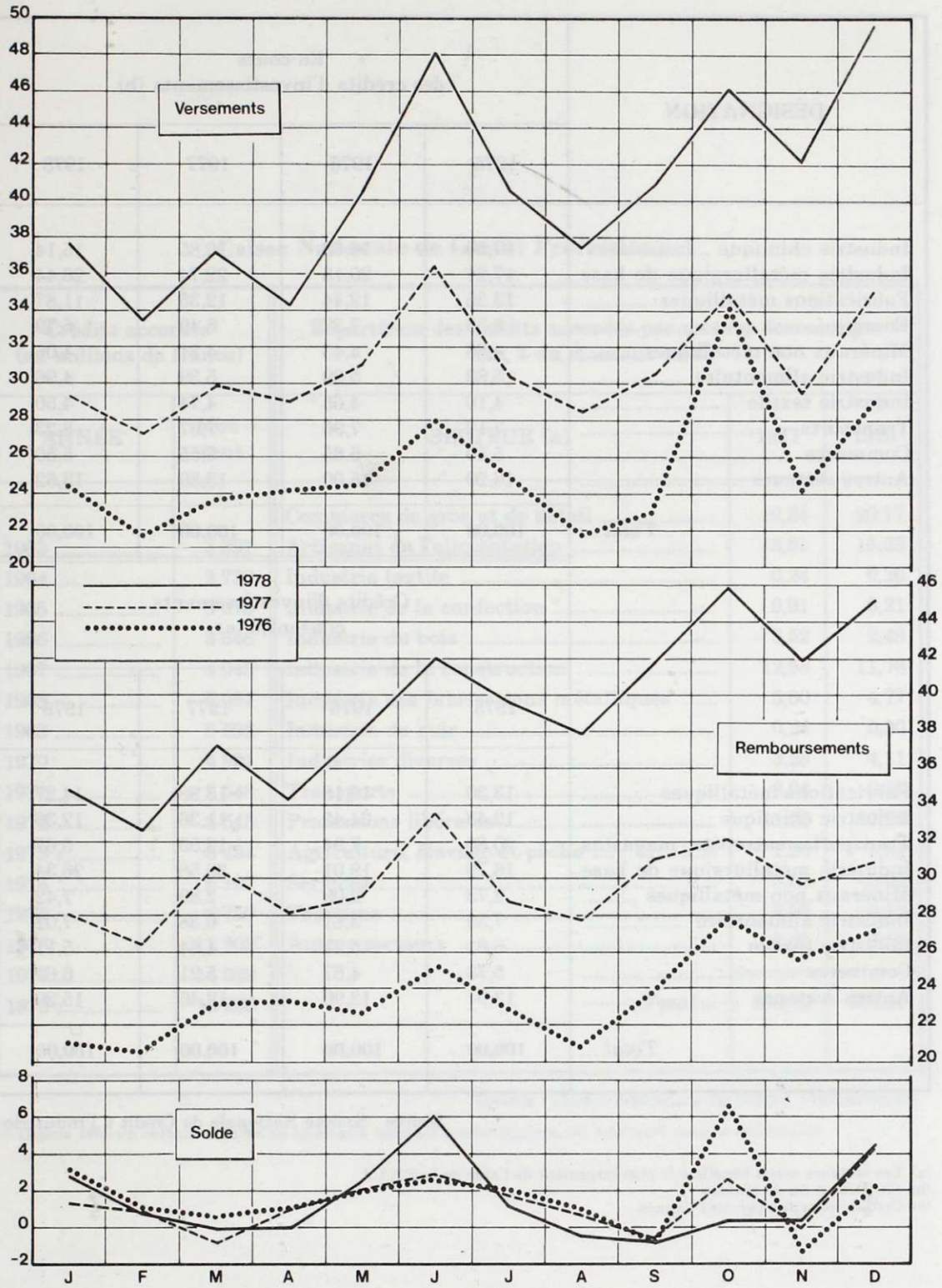
(en milliers de francs)

PERIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1970			
1er semestre	747 476		
2e semestre	2 206 715		
Total ...	**2 954 191**	5 308 486 (c)	158 667 248 (c)
1971			
1er semestre	5 211 480		
2e semestre	8 589 788		
Total ...	**13 801 268**	5 663 897 (c)	178 132 413 (c)
1972			
1er semestre	7 654 054		
2e semestre	11 212 804		
Total ...	**18 866 858**	5 915 431 (c)	202 914 702 (c)
1973			
1er semestre	7 056 704		
2e semestre	8 395 187		
Total ...	**15 451 891**	7 077 174 (c)	225 443 767 (c)
1974			
1er semestre	3 028 037		
2e semestre	10 029 630		
Total ...	**13 057 667**	10 037 066 (c)	248 538 500 (c)
1975			
1er semestre	11 568 820		
2e semestre	15 897 685		
Total ...	**27 466 505**	11 506 553 (c)	287 511 558 (c)
1976			
1er semestre	10 036 069		
2e semestre	9 258 537		
Total ...	**19 294 606**	12 684 717 (c)	319 490 881 (c)
1977			
1er semestre	7 015 311		
2e semestre	8 573 992		
Total ...	**15 589 303**	13 795 539 (c)	348 875 723 (c)
1978			
1er semestre	11 856 668		
2e semestre	5 536 629		
Total ...	**17 393 297**	13 988 989 (c)	380 258 009 (c)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Précompte déduit.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne
(en milliards de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

Répartition par secteurs économiques (a)

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	En-cours des crédits d'investissements (b)			
	1975	1976	1977	1978
Industrie chimique	17,50	16,63	16,85	15,14
Industrie métallurgique de base	17,21	20,18	22,74	26,44
Fabrications métalliques	13,35	12,44	12,35	11,87
Energie	8,53	7,37	6,40	5,79
Minéraux non métalliques	4,86	4,43	4,21	4,05
Industrie alimentaire	5,63	5,69	5,39	4,96
Industrie textile	4,10	4,65	4,74	4,50
Transports	7,12	7,96	7,97	8,23
Commerce	5,50	5,65	5,55	5,50
Autres secteurs	16,20	15,00	13,80	13,52
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**
	Crédits d'investissements consentis (c)			
	1975	1976	1977	1978
Fabrications métalliques	13,30	10,16	13,98	14,27
Industrie chimique	12,43	34,42	11,36	12,36
Transports, entrepôts, magasins	20,80	7,94	12,50	5,67
Industrie métallurgique de base	16,79	19,01	30,58	26,34
Minéraux non métalliques	2,73	2,09	2,89	7,42
Industrie alimentaire	7,39	3,61	6,38	7,02
Industrie textile	6,81	5,21	4,64	5,11
Commerce	5,78	4,57	5,21	6,61
Autres secteurs	13,97	12,99	12,46	15,20
Total ...	**100,00**	**100,00**	**100,00**	**100,00**

Source : Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

(a) Les secteurs ayant bénéficié le plus largement de l'aide de la S.N.C.I.
(b) Situation à fin de période.
(c) Crédits consentis pendant l'année.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du montant total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1977	1978
		Commerce de gros et de détail	19,34	20,17
1963	3 391	Artisanat de l'alimentation	13,81	15,23
1964	2 738	Industrie textile	0,24	0,26
1965	3 075	Industrie de la confection	0,91	0,21
1966	3 546	Industrie du bois	3,52	2,49
1967	4 043	Industrie de la construction	12,58	11,76
1968	5 081	Industrie des fabrications métalliques	5,00	4,77
1969	5 592	Industrie du cuir	0,24	0,30
1970	4 901	Industries diverses	3,28	4,11
1971	5 048	Transports	8,94	9,56
1972	6 545	Professions libérales	11,26	10,59
1973	8 494	Agriculture, élevage et pêche	1,90	1,81
1974	6 107	Services	3,68	3,02
1975	8 750	Tourisme	9,25	9,17
1976	11 903	Autres secteurs	6,05	6,55
1977	14 029			
1978	16 239	*Total* ...	100,00	100,00

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Dans le secteur tertiaire, ce sont indubitablement les assurances qui subissent des mutations tout aussi profondes — bien que moins spectaculaires peut-être — que la distribution ou les banques.

La loi du 9 juillet 1975, concernant le contrôle général sur les assurances, donne progressivement une nouvelle image à cette branche. La tâche de l'office de contrôle des assurances chargé de l'application de cette loi, est comparable à celle de la commission bancaire. Le rapport annuel de cet office, publié au second semestre de l'année, donne un aperçu intéressant de la structure du marché des assurances. Quelques statistiques de ce rapport, ayant trait à l'exercice 1977, sont reprises dans les tableaux suivants.

En 1977, l'encours des encaissements des sociétés d'assurances s'est élevé à 126,1 milliards de francs. Ce montant ne comporte pas les réassurances, mais bien les primes affectées en Belgique pour l'assurance contre les accidents de travail. En 1976, l'encaissement s'est chiffré à 110,1 milliards, de sorte que l'accroissement en 1977 atteint plus de 15 % (1). Selon certaines estimations, les ménages interviendraient pour plus de la moitié de ce montant (55 à 60 %). Pour 1977, cette partie de l'accroissement peut être évaluée à 72 milliards et représente 4 % des dépenses totales des ménages au cours de cette année, de sorte que le montant utilisé par ceux-ci pour les assurances est de 11 % inférieur à celui utilisé pour l'achat de boissons (79,5 milliards en 1977). Il est frappant de constater cependant que par rapport à l'année précédente, la part des boissons dans la consommation totale des ménages a légèrement fléchi, tandis que celle des dépenses pour assurances a légèrement haussé.

Globalement, l'évolution des assurances en 1977 a été très satisfaisante; en effet, l'accroissement des encaissements de 15 % a été nettement supérieur à celui de l'indice des prix à la consommation, qui n'a progressé que de 7,1 %; il a dépassé également la hausse en prix réels du produit national brut qui s'était monté, pendant cette année de faible conjoncture, à 8,1 %.

Selon l'Office national de la sécurité sociale, le secteur des assurances occupait, au 30 juin 1977, 27 694 personnes. Malgré la situation économique défavorable, les revendications syndicales, la tendance aux fusions et à la résorption caractéristique

(1) Cet accroissement peut être attribué en partie à la mise sous contrôle, en 1977, des opérations d'assurance-vie réalisées par la C.G.E.R.

de ce secteur et nonobstant l'introduction, à grande échelle de l'informatique électronique, l'emploi global dans les sociétés d'assurances a encore augmenté quelque peu.

Dans l'encaissement global, l'assurance automobile sans les garanties complémentaires représentent 29 %, la branche de l'assurance-vie 30 %, tandis que les assurances sans risques, qui comportent toutes les autres formes d'assurance, interviennent pour 41 %. En 1976, lorsque les opérations d'assurance-vie de la C.G.E.R. n'étaient pas encore placées sous contrôle, la part de la branche « assurance-automobile » était plus importante que celle de la branche « vie ». En ce qui concerne l'assurance accident on peut distinguer les accidents de travail et les autres accidents : en ce qui concerne l'encaissement des primes, la première citée se révèle la plus importante. Enfin, la branche « risques divers », comprend toutes sortes d'assurances contra la maladie, la responsabilité civile et le manque à gagner. Sa part dans l'encaissement total des primes n'a atteint que 6,2 %, mais en 4 ans de temps, elle s'est accrue de 214 %, alors que les deux branches les plus importantes n'ont accusé qu'une croissance de respectivement 175 et 160 %. Cette progression doit être attribuée probablement, en grande partie, à la publicité faite par les sociétés en faveur des branches d'assurance moins connues.

L'augmentation de l'encaissement en pour cent, par rapport à l'année précédente, est fort divergente d'une branche à l'autre. La plus importante (« vie ») a accusé l'avance la plus forte (+22 %). Généralement les taux d'accroissement se situent, pour l'assurance-vie, entre 10 et 12 % par an mais, pour 1977, il y a lieu de tenir compte du chiffre d'affaires de la C.G.E.R. Cette branche d'assurances demeure très saine en raison de la régularité de son évolution; en 1977, l'accroissement des réserves techniques a dépassé celui des encaisses des primes (24 %, contre 21,5 %).

Dans l'encaisse totale de l'assurance-vie, les assurances-vie individuelles représentent près de 60 %, tandis qu'un peu plus de 40 % revient aux assurances-groupe conclues par les entreprises au profit de leur personnel.

La progression de la première catégorie est attribuable exclusivement au succès de la « grande branche », c'est-à-dire les contrats assurant un capital de plus de 40 000 F. Les contrats assurant un capital de moins de 40 000 F, les assurances dites « populaires » stagnent depuis quelques années déjà. Le résultat des assurances-groupe, par contre, demeure très satisfaisant, puisque l'accroissement de l'encaisse a excédé, en 1977, celui de l'année précédente. Face à l'augmentation du parc automobile (+4,5 %), l'accroissement de l'encaissement en assurance de la responsabilité civile en matière de voitures n'est que de 9 %. Ceci doit être attribué aux bonis accordés aux conducteurs n'ayant pas occasionné d'accident en cours d'année. Il convient, en outre, de remarquer que la restructuration des barèmes dans plusieurs branches d'assurance de l'assurance automobile — restructuration introduite par l'arrêté ministériel du 19 décembre 1977 — n'a pas encore eu d'incidence sur l'encaissement de 1977. L'arrêté précité détermine qu'à partir de la première échéance en 1978, des majorations sont autorisées de 30 % pour les motocyclettes, de 26 % pour les taxis et de 5 % pour les voitures automobiles; une réduction de prime de 12 à 22 % est appliquée pour certaines catégories de transport, tels les services d'autobus et le transport de marchandises pour le compte de tiers et pour compte

propre. L'incidence de cette adaptation des primes sur l'augmentation de l'encaissement, qui ne se fera sentir qu'à partir de 1979, est estimée à 2 %. Compte tenu de l'augmentation de 9 % revendiquée par l'association professionnelle, on peut admettre que les mesures de restructuration ne donneront pas le résultat voulu. En effet, les données, dont dispose l'Office de contrôle des assurances pour l'année 1977, ne sont pas très favorables : le rapport charge des dégâts/primes encaissées s'est détérioré pour toutes les catégories de véhicules, sauf pour les taxis; le rapport le plus médiocre a été constaté pour les motos et cyclomoteurs, où la charge des dégâts excède l'encours des primes encaissées de 40 %.

Dans l'assurance-incendie et les autres assurances contre des dégâts matériels, qui ont accusé en 1977 un chiffre d'affaires de près de 15 milliards, l'accroissement s'est chiffré à près de 18 %. Plus de deux tiers de cette encaisse ont trait aux risques dits simples (logements, etc.), le tiers restant concernant les risques industriels. Ces derniers connaissent une période de stagnation relative, puisque l'augmentation n'est pas supérieure à la hausse des prix des installations.

L'année 1977 a été, pour l'assurance-incendie, une année très encourageante en ce qui concerne le nombre de sinistres. Selon les données du Ministère de l'Intérieur, ce nombre a, en effet, reculé jusqu'au niveau de 1970 (12 271, contre plus du double en 1976). Le nombre de morts et de blessés lors des incendies, s'est rapproché toutefois de la moyenne des huit dernières années (134 et 761).

Les assurances contre les accidents de travail, pour lesquelles les primes encaissées ont atteint 17,3 milliards de francs, sont soumises au contrôle du Ministère de la Prévoyance sociale. C'est la seule branche de la sécurité sociale qui est gérée par le secteur privé et non pas par le secteur public. L'assurance contre les accidents de travail a été instaurée il y a 75 ans et elle fonctionne très bien. Le contrôle par le Ministère de la Prévoyance sociale est rapide et les litiges sont relativement rares, parfois inévitables, à la suite d'accidents de travail qui se terminent devant un tribunal du travail.

Pour l'assurance contre les accidents de travail, les primes sont calculées sur base des salaires. C'est également le cas pour les dédommagements payés. Ainsi, le prix de revient moyen par accident a augmenté de 5 % en 1977, contre une hausse de 13 % l'année précédente. En cinq ans, le prix de revient moyen des accidents s'est accru de 85 %. Par contre, la fréquence du nombre d'accidents a diminué, grâce à la législation en matière de sécurité du travail et à la politique de sécurité menée par les assureurs. Le fléchissement de la conjoncture a également joué un rôle dans le recul du nombre d'accidents de travail.

Enfin, les primes, provenant de toutes les branches effectuées et contrôlées, ont été encaissées pour 83 % par des sociétés belges d'assurances. Cette part des sociétés belges est très satisfaisante, d'autant plus que près de la moitié des sociétés établies en Belgique sont d'origine étrangère.

*
* *

Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1978

DESIGNATION	Belges	C.E.E.	Autres	Total
Groupes :				
Accidents et Maladie	122	47	23	192
Assurance automobile	106	87	26	219
Assurance maritime et transport	76	85	26	187
Assurance aviation	38	66	19	123
Incendie et autres dommages aux biens	120	109	28	257
Responsabilité civile	121	98	31	250
Crédit et Caution	32	6	5	43

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Ventilation des sociétés au 31 décembre 1978

DÉSIGNATION	Nombre	En % du total	En % du total général
Selon le droit belge :			
Sociétés anonymes	142	77,2	40,1
Sociétés coopératives	14	7,6	4,0
Mutuelles	24	13,0	6,8
Divers (a)	4	2,2	1,1
Total ...	**184**	**100,0**	**52,0**
Selon le droit étranger :			
Etats membres de la C.E.E.	133	78,2	37,6
Pays tiers	37	21,8	10,4
Total ...	**170**	**100,0**	**48,0**
Total général ...	**354**		**100,0**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) S.P.R.L., caisse commune, personne physique; cette catégorie est amenée à disparaître dans la mesure où l'article 9 de la loi du 9 juillet 1975 s'y applique.

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1974	1975	1976	1977	1974	1975	1976	1977
Sociétés belges	16 726	20 947	23 082	29 008	114 611	128 530	145 929	189 475
Sociétés étrangères	4 099	4 485	4 046	3 948	27 969	30 171	25 810	23 628

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1974	1975	1976	1977
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées (b)	28 740,7	32 414,8	33 323	48 067
Obligations de sociétés belges	18 922,9	21 587,1	27 062	28 695
Actions de sociétés belges	6 880,7	7 379,8	9 258	10 753
Emprunts d'Etats étrangers	133,2	129,7	1 009	1 008
Emprunts d'organismes internationaux	606,3	721,5		
Obligations de sociétés étrangères (c)	2 052,7	2 385,6	370	146
Actions de sociétés étrangères (c)	1 214,8	1 404,7	1 296	1 302
Prêts sur polices	3 889,9	4 201,2	4 795	3 492
Immeubles	16 292,7	18 068,6	21 694	23 134
Prêts hypothécaires	34 361,6	38 797,8	42 392	60 304
Espèces - Divers (d)	1 431,7	1 574,7	8 254	14 009
Fonds communs de placement	123,3	105,9	197	136
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges et valeurs assimilées	9 919,7	10 720,4	9 249	9 348
Obligations de sociétés belges	2 668,5	2 807,0	2 468	2 165
Actions de sociétés belges	1 308,8	1 630,3	1 399	929
Emprunts d'Etats étrangers	60,7	43,4	166	113
Emprunts d'organismes internationaux	300,0	330,4		
Obligations de sociétés étrangères (c)	268,3	356,1	66	85
Actions de sociétés étrangères (c)	192,1	214,5	216	222
Prêts sur polices	679,6	738,3	668	418
Immeubles	3 864,5	4 213,9	2 835	2 615
Prêts hypothécaires	8 584,3	9 437,3	8 680	7 687
Espèces - Divers (d)	349,2	449,9	1 857	1 553
Fonds communs de placement	13,0	17,8	121	22

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.
(c) En 1976, uniquement celles qui sont cotées à une bourse belge.
(d) Le poste « Divers » comprend en 1976 : des prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre et promesses, intérêts courus et non échus sur valeurs affectées, primes restant à encaisser et créances sur intermédiaires, titres cotés à une bourse étrangère officielle et titres non cotés.

Opérations de capitalisation

(en millions de francs) (a)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977
Nombre d'entreprises	**16**	**18**	**17**	**17**
Primes encaissées	**60,9**	**44,8**	**84,2**	**66,2**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure - total	1 406,8	1 484,0	1 689,0	1 402,0
— Capitalisation pure - prime unique	*204,2*	*171*	*190*	*197*
— Capitalisation pure - prime périodique	*1 202,6*	*1 313*	*1 499*	*1 205*
Capitalisation - prêt	—	—	—	524
Total	**1 406,8**	**1 484,0**	**1 689,0**	**1 926,0**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	368,5	359,0	369,0	371
Capitalisation - prêt	—	—	—	8,7
Cautionnements	11,9	11,0	13,0	12,9
Total	**380,4**	**370,0**	**382,0**	**392,6**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux (b)	0,7	0,7	0,4	0,4
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat Obligations institutions parastatales Obligations provinces et communes	102,1	100,3	94,3	106,1
Obligations sociétés belges	4,1	5,7	7,3	6,7
Actions sociétés belges	2,0	1,4	1,4	1,4
Immeubles	33,3	26,1	28,2	21,1
Prêts hypothécaires	282,8	279,8	307,5	315,8
Prêts sur polices	0,7	0,7	0,6	0,6
Espèces	—	—	12,5	1,6
Divers (c)	—	—	—	—
Total	**425,7**	**414,7**	**452,2**	**453,7**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 872,3**	**2 041,0**	**1 557,0**	**1 510,0**
Fonds de reconstitution	301,1	313,2	329,0	327,0
Cautionnements	4,5	6,0	6,3	5,0
Total ...	**305,6**	**319,2**	**335,3**	**332,0**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**201 185,4**	**226 314,0**	**269 533,0**	**308 388,0**

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles. Source : Office de Contrôle des Assurances.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1974	1975	1976	1977
Fonds publics belges (b)				
Obligations institutions parastatales	52,6	54,6	63,7	73,1
Obligations provinces et communes				
Organismes internationaux	0,4	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,4
Actions de sociétés belges	—	—	—	—
Actions de sociétés étrangères	—	—	—	—
Immeubles	29,9	31,5	20,1	25,8
Prêts hypothécaires	248,6	253,5	284,6	297,8
Divers (c)	—	—	—	—
Total .	**332,0**	**340,1**	**368,9**	**397,2**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Serv. publics d'autobus, services spéc. d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)		Accroissement depuis l'année précédente en % (e)	
	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977	1976	1977
Affaires directes :														
Nombre de véhicules assurés (b)	16,0	15,7	8,0	7,5	41,8	42,3	398,2	402,7	2 787,6	2 920,5	627,1	580,5	+ 5,2	+ 4,3
Primes émises	428,2	456,0	131,4	142,1	1 510,8	1 607,3	3 587,8	3 873,7	22532,0	24870,6	782,4	733,7	+13,2	+10,0
Montant des sinistres payés (c)	168,4	176,7	99,8	106,3	713,6	815,3	1 601,4	1 696,0	10306,0	12090,2	423,4	512,5	+11,6	+15,8
Evaluation des sinistres en suspens	665,8	729,9	287,7	315,1	2 437,5	2 644,8	4 573,4	4 974,0	31511,1	35968,8	2 098,4	2 403,4	+14,2	+13,5
Réserves pour risques en cours	130,2	143,0	53,2	54,2	614,5	657,5	1 520,0	1 645,1	9 498,5	10500,0	332,8	318,8	+13,1	+17,5
Commissions payées	42,8	44,6	11,5	12,3	154,3	165,2	498,0	522,9	3 735,7	4 059,9	130,5	121,3	+12,8	+ 8,2
Frais généraux	80,0	69,1	29,6	33,6	252,1	210,2	717,0	697,2	4 717,2	5 317,7	414,1	483,1	+11,1	+10,7
Affaires cédées en réassurance :														
Primes cédées	103,6	116,9	17,8	21,5	159,5	222,3	438,3	527,3	2 884,3	3 695,2	82,5	130,3	+12,7	+27,1
Commissions reçues	31,2	27,2	3,8	4,3	38,8	48,1	86,0	105,0	586,3	760,5	16,3	22,1	+ 5,9	+28,7
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	41,8	55,0	22,3	16,5	74,8	167,9	240,2	258,4	1 640,6	2 131,7	43,1	75,1	+ 1,9	+27,1
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	255,7	257,6	75,2	78,9	458,0	497,2	855,2	818,6	5 371,2	5 906,8	445,2	295,0	— 0,6	+ 8,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	22,2	22,5	2,5	2,1	39,7	48,9	106,3	118,3	561,4	593,5	16,9	12,8	+ 8,3	+ 6,6
Affaires acceptées en réassurance :														
Primes acceptées	64,9	68,9	3,2	2,6	46,1	49,6	125,6	139,6	760,8	812,4	16,4	9,8	+ 4,4	+ 7,4
Commissions payées	23,0	23,8	1,2	0,9	20,2	18,4	35,4	38,2	229,9	239,1	5,7	2,9	+ 6,1	+ 4,5
Quote-part dans sinistres réglés	24,9	31,7	3,9	0,9	18,9	29,0	50,6	59,0	359,8	457,9	10,4	18,0	+ 5,8	+26,0
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	128,3	125,5	10,5	11,0	74,8	79,9	166,0	196,7	1 136,0	1 266,0	83,9	74,6	+21,3	+12,3
Quote-part dans réserve pour risques en cours	19,8	19,9	1,0	0,9	18,4	20,7	50,6	56,0	293,9	312,5	8,6	4,1	+ 1,6	+ 7,0

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).
(e) Il s'agit de l'ensemble des « Transports de choses pour compte propre » et des « Voitures ».

Source : Office de Contrôle des Assurances.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

Valeurs représentatives
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977		
					Sociétés belges	Sociétés étrangères	Total
Fonds publics belges (b)							
Parastataux	15 199,4	16 436,9	19 275,0	19 179	18 120	4 942	23 062
Parastataux de crédit							
Provinces et communes							
Valeurs étrangères (c)	1 340,3	1 238,8	1 987,4	1 052	437	90	527
Immeubles	5 301,7	6 548,2	6 918,2	8 186	6 157	2 208	8 365
Prêts hypothécaires	3 030,8	3 761,5	5 074,0	5 745	7 560	228	7 788
Obligations de sociétés belges	5 815,9	7 424,3	9 396,0	9 914	10 027	826	10 853
Actions de sociétés belges	2 837,8	3 677,2	4 461,3	5 371	4 893	909	5 802
Espèces	342,9	484,7	67,0	1 008	907	61	968
Divers (d)	37,2	78,5	307,3	4 250	4 180	678	4 898
Fonds communs de placement	21,9	27,5	14,4	50	58	17	75
Organismes internationaux	795,6	408,6	532,0	692	622	59	681
Total ...	**34 723,5**	**40 086,2**	**47 720,3**	**55 447**	**52 961**	**10 018**	**62 979**

Source : Office de Contrôle des Assurances.

(a) Les données relatives à 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les cautionnements déposés.
(c) En 1976, uniquement celles qui sont cotées à une bourse belge.
(d) Le poste « Divers » comprend en 1976 : des prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre et promesses, intérêts courus et non échus sur valeurs affectées, primes restant à encaisser et créances sur intermédiaires, titres cotés à une bourse étrangère officielle et titres non cotés.

QUATRIEME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

La tendance à la baisse, apparue dès avril 1977, dans les indices des *prix des matières premières* (Reuter et Moody), s'est poursuivie au cours des premiers mois de 1978 pour se stabiliser ensuite. Vers la fin de l'année, il y a même eu une nette tendance à la hausse qui doit être attribuée, en majeure partie, à l'inquiétude régnant sur les marchés des changes. La revalorisation effective du franc belge a eu notamment pour effet que les répercussions des hausses des prix sur les marchés internationaux des matières premières ont été plutôt négligeables pour les producteurs et importateurs belges.

Au début de 1978, les *prix des métaux* sur les marchés internationaux des matières premières ont accusé un nouveau recul. A cause de la surproduction, le prix du cuivre a fléchi à un niveau qui n'avait plus été enregistré depuis deux années, tandis que ceux du plomb et du zinc ont également reculé. Au cours du mois de mai, la crise du Shaba a entraîné de fortes hausses du prix du cuivre. Au Chili, au Pérou et au Canada, il y a eu de longues grèves et en Zambie la production a été limitée, en 1978, en raison des prix défavorables. Ainsi, les stocks du London Metal Exchange ont diminué considérablement. La crainte de nouvelles tendances inflationnistes et le recul important de la valeur du dollar ont soutenu, à partir de l'été, la tendance ascensionnelle observée pour les prix des métaux non ferreux. Enfin, celle-ci a encore été renforcée par les achats des pays à commerce d'Etat sur les marchés libres.

En ce qui concerne les *matières premières agricoles,* l'année s'est clôturée sur une baisse du sucre. Les prix du café ont continué à s'effriter; ceux du blé ont connu une évolution assez stable, nonobstant les récoltes favorables; enfin ceux des huiles végétales, ont, eux aussi, été assez stables.

L'indice général des *prix de gros* (T.V.A. exclue) a dépassé, en décembre 1978, de 2,1 % celui du mois correspondant de l'année précédente, alors que la moyenne annuelle de 1978 a été inférieure de 1,9 % à celle de 1977. Le recul de l'indice, observé à partir du second trimestre de 1977 s'est poursuivi au cours du premier trimestre de 1978 et la hausse des prix est demeurée plutôt réduite pendant les trimestres suivants. La diminution de la moyenne annuelle a été peu prononcée pour les produits industriels mais très nette pour les produits agricoles.

L'indice général des *prix de gros des produits industriels* a fléchi, en 1978, de 0,6 %. Cette baisse a été observée tant pour les matières premières que pour les produits demi-finis, tandis que les produits industriels finis ont maintenu une légère tendance à la hausse. Par secteur, ce sont surtout la sidérurgie et l'industrie de la

construction qui ont encore enregistré une progression des prix; dans le premier cas, principalement en raison des mesures de protection de la Communauté européenne.

La moyenne annuelle de l'indice des *prix de gros des produits agricoles* a été inférieure de 7 % à celle de 1977. Le fléchissement important au cours du troisième trimestre de 1977 (—12 % par rapport au second trimestre de 1977) a été suivi d'une légère tendance à la hausse de l'indice des prix des produits de grandes cultures, qui a même excédé de 8,1 % en décembre 1978 celui du mois correspondant de 1977. La montée de l'indice des produits d'élevage s'est terminée à la fin de 1977 et, en 1978, une tendance baissière a prédominé, de sorte qu'en décembre 1978, l'indice était inférieur de 5,3 % à celui de décembre 1977.

Après les fortes hausses de 1974, le ralentissement de la poussée des prix dans l'*industrie de la construction* s'est poursuivi en 1978; cette année là, les prix des matériaux de construction ont augmenté, selon les calculs du Ministère des Affaires Economiques, de 3,1 % en moyenne, après une hausse de 9,8 % en 1976 et de 6,8 % en 1977. L'indice ABEX, c'est-à-dire l'indice semestriel du coût de la construction (frais d'études, gros œuvre et travaux de finition, bénéfice de l'entrepreneur et impôts) a progressé de 8,7 % entre le 1er novembre 1977 et le 1er novembre 1978. L'année précédente, il avait crû de 10,5 %.

Le ralentissement du rythme d'augmentation des *prix à la consommation* s'est poursuivi en 1978. L'augmentation de leur indice, par rapport au même mois de l'année précédente, est retombée à 3,9 % en décembre 1978, alors qu'un an plus tôt elle s'élevait à 6,3 % et en décembre 1976 à 7,6 %. La hausse moyenne de l'indice a été de l'ordre de 4,5 % en 1978, contre 7,1 % en 1977 et 9,2 % en 1976. Ce ralentissement, en 1978, doit être attribué principalement aux produits alimentaires, dont le rythme de progression est passé de 6,7 % en 1977 à 1,5 % en 1978. Les produits non alimentaires ont enregistré, eux aussi, une légère décélération : de 4,6 % en 1977 à 3,3 % en 1978. Le rythme de progression de l'indice des services, n'avait pas diminué en 1977, il s'est à peu près maintenu à son niveau relativement élevé en 1978 (8,3 % en 1978, contre 11,3 % en 1977).

Pour les produits alimentaires, le ralentissement de la hausse des prix a été pratiquement général en 1978, exception faite pour la viande, dont la progression moyenne est passée de 3 % en 1977 à 5 % en 1978. Les prix ont en outre encore haussé considérablement pour le pain et les produits du blé (+7 %), le chocolat (+11 %) et les vins. Par contre, les pommes de terre (—40 %), le café (—14 %), le café-soluble (—5 %), les légumes frais (—10 %) et les fruits frais (—2 %) ont baissé. Malgré la diminution des prix du café dans les magasins, le café filtre s'est maintenu au niveau de 1977, et ce, nonobstant la recommandation ministérielle de réduire de 5 francs le prix de vente de la tasse.

Les articles de vêtement ont augmenté en 1978, de 5 %. La chaussure a continué à fort monter (+12 % en 1978). Les prix des meubles et articles ménager, du textile et des appareils ménagers n'ont accusé qu'une augmentation modérée en 1978. Les coûts de chauffage se sont légèrement accrus en 1978; pour les combustibles fluides, un recul notable des prix a eu lieu au début de 1978.

Une *comparaison des prix à la consommation* à l'échelle internationale révèle qu'en 1978 la hausse moyenne a été faible en Suisse (+1,1 %). En République fédérale allemande, le taux d'accroissement a été ramené de 3,9 % en 1977 à 2,6 % en 1978. Le ralentissement du rythme d'inflation s'est poursuivi également dans les pays du Benelux. Bien que ce rythme ait notablement ralenti au Royaume-Uni et en Italie, la hausse des prix y est demeurée relativement élevée. En France et au Danemark, il est resté le même que l'année précédente. Aux Etats-Unis, il y a eu une légère accélération du rythme d'inflation.

*
* *

Indices des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1974 Moyenne (a)	190,8	171,5	191,2	173,7	200,0	187,3	174,7	217,9	195,0	195,3
1974 Moyenne (b)	169,4	162,4	181,7	164,2	174,6	166,5	157,9	187,1	169,0	170,7
1975 Moyenne (a)	193,0	195,1	163,8	179,5	209,1	174,4	169,5	207,9	208,0	196,5
1975 Moyenne (b)	171,5	184,7	155,4	169,7	182,0	155,8	153,1	178,5	180,7	172,0
1976 Moyenne (a)	206,7	222,3	181,5	204,2	219,0	184,9	181,7	221,1	215,9	207,3
1976 Moyenne (b)	183,7	210,4	172,2	193,1	190,7	165,1	164,1	189,8	187,6	181,4
1977 Moyenne (a)	211,7	222,0	204,5	213,5	225,2	182,8	182,7	223,8	222,8	211,2
1977 Moyenne (b)	188,1	210,1	194,1	201,9	196,0	163,2	165,0	192,2	193,6	184,8
1978 Moyenne (a)	206,4	210,7	185,7	198,6	224,6	176,8	178,8	217,6	223,0	208,3
1978 Moyenne (b)	184,6	199,1	176,3	187,8	196,9	159,2	162,6	188,7	195,3	183,7
1978 (b) Janvier	183,2	198,9	178,4	188,4	194,9	156,2	159,8	187,5	193,5	181,9
Février	182,1	200,0	170,3	186,1	195,1	154,1	158,5	185,9	193,7	181,1
Mars	182,9	199,1	177,5	188,1	195,9	154,0	158,8	186,2	194,4	181,5
Avril	183,7	198,3	180,0	188,4	196,5	156,5	160,8	186,7	195,0	182,5
Mai	183,9	199,8	178,8	188,6	196,8	157,1	161,2	187,8	194,4	182,7
Juin	184,0	197,0	178,0	186,5	197,1	158,5	162,5	187,8	195,0	183,4
Juillet	184,2	199,0	172,8	185,9	197,3	158,9	163,2	188,2	195,1	183,7
Août	184,2	193,0	171,7	182,1	197,4	160,8	164,4	189,4	195,6	184,6
Septembre	185,9	201,5	173,7	188,5	197,7	161,7	164,5	190,6	196,1	185,2
Octobre	185,6	196,3	174,2	185,3	198,0	162,7	165,2	191,2	196,2	185,6
Novembre	187,2	202,4	180,1	191,2	198,0	164,4	165,4	191,8	196,9	186,2
Décembre	188,1	207,2	179,7	194,4	198,4	164,9	166,3	191,4	197,3	186,5

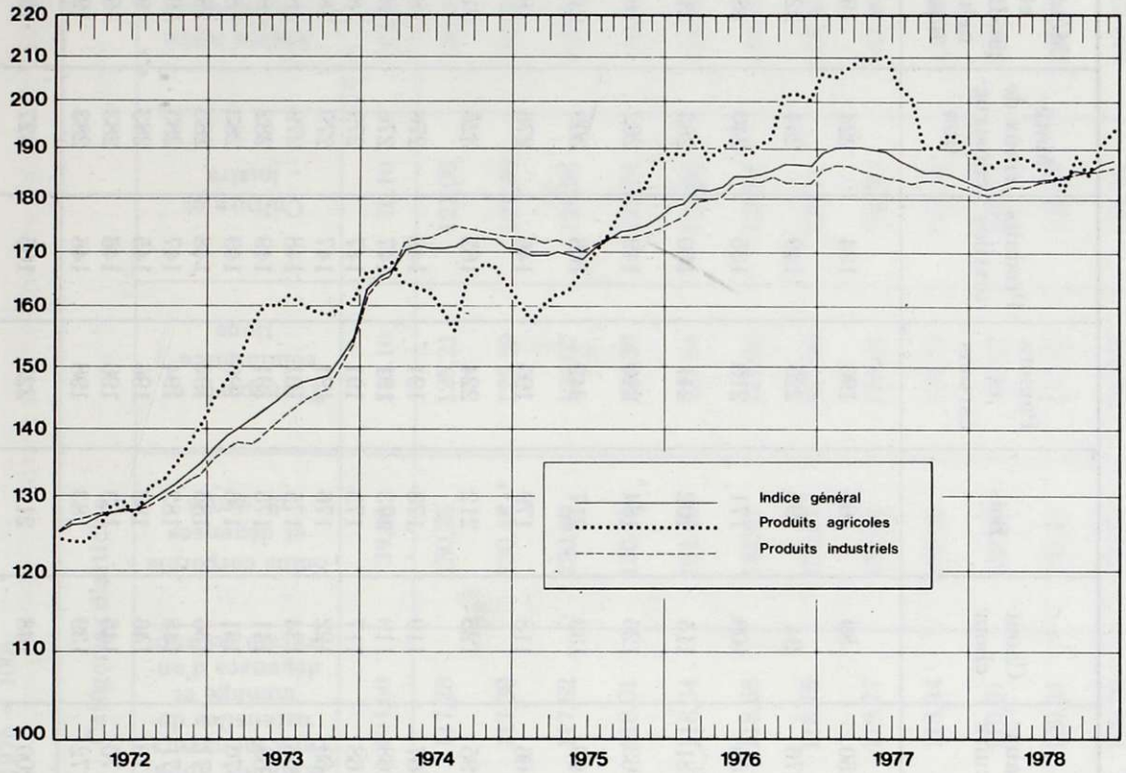
(a) T.V.A. incluse.
(b) T.V.A. exclue.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros

T.V.A. exclue

(1953=100)

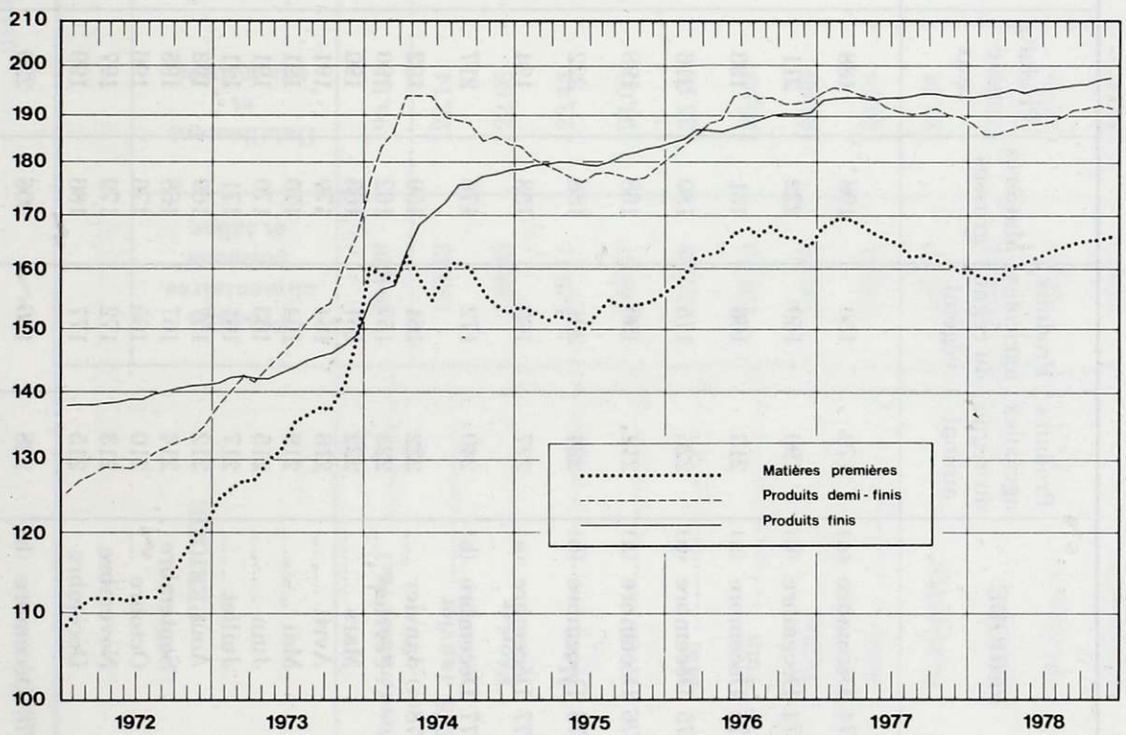


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix de gros des produits industriels

T.V.A. exclue

(1953=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices particuliers des prix de gros
(1953=100)

PÉRIODE	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1974 Décembre (a)	179	150	198	188	149	150	89	166	196	134	224	192
1974 Décembre (b)	190	159	222	211	169	176	94	195	225	149	264	223
1975 Décembre (a)	213	166	161	193	157	155	109	171	210	135	240	181
1975 Décembre (b)	226	175	180	216	178	181	115	202	241	150	283	210
1976 Décembre (a)	212	190	168	198	161	163	126	184	210	149	262	184
1976 Décembre (b)	224	201	188	222	182	190	133	217	242	166	309	214
1977 Décembre (a)	227	163	158	194	158	166	118	179	195	146	276	188
1977 Décembre (b)	240	172	176	217	180	195	125	212	224	162	325	218
1978(a) Janvier	222	161	159	192	159	167	119	173	191	148	276	187
Février	223	157	162	190	159	168	119	173	191	147	276	184
Mars	222	161	165	190	159	168	117	173	191	147	279	185
Avril	218	164	170	191	160	169	122	176	191	147	279	187
Mai	219	164	170	191	157	168	134	175	191	148	279	188
Juin	215	163	170	191	157	168	141	175	191	149	282	188
Juillet	217	161	171	191	157	170	131	176	196	149	283	189
Août	212	157	169	193	158	171	136	180	194	148	283	190
Septembre	214	167	168	195	160	171	148	182	194	147	283	191
Octobre	210	165	176	196	160	170	146	183	196	145	283	192
Novembre	213	172	179	197	161	170	145	183	196	146	283	192
Décembre	215	177	186	199	161	172	139	183	198	146	283	192
1978 Décembre (b)	228	186	206	220	181	200	148	212	225	165	327	220

(a) T.V.A. exclue.
(b) T.V.A. incluse.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Catégories d'articles							
	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires, chauffage et éclairage	Meubles, appareils ménagers, ustensiles de ménage et dépenses d'entretien courant	Soins corporels et dépenses de santé	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Pondération (‰)	264,20	96,10	151,40	104,60	39,80	142,10	76,10	125,70
1978 Janvier	129,43	122,14	125,64	117,28	130,26	125,21	121,06	130,99
Février	129,93	122,66	126,54	117,39	130,48	125,59	121,46	131,61
Mars	129,71	123,43	126,52	117,62	130,60	126,07	121,56	133,22
Avril	128,67	124,05	127,03	118,01	130,75	126,36	121,74	134,30
Mai	127,29	125,18	127,92	118,34	131,49	127,34	121,98	134,93
Juin	126,79	125,93	127,93	118,68	131,61	127,66	121,91	134,77
Juillet	127,76	125,99	128,52	118,75	131,87	127,90	123,11	136,43
Août	128,44	126,16	128,58	118,77	131,84	129,46	122,56	137,96
Septembre	129,16	126,48	129,14	118,94	132,32	130,23	123,38	138,28
Octobre	128,38	127,54	129,81	119,61	132,40	131,07	123,77	138,97
Novembre	128,37	128,52	130,99	120,31	132,42	131,49	124,05	138,77
Décembre	128,53	129,26	131,85	120,76	132,49	132,09	124,15	140,22

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

(juillet 1974 / juin 1975 = 100)

PÉRIODE	Groupes				Indice officiel
	Produits alimentaires	Produits non-alimentaires	Services	Loyer	
Pondération (‰)	251,50	427,90	270,60	50,00	1 000,00
1978 Janvier	128,37	117,85	136,52	124,44	125,88
Février	128,85	118,17	137,04	126,45	126,38
Mars	128,59	118,51	138,00	126,16	126,70
Avril	127,49	118,90	138,67	126,67	126,80
Mai	126,03	119,53	139,61	127,06	126,97
Juin	125,50	119,75	139,70	127,46	126,98
Juillet	126,52	119,80	141,22	127,74	127,68
Août	127,19	119,88	142,51	128,22	128,26
Septembre	127,84	120,27	143,26	128,69	128,82
Octobre	126,96	121,16	143,76	128,96	129,12
Novembre	126,91	122,01	143,90	129,10	129,52
Décembre	127,08	122,64	144,82	129,28	130,09

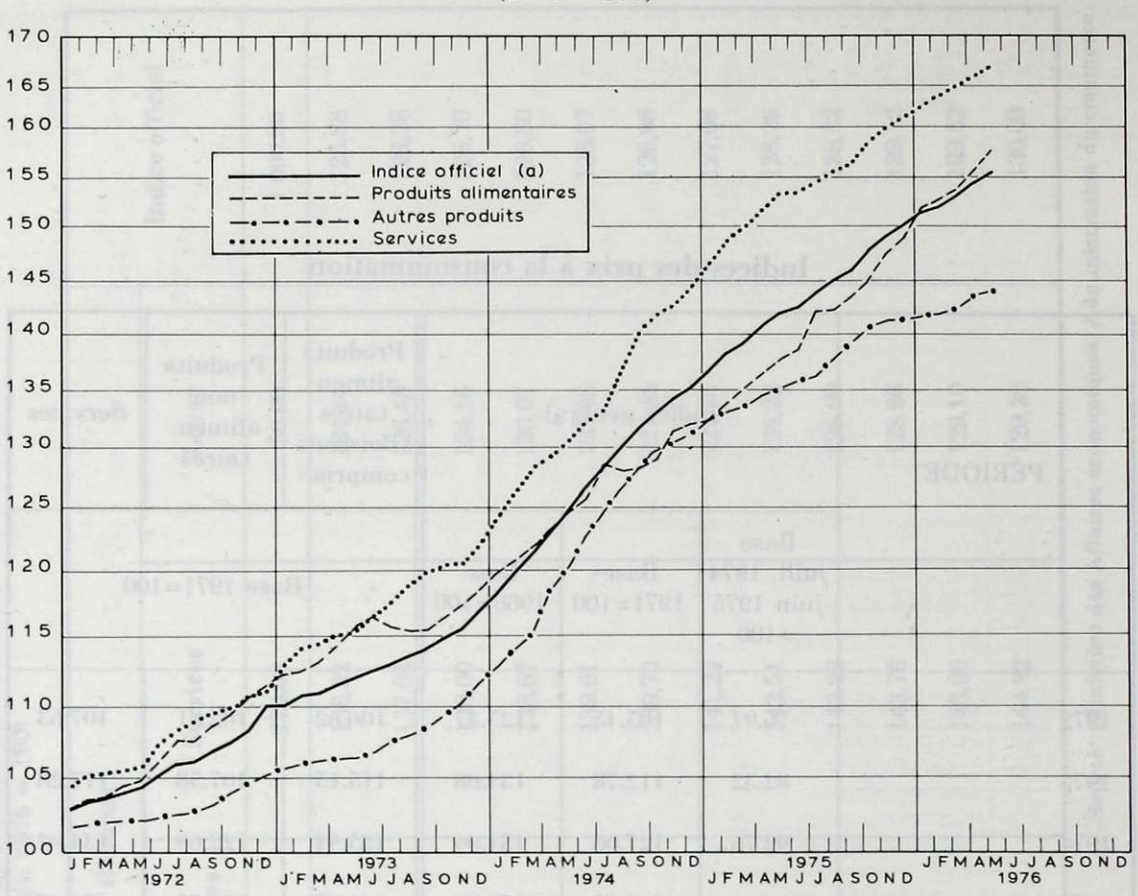
Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du commerce.

Indices des prix à la consommation

PÉRIODE	Indice général			Produits alimentaires (Boissons compris.)	Produits non alimentaires	Services
	Base juill. 1974 juin 1975 =100	Base 1971=100	Base 1966=100	Base 1971=100		
1972	76,97	105,45	125,37	106,62	102,81	107,63
1973	82,32	112,78	134,08	115,15	107,58	117,28
1974	92,76	127,08	151,09	125,94	122,69	134,02
1975	104,61	143,31	170,38	140,07	136,55	154,07
1976	114,19	156,44	185,99	..	..	..
1977	122,30	167,55	199,20	..	..	..
1978	127,77	175,01	208,11	..	..	..
1978 Janvier	125,88	172,46	205,03	..	..	..
Février	126,38	173,14	205,85	..	..	..
Mars	126,70	173,58	206,37	..	..	..
Avril	126,80	173,71	206,53	..	..	..
Mai	126,97	173,95	206,81	..	..	..
Juin	126,98	173,96	206,83	..	..	..
Juillet	127,68	174,92	207,97	..	..	..
Août	128,26	175,71	208,91	..	..	..
Septembre	128,82	176,48	209,82	..	..	..
Octobre	129,12	176,89	210,31	..	..	..
Novembre	129,52	177,44	210,96	..	..	..
Décembre	130,09	178,22	211,89	..	..	..

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

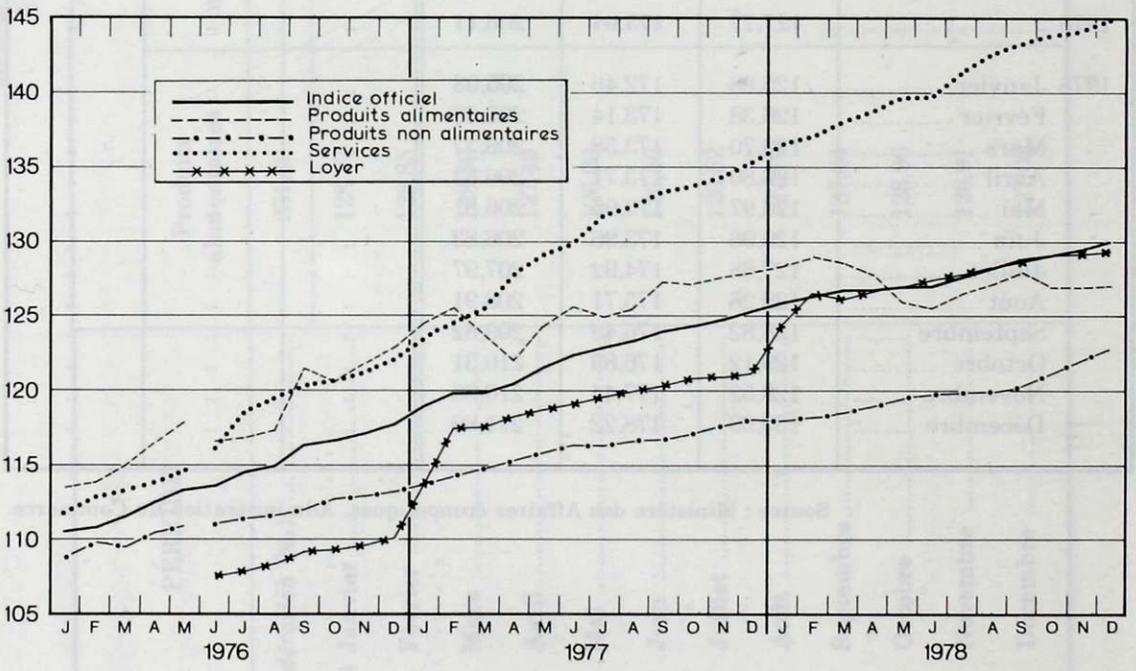
Indices des prix à la consommation
(1971 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Avant mars 1972 l'indice officiel établi sur la base 1966 = 100, a été converti sur la base 1971 = 100.

Indices des prix à la consommation de 1976 à 1978
(base juillet 1974 - juin 1975 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Nouveaux indices à partir du 1er juin 1976.

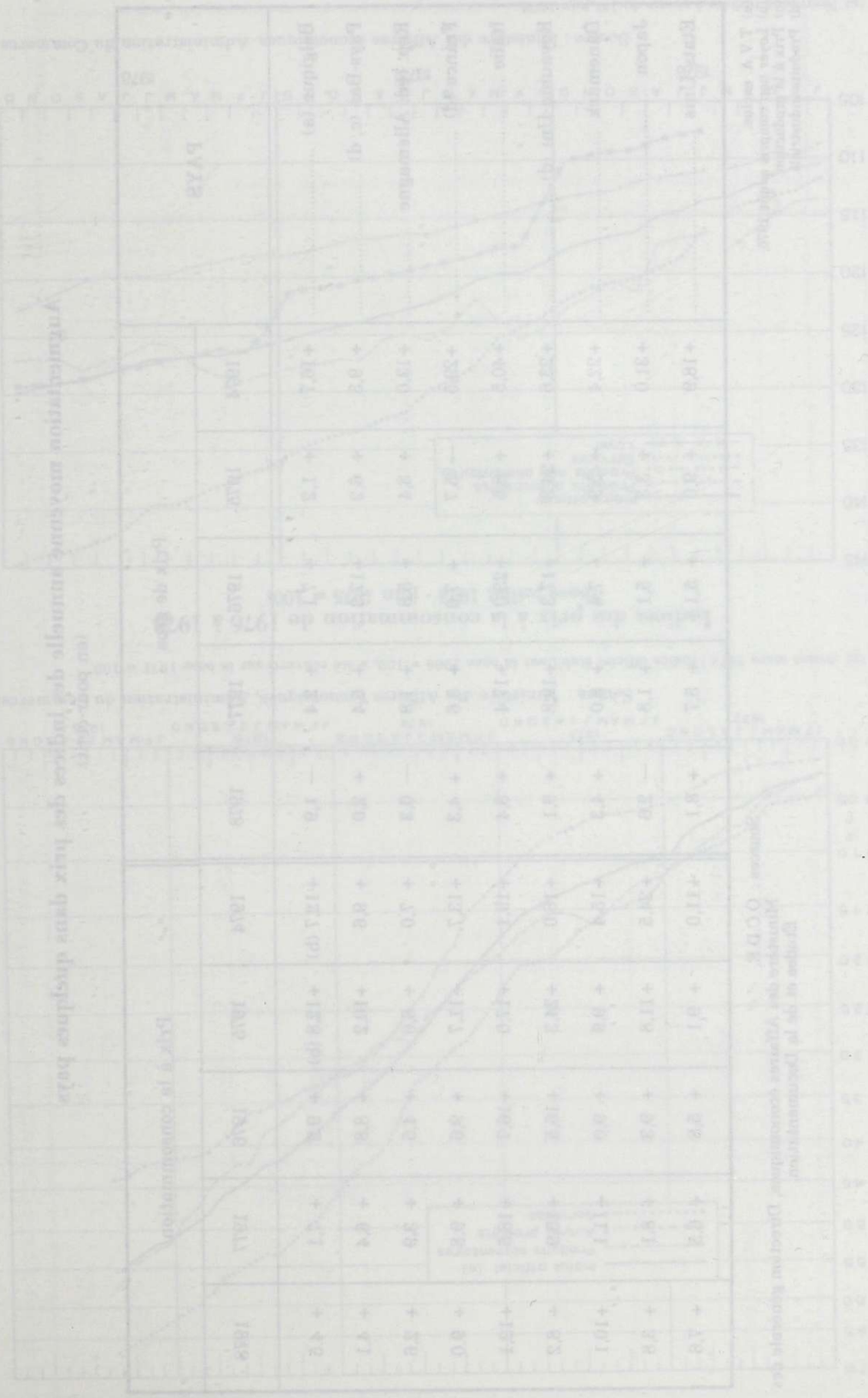
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays

(en pour-cent)

PAYS	Prix de gros					Prix à la consommation				
	1974	1975	1976	1977	1978	1974	1975	1976	1977	1978
Belgique (a)	+16,7	+ 1,2	+ 7,1	+ 2,4	— 1,9	+12,7 (b)	+12,8 (b)	+ 9,2	+ 7,1	+ 4,5
Pays-Bas (c, d)	+ 9,3	+ 6,2	+17,3	+ 5,4	+ 2,0	+ 9,6	+10,2	+ 8,8	+ 6,4	+ 4,1
Rép. féd. Allemagne	+13,0	+ 3,4	+ 5,8	+ 1,8	— 0,3	+ 7,0	+ 6,0	+ 4,5	+ 3,9	+ 2,6
France (d)	+29,5	— 5,7	+ 7,0	+ 5,6	+ 4,3	+13,7	+11,7	+ 9,6	+ 9,8	+ 9,0
Italie	+40,5	+ 8,5	+23,0	+17,4	+ 8,4	+19,1	+17,0	+16,7	+18,5	+12,1
Royaume-Uni (d)	+23,6	+24,3	+17,3	+19,8	+ 9,1	+16,0	+24,3	+16,5	+15,9	+ 8,2
Danemark	+22,4	+ 5,9	+ 7,4	+ 8,0	+ 4,3	+15,4	+ 9,9	+ 9,0	+11,1	+10,1
Japon	+31,0	+ 3,3	+ 5,1	+ 1,8	— 2,6	+24,5	+11,8	+ 9,3	+ 8,1	+ 3,8
Etats-Unis	+18,9	+ 9,0	+ 5,1	+ 5,7	+ 8,1	+11,0	+ 9,1	+ 5,8	+ 6,5	+ 7,6

(a) T.V.A. exclue.
(b) Loyer non compris avant 1976.
(c) Prix à la production.
(d) Produits industriels.

Sources : O.C.D.E.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.



CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL

Pour 1978, le Gouvernement a de nouveau laissé toute latitude aux négociations salariales. En effet, il ne pouvait pas se mêler d'une manière continue et acceptable à la concertation sociale entre employeurs et travailleurs. Toutefois, l'évolution salariale a été relativement calme en 1978 et ce grâce aux revendications modérées des syndicats et au nouveau ralentissement du rythme de l'inflation. Une modération supplémentaire de l'évolution salariale a semblé devoir empêcher l'effritement des investissements et a eu pour effet de pouvoir conquérir de nouveaux marchés d'exportation.

Selon les données fournies par le Ministère du Travail et de l'Emploi, basées sur les conventions collectives de travail, le taux salarial, pour les ouvriers, aurait augmenté de 1,5 % de décembre 1977 à décembre 1978. Ce taux est inférieur à celui de 1977 (2,2 %) et même à celui de 1976, lorsque le gouvernement avait imposé des limitations rigoureuses.

Le nouveau ralentissement du rythme de croissance des salaires conventionnés des ouvriers — il n'est plus que de 5,4 % de décembre 1977 à décembre 1978, contre 9 % pendant les 12 mois précédents — est dû principalement au recul constant du taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation. L'incidence de l'indexation des salaires s'est chiffrée, en 1978, à 3,9 %, contre 6,8 % en 1977. Comme en 1977, la réduction de la durée de travail n'a pas exercé d'influence.

Il ressort des données relatives aux conventions collectives pour employés que l'augmentation des appointements se situe dans la même proportion environ que celle des salaires : 5,5 % de décembre 1977 à décembre 1978. L'incidence du taux salarial se monte à 1,5 %, tandis que l'application de l'échelle mobile a relevé les appointements de 4 %.

Selon les données de la Banque Nationale de Belgique, le salaire moyen brut par heure prestée des ouvriers de l'industrie et des transports a progressé, en 1978, de 6,9 % en moyenne, contre 11,2 % en 1977.

Du point de vue sectoriel, les tendances observées au cours des années précédentes se sont poursuivies. Dans certains secteurs structurellement faibles

(textile, vêtement et chaussure, fer et acier, construction navale), les salaires ont progressé à une allure moins élevée que la hausse moyenne observée dans l'industrie manufacturière. L'industrie pétrolière a pu maintenir son avance par rapport aux autres secteurs. Les salaires dans les secteurs de l'alimentation, du sucre, café et cacao ont accusé une évolution relativement favorable et s'approchent de la moyenne nationale. En outre, des hausses supérieures à la moyenne ont encore été notées dans le secteur des métaux non ferreux et dans l'industrie chimique.

*
* *

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1975=100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	1977				1978			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	133,1	134,9	138,9	140,3	145,4	148,7	149,9	151,6
Energie et eau	117,2	120,1	122,2	125,1	126,1	128,9	129,3	130,8
Industries manufacturières :	120,2	122,2	124,0	126,0	127,5	129,3	130,4	132,5
dont : produits alimentaires	123,5	127,3	129,0	131,7	133,7	136,9	137,4	139,8
textiles	119,0	121,4	122,0	122,2	124,7	125,0	127,3	127,4
confection, chaussures	118,2	120,1	122,5	124,8	127,3	127,4	127,6	136,0
chimie	124,6	127,1	127,1	129,7	132,3	132,3	133,7	136,3
métallurgie	117,1	118,7	121,0	121,9	123,9	125,7	126,7	129,0
fabrications métalliques	120,8	120,9	123,3	125,8	125,9	128,5	128,9	131,5
Construction	122,1	129,8	131,5	133,6	135,3	141,0	141,9	143,1
Commerce	124,1	126,1	128,3	132,0	134,0	136,2	137,4	139,0
Transports	122,5	124,8	127,2	129,8	131,3	132,2	134,8	135,1
Services	122,9	127,2	130,1	131,4	133,9	135,1	136,7	140,9
Indice général ...	**121,2**	**124,0**	**125,9**	**128,1**	**129,7**	**132,2**	**133,3**	**135,1**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires
(1970=100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1973	149	143	145	152	151	146	147	143	140	137
1974	180	173	179	183	182	174	177	171	168	165
1975	216	205	214	225	223	211	216	202	199	195
1976	240	227	239	246	246	241	254	224	221	216
1977	262	249	263	267	270	269	283	245	241	235
1978 (c)	280	265	281	288	288	..	..	262	257	250
1977 Mars	252	241	254	257	259	247	263	235	232	227
Juin	260	247	261	264	268	254	270	244	239	234
Septembre	263	252	265	268	271	253	272	246	242	236
Décembre	274	256	270	280	282	320	328	256	251	245
1978 Mars (c)	273	258	273	281	282	267	285	256	251	246
Juin (c)	278	264	280	287	286	..	..	260	255	249
Septembre (c)	279	266	283	288	287	..	..	261	256	250
Décembre (c)	290	272	288	296	299	..	..	271	265	257

(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4).
Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1978 (a)

(en francs)

DÉSIGNATION	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale
Industrie extractive	**228,17**	**224,01**	**(b)**
Electricité et gaz	**(b)**	**(b)**	**(b)**
Industrie manufacturière	**176,04**	**191,20**	**172,88**
Sidérurgie	(b)	(b)	(b)
Industrie des métaux non ferreux	222,39	204,47	(b)
Industrie des produits minéraux non métalliques	197,61	191,17	(b)
Raffinage de pétrole	287,58	—	(b)
Industrie chimique	224,75	200,07	161,84
Construction d'automobile et pièces détachées	210,92	205,36	199,43
Construction et assemblage de véhicules automobiles, et construction des moteurs pour ceux-ci	218,91	—	200,79
Chantiers navals	217,07	(b)	(b)
Construction électrique	180,94	180,07	173,52
Industrie du bois et du meuble	170,70	161,87	187,06
Industrie du papier et fabrication d'articles en papier; imprimerie et édition	184,06	188,71	201,24
Industrie du caoutchouc et transformation des matières plastiques	175,28	184,21	(b)
Industrie du cuir	144,99	172,66	124,59
Industrie du textile	150,28	143,03	131,81
Industrie de l'habillement	121,74	122,89	132,24
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	175,20	175,99	176,53
Construction	**195,15**	**193,93**	**199,83**
Ensemble de l'industrie	**178,88**	**191,59**	**183,02**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.
(b) Les données n'existent pas où la moyenne couvre moins de quatre entreprises.

Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée

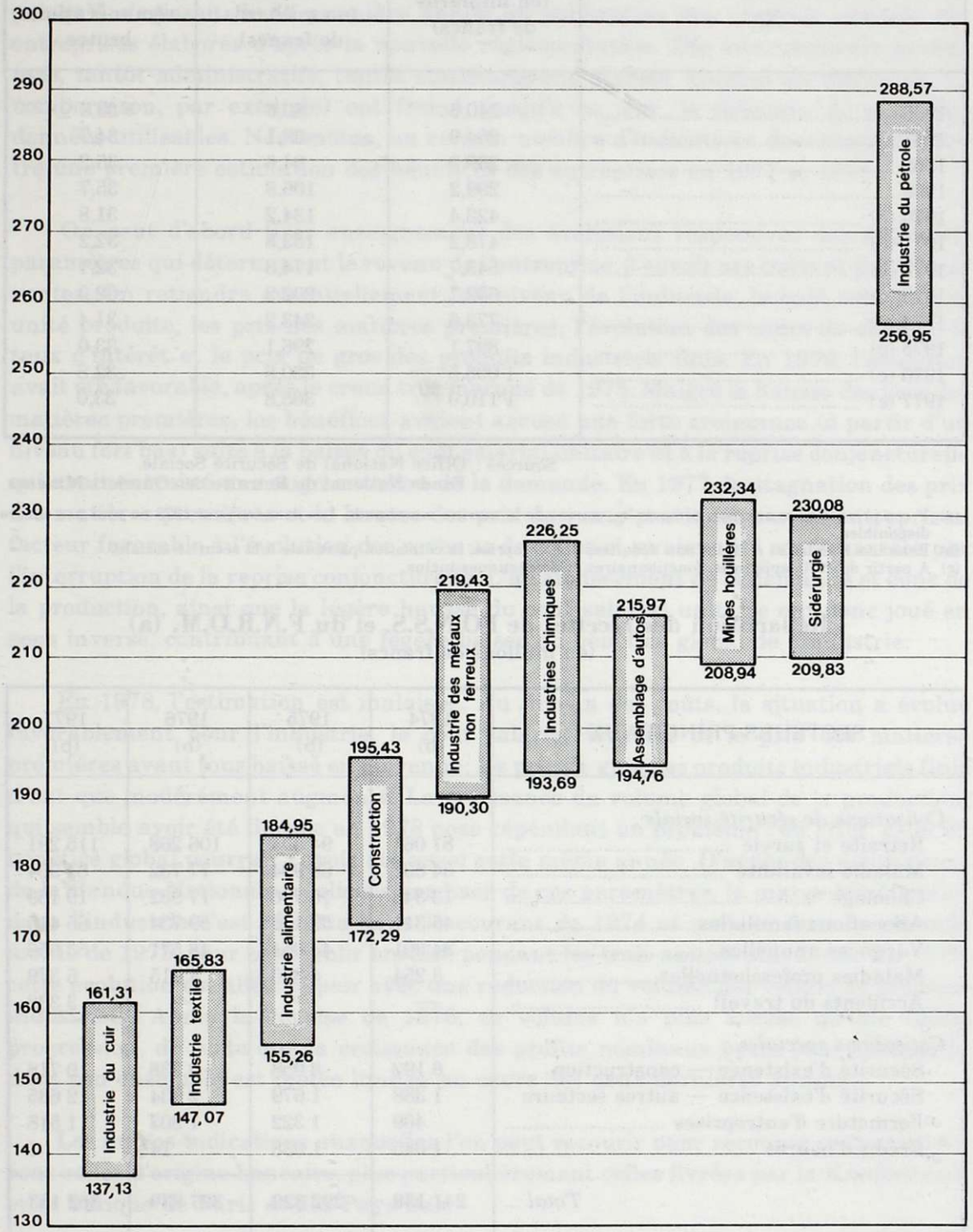
(en francs)

PERIODE	Flandre	Wallonie (a)	Bruxelles Capitale	LE ROYAUME		
				Hommes	Femmes	Total
Ouvriers :						
Avril 1974	109,89	120,08	111,35	120,49	83,76	112,97
Octobre 1974	123,75	134,87	125,25	135,47	94,20	127,01
Avril 1975	136,24	146,01	136,74	147,86	104,82	139,05
Octobre 1975	143,89	154,05	144,54	156,07	111,06	146,85
Avril 1976	154,14	164,34	154,26	166,87	118,91	157,05
Octobre 1976	159,54	172,11	162,04	173,94	121,84	163,28
Avril 1977	170,38	182,27	172,34	185,16	130,60	173,98
Octobre 1977	174,83	188,62	176,71	190,51	133,39	178,88
Avril 1978	178,88	191,59	183,02	194,82	138,09	182,84
Employés :						
Avril 1974	29 316	29 497	28 806	32 478	18 760	29 302
Octobre 1974	32 666	33 785	32 246	36 484	21 018	32 903
Avril 1975	35 431	36 259	34 979	39 338	23 074	35 573
Octobre 1975	37 762	38 964	37 001	41 981	24 597	37 957
Avril 1976	39 700	40 759	39 117	44 065	26 011	39 886
Octobre 1976	41 219	42 294	40 713	45 728	27 112	41 422
Avril 1977	43 968	45 076	42 996	48 572	28 882	44 018
Octobre 1977	45 206	46 453	44 239	49 884	30 009	45 288
Avril 1978	47 000	48 188	46 600	51 964	31 216	47 166

(a) Région de rôle linguistique allemand y comprise.

Source : Institut National de la Statistique.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries
(avril 1976 à avril 1978)



Source : Institut National de Statistique.

Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7
1970 (c)	422,4	134,2	31,8
1971 (c)	478,2	153,8	32,2
1972 (c)	543,7	174,3	32,1
1973 (c)	632,7	202,2	32,0
1974 (c)	773,6	243,2	31,4
1975 (c)	897,1	296,1	33,0
1976 (c)	1 008,5	330,8	32,8
1977 (c)	1 110,0	365,8	33,0

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.
(c) A partir de 1970, apprentis, fonctionnaires et domestiques inclus.

Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1974 (b)	1975 (b)	1976 (b)	1977 (b)
Cotisations de sécurité sociale :				
Retraite et survie	81 061	94 304	106 268	115 291
Maladie-invalidité	54 831	68 994	77 732	84 964
Chômage	13 348	15 796	17 932	19 169
Allocations familiales	45 311	52 168	59 734	65 415
Vacances annuelles	34 301	44 654	48 571	53 656
Maladies professionnelles	3 254	4 310	4 915	5 379
Accidents du travail	—	—	—	3 338
Cotisations spéciales :				
Sécurité d'existence — construction	6 192	8 058	9 338	10 718
Sécurité d'existence — autres secteurs	1 388	1 679	2 034	2 685
Fermeture d'entreprises	409	1 322	1 303	1 518
Crédit d'heures	1 045	1 038	14	3
Total ...	**241 138**	**292 322**	**327 839**	**362 133**

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris les apprentis, les fonctionnaires et les domestiques.
Interventions financières de l'Etat exclues.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIETES

Peu de nouvelles données sont actuellement disponibles au sujet des revenus des sociétés. Il faut préciser que l'ont vient de vivre, en 1978, une année-charnière, puisqu'il s'agissait de la première année de publication des comptes annuels des entreprises élaborés d'après la nouvelle réglementation. Dès lors, plusieurs problèmes, tantôt administratifs, tantôt statistiquo-comptables (comme les difficultés de comparaison, par exemple) ont freiné, jusqu'à ce jour, la livraison de nouvelles données utilisables. Néanmoins, un certain nombre d'indications devraient permettre une première estimation des bénéfices des entreprises en 1977 et 1978.

On peut d'abord tirer enseignement des évolutions respectives des différents paramètres qui déterminent le revenu de l'entreprise, à savoir ses coûts et ses prix de ventes. On retiendra essentiellement, au niveau de l'industrie, le coût salarial par unité produite, les prix des matières premières, l'évolution des cours de change, le taux d'intérêt et le prix de gros des produits industriels finis. En 1976, l'évolution avait été favorable, après le creux très marqué de 1975. Malgré la hausse des prix des matières premières, les bénéfices avaient accusé une forte croissance (à partir d'un niveau fort bas) suite à la baisse du coût salarial unitaire et à la reprise conjoncturelle qui avait entraîné une augmentation de la demande. En 1977, la stagnation des prix des matières premières et la hausse des prix de vente pratiqués par les entreprises, facteur favorable à l'évolution des revenus de celles-ci, avaient été contrecarrées par l'interruption de la reprise conjoncturelle. L'affaiblissement de la demande et donc de la production, ainsi que la légère hausse du coût salarial unitaire ont donc joué en sens inverse, contribuant à une légère baisse du bénéfice global de l'industrie.

En 1978, l'estimation est malaisée. Au niveau des coûts, la situation a évolué favorablement pour l'industrie, le coût salarial unitaire et le prix des matières premières ayant tous baissé en moyenne; les prix de gros des produits industriels finis n'ont que modérément augmenté. La croissance du volume global de la production, qui semble avoir été limitée en 1978 pose cependant un problème : en effet, celle du bénéfice global pourrait l'avoir été aussi cette même année. D'après des estimations de la Banque Nationale, réalisées sur base de ces paramètres, la marge bénéficiaire dans l'industrie s'est rétrécie dans le courant de 1974 et surtout dans la seconde moitié de 1975, pour se rétablir ensuite pendant les trois années suivantes. En 1975, cette évolution est allée de pair avec une réduction du volume des ventes de produits industriels. Après la reprise de 1976, ce volume n'a plus accusé qu'une faible progression, de sorte que la croissance des profits nominaux bruts pour l'industrie dans son ensemble est restée limitée au cours des deux dernières années.

Les autres indications auxquelles l'on peut recourir pour recouper cette analyse sont celles d'origine bancaire, plus particulièrement celles livrées par la Kredietbank et la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Ainsi, pour l'année 1977, des données partielles de la K.B. indiquent un recul du bénéfice net total de l'ensemble des sociétés recensées. Ce recul global est essentiellement imputable à l'industrie, tandis que les sociétés financières et les

sociétés de distribution continuent à connaître une évolution positive de leurs bénéfices.

Sur le plan de l'activité industrielle, les résultats ont donc été défavorables. La situation de la sidérurgie ne s'est pas améliorée en 1977, malgré le début de mise en œuvre des plans de la C.E.E., qui ne produiront leur plein effet qu'ultérieurement.

La chimie a continué à connaître une activité et des résultats déprimés, bien que différents selon les sous-secteurs. Le pétrole a suivi une évolution mitigée marquée à la fois par la persistance d'une sous-utilisation des capacités de raffinage et par l'amélioration des résultats de certaines sociétés. Si le secteur des non ferreux a vu son activité s'accroître, ses prix déprimés n'ont guère contribué à améliorer notablement les résultats des sociétés, surtout celles liées au zinc. Les fabrications métalliques, mécaniques et électriques ont connu, globalement, une situation stagnante. Le secteur du papier n'a pas évolué favorablement non plus. Les seules évolutions vraiment positives ont été relevées dans les secteurs du verre, de la construction et du bois ainsi que dans l'alimentation.

*
* *

Rentabilité et endettement des entreprises belges (a)

DÉSIGNATION (b)	1976					1977				
	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)	Fonds propres (10^6 F)	Dettes à long terme (10^6 F)	% (c)	Bénéfice net recalculé (10^6 F)	% (d)
1. Divers	6 457	2 000	31,0	1 274	19,7	7 997	2 110	26,4	322	4,0
2. Pétrole	39 256	51 302	130,7	6 042	15,4	54 366	55 984	103,0	4 452	8,2
3. Electricité	51 849	64 942	125,2	6 608	12,7	60 765	70 656	116,3	6 845	11,3
4. Distribution	6 805	5 030	73,9	860	12,6	7 866	7 814	99,3	1 025	13,0
5. Trusts	14 288	8 554	59,9	1 616	11,3	21 362	3 630	17,0	1 493	7,0
6. Banques	33 554	—	—	3 645	10,9	46 190	—	—	4 348	9,4
7. Chimie	53 680	19 017	35,4	4 981	9,3	61 360	22 346	36,4	2 994	4,9
8. Transport	6 222	5 042	81,0	519	8,3	5 342	5 490	102,8	142	2,7
9. Holdings	50 458	8 691	17,2	3 919	8,1	48 427	8 993	18,5	2 194	4,5
10. Fabrications métalliques	11 083	5 780	52,1	852	7,7	13 118	6 729	51,3	420	3,2
11. Matériel électrique	3 293	928	28,2	254	7,7	4 863	4 227	86,9	170	3,5
12. Construction	10 706	4 571	42,7	693	6,5	13 355	10 596	78,2	206	1,5
13. Immobilier	4 029	1 399	34,7	259	6,4	3 796	23 932	630,5	56	1,5
14. Alimentation	5 853	958	16,4	169	2,9	4 749	1 212	25,5	101	2,1
15. Textile	3 708	920	24,8	52	1,4	3 570	827	23,2	— 48	— 1,3
16. Verre	11 626	5 418	46,6	150	1,3	11 406	4 811	42,2	— 999	— 8,8
17. Plantation	1 662	—	—	3	0,2	9 474	—	—	14	0,9
18. Non-ferreux	39 896	6 633	16,6	— 452	— 1,2	35 757	19 334	54,1	— 846	— 2,4
19. Papier	2 587	2 949	114,0	— 328	—12,7	2 859	2 378	83,2	— 407	—14,2
20. Sidérurgie	34 647	31 733	91,6	—5 726	—16,5	25 479	41 624	161,7	—13 346	—51,8
21. Charbonnages	3 539	202	5,7	—2 877	—81,3	—	—	—	—	—
Total avec charbonnages	**395 198**	**226 069**	**62,5(e)**	**22 493**	**5,7**	**435 342**	**292 889**	**75,3(e)**	**9 027**	**2,1**
Total sans charbonnages	**391 659**	**225 867**	**63,1(e)**	**25 370**	**6,5**	**434 571**	**292 683**	**75,4(e)**	**9 136**	**2,1**
Total sans sidérurgie	**357 012**	**194 336**	**54,4(e)**	**28 219**	**7,9**	**409 593**	**251 265**	**69,1(e)**	**22 373**	**5,5**

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Classés d'après le pourcentage des bénéfices nets recalculés par rapport aux fonds propres en 1976.
(c) Dettes à long terme par rapport aux fonds propres en %.
(d) Bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.
(e) Non compris le secteur bancaire.

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique, Notes économiques, septembre 1977.

Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes

(en % par rapport à l'année précédente)

ANNÉE (a)	Bénéfices nets			Dividendes			Impôt sur les sociétés (c)
	(b)	(c)	(d)	(b)	(c)	(d)	
1968	27,9	30,6	—	12,0	11,1	11,0	23,0
1969	17,8	19,9	35,9	18,4	19,1	23,7	19,0
1970	14,1	17,8	3,0	11,3	11,7	8,5	17,3
1971	— 6,6	—10,6	—11,5	1,1	1,7	— 4,3	14,7
1972	25,9	23,5	17,5	15,2	17,5	15,1	31,2
1973	28,6	22,0	40,2	25,7	26,1	19,6	19,4
1974	—	4,9	— 6,6	—	—14,8	6,0	10,2
1975	—	—49,3	—58,0	—	9,7	—19,7	5,4
1976	—	55,8	55,1	—	6,3	—	3,2
1977	—	—	—51,2	—	—	+ 5,9	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Années réelles, et non de publication.
(b) D'après la statistique des rendements, établie par l'Institut National de Statistique, et complètè jusqu'à l'année de publication 1974.
(c) D'après la Comptabilité nationale; données provisoires de 1974 à 1977.
(d) D'après la Kredietbank, Bulletins hebdomadaires.

Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs (a)

Secteurs	Rentabilité d'ensemble			Place		
	1975	1976	1977	1975	1976	1977
Divers	3,6	19,7	4,0	13	1	8
Pétrole	18,6	15,4	8,2	1	2	4
Electricité	12,9	12,7	11,3	2	3	2
Distribution	6,3	12,6	13,0	7	4	1
Trust	11,8	11,3	7,0	4	5	5
Banque	9,3	10,9	9,4	5	6	3
Chimie	3,7	9,3	4,9	12	7	6
Transport	12,1	8,3	2,7	3	8	10
Holding	9,1	8,1	4,5	6	9	7
Fabr. métall.	5,7	7,7	3,2	8	10	9

Source : Banque de Paris et des Pays-Bas.

(a) Classés d'après la rentabilité en 1976. Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.
Rentabilité : bénéfice net recalculé par rapport aux fonds propres en %.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1974 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	2 105	1 826	86,7
Opérations financières et immobilières	3 891	2 489	64,0
Carrières	206	117	56,9
Charbonnages	450	347	77,2
Industrie verrière	478	277	57,9
Métallurgie du fer	1 543	833	54,0
Cimenteries et industries connexes	625	388	62,1
Assurances	913	548	60,1
Banques	1 982	1 062	53,6
Non-ferreux	900	495	55,0
Industrie alimentaire	1 524	666	43,7
Fabrications métalliques	3 805	1 498	39,4
Industrie chimique	2 976	1 567	52,7
Céramiques	54	25	46,8
Commerce de détail	504	237	47,1
Industrie du papier	462	150	32,5
Industrie de la terre cuite commune	98	32	32,7
Industrie textile	1 180	375	31,7
Commerce de gros et extérieur	2 613	600	23,0
Autres secteurs	3 089	1 027	33,2
Total moyen ...	**29 398**	**14 559**	**49,5**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique. Les données relatives à 1975, 1976, 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Rendement des sociét ar ac

Sociétés ayant leur princip ge d'

(évolutio r sec

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière Electricité (c)
Nombre de sociétés recensées (unités) :													
1969	53	161	1 941	646	3 566	1 352	87	89	929	703	325	643	17
1970	54	158	1 982	651	3 675	1 336	90	81	919	713	332	631	18
1971	48	157	2 078	692	3 743	1 356	88	92	901	699	339	635	18
1972	49	156	2 122	790	3 924	1 391	87	92	898	693	363	644	17
1973	45	160	2 141	825	4 059	1 425	86	93	915	696	373	653	17
1974	47	160	2 220	888	4 209	1 512	85	93	938	716	394	662	17
Capitaux et réserves (en millions de francs) :													
1969	26 098	7 381	83 377	8 096	30 931	49 001	46 960	11 710	25 117	25 977	3 625	66 378	81 247
1970	30 193	13 020	90 137	10 166	39 000	54 502	44 010	7 289	26 416	29 005	4 271	71 165	87 614
1971	32 467	14 296	94 859	11 096	44 685	60 981	47 178	14 615	26 840	27 751	4 190	77 931	93 889
1972	35 683	15 567	101 367	11 592	51 453	70 713	48 597	14 368	28 109	32 317	4 846	85 783	95 173
1973	33 370	16 675	105 427	12 723	56 171	76 915	49 122	15 087	28 245	35 095	4 921	88 197	136 503
1974	37 151	17 927	114 882	12 850	59 163	84 125	47 748	15 747	29 932	38 212	5 355	94 407	133 874
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :													
1969	3 108	1 351	5 165	666	2 418	3 506	733	1 036	1 063	1 737	196	4 504	6 26
1970	3 438	1 622	5 730	879	2 766	4 336	3 020	356	1 270	2 170	— 78	4 972	7 30
1971	4 112	1 769	6 156	661	4 095	5 866	3 151	1 418	325	1 342	104	5 485	7 33
1972	4 329	2 010	6 133	—174	3 085	6 331	1 128	561	1 142	2 421	—156	6 371	6 36
1973	3 703	2 102	8 161	440	5 442	7 452	869	925	1 442	2 574	383	6 579	13 38
1974	4 026	2 185	8 920	432	9 518	7 639	3 997	1 561	1 431	2 971	677	9 956	14 48
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) (e) :													
1969	1 644	745	3 289	375	825	1 483	403	694	391	838	33	2 684	3 23
1970	1 935	1 047	3 745	390	1 267	1 790	1 472	298	423	904	42	2 752	4 26
1971	2 271	1 102	4 170	508	1 302	1 720	1 793	823	368	714	19	3 350	5 30
1972	2 442	1 237	4 521	217	1 565	1 979	578	348	368	1 080	22	3 960	3 31
1973	2 272	1 323	5 230	269	2 011	2 895	956	548	439	1 427	33	4 367	4 33
1974	2 538	1 583	6 616	445	2 179	3 880	2 068	790	539	1 428	64	5 423	4 49
Dette obligataire (en millions de francs; fin année) (f) :													
1969	20 321	6 298	112 905	2 196	845	2 095	4 354	55	273	844	103	396	74
1970	25 089	7 904	132 173	2 365	990	2 451	3 585	51	267	828	109	1 058	55
1971	29 749	7 588	152 921	2 261	1 076	2 313	2 779	47	288	822	134	4 011	30
1972	34 895	7 774	167 386	2 380	2 065	5 488	2 328	349	317	847	175	4 370	29
1973	40 435	7 294	64 177	2 284	2 120	5 363	1 951	634	315	818	178	5 351	34
1974 (g)	47 147	7 026	74 187	2 153	2 171	5 888	1 542	702	296	801	174	5 388	32

actions belges (a)
d'exploitation en Belgique
secteur)

	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
17	5	109	352	655	349	939	526	25	86	141	122	44	39	33	224	188	562	15 325
18	5	108	352	673	355	1 036	543	24	85	143	119	43	34	31	233	181	589	15 605
18	5	111	358	696	369	1 137	558	24	82	149	121	43	32	28	246	172	604	15 992
17	6	107	372	748	397	1 305	570	22	90	152	120	42	32	27	249	173	638	16 696
17	5	102	382	782	427	1 440	573	21	90	152	121	44	27	31	261	177	658	17 205
17	5	101	405	805	459	1 750	630	22	87	164	124	43	33	29	262	187	680	18 177
77	2 525	957	9 472	11 652	1 599	2 481	9 981	5 973	2 301	9 820	2 523	1 521	1 075	2 161	3 453	419	2 357	497 685
44	2 551	1 024	9 817	12 206	1 633	3 062	11 194	5 845	2 349	10 200	2 789	1 638	1 235	2 187	3 891	413	2 597	541 182
91	2 546	1 132	11 205	13 223	1 713	4 007	12 379	5 652	2 395	10 601	2 988	1 791	879	2 204	4 469	438	2 820	588 220
36	3 300	1 113	11 200	15 046	1 940	4 611	13 703	5 309	2 552	10 965	3 189	1 637	1 194	2 233	4 606	487	3 153	641 838
32	3 548	1 074	12 762	15 583	2 310	5 090	15 490	5 209	2 625	11 360	3 434	1 973	951	2 385	5 099	513	3 221	677 221
42	3 595	1 024	13 020	16 512	2 758	6 067	17 657	4 889	2 752	11 529	3 679	2 148	1 099	2 795	5 229	606	3 687	723 318
07	162	—52	430	181	34	79	1 256	—253	17	752	296	127	50	234	553	5	106	32 902
28	143	42	575	206	67	267	1 009	—100	46	721	305	186	—	160	552	9	133	38 747
60	274	—	803	334	45	296	1 463	— 26	102	822	376	203	—29	153	425	24	188	44 206
60	247	47	492	93	33	357	1 583	—246	—5	928	417	129	—80	142	477	39	71	41 270
86	279	80	265	1 011	—23	450	2 144	—368	57	985	356	171	60	155	471	66	220	51 948
55	343	—11	771	1 067	—171	627	2 335	—439	191	919	297	174	26	92	467	—	210	66 786
33	132	5	175	291	41	65	252	39	27	492	163	82	30	108	190	5	17	18 316
37	149	6	203	313	39	100	252	162	27	539	176	70	30	112	221	6	34	21 601
15	186	5	191	388	41	117	286	75	28	583	191	81	20	118	219	4	32	24 184
55	213	5	152	407	43	167	344	22	16	636	207	72	33	85	157	8	34	24 632
52	264	13	145	440	34	169	379	10	34	678	203	72	32	108	211	11	46	28 885
19	276	2	229	633	32	192	544	37	30	736	170	108	32	132	185	11	40	36 415
18	1 284	27	135	892	23	57	477	19	25	867	8	13	43	2	27	4	63	169 817
99	1 638	27	137	1 852	22	53	533	8	24	829	6	12	40	2	47	4	67	198 512
19	2 076	27	250	1 092	48	63	615	4	27	766	21	12	40	2	36	3	65	229 864
29	3 012	27	401	2 158	239	62	717	3	44	729	26	6	40	2	43	3	79	265 408
56	2 931	27	1 296	94	238	148	1 067	1	43	1 630	25	5	24	—	43	3	81	173 598
33	2 846	26	1 199	167	239	573	1 100	—	41	1 569	25	5	23	—	43	3	72	199 232

(Suite à la page 332).

Rendement des sociétés p
Sociétés ayant leur princi
(évoluti

DÉSIGNATION	Banques (b)	Assurances	Opérations financières et immobilières (b)	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non-ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière
Soldes bénéficiaires nets rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1969	11,91	18,30	6,19	8,23	7,82	7,15	1,56	8,85	4,23	6,69	5,41	6,79	8
1970	11,39	12,46	6,36	8,65	7,09	7,96	6,86	4,88	4,81	7,48	—1,83	6,99	8
1971	12,67	12,37	6,49	5,96	9,16	9,62	6,68	9,70	1,21	4,84	2,48	7,04	7
1972	12,11	12,91	6,05	—1,50	6,00	8,95	2,32	3,90	4,06	7,49	—3,22	7,43	6
1973	11,10	12,61	7,74	3,46	9,69	9,69	1,77	6,13	5,11	7,33	7,78	7,35	10
1974	10,83	12,18	7,76	3,36	16,08	9,08	8,37	9,91	4,78	7,77	12,64	10,54	10
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :													
1969	6,30	10,09	3,94	4,63	2,67	3,03	0,86	5,93	1,56	3,23	0,91	4,04	4
1970	6,40	8,04	4,15	3,04	3,25	3,28	3,34	4,00	1,62	3,12	0,98	3,87	4
1971	6,99	7,70	4,39	4,57	2,91	2,82	3,80	5,63	1,37	2,67	0,45	4,29	4
1972	6,84	7,95	4,46	1,87	3,04	2,80	1,19	2,42	1,31	3,34	0,45	4,61	3
1973	6,81	7,93	4,96	2,11	3,58	3,76	1,95	3,63	1,55	4,07	0,67	4,95	4
1974	6,83	8,83	5,75	3,46	3,68	4,61	4,33	5,01		3,73	1,19	5,74	6
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :													
1969	52,9	55,9	63,7	56,3	34,1	42,3	55,0	67,0	36,8	48,2	16,8	59,6	5
1970	56,3	64,5	65,4	44,4	45,8	41,3	48,7	83,7	33,7	41,7	—	55,3	5
1971	55,2	62,3	67,7	76,9	31,8	29,3	56,9	58,0	113,2	55,2	18,3	61,1	5
1972	56,4	61,5	73,7	—	50,7	31,3	51,2	62,0	32,2	44,6	—	73,7	6
1973	61,4	62,9	64,1	61,1	37,0	38,8	110,0	59,2	30,4	55,4	8,6	66,4	4
1974 (g)	63,0	72,4	74,1	103,0	22,8	50,7	51,7	50,6	37,6	48,0	9,4	54,4	4

(a) Les données reprises dans cette statistique se rapportent aux exercices dont les dividendes ont été payés dans l'année « t ». Ces exercices se répartissent donc sur les années « t-1 » et « t ». Les données relatives à 1975, 1976, 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1973, les montants concernant la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA ne sont plus repris dans cette statistique.
(c) La rubrique « Electricité » comprend les entreprises privées de production, de la coordination de la production et de distribution d'énergie électrique.
(d) Quoique non détaillés dans ce tableau, les montants se rapportant aux secteurs suivants : « Eau; Déchets et récupération; Diamant; Agriculture, horticulture, pêche et élevage » et quelques autres non dénommés, sont cependant inclus dans les totaux.
(e) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents), une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(f) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(g) Données provisoires.

ıc ons belges (suite) (a)
iè : d'exploitation en Belgique
)a: secteur)

	Gaz	Industrie du cuir	Industrie du papier et arts graphiques	Transports (b)	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total (d)
03	6,42	—5,43	4,54	1,55	2,13	3,18	12,58	—4,24	0,74	7,66	11,73	8,35	4,65	10,83	16,02	1,19	4,50	6,61
38	5,61	4,10	5,86	1,69	4,10	8,72	9,01	—1,71	1,95	7,07	10,94	11,36	—	7,32	14,19	2,18	5,12	7,16
64	10,76	—	7,17	2,53	2,63	7,39	11,82	—0,46	4,26	7,75	12,58	11,33	—3,30	6,94	9,51	5,48	6,67	7,52
77	7,48	4,22	4,39	0,62	1,70	7,74	11,55	—4,63	—0,20	8,46	13,08	7,88	—6,70	6,36	10,36	8,00	2,25	6,43
52	7,86	7,44	2,08	6,48	—1,00	8,84	13,84	—7,06	2,17	8,67	10,37	8,67	6,30	6,50	9,24	12,74	6,83	7,67
96	9,54	—1,07	5,92	6,46	—6,2	10,33	13,22	—8,97	6,94	7,97	8,07	8,10	2,36	3,29	8,93	—	5,69	9,23
34	5,23	0,52	1,85	2,50	2,56	2,62	2,52	0,65	1,17	5,01	6,46	5,39	2,79	5,00	5,50	1,19	0,72	3,68
30	5,84	0,59	2,07	2,56	2,39	3,27	2,25	2,77	1,15	5,28	6,31	4,27	2,43	5,12	5,63	1,45	1,31	3,99
75	7,30	0,44	1,70	2,93	2,39	2,91	2,31	1,32	1,16	5,49	5,89	4,52	2,28	5,35	4,90	0,91	1,13	4,11
80	6,45	0,44	1,36	2,70	2,22	3,60	2,51	0,41	0,63	5,80	0,49	4,04	2,76	3,81	3,41	1,64	1,08	3,84
89	7,44	1,21	1,14	2,82	1,47	3,32	2,45	0,19	1,30	5,97	5,91	3,65	3,36	4,53	4,14	2,12	1,43	4,27
27	7,67	0,19	1,75	3,83	1,16	3,16	3,08	0,75	1,09	6,38	4,62	5,02	2,91	4,72	3,53	1,81	1,08	5,03
1,4	81,5	—	40,7	160,8	120,6	82,3	20,1	—	158,8	65,4	55,1	64,6	60,0	46,2	34,6	100,0	16,0	55,7
7,1	104,2	14,3	35,3	151,9	58,2	37,5	25,0	—	58,7	74,8	57,7	37,6	—	70,0	40,0	66,7	25,6	55,7
9,7	67,9	—	23,0	116,2	91,1	39,5	19,5	—	27,5	70,9	50,8	39,9	—	77,1	51,5	16,7	17,0	54,7
3,9	86,2	10,6	30,9	437,6	130,3	46,8	21,7	—	—	68,5	49,6	55,8	—	59,9	32,9	20,5	47,9	59,7
2,6	94,6	16,3	54,7	43,5	—	37,6	17,7	—	59,6	68,8	57,0	42,1	53,3	69,7	44,8	16,7	20,9	55,6
3,0	80,4	—	29,7	59,3	—	30,6	23,2	—	15,7	80,0	57,2	62,0	123,0	143,4	39,6	—	19,0	54,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Rendement des sociétés par actions belges exploit

DÉSIGNATION	En Belgique							
	1969	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1969	1970
Nombre de sociétés recensées	**15 325**	**15 605**	**15 992**	**16 696**	**17 205**	**18 177**	25	24
dont : en bénéfice	11 068	11 635	11 733	11 980	12 605	13 270	18	18
en perte	4 257	3 970	4 259	4 716	4 600	4 907	6	6
Moyens d'action propres	**497 686**	**541 182**	**588 826**	**641 838**	**677 221**	**723 318**	68 91	71 1
dont : capital versé	313 116	346 018	373 904	397 300	419 511	440 504	41 24	41 4
réserves	184 570	195 164	214 922	244 538	257 710	282 814	27 67	29 6
Résultats d'exploitation :								
Solde bénéficiaire net	**32 902**	**38 747**	**44 206**	**41 270**	**51 948**	**66 786**	4 97	3 8
Bénéfices	40 228	48 404	54 492	54 809	62 555	78 482	5 13	6 4
Pertes	7 326	9 657	10 286	18 539	10 607	11 696	1	2 5
Dividendes bruts mis en paiement (c)	**18 316**	**21 601**	**24 184**	**24 632**	**28 885**	**36 415**	3 01	3 6
Dette obligataire (d)	**169 817**	**198 512**	**229 864**	**265 408**	**173 598**	**199 232**(e)	4 17	3 7
Coupons d'obligations bruts	**9 246**	**10 385**	**13 060**	**16 004**	**10 349**	**12 095**(e)	1	2
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	27,78	25,44	26,63	28,25	26,74	26,99	26,	25
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	6,61	7,16	7,51	6,43	7,67	9,23	7,	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	3,68	3,99	4,11	3,84	4,27	5,03	4,	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	45,53	44,63	44,38	44,94	46,18	46,39	58,	57
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	5,44	5,23	5,68	6,03	5,96	6,07(e)	4,	
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	34,12	36,68	39,04	41,35	25,63	27,54(e)	6,	

(a) Les données relatives à 1975, 1976, 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les données concernant la B.N.B. - S.N.C.I. et SABENA ne sont plus incluses dans les montants ci-dessous.
(c) Du fait qu'un certain nombre d'entreprises détiennent des participations dans d'autres entreprises (du même secteur ou de secteurs différents) une partie des dividendes repris dans cette rubrique est comptée deux ou même plusieurs fois.
(d) Les intérêts capitalisés des bons de capitalisation ne sont pas compris dans la dette obligataire en cours.
(e) Données provisoires.

oitant en Belgique et à l'étranger (a)

A l'étranger					Total					
70	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)	1969	1970	1971	1972	1973 (b)	1974 (b)
Unités										
241	**235**	**229**	**212**	**193**	**15 577**	**15 846**	**16 227**	**16 925**	**17 417**	**18 370**
180	184	168	146	122	12 254	11 815	11 917	12 148	12 751	13 392
61	51	61	66	71	4 323	4 031	4 310	4 777	4 666	4 978
En millions de francs										
l 143	**72 069**	**78 653**	**76 815**	**78 898**	**566 599**	**612 325**	**660 895**	**720 491**	**754 036**	**802 217**
l 451	42 971	46 775	44 716	45 789	354 358	387 469	416 875	444 075	464 227	486 293
) 692	29 098	31 878	32 099	33 109	212 241	224 856	244 020	276 416	289 809	315 924
3 806	**6 862**	**5 094**	**5 179**	**6 737**	**37 880**	**42 553**	**51 068**	**46 364**	**57 127**	**73 523**
5 401	7 126	5 297	5 576	7 942	45 367	54 805	61 618	60 106	68 130	86 424
2 595	264	203	397	1 204	7 487	12 252	10 550	13 742	11 003	12 901
3 649	**3 907**	**3 757**	**3 824**	**4 708**	**21 328**	**25 250**	**28 091**	**28 389**	**32 709**	**41 123**
3 743	**2 329**	**4 903**	**4 805**	**4 727**	**173 987**	**202 255**	**232 193**	**270 311**	**178 403**	**203 959**
287	**225**	**148**	**349**	**330**	**9 431**	**10 672**	**13 285**	**16 152**	**10 698**(e)	**12 446**
En pour-cent										
25,31	21,70	26,64	31,13	36,78	27,75	25,44	26,56	28,22	26,79	27,09
5,35	9,52	6,48	6,74	8,53	6,69	6,95	7,73	6,43	7,58	9,16
5,13	5,42	4,78	4,98	5,96	3,76	4,12	4,25	3,94	4,34	5,12
57,01	54,83	70,93	68,58	59,27	47,01	46,07	45,59	47,23	48,01	47,58
7,67	9,66	3,02	7,26	7,40(e)	5,42	5,28	5,72	5,98	6,01	6,10(e)
5,26	3,23	6,23	6,26	5,99(e)	30,71	33,03	35,13	37,52	23,60	25,42(e)

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des résultats des entrepris belges

(en % par rapport à l'année

DESIGNATION	1970		1971		1972		1973		
	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net
Soc. financières	—11,8	8,3	14,9	0,4	—10,3	13,0	26,7	6	1
Banques	—19,8	6,9	8,0	0,6	19,7	12,0	27,1	6	
Soc. à portefeuille	17,9	9,4	24,2	— 5,2	—46,4	13,4	29,7	12	1
Soc. industrielles	10,8	— 3,7	— 8,0	—19,8	10,8	22,4	42,5	3	5
Sidérurgie	25,9	—16,5	—43,2	—76,2	32,3	—93,1	130,1	8	de —0, à +2
Fabrications métalliques	10,2	3,6	10,2	3,9	4,6	8,6	13,9	1	
Métaux non ferreux	— 2,6	4,4	2,7	—67,0	18,7	132,0	26,8	1	5
Chimie	6,5	—11,6	6,5	—29,8	15,0	68,5	32,0	2	4
Verreries	4,9	5,4	— 6,3	—11,1	..	..	75,5	12	4
Construction	8,0	9,8	11,6	9,9	—7,7	11,7	— 8,0	—	1
Textiles	—10,7	21,9	..	99,1	..	..	— 4,6	—	2
Alimentation	0,7	— 5,7	6,6	31,0	..	..	15,3	1	1
Papier	— 2,8	—73,0	5,8	de +0,1 M à —2,6 M	..	..	53,9		de —0, à +0,
Pétrole	0,9	15,8	26,5	11,4	..	..	38,2	4	2
Soc. de distribution	16,0	17,8	33,3	de +0,5 M à —0,3 M	7,7	de +0,2 M à —0,1 M	40,9	—	4
Soc. d'utilité publique	5,3	10,7	14,2	8,1	11,8	+ 2,2	18,7		
Total (sans les charbonnages) ...	7,0	3,0	— 1,4	—11,5	8,6	17,5	36,7	3	

(a) Il s'agit des années réelles et non pas de publication.
(b) M = Milliards de francs.

ges d'après la Kredietbank (a)
née précédente)

	1974			1975			1976			1977		
Bénéfice et	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net	Bénéfice brut	Amortissement	Bénéfice net
13,4	—15,9	14,7	—32,2	18,9	—11,5	46,5	13,7	42,1	—2,0	2,9	— 3,7	8,5
4,2	8,9	10,9	6,9	10,8	6,2	15,6	..	..	..	..	..	..
14,8	4,6	43,6	— 8,1	— 6,5	—44,6	12,0	..	..	..	..	..	..
53,3	14,7	19,2	5,6	—46,3	—20,1	de 26 M à —2 M (b)	20,6	— 0,4	8 M	—17,0	17,7	de 8M à —6,3 M
e- 0,3 M à 2 M	43,3	42,1	49,1	de +12 M à —3 M	—72,0	de +2 M à —6 M	..	..	..	—185,4	35,7	—98,2
7,8	—11,6	8,2	—45,5	—11,2	3,9	—46,2	..	..	..	15,8	56,0	—37,7
50,5	30,4	55,4	— 3,4	—23,1	16,7	—95,6	..	..	..	—28,6	2,3	..
45,9	12,0	5,0	26,0	—24,9	—	—74,7	..	..	..	— 4,6	7,0	—32,2
49,8	..	..	..	} —13,2	17,2	—84,4	..	..	..	10,2	1,9	43,3
11,7	0,8	— 9,5	—13,1	}								
20,3	82,6	12,4	532,8	..	..	..	..	..	..	..	..	..
17,2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
e- 0,1 M à 2 M	60,5	56,1	78,7	de —1,2 M à —0,3 M	—19,7	de +0,3 M à —1,1 M	..	..	..	3,8	8,2	—15,0
28,3	31,8	29,4	34,2	+ 0,2	+ 7,9	— 7,0	..	..	..	—12,1	18,0	—48,5
36,1	— 8,2	+22,9	— 6,6	—25,1	+ 6,0	—88,2	29,1	11,8	221,1	11,3	12,5	9,9
32,8	5,7	5,5	5,9	27,4	42,7	7,4	2,1	0,3	4,9	3,4	6,3	0,8
40,2	**7,9**	**17,5**	**— 6,6**	**—28,1**	**—12,2**	**—58,0**	**15,5**	**4,6**	**55,1**	**— 7,4**	**12,7**	**—51,2**

Source : Bulletins hebdomadaires de la Kredietbank.

CINQUIEME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Le défaut d'une information suffisamment détaillée et précise en matière d'investissements au moment de la rédaction du chapitre consacré à ceux-ci dans l'édition précédente du présent ouvrage relative à l'économie belge en 1977, amène à revenir quelque peu en arrière. Ainsi le présent chapitre comporte-t-il deux parties distinctes : une première précise l'évolution des investissements en 1977 sur base des comptes nationaux, une seconde tente d'apprécier la tendance à investir en 1978 à partir de quelques indicateurs fragmentaires.

Si l'on excepte l'année 1968 où elle avait connu un léger recul par rapport à l'année antérieure, la formation intérieure brute de capital fixe (FIBCF) n'a cessé de se développer, parfois vigoureusement, de 1958 à 1974. Depuis cette dernière année, une stagnation s'est opérée et l'on en revient en 1977 au niveau atteint en 1974, appréciable pour l'époque. Ainsi, sur base de données à prix constants (1) (prix de 1970), la FIBCF se monte, en 1977 selon les comptes nationaux, à 335,8 milliards de francs contre 338,4 milliards en 1976, 330,9 milliards en 1975 et 335,8 milliards en 1974. Elle connaît donc en 1977 un léger recul (—0,8 %) par rapport à l'année antérieure laquelle avait enregistré une modeste progression (+2,3 %) par rapport à 1975. Néanmoins, les écarts par rapport à la tendance calculée sur les vingt dernières années (2) se creusent davantage. Si l'on observait en 1974 un écart positif de la valeur observée de 4,8 % par rapport à la valeur estimée, en 1975 l'évolution s'inverse, l'écart change de signe et se monte à —0,2 %; par la suite, il croît à —1,2 % en 1976 et à —5,0 % en 1977.

Ainsi plus que le niveau, c'est le sens de l'évolution des investissements qui apparaît préoccupant. En outre, il est à observer que la bonne tenue relative de la FIBCF depuis 1974 est due en grande partie à l'importance des constructions d'immeubles d'habitation. Ainsi, si l'on soustrait ces derniers de la FIBCF en sorte d'obtenir une définition statistique approchant le concept d'investissement productif, la détérioration de ces derniers, et non plus la simple stagnation, apparaît nettement. Le recul de cette grandeur en 1977 est de 1,3 % par rapport à 1976 et 2,3 % pour cette dernière année par rapport à la précédente. Plus significatif est l'écart à la tendance linéaire (3) qui se creuse à —8,7 % en 1977 après avoir été de —4,4 % en 1976.

---

(1) L'analyse de cette première partie se fonde, sauf mention contraire, sur les données à prix constants. Les données sont reprises tant à prix courants qu'à prix constants dans le tableau en annexe de ce chapitre.

(2) Ajustement d'une tendance linéaire par la méthode des moindres carrés simple, de forme $y=a+bt$; y : FIBCF; t : temps; $R^2=.979$.

(3) $y=a+bt$: y : FIBCF - Immeubles d'habitation, t : temps; $R^2=.969$.

Sans conteste, la diminution du total des investissements productifs traduit avant tout le profond recul dans les industries manufacturières. Alors que depuis trois ans, la plupart des autres secteurs d'activité connaissent une stagnation voire parfois même un développement de leurs dépenses d'équipement, le niveau de celles-ci dans de nombreuses branches manufacturières n'a cessé de baisser. La réduction de la FIBCF dans les industries manufacturières se monte en 1977 à près d'un tiers par rapport à 1974 qui apparaît comme un sommet sur l'ensemble de la période 1958-1977. Par rapport à l'année antérieure, le retrait est de 12,5 % en 1977 contre —15,7 % en 1976. Le niveau des investissements manufacturiers en 1977 est pratiquement identique à ce qu'il était en 1968, année de recul par rapport aux deux années antérieures. La brusque détérioration des investissements productifs dans les industries manufacturières apparaît davantage des écarts par rapport à la tendance à long terme (vingt dernières années).

Alors qu'en 1974 les investissements observés dans ce secteur dépassaient de 18,3 % la valeur ajustée, en 1976 l'écart devenu négatif, se chiffre à —15,6 % et en 1977 à —28,3 %. Il faut remonter au début de la période d'analyse pour retrouver un déficit aussi important. Ceci souligne la gravité de la crise de l'investissement productif dans l'industrie manufacturière.

Les industries du fer, de l'acier et des métaux non ferreux ont enregistré une chute brutale : —41,6 % en 1976 et —44,1 % en 1977. Les difficultés que connaissent ces activités par suite de la venue sur le marché international des produits métalliques de nouveaux producteurs plus compétitifs (pour de multiples raisons) que les producteurs belges et la restructuration profonde de la métallurgie nationale qu'elle entraîne, explique cette baisse abrupte. En 1977, les industries chimiques ont également diminué fortement leurs dépenses d'équipement (—20,2 %). Cette évolution est vraisemblablement passagère et ne peut être disjointe de la progression sensible observée en 1977 et 1976. Troisième secteur en importance quant aux dépenses d'investissement, les fabrications métalliques après un recul durant trois années consécutives, ont en 1978 à nouveau développé leurs équipements (+14,3 %). Cette progression globale n'est cependant pas le reflet d'une évolution similaire dans les nombreuses branches d'activité que compte ce vaste secteur mais au contraire s'est concentrée sur quelques activités (construction de moyens de transport, armes et aéronautique, industrie électro-technique). Quantité des investissements de ce secteur traduisent avant tout une volonté de rationalisation et d'amélioration de productivité, objectifs appréciables, tandis que la part des équipements nouveaux consacrés à l'extension des capacités de production est demeurée marginale. Les industries de l'alimentation, des boissons et du tabac en dépit de l'augmentation de leurs investissements en 1977 (+12,4 %) ne retrouvent cependant pas le niveau des réalisations des années 1972 à 1975.

La structure familiale marquée de nombreuses entreprises de ce secteur déterminant une taille généralement plus restrainte que celles de leurs concurrentes étrangères, ne leur permet pas la réalisation d'investissements importants seuls susceptibles de leur rendre possible l'accès à un marché international fortement concurrentiel. Les difficultés rencontrées par le secteur industriel du textile demeurent et expliquent, malgré une progression de 9,4 %, le faible niveau des dépenses en biens de production en 1977. Les autres branches d'activité industrielle

sont caractérisées par un recul des équipements nouveaux soit pour des raisons structurelles (vêtement et chaussures, —16,3 %; papier impression, édition, —9,3 %) soit pour des raisons conjoncturelles, non exclusivement nationales dans la mesure où ces activités sont largement orientées vers l'étranger, et dont il y a tout lieu de supposer qu'il ne sera que passager (industries du bois et du meuble —13,4 %; industries de la terre cuite, du verre et du ciment —3,5 %; industries diverses, 0,7 %).

Les investissements des entreprises d'utilité publique (électricité, eau, gaz) sont demeurés en 1977 pratiquement au même niveau qu'en 1976, durant laquelle ils avaient reculé de 11,0 % par rapport à 1975, cette dernière année ayant été exceptionnelle néanmoins. La nature des équipements de ce secteur ne permet pas toujours un étalement des dépenses productives, ce qui se traduit par des alternances marquées de dépenses productives élevées durant quelques périodes et de baisses pouvant être importantes. Indéniablement, depuis 1975 et en dépit du recul en 1976 et de la stagnation en 1977, le niveau des dépenses d'équipement des entreprises d'utilité publique reste élevé. La part prise dans cet ensemble par les installations de production et de distribution de l'électricité est prépondérante.

Les dépenses d'équipement dans le secteur de la construction demeurent appréciables. Toutefois, depuis près de quinze ans, le niveau des investissements en volume ne progresse guère mais fluctue, parfois considérablement, autour d'une valeur centrale qui n'augmente que modérément dans le temps. La bonne conjoncture qui a prévalu en 1976 dans le secteur de la construction, surtout de logements, explique le haut niveau relatif des investissements du secteur.

Depuis 1973, le secteur du commerce, des banques, des assurances maintient un volume d'investissement élevé. En 1977, la progression de ceux-ci a, à nouveau, été sensible (+5,3 % par rapport à l'année antérieure) et les situe à un niveau supérieur à ceux de 1973 et 1974 lorsqu'ils avaient connu une forte augmentation. Le développement des équipements dans les autres services (enseignement, professions médicales et divers services aux ménages et aux entreprises) se maintient ou s'amplifie notamment dans les activités touchant à la santé de la population.

Les investissements dans les services publics, tout en demeurant appréciables, plafonnent depuis 1975 tant en ce qui concerne les transports et communications que les autres dépenses d'équipement (bâtiments, génie civil, routes) et pour ces derniers davantage au niveau des pouvoirs locaux que des autorités centrales.

Depuis 1973, la construction d'immeubles d'habitation a connu un développement intense. En 1976, la progression avait été particulièrement forte, haussant le volume des logements à une valeur supérieure. Les performances réalisées en 1977 quoiqu'elles ne représentent plus une nouvelle avance demeurent tout aussi remarquables. Il n'est pas douteux qu'une part appréciable de cette poussée dans la construction d'immeubles d'habitation est à mettre en relation avec la recherche des rendements réels positifs qu'en période d'inflation la location d'habitation est peut être la seule à offrir du moins à l'épargnant ne disposant que des encaisses spéculatives limitées sans cependant être négligeables.

Depuis 1975, il est coutumier de relever la crise des investissements dans l'économie belge. Encore convient-il de préciser de quels investissements il s'agit. En effet, malgré leur stagnation en 1977, la construction d'immeubles d'habitation n'a jamais été aussi élevée. En outre, si l'on retranche du total de la formation intérieure brute de capital fixe, les investissements des industries manufacturières et les dépenses en immeubles d'habitation, la grandeur statistique ainsi nouvellement définie et qui représente grosso-modo les investissements productifs (en introduisant une nuance pour certains investissements publics) des secteurs non manufacturiers, on constate un maintien d'une croissance, certes amoindrie, des biens productifs en 1977. A l'évidence, le déficit des investissements productifs est surtout localisé au niveau des industries manufacturières. Il n'y présente plus un caractère conjoncturel mais avant tout traduit les modifications profondes intervenues progressivement depuis une dizaine d'années dans l'ensemble de l'économie belge, développement des activités de service et réduction des productions matérielles, en même temps qu'un dépérissement au sein du secteur manufacturier des activités liées à la première industrialisation (ainsi une certaine métallurgie) sans qu'il y ait eu relais par des activités nouvelles : c'est le projet d'une nouvelle politique industrielle qui est ici en jeu.

L'évolution des investissements en 1978 ne se démarque pas de celle observée l'année précédente et décrite ci-dessus. L'absence de données statistiques globales au moment de la rédaction de la présente analyse contraint à utiliser un ensemble d'indicateurs dont, outre leur caractère partiel, la cohérence n'est pas toujours assurée.

Selon les déclarations faites dans le cadre de la T.V.A. (Taxe sur la valeur ajoutée) (1), le total des investissements (2) des grandes entreprises (3) a augmenté, en 1978, de 14,7 % par rapport à 1977 contre +1,5 % au cours de cette dernière année par rapport à la précédente. La progression de 1978 est néanmoins exclusivement imputable à deux secteurs : l'industrie des combustibles nucléaires, la production et la distribution d'électricité (+45,1 %) et la branche des services de transports et communications (+55,8 %). Ainsi après élimination de la statistique, des dépenses exceptionnellement élevées en biens d'équipement dans ces deux secteurs d'activité, c'est une stabilisation (—0,5 %) et non une croissance des investissements productifs qui est observée.

La légère amélioration (+1,0 %) des investissements des industries manufacturières en 1978 par rapport à l'année antérieure ne modifie en rien le diagnostic posé dans la première partie de ce chapitre sur cet ensemble d'activités. Si quelques progressions importantes peuvent être observées, elles sont limitées à quelques rares secteurs voire même à quelques unités de production dont l'importance ne peut cependant être niée et ce, dans le cadre d'une rationalisation bénéfique du point de vue de la productivité de l'appareil global de production. A l'une ou l'autre exception près, les créations importantes d'activités industrielles nouvelles ont été inexistantes. Deux branches d'activités, l'industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac (+21,5 % en 1978 par rapport à 1977 contre +8,6 % pour cette dernière année

(1) Statistique I.N.S.
(2) Les données en valeur utilisées dans cette seconde partie s'entendent à prix courant.
(3) Plus de 90 % des investissements déclarés dans le cadre de la T.V.A.

par rapport à la précédente), l'industrie du papier et la fabrication d'articles en papier, l'imprimerie et l'édition (+36,0 % contre —7,0 % en 1977) ainsi que le vaste secteur des industries transformatrices des métaux et la mécanique de précision (+15,2 % contre +26,6 %) ont accru sensiblement leurs dépenses en équipements productifs.

Au sein de ce dernier et vaste ensemble ce sont les industries de la construction d'automobiles et de pièces détachées (+52,9 %) et de la fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exception des machines et du matériel de transport) (+30,2 %) qui ont réalisé les augmentations de capital productif les plus importantes. Les investissements dans les constructions électriques et électroniques (+8,5 %) ont également augmenté sensiblement.

Les autres branches d'activité manufacturières enregistrent soit un recul soit une stagnation de leurs dépenses en matériels productifs : production de première transformation des métaux (—35 %), industrie textile (—13,5 %), industrie chimique (—9,8 %), industrie du caoutchouc et de la transformation des matières plastiques (+1,5 %), industrie du bois et du meuble en bois (+1,8 %), industrie des produits minéraux non métalliques (+3,0 %).

Les investissements des entreprises d'utilité publique (électricité - gaz - eau - combustibles solides et liquides) ont fortement progressé quoique la totalité (excepté les raffineries de pétrole) de cette augmentation est localisée dans le combustible nucléaire, la production et la distribution d'électricité.

Les importations de biens d'équipement (200,2 milliards) ont augmenté en 1978 de 7,1 %. La répartition des importations de tels biens s'opère comme suit : moteurs et investissements fixes 120,9 milliards (+8,1 %), matériel de transport 29,4 milliards (+2,8 %) appareils scientifiques 11,9 milliards (+3,7 %), divers biens d'équipement 38,0 milliards (+8,5 %).

Les livraisons d'outillage industriel des entreprises du secteur des fabrications métalliques aux entreprises situées sur le territoire national (marché intérieur) sont restées en 1978 pratiquement identiques à ce qu'elles étaient en 1977 : avec 117,1 milliards de francs, elles progressent de 1,6 %.

Par ordre de leur importance, les livraisons de matériel des branches des constructions électriques (45,1 milliards) et du travail de la tôle (17,0 milliards) sont proches de celles de l'année précédente tandis que celles de la branche des ponts et charpentes (15,4 milliards) augmentent de 7,7 %. Les appareils de levage (7,4 milliards) et les appareils divers (7,8 milliards) avancent respectivement de 5,6 % et 9,9 % alors que les fournitures de machines motrices (9,4 milliards) reculent de 2,1 %. Du côté des secteurs d'importance relative moindre, la diminution des livraisons des fonderies de fer (2,8 milliards) est sensible (—16,7 %); par contre les machines outils (2,7 milliards) enregistrent une hausse importante (+19,0 %) de même que la fine mécanique (1,8 milliard ou +93,9 %). Les fournitures d'outillage industriel de cette dernière branche sont par ailleurs en progression constante depuis quelques années. Enfin les machines textiles (1,0 milliard) connaissent une certaine stagnation (+2,7 %).

Le secteur du commerce (gros, détail, récupération, réparation, horeca) a maintenu la croissance de ses dépenses d'équipement en 1978 (+4,5 %). L'augmentation la plus sensible se situe dans la restauration et l'hébergement (+24,5 %). Par contre le secteur financier au sens large (banques, institutions de crédit, auxiliaires financiers, location diverse, services fournis aux entreprises) a diminué ses investissements de 12,0 % en 1978 contre une croissance de 17,4 % en 1977, la plus forte diminution affectant les banques et les institutions de crédit (—24,0 %) proprement dites. Le développement considérable des agences de ces institutions ces dernières années fait place pour 1978 à un plafonnement dû à une certaine saturation.

Quoiqu'en régression par rapport à l'année antérieure, la construction de logements en 1978 sera demeurée à un niveau appréciable. Ainsi 65 830 logements nouveaux (données provisoires à reviser en hausse) ont été commencés contre 72 382 en 1977 et 76 176 en 1976. Les « Options du plan 1976-1980 » proposaient pour cette période la construction de 60 000 logements nouveaux ou rénovés par an. Cet objectif a été largement dépassé jusqu'à présent. Depuis deux ans toutefois, une diminution progressive se manifeste. En 1978, elle semble avoir affecté surtout les habitations unifamiliales. L'action des pouvoirs publics dans le secteur du logement s'est intensifiée en 1978. Ainsi la Société Nationale du Logement a adjugé au cours de l'année 12 169 logements soit 972 ou 8,7 % de plus qu'en 1977. La hausse de volume des commandes d'appartements est de 11,5 % tandis que le nombre des habitations unifamiliales s'est accru de 6,7 %.

Davantage tributaire de la conjoncture économique prévalant dans les secteurs de production de biens et services, la construction de bâtiments non résidentiels est demeurée à un niveau relativement peu élevé. Une amélioration sensible est toutefois enregistrée par rapport à l'année antérieure. En 1978, 5 275 nouveaux bâtiments non résidentiels ont ainsi été commencés représentant une augmentation de près de 20 % par rapport à l'année antérieure. Cette progression est le fait des constructions de petites et moyennes tailles et des bâtiments commerciaux, la demande de bâtiments industriels, nouveaux restant toujours modérée.

Lors de la confection du budget des recettes et dépenses de l'Etat pour 1978, le Gouvernement s'est trouvé confronté à deux objectifs contradictoires : d'une part une volonté d'assainissement des finances publiques le conduisant à ramener le rythme d'augmentation des dépenses globales au seul taux d'augmentation prévu des prix, d'autre part le souci en période de croissance limitée de l'économie de ne pas priver celle-ci du soutien essentiel que peuvent représenter les dépenses publiques et plus particulièrement des dépenses de capital. Ce dernier point de vue a prévalu en matière d'investissement public où un accroissement de 24,4 % des engagements de 1978 a finalement été retenu par rapport à 1977. Néanmoins le premier objectif a été rencontré dans la mesure où contrairement à l'année précédente ce programme n'a pas fait, en cours d'exercice, l'objet de révision à la hausse.

Le total des engagements des pouvoirs publics (Etat, organismes d'intérêt public) en matière d'investissement s'est monté en 1978 à 189,8 milliards, en accroissement de 19,6 % par rapport à l'année antérieure et se ventile comme suit : secteur budgétaire, 104,4 milliards (+20,5 %), secteur débudgétisé 29,7 milliards (+13,7 %),

organismes d'intérêt public (entreprises publiques) 55,9 milliards (+21,1 %). Les taux d'exécution du programme se présentaient en fin d'année comme suit : secteur budgétaire 83,3 %, secteur débudgétisé 81,2 %, organismes d'intérêt public 97,6 %.

Les décaissements (paiements) du pouvoir central en 1978 n'ont progressé que faiblement (+1,1 %) et se chiffrent à 94,8 milliards se répartissant comme suit : secteur budgétaire 73,2 milliards (+4,6 %) secteur débudgétisé 21,6 milliards (—9,2 %). L'évolution des décaissements comparée à celle des engagements et des encours apparaît déconcertante dans la mesure où il ne semble pas qu'elle soit due à d'importants retards dans les mises en paiement. L'accumulation répétée (en 1976, 1977 et 1978) d'importants engagements en fin d'année ainsi qu'un rythme plus lent d'exécution des travaux semblent constituer un élément d'explication de ce phénomène.

En 1978, les investissements ayant bénéficié des lois d'expansion ont été sensiblement moindres (—22,7 %) que l'année précédente (voir tableau en fin de chapitre). Cette diminution prend évidemment place dans le cadre de la réduction des investissements industriels manufacturiers, traditionnellement larges bénéficiaires de ces lois. Elle traduit plus particulièrement la chute des investissements dans la sidérurgie, conséquence de la décision de blocage momentané de tout investissement nouveau, prise dans le cadre de la restructuration du secteur sous le patronage des autorités publiques. De même, les équipements de l'industrie chimique ayant bénéficié des lois d'expansion ont marqué en 1978 un recul important (—37 %) par rapport aux réalisations de 1976 et 1977. A l'inverse, les investissements du secteur des fabrications métalliques ayant fait l'objet d'une aide quelconque des pouvoirs publics dans le cadre de ces lois, ont atteint un niveau appréciable. On note par ailleurs la progression de ces investissements dans les industries du textile et de la confection (+20,6 %) et dans les industries alimentaires (+7,8 %) ainsi que le statu-quo dans les industries du bois et le recul dans les industries du secteur de la construction.

Le coût total de l'aide accordée par l'Etat en vertu des lois d'expansion se monte, pour l'année 1978, à 7 420 millions de francs se répartissant en 2 730 millions sous forme de bonifications d'intérêt et en 3 690 millions de primes ou subventions en capital. Pour l'ensemble de la période 1962-1978, le coût ainsi assumé par les autorités centrales est de 69 662 millions de francs dont 48 849 millions en bonifications d'intérêt et 20 813 millions en subventions ou primes de capital. Au cours des dernières années, l'intervention de l'Etat sous forme de primes de capital a pris une plus grande importance au point d'être proche, en 1978, de l'aide accordée sous forme de bonifications d'intérêt.

Les investissements étrangers ou mixtes (associant des investisseurs belges et étrangers) ont progressé fortement (32,2 %) en 1978 par rapport à l'année antérieure atteignant 12,2 milliards (voir tableau en fin de ce chapitre). Il est vrai qu'ils avaient été particulièrement faibles en 1977. Fait nouveau, si les investissements dans l'industrie demeurent prédominants et augmentent de façon appréciable (+26,8 %), le secteur des services enregistre un développement considérable des équipements tandis qu'ils demeurent pratiquement inchangés dans le commerce. Plus que jamais, les Etats-Unis d'Amérique s'affirment comme le plus gros investisseur étranger en

Belgique, suivi par les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et la France. La création d'emplois est également la mieux assurée par les Etats-Unis (704 emplois nouveaux prévus) et les Pays-Bas (138 nouveaux emplois prévus).

La S.N.I. (1) a poursuivi ses efforts de stimulation des investissements directement productifs dans le souci primordial d'un support à l'emploi durable. Ses services se sont attachés à susciter et à appuyer les projets valables du secteur privé. Ces initiatives ont malheureusement été freinées et rendues plus aléatoires par la persistance de la crise, par la contraction voire la disparition des marges bénéficiaires de maintes entreprises et, dès lors, par l'anémie des prépensions à investir, spécialement en capital à risque. Les critères de risque minimal et de rendement des investissements se sont révélés plus que par le passé malaisément conciliables avec l'objection, visé par ailleurs, de considérer spécialement leurs incidences sectorielle, régionale et sociale, en vue du maintien ou de la création d'activités et d'emplois. Cette préoccupation a aussi conduit la S.N.I. à prêter des concours, techniques et de préfinancement, de plus en plus lourds aux pouvoirs publics pour répondre à leurs demandes de contribution à la solution de problèmes d'entreprises, de branches ou de secteurs en difficultés.

Dans quelques cas, la S.N.I. est également intervenue en propre, aux côtés de l'Etat et du secteur privé, pour soutenir des tentatives de restructuration ainsi que leur financement. Ces facteurs et la politique de support actif des investissements, rendue plus risquée par la crise, de même que la limitation stricte des demandes de garantie de l'Etat expliquent l'ampleur des réductions de valeur sur le portefeuille.

Dans l'ensemble, la politique de support aux innovations, aux régions à développer, aux entreprises petites et moyennes et aux entreprises à vocation exportatrice a porté des fruits, traduits par les données suivantes. La proportion des investissements dans les entreprises nouvelles ou récemment créées est de 51 %. La proportion des décisions relatives à des régions à développer est de 55 %. Le chiffre d'affaires de 48 % des entreprises financées par la S.N.I. ne dépasse par 200 millions de francs. Soixante-quinze pour cent des entreprises financées par la S.N.I. ont une vocation exportatrice; quarante-neuf pour cent réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Par ailleurs, les orientations et les efforts de démarrages de la nouvelle mission d'initiative économique publique dévolue à la S.N.I. par la loi du 30 mars 1976 ont été poursuivis.

Au cours de l'exercice social 1977-1978, le capital souscrit de 8 milliards de francs a été intégralement libéré. La S.N.I. au cours de ce même exercice a cédé, en tout ou en partie, 19 participations d'une valeur comptable de 108,6 millions avec une plus-value de 0,1 million. Le montant total des participations mobilisées atteint 1 132,7 millions, la plus value globale étant de 211,1 millions. Globalement, des interventions ont été décidées dans 69 entreprises pour 3 630,3 millions (dont 3 275,2 millions en actions et 355,1 millions en obligations convertibles) contre 2 024,3 millions l'exercice précédent. Les décisions exécutées concernent 49 entreprises pour

(1) Société Nationale d'Investissement - Rapport 1977/78.

un montant total de 2 365,5 millions. De ce montant, 1.934,6 millions ont été souscrits en actions et 430,9 millions en obligations convertibles, la totalité de ces derniers dans le cadre de la mission d'institut de développement. Les participations sociales se ventilent à raison de 569,2 millions au titre d'institut de développement, 128,4 millions au titre d'initiative économique publique, le reste à la demande et pour le compte des pouvoirs publics.

Dans la ligne de sa politique de diversification et de répartition des risques, la S.N.I. s'est attachée à rechercher et à accroître ses interventions dans des secteurs de biens ou de services présentant les meilleures perspectives de développement. Cependant pour des raisons d'intérêts général, régional ou social, elle a été amenée à maintenir ou à accroître, conjointement avec les pouvoirs publics, son concours à des branches plus vulnérables, comme le textile (voir le tableau de la répartition sectorielle du portefeuille de la S.N.I. en fin de ce chapitre). L'emploi procuré par les entreprises financées par la S.N.I. est revenu de 21 800 à la clôture de l'exercice 1976/77, à 19 900 à la fin de l'exercice 1977-1978.

*

* *

Investissements dans l'ensem écon

Défense natio e

(en mill ncs)

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	En p 70 19
1. Agriculture, sylviculture et pêche	8 505	9 032	7 913	8 8
2. Industries extractives	2 054	1 955	1 542	1 3
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques .	*297*	*176*	*311*	3
b) Autres industries extractives	*1 757*	*1 779*	*1 231*	1 0
3. Industries manufacturières	71 186	85 564	76 894	64 8
a) Alimentation, boissons, tabac	*9 934*	*11 221*	*9 120*	7 2
b) Textiles	*5 067*	*5 340*	*4 048*	3 0
c) Vêtements et chaussures	*1 364*	*1 214*	*827*	6
d) Bois et meubles	*3 886*	*3 957*	*2 050*	2 4
e) Papier, impression, édition	*3 535*	*4 098*	*2 061*	3 0
f) Chimie et activités connexes	*14 093*	*17 703*	*22 663*	23 7
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*3 875*	*5 920*	*4 995*	3 9
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*9 262*	*16 688*	*17 072*	9 9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*18 201*	*17 855*	*12 326*	10
j) Activités diverses n.d.a.	*1 969*	*1 568*	*1 732*	1
4. Construction	7 560	6 662	5 801	7
5. Electricité, gaz et eau	16 623	17 049	23 565	20 9
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	110 538	122 423	115 571	30 9
a) Commerce, banque et assurances	*36 357*	*36 474*	*33 184*	35
b) Immeubles d'habitation	*74 181*	*85 949*	*82 387*	95
7. Transports et communications	37 842	36 562	41 227	39
a) Transports par voie ferrée	*12 108*	*8 862*	*10 531*	13
b) Transports par route	*3 237*	*2 883*	*2 047*	2
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*10 210*	*10 458*	*12 004*	11
d) Transports aériens	*1 730*	*3 020*	*3 557*	
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*10 557*	*11 339*	*13 088*	12
8. Services	56 398	56 520	58 425	53
a) Pouvoirs publics (y compris les routes)	*33 078*	*30 039*	*31 818*	34
b) Enseignement (officiel et libre)	*12 228*	*12 906*	*14 766*	15
c) Autres	*11 092*	*13 575*	*11 841*	14
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	**310 706**	**335 767**	**330 938**	38
9. Variations de stocks	20 318	34 436	—8 681	6
a) Cheptel	*2 918*	*—64*	*—1 481*	
b) Autres stocks	*17 400*	*34 500*	*—7 200*	6
Total (de 1 à 9)	**331 024**	**370 203**	**322 257**	44
Ajustement statistique	5 823	4 178	872	2
Formation intérieure brute de capital	**336 847**	**374 381**	**323 129**	46

(a) Données adaptées aux résultats du tableau « Entrées-Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

...onomie (a)

...cs)

		A prix courants				
...976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
893	9 190	10 775	12 932	12 186	14 302	15 482
337	1 377	2 319	2 467	2 088	1 848	1 998
333	*385*	*330*	*220*	*419*	*442*	*553*
004	*992*	*1 989*	*2 247*	*1 669*	*1 406*	*1 445*
6 851	56 713	80 700	110 137	106 409	93 468	84 987
234	*8 131*	*11 202*	*14 387*	*12 718*	*10 463*	*12 252*
034	*3 318*	*5 711*	*6 793*	*5 562*	*4 285*	*4 869*
855	*716*	*1 543*	*1 575*	*1 170*	*1 249*	*1 088*
497	*2 162*	*4 404*	*5 114*	*2 896*	*3 650*	*3 298*
061	*2 775*	*4 011*	*5 266*	*2 860*	*4 292*	*4 041*
2 709	*18 214*	*16 090*	*23 196*	*31 356*	*34 527*	*27 373*
203	*3 092*	*4 335*	*7 524*	*6 821*	*4 601*	*4 626*
969	*5 570*	*10 385*	*21 156*	*23 085*	*13 868*	*8 041*
1 143	*11 597*	*20 779*	*23 096*	*17 401*	*14 843*	*17 689*
146	*1 138*	*2 240*	*2 030*	*2 540*	*1 690*	*1 710*
762	7 689	8 410	8 308	7 917	11 081	11 452
2 978	20 727	19 456	23 351	35 692	33 736	35 233
3 922	133 407	136 810	179 224	194 339	241 055	263 980
3 241	*37 113*	*42 200*	*48 700*	*49 500*	*56 400*	*63 100*
9 681	*96 294*	*94 610*	*130 524*	*144 839*	*184 655*	*200 880*
3 634	40 418	43 481	47 205	56 693	57 634	61 516
1 674	*12 779*	*13 889*	*11 660*	*14 435*	*19 597*	*19 627*
249	*2 393*	*3 432*	*3 471*	*2 881*	*3 327*	*3 745*
1 074	*12 599*	*12 231*	*14 021*	*17 077*	*16 710*	*19 428*
259	*58*	*1 923*	*3 569*	*4 481*	*572*	*326*
1 378	*12 589*	*12 006*	*14 484*	*17 819*	*17 428*	*18 390*
6 977	66 322	72 889	85 165	97 881	116 390	128 133
3 065	*33 167*	*43 369*	*46 089*	*52 999*	*62 026*	*63 579*
1 874	*16 866*	*16 120*	*19 976*	*26 082*	*30 464*	*34 654*
1 038	*16 289*	*13 400*	*19 100*	*18 800*	*23 900*	*29 900*
3 854	**335 843**	**374 840**	**468 789**	**513 205**	**569 514**	**602 781**
163	5 251	25 065	46 329	—12 836	9 760	8 717
363	*—49*	*4 465*	*29*	*— 2 136*	*460*	*—83*
800	*5 300*	*20 600*	*46 300*	*—10 700*	*9 300*	*8 800*
517	**341 094**	**399 905**	**515 118**	**500 369**	**579 274**	**611 498**
017	1 838	—149	590	— 134	—486	—1 115
534	**342 932**	**399 756**	**515 708**	**500 235**	**578 788**	**610 383**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	Total (a)
Mines et carrières	903	684	237	42	442	571	137	5 459
Energie	65	27	112	675	104	48	239	2 102
Métallurgie	5 380	5 879	2 430	2 002	37 236	17 599	2 511	167 450
Sidérurgie	*4 838*	*5 015*	*624*	*1 364*	*33 261*	*15 509*	*2 140*	*147 941*
Métaux non-ferreux	*542*	*864*	*1 805*	*639*	*3 975*	*2 090*	*372*	*19 509*
Fabrications métalliques	12 940	15 851	11 331	5 467	15 855	6 575	15 480	170 282
Industries chimiques	4 443	16 455	10 058	15 761	21 078	23 536	14 827	223 993
Chimie proprement dite	*2 256*	*11 457*	*7 082*	*11 379*	*19 342*	*18 367*	*11 198*	*152 405*
Pétrole	*864*	—	—	—	—	*2 850*	—	*28 681*
Caoutchouc	*231*	*269*	*207*	*987*	*220*	*341*	*304*	*7 484*
Papier et impression	*1 092*	*4 729*	*2 769*	*3 394*	*1 516*	*1 977*	*3 326*	*35 424*
Industries du textile et de la confection	2 696	3 748	3 760	1 878	4 045	3 820	4 607	49 030
Industrie alimentaire	2 810	7 110	5 285	4 280	4 293	5 821	6 274	54 433
Industrie du bois	1 056	2 677	2 275	1 127	2 033	2 081	2 177	19 558
Matériaux de construction, etc.	2 748	7 604	3 634	1 454	3 360	4 216	3 558	48 150
Matériaux, verre	*2 443*	*6 526*	*3 090*	*746*	*1 765*	*2 975*	*2 362*	*37 835*
Industrie de la construction	*305*	*1 078*	*544*	*708*	*1 595*	*1 241*	*1 196*	*10 315*
Divers	2 636	5 557	3 705	3 693	4 052	5 986	4 474	43 791
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*550*	*965*	*1 029*	*923*	*1 100*	*461*	*617*	*11 761*
Total ...	**35 677**	**65 593**	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**784 246**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1974	1975	1976	1977	1978		Total de 1959 à 1978	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	6 686	2 184	644	1 941	2 865	23,6	57 337	26,8
Industrie chimique, pétrole et papier	11 023	2 406	7 391	1 969	4 137	34,0	98 973	46,3
Industrie textile	710	560	616	555	151	1,2	10 117	4,7
Autres industries	5 965	4 640	1 909	4 731	5 003	41,2	47 406	22,2
Total	**24 384**	**9 790**	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**100,0**	**213 833**	**100,0**
dont :								
industrie	*22 290*	*7 236*	*8 600*	*5 877*	*7 454*	*61,3*	*182 061*	*85,1*
commerce	*1 038*	*464*	*759*	*2 395*	*2 122*	*17,5*	*12 435*	*5,8*
services	*1 056*	*2 090*	*1 201*	—	*2 580*	*21,2*	*19 337*	*9,1*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1974	1975	1976	1977	1978		Total de 1959 à 1978	
					Données absolues	%	Données absolues	%
R.F. d'Allemagne ...	321	166	1 779	234	1 030	8,5	24 235	11,3
France	4 620	3 333	385	1 430	366	3,0	22 970	10,7
Italie	180	525	2 277	36	65	0,5	3 525	1,6
Luxembourg	108	86	105	64	167	1,4	864	0,4
Pays-Bas	4 449	403	2 751	952	1 924	15,8	22 233	10,4
Grande-Bretagne ...	557	1 292	279	910	358	2,9	11 669	5,5
Danemark	35	26	8	—	21	0,2	148	0,1
Irlande	1	—	—	—	—	—	2	—
C.E.E. ...	**10 271**	**5 831**	**7 584**	**3 627**	**3 931**	**32,3**	**85 646**	**40,0**
Etats-Unis	12 316	2 732	1 783	2 674	5 140	42,3	100 136	46,8
Japon	555	17	649	320	559	4,6	3 798	1,8
Suède	243	26	109	59	41	0,3	2 505	1,2
Suisse	414	235	208	390	277	2,3	3 537	1,7
Autres pays	585	949	227	2 127	2 208	18,2	18 211	8,5
Total ...	**24 384**	**9 790**	**10 560**	**9 196**	**12 156**	**100,0**	**213 833**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1974	1975	1976	1977	1978	
					Données absolues	%
Anvers	5 985	276	1 528	952	3 165	26,1
Flandre occidentale	85	736	—	10	37	0,3
Flandre orientale	1 772	1 374	1 752	700	686	5,6
Limbourg	3 924	189	455	49	930	7,7
Brabant flamand	120	—	80	876	781	6,4
*Région flamande	*11 886*	*2 576*	*3 815*	*2 587*	*5 559*	*46,1*
Hainaut	5 163	1 964	4 254	958	1 282	10,5
Liège	3 622	1 642	24	1 806	1 248	10,3
Luxembourg	300	—	—	452	1 225	10,1
Namur	125	776	165	60	184	1,5
Brabant wallon	267	279	172	14	260	2,1
*Région wallonne	*9 477*	*4 661*	*4 615*	*3 290*	*4 199*	*34,5*
*Bruxelles-Capitale	*927*	—	*170*	—	*2 358*	*19,4*
Le Royaume ...	**22 290**	**7 236**	**8 600**	**5 877**	**12 156**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1978 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Montants	
	en millions de francs	en %
Alimentation	349,9	5,72
Textile	380,9	6,22
Industrie de la fibre de verre	88,2	1,44
Bois et plastique	116,9	1,91
Papier et imprimerie	473,2	7,73
Chimie	826,2	13,50
Métallurgie de base	674,6	11,03
Fabrications métalliques	785,5	12,84
Energie	385,4	6,30
Construction et matériaux de construction	140,8	2,30
Electricité et télécommunications	280,7	4,59
Transports	736,4	12,03
Financements spécialisés	669,5	10,94
Autres services et industries	210,8	3,45
Total ...	**6 119,0**	**100,00**

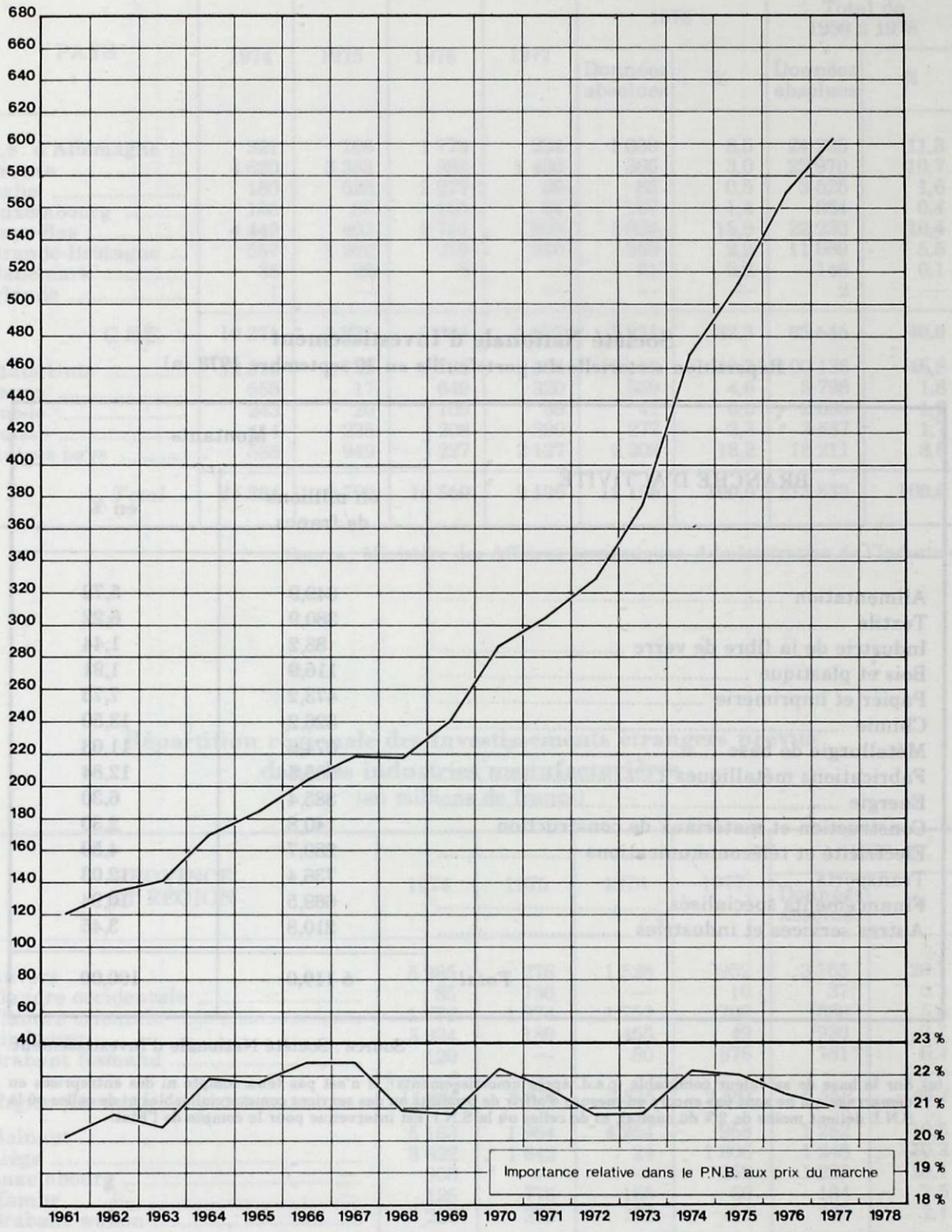
Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Sur la base de sa valeur comptable (c.a.d. après amortissements); il n'est pas tenu compte ni des entreprises en démarrage qui ne sont pas encore en mesure d'offrir de produits ou des services commercialisables ni de celles où la S.N.I. détient moins de 2 % du capital, ni de celles où la S.N.I. est intervenue pour le compte de l'Etat.

Formation intérieure brute de capital (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



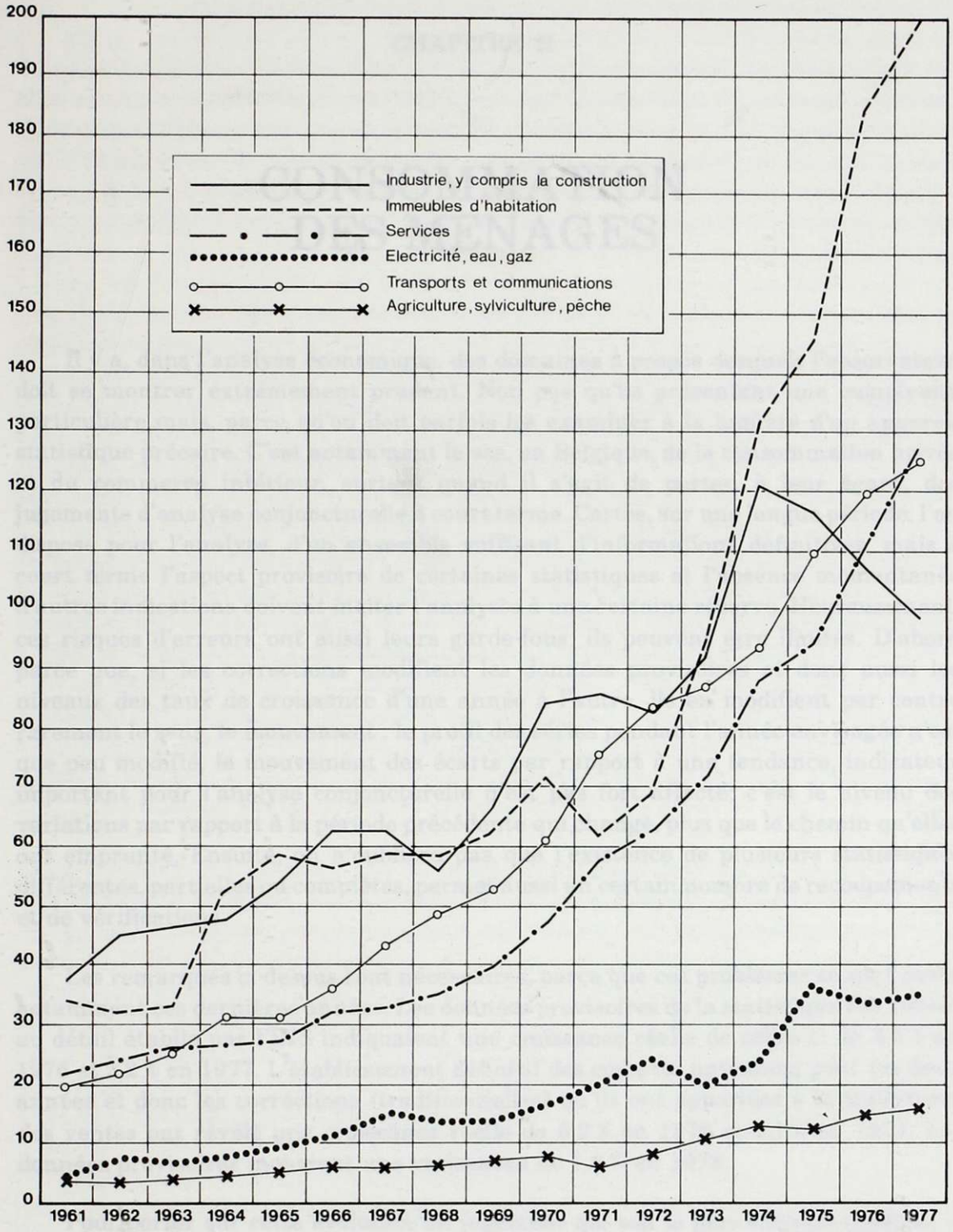
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1978 ne sont pas encore disponibles.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l' « Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.

sensible surtout au second semestre (1). Pendant l'année 1978, le taux de croissance a légèrement remonté, avant de s'affaisser une nouvelle fois au 4e trimestre. On voit donc que, sur les vingt derniers mois, soit depuis environ la mi-1977, il y a eu une détérioration sensible des ventes par rapport à la période antérieure.

Pour ce qui est de la composition interne des ventes, les choses ont bougé aussi. Les biens durables et les articles divers, après avoir été les principaux supports de la consommation privée dans la période antérieure, ont accusé un affaiblissement de leur croissance, notable pour les premiers, depuis le second semestre de 1977; la situation s'est aussi aggravée pour les ventes en textile et habillement, tandis que les ventes de produits alimentaires ont eu un effet compensateur en 1978, avec une croissance de 4 %.

Si l'enquête mensuelle de l'INS auprès des commerçants permet surtout de voir les évolutions à court terme à l'intérieur d'une période, les comptes nationaux, bien que n'ayant pas cette souplesse dans la périodicité, nous permettent cependant d'examiner plus attentivement les évolutions de postes très détaillés dans la consommation privée, ce qu'on va tenter de faire pour la période 1970-1977, et ce à prix constants bien sûr (2). La consommation de produits alimentaires a connu, pendant cette période, des variations quelque peu erratiques, assez modérées dans l'ensemble, avec des reculs en 1975 et 1977. L'enquête INS donnant 5 % pour 1978, il s'agirait là du taux de croissance le plus élevé de la période. Il faut cependant relever qu'à l'intérieur de ce poste, la consommation de boissons a constamment crû plus vite que celle de produits solides. Le tabac, lui, accuse un recul permanent depuis bientôt 5 ans. Le poste textile et chaussures a connu des hauts taux de croissance de 1970 à 1974. Il recule de 3,4 % en 1975, remonte fortement en 1976 avant de baisser en 1977 et plus fortement en 1978 (—5,8 %). Ce sont les vêtements qui déterminent l'essentiel du mouvement; les chaussures y prennent une part mineure, qui n'a d'ailleurs pratiquement pas connu, en moyenne, d'expansion pendant toute la période, caractérisée, pour ce poste, par des croissances et décroissances successives.

Les postes des articles ménagers, durables et non durables, occupent une place assez centrale dans la croissance de ces dernières années. Les biens ménagers non durables, constitués d'articles non durables proprement dits, d'articles de toilette et de peintures a montré une évolution moyenne assez solide de 1970 à 1977, avec un recul en 1975. La croissance a été très forte pour les articles non durables proprement dits, et relativement stable pour les articles de toilette, qui constituent l'essentiel du poste : mais ils ont pratiquement stagné ces trois dernières années. Les biens durables ont notablement tiré la croissance de la consommation ces dernières années. Les meubles ont connu une très forte croissance, malgré un vif recul en 1975 (—9 %) suivi de la remontée de 1976 (+18,4 %) et d'une faible croissance en 1977 (+2,4 %). C'est une extraordinaire augmentation qu'ont connue les ventes d'appareils de radio et télévision de 1970 à 1974. Depuis cette année, les premiers ont poursuivi leur ascension, plus faiblement en 1975 (+4,4 %) et vivement en 1976 (+15,6 %) et 1977 (+15,2 %) tandis que les seconds connaissent une croissance plus modérée

(1) Voir le tableau avec les données trimestrielles.

(2) Quand on parle, dans ces lignes, de l'année 1978, c'est sur base des données provisoires fournies par l'enquête auprès des commerçants.

depuis (—4,8 % en 1975, +10,1 % en 1976, —2,1 % en 1977). Dans l'enquête INS, c'est la rubrique « articles d'ameublement et de ménage » qui reflète l'évolution de ce type de biens : en 1978, cette rubrique accuse une décroissance de 0,7 %.

Enfin, les articles divers regroupent une série de biens disparates dans les comptes nationaux. Les automobiles d'abord et l'ensemble des consommations qui leur sont liées sont à remarquer. Pendant la période envisagée, ce premier poste a constamment connu des taux de croissance élevés, le plus faible atteignant 3,8 % en 1974. Des taux de +7 % en 1975, +10 % en 1976 et +5,1 % en 1977 dénotent encore la vigueur de cette évolution, malgré la quasi-stagnation des achats de voitures neuves en 1977. La régression de ceux-ci en 1978 (statistique des immatriculations) devrait contribuer à faire baisser ce taux pour cette année. Dans d'autres catégories de biens ensuite, on remarquera la très forte croissance des articles en plastique, jouets ou ménagers, de 1971 à 1976, avec un recul en 1975. De même, le poste « photos-cinémas » accuse une très forte croissance de 1973 à 1976. Pour l'année 1978, la rubrique « autres articles » de l'enquête auprès des commerçants montre une croissance de 2,6 % dont l'affaiblissement est imputable surtout à la détérioration des ventes pendant le second semestre. Il y a, dans cette rubrique, une diminution constante du taux de croissance depuis trois ans.

Si donc, d'après les données provisoires, les ventes au détail devraient s'être légèrement améliorées en 1978, cette appréciation doit recevoir une double nuance : la première, c'est que les mouvements dans la composition interne des ventes montrent un affaiblissement dans des postes qui furent des moteurs de la consommation : cela est inquiétant, et le fait que les ventes alimentaires aient contribué à maintenir le taux moyen ne doit pas masquer les choses. La seconde, c'est que depuis maintenant deux ans, la croissance des ventes au détail, composante importante dans le total de la consommation privée, se situe légèrement en-dessous du PNB. Elles n'ont donc pu, au maximum, que soutenir l'activité sans guère la stimuler.

On rappellera tout de même une dernière fois le rôle joué par les ventes de biens durables ces dernières années. La croissance des biens ménagers durables, très forte comme on l'a vu plus haut, se retrouve dans les enquêtes relatives au taux d'équipement des ménages belges en biens durables. Tous les postes qui y sont représentés accusent une évolution remarquable, et on notera plus particulièrement la croissance des téléviseurs-couleurs et des congélateurs. Enfin, on n'oubliera pas la forte croissance des immatriculations de voitures neuves pour personnes ces dernières années, soit 15 % en 1975, 8 % en 1976 et encore 2,4 % en 1977. Le recul de 1978 doit être référé à un niveau absolu élevé: mais il pourrait s'aggraver.

On trouvera, dans les tableaux, les taux de croissances déduits des données de la T.V.A. On rappellera utilement à cette occasion que chaque commerçant se déclare d'après son activité principale, alors que le chiffre d'affaire qu'il communique comprend aussi ses ventes dans d'autres rubriques; chaque rubrique du tableau comprend donc les commerçants qui y inscrivent leur activité principale, et il faut donc aussi y joindre la rubrique des grands magasins et de certains établissements de la grande distribution, qui ne pourraient pas s'inscrire exclusivement dans l'une ou l'autre rubrique : les quatre premières rubriques sont donc partiellement biaisées.

Néanmoins, on retrouve bien, dans les grandes lignes, les indications données par d'autres séries statistiques : ce sont l'alimentation (1) et les autres articles qui ont le plus contribué au soutien des ventes au détail en 1978, tandis que le textile se détériorait encore plus et que les ventes en biens durables accusent, pour la première fois, une légère récession en volume. Par ailleurs, dans l'ensemble, le profil conjoncturel de l'année 1978 se trouve vérifié, notamment l'affaissement au dernier trimestre.

Les statistiques de la T.V.A. ont aussi l'avantage de permettre l'examen de la consommation privée de services. Elle peut être cernée à travers les rubriques relatives aux secteurs de la réparation, des loisirs (« Services personnels » tels le nettoyage, la coiffure, la photo, etc...). Si l'on déflate les données de la T.V.A. par la hausse des prix relevée dans ce type d'activité, on peut se faire une idée approximative de l'évolution des « prestations » dans ce secteur. En procédant ainsi, on doit bien pronostiquer une assez faible croissance de la consommation de services en 1978. La consommation de services collectifs, tels les transports et communications n'est en valeur, que supérieure de 5 % à celle correspondante de l'année précédente. Il s'agit même donc d'un recul en « usage réel ».

Les Communautés européennes mènent, tous les trimestres, leur enquête de conjoncture auprès des consommateurs. On rappelera qu'il s'agit là avant tout d'un indicateur de perception, basé sur l'appréciation subjective des personnes interrogées. Cela n'en diminue cependant pas l'importance, dans une période où les principaux déterminants de la consommation des ménages suivent des évolutions de plus en plus aléatoires.

Un groupe des questions porte d'abord, dans l'enquête, sur des « généralités » telles la situation économique, le chômage et les prix, chacune des questions sur ces thèmes contenant un volet relatif au passé et l'autre au futur. Pour l'appréciation relative à la situation économique générale dans les douze derniers mois, on avait noté un fort moment d'optimisme à la mi-1977; depuis lors, ce mouvement a régressé pour revenir à une position stationnaire : la dégradation de la situation par rapport à l'année antérieure est toujours affirmée par une nette majorité, mais celle-ci n'a ni diminué ni augmenté. L'optimisme dans l'appréciation du futur est toujours plus élevé que les réponses favorables dans leur appréciation du passé. Mais le mouvement dans les réponses raltives à l'avenir a été identique : après une pointe favorable à la mi-1977, ce sont des appréciations de médiocrité qui sont revenues avec cependant une légère amélioration.

Les séries relatives aux prix sont sans surprises : le consommateur semble bien informé. Cela ne veut pas dire qu'il ne se trompe pas dans ses prévisions, notamment en 1977 quand on prévoyait majoritairement qu'un plancher était atteint fin 1977, opinion démentie par les faits; pour le futur, la proportion des consommateurs optimistes s'est accrue en 1978, corrélativement d'ailleurs au mouvement réel. Les appréciations sur le chômage, après avoir également connu un mouvement

(1) Aux ventes dans la rubrique « alimentation », il faudrait ajouter celles de la rubrique des grands magasins-supermarchés : ceux-ci vendent beaucoup en alimentation, et leur croissance a été forte en 1978.

d'optimisme à la mi-1977 sont devenues plus pessimistes depuis. C'est surtout le bloc des réponses formulant l'hypothèse d'un accroissement léger ou d'une stabilité du chômage, qui augmente.

En chiffres absolus, il n'y a que 5 % des réponses qui croient à une baisse du chômage, 11 % d'indécis et le solde va de la stabilité à la forte augmentation du nombre des sans emplois. Ce dernier point est naturellement important pour le comportement futur de consommation des ménages, notamment au niveau de la constitution d'encaisses de précaution.

Un deuxième groupe de questions, plus précis, porte sur la situation financière passée et future du ménage, sur l'opportunité d'achats importants et sur les possibilités d'épargne. Sur le premier point, la situation est un peu plus jugée stationnaire qu'auparavant; il reste que ce n'est qu'une toute petite minorité qui peut parler d'amélioration de sa situation financière; c'est la même chose pour les perspectives d'avenir. Quant à l'opportunité d'achats de biens durables, question importante s'il en est, on constate un accroissement sensible de l'indécision en 1978, que ce soit à travers les réponses « je ne sais pas » ou à travers celles qui estiment que le moment n'est ni favorable ni défavorable, ce qui peut revenir finalement au même. Une proportion identique et toujours importante de réponses estiment important d'épargner, avec un léger accroissement des réponses positives. La proportion de gens qui pensent pouvoir concrétiser ce souhait en mettant de l'argent de côté reste naturellement considérablement plus basse et n'a guère varié tout au long de 1978, ce dernier phénomène étant à mettre en rapport avec l'appréciation de stabilité quant à la situation financière des ménages.

Tous ces résultats sont agrégés par l'indicateur représenté graphiquement plus loin. On y voit assez clairement cette stabilité générale dans les réponses en 1978, après un pic à la mi-1977 suivi d'un retour à des appréciations plus médiocres.

Le pouvoir d'achat effectif ne devrait guère avoir connu d'évolution favorable en 1978, tout comme les années précédentes. La modération salariale s'est poursuivie; la croissance nominale des salaires dans l'industrie est faible, cette année, au regard du passé : elle est d'ailleurs, de plus, probablement surestimée, car la diminution des effectifs dans l'industrie atteint principalement l'emploi le moins qualifié et le meilleur marché, et a donc aussi provoqué une augmentation purement statistique du gain horaire moyen. La croissance réelle, compte tenu de l'inflation des prix, devrait donc avoir été assez limitée. Au surplus, la masse salariale totale dépend du nombre d'heures prestées et sa progression, à cet égard, a été minime. Enfin, on tiendra compte de la pression fiscale et, en particulier, de la double imposition communale en 1978. Le revenu disponible en a donc pâti.

Le taux d'épargne moyen se maintient à un niveau élevé. Non seulement il doit être lié aux importants remboursements des vagues d'achats de biens durables et de logements des années précédentes, mais en plus il est stimulé par le désir de constituer des encaisses de précaution. Si l'on considère qu'il s'agit là d'un taux moyen, qui agrège des réalités différentes, on peut supposer que, s'il y a des milieux qui mangent leur épargne, d'autres plus aisés accroissent aussi leurs encaisses de précaution, la crainte du chômage se répandant dans plusieurs couches sociales.

Dans un autre sens, plusieurs facteurs peuvent soutenir la consommation jusqu'à un certain point. La présence toujours importante de secteurs « abrités » dans l'économie joue un rôle à cet égard; cependant, ce soutien trouve ses limites dans les freins que constituent, à terme, d'une part le risque que des phénomènes de rationalisation atteignent aussi des secteurs que l'on dit « abrités » et, d'autre part, les problèmes de finances publiques, sur lesquelles repose notamment l'expansion du secteur tertiaire public. L'évolution de la structure démographique, caractérisée notamment par un élargissement prochain de la classe d'âge de 20 à 34 ans, pourrait soutenir la consommation de biens durables, pour autant que les problèmes d'emploi ne s'amplifient pas outre mesure, sinon la demande additionnelle pourrait bien n'être guère solvable, ce qui reste une exigence dans notre système économique. Enfin, il faut tenir compte de l'apparition et de l'expansion possible de certaines formes d'économie « parallèles », insaisissables dans les chiffres officiels de services et de revenus, qui doivent bien se retrouver quelque part au niveau de la demande.

*

* *

Ventes à la consommation (a)

Indices par secteur et par catégorie d'articles

(moyenne mensuelle 1970 = 100)

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Grands magasins :				
Indice général	**170**	**189**	**205**	**219**
Alimentation	*171*	*193*	*209*	*218*
périssable	166	190	204	213
non-périssable	193	215	235	249
restaurant	114	129	134	133
Textile et articles d'habillement	*142*	*148*	*158*	*171*
aunages	60	47	44	38
dessus hommes et garçonnets	124	136	149	162
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	130	155	162	179
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	156	154	166	180
mercerie, rubans, patrons	129	142	147	159
chaussures, pantoufles	197	191	203	231
articles divers de parure	125	127	130	132
Ameublement	*161*	*180*	*188*	*188*
textiles	181	202	219	225
meubles, lustrerie, ornementation	144	161	161	157
Ménage	*162*	*166*	*171*	*175*
articles de ménage	168	170	179	187
appareils ménagers et électroménagers	153	160	159	155
Tabacs, articles pour fumeurs	*229*	*272*	*310*	*329*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*170*	*187*	*204*	*218*
librairie	238	299	337	377
papeterie	148	148	154	161
articles de photographie et de cinématographie	186	233	264	277
Parfumerie, toilette	*174*	*196*	*214*	*232*
Jeux, jouets, sports, voyages	*343*	*459*	*557*	*642*

DÉSIGNATION	1975	1976	1977	1978
Ventes en libre service :				
Indice général	**264**	**308**	**354**	**384**
Ventes en supermarchés	*277*	*321*	*371*	*402*
petites et moyennes entreprises de supermarchés	217	236	254	260
supermarchés des grandes entreprises de distribution	308	368	436	482
alimentation périssable	276	320	364	395
alimentation non périssable et produits divers	279	323	376	407
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*201*	*244*	*275*	*302*
Coopératives de consommation :				
Indice général	**98**	**98**	**93**	**85**
Boulangerie	*100*	*102*	*101*	*97*
Alimentation (sauf boulangerie)	*93*	*88*	*80*	*73*
Habillement	*83*	*90*	*81*	*56*
Ameublement	*38*	*38*	*36*	*26*
Articles de ménage	*87*	*92*	*87*	*62*
Tabacs	*118*	*121*	*112*	*100*
Librairie-papeterie	—	—	—	—
Parfumerie, articles de luxe	*45*	*41*	*33*	*27*
Restaurant, tea-room	*46*	*39*	*35*	*32*
Divers	*140*	*151*	*155*	*164*
Entreprises à succursales :				
Indice général	**225**	**264**	**302**	**331**
Alimentation générale	*259*	*317*	*367*	*408*
Produits non alimentaires	*170*	*182*	*202*	*213*

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Source : Institut National de Statistique.

Evolution par rubrique et en quantité des ventes au détail en 1978 (a)

(en %)

MOIS	Alimentation		Textiles et habillement		Articles d'ameublement et de ménage		Autres articles		Total des ventes au détail	
	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)	(b)	(c)
Janvier	1,3	—0,8	— 3,4	—1,9	—5,8	3,5	2,9	5,2	0,0	0,8
Février	3,9	—0,6	— 7,4	—2,2	1,4	3,1	8,8	5,6	3,3	0,9
Mars	4,5	—0,2	— 0,2	—2,4	0,0	2,6	2,0	4,9	2,8	0,9
Avril	—1,7	—0,4	— 7,9	—2,8	—1,6	1,9	1,1	4,4	—1,4	0,6
Mai	6,2	+0,3	—11,9	—3,8	6,1	1,9	4,3	4,2	2,9	0,7
Juin	7,8	1,3	— 2,7	—3,6	2,1	1,3	3,9	3,8	4,2	1,0
Juillet	2,6	2,0	—11,5	—4,5	0,1	1,4	4,9	4,0	0,8	1,4
Août	6,5	2,5	— 7,6	—5,2	—1,1	1,0	0,5	3,6	2,4	1,6
Septembre	5,4	3,0	1,2	—4,9	—1,4	0,8	0,3	3,1	2,9	1,7
Octobre	2,3	3,2	— 4,8	—4,9	1,0	0,9	1,2	2,9	1,4	1,8
Novembre	5,2	3,6	— 4,5	—5,0	—0,4	0,7	2,9	2,7	3,0	1,9
Décembre	3,6	3,9	— 8,3	—5,8	—5,8	—0,7	—0,1	2,6	—0,6	1,8

(a) Ces taux sont calculés sur base de séries des quantités, obtenues en déflatant les séries en valeur par les indices de prix correspondant. Données provisoires.
(b) Evolution par rapport au mois correspondant de l'année précédente.
(c) Evolution de la moyenne mobile sur 12 mois.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail (a)

(données trimestrielles - en %)

DÉSIGNATION	1976				1977				1978 (c)				1976	1977	1978 (c)
	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.			
Total en quantité	6,1	6,3	7,9	4,7	2,4	1,4	—0,8	0,9	2,1	1,9	2,0	1,1	6,2	1,0	1,8
Total en valeur	16,6	16,2	16,6	12,5	8,9	7,5	4,4	5,4	6,1	4,5	4,0	2,9	15,4	6,5	4,3
Alimentation (quantité) (b)	0,8	3,2	3,0	1,6	0,4	—2,2	—2,0	0,1	3,3	4,1	4,9	3,7	2,2	—0,9	4,0
Textile et habillement (quantité)	7,0	11,5	9,7	4,6	—0,6	—3,1	0,2	—3,0	—3,3	—7,7	—5,6	—6,1	8,1	—1,8	—5,8
Ameublement et ménage (quantité)	10,7	8,8	11,8	9,9	5,9	7,1	1,7	2,9	—1,4	1,9	—0,8	—2,2	10,3	4,3	—0,7
Autres articles (quantité)	8,7	8,5	8,5	7,1	7,6	7,3	4,8	3,1	4,4	3,1	1,8	1,2	8,2	5,7	2,6

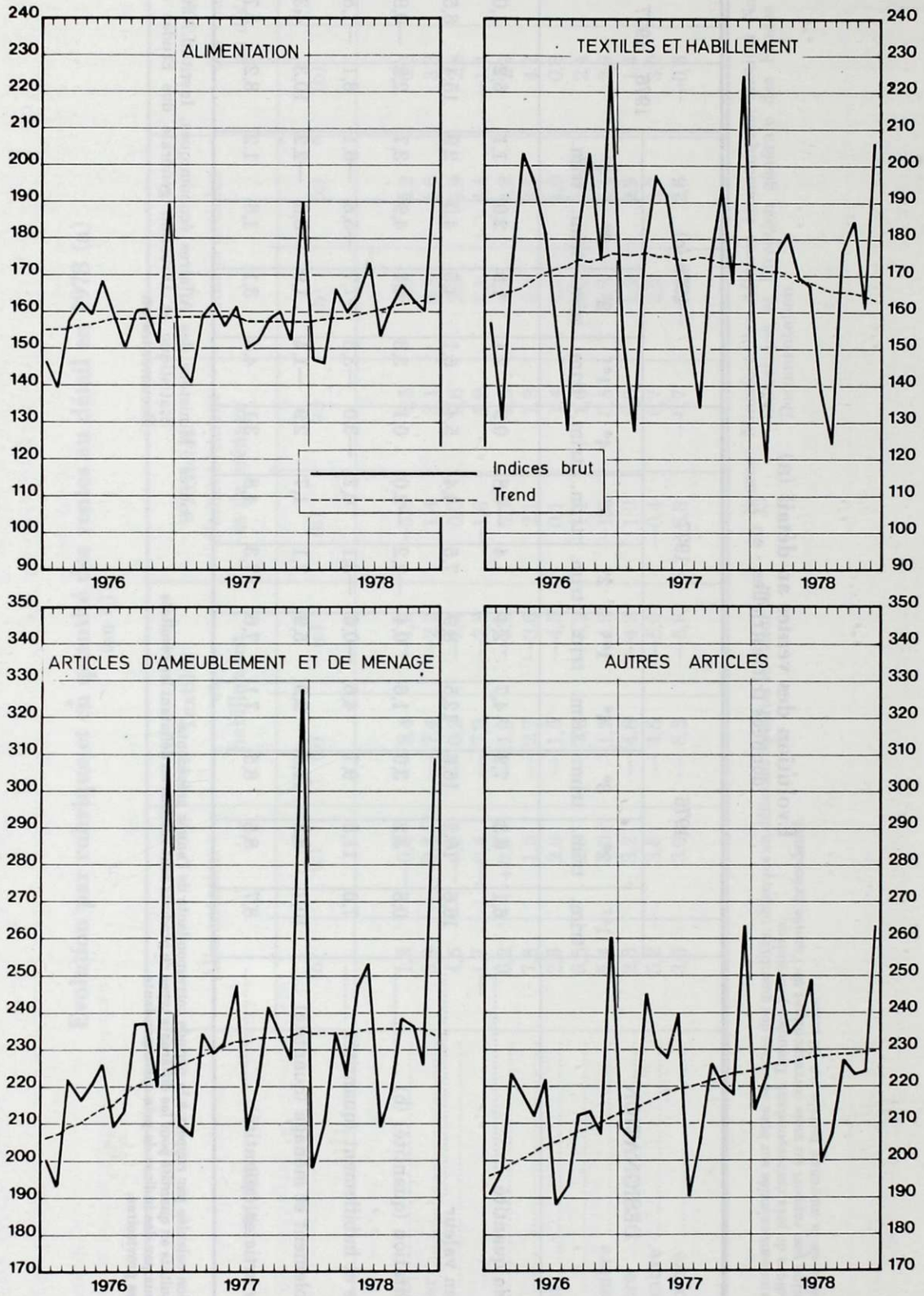
(a) Evolution calculée par rapport à la période correspondante de l'année précédente.
(b) Les résultats en quantité pour les différents types de produits sont obtenus en déflatant les résultats en valeur par des indices de prix correspondants.
(c) Données provisoires.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des ventes au détail

Répartition par type d'articles

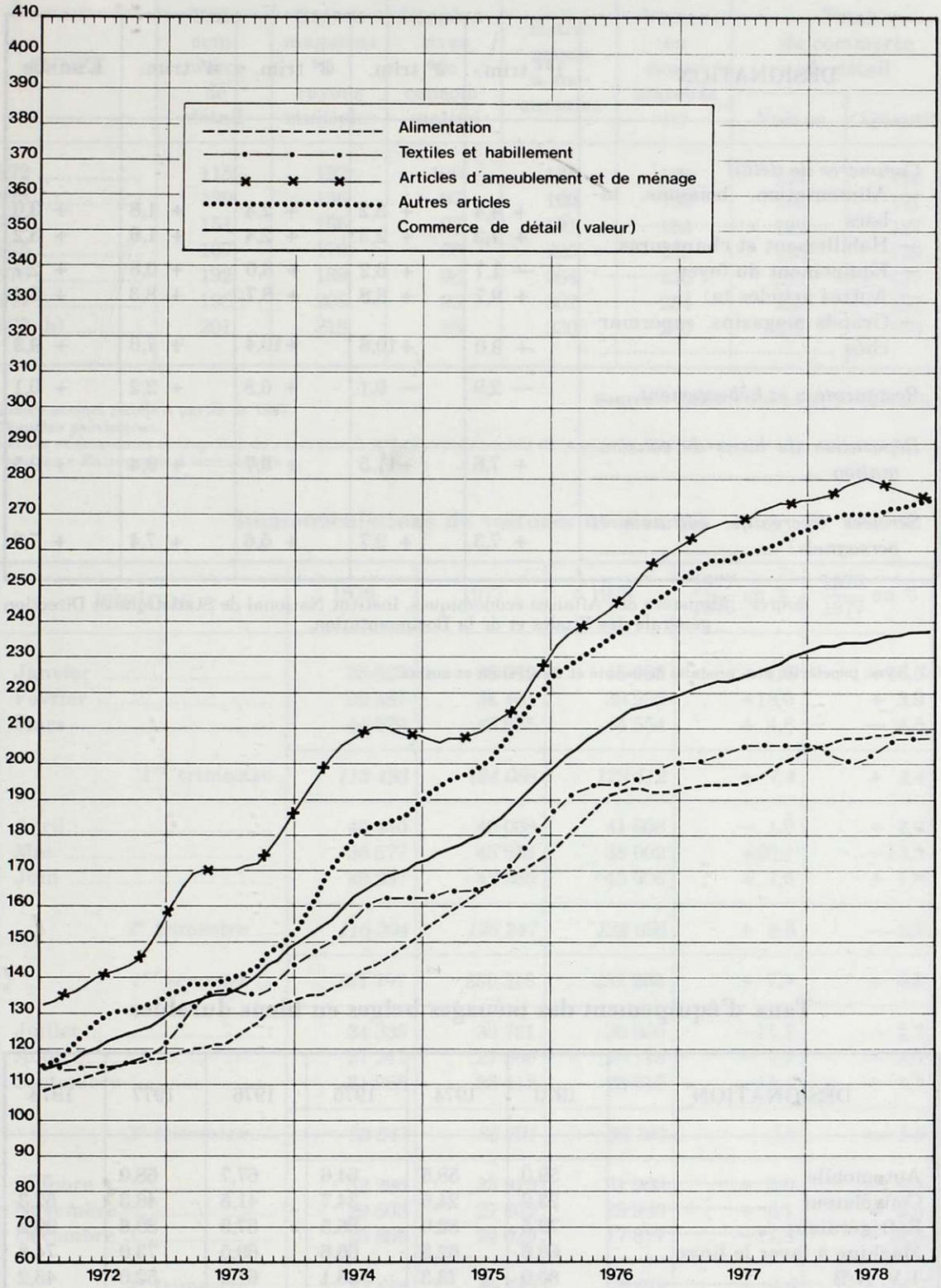
(indices des quantités)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail

Répartition par type de biens — indices en valeur
(données désaisonnalisées et lissées — 1970=100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution, en valeurs, des chiffres d'affaires du commerce de détail d'après les données de la T.V.A. en 1978

(en % par rapport à l'année précédente)

DÉSIGNATION	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	L'année
Commerce de détail					
— Alimentation, boissons, tabacs	+ 4,4	+ 3,2	+ 2,4	+ 1,8	+ 3,0
— Habillement et chaussures	+ 7,3	+ 2,3	+ 2,4	+ 1,6	+ 3,2
— Equipement du foyer	— 1,7	+ 6,2	+ 3,0	+ 0,8	+ 2,7
— Autres articles (a)	+ 9,7	+ 6,8	+ 8,7	+ 8,3	+ 8,4
— Grands magasins, supermarchés	+ 9,0	+10,6	+10,4	+ 7,6	+ 9,3
Restauration et hébergement	— 2,9	— 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,1
Réparation de biens de consommation	+ 7,6	+11,5	+ 9,7	+ 9,4	+ 9,5
Services (récréatifs, culturels et personnels)	+ 7,3	+ 9,7	+ 5,6	+ 7,4	+ 7,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Livre, papeteries etc., produits de beauté et d'entretien et autres.

Taux d'équipement des ménages belges en biens durables

DÉSIGNATION	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Automobile	59,0	58,5	64,6	67,7	68,0	—
Congélateur	23,2	24,6	34,7	41,5	46,3	52,3
Réfrigérateur	79,5	82,0	86,5	87,9	89,6	90,2
Machine à laver le linge	63,6	62,5	66,6	69,5	73,0	74,8
T.V. N/B	80,0	73,3	68,1	61,9	52,0	45,2
T.V. Couleur	7,6	14,7	23,0	31,6	41,6	49,8
Machine à laver la vaisselle	6,2	6,3	10,0	10,9	11,2	14,1

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation (a)

(1970 = 100)

ANNÉE	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Entreprises à succursales	Ventes en supermarchés (c)	Total du commerce de détail	
						Valeur	Quantité
1972	115	122	100	138	129	121	112
1973	129	136	97	160	155	138	121
1974	151	156	97	191	184	162	127
1975	167	170	98	225	218	183	129
1976	192	189	98	264	236	211	137
1977	196	205	93	302	254	225	138
1978 (b)	201	218	85	330	260	235	140

Source : Institut National de Statistique.

(a) Indice annuel publié à partir de 1967.
(b) Données provisoires.
(c) Petites et moyennes entreprises de supermarchés. Les supermarchés de la grande distribution ne sont pas compris ici, mais dans les « Entreprises à succursales ».

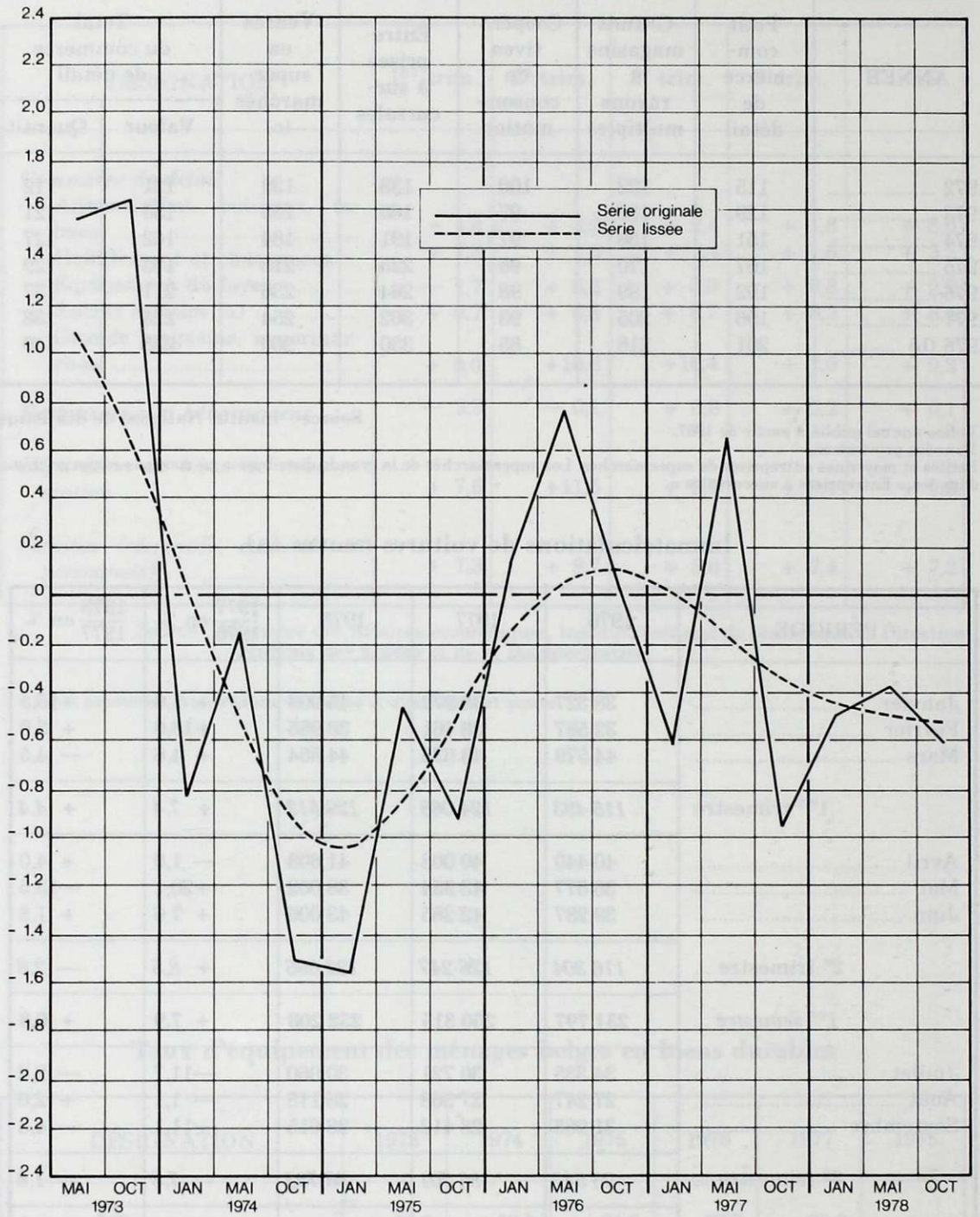
Immatriculations de voitures neuves (a)

PÉRIODE	1976	1977	1978	$\frac{1977}{1976}$ en %	$\frac{1978}{1977}$ en %
Janvier	38 327	38 972	45 003	+ 1,6	+15,5
Février	32 587	38 461	39 955	+18,0	+ 3,9
Mars	44 579	46 635	44 554	+ 4,6	— 4,5
1er trimestre	*115 493*	*124 068*	*129 512*	*+ 7,4*	*+ 4,4*
Avril	40 440	40 008	41 608	— 1,0	+ 4,0
Mai	36 577	43 954	38 002	+20,1	—13,5
Juin	39 287	42 285	43 006	+ 7,6	+ 1,8
2e trimestre	*116 304*	*126 247*	*122 696*	*+ 8,5*	*— 2,8*
1er semestre	**231 797**	**250 315**	**252 208**	**+ 7,9**	**+ 0,8**
Juillet	34 335	30 721	30 060	—11,7	— 2,2
Août	27 247	27 568	28 118	— 1,1	+ 2,0
Septembre	31 965	28 412	28 615	—11,1	— 4,3
3e trimestre	*93 547*	*86 701*	*86 793*	*— 7,8*	*— 1,6*
Octobre	32 296	33 913	31 906	+ 5,0	— 6,5
Novembre	29 503	27 802	28 935	+ 6,1	+ 3,5
Décembre	25 856	22 029	17 817	—17,3	—19,8
4e trimestre	*87 655*	*83 744*	*78 658*	*— 4,6*	*— 6,7*
2e semestre	**181 202**	**170 445**	**165 451**	**— 6,3**	**— 4,1**
L'année	**412 999**	**420 760**	**417 659**	**+ 1,8**	**— 1,2**

Sources : Ministère des Communications, Service de la Circulation Routière.
Institut National de Statistique.

(a) Non compris les véhicules en transit.

Evolution de l'indicateur global de perception de la conjoncture chez les consommateurs
(série standardisée)



Sources : Communauté Economique Européenne.
Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	10 467	10 743	10 362	3 655	4 773	4 392	8,6	10,9	9,7
Matériel agricole et tracteurs agricoles	2 071	2 568	3 039	594	715	598	1,4	1,6	1,3
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	217 827	200 494	195 014	23 217	23 890	25 580	55,0	54,7	56,9
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	17 083	13 576	10 899	419	391	371	1,0	0,8	0,8
Textiles, fourrures, vêtements	341 294	312 172	280 202	548	469	399	1,3	1,0	0,8
Livres	162 163	132 313	127 632	540	494	631	1,3	1,1	1,4
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	13 038	12 489	13 102	3 621	3 837	4 324	8,6	8,7	9,6
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	1 024 045	991 323	873 648	9 593	9 021	8 324	22,7	20,6	18,5
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	2 874	1 781	2 104	55	63	63	0,1	0,1	0,1
Total	**1 790 862**	**1 681 631**	**1 516 002**	**42 242**	**43 656**	**44 878**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Crédits annuels accordés

SYSTEME DE FINANCEMENT	1977			1978		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	934 060	11 154	25,5	779 959	10 703	23,8
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	172 337	17 779	40,7	154 157	18 411	41,0
— d'organismes de financement ou de particuliers	571 062	14 722	33,7	581 886	15 765	35,2
Total ...	**1 677 459**	**43 656**	**100,0**	**1 516 002**	**44 878**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament
Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTEME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus (a)			
	1977	1978	1977		1978	
			Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	760 506	740 454	26 648	42	23 083	58,9
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	321 683	320 440	3 726	6	3 925	10,0
— d'organismes de financement ou de particuliers	391 037	427 210	32 419	52	12 155	30,1
Total ...	**1 473 406**	**1 488 104**	**62 753**	**100**	**39 163**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit du total des débiteurs, inclus dans la situation au 30 juin, et pour lesquels, au cours du semestre suivant, a été constaté un retard atteignant ou excédant les 3 termes échus ou dont le dossier a été transmis aux Services du Contentieux ou à l'assurance crédit.

Prêts personnels
Crédits accordés par semestre

SYSTEME DE FINANCEMENT	2e semestre 1977			1er semestre 1978			2e semestre 1978		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	223 470	24 193	71,0	146 895	16 377	58,6	256 838	28 295	71,8
Organismes de financements et particuliers	94 637	9 859	39,0	105 966	11 566	41,4	101 022	11 123	28,2
Total ...	**318 107**	**34 052**	**100,0**	**252 861**	**27 943**	**100,0**	**387 860**	**39 418**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers
Répartition d'après le nombre de contrats, leur valeur et leur terme

TERME	Nombre de contrats									
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F		de 150 001 F et plus (a)	
	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978	1977	1978
jusqu'à 12 mois	1 065	1 098	15 167	10 235	97 549	73 572	97 278	80 123	23 149	21 248
de 13 à 24 mois	39	—	128	5	42 300	19 731	101 672	64 309	6 264	4 118
25 mois et plus	—	—	1	—	91	18	83 138	40 614	63 651	42 789
Total ...	**1 104**	**1 098**	**15 296**	**10 240**	**139 940**	**93 321**	**282 088**	**185 046**	**93 064**	**68 155**

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir du 1er semestre 1973 la limite de 150 000 F, applicable aux prêts personnels, a été supprimée. Depuis l'année 1973 tous les prêts personnels, sans exception, sont donc repris dans la statistique.

SIXIEME PARTIE

APERÇU DE L'EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS

Cette partie livre quelques considérations sur l'évolution économique des trois régions du pays, c'est-à-dire, Bruxelles, la Flandre et la Wallonie.

Certaines données régionales ne sont disponibles qu'avec retard; quelques-unes d'entre-elles sont reprises dans les différentes sections considérées — essentiellement celles concernant la comptabilité régionale et les dépenses d'investissements — et constituent donc une information dont l'intérêt n'est pas uniquement historique puisque permettant d'observer sur quelles bases se développe la conjoncture.

SECTION I. — BRUXELLES

§ 1. — ELEMENTS DE STRUCTURE

1. — *Produit régional brut.*

Le produit intérieur brut au coût des facteurs de la région de Bruxelles s'élevait à 378,3 milliards de francs en 1976; il représente 16,1 % de celui du Royaume, proportion assez constante depuis 1970. Le produit par habitant à prix courants atteint 361 500 francs ce qui le place à l'indice 151,1 par rapport au pays; cet indice est descendu sous le cap des 150 entre 1972 et 1974; hormis cette période et depuis 1970, il est au-dessus de ce niveau.

Le produit global aux prix de 1970 se chiffre à 216,7 milliards de francs pour 1976; ce montant est identique à celui de 1975, lui-même en recul de 2,3 % par rapport à 1974. En 1972, 1973 et 1974, le taux de croissance de cette grandeur par rapport à l'année précédente, a dépassé 3,5 %. L'accroissement moyen entre 1970 et 1976 s'établit à 2 % contre 4,1 pour le Royaume. Depuis 1970, la région a connu des taux de croissance inférieurs à ceux du pays et des autres régions mais par contre, lors du recul généralisé de 1975, ce dernier fut moins prononcé dans la capitale qu'ailleurs.

La répartition du produit global à prix courants en fonction des branches d'activité permet de constater la perte continue d'importance relative des industries manufacturières en sept ans (de 19,7 % du P.R.B. en 1970 à 15,9 % en 1976) qui se produit d'ailleurs aussi au niveau du pays (de 33,2 % à 29,7 %). La plupart des secteurs ont contribué à ce fléchissement, mais principalement le papier et l'édition, les fabrications métalliques et l'industrie chimique.

Après avoir fléchi entre 1971 et 1975, le secteur des commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation a retrouvé en 1976 son niveau de 1970; un phénomène semblable s'est produit pour le royaume, mais il fut moins marqué. Les services financiers et assurances, par leur poussée continue vers le haut, ont contrebalancé la perte de vitesse du secteur commerce qui a reculé jusqu'en 1975 pour se redresser par la suite et celle des immeubles d'habitation.

Le secteur des transports et communications maintient ses positions durant la période entière tandis que celui des services les améliore sensiblement malgré un léger retrait en 1974. L'agriculture, la sylviculture et la pêche ainsi que les industries extractives sont pratiquement inexistantes dans la région tout comme, depuis 1975, la sidérurgie et les métaux non ferreux.

2. — *Dépenses d'investissement.*

Les dépenses d'investissement des établissements en activité, qui représentaient dans la région 9,7 % de celles effectuées dans le Royaume en 1964, ne forment plus que 5,5 % de ce total en 1976; cette année-là, elles atteignaient un montant de 4 789 millions de francs. Ces dépenses mises sous forme d'indice, l'on constate que celui relatif à Bruxelles, qui était le plus élevé en 1965, est actuellement le plus faible des trois régions (135,2 en 1976 contre 238,8 pour le Royaume).

La part de la région dans le total des investissements des établissements nouveaux n'atteint pas 1 % du total du Royaume depuis de longues années. Un pourcentage aussi désastreux traduit le déclin économique d'une région qui fut l'une des plus prospères du pays.

L'ordre décroissant des principales industries qui en 1976 ont réalisé la plus grande partie des investissements est le suivant (entre parenthèses figurent les chiffres du Royaume) :

— industrie de la construction : 29,6 % (8,7 %);
— industries chimiques, caoutchouc et raffinage de pétrole : 20,8 % (28,0 %);
— industries métallurgiques : 20,0 % (32,2 %);
— industrie de l'impression : 10,5 % (1,4 %).

Par personne occupée, les dépenses d'investissements ont augmenté à Bruxelles de 34 900 francs en 1972 à 44 400 francs en 1976 en passant par un sommet de 48 000 francs en 1974. Pour le Royaume, l'on observe 60 900 francs en 1972, 89 500 francs en 1974 et 85 000 francs en 1976.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

L'indice (corrigé pour la longueur du mois) de la production industrielle sans la construction a augmenté, en 1978, en moyenne de 4,6 % dans la région alors qu'il ne croissait que de 2,0 % au niveau national. La hausse s'est accélérée au fil de l'année puisque, comparée au trimestre correspondant de 1977, elle s'élevait à 3,6 % durant

les trois premiers mois de 1978, pour reculer à 1,7 % les trois mois suivants mais se redressait durant les deux derniers trimestres (+5,2 % et +9,0 % respectivement). La croissance ainsi enregistrée a été supérieure à celle qu'a connue le Royaume. Il convient de remarquer que le sommet que cet indice avait atteint durant le quatrième trimestre de 1974 (123,0) reste toujours très éloigné des performances réalisées actuellement puisque l'indice trimestriel le plus favorable ne s'élève qu'à 115,4 (quatrième trimestre). Si l'on inclut la construction à cet indice, les résultats apparaissent moins favorables puisque la hausse s'établit sur l'année à 0,4 % seulement (0,3 % pour le Royaume). Une croissance négative a été notée pour le premier semestre (—1,9 %) suivie par un redressement mesuré durant le second (+3,0 %).

Ainsi la construction est-elle responsable de la modeste hausse de la production industrielle tant régionale que nationale. Ce secteur a vu sa production diminuer à Bruxelles de 11,7 % durant le premier semestre (par rapport à celui correspondant de 1977) et de 4,9 % durant le second. En moyenne sur l'année entière, la baisse s'établit à 8,5 %.

La production dans les industries manufacturières a haussé de 4,2 % en moyenne en 1978 (+2,9 % pour le pays). Entamé déjà dans le courant du dernier trimestre de 1977, cet accroissement s'est amplifié durant l'année entière. Malgré un ralentissement au premier trimestre, la hausse de 3,7 % sur l'année dans les industries alimentaires et la boisson cache dans une large mesure le fait qu'elle s'est surtout développée au milieu de 1978, et particulkèrement au cours du deuxième trimestre, et qu'un net ralentissement est apparu vers la fin de l'année. L'industrie du tabac a diminué sensiblement son activité en 1978. La production dans l'industrie textile a évolué favorablement (+5,6 % en 1978; après la forte hausse enregistrée à la fin de 1977 et malgré un creux au début de l'année, l'activité dans ce secteur s'est considérablement redressée entre les mois d'avril et juin (+24,2 % par rapport à la période correspondante de 1977) pour s'épuiser quelque peu durant les deux derniers trimestres; cette évolution a été plus favorable dans la région que dans le pays.

L'industrie du vêtement et de la chaussure a augmenté globalement sa production de 3,5 % en 1978, mais cette croissance s'est manifestée au cours des premier (+25,7 %) et troisième trimestres (+6,1 %); des reculs de la production ont été enregistrés durant les autres périodes de l'année, ce qui contraste avec l'évolution dans le pays, la production ayant reculé durant la première moitié de 1978 pour se redresser ensuite.

La production dans l'industrie du bois a stagné durant l'année écoulée; elle a poursuivi son recul de la dernière moitié de 1977 durant une partie de 1978 pour se redresser par la suite mais elle s'est effritée à nouveau pendant le dernier trimestre. L'industrie du papier et du carton a augmenté sa production de 19 %. La croissance a été très importante pendant la majeure partie de l'année, mais a ralenti quelque peu au cours des trois derniers mois. Pour le Royaume, la hausse n'a pas été aussi grande et s'est concentrée vers la fin de l'année.

La hausse de 11,5 % de l'industrie chimique et du caoutchouc est due à la sensible augmentation pendant la deuxième moitié de 1978, un faible recul étant noté pour la

première partie. Cette croissance est supérieure à celle qu'a connue le pays. Le recul de 15,7 % de l'industrie des minéraux non métalliques, important déjà durant les six premiers mois de 1978, s'est accentué au cours du troisième trimestre pour s'atténuer légèrement par la suite; en tout état de cause, il est plus important que celui rencontré par le secteur dans le pays. La métallurgie de base régresse également (—3,5 %), mais la chute tend à s'amortir à la fin de l'année; à noter qu'au niveau du pays, une hausse de 7,9 % s'est produite dans cette industrie.

Les fabrications métalliques (+3,3 %) poursuivaient leur hausse en fin d'année après un recul modéré durant le troisième trimestre. Pour le Royaume, cette industrie n'a accru sa production que de 0,8 %. Cependant, les ouvrages en métaux non mécaniques fléchissaient de 7,1 %, perte de production se manifestant davantage vers la fin de l'année. Les machines non électriques et la fine mécanique stagnent (—0,3 %) sur l'année entière, ainsi que les machines et appareils électriques (+0,7 %), celles-ci ayant néanmoins considérablement décrû au cours du troisième trimestre après avoir haussé dans une mesure identique durant les trois mois précédents. Le matériel de transport soutient par sa croissance (+13,3 %) l'ensemble du secteur des fabrications métalliques; la hausse a été soutenue l'année durant, mais davantage encore vers la fin.

La production d'électricité a diminué de 7,5 %; cette baisse est causée par un recul de 38,8 % au cours du second trimestre; durant les autres trimestres, une hausse modérée peut être notée. La distribution d'eau a augmenté de 11,7 %, les points importants de croissance se situant au cours des premiers et troisième trimestres.

L'activité industrielle dans la région de Bruxelles a connu des taux de croissance généralement supérieurs à ceux du Royaume; le redressement d'activité a donc été relativement plus prononcé dans la capitale. Il ne faut cependant pas oublier que l'indice de la production industrielle du Royaume dépasse de 11,4 % celui de la région. Si l'écart s'est légèrement réduit par rapport à ce qu'il était en 1977, le malaise persiste.

Plusieurs facteurs expliquent la médiocrité des résultats de la production dans la région. Il convient entre autres de signaler que :

— la région bruxelloise, limitée aux dix-neuf communes, est ainsi privée de sa zone économique naturelle;

— le territoire bruxellois est presque entièrement bâti et l'affectation du sol bloquée, ce qui rend difficile l'expansion des industries en croissance qui préfèrent souvent émigrer dans d'autres régions;

— la délocation est tentante pour des entreprises en difficulté; cette solution permet souvent de faire face aux dettes en libérant des capitaux immobilisés (prix élevé du terrain).

Bref, de nombreuses entraves aussi bien administratives qu'économiques rendent difficiles le maintien et plus encore l'implantation d'entreprises d'une certaine taille dans la capitale, ce qui rejaillit sur le niveau de sa production.

§ 3. — EMPLOI ET CHOMAGE

Le chômage complet (toutes catégories), à Bruxelles, se distingue par trois caractéristiques principales de celui du pays :

— il augmente plus rapidement dans la capitale qu'ailleurs; la différence entre le taux de croissance régional (+6,8 % en 1978) et national (+5,6 %) illustre bien la détérioration apparue à Bruxelles, depuis un certain temps déjà, dans ce domaine;

— il touche davantage les hommes que les femmes; en 1978, le nombre de chômeurs a crû de 11,7 % dans la région et de 2,4 % seulement dans le pays alors que celui des chômeuses augmentait de 2,4 % et 8,0 % respectivement;

— il présente, dans la région, une structure différente de celle du Royaume; pour 1 000 chômeurs en Belgique, l'on compte 415 hommes et 585 femmes alors que pour un même nombre à Bruxelles, la proportion s'établit à 513 hommes et 487 femmes.

D'autres divergences peuvent également être signalées. Ainsi, le chômage des jeunes, bien que relativement moins important dans la région que dans le pays, augmente plus rapidement dans la capitale qu'ailleurs. Cette remarque vaut uniquement pour les hommes : leur nombre a augmenté de 17,8 % en 1978 à Bruxelles alors qu'il ne croissait que de 6,8 % dans le pays. Une constatation identique peut être effectuée pour les chômeurs âgés de 25 à 50 ans. Pour ceux dont l'âge dépasse cette dernière borne, une baisse est enregistrée aussi bien dans la capitale que dans le pays, mais son ampleur est moindre dans la première, sauf en ce qui concerne les femmes.

Au 30 mars 1978, la répartition des travailleurs en ouvriers et employés, assujettis à la sécurité sociale, s'écartait à Bruxelles de la structure qu'elle avait dans les autres régions du pays. En effet, 28,2 % seulement du total des travailleurs appartenaient à la catégorie des ouvriers à Bruxelles alors que cette part dépasse les 50 % dans les deux autres régions et l'avoisine au niveau du pays; la région influence nettement donc la répartition totale. Entre le 31 mars 1977 et le 31 mars 1978, le nombre de ces travailleurs a légèrement décru dans le Royaume tandis qu'il restait stable à Bruxelles. Dans la région et durant la même période, le nombre de ces travailleurs a augmenté dans les services tels que les transports et communications (+1,5 %), les institutions de crédits, assurances et services aux entreprises (+3,4 %) et les autres services (+4,1 %) mais a diminué pour le commerce, le secteur horeca et les réparations (—3,8 %). Une hausse est également enregistrée pour l'industrie transformatrice des métaux et la mécanique de précision (+1,8 %) alors qu'une baisse doit être signalée pour les autres industries manufacturières (—7,0 %) et en particulier pour l'industrie du cuir (—17,2 %) et celle du caoutchouc (—45,8 %) ainsi que pour d'autres plus importantes pour l'emploi comme celles de l'habillement (—12,7 %) et de l'imprimerie et édition (—3,1 %). Le bâtiment et le génie civil contractent également leur effectif de travailleurs (—8,3 %), tout comme l'industrie chimique (—10,2 %).

329 entreprises ont été fermées à Bruxelles durant l'année écoulée (+26,5 % par rapport à l'année antérieure) touchant 6 126 travailleurs (+8,2 %).

§ 4. — INVESTISSEMENTS

Certains investissements bénéficient des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970. Ils s'élèvent, pour le Royaume, à 54,3 milliards et pour Bruxelles, à 903 millions ce qui représente 1,7 % du montant total. Depuis l'application des premières lois, en 1959 donc, jusqu'en 1978, les investissements aidés se sont élevés à 784,2 milliards de francs pour le Royaume et à 17,9 milliards pour la région, soit 2,3 % de ce total.

Les bonifications d'intérêt ont atteint 70 millions en 1978 dans la région, soit 1,9 % de leur total pour le pays et 700 millions pour les années 1962-1978, soit 1,4 % de celles accordées à l'échelon national. Les primes et/ou subventions en capital pour la région se sont élevées à 8 millions l'année écoulée (0,2 % du total); elles ont été accordées pour la première fois à Bruxelles en 1978.

Les investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières ont atteint 2 358 millions de francs en 1978 (19,4 % de ceux prévus dans le pays); 2,3 % de ce montant était destiné à l'industrie, 51,3 % au commerce et 46,4 % aux services. Il convient de comparer ces pourcentages à ceux du Royaume — l'industrie y obtient 61,3 % des investissements étrangers prévus, le commerce 17,5 % et les services 21,2 % — pour conclure à la vocation de service que la région représente aux yeux des investisseurs étrangers. Dans un pays régionalisé cependant, une région ne peut asseoir sa prospérité uniquement sur les services sans qu'une base industrielle solide y subsiste.

§ 5. — COMMERCE ET SERVICE

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. permet d'appréhender dans une certaine mesure l'évolution du secteur sous rubrique. En effet, elle reprend les déclarations mensuelles à la T.V.A. des entreprises dont le chiffre d'affaire annuel est supérieur à 15 millions. Comme il s'agit de données à prix courant, aussi bien les mouvements de prix que les variations de quantité y sont compris.

La croissance du chiffre d'affaire du commerce de gros s'est ralentie dans la région : elle ne s'élève plus qu'à 2,9 % en 1978 alors qu'elle atteignait 5,1 % l'année précédente. Si l'on estime que l'augmentation des prix de gros à Bruxelles est identique à celle du pays, alors en termes réels l'augmentation du commerce de gros a été plus importante l'année dernière qu'en 1977 (respectivement 4,9 % et 2,6 %). En valeur, les matières premières agricoles croissent de 21,5 % en 1978, les produits pharmaceutiques de 10,8 %, les denrées alimentaires, boissons, tabacs, de 8,1 %, les machines, matériel et véhicules de 5,6 % et les textiles et chaussures, de 2,6 %. Les bois et matériaux de construction stagnent alors que les combustibles minéraux et produits chimiques industriels régressent de 2,6 % ainsi que les articles de ménage (—1,8 %). Le commerce de récupération baisse de 2,6 %.

Le chiffre d'affaire du commerce de détail a augmenté en valeur de 8,7 % (13,1 % en 1977). En termes réels, si l'on estime que la hausse des prix à la consommation

dans le Royaume peut approcher celle de Bruxelles, on remarque un faible recul des taux de croissance réels d'une année à l'autre (4,7 % en 1977 et 4,0 % en 1978). En valeur, les produits alimentaires croissent de 21,8 %, ainsi que les livres, journaux et papeterie (11,1 %), les automobiles et motocycles de même que les appareils et matériel pour l'équipement du foyer (7,2 %), les chaussures, maroquinerie et tissus d'ameublement (5,7 %) et les produits vendus en pharmacie (1,2 %); les articles d'habillement régressent (—2,2 %) comme les articles médicaux, produits de beauté et d'entretien (—10,6 %).

Le chiffre d'affaires des grands magasins et supermarchés a augmenté de 9,8 % (12,4 % en 1977); celui de la restauration et de l'hébergement, de 1,7 % (12,1 % en 1977).

SECTION II. — FLANDRE

§ 1. — PRODUIT REGIONAL BRUT

La part de la Flandre dans le produit intérieur brut est passée de 55,0 % en 1974 à 55,6 % en 1975 et à 56,2 % en 1976.

Jusqu'en 1974, le produit géographique brut a accusé un progrès assez spectaculaire en Flandre; de 1966 à 1974, il a progressé de 6,2 % en moyenne par an.

L'expansion des grands secteurs d'activité se présente néanmoins de façon divergente. Pendant la période 1966-1974, l'accroissement le plus rapide a été enregistré dans le secteur secondaire, la valeur ajoutée brute progressant en moyenne de 7,3 % l'an; pour l'agriculture, ce taux s'est monté à 4,6 % et, pour le secteur tertiaire, à 5,3 %.

Au sein du secteur secondaire, c'est l'industrie qui, en Flandre et pendant la période sous revue, a connu la croissance la plus rapide et la plus régulière (moyenne annuelle : +8,1 %). Pour la construction, ce taux s'est chiffré à 3,3 % et, pour l'énergie et l'eau, à +8,9 %. Au sein des différentes industries, les croissances les plus vives (+10 %) ont été celles de la métallurgie de base, de la chimie et des autres industries. De même, la progression des fabrications métalliques (+9,3 %) et de l'industrie du bois (+9,5 %) a encore été nettement supérieure à celle de l'ensemble de l'industrie. Les branches d'activité qui n'ont pas suivi ce rythme rapide d'expansion sont le textile, le vêtement, l'alimentation et les matériaux de construction.

Dans le secteur tertiaire, la branche des services bancaires et financiers et des assurances a connu le plus fort développement (moyenne annuelle : +10 %).

Jusqu'en 1974, sur base de la valeur ajoutée, la croissance a été élevée dans la plupart des branches d'activité. En 1974 néanmoins, l'augmentation de la production industrielle régressait déjà sensiblement.

En 1975, se situe la rupture de la croissance jusqu'alors continue. Seules quelques branches d'activité montraient encore une progression de leur production :

l'électricité, la construction de machines, le matériel de transport et la construction. Les combustibles minéraux, la métallurgie de base, la chimie, l'électro-technique, le textile et le papier étaient les secteurs les plus touchés.

1976 marque une reprise vigoureuse mais de courte durée; en 1977, le produit régional brut (P.R.B.) augmentait en Flandre de 2 %.

En 1978 et 1979, la progression serait encore moins forte, l'augmentation du P.R.B. de la Flandre se situant respectivement à +1,1 % et +1,7 %.

Les branches d'activité accusant les valeurs les plus négatives sont celles du textile et du vêtement. En bref, en 1977 et 1978 il ne reste que peu de chose du redressement de 1976 si ce n'est le niveau atteint qui a pu être maintenu.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

A la fin de 1977 l'indice général moyen de la production industrielle (construction exclue) augmentait en Flandre, de 1,8 % en moyenne, grâce surtout aux résultats favorables du premier semestre de 1977.

Le second semestre de 1977 et le premier semestre de 1978 ont montré une nette stagnation de la production industrielle. L'amélioration, qui s'est manifestée pendant le second semestre de 1978, a été réalisée exclusivement pendant les quatre derniers mois de 1978. C'est ainsi que l'indice général brut de la production industrielle (construction exclue) a atteint, en Flandre, pour le quatrième trimestre de 1978, 140,1, contre 134,6 pendant la même période de 1977.

La montée de l'indice général, en 1978, doit être attribuée uniquement à la production accrue de matières premières et de produits demi-finis. La hausse de la production dans la métallurgie de base a joué un rôle très important à cet égard, de même que l'amélioration dans l'industrie du papier et l'industrie chimique.

Le secteur de la construction enregistre en Flandre en 1978 un recul de près de 8 % par rapport à l'année précédente. Cette régression est due surtout à la diminution de l'activité dans les travaux publics et dans la construction résidentielle : le nombre de logements mis en chantier a nettement reculé, bien que par rapport à la période d'avant 1974, il est demeuré encore à un niveau satisfaisant.

En 1978, la production de la métallurgie de base n'a progressé, en Flandre, que de 3 %, contre 13 % en 1977.

Le redressement se fait mieux sentir dans l'industrie de base, concentrée principalement en Wallonie, tandis que dans les autres secteurs de l'industrie transformatrice, implantée principalement en Flandre, il est moins perceptible.

L'amélioration qui s'est faite jour a été favorisée par la reprise de la demande de matières premières et produits demi-finis. La production de la sidérurgie, destinée pour une grande partie à l'exportation, a été la plus durement affectée par la crise mondiale de 1975. La reprise de 1978 lui a permis d'atteindre le niveau de 1970, lequel est, toutefois, de loin inférieur à celui de 1974.

En Flandre, la production de l'industrie des fabrications métalliques a connu, en 1978, un léger recul par rapport à 1977 (—1,5 %). La construction non-mécanique et la construction électrique, ainsi que la production de matériel de transport ont accusé une légère régression, à la suite d'une stagnation ou d'une diminution de la production dans presque tous les sous-secteurs. La construction électrique a pu compenser légèrement ce recul.

La production des métaux non ferreux, en Flandre, a reculé de 5,4 % par rapport à celle de 1977; la cause doit en être cherchée dans une forte réduction de la production de cuivre et de zinc.

Les résultats médiocres du premier trimestre de 1978 ont entraîné une diminution de la production des carrières de 11 % environ par rapport à 1977. Le rythme de régression s'est ralenti, cependant, dans une mesure appréciable, puisque la production avait diminué, à la fin de 1977, de 25 % par rapport à 1976. Ces résultats moins défavorables sont la conséquence d'une nette amélioration dans un certain nombre de sous-secteurs, produisant principalement des pierres à bâtir.

Dans l'industrie manufacturière, la production n'a pas progressé par rapport à l'année précédente (+0,4 %), ce qui revient à dire que la stagnation est générale dans pratiquement toutes les branches de ce secteur.

Alors qu'en 1977, l'industrie des produits alimentaires et boissons avait enregistré une avance de l'ordre de 3,4 % par rapport à l'année précédente, cet accroissement s'est limité à 0,1 % en 1978. Cette croissance très faible doit être attribuée à la progression moins rapide de la production de produits alimentaires et à un nouveau recul de la production de boissons.

Le secteur le plus affecté, en Flandre, par la crise est indubitablement celui du textile. La production qui, en 1977 déjà, était tombée à un bas niveau, a accusé un nouveau recul de 5 %. Cette nouvelle réduction résulte du fait que presque tous les sous-secteurs sont en butte à des difficultés (également les filatures et tissages de laine, qui, jusqu'à présent avaient pu résister relativement bien).

Depuis plusieurs années déjà, l'industrie de la confection et de la chaussure connaît en Flandre un amenuisement de sa production. En 1977, le recul se chiffrait à 10 % environ par rapport à l'année précédente. Toutefois, en 1978, la production augmentait quelque peu (+1,3 % par rapport à 1977), grâce surtout au progrès dans l'industrie de la confection.

L'industrie de la chimie et du caoutchouc a accusé, en 1978, une croissance moins rapide qu'en 1977 (+6 %); le fait que l'année 1978 s'est clôturée par une hausse de la production de 3 % seulement doit être attribué à la stagnation du premier semestre de 1978.

Bien qu'en 1978, la transformation du papier n'ait pas excédé le niveau de 1977, la production totale de l'industrie du papier et du carton a augmenté de 4,4 % en Flandre par rapport à 1977, grâce surtout à l'activité fortement accrue au cours du dernier trimestre de 1978. En fait, l'accroissement de la production doit être attribué, exclusivement à la plus grande production de produits demi-finis de ce secteur.

Quant à l'énergie, l'exploitation charbonnière en 1978 a accusé un recul par rapport à 1977 et davantage encore par rapport à 1976. La diminution de 1978 se situe à 5 % environ mais est nettement moins importante toutefois que celle de 1974 et 1975; elle est due au résultat médiocre du troisième trimestre de 1978.

En raison de plusieurs facteurs accidentels, la transformation de pétrole a diminué, en 1978, de 10 % environ par rapport à 1977 tandis que la production d'électricité a progressé dans la même mesure qu'en 1977. Cette augmentation résulte du développement tendanciel de la demande domestique. De même, la forte hausse de la demande de certaines branches d'activité telles la métallurgie de base et la chimie, n'y est certes pas étrangère.

La production dans l'industrie flamande du cuir, laquelle n'a d'ailleurs fait que décroître depuis 1970, a marqué un fléchissement soudain en 1978 de 33 %. Dans les industries du tabac et du bois, deux secteurs qui avaient jusqu'à présent réussi à maintenir assez bien leur position en Flandre, une diminution de la production, de respectivement 1,3 % et 5 %, s'est produite.

§ 3. — EMPLOI

Selon les statistiques O.N.S.S. de l'emploi, le secteur secondaire a occupé en Flandre, en 1977, 757 000 personnes, le secteur tertiaire, 770 000 personnes et le secteur primaire environ 8 000. La part de l'agriculture s'est chiffrée à 0,5 %, celle du secteur secondaire à 49,3 % et celle du tertiaire à 50,2 %. Au total, le tertiaire (secteurs public et privé) compte le plus important nombre de personnes occupées. Au 31 mars 1978, le total des travailleurs assujettis à la sécurité sociale atteint 528 066 unités, soit près de 2 000 de moins qu'à la même époque de 1977. Ce recul est dû à la réduction de l'emploi dans le secteur tertiaire.

Parmi les branches d'activité industrielle, les fabrications métalliques occupent en Flandre le plus grand nombre de personnes: l'emploi s'y élevait, au 31 mars 1978, à 189 292 unités. Si l'on y ajoute la métallurgie de base, ce total passe à 221 549 unités, soit 15 % de l'ensemble des personnes occupées inscrites à l'O.N.S.S. Après l'industrie des fabrications métalliques, les branches d'activité procurant le nombre d'emplois le plus élevé sont : la construction (137 112), le transport (106 369), le commerce de gros (91 955), l'alimentation (66 923), le commerce de détail (60 375), le textile (59 020), la chimie (46 533), le vêtement (42 749). Au sein de l'industrie des fabrications métalliques, le secteur automobile occupe 59 071 travailleurs et l'électro-technique 52 610.

Dans toutes les provinces de la Flandre, les fabrications métalliques occupent l'avant-plan. Sauf en Flandre orientale, ce secteur a toujours été la branche d'activité avec l'effectif le plus élevé. En Flandre orientale, c'est le textile (vêtement). Outre les fabrications métalliques, ce sont surtout dans les secteurs de la construction et des services que le nombre de travailleurs est le plus élevé.

A Anvers, les pôles principaux de l'emploi sont le transport, les commerces de gros, les finances et la chimie, tandis qu'au Limbourg, c'est le secteur de l'énergie et de l'eau qui est prépondérant; en Flandre orientale, c'est le vêtement, en Flandre

occidentale, le textile, le bois et le vêtement et dans le Brabant flamand, les secteurs de l'alimentation et du commerce de détail.

L'emploi dans les différentes branches d'activité est très divergent d'une province à l'autre. Les écarts les plus importants se rencontrent dans les secteurs de l'énergie et de l'eau (environ 20 000 au Limbourg et 1 500 dans le Brabant flamand), la chimie (± 27 000 à Anvers et 18 000 en Flandre occidentale), le textile (± 35 000 en Flandre orientale et 500 dans le Brabant flamand), le commerce de gros (± 35 000 à Anvers et ± 7 000 au Limbourg), le transport (± 35 000 à Anvers et ± 2 500 au Limbourg) et les services financiers (± 27 000 à Anvers et ± 5 000 au Limbourg).

Les branches d'activité qui, en Flandre, comptent les entreprises dont le niveau moyen de l'emploi par entreprise est le plus élevé sont la métallurgie de base (450), l'énergie et l'eau (260), l'électro-technique (175), le matériel de transport (167) et la chimie (115).

A l'inverse, les branches d'activité dont le niveau moyen de l'emploi par entreprise est le plus faible sont, dans le secteur secondaire, la construction (9) et, dans le secteur tertiaire, le commerce de détail, les branches de l'horeca et les réparations de biens (5).

Les différences en emploi moyen les plus marquées se situent dans l'industrie (surtout dans les sous-secteurs des industries de base et des fabrications métalliques). En Flandre, il existe également des écarts quant au niveau moyen de l'emploi entre les provinces selon qu'une branche d'activité y est bien représentée ou non. La chimie et le transport sont des spécialités d'Anvers, alors qu'en Flandre orientale et occidentale, c'est le textile.

§ 4. — CHOMAGE

En 1978, en moyenne 152 311 chômeurs complets indemnisés ont été annuellement recensés en Flandre (97 709 femmes et 54 602 hommes) : cela veut dire que l'augmentation s'est poursuivie, mais à un rythme plus faible. En effet, alors qu'en 1977, le nombre moyen de chômeurs complets indemnisés a encore progressé de 15 % sur base des données de la fin du mois, en 1978, ce taux est tombé à 7,4 % (soit +9,3 % pour les femmes et +4,2 % pour les hommes).

La moyenne mensuelle des chômeurs masculins à aptitude normale (39 694) a progressé, en 1978, de 17,1 %, contre +14 % en 1977; en 1978, la moyenne mensuelle des chômeuses (84 887) a été supérieure de 12,5 % à celle de 1977 et, en 1977, de 27,6 % à celle de l'année précédente.

L'accroissement moins rapide de la moyenne mensuelle de chômeurs en 1978 par rapport à 1977, en Flandre, doit être attribué aux mesures gouvernementales prises dans le cadre du Plan de résorption du chômage, lequel prévoit également la possibilité de la prépension pour certains travailleurs à aptitude réduite ou très réduite.

La province d'Anvers demeure celle qui a été la plus touchée : 29 % des chômeurs complets indemnisés à aptitude normale de la Flandre, contre 22,4 % pour la Flandre

Orientale, 18,5 % pour le Limbourg, 15,8 % pour la Flandre Occidentale et 15,5 % pour le Brabant flamand.

Le nombre de chômeurs partiels de moins de 25 ans (toutes catégories) s'est accru, en Flandre en 1978, de 5,8 % pour atteindre un total de 82 796 unités, ou 40,6 %. Selon le recensement des chômeurs complets au 30 juin 1978, le nombre de jeunes chômeurs a progressé de 9,6 % contre +25,2 % en 1977.

Leur situation n'est guère enviable : ce qui le prouve est le fait qu'en Flandre, le nombre des jeunes en chômage depuis 2 ans et plus, est passé de 4 746, en 1977, à 7 364 en 1978.

L'allongement de la durée du chômage est particulièrement manifeste chez les femmes : en 1978, le nombre d'entre-elles en chômage depuis 2 ans et plus, en Flandre, représente 37 % du total des chômeuses (contre 27 % en 1977). La part des hommes au chômage depuis 2 ans et plus a fluctué, en 1977 comme en 1978, autour des 25 %. Le nombre total de chômeurs à aptitude normale depuis 2 ans et plus représente, au 30 juin 1978, 32,8 % du total, contre 27,3 % à la même époque de 1977.

Au 31 décembre 1978, le taux de chômage (1) est monté en Flandre à 14,1 %, contre 13,5 % en 1977; pour le Royaume, ces taux s'élèvent à respectivement 15,3 % et 14,5 %. En 1978, le taux de chômage des femmes en Flandre s'est élevé, à 25,0 %, contre 25,5 % pour le Royaume; pour les hommes ces pourcentages atteignent 8,4 % et 9,7 % respectivement.

§ 5. — FERMETURE D'ENTREPRISES

En Flandre, tant le nombre de fermetures d'entreprise que celui des personnes touchées par elles a reculé en 1978. Selon le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture, il s'est élevé en 1978 à 507, contre 568 en 1977 (—11 %). Le nombre de personnes affectées par ces fermetures a été en 1978, de 14 298 unités, contre 15 975 en 1977 (—1 677 par rapport à 1977 ou —10,5 %).

Moins affecté qu'en 1977, le secteur de l'électro-technique a montré l'évolution la moins défavorable enregistrant 25 fermetures et 1 222 travailleurs affectés par celles-ci, de moins qu'en 1977.

Ensuite viennent le textile et l'industrie de la confection, dont le nombre de fermetures a reculé de 24 unités par rapport à 1977 et le nombre d'emplois perdus de 1 602 unités.

Dans le secteur du bois, le nombre d'entreprises ayant dû fermer leurs portes est tombé de 32 en 1977 à 22 en 1978, de sorte que le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures a reculé de 1 075 en 1977 à 623 en 1978. L'évolution a été plus défavorable dans le secteur de la construction : un accroissement du nombre de

(1) Voir (3) Rapport... p. 16. Chômeurs complets indemnisés, occupés par les pouvoirs publics, autres que les chômeurs inscrits obligatoirement et les demandeurs d'emplois inscrits de leur propre gré. Sur base du nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.) au 30 juin 1977.

fermetures (de 116 en 1977 à 131 en 1978) et, par conséquent, une augmentation des pertes d'emploi de 3 121 (contre 2 136 en 1977).

Enfin, il convient de remarquer que dans les secteurs du livre et de l'alimentation (respectivement —6 et —1), moins d'entreprises ont fermé leurs portes qu'en 1977, mais le nombre d'emplois perdus y a crû de 220 et 283 unités.

§ 6. — INVESTISSEMENTS

En Flandre, les investissements réalisés en 1978 dans le cadre des lois d'expansion représentent 33,775 milliards de francs, ce qui revient à dire que la part de cette région dans le montant total des investissements en Belgique se monte à 62,2 % en 1978.

Pour cette année, les investissements en Flandre se situent à peu près au même niveau qu'en 1977.

Dans les différents secteurs, l'évolution des investissements en 1978, par rapport à 1977, est assez divergente. Les investissements de l'industrie des fabrications métalliques se sont accrus de 50 % environ, tandis que ceux de l'industrie de base ont reculé du même taux, de sorte que les investissements de l'ensemble de l'industrie ont, en fin de compte, régressé. Pour les autres secteurs, les investissements en 1978 n'ont guère changé par rapport à 1977, sauf dans le commerce, où l'on a enregistré un progrès de 9,2 %.

Au cours de l'année 1978, 14 projets d'investissements étrangers ont été envisagés en Flandre, dont six situés à Anvers, deux en Flandre orientale, deux au Limbourg et quatre en Brabant flamand. Les investissements projetés de l'ordre de 3,8 milliards pour l'industrie, 491 millions pour le commerce et 1,4 milliard pour les services, donneraient lieu à la création de 530 nouveaux emplois.

§ 7. — COMMERCE ET SERVICES

Les déclarations du chiffre d'affaires, auprès de l'Administration de la T.V.A. constituent à défaut d'autres sources plus fiables et plus exhaustives, un indicateur de l'évolution de l'activité dans le secteur des services et du commerce qinsi que de la consommation des ménages. Données à prix courants, elles incluent néanmoins autant les variations de prix que de quantités sans qu'il soit possible à ce niveau de discriminer les unes des autres. De plus les taux de croissance ci-dessous analysés se fondent sur les déclarations mensuelles c'est-à-dire des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel en 1978 est de 15 millions et plus. Aussi par exemple un nombre important de détaillants ne sont-ils pas pris en compte. Elles fournissent cependant une indication de la tendance.

La hausse du chiffre d'affaire du commerce de détail a été moindre en Flandre en 1978 (+8,1 %) qu'en 1977 (+14,0 %) mais excède toutefois de peu celle du Royaume (+7,7 % en 1978 pour +13,1 % en 1977). Outre la baisse du rythme d'augmentation des prix en 1978, cette progression plus faible reflète un fléchissement général de la propension à consommer comme il apparaît des données en quantités non

régionalisées tirée de l'enquête I.N.S. sur l'évolution mensuelle des ventes au détail. Si la baisse du chiffre d'affaires des produits alimentaires, des boissons et du tabac reflète le rythme d'augmentation plus faible des prix à la consommation ainsi que les modifications des structures de prix faisant suite à de nouvelles politiques de marketing pour ces produits, la diminution de la croissance du chiffre d'affaires réalisé par la vente d'appareils et d'équipements de ménage est symptomatique d'un certain attentisme des consommateurs face à la diminution de leur pouvoir d'achat et aux incertitudes de l'évolution conjoncturelle future. On ne constate néanmoins pas en Flandre de baisse sensible de la consommation des ménages si l'on excepte, comme pour le Royaume, le recul du chiffre d'affaires dans l'automobile et les cycles (+7,9 % en 1978 contre +15,6 % en 1977). Un ralentissement de la progression des dépenses est toutefois observé, notamment pour les articles d'habillement (+12,0 % en 1978 contre +14,9 % en 1977), les chaussures et la maroquinerie (+9,7 % en 1978 contre +11,0 % en 1977), les tissus d'ameublement (+11,0 % en 1978 contre +13,8 % en 1977).

Outre la réduction de l'augmentation des prix, l'accroissement nettement moindre du chiffre d'affaires du commerce de gros en Flandre (+3,2 % en 1978 contre +10,1 % en 1977) reflète l'évolution conjoncturelle moins favorable à la région au cours de l'année écoulée qu'en 1977. Elle ne semble par ailleurs ne pas avoir trop nuis au développement de la restauration et de l'hébergement dont le chiffre d'affaires a augmenté quelque peu en 1978 (+7,2 %) par rapport à 1977 (+2,2 %). Ici également néanmoins, il ne faut cependant pas perdre de vue les augmentations de coûts répercutées dans les prix des services offerts. Tout comme le Royaume, le chiffre d'affaires des entreprises de réparation de biens de consommation a progressé sensiblement en Flandre : +11,8 % en 1978 contre 5,3 % en 1977. Quoique la répercussion possible de l'élévation des coûts de ce secteur d'activité dans les prix de vente ne soient pas à écarter, ils peuvent être également l'expression d'une modification des comportements des consommateurs à l'égard des biens de consommation durables. Alors qu'en période de croissance vive des revenus, les consommateurs ont tendance à renouveler rapidement leurs équipements, en période d'augmentation modérée voire dans nombre de cas de fléchissement, des ressources monétaires, les ménages optent pour une prolongation de la durée d'utilisation des équipements entrainant nécessairement une augmentation des fréquences de réparations.

Le chiffre d'affaires des sociétés pourvoyeuses de services aux entreprises a accusé en Flandre un recul marqué (—16,2 % en 1978) alors que la progression avait été remarquable en 1977 (+21,1 %). Les institutions de crédits ont également enregistré une baisse marquée de leur chiffre d'affaires (+8,4 % en 1978 contre +27,4 % en 1977) tandis que les entreprises de locations de biens mobiliers connaissent de même une augmentation plus faible du développement de leurs activités (+16,2 % en 1978 contre +23,6 % en 1977). Les variations parfois importantes des chiffres d'affaires doivent être considérées avec prudence. Il ne faut pas perdre de vue qu'elles se fondent dans la présente analyse, comme il a été rappelé plus haut, sur les déclarations mensuelles lesquelles proviennent en définitives d'un nombre assez restreint d'entreprises. Ceci est particulièrement vrai dans le secteur tertiaire où les entreprises petites et moyennes dont le chiffre d'affaires est inférieur au seuil de 15 millions (déclaration trimestrielle) sont très largement majoritaires.

Les fluctuations des opérations de quelques grandes entreprises peuvent dès lors entraîner des variations importantes dans la statistique globale des déclarants mensuels.

SECTION III. — WALLONIE

§ 1. — PRODUIT REGIONAL BRUT

Alors qu'elle se montait, en 1974, à 29,2 %, la contribution de la Wallonie au produit intérieure brut du Royaume (voir tableau en fin de chapitre), a baissé, passant à 27,9 % en 1975 et 27,7 % en 1976. Si le recul du produit régional brut wallon en volume (—2,2 %) est, en 1975, inférieur à celui du produit intérieur brut national (—2,4 %), c'est que la progression du commerce, des services financiers et assurances ainsi que les autres services s'est avérée sensiblement plus élevée en Wallonie que dans l'ensemble du pays, compensant ainsi fort heureusement la baisse brutale de l'activité dans l'industrie. En 1976, la reprise de la production industrielle a été moins élevée en Wallonie que dans le Royaume, tandis que la progression dans les divers services est demeurée proche de ce qu'elle était dans le Royaume. Le résultat en a été une augmentation légèrement moindre du produit régional brut wallon, en volume, (+5,4 %) que du produit intérieur brut national (+5,6 %). Selon les estimations de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, la progression de la valeur ajoutée brute en Wallonie s'est poursuivie en 1977 mais à un rythme nettement plus faible qu'en 1976 (+0,7 %); en 1978, sa croissance devrait être plus ferme (+2,1 %), traduisant l'effet bénéfique de la reprise industrielle (voir infra) du second semestre dans les branches productrices de produits demi-finis et les fabrications métalliques. Par ailleurs, c'est dans la province du Hainaut (—4,4 % contre —2,2 % en Wallonie, en 1975 par rapport à 1974) que la réduction de la valeur ajoutée brute a été la plus forte, les autres provinces ou partie de province de la Wallonie connaissant un recul moindre que celui de l'ensemble de la région.

§ 2. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Alors qu'en 1977, la production industrielle en Wallonie avait accusé un léger recul par rapport à l'année antérieure, en 1978, elle a connu une progression qui s'est surtout manifestée au cours du second semestre. En effet, l'indice de production industrielle (sans la construction — corrigé pour la composition inégale des mois) est resté durant le premier semestre à un niveau de peu supérieur à celui de 1977, tandis qu'au second semestre une accélération s'est produite de sorte que pour l'ensemble de l'année, il était de 4,6 % plus élevé que l'année précédente. Cette amélioration n'a cependant pas été suffisante pour compenser la forte dépression créée par la chute de la production de 1975 : l'indice général de la production industrielle wallonne du quatrième trimestre de 1978 (119,1 : valeur sommet de l'année) demeure toujours en-dessous de celui du deuxième trimestre de 1974 (120,4 : valeur sommet de 1974).

La progression de l'indice général en 1978 trouve son origine dans le développement de la fabrication de produits demi-finis.

La production de la métallurgie a, de fait, dépassé de 14 % celle de l'année précédente. L'avance au cours du quatrième trimestre a été particulièrement nette : +29,2 % par rapport au trimestre correspondant de 1977. Elle traduit vraisemblablement une reconstitution des stocks de produits de ces industries chez ses principaux clients situés en aval. C'est également au cours du second semestre que la production des fabrications métalliques a repris : l'indice de production du second semestre de cet important secteur a augmenté de 10,9 % par rapport au semestre correspondant de 1977. La croissance de l'indice général du secteur trouve ici son origine dans le développement des productions de la branche des matériels de transport. En 1977 déjà, ce sous-secteur avait connu un regain d'activité nettement affirmé. En 1978, la progression s'est accentuée et atteint +23,7 % par rapport à 1977; à nouveau, les résultats du second semestre dépassent largement ceux du même semestre de 1977 (+34,4 %). Le sous-secteur des fabrications non mécaniques a connu également un développement intense de ses activités au cours de la seconde moitié de l'année. L'indice de production de ce semestre est en effet supérieur de 18,5 % à celui de l'année précédente lequel avait néanmoins régressé sensiblement (—13,9 %) par rapport à l'indice du second semestre de 1976. L'activité en Wallonie, dans le sous-secteur des machines électriques, n'a progressé en 1978 que de peu par rapport à l'année antérieure laquelle était demeurée au même niveau qu'en 1976 (+1,2 % en 1978 par rapport à 1977). La production de machines non électriques et de fine mécanique a été inférieure en 1978 (—1,8 %) à son niveau de 1977 alors que ce dernier avait progressé sensiblement par rapport à 1976.

Grâce au redressement appréciable de l'activité au troisième trimestre, l'industrie des minéraux non métalliques clôture l'année 1978 par une avance sensible de la production sur l'année antérieure. L'indice de production progresse en effet de 4,4 % par rapport à 1977. L'augmentation est également très vive pour les dérivés du pétrole et du charbon tandis que les industries de la chimie et du caoutchouc enregistrent une stagnation de leur production. La branche industrielle de l'alimentation et des tabacs connaît en Wallonie un certain développement depuis quelques années. En 1978, l'augmentation de la production s'est située dans le prolongement de celle de l'année antérieure. L'indice a progressé de 3,0 %.

Les autres secteurs d'activité industrielle manufacturière sis en Wallonie ont regressé quant à leur production. C'est le cas pour l'indice de l'industrie textile (—4,7 % en 1978 par rapport à 1977), de l'industrie du vêtement et des chaussures (—11,7 %), de l'industrie du papier et du carton (—6,2 %), de l'industrie du cuir (—4,2 %). S'il n'a pas reculé, l'indice de production des bois et meubles n'a guère non plus avancé (+0,2 %). L'ensemble de ces diverses branches d'activités constitue un échantillon de secteurs dont la baisse d'activité manifeste davantage des difficultés structurelles que des faiblesses conjoncturelles.

Pour l'ensemble des industries manufacturières, l'indice de la production progresse dès lors en Wallonie de 5,3 % en 1978 (contre +2,4 % pour le Royaume) alors qu'il y avait régressé en 1977 par rapport à l'année antérieure. La totalité de cette augmentation s'inscrit au second semestre et, comme on a pu s'en rendre compte, traduit le redressement de la demande, vraisemblablement de stock, de produits demi-finis dont la Wallonie s'est faite une spécialité.

Branche d'activité industrielle relativement importante dans certaines sous-régions de la Wallonie, les carrières ont enregistré un recul sensible de leur

production (—4,7 %). Il en a été de même pour le secteur de la construction (—4,0 %), cette statistique demeurant par ailleurs peu significative parce que ne recensant que les entreprises de quelque importance alors que le secteur se caractérise surtout par la multiplicité de petites unités productrices. L'indice de production du secteur de l'électricité marque en Wallonie une progression supérieure à celle du Royaume (+12,2 % en 1978 contre +8,4 % pour la même année dans le Royaume). Il en est de même pour la production d'eau (+5,4 % en Wallonie contre +2,2 % pour le Royaume).

En conclusion, l'amélioration de la conjoncture industrielle en Wallonie en 1978, pour autant qu'elle reflète un ajustement des stocks chez ses principaux clients situés en aval de l'appareil de production qu'est le sien, sans qu'il y ait chez ceux-ci un développement de la demande pour leur produit plus élaboré, apparaît condamnée à brève échéance. Elle n'est en somme qu'un des soubresauts de durée inégale, par lesquel se caractérise la conjoncture industrielle d'Europe occidentale depuis la chute abrupte d'activité de 1975.

§ 3. — EMPLOI

On le sait, en dehors des recensements décennaux de la population il n'existe pas de statistique des populations actives régionales. Fin avril 1977, l'I.N.S. a procédé à une enquête socio-économique par sondage en vue d'actualiser les données du recensement général du 31 décembre 1970. Les données ainsi obtenues ont permis d'établir les populations actives des différentes régions. Une comparaison avec celles du dernier recensement s'avère dès lors possible.

La population active de la Wallonie se montait à 1 193 271 personnes à fin avril 1977, représentant 31,3 % de la population active du Royaume. Par rapport à 1970, la croissance de la population active wallonne a été de +5,9 % contre +4,9 % pour le Royaume. Alors que les indépendants et les employeurs ont diminué de façon semblable dans l'une et l'autre zone de référence (—5,7 %), la progression des chefs d'entreprise liés par contrat de travail a été moindre en Wallonie (+12,0 %) que dans l'ensemble du Royaume (+23,6 %). La poussée des employés a été plus forte en région wallonne (+17,9 %) que dans l'ensemble du pays (+16,5 %) cependant que la baisse du nombre d'ouvriers y est moins accentuée (—6,9 %) qu'en Wallonie (—7,2 %). Comme il apparaîtra ci-dessous, le développement des enseignants et des professionnels de la santé ainsi que la rationalisation de l'appareil industriel rendent compte de cette évolution de la population active wallonne. Enfin, le nombre des apprentis a chuté dans l'une et l'autre zone géographique mais plus fortement en Wallonnie (—34,3 %), où son importance relative était en 1970 néanmoins plus grande, que dans le Royaume (—26,2 %).

La statistique de l'O.N.S.S. relative à la seule population active dépendante apporte quelques précisions sur le mouvement révélé par la comparaison des résultats de l'enquête socio-économique de 1977 à ceux du recensement de 1970.

Du 31 mars 1977 au 31 mars 1978, le nombre de travailleurs assujettis à la sécurité sociale (824 745 au 31 mars 1978 en Wallonie et 2 955 726 dans le Royaume) a diminué de 0,8 % en Wallonie contre —0,3 % dans le Royaume. Plus significative

apparaît l'évolution par rapport à 1974 (dernière période de haute conjoncture dans l'une et l'autre zone géographique). Depuis le 30 juin 1974, la perte d'emplois dépendants était, au 31 mars 1978, de 63 161 (—2 %) pour le Royaume et de 33 884 (—4 %) pour la Wallonie. En dépit de périodes de références différentes, la comparaison avec les données d'évolution de la population active précédemment envisagée, confirme l'évolution du chômage dont il sera question ultérieurement. Alors que la population active n'a cessé d'augmenter, le nombre d'emplois offerts a connu une baisse sensible. Ces évolutions divergentes sont plus marquées en Wallonie que dans l'ensemble du Royaume, ce qui se traduit par un taux de chômage plus élevé en région wallonne que dans l'ensemble du pays.

Le mouvement de l'emploi dépendant en Wallonie, entre 1977 et 1978, s'inscrit dans le prolongement de ce qui est observé depuis 1974 : forte diminution des postes de travail dans l'industrie non compensée par l'augmentation des emplois dans les services. D'une année à l'autre, 19 446 postes de travail ont été supprimés dans le secteur industriel tandis que 14 685 emplois ont été créés dans les divers services principalement dans l'administration, l'enseignement, les services de santé et les autres services sociaux fournis à la collectivité. Entre 1974 et 1978 ce sont 71 122 emplois dans l'industrie qui ont été détruits, pour une création de 38 114 emplois dans les services. En 1978, la perte d'emploi dans le secteur de l'extraction et de la transformation des minéraux non énergétiques et de leurs dérivés (classes d'activité N.A.C.E. comprenant notamment la métallurgie, l'extraction des minéraux non métalliques et l'industrie de ces produits) a été proportionnellement plus importante que pour l'ensemble de la période 1974-1978. Il en a été de même par comparaison aux autres secteurs industriels. Les fermetures d'entreprises et la rationalisation de processus de production de ces secteurs de base y ont été, en 1978, plus accentuées que dans les autres branches d'activité industrielle. A noter que seuls deux industries vont à l'encontre de ce mouvement général de diminution de l'emploi industriel wallon : l'industrie chimique et les productions de fibres artificielles et synthétiques (+2,8 % en 1978 par rapport à 1977), et la construction automobile de pièces détachées et autre matériel de transport (+2,4 %). Affecté qu'il est d'un important facteur saisonnier, l'emploi dans la construction ne peut être valablement approché par les chiffres au 31 mars. Depuis 1974, le secteur de la construction a contribué sensiblement à la création d'emplois nouveaux en liaison avec la bonne tenue conjoncturelle du secteur. En 1978 néanmoins, un certain ralentissement de celle-ci s'est opéré de sorte qu'une stabilisation de l'emploi ou peut-être une légère diminution devrait s'y être manifestée depuis 1977.

§ 4. — CHOMAGE

En 1978, le nombre de chômeurs a continué d'augmenter en Wallonie mais à un rythme moindre qu'en 1977. La moyenne mensuelle de chômeurs complets indemnisés à aptitude normale (81 504) a en effet été supérieure de 11,6 % à celle de 1977 alors que pour cette dernière année la progression avait été de 19,2 % par rapport à 1976. La moyenne mensuelle des chômeurs masculins à aptitude normale (32 101) a augmenté de 11,4 % en 1978 contre +17,0 % en 1977; la moyenne mensuelle des chômeuses (49 403) est de 11,8 % plus élevée qu'en 1977 contre+20,7 % pour cette dernière année par rapport à la précédente. Significative des résultats des mesures gouvernementales prises dans le cadre du plan de résorption du chômage, la moyenne

mensuelle des chômeurs complets indemnisés a crû dans une mesure moindre que l'année précédente en raison de la possibilité nouvelle pour certains travailleurs à aptitude limitée ou très limitée de bénéficier de la prépension. La moyenne mensuelle des chômeurs complets indemnisés a progressé en Wallonie, en 1978, de 6,4% (contre +14,3 % en 1977) soit +4,5 % pour les hommes et +8,0 % pour les femmes.

La province du Hainaut demeure relativement la plus touchée puisque 45 % des chômeurs à aptitude normale de Wallonie y sont situés pour 36 % dans la province de Liège, 10 % dans la province de Namur, 5 % dans le Brabant wallon et 4 % dans le Luxembourg. Si, en 1978, le chômage s'est le plus fortement accru dans cette dernière province (+27,0 %), la province du Hainaut cumule la part la plus importante du chômage de Wallonie avec un taux de croissance de celui-ci encore élevé en dépit de sa diminution par rapport à 1977 (en 1978, +12,6 % pour les chômeurs complets à aptitude normale contre +18,4 % en 1977). Le ralentissement du rythme d'augmentation des chômeurs a par contre été plus marqué dans la province de Liège : +8,0 % de chômeurs à aptitude normale en 1978 par rapport à 1977, contre +20,1 % en 1977 par rapport à l'année antérieure.

La part des chômeurs de moins de vingt-cinq ans est demeurée, en 1978, au même niveau qu'en 1977 soit 33 % des chômeurs complets indemnisés à aptitude normale de la région wallonne. Selon les données du recensement du chômage au 30 juin 1978, le nombre des jeunes chômeurs a crû de 9,1 % contre +12,7 % en 1977. Signe de l'aggravation de leur situation, la part des jeunes chômeurs au chômage depuis 2 ans ou plus a augmenté sensiblement passant de +15,0 % en 1977 à +19,0 % en 1978.

L'allongement de la durée du chômage affecte également d'une façon particulière les femmes. Le pourcentage des femes au chômage depuis 2 ans et plus dans l'ensemble des chômeuses de Wallonie est passé de 38 % en 1977 à 48 % en 1978, alors que chez les hommes leur importance relative est restée identique (27 %). Dès lors, le nombre total des chômeurs à aptitude normale au 30 juin n'ayant plus exercé un travail régulier depuis 2 ans et plus représente-t-il, en 1978, 39 % du total des chômeurs de Wallonie à cette date contre 34 % en 1977.

Au 31 décembre 1978, le taux de chômage (1) en Wallonie se chiffrait à 18,1 % contre 17,2 % en 1977; pour le Royaume, ces taux étaient respectivement de 15,3 % et 14,5 %. Le taux de chômage féminin en Wallonie se montait, en 1978, à 30,8 % pour 25,5 % pour le Royaume; chez les hommes, ces taux étaient de 11,5 % et 9,7 %.

§ 5. — FERMETURE D'ENTREPRISES

En 1978, tant le nombre des entreprises fermées que le nombre de travailleurs touchés par ces fermetures ont crû plus fortement en Wallonie que dans le Royaume. Selon le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises, le nombre de fermetures a été, en Wallonie, de 333 en 1978 contre 299 en 1977 tandis que le nombre de travailleurs touchés par celles-ci s'est élevé à 13 114

(1) Chômeurs complets indemnisés, chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics, autres demandeurs d'emploi inscrits obligatoirement ou librement.
Calculé par rapport à la population I.N.A.M.I. assurée contre le chômage au 30 juin 1977.

en 1978 contre 11 263 en 1977. C'est l'ensemble des constructions métalliques, mécaniques et électriques qui a accusé l'augmentation la plus importante, le nombre des entreprises ayant dû fermer leurs portes se montant à 64 en 1978 contre 44 en 1977 et le nombre des travailleurs touchés par ces fermetures passant de 2 947 en 1977 à 4 831 en 1978. Le secteur du textile enregistre également une hausse importante des suppressions de postes de travail (2 547 en 1978 contre 395 en 1977) alors que le nombre de fermetures d'entreprises demeure pratiquement semblable à l'année précédente (12 en 1977 et 13 en 1978). Dans le secteur du papier et du carton, l'augmentation des travailleurs licenciés par suite de fermeture d'entreprises a également progressé sensiblement : 243 en 1978 contre 144 en 1977, pour une entreprise, durant chacune des années. Les autres secteurs connaissent des augmentations moins sensibles du nombre de fermetures et de travailleurs touchés par celles-ci voire même enregistrent pour un certain nombre d'activités non négligeables une baisse de l'un et l'autre.

§ 6. — INVESTISSEMENTS

Le montant des investissements bénéficiaires des lois du 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 a fortement diminué en Wallonie passant de 32 881 millions de francs en 1977 à 19 606 millions de francs en 1978. La raison essentielle de cette baisse marquée, outre qu'elle reflète la faible propension à investir qui a caractérisé pratiquement tous les secteurs au niveau national, est dans le cas wallon, la chute des investissements en sidérurgie en application de la décision de gel temporaire des investissements sidérurgiques, préalable à la restructuration du secteur, mise en route en cours d'année. Ainsi, alors qu'en 1976 et 1977, les investissements de la métallurgie (y compris les non ferreux) bénéficiaires des lois d'expansion se montaient à respectivement 25,9 et 12,4 milliards de francs, en 1978, ils n'étaient plus que de 2,0 milliards. Les dépenses d'équipement bénéficiant de cette législation dans le secteur de la chimie sont demeurées à un niveau appréciable (6,4 milliards en 1978) en dépit d'un recul prononcé par rapport à 1977, année durant laquelle elles avaient été particulièrement élevées. A l'inverse, les investissements aidés dans les fabrications métalliques (7,2 milliards) ont progressé fortement et ont atteint un niveau qui les situent largement au-dessus de la moyenne annuelle de la période 1971-1977. Les industries alimentaires (1,5 milliard) maintiennent un niveau d'investissements aidés identique à celui de 1977, tandis que dans les matériaux de construction (1,1 milliard), une légère réduction de ces investissements est observée.

Le coût estimé pour l'Etat des aides accordées à l'ensemble de ces investissements se monte en Wallonie à 3 090 millions de francs dont 1 786 millions sous forme de bonifications d'intérêt et 1 304 millions au titre de primes en capital. De 1962 à 1978, l'intervention de l'Etat s'est élevée pour la Wallonie à 34 048 millions de francs dont 24 488 millions en bonifications d'intérêt et 9 560 millions en primes de capital. On remarque qu'en 1978, les aides sous forme de primes de capital ont été proportionnellement plus importantes que les années antérieures.

En progression par rapport à l'année antérieure, les investissements étrangers ou mixtes (associant des investisseurs étrangers et belges) en Wallonie n'en sont pas moins demeurés en 1978 limités. En outre, le seul secteur de la chimie s'attribue près des deux tiers du montant total des nouveaux investissements étrangers de la région.

Le secteur du métal intervient en second rang avec plus du cinquième du total régional. A noter que la province du Luxembourg généralement dépourvue, bénéficiera d'une implantation nouvelle.

§ 7. — COMMERCE ET SERVICES

La statistique des opérations enregistrées dans le cadre de la T.V.A. fournit quelques indications permettant une appréciation globale quoique sommaire de l'évolution des activités dans ces secteurs. Les taux de croissance ci-dessous mentionnés sont calculés sur base des déclarations mensuelles (limitées aux entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est de 15 millions et plus) à la T.V.A., données à prix courants, incluant dès lors autant les mouvements de prix que les variations de quantités.

Le chiffre d'affaire du commerce de détail, reflétant l'évolution de la consommation des ménages, a crû en Wallonie d'une manière moindre en 1978 (+5,6 %) qu'en 1977 (+11,9 %). Deux éléments expliquent cette croissance plus faible : d'une part, la baisse du rythme d'augmentation des prix, d'autre part, une propension plus faible des ménages à consommer. La modération de celle-ci n'a néanmoins pas été plus marquée en Wallonie que dans les autres régions du Royaume, un modèle de consommation relativement proche existant dans les différentes parties du pays. Seules les chaussures et les articles de maroquinerie ont progressé fortement (+18,5 % en 1978 contre +9,8 % en 1977). Dans l'ensemble des articles ayant connu une hausse moindre en 1978 qu'en 1977, il faut relever plus particulièrement les articles d'habillement (—0,9 % en 1978 contre +7,8 % en 1977), les appareils et équipements ménagers (+2,6 % en 1978 contre +15,4 % en 1977) ainsi que les livres, les journaux, les articles de papeterie et les fournitures de bureau (+1,8 % en 1978 contre +20,2 % en 1977).

Le commerce de gros en Wallonie, à la différence du commerce de détail, a maintenu la progression de son chiffre d'affaires en 1978 : +6,2 % pour +5,1 % en 1977. Il en a été de même pour la restauration et l'hébergement : +6,6 % en 1978 contre +6,3 % en 1977. Le chiffre d'affaires des entreprises de réparation de biens de consommation a haussé sensiblement : +13,0 % en 1978 contre +1,2 % en 1977. Faut-il voir l'expression d'une modification des comportements du consommateur ou tout simplement la traduction dans les chiffres d'affaires des hausses des coûts, ayant affecté les entreprises de cette branche d'activités hétérogènes ? Les deux facteurs ont vraisemblablement joué : la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs a entraîné plutôt que le renouvellement de l'équipement existant, une utilisation prolongée de celui-ci comportant inévitablement un accroissement des appels aux réparateurs, tandis que par ailleurs des éléments de coût ont eu tendance à augmenter, cette demande supplémentaire étant confrontée à une offre de services limitée.

Si des sociétés fournissant des services aux entreprises ont enregistré une légère baisse de la croissance de leurs chiffres d'affaires (+17,1 % en 1978 contre +19,0 % en 1977), les entreprises de location de biens mobiliers ont augmenté quelque peu leur avance (+41,9 % en 1978 contre +37,8 % en 1977). Cette dernière progression traduit les recours plus intensifs ces dernières années aux techniques du « renting » dans nombre de secteurs d'activité.

Produit régional brut au coût des facteurs à prix courants

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1972	1973	1974	1975	1976 (a)
Anvers	259 332	297 188	356 498	392 591	447 603
Brabant	364 533	409 647	478 847	543 329	607 726
Hainaut	157 332	180 185	213 179	219 549	247 360
Liège	145 556	162 262	196 199	210 616	237 315
Limbourg	81 643	98 858	112 161	131 139	152 490
Luxembourg	23 712	28 088	33 025	36 444	40 477
Namur	47 509	53 306	59 705	67 070	76 400
Flandre orientale	170 039	193 991	229 850	250 479	286 603
Flandre occidentale	152 105	176 165	197 034	220 862	253 233
Le Royaume ...	**1 401 761**	**1 599 690**	**1 876 498**	**2 072 079**	**2 349 207**
Région flamande	*770 160*	*885 471*	*1 034 536*	*1 153 335*	*1 319 179*
Région wallonne	*401 722*	*457 487*	*544 731*	*577 009*	*651 710*
Région bruxelloise	*229 879*	*256 732*	*297 231*	*341 735*	*378 318*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970

PROVINCE OU RÉGION	Données absolues (en millions de francs)				
	1972	1973	1974	1975	1976 (a)
Anvers	228 594	246 152	258 113	250 639	268 187
Brabant	324 734	342 235	360 286	353 490	363 370
Hainaut	142 365	149 666	157 525	150 545	158 052
Liège	132 084	134 381	144 758	143 826	151 129
Limbourg	70 902	80 585	83 379	84 349	93 983
Luxembourg	21 113	22 984	24 439	24 240	24 751
Namur	42 034	44 141	45 666	44 935	48 180
Flandre orientale	152 195	162 439	172 289	165 168	176 495
Flandre occidentale	132 423	144 441	148 073	144 320	153 259
Le Royaume ...	**1 246 444**	**1 327 024**	**1 394 528**	**1 361 512**	**1 437 406**
Région flamande	*679 448*	*735 098*	*770 213*	*751 021*	*805 327*
Région wallonne	*362 461*	*378 975*	*403 068*	*394 288*	*415 393*
Région bruxelloise	*204 535*	*212 951*	*221 247*	*216 203*	*216 686*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	45 905	52 666	23 692	26 663	77	77	69 674	79 406
2. Industries extractives	13 579	14 990	10 091	9 340	4	4	23 674	24 334
3. Industries manufacturières	(376 576)	(434 981)	(175 357)	(202 547)	(55 292)	(59 456)	(607 225)	(696 984)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	65 764	72 602	25 901	28 683	10 408	11 379	102 073	112 664
b) Textiles	25 956	32 521	6 564	8 402	833	1 003	33 353	41 926
c) Vêtements et chaussures	15 876	16 569	2 896	2 966	4 294	4 047	23 066	23 582
d) Bois et meubles	22 485	27 219	3 939	4 510	1 261	1 480	27 685	33 209
e) Papier, impression, édition	16 278	16 967	9 178	9 467	9 183	8 530	34 639	34 964
f) Industries chimiques et activités connexes	54 662	61 915	14 244	16 078	3 229	3 237	72 135	81 230
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	13 360	17 140	13 010	17 487	619	849	26 989	35 476
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	11 992	15 163	28 586	36 019	136	119	40 714	51 301
k) Garages	20 198	24 172	11 644	13 902	4 695	5 504	36 537	43 578
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	110 752	126 609	53 811	58 557	18 803	21 118	183 366	206 284
l) Industries non dénommées ailleurs	19 253	24 104	5 584	6 476	1 831	2 190	26 668	32 770
4. Construction	79 898	94 455	45 717	54 691	23 782	25 285	149 397	174 431
5. Electricité, gaz et eau	37 313	41 446	19 238	22 054	7 950	8 517	64 501	72 017
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(197 799)	(233 734)	(98 105)	(112 823)	(116 849)	(136 757)	(412 753)	(483 314)
a) Commerce	116 896	140 795	55 272	64 229	52 425	61 565	224 593	266 589
b) Services financiers et assurances	30 603	38 737	13 180	16 792	43 104	52 342	86 887	107 871
c) Immeubles d'habitation	50 300	54 202	29 653	31 802	21 320	22 850	101 273	108 854
7. Transports et communications	119 683	140 511	33 127	36 918	24 127	25 382	176 937	202 811
8. Services	283 238	325 763	172 011	196 242	113 849	128 394	569 098	650 399
Ajustement statistique	—656	—19 367	—329	—9 568	—195	—5 554	—1 180	—34 489
Produit intérieur brut ...	**1 153 335**	**1 319 179**	**577 009**	**651 710**	**341 735**	**378 318**	**2 072 079**	**2 349 207**

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Région Flamande		Région Wallonne		Région Bruxelloise		Le Royaume	
	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)	1975	1976 (a)
1. Agriculture, sylviculture et pêche	103	100	95	91	84	70	100	96
2. Industries extractives	96	95	66	61	13	13	78	74
3. Industries manufacturières	(126)	(137)	(115)	(124)	(100)	(102)	120)	(130)
a) Denrées alimentaires, boissons, tabac	124	127	117	118	103	102	120	122
b) Textiles	95	113	96	114	74	88	94	112
c) Vêtements et chaussures	105	104	99	96	104	93	104	101
d) Bois et meubles	142	162	120	130	82	91	134	152
e) Papier, impression, édition	122	127	110	117	81	71	106	107
f) Industries chimiques et activités connexes	131	143	150	166	70	69	129	141
g) Terre cuite, céramique, verre, ciment	108	121	103	116	119	130	105	119
h-i) Sidérurgie, métaux non ferreux	92	111	93	103	70	58	93	105
k) Garages	127	137	123	132	115	121	124	133
j) Fabrications métall. (y compris construct. navales)	138	151	133	139	115	124	134	144
l) Industries non dénommées ailleurs	159	182	152	168	111	121	154	174
4. Construction	113	121	118	128	109	106	114	121
5. Electricité, gaz et eau	160	176	169	184	172	170	162	178
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitat.	(125)	(137)	(136)	(143)	(112)	(111)	(124)	(131)
a) Commerce	123	136	143	152	101	98	122	129
b) Services financiers et assurances	156	179	166	183	128	130	143	154
c) Immeubles d'habitation	116	119	113	115	113	116	114	117
7. Transports et communications	111	120	103	108	100	96	107	113
8. Services	129	136	127	133	121	125	127	133
Produit intérieur brut ...	**123**	**132**	**119**	**126**	**112**	**112**	**120**	**127**

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère des Affaires économiques; Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie

Etablissements en activité et nouveaux

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1972	1973	1974	1975	1976 (a)
Anvers	15 597	17 389	23 084	28 288	27 142
Brabant	12 717	12 450	14 805	12 686	11 584
Hainaut	11 196	12 749	17 453	19 202	15 115
Liège	8 969	11 224	14 466	14 076	10 045
Limbourg	3 586	5 835	8 105	8 588	9 509
Luxembourg	436	509	1 153	1 287	754
Namur	2 350	2 477	4 096	2 516	2 477
Flandre orientale	11 216	11 006	15 729	14 298	12 677
Flandre occidentale	6 155	8 175	9 463	7 043	7 200
Le Royaume ...	**72 221**	**81 812**	**108 354**	**107 984**	**96 503**
Région flamande	*41 626*	*47 677*	*62 759*	*63 807*	*61 315*
Région wallonne	*25 766*	*28 599*	*39 187*	*39 212*	*30 323*
Région bruxelloise	*4 829*	*5 536*	*6 410*	*4 965*	*4 865*
Le Royaume ...	**72 221**	**81 812**	**108 354**	**107 984**	**96 503**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponibles.

Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux

(en millions de francs)

PROVINCE ET RÉGION	1972	1973	1974	1975	1976 (a)
Anvers	1 257	693	706	2 104	3 659
Brabant	382	551	775	783	367
Hainaut	1 112	434	1 832	3 835	1 632
Liège	569	1 401	546	2 018	232
Limbourg	297	1 848	2 163	2 268	2 088
Luxembourg	28	47	128	245	93
Namur	127	81	76	91	128
Flandre orientale	354	527	1 126	392	1 106
Flandre occidentale	197	529	686	123	248
Le Royaume ...	**4 323**	**6 110**	**8 038**	**11 859**	**9 553**
Région flamande	*2 388*	*3 781*	*5 154*	*5 378*	*7 336*
Région wallonne	*1 924*	*2 071*	*2 861*	*6 399*	*2 141*
Région bruxelloise	*11*	*258*	*23*	*82*	*76*
Le Royaume ...	**4 323**	**6 110**	**8 038**	**11 859**	**9 553**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données pour 1977 et 1978 ne sont pas encore disponible.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	5 339	7 925	6 828	9 177	20 138	15 769	10 196	18,8	158 373	20,2
Flandre occidentale	2 567	4 978	3 346	4 517	6 550	4 664	5 226	9,6	56 403	7,2
Flandre orientale	5 484	9 171	5 756	6 515	15 467	8 525	8 186	15,1	130 124	16,6
Limbourg	1 761	6 232	7 600	3 393	7 685	3 340	7 877	14,5	75 473	9,6
Brabant flamand	2 054	3 397	2 068	1 342	3 025	2 578	2 289	4,2	32 129	4,1
Région flamande	*17 205*	*31 703*	*25 598*	*24 944*	*52 865*	*34 876*	*33 775*	*62,2*	*452 502*	*57,7*
Hainaut	10 963	8 449	6 407	3 177	18 661	25 069	7 628	14,1	150 322	19,2
Liège	4 026	14 280	4 937	4 238	16 786	4 056	7 577	14,0	108 628	13,9
Luxembourg	272	1 236	415	955	800	254	898	1,6	8 630	1,1
Namur	490	5 264	2 727	377	955	2 294	2 605	4,8	22 900	2,9
Nivelles (arrond.)	2 412	1 802	1 788	737	1 613	1 207	898	1,6	23 359	2,9
Région wallonne	*18 163*	*31 031*	*16 274*	*9 484*	*38 815*	*32 881*	*19 606*	*36,1*	*313 839*	*40,0*
Bruxelles-Capitale	*309*	*2 858*	*954*	*1 951*	*817*	*2 497*	*903*	*1,7*	*17 905*	*2,3*
Le Royaume ...	**35 677**	**65 593**	**42 826**	**36 379**	**92 497**	**70 254**	**54 284**	**100,0**	**784 246**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Investissements étrangers prévus

Répartitions régionales et sectorielles (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1977			1978			1973-1978		
	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles-Capitale	Flandre	Wallonie	Bruxelles Capitale
Métal et assimilés	1 112	480	349	1 656	962	247	4 711	8 325	1 283
Chimie	313	830	23	1 482	2 474	140	14 763	10 532	441
Pétrole	—	—	—	2	29	—	103	29	18
Papier	751	—	52	5	1	4	816	156	66
Textile	90	9	456	90	5	55	1 822	225	545
Autres	971	2 054	1 706	2 364	728	1 912	6 726	7 338	8 187
Total ...	**3 237**	**3 373**	**2 586**	**5 599**	**4 199**	**2 358**	**28 941**	**26 605**	**10 540**

(a) Sur base de la localisation du siège d'exploitation.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Indices bruts de l'activité industrielle

(1970 = 100)

RÉGION	1977					1978				
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) :										
Région flamande	129,0	129,1	117,5	127,1	125,7	124,8	129,0	112,9	130,9	124,4
Région wallonne	102,0	106,2	92,1	102,6	100,7	97,7	105,8	95,4	113,5	103,1
Région bruxelloise	98,4	101,1	86,5	98,0	96,0	96,6	99,4	87,0	101,9	96,2
Le Royaume ...	**115,8**	**117,6**	**104,7**	**114,9**	**113,3**	**111,7**	**117,0**	**103,5**	**120,8**	**113,2**
Indice général (non compris la construction) :										
Région flamande	136,7	132,8	122,5	134,6	131,6	135,0	133,2	118,9	140,1	131,8
Région wallonne	106,3	105,3	92,1	105,4	102,3	104,1	105,4	97,9	118,6	106,5
Région bruxelloise	106,9	106,3	93,0	105,6	103,0	110,6	108,2	96,6	114,8	107,6
Le Royaume ...	**122,4**	**119,9**	**108,3**	**120,9**	**117,9**	**121,0**	**120,3**	**108,8**	**129,1**	**119,8**
Industries manufacturières :										
Région flamande	138,6	135,0	125,0	137,1	133,9	137,4	135,7	121,9	142,7	134,4
Région wallonne	112,8	111,1	97,7	112,0	108,4	111,0	111,9	104,7	126,7	113,6
Région bruxelloise	107,3	107,1	93,7	106,5	114,7	110,8	108,3	96,7	114,8	118,5
Le Royaume ...	**125,8**	**123,2**	**111,8**	**124,6**	**121,4**	**124,8**	**123,9**	**112,8**	**133,2**	**123,7**
Construction :										
Région flamande	95,5	112,9	96,1	95,1	99,9	82,5	108,6	86,3	90,9	92,1
Région wallonne	82,7	108,1	91,1	89,1	92,8	71,4	107,3	85,2	91,9	88,9
Région bruxelloise	78,4	86,7	68,9	77,7	78,0	66,6	79,6	65,4	73,7	71,3
Le Royaume ...	**88,3**	**106,1**	**88,9**	**89,8**	**93,3**	**75,9**	**102,1**	**81,6**	**87,7**	**87,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Population active selon le statut professionnel et le sexe

Fin avril 1977 (a)

DÉSIGNATION	Hommes	Femmes	Total	Total 1977 p.r. à 1970 en % (b)
	LE ROYAUME			
Indépendants, employeurs	379 622	121 230	500 844	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	36 616	7 372	43 983	+ 23,6
Employés	901 699	567 672	1 469 376	+ 16,5
Ouvriers et ouvriers à domicile	1 115 199	350 804	1 465 999	— 6,9
Apprentis	18 516	68 500	87 010	— 26,2
Chômeurs	80 776	139 019	219 789	+173,5
Miliciens	30 306	—	30 306	— 7,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**2 562 721**	**1 254 574**	**3 817 292**	**+ 4,9**
	RÉGION BRUXELLOISE			
Indépendants, employeurs	39 672	14 169	53 842	+ 1,6
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	6 652	1 442	8 094	+ 22,2
Employés	124 663	90 309	214 972	— 6,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	81 333	37 963	119 296	— 15,6
Apprentis	922	7 831	8 752	— 25,2
Chômeurs	12 477	11 931	24 407	+208,3
Miliciens	2 576	—	2 576	— 5,1
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**268 294**	**163 644**	**431 939**	**— 5,3**
	RÉGION FLAMANDE			
Indépendants, employeurs	225 311	65 778	291 083	— 7,0
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	19 915	2 932	22 845	+ 32,0
Employés	495 698	295 403	791 104	+ 24,1
Ouvriers et ouvriers à domicile	682 754	218 296	901 049	— 5,4
Apprentis	12 852	37 620	50 473	— 21,0
Chômeurs	38 710	77 946	116 655	+206,9
Miliciens	18 888	—	18 888	— 6,8
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**1 494 122**	**697 964**	**2 192 083**	**+ 7,3**
	RÉGION WALLONNE			
Indépendants, employeurs	114 639	41 283	155 919	— 5,7
Chefs d'entreprise liés par contrat d'emploi	10 049	2 998	13 044	+ 12,0
Employés	281 338	181 960	463 300	+ 17,9
Ouvriers et ouvriers à domicile	351 112	94 545	445 654	— 7,2
Apprentis	4 742	23 049	27 785	— 34,3
Chômeurs	29 589	49 142	78 727	+118,7
Miliciens	8 842	—	8 842	— 10,9
Statut inconnu	—	—	—	—
Total ...	**800 305**	**392 966**	**1 193 271**	**+ 5,9**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Enquête socio-économique.
(b) Recencement au 31 décembre 1970.

Chômeurs complets indemnisés

RÉGION	Fin décembre 1977	Variation en % par rapport à 1976	Fin décembre 1978	Variation en % par rapport à 1977
Région flamande	162 194	+15,1	165 350	+ 1,9
Région wallonne	104 230	+13,3	104 714	+ 0,5
Région bruxelloise	29 935	+ 8,2	39 868	+ 3,1
Le Royaume ...	**296 359**	**+13,7**	**300 932**	**+ 1,5**

Source : Office National de l'Emploi.

Chômeurs complets indemnisés
(moyennes mensuelles)

RÉGION	1977			1978					
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Variation en % par rapport à 1977	Femmes	Variation en % par rapport à 1977	Total	Variation en % par rapport à 1977
Rég. flamande	52 423	89 414	141 837	54 602	+4,2	97 708	+9,3	152 310	+7,4
Rég. wallonne	40 280	53 926	94 206	42 016	+4,3	58 234	+8,0	100 250	+6,4
Région bruxelloise ...	13 584	14 657	28 241	14 621	+7,6	14 983	+2,2	29 604	+4,8
Le Royaume	**106 287**	**157 997**	**264 284**	**111 239**	**+4,7**	**170 925**	**+8,2**	**282 164**	**+6,8**

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution du taux de chômage par région (a)

ANNÉES	REGIONS								
	Région flamande			Région wallonne			Région bruxelloise		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1975	7,2	17,2	10,3	8,9	21,7	12,8	8,4	11,3	9,5
1976	7,0	21,2	11,6	9,5	26,2	14,8	9,3	14,4	11,3
1977	8,2	24,1	13,5	11,4	29,3	17,2	10,5	15,9	12,7
1978	8,4	25,0	14,1	11,5	30,9	18,1	12,1	16,1	13,8

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Rapport entre le nombre de chômeurs complets indemnisés et le nombre d'assurés contre le chômage (I.N.A.M.I.).

Fermetures d'entreprises
Ventilation par région

RÉGION	Nombre de fermetures			Nombre de travailleurs affectés		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Région flamande	409	568	507	15 880	15 975	14 298
Région wallonne	229	299	333	10 682	11 263	13 114
Région bruxelloise	242	260	329	5 732	5 660	6 126
Le Royaume...	**880**	**1 127**	**1 169**	**32 294**	**32 898**	**33 538**

Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés par suite de la fermeture d'entreprises.

Faillites par région

RÉGION	Nombre			Importance relative (en %)		
	1976	1977	1978	1976	1977	1978
Région flamande	974	1 011	1 081	39,7	40,9	38,7
Région wallonne	712	749	900	28,9	30,3	32,3
Bruxelles (arrond. judic.)	773	711	808	31,4	28,8	29,0
Le Royaume ...	**2 459**	**2 471**	**2 789**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Eurinform.

Répartition des faillites par province

PROVINCE	1976	1977	1978	Evolution en 1978 en % par rapport à l'année précédente
Anvers	367	401	448	+11,7
Brabant	879	820	963	+17,4
Flandre occidentale	224	191	235	+23,0
Flandre orientale	196	203	186	— 8,4
Hainaut	266	257	323	+25,7
Liège	295	333	372	+11,7
Limbourg	143	166	148	—10,9
Luxembourg	33	36	38	+ 0,6
Namur	56	64	76	+18,7
Le Royaume ...	**2 459**	**2 471**	**2 789**	**+12,9**

Source : Eurinform.

SEPTIEME PARTIE

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. — GENERALITES

L'économie belge, très orientée vers l'extérieur, souffre énormément de la mollesse de la demande dans la plupart des pays clients. Il s'avère cependant peu logique d'accuser la faiblesse de l'activité industrielle chez les principaux partenaires commerciaux de l'UEBL sans faire état de certains handicaps qui affectent son commerce d'exportation. En effet, la Belgique doit d'abord acheter, ensuite transformer et enfin vendre. A cela s'ajoutent la faiblesse structurelle, la hauteur des prix et l'orientation vers des produits vulnérables à la concurrence étrangère, plus particulièrement celles des pays en voie de développement. En outre, il s'avère utile de mettre l'accent sur la faible dispersion géographique des ventes à l'extérieur et sur le déficit chronique de la balance commerciale qui reste toutefois inférieur au déficit énergétique.

Pour la quatrième année consécutive, il se confirme qu'exporter est devenu à la fois plus difficile et plus nécessaire que jamais. L'expansion s'est vue freinée et les marges bénéficiaires contractées au moment où les entreprises auraient dû consolider les positions acquises et conquérir de nouveaux marchés. Dès lors, les exportateurs doivent plus que par le passé avoir recours à l'assistance du secteur public afin de pouvoir aborder les marchés étrangers dans des conditions au moins égales à celles dont bénéficient leurs concurrents.

Dans cette optique, la politique commerciale du Ministre du Commerce extérieur est axée sur la diversification géographique et sectorielle des exportations.

En ce qui concerne le financement des exportations, le Comité ministériel de coordination économique et sociale a décidé d'adapter le niveau de la bonification d'intérêt de façon à pouvoir atteindre, lorsque les conditions de la concurrence l'exigent, les taux prévus dans l'arrangement international qui lie une vingtaine de pays industrialisés soit, pour les crédits d'une durée supérieure à cinq ans, 7,50 % pour les pays en voie de développement, 7,75 % pour les pays de la catégorie intermédiaire (dont les pays à commerce d'Etat), 8 % pour les pays industrialisés, et pour les crédits d'une durée de 2 à 5 ans respectivement 7,25 %, 7,25 % et 7,75 %. La stabilité du taux

d'intérêt peut dorénavant être garantie pendant douze mois. Par ailleurs, en vue d'accélérer la procédure d'octroi de bonifications, la compétence du Ministre du Commerce extérieur a été élargie : il peut décider de la bonification dans les limites des taux mentionnés ci-dessus pour autant que le montant du crédit ne dépasse pas 1 milliard et que l'avis du Comité Copromex soit unanime.

En ce qui concerne l'Office National du Ducroire (OND), le plafond des engagements qui peuvent être octroyés par cet organisme pour son propre compte a été porté de 180 milliards de francs à 200 milliards, et ceux pour compte de l'Etat à 50 milliards. Des possibilités d'amélioration et d'élargissement de la couverture des risques sont examinées, notamment en ce qui concerne les prestations immatérielles qui ne sont pas liées à des fournitures d'installations industrielles, mais qui se rapportent à une cession de technologie et de connaissance, compte tenu de la nature de ces services, de leur incidence sur l'emploi et de la concurrence étrangère en ce domaine, de même que pour l'assouplissement des possibilités de réassurance auprès de l'Etat pour des risques particulièrement graves.

L'OND poursuit ses efforts en vue de trouver, en collaboration avec le secteur privé, une solution à l'important problème des cautions ou garanties bancaires de plus en plus exigées dans certains pays.

L'Association pour la coordination du financement à moyen terme des exportations belges a refinancé effectivement, en 1978, des opérations d'exportation de l'ordre de 60,1 milliards de francs, contre 51,3 milliards en 1977.

Le Gouvernement belge a conclu de nouvelles conventions préventives de double imposition (1) et des accords de protection des investissements privés avec Singapour et la Roumanie.

Le montant budgétaire pour les prêts d'Etat, en 1979, est de 3 milliards de francs, contre 2 milliards l'année écoulée. Il est prévu que des prêts d'Etat seront accordés, en 1979, à 21 pays en voie de développement. Ces prêts sont utilisés pour le paiement de fournitures de biens et de services belges. L'accent est mis de plus en plus sur la nécessité de consacrer les montants de ces prêts à des achats de biens d'équipement. Il est prévu qu'une disposition en ce sens figurera dans les accords relatifs aux prêts de 1979. Dans le même ordre d'idées, certains prêts conclus pour l'année à venir ne seront accordés qu'à la condition que les pays bénéficiaires en affectent le montant à des projets intéressants pour l'industrie belge.

A l'initiative du Ministre du Commerce extérieur, le Comité permanent pour la promotion des exportations, qui a été installé le 20 janvier 1969 et qui regroupe les hauts fonctionnaires des ministères et administrations concernés par le commerce extérieur, a été réanimé et s'est réuni cinq fois en 1978. Il a été créé un groupe de travail spécial pour l'examen des problèmes de sous-traitance internationale et des débouchés offerts par celle-ci, plus particulièrement pour les PME. Un deuxième groupe de travail a étudié les possibilités d'accroissement du nombre de traités

(1) Philippines, République de Corée, Australie, Côte d'Ivoire, Thaïlande, Suisse.

bilatéraux sur la double imposition et la protection des investissements, ainsi que la possibilité de promouvoir les investissements belges à l'étranger. Un troisième groupe de travail a examiné les répercussions des contributions belges à certaines institutions financières internationales.

Au niveau des diverses instances internationales (Benelux, CEE, OCDE, GATT, FMI, CNUCED), la Belgique défend les positions suivantes :

— l'harmonisation des mesures prises en faveur des exportations (assurances-financement) et l'élimination des distorsions;

— la suppression des conditions concurrentielles déloyales et la défense des principes du « Trade pledge » (1) de l'OCDE;

— la promotion du dialogue avec les pays en voie de développement, en différenciant les pays pauvres des pays en voie d'industrialisation et en organisant la concertation permanente au sujet des échanges avec le Tiers Monde.

Enfin, l'Office Belge du Commerce Extérieur a poursuivi sa politique de prospection et de promotion dans les domaines les plus variés afin d'obtenir de nouveaux résultats en vue de favoriser le redéploiement commercial à l'étranger. Il a approuvé une série de mesures, notamment :

— l'extension des systèmes d'informatisation;

— l'examen approfondi de l'évolution des marchés étrangers et de la concurrence extérieure;

— le recours à un bureau spécialisé pour l'élaboration d'une étude sur l'image de marque des produits belges à l'étranger et sur les mesures à mettre en œuvre pour l'instaurer, l'améliorer ou la renforcer pour autant que cela s'avère opportun;

— la préparation d'une vaste campagne en vue de rapprocher les acheteurs de pays pétroliers arabes et les fournisseurs belges dans certains domaines spécifiques;

— la formation et le recyclage des exportateurs en collaboration avec l'International Trade Invest Institute (I.T.I.);

— le lancement de formule de missions thématiques (développement et modernisation de l'agriculture et de l'agro-industrie en Irak);

— la mise en place d'une cellule d'étude et d'assistance pour le secteur textile;

— une attention spéciale à deux pays candidats à l'adhésion au Marché Commun (l'Espagne et la Grèce);

— l'entrée en vigueur d'un nouveau statut pour les prospecteurs commerciaux.

L'O.B.C.E. a également collaboré à la préparation de plusieurs missions organisées par des groupements professionnels, des banques, des instances régionales (Assiport en Autriche et en Suisse, Fabrimétal en Argentine, en Chine et en Iran, Belgofurn à Bahrein et Dubaï).

---

(1) Cette déclaration a pour objet de prévenir toute action unilatérale qui pourrait avoir un effet préjudiciable sur les relations économiques internationales.

Cet établissement a organisé 26 journées de contact et de promotion, dont 8 eurent lieu en Belgique (articles de cadeaux, matériaux de construction) et 18 à l'étranger (secteur alimentaire, textile et confection).

En 1978, l'OBCE a apporté sa collaboration à la préparation des réunions périodiques de commissions mixtes prévues dans le cadre d'accords de coopération économique, technique et industrielle avec plusieurs pays. Il s'agit des commissions mixtes entre, d'une part, l'UEBL et, d'autre part, le Soudan, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Roumanie.

Pour la promotion des échanges avec les pays de l'Europe orientale, l'organisation de journées techniques s'avère être une des meilleures formules, et elle est du reste largement appliquée pour ces pays (Ex. : journées techniques à Prague, Bratislava...).

Signalons enfin que le Fonds du Commerce extérieur s'est engagé, au cours de l'année 1978, pour un montant de l'ordre de 345 millions sous forme de prêts, de garanties et de subsides.

SECTION II. — EVOLUTION GENERALE DU COMMERCE SPECIAL

La stagnation du commerce extérieur de l'UEBL, enregistrée au cours du second semestre de 1977, s'est maintenue durant la première moitié de l'année écoulée. Pendant cette période, les ventes n'ont progressé, en valeur, que de 0,9 % et les achats de 1 %. A prix constants, cette quasi-stagnation se répartit respectivement comme suit : 1,2 % pour les exportations et 0,3 % pour les importations.

Une certaine tendance à la reprise s'est manifestée durant le second semestre, où l'on note une hausse des échanges de l'ordre de 8,2 %. Cette amélioration s'est surtout manifestée lors des mois d'octobre et de novembre, alors que les résultats de décembre laissent planer un risque d'essoufflement.

Pour l'année 1978 dans son ensemble, les exportations de l'UEBL avec une valeur de 1 407,6 milliards de francs, ont été supérieures de 4,7 % au montant atteint l'année précédente. Les importations se sont élevées à 1 519 milliards de francs, soit 4,9 % de plus qu'un an auparavant. Le déficit commercial se chiffre à 111,4 milliards à la fin de 1978, alors qu'il atteignait 103 milliards en 1977. Le taux de couverture des importations par les exportations s'élève pour l'ensemble de l'année à 92,7 %, contre 93,1 % un an plus tôt.

Cette progression reste toutefois inférieure à celle enregistrée tant l'année précédente (6,1 % pour les exportations et 5,4 % pour les importations) qu'en 1976 (19,7 % pour les exportations et 20,6 % pour les importations).

Le Conseil central de l'Economie note qu'en Belgique, « le retour à la confiance ne présente pas encore l'ampleur, ni l'intensité qu'il a pris dans bien d'autres pays de la C.E.E. ».

Selon la Banque Nationale de Belgique « les carnets de commandes des bureaux d'études et entreprises d'ingénieries se détériorent et ces entreprises ne sont guère optimistes quant à l'évolution de leur position concurrentielle à court terme ».

Pour sa part, l'OBCE attire l'attention sur la faiblesse de trésorerie des entreprises en soulignant qu' « il s'est avéré plus difficile d'intéresser des entreprises à certaines actions promotionnelles par essence peu rentables à court terme et on a également dû constater que les entreprises, apparemment pour des raisons d'ordre budgétaire, ont estimé devoir réserver des stands plus petits que d'habitude à certaines foires ou salons spécialisés à l'étranger ».

En ce qui concerne le commerce mondial, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) estime que sa valeur s'est établie en 1978 aux environs de 1 280 milliards de dollars (1), ce qui représente une hausse en valeur de 14 % par rapport à 1977, légèrement supérieure à celle enregistrée un an auparavant (13 %). En volume, le commerce mondial a progressé d'environ 5 %, pour 4 % un an plus tôt, cette progression a été légèrement plus forte que la production mondiale (services non compris).

Les exportations de l'UEBL ont été particulièrement affectées par la crise persistante dans le monde industriel et leur part dans le commerce mondial a de nouveau subi un net recul.

Pour l'année à venir, plusieurs ombres planent sur l'économie. Il faudra tenir compte de l'évolution des prix du pétrole, de ses répercussions sur l'économie et de l'instabilité du dollar. Ces inconnues seront toutefois largement compensées par des éléments plus réconfortants comme la mise en œuvre du Système monétaire européen et la reprise notée en République fédérale d'Allemagne. Ils peuvent entraîner dans leur sillage un climat de stabilité et de relance en Belgique laquelle connaît un taux d'inflation qui reste un des plus bas de l'Europe. Ces facteurs de reprise gagneraient à être combinés avec une amélioration de la productivité et une stimulation des investissements.

Avec la mise en place du Système monétaire européen, la plus grande partie du commerce intracommunautaire de l'UEBL va pouvoir se faire à l'abri des fluctuations excessives des marchés des changes, puisque plus de 60 % du commerce extérieur belge se réalise avec les pays membres du SME, contre environ 40 % dans le « défunt serpent ». Par ailleurs, le règlement d'environ 80 % des exportations sera effectué dans l'une des monnaies dont les parités seront désormais liées entre elles.

(1) Les données mentionnées ici sont des estimations du GATT.

§ 1. — EXPORTATIONS

Plus de septante pourcent des exportations de l'UEBL trouvent leur débouché dans les pays de la Communauté économique européenne et plus de quatre-vingt pourcent ne quittent pas le continent européen. Cette proportion indique bien la concentration des ventes à l'extérieur qui donc ne pénètrent pas profondément les autres continents et partant sont fortement influencées par la conjoncture dans les pays voisins.

En 1978, les exportations ont cependant davantage percé sur les marchés des pays du Sud-Est asiatique et des pays à commerce d'Etat, alors qu'elles ont faiblement progressé dans les pays industrialisés; d'autre part l'emballement vers les pays producteurs de pétrole a dépassé son point culminant.

La hausse modérée des exportations a surtout été influencée par la bonne tenue des biens de consommation, des produits agricoles et des produits industriels, à l'exclusion des matières premières. Les combustibles et énergie, de même que plusieurs biens d'équipement ont, pour leur part, régressé.

1. — *Répartition sectorielle.*

L'augmentation des ventes de l'UEBL résulte principalement des exportations dans les secteurs de la sidérurgie, des fabrications métalliques, des industries chimiques et diamantaires.

La sidérurgie est parvenue à reprendre plus de terrain que ce qu'elle avait perdu l'année antérieure. Cette évolution est identique tant pour les formes primaires que pour les produits mi-finis. Néanmoins, cet important secteur de l'économie reste en perte de vitesse depuis près de cinq ans : sa part relative dans le total des exportations s'amenuise d'année en année.

Progressant de 4,9 % en un an, les fabrications métalliques améliorent leur position grâce au concours des machines pour le travail des métaux, des machines et appareils électriques, du matériel ferroviaire et des véhicules à moteur. La régression des autres secteurs porte peu à conséquence, vu leur faible contribution dans le total des ventes.

Les ventes de l'industrie chimique progressent d'année en année, tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Cette hausse est due principalement aux produits inorganiques et aux engrais manufacturés. Il convient cependant de souligner que tous les secteurs de cette industrie croissent à un rythme supérieur à celui du commerce extérieur.

Avec 29,5 % de croissance en un an, l'industrie diamantaire réalise la meilleure performance de l'année et dès lors améliore sa position dans le total des ventes en passant de 5,0 % à 6,1 %.

Parmi les autres secteurs en forte expansion, il convient encore de signaler les viandes fraîches ou préparées, les produits laitiers, le ciment, le verre plat, les huiles et graisses.

D'autres industries, dont celles du papier et du caoutchouc, progressent mais à un rythme plus lent.

La moins bonne tenue des métaux non ferreux est à mettre sur le compte des métaux non travaillés qui reculent de plus de 15 %.

Hormis les tissus et cordages, tous les secteurs de l'industrie textile subissent une chute, assez importante pour les fils, alors que les fibres sont en stagnation.

L'industrie pétrolière n'a pas été épargnée cette année; elle recule de plus de 17 % et sa part relative passe de 5,2 % à 4,1 %.

2. — *Répartition géographique.*

La part des ventes de l'U.E.B.L. aux pays de la C.E.E. s'est quelque peu améliorée, passant de 71,2 % à 71,6 % et récupère un peu du terrain perdu l'année précédente. Cette évolution est due principalement à la croissance des demandes allemande, irlandaise, française et italienne. Il convient de noter à cet égard que les deux dernières avaient sensiblement fléchi l'année antérieure. Les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont continué à acheter plus qu'en 1977, mais dans une moindre mesure.

Les produits agricoles, les produits industriels demi-finis, les biens de consommation non durables, qu'ils soient alimentaires ou non alimentaires, les moteurs et investissements fixes en biens d'équipement constituent les principales catégories de produits qui ont favorisé la reprise de la demande française, alors que l'on note un important recul pour les autres biens d'équipement. A l'exclusion des combustibles et énergie, des biens d'équipement sauf les appareils scientifiques et médicaux, toutes les catégories de produits ont enregistré des hausses à destination de l'Italie.

La demande allemande a été principalement soutenue par les biens d'équipement et de consommation. Le recul des matières premières industrielles est à l'origine de la stagnation des ventes de produits industriels. Les exportations à destination des Pays-Bas ont progressé faiblement; les biens d'équipement, les combustibles et énergie, les produits agricoles et les matières premières industrielles sont les principaux responsables de cette faible évolution. Hormis les matières premières industrielles et les combustibles et énergie, les autres secteurs continuent leur progression vers le Royaume-Uni; il faut cependant remarquer que cette forte évolution est inférieure de moitié à celle de l'année précédente.

Les exportations vers les pays anglo-saxons ont vu leur élan stoppé, étant donné que la hausse de 2,7 % de celles à destination des Etats-Unis est nettement inférieure à la progression de l'année antérieure (25 %). En effet, les biens de consommation non durables n'ont pu soutenir le rythme de l'année précédente. Cette régression a été

amoindrie par la reprise de la demande de biens d'équipement qui avait sensiblement fléchi en 1977.

Les ventes de l'U.E.B.L. se sont fortement améliorées dans les pays à commerce d'Etat, principalement en U.R.S.S. et dans ceux d'Asie. Il convient de souligner que vers les autres pays de ce groupe, la tendance opposée a été enregistrée.

Les pays en voie de développement ont nettement contribué à la moins bonne tenue des exportations. Si l'évolution reste positive avec les pays asiatiques et stationnaire avec ceux d'Afrique, il n'en est pas de même avec les pays latino-américains : en effet, le recul des ventes à ces derniers est de l'ordre de 13 %. Certains produits ont su résister à cette évolution, notamment les matières premières industrielles, les produits agricoles et alimentaires, exception faite pour ce dernier secteur des ventes à destination des pays américains. Les produits industriels demi-finis éprouvent des difficultés à pénétrer la terre américaine et africaine. Parmi les biens d'équipement, les secteurs qui ont souffert le plus sont principalement les matériels de transport, les appareils scientifiques et médicaux.

Il faut enfin noter que tous les secteurs ont amélioré leur position au Japon, qui malheureusement ne se trouve qu'en vingtième position sur la liste des pays clients.

§ 2. — IMPORTATIONS

A l'instar des ventes, les achats de l'U.E.B.L. proviennent surtout des pays européens et principalement ceux de la C.E.E. Le principal fournisseur reste toujours la République fédérale d'Allemagne, suivie par les Pays-Bas et la France.

Outre l'Europe, les achats en provenance de l'Amérique, de certains pays de l'O.P.E.P. et du Japon se sont améliorés, alors qu'ils enregistrent un net recul dans les autres parties du monde.

La faiblesse des importations, surtout dans le domaine des matières premières et des biens d'équipement, se répercute au niveau des stocks et des investissements.

1. — *Répartition sectorielle.*

Les fabrications métalliques (7,7 %), l'industrie chimique (12,7 %), les charbonnages et cokeries (11,2 %) et l'industrie diamantaire (29,8 %) forment les secteurs qui ont le plus accru leurs achats à l'étranger ainsi que les matériaux de construction, le bois, les produits laitiers et les produits dérivés du pétrole.

Les achats de matériel de transport, principalement de véhicules à moteur, et de machines non électriques renforcent la position de l'industrie des fabrications métalliques. Cependant quelques secteurs régressent et, parmi ceux-ci, les armes et munitions, les bâteaux et les navires.

Hormis les teintures, tannants et colorants, toutes les autres branches de l'industrie chimique améliorent leur situation, les produits inorganiques, pharmaceutiques et les engrais ayant enregistré la meilleure performance.

Comme pour ses ventes, l'industrie diamantaire voit ses achats s'améliorer considérablement en valeur absolue (+29,8 %) ce qui la fait progresser de 4,9 % à 6,1 % en valeur relative.

Les produits alimentaires, à l'exclusion des sucres et sucreries, croissent à un rythme plus lent. Il en va de même pour les produits sidérurgiques, au sein desquels, les produits mi-finis sont en net déclin. Il faut insister sur le fait que, d'année en année, ces produits sont de moins en moins demandés. L'industrie textile évolue d'une manière analogue à cette dernière. Cette stagnation est essentiellement due aux fibres et aux fils, alors que les cordes et cordages ont progressé de plus de 7 %.

Outre les métaux non ferreux non travaillés (—9 % en un an) et les produits pétroliers bruts et semi-raffinés (—20 %), l'industrie du verre, les huiles et les graisses ont diminué leurs achats à l'étranger.

2. — *Répartition géographique.*

La part des pays de la C.E.E. dans le total des importations de l'U.E.B.L. a légèrement augmenté; ceci est dû principalement à la progression des ventes française, allemande et irlandaise, tandis que les achats en provenance des Pays-Bas, de l'Italie et du Royaume-Uni n'ont pas atteint leur niveau de 1977. Originaires de la Communauté, les importations belges sont essentiellement orientées vers les biens de consommation, plus spécialement les produits non alimentaires, les matières premières et les produits demi-finis, à l'exclusion des produits agricoles.

Les pays à commerce d'Etat ont continué à nous vendre des produits industriels demi-finis ainsi que des appareils scientifiques et médicaux.

Les pays en voie de développement ont diminué leurs fournitures de produits agricoles, de matières premières industrielles, de combustibles, d'énergie, de produits alimentaires et de certains biens d'équipement. Ils ont, d'autre part, développé celles de produits non durables non alimentaires, d'appareils scientifiques et médicaux.

Il s'avère utile de souligner que toutes les importations en provenance du Japon se sont améliorées, sauf celles de produits semi-finis industriels.

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

Depuis la crise pétrolière, la balance commerciale de l'U.E.B.L. continue à être déficitaire. Durant l'année écoulée, le solde négatif s'est quelque peu aggravé, après être resté stationnaire les deux années antérieures. Il faut cependant souligner que le déficit a été beaucoup plus prononcé au premier semestre qu'au second. Cette évolution confirme la reprise qui s'est manifestée durant les mois postérieurs aux vacances.

Le déficit dans les échanges entre l'U.E.B.L. et les pays de la C.E.E. s'est fortement aggravé. Tout comme l'année précédente, les seuls pays membres de la Communauté avec lesquels les échanges restent en faveur de l'U.E.B.L. sont la France, l'Italie et le Danemark.

Contrairement à ce qui avait été enregistré les années antérieures, le solde commercial avec les pays de l'Europe occidentale présente un mali pour 1978.

Hormis l'U.R.S.S., les pays à commerce d'Etat continuent à acheter plus à l'U.E.B.L. qu'ils ne lui vendent.

La balance commerciale reste largement négative avec les pays en voie de développement, quelque soit le continent auquel ils appartiennent.

Analysée suivant les secteurs et divisions de la classification type pour le commerce international, la balance commerciale ne présente un solde positif que pour les produits chimiques, les articles manufacturés, à l'exception de ceux en bois et en liège, du papier et de ses applications, de même que pour les marchandises non dénommées ailleurs. Les autres sections présentent une balance négative, le solde le plus défavorable étant donné par les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes.

*
* *

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)		
1969 Moyenne mensuelle	**10 187**	**5 229**	**41 754**	**42 039**	**+ 285**	**100,7**
1970 Moyenne mensuelle	**10 969**	**5 606**	**47 554**	**48 332**	**+ 178**	**101,6**
1971 Moyenne mensuelle	**11 103**	**5 406**	**52 422**	**51 687**	**— 735**	**98,6**
1972 Moyenne mensuelle	**11 971**	**6 342**	**56 814**	**59 248**	**+ 2 434**	**104,3**
1973 Moyenne mensuelle	**12 954**	**6 982**	**71 344**	**72 510**	**+ 1 166**	**101,6**
1974 Moyenne mensuelle	**13 371**	**6 798**	**96 724**	**91 652**	**— 5 072**	**94,8**
1975 Moyenne mensuelle	**11 488**	**6 328**	**94 245**	**88 073**	**— 6 172**	**93,5**
1976 Moyenne mensuelle	**12 689**	**6 701**	**114 080**	**105 538**	**— 8 542**	**92,5**
1977 Moyenne mensuelle	**12 452**	**7 044**	**120 665**	**112 059**	**— 8 606**	**92,9**
1978 Moyenne mensuelle (a)...	**12 851**	**6 866**	**126 584**	**117 298**	**— 9 286**	**92,7**
1977 Janvier	12 473	5 666	116 550	100 503	—16 047	86,2
Février	12 256	6 126	118 285	105 990	—12 295	89,6
Mars	13 449	8 289	138 463	134 919	— 3 544	97,4
Avril	13 055	7 283	124 350	113 113	—11 237	91,0
Mai	11 877	6 875	119 951	109 908	—10 043	91,6
Juin	13 007	8 243	131 686	126 657	— 5 029	96,2
Juillet	10 321	5 825	94 028	95 946	+ 1 918	102,0
Août	12 663	6 130	114 248	85 423	—28 825	74,8
Septembre	12 514	8 379	122 310	123 654	+ 1 344	101,1
Octobre	12 883	7 708	124 888	119 527	— 5 361	95,7
Novembre	12 574	6 990	121 085	107 820	—13 265	89,0
Décembre	12 349	7 011	122 138	121 244	— 894	99,3
Total ...	**149 420**	**84 526**	**1 447 981**	**1 344 704**	**-103 277**	**92,9**
1978 Janvier	11 870	6 585	123 207	113 152	—10 055	91,8
(a) Février	11 572	5 620	123 592	108 567	—15 025	87,8
Mars	14 093	7 131	133 673	125 597	— 8 076	94,0
Avril	12 227	6 741	122 615	116 264	— 6 351	94,8
Mai	13 243	6 637	126 906	112 303	—14 603	88,5
Juin	13 223	7 322	133 131	124 560	— 8 571	93,6
Juillet	11 293	6 337	107 528	106 032	— 1 496	98,6
Août	13 758	6 896	120 542	95 228	—25 314	79,0
Septembre	12 376	7 330	125 802	124 500	— 1 302	99,0
Octobre	14 122	8 188	141 645	137 276	— 4 369	96,9
Novembre	14 045	7 134	136 675	123 924	—12 751	90,7
Décembre	12 392	6 473	123 694	120 178	— 3 516	97,2
Total ...	**154 214**	**82 394**	**1 519 009**	**1 407 581**	**-111 428**	**92,7**

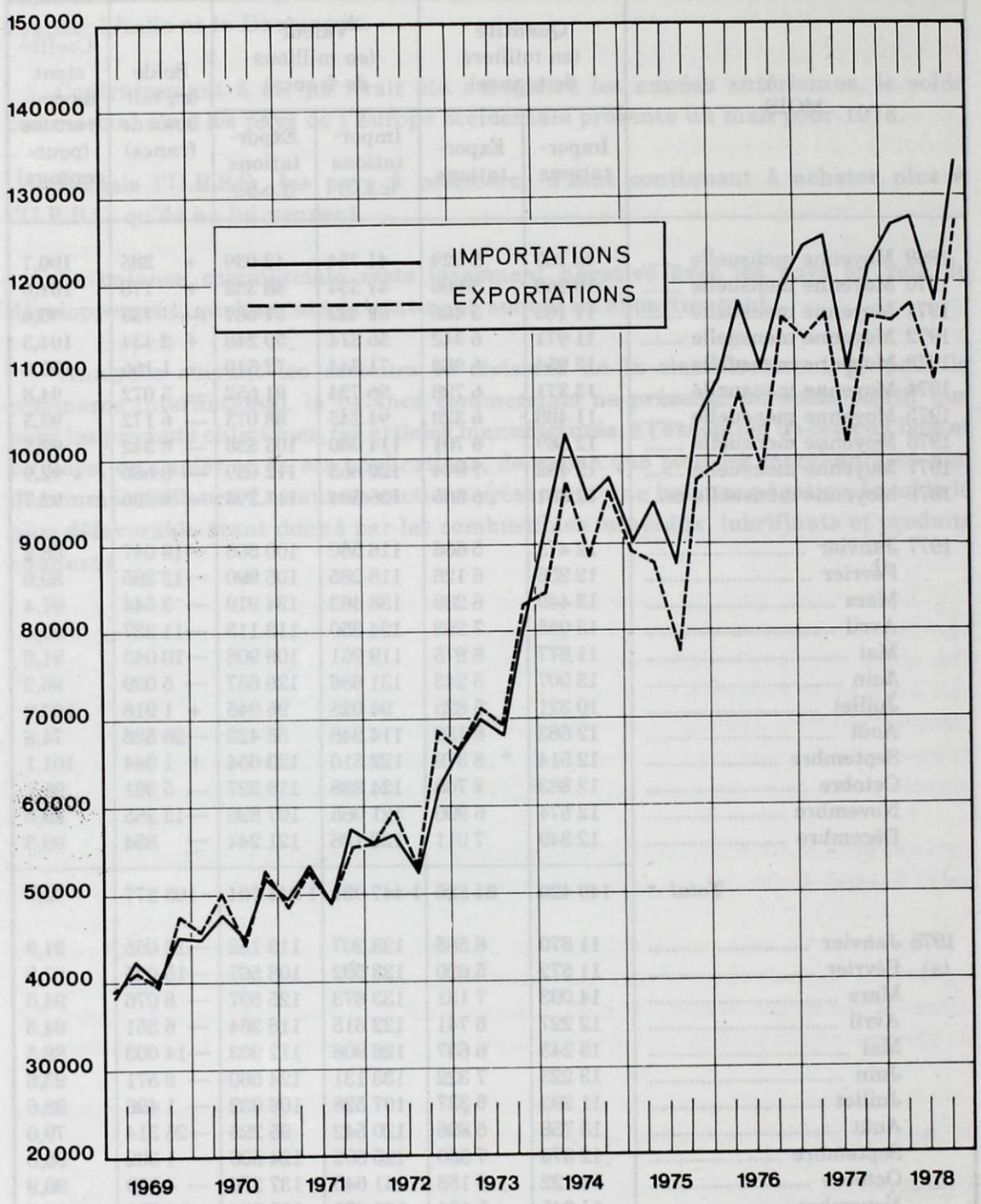
Source : Institut National de Statistique.

(a) Données provisoires.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par trimestre - en millions de francs)

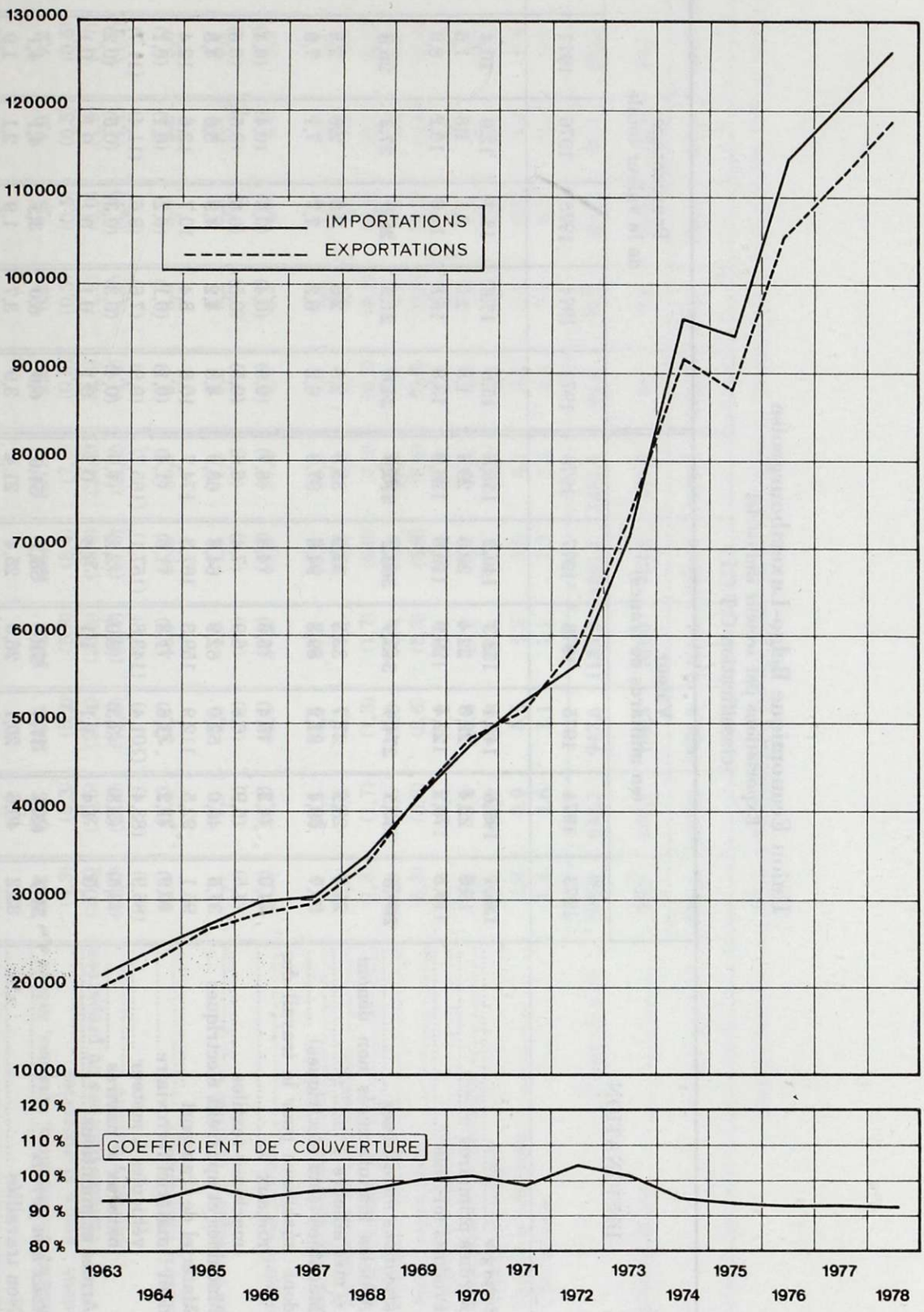


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles par année - en millions de francs)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C.T.C.I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. *Sidérurgie*	**135,4**	**195,6**	**144,4**	**152,3**	**140,2**	**156,8**	**15,6**	**17,8**	**13,7**	**12,0**	**10,4**	**11,1**
1. Formes primaires	15,6	22,4	22,0	22,4	20,6	29,9	1,8	2,0	2,1	1,8	1,5	2,1
2. Produits mi-finis	119,8	173,2	122,4	129,9	119,6	126,9	13,8	15,8	11,6	10,2	8,9	9,0
B. *Fabrications métalliques*	**209,0**	**236,5**	**274,9**	**345,9**	**360,2**	**377,9**	**24,0**	**21,5**	**26,0**	**27,3**	**26,8**	**26,9**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	21,7	28,2	27,7	33,3	32,9	35,8	2,5	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5
2. Machines (sauf électriques)	53,7	68,4	81,2	89,3	94,6	97,8	6,2	6,2	7,7	7,1	7,0	7,0
dont : machines pour le travail des métaux	(4,0)	(4,3)	(5,4)	(5,6)	(4,9)	(6,7)	(0,6)	(0,4)	(0,5)	(0,4)	(0,4)	(0,5)
machines textiles	(4,5)	(5,9)	(6,6)	(6,9)	(7,4)	(6,6)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,5)	(0,6)	(0,5)
3. Machines et appareils électriques	37,5	46,0	52,0	62,9	64,6	68,9	4,3	4,2	4,9	5,0	4,8	4,9
4. Matériel de transport	95,1	92,5	112,9	159,3	167,3	174,7	10,8	8,4	10,7	12,6	12,4	12,4
dont : matériel ferroviaire	(0,9)	(1,2)	(1,6)	(1,3)	(1,0)	(1,4)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(85,9)	(83,4)	(101,4)	(143,8)	(157,1)	(165,7)	(9,9)	(7,6)	(9,6)	(11,4)	(11,7)	(11,8)
bateaux et navires	(3,8)	(2,8)	(3,3)	(6,0)	(2,2)	(1,9)	(0,4)	(0,3)	(0,3)	(0,5)	(0,2)	(0,1)
5. Armes et munitions	1,0	1,4	1,1	1,1	0,8	0,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
C. *Métaux non ferreux*	**51,9**	**65,5**	**37,3**	**51,4**	**55,3**	**51,0**	**6,0**	**6,0**	**3,5**	**4,1**	**4,1**	**3,6**
1. Non travaillés	33,2	40,6	20,1	26,6	25,4	21,4	3,9	3,7	1,9	2,1	1,9	1,5
2. Travaillés	18,7	24,9	17,2	24,8	29,9	29,6	2,1	2,3	1,7	2,0	2,2	2,1
D. *Industrie textile*	**98,9**	**111,9**	**102,9**	**121,0**	**123,8**	**122,5**	**11,4**	**10,2**	**9,7**	**9,6**	**9,2**	**8,7**
1. Fibres	11,3	11,2	8,9	12,1	11,9	11,8	1,3	1,0	0,8	1,0	0,9	0,8
2. Fils	15,8	17,3	15,6	19,8	20,0	17,8	1,8	1,6	1,5	1,6	1,5	1,3
3. Tissus et cordages	49,6	57,8	55,7	62,7	65,3	67,6	5,7	5,3	5,3	5,0	4,8	4,8
E. *Industrie chimique*	**90,0**	**142,3**	**127,0**	**155,1**	**165,3**	**181,0**	**10,3**	**12,9**	**12,0**	**12,2**	**12,3**	**12,9**

E. *Industrie chimique*	90,0	142,9	127,0	155,1	165,3	181,0	10,3	12,0	12,0	12,2	12,8	12,8
1. Produits inorganiques	11,2	16,2	13,7	15,7	16,1	20,5	1,3	1,5	1,3	1,2	1,2	1,5
2. Produits organiques	21,3	38,9	32,3	41,6	42,1	44,4	2,4	3,5	3,1	3,3	3,1	3,2
3. Teintures, tannants et colorants	3,7	5,3	4,4	6,2	7,2	7,6	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
4. Produits pharmaceutiques	7,8	11,0	11,5	12,7	14,5	15,9	0,9	1,0	1,1	1,0	1,1	1,1
5. Engrais manufacturés	10,3	16,8	16,8	15,2	16,8	18,6	1,2	1,5	1,6	1,2	1,3	1,3
6. Divers	35,7	54,1	48,3	63,7	68,6	74,0	4,1	4,9	4,6	5,0	5,1	5,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**80,2**	**90,5**	**100,5**	**114,5**	**123,7**	**127,7**	**9,2**	**8,2**	**9,5**	**9,0**	**9,2**	**9,1**
dont : sucre et sucreries	(4,3)	(5,3)	(5,2)	(6,8)	(8,4)	(7,5)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,6)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées	(20,5)	(20,5)	(21,4)	(23,5)	(23,0)	(24,2)	(2,4)	(1,9)	(2,0)	(1,9)	(1,7)	(1,7)
produits laitiers	(12,0)	(14,0)	(12,5)	(13,7)	(17,0)	(21,1)	(1,4)	(1,3)	(1,2)	(1,1)	(1,3)	(1,5)
G. *Industrie diamantaire*	**32,6**	**33,1**	**35,7**	**48,5**	**66,6**	**86,3**	**3,7**	**3,0**	**3,4**	**3,8**	**5,0**	**6,1**
H. *Charbonnages et cokeries*	**1,4**	**1,9**	**2,0**	**1,8**	**1,3**	**1,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,1**	**0,1**	**0,1**
I. *Industrie du pétrole*	**23,5**	**34,3**	**48,4**	**57,2**	**69,3**	**57,2**	**2,7**	**3,1**	**4,6**	**4,5**	**5,2**	**4,1**
J. *Industries diverses*	**67,9**	**80,5**	**74,5**	**87,5**	**95,8**	**96,2**	**7,8**	**7,3**	**7,0**	**6,9**	**7,1**	**6,8**
1. Matériaux de construction	5,9	6,5	6,1	7,1	8,4	5,5	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4
dont : ciment	(1,3)	(1,7)	(1,3)	(1,7)	(2,6)	(3,0)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	14,0	14,5	12,0	15,4	16,4	17,5	1,6	1,3	1,1	1,2	1,2	1,2
dont : verre plat	(5,3)	(5,3)	(3,6)	(5,3)	(5,9)	(6,6)	(0,6)	(0,5)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,5)
3. Papier et ouvrages	16,6	20,5	17,2	21,1	21,4	21,6	1,9	1,9	1,6	1,7	1,6	1,5
4. Caoutchouc et ouvrages	6,8	9,3	10,8	11,2	15,7	16,4	0,8	0,8	1,0	0,9	1,2	1,2
5. Bois et ouvrages	20,4	22,2	21,8	26,4	27,1	28,0	2,3	2,0	2,1	2,1	2,0	2,0
6. Huiles et graisses	2,9	5,9	5,5	5,2	5,5	6,1	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
7. Chaussures	1,3	1,6	1,1	1,1	1,3	1,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total (A à J)	**790,8**	**992,1**	**947,6**	**1135,2**	**1201,5**	**1257,9**	**90,9**	**90,2**	**89,6**	**89,5**	**89,4**	**89,4**
K. *Autres secteurs*	**79,3**	**107,7**	**109,3**	**131,3**	**143,2**	**149,7**	**9,1**	**9,8**	**10,4**	**10,5**	**10,6**	**10,6**
Total général	**870,1**	**1099,8**	**1056,9**	**1266,5**	**1344,7**	**1407,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,00**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Matières premières et produits demi-finis	**328 148**	**372 751**	**466 604**	**616 210**	**518 608**	**616 938**	**644 825**	**689 502**
Produits agricoles	11 726	12 905	16 149	23 682	23 401	24 342	27 318	29 796
Produits industriels	316 422	359 846	450 455	592 528	495 207	592 596	617 507	659 706
dont : Matières premières	*27 342*	*33 830*	*39 708*	*45 111*	*48 563*	*58 043*	*61 885*	*59 719*
Produits demi-finis	*289 080*	*326 016*	*410 747*	*547 417*	*446 644*	*534 554*	*555 622*	*599 987*
Combustibles et énergie	**16 690**	**20 537**	**24 773**	**36 686**	**51 150**	**60 584**	**72 112**	**60 005**
Biens de consommation	**185 646**	**211 133**	**252 457**	**275 559**	**290 689**	**352 410**	**381 194**	**415 918**
Produits durables	123 885	139 357	162 351	167 182	179 864	227 308	243 627	266 114
Produits non durables	61 761	71 776	90 106	108 377	110 825	125 102	137 567	149 804
dont : Produits alimentaires	*41 642*	*49 391*	*63 340*	*73 853*	*75 445*	*83 451*	*91 273*	*98 040*
Produits non-alimentaires	*20 119*	*22 385*	*26 766*	*34 524*	*35 380*	*41 651*	*46 294*	*51 764*
Biens d'équipement	**79 665**	**93 446**	**108 521**	**142 020**	**163 738**	**193 344**	**196 389**	**189 457**
Moteurs et investissements fixes	45 806	53 549	61 837	74 456	91 349	104 860	108 174	112 369
Matériel de transport	17 988	21 882	23 731	28 274	32 253	43 185	42 747	35 506
Appareils scientifiques et médicaux	2 051	2 476	2 906	3 875	5 083	5 968	7 198	7 952
Autres	13 820	15 539	20 047	35 414	35 053	39 331	38 270	33 630
Autres produits	**10 089**	**13 113**	**17 764**	**29 350**	**32 694**	**43 181**	**50 184**	**52 699**
Total général ...	**620 238**	**710 980**	**870 119**	**1 099 825**	**1 056 879**	**1 266 457**	**1 344 704**	**1 407 581**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Matières premières et produits demi-finis	**52,9**	**52,4**	**53,6**	**56,0**	**49,1**	**48,7**	**48,0**	**49,0**
Produits agricoles	1,9	1,8	1,8	2,1	2,2	1,9	2,0	2,1
Produits industriels	51,0	50,6	51,8	53,9	46,9	46,8	46,0	46,9
dont : Matières premières	*4,4*	*4,8*	*4,6*	*4,1*	*4,6*	*4,6*	*4,6*	*4,3*
Produits demi-finis	*46,6*	*45,8*	*47,2*	*49,8*	*42,3*	*42,2*	*41,4*	*42,6*
Combustibles et énergie	**2,7**	**2,9**	**2,9**	**3,3**	**4,8**	**4,8**	**5,4**	**4,3**
Biens de consommation	**29,9**	**29,7**	**29,0**	**25,1**	**27,5**	**27,8**	**28,3**	**29,5**
Produits durables	20,0	19,6	18,6	15,2	17,0	17,9	18,1	18,9
Produits non durables	9,9	10,1	10,4	9,9	10,5	9,9	10,2	10,6
dont : Produits alimentaires	*6,7*	*7,0*	*7,3*	*6,7*	*7,1*	*6,6*	*6,8*	*6,9*
Produits non-alimentaires	*3,2*	*3,1*	*3,1*	*3,2*	*3,4*	*3,3*	*3,4*	*3,7*
Biens d'équipement	**12,8**	**13,1**	**12,5**	**12,9**	**15,5**	**15,3**	**14,6**	**13,5**
Moteurs et investissements fixes	7,4	7,5	7,2	6,8	8,6	8,3	8,0	8,0
Matériel de transport	2,9	3,1	2,7	2,6	3,1	3,4	3,2	2,5
Appareils scientifiques et médicaux	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,6
Autres	2,2	2,2	2,3	3,2	3,3	3,1	2,9	2,4
Autres produits	**1,7**	**1,9**	**2,0**	**2,7**	**3,1**	**3,4**	**3,7**	**3,7**
Total général ...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economi

Répartition géographique des exporta
(en mill

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Euro
Matières premières et produits demi-finis	**152 175**	**96 658**	**140 335**	**30 726**	**55 009**	**6 282**	**483 321**	**17 454**	**52 713**	**553**
Produits agricoles	12 320	4 028	5 492	312	987	217	23 439	60	1 560	25
Produits industriels	139 855	92 630	134 843	30 414	54 022	6 065	459 882	17 394	51 153	528
dont : Matières premières	*15 757*	*11 472*	*11 362*	*4 559*	*3 125*	*205*	*46 553*	*1 660*	*3 300*	*51*
Produits demi-finis	*124 098*	*81 158*	*123 481*	*25 855*	*50 897*	*5 860*	*413 329*	*15 734*	*47 853*	*476*
Combustibles et énergie	**2 110**	**8 805**	**17 039**	**838**	**7 423**	**3 084**	**39 648**	**199**	**7 424**	**47**
Biens de consommation	**73 073**	**96 409**	**125 866**	**21 948**	**25 934**	**4 178**	**348 152**	**2 380**	**26 490**	**377**
Produits durables	41 183	59 371	94 594	14 967	18 217	3 156	232 007	908	19 211	252
Produits non-durables	31 890	37 038	31 272	6 981	7 717	1 022	116 145	1 472	7 279	124
dont : Produits alimentaires	*22 125*	*25 811*	*21 801*	*5 367*	*4 502*	*320*	*80 026*	*243*	*1 827*	*82*
Produits non-alimentaires	*9 765*	*11 227*	*9 471*	*1 614*	*3 215*	*702*	*36 119*	*1 229*	*5 452*	*42*
Biens d'équipement	**35 569**	**27 430**	**30 077**	**8 191**	**10 286**	**2 267**	**114 510**	**4 738**	**16 238**	**135**
Moteurs et investissements fixes	19 440	14 993	18 241	3 743	6 271	1 123	64 126	3 239	9 384	76
Matériel de transport	9 216	6 188	4 568	2 942	1 808	762	25 791	167	3 805	29
Appareils scientifiques et médicaux	1 813	1 231	1 639	373	641	53	5 780	195	719	6
Autres	5 100	5 018	5 629	1 133	1 566	329	18 813	1 137	2 330	22
Autres produits	**5 124**	**2 030**	**8 431**	**2 733**	**2 884**	**722**	**21 979**	**1 969**	**6 184**	**30**
Total général ...	**268 051**	**231 332**	**321 748**	**64 436**	**101 536**	**16 533**	**1007610**	**26 740**	**109 049**	**1143**

go-Luxembourgeoise
catégorie de produits en 1978
rancs)

aïre	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
1 630	1 744	16 022	19 396	40 298	2 854	9 151	52 303	6 200	55 674	61 874	2 441	689 502
24	80	1 224	1 328	339	29	1 112	1 480	271	1 621	1 892	37	29 796
1 606	1 664	14 798	18 068	39 959	2 825	8 039	50 823	5 929	54 053	59 982	2 404	659 706
331	107	2 290	2 728	1 076	141	1 197	2 414	626	2 057	2 683	381	59 719
1 275	*1 557*	*12 508*	*15 340*	*38 883*	*2 684*	*6 842*	*48 409*	*5 303*	*51 996*	*57 299*	*2 023*	*599 987*
63	**45**	**2 274**	**2 382**	**419**	**1**	**74**	**494**	**21**	**670**	**691**	**9 167**	**60 005**
1 973	**746**	**9 677**	**12 396**	**5 731**	**948**	**3 216**	**9 895**	**1 042**	**14 431**	**15 473**	**1 132**	**415 918**
877	148	2 675	3 700	3 047	271	570	3 888	273	5 706	5 979	421	266 114
1 096	598	7 002	8 696	2 684	677	2 646	6 007	769	8 725	9 494	711	149 804
714	*23*	*5 669*	*6 406*	*444*	*110*	*1 976*	*2 530*	*438*	*6 359*	*6 797*	*211*	*98 040*
382	575	1 333	2 290	2 240	567	700	3 477	331	2 366	2 697	500	51 764
1 888	**1 740**	**17 264**	**20 892**	**5 602**	**644**	**4 772**	**11 018**	**730**	**19 173**	**19 903**	**2 158**	**189 457**
1 200	1 063	10 798	13 061	3 724	524	3 667	7 915	405	13 104	13 509	1 135	112 369
206	578	1 671	2 455	664	20	593	1 277	58	1 236	1 294	717	35 506
85	20	280	385	340	27	48	415	113	328	441	17	7 952
397	79	4 515	4 991	874	73	464	1 411	154	4 505	4 659	289	33 630
32	**299**	**4 417**	**4 748**	**6 069**	**368**	**2 286**	**8 724**	**790**	**7 596**	**8 386**	**709**	**52 699**
586	**4 574**	**49 654**	**59 814**	**58 119**	**4 815**	**19 499**	**82 434**	**8 783**	**97 544**	**106 327**	**15 607**	**1 407 581**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1978 par rapport à 1977

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 7,9	+ 4,1	+ 1,0	+ 4,6	+ 12,6	+ 1,2	+ 5,3	— 0,6	+ 4,8	+ 1,9	+ 0,5	+ 3,3	+ 42,8	+ 6,9
Produits agricoles	+ 10,7	— 6,5	+ 9,1	+ 3,7	+ 0,8	— 4,0	+ 6,0	— 23,1	+ 6,2	— 32,9	— 3,7	+ 22,6	+ 79,8	+ 9,1
Produits industriels	+ 7,6	+ 4,6	+ 0,7	+ 4,6	+ 12,8	+ 1,4	+ 5,2	— 0,5	+ 4,7	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,1	+ 41,9	+ 6,8
dont : Matières premières	*— 7,8*	*— 6,6*	*— 14,7*	*+ 15,7*	*— 2,4*	*— 12,8*	*— 7,6*	*+ 6,8*	*— 6,5*	*+ 22,6*	*+ 21,0*	*+ 20,0*	*+ 13,1*	*— 3,5*
Produits demi-finis	*+ 10,0*	*+ 6,4*	*+ 2,4*	*+ 2,9*	*+ 13,9*	*+ 2,5*	*+ 6,9*	*— 1,2*	*+ 6,0*	*+ 1,9*	*— 0,2*	*— 0,5*	*+ 43,6*	*+ 8,0*
Combustibles et énergie	+ 0,8	— 5,1	— 4,2	— 33,8	— 39,2	— 44,6	— 17,9	+ 24,4	— 19,7	— 56,5	— 60,4	+ 96,7	— 15,7	— 16,8
Biens de consommation	+ 3,0	+ 5,5	+ 13,3	+ 29,4	+ 36,4	+ 0,6	+ 10,9	— 12,4	+ 9,0	— 5,1	— 4,4	+ 24,6	+ 9,9	+ 9,1
Produits durables	— 0,4	+ 3,8	+ 15,4	+ 44,2	+ 46,0	— 2,9	+ 12,1	+ 2,4	+ 9,4	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,2	+ 5,5	+ 9,2
Produits non durables	+ 7,6	+ 8,4	+ 7,5	+ 6,0	+ 18,0	+ 13,3	+ 8,5	— 19,5	+ 8,0	— 12,4	— 9,4	+ 34,6	+ 12,9	+ 8,9
dont : Produits alimentaires	*+ 7,6*	*+ 7,6*	*+ 3,5*	*+ 7,0*	*+ 8,4*	*+ 4,2*	*+ 6,5*	*— 73,6*	*+ 5,4*	*— 9,4*	*— 8,3*	*+ 38,7*	*+ 14,5*	*+ 7,4*
Produits non-alimentaires	*+ 7,6*	*+ 10,3*	*+ 18,0*	*+ 2,9*	*+ 34,7*	*+ 18,0*	*+ 13,2*	*+ 35,5*	*+ 13,3*	*— 12,9*	*— 10,2*	*+ 24,1*	*+ 9,0*	*+ 11,8*
Biens d'équipement	— 6,0	— 8,1	+ 11,1	— 10,5	+ 12,3	— 0,1	— 1,5	— 4,7	— 4,0	+ 5,0	— 15,0	+ 0,0	+ 7,5	— 3,5
Moteurs et investissements fixes	+ 5,4	— 5,4	+ 20,8	— 0,3	+ 6,4	— 9,8	+ 5,9	+ 14,4	+ 4,1	+ 46,1	— 8,3	+ 3,3	+ 12,6	+ 3,9
Matériel de transport	— 19,0	+ 15,2	+ 19,4	— 19,7	+ 54,3	+ 7,6	— 3,3	— 16,1	— 10,5	— 14,8	— 16,8	— 47,9	— 28,3	— 16,9
Appareils scientifiques et médicaux	— 0,3	+ 13,7	+ 12,7	+ 32,7	+ 68,2	+ 10,4	+ 13,7	— 9,7	+ 12,4	+ 18,1	— 7,4	+ 16,7	— 3,1	+ 10,5
Autres	— 17,9	— 33,5	— 15,8	— 21,9	— 8,5	+ 21,9	— 21,4	— 34,1	— 21,0	— 49,1	— 39,8	+ 55,4	+ 9,4	— 12,1
Autres produits	+ 7,6	— 13,0	+ 25,4	+ 20,2	+ 4,5	+ 26,7	+ 12,6	+ 5,5	+ 10,6	+ 37,0	+ 31,7	— 47,9	+ 30,2	+ 5,0
Total général ...	+ 4,4	+ 2,4	+ 6,7	+ 9,4	+ 10,3	— 11,9	+ 5,2	— 2,2	+ 3,8	+ 2,7	— 1,4	— 0,3	+ 27,8	+ 4,7

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1978 par rapport à 1977

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Rép. féd. d'Allemagne	Italie	Royaume-Uni	Danemark	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 10,5	+ 1,3	+ 7,4	+ 7,9	+ 18,1	+ 12,1	+ 8,7	+ 11,2	+ 9,1	— 5,6	— 3,5	— 14,3	+ 13,9	+ 5,7
Produits agricoles	— 11,5	— 4,8	+ 34,5	+ 39,8	— 28,6	+ 1,7	— 0,4	— 17,8	— 3,5	— 5,6	— 9,1	— 25,5	— 3,6	— 7,4
Produits industriels	+ 11,5	+ 1,8	+ 7,0	+ 7,6	+ 18,3	+ 13,5	+ 9,0	+ 12,8	+ 9,6	— 5,6	— 3,1	— 13,3	+ 14,5	+ 6,2
dont : Matières premières	+ *19,6*	+ *9,7*	+ *15,9*	— *17,7*	+ *61,7*	+ *29,0*	+ *18,2*	— *3,1*	+ *17,3*	— *20,9*	— *13,8*	— *11,3*	— *3,0*	+ *2,9*
Produits demi-finis	+ *8,3*	+ *0,0*	+ *6,4*	+ *9,7*	+ *15,9*	+ *7,1*	+ *7,5*	+ *19,7*	+ *8,2*	+ *6,1*	+ *7,2*	— *13,9*	+ *20,4*	+ *7,1*
Combustibles et énergie	+ 30,9	— 4,5	+ 16,9	+114,8	— 24,5	— 37,5	+ 2,2	— 17,2	+ 4,3	— 33,2	— 15,7	— 6,8	— 14,6	— 7,5
Biens de consommation	+ 6,6	+ 1,7	+ 14,4	+ 5,7	+ 14,5	+ 9,0	+ 8,2	— 3,0	+ 8,3	+ 30,5	+ 17,4	— 5,1	+ 6,9	+ 8,2
Produits durables	+ 6,2	+ 5,0	+ 14,7	+ 9,7	+ 2,7	+ 14,5	+ 9,3	— 2,8	+ 9,3	+ 28,0	+ 28,0	— 2,6	+ 8,5	+ 9,4
Produits non durables	+ 7,1	— 0,4	+ 13,6	— 8,2	+ 33,4	+ 6,5	+ 6,5	— 3,4	+ 6,8	+ 31,8	+ 13,8	— 5,8	— 1,2	+ 6,5
dont : Produits alimentaires	+ *6,1*	— *3,8*	+ *17,2*	— *14,5*	+ *45,0*	+ *6,7*	+ *5,0*	— *3,7*	+ *5,1*	— *9,2*	— *1,1*	— *6,1*	— *6,8*	+ *3,3*
Produits non-alimentaires	+ *9,5*	+ *12,3*	+ *7,7*	+ *17,8*	+ *14,6*	+ *4,9*	+ *10,7*	— *1,5*	+ *11,3*	+ *85,0*	+ *83,5*	+ *57,1*	+ *31,7*	+ *16,2*
Biens d'équipement	+ 3,3	+ 7,1	+ 5,6	+ 5,9	+ 4,1	+ 4,9	+ 5,5	— 2,8	+ 5,3	+ 16,5	+ 16,1	— 21,5	+ 35,7	+ 6,4
Moteurs et investissements fixes	+ 8,9	+ 7,3	+ 7,3	+ 4,6	— 0,8	— 3,5	+ 6,8	— 8,0	+ 6,4	+ 19,7	+ 18,6	— 38,7	+ 34,2	+ 7,6
Matériel de transport	— 9,7	+ 13,3	— 3,3	+ 3.9	+ 14,8	+ 78,9	+ 3,5	— 27,8	+ 2,8	— 1,7	— 2,0	+ 0,0	+ 17,0	+ 0,4
Appareils scientifiques et médicaux	— 9,2	+ 17,7	— 0,8	— 9,0	+ 1,4	+ 28,6	+ 1,4	+117,4	+ 2,1	— 6,1	— 4,9	+ 33,3	+ 76,2	+ 3,6
Autres	+ 0,0	— 1,5	+ 7,9	+ 20,1	+ 2,4	+ 8,0	+ 3,8	— 1,8	+ 4,7	+ 27,9	+ 27,7	+ 38,5	+ 36,8	+ 8,2
Autres produits	+ 80,9	+ 14,0	— 9,9	— 36,5	— 2,9	+433,3	+ 2,3	+272,2	+ 10,9	— 71,2	— 33,1	+112,1	— 34,1	+ 37,3
Total général ...	+ 8,4	— 0,2	+ 8,9	+ 6,4	+ 13,3	+ 8,9	+ 7,0	+ 0,4	+ 7,4	+ 0,7	+ 1,4	— 1,5	— 5,1	+ 4,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel
(classification C.T.C.I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1973	1974	1975	1976	1977	1978
A. *Sidérurgie*	**30,3**	**45,2**	**38,3**	**46,1**	**43,1**	**43,9**	**3,5**	**3,9**	**3,4**	**3,4**	**3,0**	**2,9**
1. Formes primaires	10,0	15,4	11,6	14,6	11,8	14,4	1,2	1,3	1,0	1,1	0,8	1,0
2. Produits mi-finis	20,3	29,8	26,7	31,5	31,3	29,5	2,3	2,6	2,4	2,3	2,2	1,9
B. *Fabrications métalliques*	**252,0**	**288,0**	**315,8**	**375,8**	**400,5**	**431,5**	**29,4**	**24,8**	**28,0**	**27,4**	**27,7**	**28,4**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	19,1	25,9	26,7	29,2	32,2	34,8	2,2	2,2	2,4	2,1	2,2	2,3
2. Machines (sauf électriques)	81,3	99,9	103,9	111,2	117,6	127,9	9,5	8,6	9,2	8,1	8,1	8,4
dont : machines pour le travail des métaux	(5,1)	(6,9)	(7,4)	(6,1)	(5,0)	(7,9)	(0,6)	(0,6)	(0,7)	(0,4)	(0,3)	(0,5)
machines textiles	(4,5)	(5,8)	(4,6)	(5,2)	(4,9)	(5,4)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(0,4)	(0,3)	(0,4)
3. Machines et appareils électriques	46,4	58,5	61,1	69,5	71,5	73,4	5,4	5,0	5,4	5,1	4,9	4,9
4. Matériel de transport	104,9	103,2	123,5	165,3	178,6	194,9	12,3	8,9	10,9	12,1	12,3	12,8
dont : matériel ferroviaire	(1,4)	(1,8)	(2,0)	(1,3)	(1,2)	(1,1)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(92,8)	(89,7)	(105,8)	(151,7)	(161,9)	(176,1)	(10,8)	(7,7)	(9,4)	(11,1)	(11,2)	(11,6)
bateaux et navires	(1,4)	(0,8)	(1,5)	(1,0)	(2,8)	(2,5)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(0,2)
5. Armes et munitions	0,3	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,0	0,1	0,1	—	0,1	—
C. *Métaux non ferreux*	**44,2**	**58,9**	**35,0**	**49,9**	**50,1**	**47,4**	**5,2**	**5,2**	**3,1**	**3,6**	**3,5**	**3,1**
1. Non travaillés	38,5	50,2	28,2	40,7	40,4	36,8	4,5	4,3	2,5	3,0	2,8	2,4
2. Travaillés	5,7	8,7	6,8	9,2	9,7	10,6	0,7	0,9	0,6	0,6	0,7	0,7
D. *Industrie textile*	**81,5**	**95,4**	**89,9**	**110,4**	**112,2**	**113,9**	**9,5**	**8,2**	**7,9**	**8,1**	**7,7**	**7,5**
1. Fibres	20,5	20,6	14,8	20,3	17,7	16,6	2,4	1,8	1,3	1,5	1,2	1,1
2. Fils	15,5	18,5	17,0	21,8	20,4	19,4	1,8	1,6	1,5	1,6	1,4	1,3
3. Tissus et cordages	23,7	29,6	27,4	31,0	33,1	35,6	2,8	2,5	2,4	2,3	2,3	2,3
E. *Industrie chimique*	**65,3**	**108,2**	**93,9**	**117,7**	**120,4**	**135,8**	**7,6**	**9,3**	**8,2**	**8,6**	**8,3**	**8,9**

E. *Industrie chimique*	65,2	100,0	98,0	117,7								
1. Produits inorganiques	5,9	9,0	8,1	10,3	11,1	18,3	0,7	0,8	0,7	0,8	0,8	1,2
2. Produits organiques	15,6	37,8	27,7	35,9	35,9	37,3	1,8	3,2	2,4	2,5	2,5	2,5
3. Teintures, tannants et colorants	4,9	5,9	4,9	6,7	6,7	6,5	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4
4. Produits pharmaceutiques	9,7	12,8	12,8	14,7	14,2	16,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1
5. Engrais manufacturés	3,2	4,4	4,8	5,1	6,4	7,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
6. Divers	26,0	38,3	34,7	45,0	46,1	50,5	3,0	3,3	3,1	3,3	3,2	3,3
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**103,6**	**115,4**	**130,6**	**186,1**	**173,3**	**177,1**	**12,1**	**10,0**	**11,5**	**13,6**	**12,0**	**11,7**
dont : sucre et sucreries	(1,4)	(1,5)	(2,5)	(3,5)	(3,7)	(3,3)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,3)	(0,3)	(0,2)
viandes fraîches ou préparées	(8,6)	(8,6)	(10,4)	(12,6)	(13,7)	(15,7)	(1,0)	(0,8)	(0,9)	(0,9)	(0,9)	(1,0)
produits laitiers	(10,2)	(11,6)	(12,7)	(16,9)	(19,6)	(23,1)	(1,2)	(1,0)	(1,1)	(1,2)	(1,4)	(1,5)
G. *Industrie diamantaire*	**37,4**	**37,9**	**34,4**	**50,2**	**70,7**	**91,8**	**4,4**	**3,3**	**3,1**	**3,7**	**4,9**	**6,1**
H. *Charbonnages et cokeries*	**17,8**	**29,4**	**25,9**	**26,8**	**22,3**	**24,8**	**2,1**	**2,5**	**2,3**	**2,0**	**1,5**	**1,6**
I. *Industrie du pétrole*	**51,0**	**126,6**	**117,8**	**144,4**	**155,1**	**135,6**	**6,0**	**10,9**	**10,4**	**10,5**	**10,7**	**8,9**
1. Produits bruts ou semi-raffinés	36,9	89,2	83,6	102,6	125,6	99,6	4,3	7,7	7,4	7,5	8,7	6,5
2. Produits dérivés	14,1	37,4	34,2	41,8	29,5	36,0	1,7	3,1	3,0	3,0	2,0	2,4
J. *Industries diverses*	**66,8**	**92,9**	**84,7**	**102,8**	**112,2**	**118,1**	**7,8**	**8,0**	**7,5**	**7,5**	**7,7**	**7,8**
1. Matériaux de construction	1,7	3,0	2,9	3,2	2,6	4,5	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
2. Industrie verrière	4,2	4,9	5,5	6,2	7,5	7,3	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Papier et ouvrages	20,7	30,1	24,3	30,6	30,7	31,1	2,4	2,6	2,2	2,2	2,1	2,0
4. Caoutchouc et ouvrages	9,2	12,7	12,9	14,2	14,6	14,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
5. Bois et ouvrages	20,4	26,2	24,0	32,2	37,5	40,9	2,4	2,3	2,1	2,4	2,6	2,7
6. Huiles et graisses	5,3	9,1	7,1	7,1	8,2	8,0	0,6	0,8	0,6	0,5	0,5	0,5
7. Chaussures	5,3	6,9	8,0	9,3	11,1	11,4	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total (A à J)	**749,9**	**997,9**	**965,4**	**1210,2**	**1259,9**	**1319,9**	**87,6**	**86,1**	**85,4**	**88,4**	**87,0**	**86,9**
K. *Autres secteurs*	**106,2**	**162,8**	**165,5**	**158,8**	**188,1**	**199,1**	**12,4**	**13,9**	**14,6**	**11,6**	**13,0**	**13,1**
Total général	**856,1**	**1160,7**	**1130,9**	**1369,0**	**1448,0**	**1519,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Matières premières et produits demi-finis	**328 601**	**356 603**	**455 164**	**582 179**	**518 855**	**662 559**	**685 231**	**724 189**
Produits agricoles	12 339	13 242	17 797	21 878	21 827	25 247	27 801	25 747
Produits industriels	916 262	343 361	437 367	560 301	497 028	637 312	657 430	698 442
dont : Matières premières	*78 954*	*84 810*	*107 261*	*139 141*	*123 125*	*145 444*	*136 303*	*140 250*
Produits demi-finis	*237 308*	*258 551*	*330 106*	*421 160*	*373 903*	*491 868*	*521 127*	*558 192*
Combustibles et énergie	**61 079**	**62 368**	**75 327**	**166 388**	**159 423**	**194 302**	**203 485**	**188 279**
Biens de consommation	**137 935**	**156 911**	**193 947**	**234 892**	**254 863**	**319 509**	**354 144**	**383 138**
Produits durables	77 430	90 312	112 333	139 309	149 444	189 059	207 400	226 851
Produits non durables	60 505	66 599	81 614	95 583	105 419	130 450	146 744	156 287
dont : Produits alimentaires	*43 998*	*48 114*	*59 609*	*67 356*	*75 966*	*96 761*	*110 365*	*114 001*
Produits non-alimentaires	*16 507*	*18 485*	*22 005*	*28 227*	*29 453*	*33 689*	*36 379*	*42 286*
Biens d'équipement	**100 692**	**104 315**	**126 153**	**160 341**	**169 391**	**171 300**	**188 160**	**200 119**
Moteurs et investissements fixes	63 302	66 041	80 759	101 772	106 021	109 838	112 294	120 852
Matériel de transport	11 825	14 046	17 382	21 153	23 666	20 848	29 297	29 412
Appareils scientifiques et médicaux	5 313	5 075	5 808	7 529	7 797	9 822	11 473	11 886
Autres	20 252	19 153	22 204	29 887	31 907	30 792	35 096	37 969
Autres produits	**756**	**1 576**	**5 538**	**16 885**	**28 413**	**21 291**	**16 961**	**23 284**
Total général ...	**629 063**	**681 773**	**856 129**	**1 160 685**	**1 130 945**	**1 368 961**	**1 447 981**	**1 519 009**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Matières premières et produits demi-finis	**52,3**	**52,3**	**53,2**	**50,2**	**45,9**	**48,4**	**47,3**	**47,7**
Produits agricoles	2,0	1,9	2,1	1,9	1,9	1,9	1,9	1,7
Produits industriels	50,3	50,4	51,1	48,3	44,0	46,5	45,4	46,0
dont : Matières premières	*12,6*	*12,5*	*12,6*	*12,0*	*10,9*	*10,6*	*9,4*	*9,2*
Produits demi-finis	*37,7*	*37,9*	*38,5*	*36,3*	*33,1*	*35,9*	*36,0*	*36,8*
Combustibles et énergie	**9,7**	**9,2**	**8,8**	**14,3**	**14,1**	**14,2**	**14,0**	**12,4**
Biens de consommation	**21,9**	**23,0**	**22,7**	**20,2**	**22,5**	**23,3**	**24,5**	**25,2**
Produits durables	12,3	13,2	13,1	12,0	13,2	13,8	14,4	14,9
Produits non durables	9,6	9,8	9,6	8,2	9,3	9,5	10,1	10,3
dont : Produits alimentaires	*7,0*	*7,1*	*7,0*	*5,8*	*6,7*	*7,1*	*7,6*	*7,5*
Produits non-alimentaires	*2,6*	*2,7*	*2,6*	*2,4*	*2,6*	*2,4*	*2,5*	*2,8*
Biens d'équipement	**16,0**	**15,3**	**14,7**	**13,8**	**15,0**	**12,5**	**13,0**	**13,2**
Moteurs et investissements fixes	10,1	9,7	9,4	8,8	9,4	8,0	7,8	8,0
Matériel de transport	1,9	2,1	2,0	1,8	2,1	1,5	2,0	1,9
Appareils scientifiques et médicaux	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Autres	3,2	2,8	2,6	2,6	2,8	2,3	2,4	2,5
Autres produits	**0,1**	**0,2**	**0,6**	**1,5**	**2,5**	**1,6**	**1,2**	**1,5**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economi

Répartition géographique des importati

(en milli

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	Royaume-Uni	Danemark	C.E.E.	Pays à commerce d'Etat	Autres pays de l'Europe	Euro
Matières premières et produits demi-finis	**122 628**	**101 463**	**169 830**	**18 139**	**88 468**	**2 284**	**506 008**	**14 444**	**49 312**	**569 7**
Produits agricoles	4 420	6 767	3 564	179	294	241	15 467	579	721	16 7
Produits industriels	118 208	94 696	166 266	17 960	88 174	2 043	490 541	13 865	48 591	552 9
dont : Matières premières	*36 491*	*18 953*	*10 697*	*1 012*	*6 501*	*677*	*75 807*	*3 579*	*9 032*	*88 4*
Produits demi-finis	*81 717*	*75 743*	*155 569*	*16 948*	*81 673*	*1 366*	*414 733*	*10 286*	*39 560*	*464 5*
Combustibles et énergie	**5 191**	**39 345**	**20 448**	**655**	**3 595**	**20**	**69 254**	**6 138**	**4 712**	**80 1**
Biens de consommation	**87 343**	**71 043**	**91 640**	**32 039**	**19 197**	**3 455**	**307 462**	**4 158**	**20 422**	**332 0**
Produits durables	49 973	28 993	68 583	25 729	10 625	1 128	185 228	3 037	11 202	199 4
Produits non-durables	37 370	42 050	23 057	6 310	8 572	2 327	122 234	1 121	9 220	132 5
dont : Produits alimentaires	*26 655*	*32 042*	*14 703*	*4 726*	*5 738*	*2 113*	*88 506*	*991*	*5 973*	*95 4*
Produits non-alimentaires	*10 715*	*10 008*	*8 354*	*1 584*	*2 834*	*214*	*33 728*	*130*	*3 247*	*37 1*
Biens d'équipement	**33 428**	**31 226**	**65 868**	**9 923**	**15 817**	**1 528**	**158 722**	**972**	**13 190**	**172 8**
Moteurs et investissements fixes	20 741	18 248	42 620	6 406	7 796	1 087	97 354	518	8 328	106 2
Matériel de transport	4 558	5 432	7 410	1 659	4 768	170	24 188	83	1 542	25 8
Appareils scientifiques et médicaux	1 455	1 822	4 174	376	657	108	8 758	100	819	9 6
Autres	6 674	5 724	11 664	1 482	2 597	162	28 422	271	2 501	31 1
Autres produits	**930**	**1 833**	**2 648**	**331**	**679**	**16**	**6 438**	**201**	**4 398**	**11 0**
Total général ...	**249 519**	**244 910**	**350 434**	**61 087**	**127 757**	**7 303**	**1 047 884**	**25 913**	**92 034**	**1 165**

go-Luxembourgeoise
catégorie de produits en 1978
ancs)

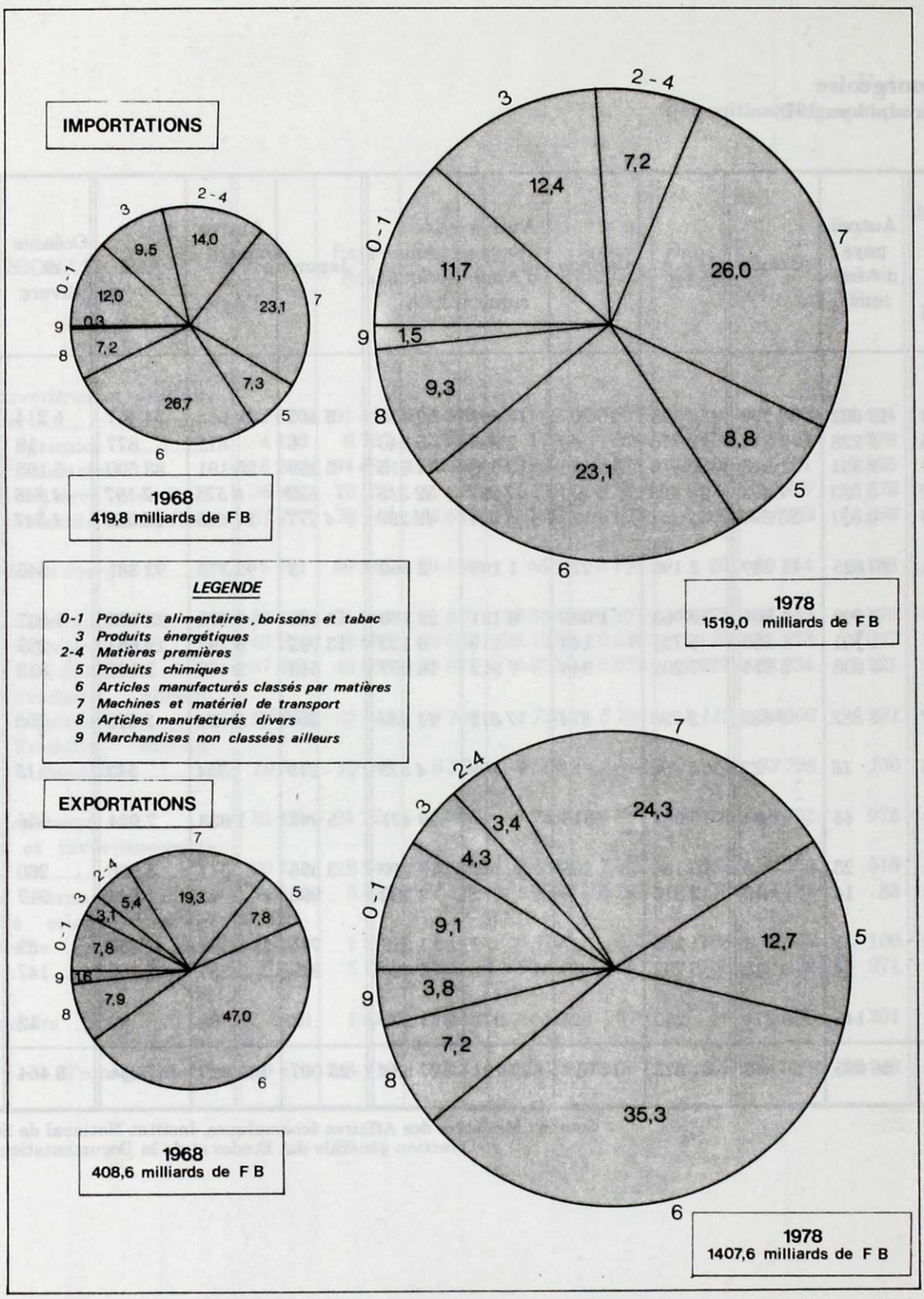
ïre	République d'Afrique du Sud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie et divers	Total général
154	**8 053**	**12 082**	**33 289**	**53 355**	**10 207**	**16 893**	**80 455**	**5 405**	**29 062**	**34 467**	**6 214**	**724 189**
–	16	2 228	2 244	2 776	69	2 995	5 840	6	871	877	19	25 747
154	8 037	9 854	31 045	50 579	10 138	13 898	74 615	5 399	28 191	33 590	6 195	698 442
426	*1 022*	*5 023*	*7 471*	*18 428*	*5 911*	*7 997*	*32 316*	*622*	*6 575*	*7 197*	*4 848*	*140 250*
728	*7 015*	*4 831*	*23 574*	*32 151*	*4 227*	*5 921*	*42 299*	*4 777*	*21 616*	*26 393*	*1 347*	*558 192*
–	**764**	**10 825**	**11 589**	**2 196**	**271**	**1 193**	**3 660**	**3**	**92 378**	**92 381**	**545**	**188 279**
286	**1 519**	**2 999**	**4 804**	**12 963**	**1 086**	**8 131**	**22 180**	**13 605**	**9 470**	**23 075**	**1 037**	**383 138**
12	37	1 101	1 150	5 721	143	219	6 123	13 092	6 792	19 884	227	226 851
274	1 482	1 898	3 654	7 202	943	7 912	16 057	513	2 678	3 191	810	156 287
273	*1 477*	*1 882*	*3 632*	*2 798*	*874*	*7 812*	*11 484*	*294*	*2 324*	*2 618*	*795*	*114 001*
1	*5*	*16*	*22*	*4 404*	*69*	*100*	*4 573*	*219*	*354*	*573*	*15*	*42 286*
11	**29**	**44**	**84**	**19 061**	**313**	**97**	**19 471**	**5 991**	**1 033**	**7 024**	**656**	**200 119**
6	15	25	46	10 164	206	40	10 410	3 395	541	3 936	260	120 852
-	2	14	16	2 315	5	2	2 322	996	48	1 044	217	29 412
-	3	1	4	1 285	27	3	1 315	771	87	858	32	11 886
5	9	4	18	5 297	75	52	5 424	829	357	1 186	147	37 969
698	**31**	**145**	**10 874**	**253**	**142**	**877**	**1 272**	**3**	**86**	**89**	**12**	**23 284**
49	**10 396**	**26 095**	**60 640**	**87 828**	**12 019**	**27 191**	**127 038**	**25 007**	**132 029**	**157 036**	**8 464**	**1 519 009**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Structure des importations et des exportations en 1968 et 1978

(par classes de produits - en %)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1970 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1972	1973	1974	1975	1976	1977 (a)	1978	1972	1973	1974	1975	1976	1977 (a)	1978
A. *Importations*	119,2	138,1	141,4	133,2	151,6	158,2	163,3	100,7	109,0	143,3	147,4	158,3	160,9	163,4
Matières premières et auxiliaires	115,9	133,3	136,0	124,7	149,4	155,4	162,7	93,8	106,5	140,6	131,4	138,1	137,4	139,6
Biens d'équipement	121,8	144,7	149,9	149,0	156,3	165,3	165,2	105,0	104,7	115,1	126,5	138,8	139,9	150,5
Biens de consommation durables	121,6	147,1	162,8	160,5	188,0	198,2	204,1	111,8	117,8	128,8	141,0	154,7	160,8	165,6
Biens de consommation non durables	131,2	154,2	163,5	164,3	189,1	198,0	210,2	105,5	110,0	124,2	139,0	146,4	154,8	157,2
B. *Exportations*	126,2	141,6	142,6	133,1	152,1	159,4	165,2	99,3	108,3	135,6	139,8	146,9	148,7	150,2
Matières premières et auxiliaires	122,1	136,9	137,2	117,8	138,0	145,6	154,8	92,9	105,6	141,6	134,3	137,5	136,1	138,1
Biens d'équipement	131,2	146,9	162,7	165,6	184,1	185,4	184,6	104,7	106,4	117,5	134,5	144,8	149,7	147,8
Biens de consommation durables	132,7	148,6	138,1	141,6	172,7	176,7	184,0	107,9	113,2	127,4	138,7	149,2	157,9	165,0
Biens de consommation non durables	128,7	145,0	156,7	147,7	159,0	167,7	173,1	105,6	113,0	126,1	138,4	145,0	147,4	147,5
C. *Taux d'échange* ($= \frac{B}{A}$)								98,7	99,4	94,7	94,8	92,8	92,5	91,9

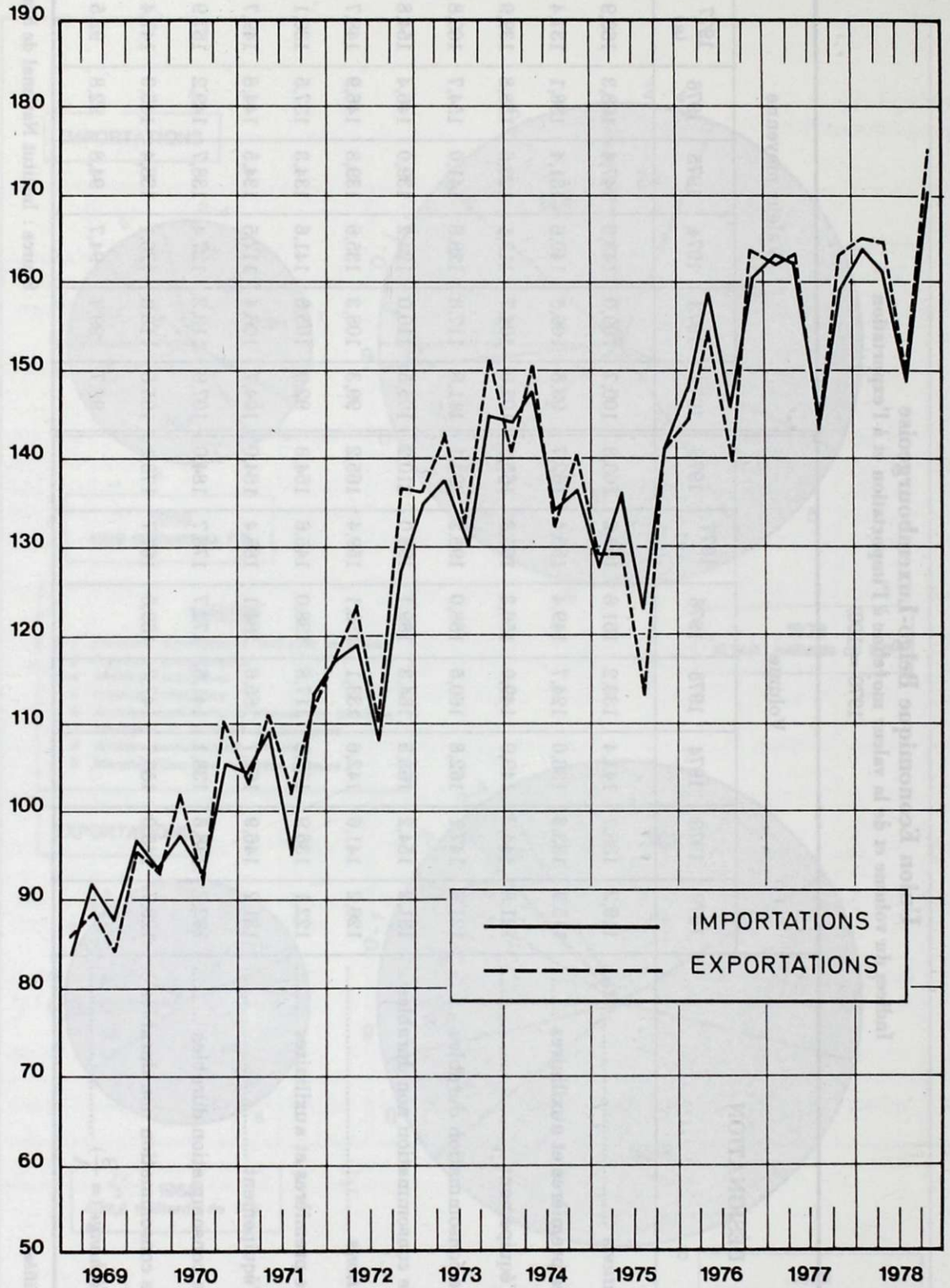
(a) Données rectifiées.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par trimestre - 1970 = 100)

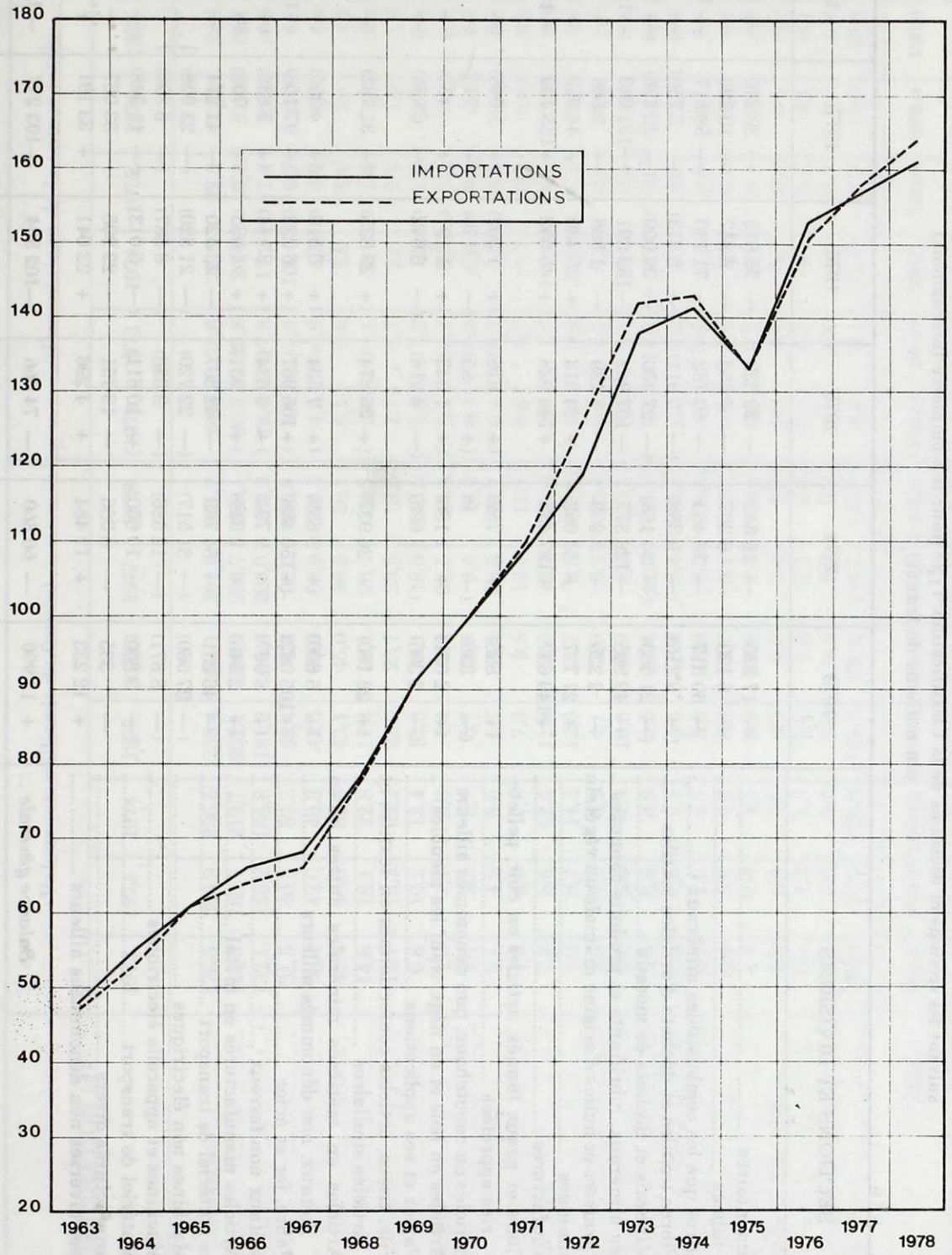


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices de quantité

(moyennes mensuelles par année - 1970 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1973	1974	1975	1976	1977	1978
0. Produits alimentaires	— 17 330	— 18 642	— 22 329	— 35 913	— 39 240	— 38 990
1. Boissons et tabacs	— 6 190	— 6 367	— 7 753	— 8 847	— 10 393	— 10 412
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 50 317	— 76 463	— 60 782	— 71 193	— 58 817	— 59 268
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 9 216)	(— 9 368)	(— 5 911)	(— 8 213)	(— 5 760)	(— 5 374)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 21 553)	(— 34 186)	(— 27 400)	(— 30 959)	(— 22 470)	(— 24 278)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 49 985	—129 377	—107 982	—133 391	—131 043	—128 144
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 2 229	— 3 203	— 1 439	— 1 868	— 2 686	— 1 868
5. Produits chimiques	+ 27 737	+ 34 092	+ 34 013	+ 37 430	+ 44 912	+ 45 658
6. Articles manufacturés	+149 637	+187 435	+144 028	+145 652	+135 139	+ 145 625
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(+ 895)	(+ 752)	(+ 876)	(+ 1 202)	(+ 1 046)	(+ 779)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 338)	(— 9)	(+ 85)	(— 176)	(+ 773)	(+ 1 196)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(+ 2 031)	(+ 1 183)	(+ 1 343)	(+ 1 197)	(+ 453)	(— 494)
64. Papier et ses applications	(— 2 306)	(— 7 696)	(— 4 216)	(— 6 642)	(— 6 935)	(— 7 651)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 26 180)	(+ 26 937)	(+ 26 874)	(+ 29 825)	(+ 31 765)	(+ 30 652)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 6 600)	(+ 3 659)	(+ 7 534)	(+ 6 816)	(+ 4 395)	(+ 4 182)
67. Fonte, fer et acier	(+105 062)	(+150 466)	(+105 967)	(+106 223)	(+ 97 106)	(+111 949)
68. Métaux non-ferreux	(+ 8 967)	(+ 9 794)	(+ 4 634)	(+ 3 144)	(+ 5 835)	(+ 4 568)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 2 546)	(+ 2 349)	(+ 931)	(+ 4 063)	(+ 702)	(+ 444)
7. Machines et matériel de transport	— 46 231	— 54 763	— 42 367	— 33 420	— 41 274	— 52 508
71. Machines non électriques	(— 27 560)	(— 31 517)	(— 22 720)	(— 21 820)	(— 23 028)	(— 32 525)
72. Machines et appareils électriques	(— 8 871)	(— 12 586)	(— 9 036)	(— 6 587)	(— 6 898)	
73. Matériel de transport	(— 9 800)	(— 10 660)	(— 10 611)	(— 5 013)	(— 11 348)	(— 19 983)
8. Articles manufacturés divers	— 335	— 6 056	— 13 751	— 22 995	— 33 067	— 40 929
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 12 233	+ 12 484	+ 4 296	+ 22 041	+ 33 191	+ 29 407
Balance générale ...	**+ 13 990**	**— 60 860**	**— 74 066**	**—102 504**	**—103 277**	**—111 428**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Rép. féd. d'Allemagne	176,5	205,9	236,5	235,4	294,1	301,6	321,7	24,8	23,6	21,5	22,3	23,2	22,4	22,9
2. France	144,3	180,7	219,7	202,1	266,2	256,7	268,1	20,3	20,8	20,0	19,1	21,0	19,1	19,1
3. Pays-Bas	132,1	155,2	188,8	181,2	214,6	226,0	231,3	18,6	17,8	17,2	17,1	16,9	16,8	16,4
4. Royaume-Uni	31,5	40,3	59,3	68,4	76,3	92,0	101,5	4,4	4,6	5,4	6,5	6,0	6,8	7,2
5. Italie	32,4	42,0	49,3	42,5	60,0	58,9	64,4	4,6	4,8	4,5	4,0	4,7	4,4	4,6
6. Etats-Unis	43,4	48,8	61,6	43,1	45,0	56,6	58,1	6,1	5,6	5,6	4,1	3,6	4,2	4,1
7. Suisse	14,8	18,1	22,8	17,4	22,1	26,7	32,7	2,1	2,1	2,1	1,6	1,7	2,0	2,3
8. Suède	12,1	15,2	22,2	22,6	23,7	23,5	19,3	1,7	1,7	2,0	2,1	1,9	1,8	1,4
9. Danemark	6,8	10,2	12,4	13,6	18,1	18,8	16,5	1,0	1,2	1,1	1,3	1,4	1,4	1,2
10. Arabie Saoudite	1,2	1,7	3,6	4,4	6,9	12,5	14,8	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,9	1,1
11. Inde	2,4	2,3	3,7	5,7	5,8	9,4	14,4	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,7	1,0
12. Algérie	3,1	4,2	5,0	5,7	5,5	10,3	12,7	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,8	0,9
13. Autriche	4,6	6,0	7,8	7,3	9,6	12,7	11,1	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8
14. Espagne	7,3	8,6	12,6	11,9	13,0	12,7	11,0	1,0	1,0	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8
15. U.R.S.S.	4,0	8,2	14,3	12,8	11,7	9,8	11,0	0,6	0,9	1,3	1,2	0,9	0,7	0,8
16. Hong-Kong	2,5	3,3	3,2	4,1	4,9	6,2	10,4	0,3	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	0,7
17. Iran	2,1	3,4	4,5	10,0	7,9	8,6	10,2	0,3	0,4	0,4	0,9	0,6	0,6	0,7
18. Norvège	5,6	6,6	8,5	9,5	11,6	12,0	9,4	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7
19. Nigéria	1,2	1,5	2,1	4,6	8,0	8,4	9,3	0,2	0,2	0,2	0,4	0,6	0,6	0,7
20. Japon	4,8	7,8	8,5	5,6	6,9	6,0	8,8	0,7	0,9	0,8	0,5	0,5	0,5	0,6
21. Israël	4,6	5,6	6,3	6,0	5,7	9,1	7,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,7	0,6
22. Grèce	4,4	6,0	5,5	6,9	6,8	7,1	6,9	0,6	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5	0,5
23. Zaïre, Rwanda et Burundi	5,6	5,9	7,8	6,5	6,0	7,4	6,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5
24. Chine	0,5	1,2	1,3	1,8	1,6	1,7	6,4	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,5
25. Portugal	2,4	3,5	5,6	3,5	4,3	5,9	5,3	0,3	0,4	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4
Autres pays	60,8	77,9	126,9	124,3	130,2	144,1	137,8	8,6	9,1	11,5	12,0	10,6	10,8	9,5
Total ...	**711,0**	**870,1**	**1099,8**	**1056,9**	**1266,5**	**1344,7**	**1407,6**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1978.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Rép. féd. d'Allemagne	166,4	212,4	257,3	248,4	306,4	321,7	350,4	24,4	24,8	22,2	22,0	22,4	22,2	23,1
2. France	133,0	160,6	199,9	196,8	222,6	230,2	249,5	19,5	18,8	17,2	17,4	16,3	15,9	16,4
3. Pays-Bas	109,0	137,8	191,7	192,3	240,8	245,3	244,9	16,0	16,1	16,5	17,0	17,6	16,9	16,1
4. Royaume-Uni	43,6	55,9	66,8	70,2	92,1	112,8	127,8	6,4	6,5	5,8	6,2	6,7	7,8	8,4
5. Etats-Unis	38,4	48,4	75,5	71,7	83,7	87,2	87,8	5,6	5,6	6,5	6,3	6,1	6,0	5,8
6. Italie	28,4	32,2	43,4	44,0	52,3	57,4	61,1	4,2	3,8	3,7	3,9	3,8	4,0	4,0
7. Arabie Saoudite	12,4	14,3	48,2	38,7	53,8	54,9	44,4	1,8	1,7	4,2	3,4	3,9	3,8	2,9
8. Suisse	8,4	11,0	18,9	25,5	21,4	20,6	28,3	1,2	1,3	1,6	2,3	1,6	1,4	1,9
9. Japon	8,6	10,5	13,3	15,5	21,5	23,1	25,0	1,3	1,2	1,1	1,4	1,6	1,6	1,7
10. Zaïre, Rwanda et Burundi	13,2	23,0	29,6	16,7	24,1	23,2	25,0	1,9	2,7	2,6	1,5	1,8	1,6	1,7
11. Iran	5,2	7,1	13,0	17,7	18,4	26,7	24,2	0,8	0,8	1,1	1,6	1,3	1,8	1,6
12. Suède	13,8	16,2	22,0	19,9	21,4	21,0	21,2	2,0	1,9	1,9	1,8	1,6	1,5	1,4
13. U.R.S.S.	4,6	6,9	10,5	11,0	11,6	14,5	14,7	0,7	0,8	0,9	1,0	0,8	1,0	1,0
14. Espagne	4,7	6,1	8,8	9,7	11,5	11,8	12,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8
15. Canada	6,4	8,2	10,5	11,7	14,1	11,9	12,0	0,9	1,0	0,9	1,0	1,0	0,8	0,8
16. République d'Afrique du Sud	5,8	7,6	9,8	8,2	9,6	10,6	10,4	0,9	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
17. Inde	1,8	1,9	2,3	2,0	3,8	7,5	9,7	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,5	0,6
18. Emirats Arabes Un.	0,1	0,1	2,3	2,2	4,6	8,0	7,7	—	—	0,2	0,2	0,3	0,6	0,5
19. Danemark	2,7	3,6	5,5	5,5	6,1	6,7	7,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
20. Nigéria	1,3	1,5	2,1	4,6	8,0	6,5	7,2	0,2	0,2	0,2	0,4	0,6	0,5	0,5
21. Brésil	3,8	6,2	6,7	6,0	7,3	7,1	6,9	0,6	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
22. Irlande	2,0	1,9	2,9	2,7	3,5	5,3	6,9	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,5	0,5
Autres pays	68,2	82,7	119,7	109,9	130,4	134,0	134,0	9,9	9,7	10,2	9,6	9,6	9,1	8,6
Total ...	**681,8**	**856,1**	**1 160,7**	**1 130,9**	**1 369,0**	**1 448,0**	**1 519,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Classés d'après le montant des importations en 1978.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par région

(en millions de francs)

RÉGION	1977 (a)			1978		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
I. *Europe occidentale*	1 059 276	1 074 580	—15 304	1 139 918	1 116 659	—23 259
II. *Europe orientale*	25 812	27 333	1 521	25 913	26 740	827
III. *Afrique*	61 549	60 011	— 1 538	60 640	59 814	— 826
1. Zaïre	(22 639)	(6 465)	(—16 174)	(24 149)	(5 586)	(—18 563)
2. Afrique du Sud	(10 585)	(4 809)	(— 5 776)	(10 396)	(4 574)	(— 5 822)
IV. a) *Amérique du Nord* ..	99 082	61 195	—37 887	99 847	62 934	—36 913
1. U.S.A.	*87 192*	*56 583*	*—30 609*	*87 828*	*58 119*	*—29 709*
2. Canada	*11 890*	*4 612*	*— 7 278*	*12 019*	*4 815*	*— 7 204*
b) *Amérique latine*	26 211	22 409	— 3 802	27 191	19 499	— 7 692
1. Argentine	(4 991)	(1 442)	(— 3 549)	(5 396)	(1 925)	(— 3 471)
2. Brésil	(7 064)	(3 678)	(— 3 386)	(6 907)	(3 465)	(— 3 442)
3. Vénézuéla	(1 491)	(4 986)	(3 495)	(2 375)	(4 021)	(1 646)
V. *Asie*	165 420	83 215	—82 205	157 036	106 326	—50 710
1. Iran	(26 723)	(8 634)	(—18 089)	(24 243)	(10 233)	(—14 010)
2. Arabie saoudite	(54 879)	(12 529)	(—42 350)	(44 424)	(14 831)	(—29 593)
3. Japon	(23 089)	(6 039)	(—17 050)	(25 007)	(8 783)	(—16 224)
VI. *Océanie*	9 813	5 069	— 4 744	7 450	4 611	— 2 839
VII. *Divers* (b)	818	10 892	10 074	1 014	10 998	9 984
Total général ...	**1 447 981**	**1 344 704**	**— 103 277**	**1 519 009**	**1 407 581**	**—111 428**

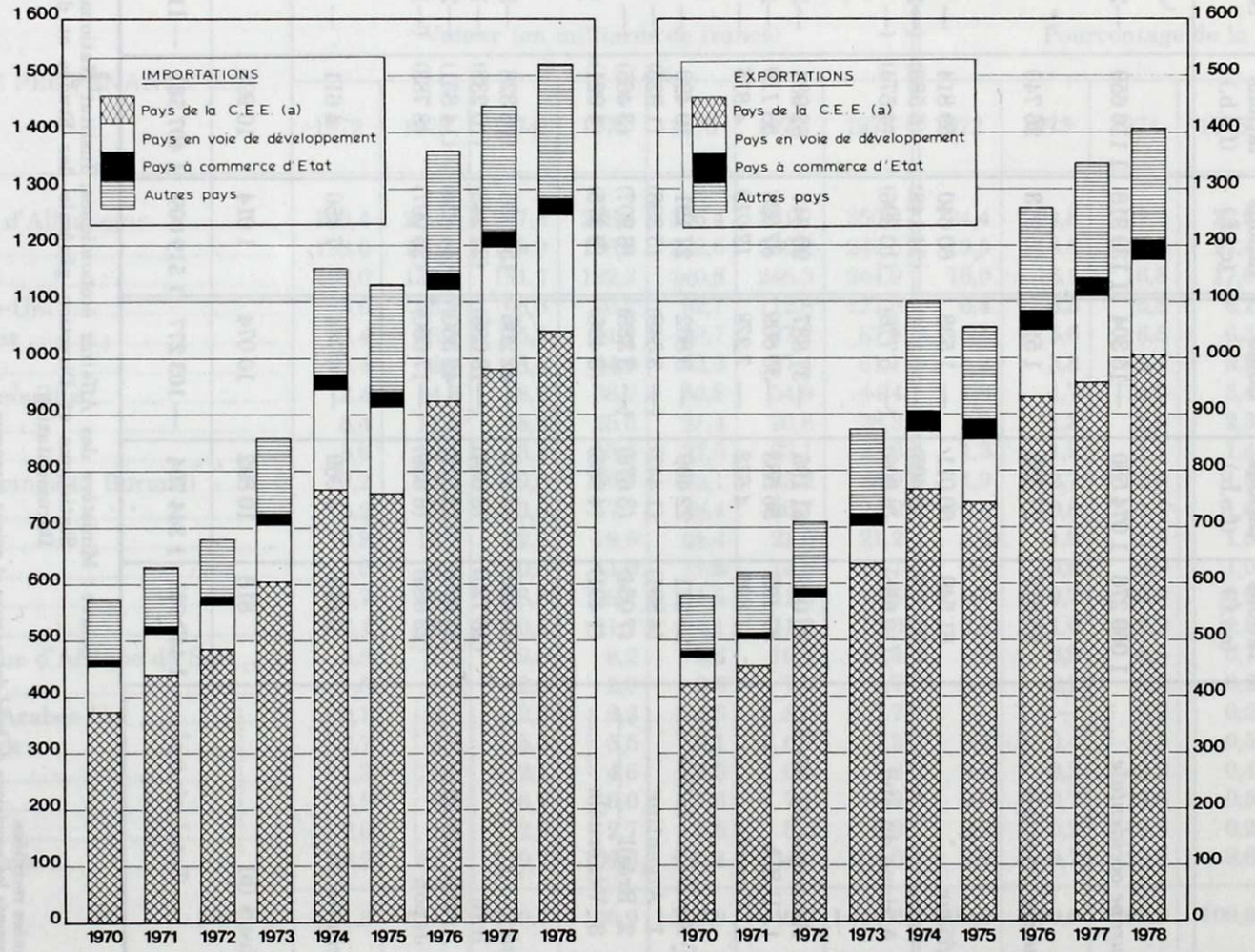
Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations et exportations par groupe de pays

(en milliards de francs)



(a) Pays membres de la C.E.E. au 1er janvier 1973.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1977 (a)			1978		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**979 465**	**957 658**	**—21 807**	**1 047 884**	**1 007 611**	**—40 273**
France	230 211	256 715	26 504	249 519	268 051	18 532
Pays-Bas	245 285	225 998	—19 287	244 910	231 332	—13 578
Rép. féd. d'Allemagne	321 725	301 609	—20 116	350 434	321 748	—28 686
Italie	57 425	58 874	1 449	61 087	64 436	3 349
Royaume-Uni	112 782	92 048	—20 734	127 757	101 536	—26 221
Irlande	5 333	3 653	— 1 680	6 874	3 975	— 2 899
Danemark	6 704	18 761	12 057	7 303	16 533	9 230
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**60 983**	**86 095**	**25 112**	**72 186**	**82 691**	**10 505**
Islande	364	539	175	206	542	336
Norvège	5 802	11 990	6 188	8 949	9 390	441
Suède	20 982	23 494	2 512	21 153	19 315	— 1 838
Finlande	5 401	4 807	— 594	5 067	4 297	— 770
Suisse	20 634	26 689	6 055	28 283	32 743	4 460
Autriche	5 217	12 699	7 482	5 762	11 124	5 362
Portugal	2 583	5 877	3 294	2 766	5 280	2 514
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**149 727**	**101 470**	**—48 257**	**150 617**	**100 812**	**—49 805**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	87 192	56 583	—30 609	87 828	58 119	—29 709
Canada	11 890	4 612	— 7 278	12 019	4 815	— 7 204
— en Asie :						
Japon	23 089	6 039	—17 050	25 007	8 783	—16 224
— en Europe :						
Espagne	11 834	12 680	846	12 583	11 004	— 1 579
Grèce	2 335	7 064	4 729	2 358	6 892	4 534
Turquie	1 819	5 027	3 208	1 848	2 398	550
Yougoslavie (b)	2 160	4 984	2 824	2 027	4 872	2 845
— en Océanie :						
Australie	6 775	3 836	— 2 939	4 511	3 411	— 1 100
Nouvelle-Zélande	2 633	645	— 1 988	2 436	518	— 1 918
Total O.C.D.E.	**1 190 175**	**1 145 223**	**—44 952**	**1 270 687**	**1 191 114**	**—79 573**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Données rectifiées.
(b) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Solde de la balance commerciale par région

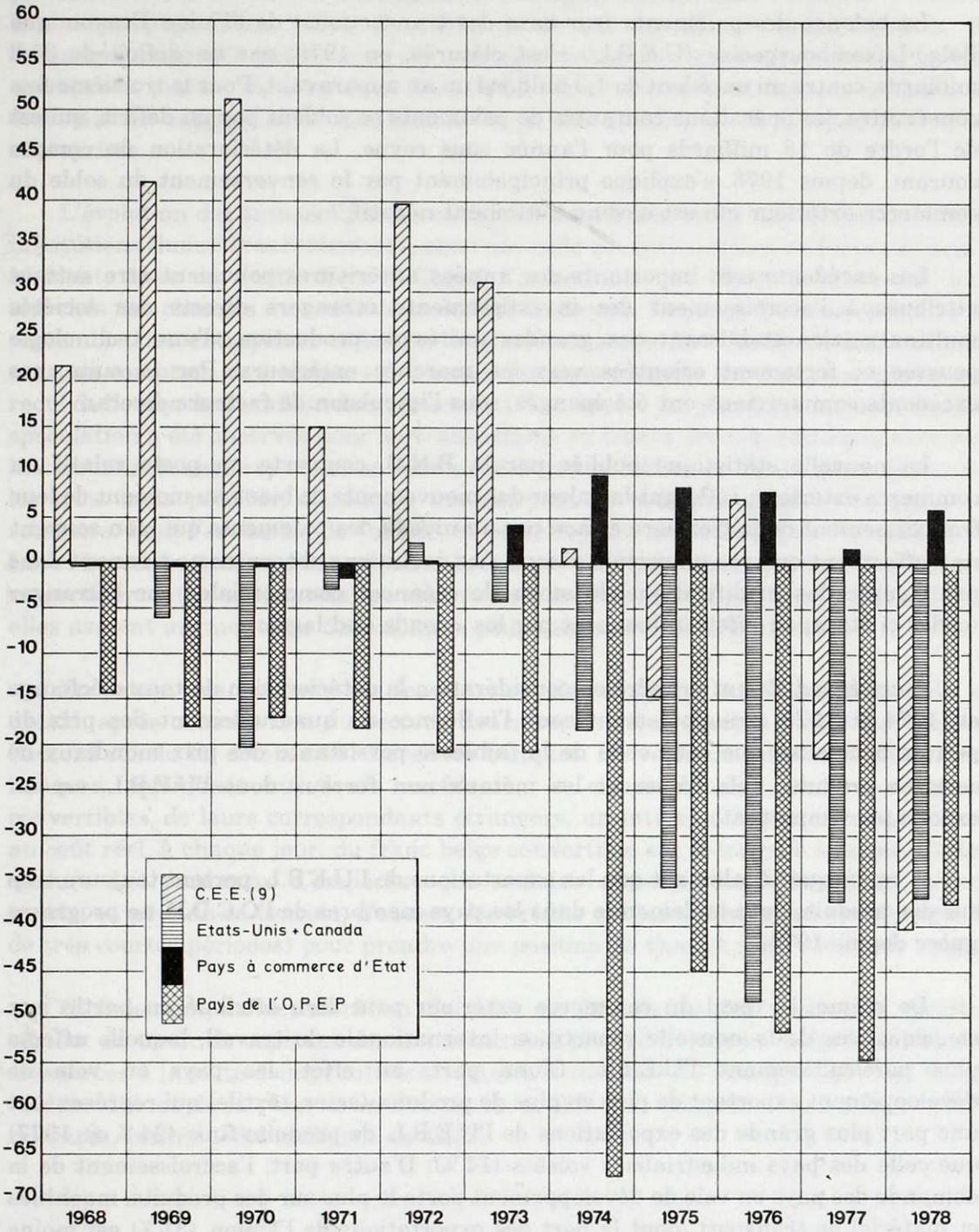
(en pourcentage du total des importations)

RÉGION	1973	1974	1975	1976	1977	1978
I. *Europe occidentale*	4,8	2,5	0,2	2,5	1,1	—1,5
1. Pays-Bas	(1,5)	(—0,3)	(—1,0)	(—1,9)	(—1,3)	(—0,9)
2. France	(1,7)	(1,7)	(0,5)	(3,2)	(1,8)	(1,2)
3. Rép. féd. d'Allemagne	(—0,6)	(—1,8)	(—1,2)	(—0,9)	(—1,4)	(—1,9)
4. Italie	(0,9)	(0,5)	(—0,1)	(0,6)	(0,1)	(0,2)
5. Royaume-Uni	(—1,4)	(—0,6)	(—0,2)	(—1,2)	(—1,4)	(—1,7)
II. *Europe orientale*	0,4	0,9	0,8	0,6	0,1	0,1
III. *Afrique*	—1,9	—2,8	—0,8	—1,1	—0,1	(—0,1)
1. Zaïre	(—1,5)	(—1,9)	(—1,0)	(—1,4)	(—1,1)	(—1,2)
2. Afrique du Sud	(—0,4)	(—0,3)	(—0,2)	(—0,4)	(—0,4)	(—0,4)
IV. a) *Amérique du Nord*	—0,3	—1,6	—3,2	—3,5	—2,6	—2,4
1. U.S.A.	*0,1*	*—1,2*	*—2,6*	*—2,8*	*—2,1*	*—2,0*
2. Canada	*—0,4*	*—0,4*	*—0,6*	*—0,7*	*—0,5*	*—0,4*
b) *Amérique latine*	—0,2	0,6	0,5	—0,7	—0,3	—0,5
1. Argentine	(—0,3)	(—0,2)	—	(—0,3)	(—0,2)	(—0,2)
2. Brésil	(—0,2)	(0,5)	(0,1)	(—0,2)	(—0,2)	(—0,2)
3. Vénézuéla	(0,1)	(0,1)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,1)
V. *Asie*	—1,6	—5,2	—4,5	—5,5	—5,7	—3,3
1. Iran	(—0,4)	(—0,7)	(—0,7)	(—0,8)	(—1,2)	(—0,9)
2. Arabie saoudite	(—1,5)	(—3,9)	(—3,0)	(—3,4)	(—2,9)	(—1,9)
3. Japon	(—0,3)	(—0,4)	(—0,9)	(—1,1)	(—1,2)	(—1,1)
VI. *Océanie*	—0,3	—0,2	—0,3	—0,4	—0,3	—0,2
VII. *Divers* (a)	0,3	0,6	0,8	0,6	0,7	0,7
Total général	**+1,2**	**—5,2**	**—6,5**	**—7,5**	**—7,1**	**—7,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Y compris les provisions de bord des navires et avions étrangers.

Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique
(en milliards de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements (sur base des transactions) de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (U.E.B.L.) s'est clôturée, en 1978, par un déficit de 31,2 milliards, contre un excédent de 1,3 milliard un an auparavant. Pour la troisième fois consécutive, les opérations courantes de paiements se soldent par un déficit, qui est de l'ordre de 18 milliards pour l'année sous revue. La détérioration du compte courant, depuis 1976, s'explique principalement par le renversement du solde du commerce extérieur qui est devenu nettement négatif.

Les excédents très importants des années antérieures pouvaient être surtout attribués à l'accroissement des investissements étrangers directs des sociétés multinationales établissant des grandes unités de production, d'une technologie poussée et fortement orientées vers les marchés extérieurs. Par la suite, ces excédents commerciaux ont été épongés, sous l'impulsion de facteurs divers.

La nouvelle statistique publiée par la B.N.B. comporte un poste relatif au commerce extérieur, réflétant la valeur des mouvements de biens au moment de leur franchissement de la frontière et non pas au niveau des paiements qui bien souvent ne s'effectuent qu'avec un certain retard. Les évolutions observées ne tiennent donc pas compte des modifications du stock de créances commerciales sur l'étranger (celles-ci étant, en effet, influencées par les « leads and lags »).

A cet égard, il faut prendre en considération la détérioration du taux d'échange en 1974 et 1975, principalement sous l'influence du quadruplement des prix du pétrole brut ainsi que sous celle de la faiblesse persistante des prix mondiaux de certains produits, tels l'acier et les métaux non ferreux dont l'U.E.B.L. est un exportateur important.

A remarquer également que les exportations de l'U.E.B.L. portent toujours trop sur des produits dont la demande dans les pays membres de l'O.C.D.E. ne progresse guère depuis 1974.

De même, le recul du commerce extérieur peut être attribué en partie aux conséquences de la nouvelle répartition internationale du travail, laquelle affecte plus particulièrement l'U.E.B.L. D'une part, en effet, les pays en voie de développement exportent de plus en plus de produits (acier, textile) qui représentent une part plus grande des exportations de l'U.E.B.L. de produits finis (24 % en 1977) que celle des pays industrialisés voisins (14 %). D'autre part, l'accroissement de la demande des pays en voie de développement porte le plus sur des produits, machines et matériel de transport, dont la part des exportations de l'Union (31 %) est moins grande que celle des pays limitrophes (45 %).

Tant les opérations de paiements en matière d'« arbitrage » que celles afférant aux services se sont soldées par un excédent plus faible que l'année antérieure. Par rapport à 1977, il faut tenir compte surtout du recul des recettes nettes relatives à des contrats d'entreprise exécutés à l'étranger par des firmes belges et luxembourgeoises. De plus, pendant cette année, les recettes étaient très élevées à la suite de l'exécution de travaux dans des pays producteurs de pétrole.

Pour l'ensemble de l'année, les opérations en capitaux d'entreprises et de particuliers sous forme d'investissements étrangers directs dans l'U.E.B.L. a donné lieu à un plus faible afflux de capitaux, ce qui est dû, en grande partie, à l'amenuisement des prêts, accordés principalement par les sociétés-mères à des entreprises privées établies dans l'U.E.B.L.; cet amenuisement doit probablement être mis en rapport avec des modifications des conditions de financement des entreprises.

L'évolution des transactions en monnaies étrangères entre des résidents et des institutions financières intérieures, ainsi que celle des transactions en francs de non-résidents avec ces institutions reflètent l'incertitude qui s'était produite sur les marchés des changes au cours du troisième trimestre. Pendant les mois de juillet à septembre, les entreprises et les particuliers ont accru de 7 milliards leurs avoirs nets, au comptant et à terme, en monnaie étrangère auprès des banques, contre un recul de l'ordre de 21 milliards au cours du 1er semestre. La plus forte incidence de la spéculation a été observée pour les transactions en francs des non-résidents avec les institutions financières : elles se sont soldées par un déficit de 22 milliards pendant les trois mois précités, contre un excédent de 21 milliards pendant le premier semestre. Pour l'ensemble de l'année, ce poste montre un excédent de 7,8 milliards. Les créances commerciales nettes sur l'étranger sont passées de 8,4 à 21,8 milliards respectivement pour les première et deuxième moitiés de l'année, tandis qu'en 1977, elles avaient augmenté de 5,8 milliards pour l'ensemble de la période.

En raison des tensions sur les marchés des changes, la Banque nationale a décidé, après consultation du secteur bancaire, de réinstaurer à partir du 7 août, l'accord conclu en octobre 1976 avec les banques. En vertu de cette convention, les banques appliquent sur leurs excédents, — extraordinaires, — en comptes convertibles, de leurs correspondants étrangers, un intérêt débiteur correspondant au coût réel, à chaque jour, du franc belge convertible sur le marché à terme. Cette mesure doit permettre d'empêcher que certains correspondants étrangers soient tentés, en période de tension, d'abuser des crédits qui sont alloués (en principe pour de très courtes périodes) pour prendre une position de change contre le franc belge.

Globalement, la détérioration du solde de la balance des paiements résulte surtout du trafic de capitaux devenu nettement plus défavorable, malgré l'afflux de ressources à la suite d'emprunts contractés par le trésor à l'étranger. Le total de la réserve d'or et de la réserve en devises de la B.N.B. a diminué, de ce fait, de 27,9 milliards, contre —8,6 milliards en 1977.

*
* *

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (a)

(en milliards de francs)

	1975	1976	1977	1978 (h)
1. — *Transactions sur biens et services* (rubrique *A* de la balance générale des paiements)	+30,7	+17,4	— 3,1	+ 2,0
2. — *Transferts* (rubrique *B* de la balance générale des paiements)	—21,5	—19,0	—22,9	—20,0
3. — *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*				
Rubrique *C* de la balance générale des paiements	— 4,2	— 3,1	— 0,2	+12,6
Augmentation (+) ou diminution (—) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 0,3	+ 1,0	— 1,6	..
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'encours des monnaies étrangères à terme de la B.N.B.	—	—	—	—11,9
4. — *Mouvement des crédits commerciaux :*				
Augmentation (—) ou diminution (+) des crédits consentis à des non-résidents et mobilisés auprès des banques belges	— 6,4	—10,9	—17,6	— 9,9
Augmentation (—) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus des non-résidents	+15,3	—10,1	+11,8	—20,3
5. — *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers* (b) :				
Rubrique *D* de la balance générale des paiements (non compris crédits commerciaux)	— 6,4	+ 7,6	+ 4,5	—16,9
Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :				
Augmentation (+) ou diminution (—) d'avoirs :				
Créances en monnaies étrangères	—57,0	—23,0	—19,4	—10,6
Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	— 3,2	—15,8	—82,0	—21,1
Augmentation (+) ou diminution (—) d'engagements :				
Endettement en monnaies étrangères	+52,5	+14,6	+29,6	+12,5

6. — *Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :*				
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+10,1	+ 4,1	+ 6,1	+14,0
Augmentation (+) ou diminution (—) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	+ 9,8	— 9,6	— 8,5	— 6,2
7. — *Position de change des banques belges et luxembourgeoises* (c) :				
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position au comptant (d)	— 5,3	— 8,8	— 8,2	+17,2
Augmentation (+) ou diminution (—) de la position à terme	— 1,2	+ 1,4	+ 2,7	—10,7
8. — *Erreurs et omissions :*				
Rubrique *E* de la balance générale des paiements	+11,2	+ 4,4	+11,2	+11,4
Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	— 0,9	+ 1,2	+ 1,2	— 7,9
Total 1 *à* 8 ...	**+18,8**	**—24,6**	**— 8,6**	**—27,8**
9. — *Contreparties du total dans la situation de la B.N.B.* [Augmentation (+); diminution (—)] :				
Encaisse en or	—	—	+ 0,4	+ 0,2
Avoirs détenus auprès du F.M.I. (e)	+ 5,1	+ 1,2	— 0,9	— 6,4
Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—23,9	— 4,9
Avoirs nets en monnaies étrangères :				
Avoirs nets au comptant (f)	+13,9	—26,2	+15,9	— 2,3
Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 1,2	+12,0	..	—11,9
Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :				
Avoirs au comptant (g)	—0,6	+ 0,4	— 0,1	— 2,5
Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	— 0,8	—12,0	..	..

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.
Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaleur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.
(b) Autres que les organismes monétaires.
(c) Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.
(d) Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 5.1. du présent tableau.
(e) Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.
(f) Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.
(g) Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 4.1.
(h) Données provisoires.

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1977 et 1978

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	1 231,5	1 289,6	1 280,4	1 325,2	—48,9	—35,6
a) Exportations et importations	*1 153,0*	*1 222,9*	*1 268,5*	*1 312,0*	*—115,5*	*—89,1*
b) Travail à façon	*52,8*	*58,0*	*11,9*	*13,2*	*+40,9*	*+44,8*
c) Opérations d'arbitrage	*25,7*	*8,7*	—	—	*+25,7*	*+ 8,7*
2. Frets	66,4	69,3	58,4	59,6	+ 8,0	+ 9,7
3. Assurances pour le transport de marchandises	1,4	1,3	2,1	2,2	— 0,7	— 0,9
4. Autres frais de transport	31,3	31,5	28,8	31,9	+ 2,5	— 0,4
5. Déplacements à l'étranger	41,8	42,9	67,9	71,3	—26,1	—28,4
6. Revenus d'investissements	172,8	215,8	153,6	195,9	+19,2	+19,9
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	32,5	37,3	9,8	10,7	+22,7	+26,6
8. Autres services	132,4	132,0	112,2	120,9	+20,2	+11,1
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*4,7*	*4,5*	*8,8*	*9,0*	*— 4,1*	*— 4,5*
b) Courtages et commissions	*74,6*	*68,4*	*56,4*	*57,1*	*+18,2*	*+11,3*
c) Ouvriers frontaliers	*15,5*	*15,7*	*9,7*	*10,2*	*+ 5,8*	*+ 5,5*
d) Primes et indemnités d'assurances	*10,8*	*13,5*	*11,7*	*12,9*	*— 0,9*	*+ 0,6*
e) Divers	*26,8*	*29,9*	*25,6*	*31,7*	*+ 1,2*	*— 1,8*
Total des transactions sur biens et services (b)	**1 710,1**	**1 819,7**	**1 713,2**	**1 817,7**	**— 3,1**	**+2,0**
(dont : services = 2 à 8)	**(478,6)**	**(530,1)**	**(432,8)**	**(492,5)**	**(+45,8)**	**(+37,6)**
B. *Transferts :*						
9. Transferts privés	15,8	18,1	22,3	24,2	— 6,5	— 6,1
10. Transferts de l'Etat	28,2	30,3	44,6	44,2	—16,4	—13,9
Total des transferts	**44,0**	**48,4**	**66,9**	**68,4**	**—22,9**	**—20,0**

(suite à la page 457)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1977 et 1978 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
11. Etat	3,8	19,9	4,0	7,3	— 0,2	+12,6
a) Long terme	*2,1*	*1,7*	*3,4*	*5,9*	*— 1,3*	*— 4,2*
— Participations	(—)	(—)	(—)	(3,0)	(—)	(— 3,0)
— Prêts et emprunts	(2,1)	(1,7)	(2,8)	(2,5)	(— 0,7)	(— 0,8)
— Amortissements contractuels	(—)	(—)	(0,6)	(0,4)	(— 0,6)	(— 0,4)
b) Court terme	*1,7*	*18,2*	*0,6*	*1,4*	*+ 1,1*	*+ 16,8*
12. Autres pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics ...	**3,8**	**19,9**	**4,0**	**7,3**	**— 0,2**	**+12,6**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
13. Crédits commerciaux	11,8	—	—	20,3	+11,8	—20,3
14. Organismes publics d'exploitation	1,7	0,8	2,3	0,8	— 0,6	—
15. Intermédiaires financiers du secteur public	4,3	1,1	0,6	5,4	+ 3,7	— 4,3
16. Secteur privé	68,7	55,2	67,3	67,8	+ 1,4	—12,6
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières (chiffres nets)	*5,0*	*2,1*	*18,1*	*21,7*	*—13,1*	*—19,6*
— Belges	(5,0)	(2,1)	(—)	(—)	(+ 5,0)	(+ 2,1)
— Etrangères	(—)	(—)	(18,1)	(21,7)	(—18,1)	(—21,7)
b) Autres	*63,7*	*53,1*	*49,2*	*46,1*	*+ 14,5*	*+ 7,0*
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers ...	**86,5**	**57,1**	**70,2**	**94,3**	**+16,3**	**—37,2**

(suite à la page 458)

Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1977 et 1978 *(suite)*

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)	1977	1978 (a)
E. *Erreurs et omissions*	**11,2**	**11,4**	**—**	**—**	**+11,2**	**+11,4**
Total général ...	**1 855,6**	**1 956,5**	**1 854,3**	**1 987,7**	**+ 1,3**	**—31,2**
F. *Financement du total :*						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					+ 9,2	— 1,4
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					— 2,3	—10,2
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					+ 3,7	—10,5
Monnaies étrangères					— 1,9	— 9,2
— Organismes monétaires divers					—	+ 0,1

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.

Source : Banque Nationale de Belgique.

CHAPITRE II

COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G.A.T.T.) (1)

§ 1. — NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES (N.C.M.)

Ces négociations, entamées à Tokyo depuis septembre 1973 dans le cadre du G.A.T.T., n'ont pu aboutir à la date prévue, le 15 juillet 1978.

Le 13 juillet, les délégations de plusieurs pays (Etats-Unis, Japon, Communauté économique européenne, Canada, Nouvelle-Zélande et Suisse) ont publié une déclaration concernant l'état de ces négociations, selon laquelle elles sont « arrivées à formuler un cadre concerté des principaux éléments d'une transaction globale » pour les négociations; elles reconnaissent que le succès final des négociations nécessite la participation de toutes les délégations et expriment l'espoir que « tous leurs partenaires considéreront le cadre défini comme une base raisonnable en vue d'arriver, dans les semaines qui viennent, à un accord mutuel qui assurera le succès de ces négociations ». Les éléments qui, pris ensemble, devraient conduire à ce succès sur la base d'un équilibre de réciprocité globale, sont :

1) *des mesures non tarifaires,* dont :

l'évaluation en douane : le projet de code constitue une base solide pour la mise en place d'un système international harmonisé d'évaluation en douane qui fournira une méthode uniforme et équitable d'évaluation; grâce à une assistance technique adéquate, le code devrait pouvoir être accepté par les pays en voie de développement (la délégation du Canada n'a pas participé à ces négociations);

les marchés publics : le texte proposé constitue « un point de départ en vue de l'institution d'un code qui contribuera largement à ouvrir le domaine des marchés publics à la concurrence internationale grâce à des procédures concertées, non discriminatoires et transparentes, placées sous contrôle international »;

(1) Les informations contenues dans cette section sont tirées de documents du G.A.T.T. et du « Monde diplomatique ».

le code relatif aux normes et règlements techniques : les délégations s'accordent à estimer que « le projet de code de la normalisation est près de trouver sa forme finale et elles s'engagent à œuvrer avec leurs partenaires pour mettre le code en forme définitive au début de l'automne »;

les subventions et droits compensateurs : les délégations affirment que l'esquisse actuelle constitue une base substantielle pour un accord dans ce domaine;

2) *d'autres mesures non tarifaires :* la déclaration décrit l'état des négociations concernant le commerce des contrefaçons, les régimes de licences, les règles d'origine, ainsi que les mesures non tarifaires qui ne ressortissent pas au domaine de la négociation multilatérale;

3) *des droits de douane sur les produits industriels :* les négociations sur ce point ne sont pas encore achevées mais « l'accord s'est fait sur certains éléments importants d'une transaction tarifaire globale »; les délégations s'efforcent d'arriver à des résultats qui représenteraient « un degré de libéralisation substantiel par rapport aux négociations Kennedy »; les délégations reconnaissent qu'il n'est pas possible, en l'état actuel des choses, de se prononcer sur les résultats définitifs des négociations tarifaires et que ces résultats varieront suivant les délégations et d'un partenaire à l'autre; elles reconnaissent également que « des incertitudes subsistent au sujet de certaines offres dans les secteurs importants et qu'elles appellent des éclaircissements et des négociations complémentaires »;

4) *des accords concernant l'agriculture :* les délégations ont poursuivi activement leurs discussions sur les questions agricoles; il est reconnu qu' « un résultat positif dans le domaine de l'agriculture a une importance critique pour le succès des négociations de Tokyo »; il reste à élaborer de façon satisfaisante des accords définitifs. Quatre domaines de négociations méritent de retenir particulièrement l'attention : communauté de vues générales concernant l'agriculture, subventions, demandes et offres spécifiques, arrangements portant sur des produits, calendrier d'achèvement;

5) *des systèmes de commerce,* dont :

les sauvegardes : reconnaissant qu'il est nécessaire de renforcer le contrôle effectif des mesures de sauvegarde, les délégations sont convenues de la nécessité d'un nouveau code, fondé sur le projet de texte codifié qui leur a été présenté; le code instituerait un nouvel organisme qui serait chargé d'observer l'application de l'accord, d'examiner les mesures et les questions particulières touchant l'application du code, de prêter son concours à la résolution des différends et de décourager efficacement tout recours abusif et injustifié aux mesures de sauvegarde;

les questions relatives au futur système de commerce : les résultats qui se dessinent dans ce domaine d'importance particulière pour les pays en voie de développement contribueront à renforcer le cadre juridique du G.A.T.T. et à permettre à celui-ci de développer son rôle d'organisation mondiale qui a la responsabilité de veiller à l'expansion du commerce international et à l'harmonie dans les relations commerciales;

le cadre de consultations : afin d'améliorer encore la coopération internationale en matière commerciale, les délégations sont convenues qu'il importerait de

renforcer le G.A.T.T. en tant qu'enceinte où des consultations internationales de haut niveau puissent se dérouler de façon suivie au sujet de politiques commerciales et de problèmes déterminés.

La déclaration comporte également une annexe sur l'institution d'un comité de l'acier sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.).

Le 14 juillet, les délégations des pays en voie de développement ont publié une déclaration indiquant qu'ils n'avaient pas été consultés au sujet de ce « cadre concerté » et qu' « un bilan complet et équilibré de l'état actuel des négociations du « Tokyo round » ne pouvait être dressé qu'avec la participation pleine et entière de tous les pays intéressés ». Les pays en voie de développement considèrent, en effet, que la déclaration sur le cadre concerté ne reflète pas comme il convient certains points qui présentent un intérêt majeur pour eux et en omet d'autres, comme les produits tropicaux, le droit, pour les pays en voie de développement, de recourir à des subventions dans leurs politiques de développement industriel, l'amélioration des dispositions concernant l'aide de l'Etat au développement économique dans le contexte du futur système commercial, l'élimination des restrictions quantitatives pesant sur le commerce des produits des pays en voie de développement qui présentent un intérêt majeur. En outre, la déclaration ne reflète pas exactement l'état actuel des négociations sur certains points essentiels, comme, par exemple, dans le domaine de l'agriculture, les questions du blé, de la viande, des produits laitiers et des autres produits.

Au terme de 1978, aucun accord n'a été conclu malgré la reprise des négociations au mois de septembre.

§ 2. — RAPPORT ANNUEL

Le rapport annuel du secrétariat du G.A.T.T. a été publié le 9 novembre sous le titre « Le Commerce international en 1977-1978 ». Le premier chapitre retrace les grandes lignes de l'évolution du commerce international de janvier 1977 à août 1978. Le rapport traite ensuite plus spécialement de l'évolution de la production pétrolière et des échanges mondiaux de ce produit.

SECTION II. — ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (O.C.D.E.) (1)

§ 1. — CONSEIL DES MINISTRES DE L'O.C.D.E.

Le Conseil de l'O.C.D.E. s'est réuni au niveau ministériel les 14 et 15 juin. Reconnaissant qu'il était indispensable « de faire en sorte que la croissance

(1) Les sources de cette section sont constituées par des extraits de documents de l'O.C.D.E. et du « Monde diplomatique ».

économique de l'ensemble de la zone O.C.D.E. dépasse le rythme enregistré au cours des dix-huit derniers mois afin de réduire le chômage », les ministres des vingt-quatre pays membres se sont mis d'accord sur un programme général d'action concertée au plan international à mettre en œuvre pour réaliser une croissance économique durable, et sur les responsabilités que les différents pays membres devaient respectivement assumer pour contribuer à une croissance plus rapide, à une plus grande stabilité des prix, à un meilleur équilibre des paiements et à un renforcement des politiques énergétiques; le communiqué final indique que huit pays (la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse) devront prendre les mesures appropriées pour assurer une expansion de leur demande intérieure plus forte qu'en 1977 (le calendrier de cette action expansionniste devant être déterminé en fonction de la situation de chacun, mais une responsabilité particulière incombant aux pays ayant une forte position de leur balance de paiements). Reconnaissant que le maintien d'un système ouvert d'économie de marché est un élément essentiel de ce programme, les ministres ont renouvelé la Déclaration du 30 mai 1974 et se sont mis d'accord sur les orientations générales devant permettre de mettre en œuvre des politiques propres à faciliter les adaptations structurelles nécessaires pour soutenir une croissance économique plus rapide.

§ 2. — COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (C.A.D.)

Le C.A.D. a publié, le 29 juin, ses statistiques concernant les ressources mises à la disposition des pays en voie de développement en 1977. Il en ressort qu'en 1977 les versements d'aide publique au développement effectués par les pays du C.A.D. ont augmenté de 1,1 milliard de dollars par rapport à l'année précédente (soit une hausse de 8 %) pour atteindre 14,8 milliards de dollars; compte tenu des hausses de prix, l'apport réel correspondant n'a cependant dépassé que de façon marginale son niveau de 1976. Exprimée en pourcentage du produit national brut des pays du C.A.D., l'aide publique au développement a marqué un recul, passant de 0,33 % en 1976 à 0,31 % en 1977, soit le taux le plus faible, à une exception près, que l'on ait observé depuis le début des années 70, et même depuis le milieu des années 50, période à laquelle remontent les premières statistiques sur les flux d'aide.

Le montant estimé des contributions de toutes provenances (y compris celles des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.) et les prêts bancaires internationaux) est passé de 59 milliards de dollars en 1976 à 64 milliards en 1977. Selon l'O.C.D.E., l'apport de ressources financières des pays de l'O.P.E.P. a vraisemblablement atteint 9 milliards de dollars (soit 3 % de leur P.N.B.), contre 8,1 milliards en 1976.

La dix-septième réunion à haut niveau du C.A.D. s'est tenue à Paris les 14 et 15 novembre. Les ministres et les directeurs des organismes d'aide ont examiné leurs politiques de coopération pour le développement et ont eu un échange de vues sur les tendances futures à la lumière de la préparation d'une nouvelle stratégie internationale du développement. Ils ont évalué en particulier les possibilités d'accroître le volume et d'augmenter l'efficacité de l'aide publique au développement.

§ 3. — AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

Aux termes d'un accord signé le 13 avril à Tokyo par cinq pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), le Japon prendra la direction d'un nouveau projet de recherche et de développement sur l'énergie des vagues (coût du projet : 3 millions de dollars). Un autre projet, consacré à la reconversion de la biomasse, est également lancé par cinq Etats membres. Par ailleurs, le Japon et le Canada ont adhéré à plusieurs accords de l'A.I.E. en matière de recherche et de développement dans le domaine énergétique (économies d'énergie, climatisation au moyen de l'énergie solaire, énergie éolienne et énergie de fusion).

La signature ou l'élargissement de ces accords ont eu lieu à l'occasion de la trente-cinquième réunion du conseil de direction de l'Agence, les 12 et 13 avril à Tokyo. Les travaux du conseil ont porté sur : l'évaluation des examens des programmes énergétiques nationaux élaborés par les pays membres sur la base des douze principes de politique énergétique (adoptés par la réunion ministérielle de l'A.I.E. en octobre 1977 à Paris); l'évaluation (pour la première fois) des programmes nationaux de recherche et de développement; l'examen d'une étude du secrétariat de l'Agence intitulée Perspectives pour le charbon vapeur jusqu'à l'horizon 2000; l'évaluation préliminaire du développement de l'énergie nucléaire dans les pays membres, des tendances récentes du marché pétrolier international et des activités en cours à l'A.I.E. sur les relations internationales dans le domaine de l'énergie.

Selon un rapport daté du mois de juin, les dix-neuf pays membres de l'A.I.E. ne parviendront pas à respecter leur propre objectif de limitation des importations pétrolières à 26 millions de barils par jour en 1985 s'ils n'accroissent pas sensiblement leurs politiques d'économie d'énergie.

Le 24 mai, trois pays membres de l'A.I.E., l'Irlande, la Suède et les Etats-Unis, ont signé un nouvel accord en vue d'établir un service d'information technique sur l'énergie de la biomasse. Cet accord porte à trente-deux le total des projets de recherche et de développement lancés depuis la création de l'Agence en novembre 1974.

§ 4. — AGRICULTURE

Les ministres de l'agriculture des pays membres de l'O.C.D.E., réunis à Paris les 9 et 10 février, se sont efforcés de déterminer les moyens propres à atténuer les conséquences des fluctuations et des déséquilibres des marchés agricoles internationaux et de tirer les conséquences des développements récents de l'industrie agro-alimentaire; une large partie des débats a été consacrée aux relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement dans les domaines agricoles et alimentaires :

1) *Fluctuations des marchés internationaux des produits agricoles* (notamment céréales, produits d'alimentation animale, produits animaux); les ministres ont estimé que, compte tenu des effets internationaux des politiques agricoles nationales, des mesures correctives devaient être prises en coopération pour

atténuer ces fluctuations; ils soulignent la nécessité de procéder rapidement « à l'établissement d'un système de stocks nationaux coordonnés sur le plan international » et réaffirment leur détermination de « mener à bien dans les meilleurs délais les différentes négociations multilatérales en cours et celles relatives aux céréales »;

2) *Politique agro-alimentaire :* les ministres ont noté « les liens de plus en plus étroits qui existent entre production, transformation, commercialisation et consommation des produits alimentaires »; ils estiment qu'il est de l'intérêt de tous les participants aux systèmes agro-alimentaires « de parvenir à une meilleure connaissance de la formation des prix à tous les stades de filières agro-alimentaires »;

3) *Relations avec les pays en voie de développement :* la discussion a mis en évidence la nécessité d'utiliser toute une gamme de mesures dans l'intérêt des pays en voie de développement : aide visant à accroître la production alimentaire, aide alimentaire, sécurité alimentaire et mesures de politique commerciale.

§ 5. — EDUCATION

Le Comité de l'éducation de l'O.C.D.E. a tenu sa première réunion au niveau des ministres les 19 et 20 octobre à Paris. Il s'est particulièrement préoccupé de deux questions :

1) comment améliorer la qualité de l'éducation en général et continuer à élargir l'accès aux possibilités d'éducation, dans un contexte d'incertitude économique et de changement structurel;

2) comment renforcer le rôle que l'éducation peut jouer pour préparer les jeunes à la vie active et leur faciliter l'accès à l'emploi. A l'issue de la réunion, les ministres de l'éducation des pays membres de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie ont adopté une « déclaration sur les politiques futures en matière d'éducation dans un contexte social et économique en évolution », définissant les objectifs prioritaires dans l'élaboration des politiques d'éducation.

SECTION III.
COMMUNAUTES EUROPEENNES (1)

§ 1. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (C.E.E.)

La persistance d'une situation économique défavorable a été au centre des préoccupations, en particulier lors des réunions du Conseil Européen. De celles-ci s'est dégagée progressivement une politique économique et monétaire associant la

(1) Douzième Rapport général sur l'activité des Communautés Européennes en 1978, Bruxelles-Luxembourg - Février 1979.

détermination de la Communauté à créer une zone de stabilité monétaire avec sa détermination, à l'occasion du sommet économique de Bonn, à réunir ses principaux partenaires commerciaux dans le cadre d'un plan équilibré pour stimuler la croissance économique.

L'action de la Communauté s'est traduite, à Brême, en juillet, par la mise en œuvre d'une action concertée et à Bruxelles, en décembre, par la définition d'un système monétaire européen.

Certaines mesures pour les secteurs tel que textiles, sidérurgique et de la construction navale ont été prises et, simultanément, la nécessité de les accompagner de politiques actives d'adaptation a été soulignée.

En ce qui concerne l'élargissement de la Communauté, l'essentiel des négociations avec la Grèce a pu être mené à son terme, tandis que la négociation avec le Portugal était ouverte en octobre et l'avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Espagne présenté au Conseil en novembre.

*
* *

1. — *Marché intérieur.*

Deux adaptations importantes, applicables à partir du 1er janvier 1979, ont été apportées au tarif douanier commun. Il s'agit, d'une part, d'une nomenclature plus développée pour les produits textiles en vue de l'application des accords internationaux et, d'autre part, de l'introduction de l'U.C.E. pour les droits spécifiques.

Dans le cadre des dérogations, neuf contingents tarifaires communautaires sont toujours ouverts, sur la base d'accords commerciaux conclus au sein du G.A.T.T. L'ouverture d'autres contingents tarifaires communautaires ou plafonds, au nombre de 172, résulte des accords préférentiels. Au surplus, le Conseil a décidé, de façon autonome, la suspension temporaire des droits du tarif douanier commun pour 348 produits ou groupes de produits, classés généralement dans le secteur de la chimie et de la pêche.

Le 7 février 1978, la Commission a pris une directive déterminant les conditions d'exemption applicables aux marchandises en retour qui n'ont pu subir une opération de perfectionnement passif, et le 27 avril, une autre qui règle le cas d'échanges standards, lors de l'exportation de marchandises en vue de leur réparation.

Par ailleurs, le Conseil a institué le 20 mars un système communautaire de contrôle et de certification de l'origine s'appliquant aux importations textiles. De plus, des critères spécifiques de l'origine pour chaque produit textile ont été établis.

Dans un contexte différent, la nécessité est apparue de disposer d'une indication plus précise de l'origine des roulements à billes.

Poursuivant l'*élimination des entraves techniques aux échanges,* le Conseil a adopté des directives notamment dans les secteurs des véhicules à moteur, des tracteurs agricoles, de la métrologie, dans le secteur de la chimie (étiquetage des préparations dangereuses) et dans celui des denrées alimentaires, ainsi qu'une directive du 19 décembre relative à l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires destinées au consommateur final ainsi qu'à la publicité faite à leur égard.

En matière de coordination du droit national des sociétés, le Conseil a adopté le 9 octobre 1978, la troisième directive sur les fusions des sociétés anonymes relevant du droit d'un même Etat; celle-ci vise la protection équivalente des actionnaires ainsi que des créanciers. Le 25 juillet, il a aussi formulé la 4e directive sur les comptes annuels dont l'objet est de rendre comparables, dans toute la Communauté, les comptes annuels et plus spécialement la présentation des bilans et des comptes de profits et pertes.

Le 2 avril, le Conseil a modifié la directive du 26 juillet 1977 sur la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux en introduisant une méthode de calcul du seuil calquée sur celle de la directive « Fournitures ».

Au plan sectoriel, le Conseil a pris le 19 septembre une résolution pour assainir la construction navale. Elle confirme la nécessité d'adapter le secteur en vue de le rendre compétitif et aussi d'en rendre les structures et le niveau d'activité compatibles avec les perspectives à long terme du marché ainsi qu'avec l'importance des échanges maritimes de la Communauté et ses intérêts sociaux et stratégiques.

Les préoccupations anti-crise de la Communauté se sont manifestées notamment dans le secteur sidérurgique (1) et le textile-habillement. La restructuration interne de ce dernier a fait l'objet d'une communication de la Commission alors que d'autre part un système de surveillance a été mis en place pour l'exécution des accords d'auto-limitation avec les pays exportateurs, en coopération avec les services douaniers des Etats membres.

Dans le domaine des institutions financières, et plus particulièrement dans le secteur des assurances dommages, une directive a été adoptée le 30 mai en matière de coassurance, premier pas dans la voie de la libération effective des services, et dans l'assurance directe sur la vie, par l'accord du Conseil sur une première directive de coordination destinée à faciliter l'exercice de la liberté d'établissement. Le processus d'harmonisation dans le domaine des bourses s'est matérialisé par un accord de principe du Conseil sur une première directive de coordination.

Sur le *plan fiscal,* il a été impossible d'appliquer en 1978 le mécanisme des ressources propres basées sur la taxe sur la valeur ajoutée, puisqu'au 1er janvier 1978, seuls la Belgique et le Royaume-Uni avaient introduit dans leur législation les dispositions de la sixième directive T.V.A. relative à l'assiette uniforme de cette taxe; face à cette situation, le Conseil, sur proposition de la Commission, a arrêté le 26 juin 1978 une directive permettant de reporter au 1er janvier 1979 la date limite de mise

(1) Voir C.E.C.A.

en vigueur de ces dispositions. Enfin le Conseil a adopté quatre directives visant à étendre et améliorer le système des franchises fiscales en faveur des particuliers.

En *matière d'environnement,* l'activité a été consacrée à l'exécution des programmes de 1973 et 1977 et à la réalisation d'actions spécifiques. En particulier, dans le domaine de la protection du milieu marin, le Conseil a adopté une résolution instituant un programme d'action en matière de contrôle et de réduction de la pollution causée par le déversement d'hydrocarbures en mer.

Il faut noter, de plus, une directive du 20 février tendant à protéger les eaux contre la pollution due aux déchets de l'industrie du dioxyde de titane, une autre du 29 juin relative à la teneur en plomb de l'essence, une autre encore du 19 décembre, concernant la détermination du niveau sonore des engins de chantier, et une dernière du 24 novembre réglementant le bruit des motocycles.

Une recommandation a été adoptée par le Conseil, le 19 décembre, afin de permettre aux Etats membres d'avoir des méthodes communes d'évaluation des coûts de la lutte contre la pollution, pour l'industrie.

Sous le chapitre des *règles de concurrence* applicables aux entreprises, il faut noter que dans le but de favoriser un type d'activité importante pour les petites et moyennes entreprises, la Commission a publié une communication indiquant de façon générale quelles sont les clauses contenues fréquemment dans les accords de sous-traitance non visés par l'interdiction des ententes de l'article 85 du Traité C.E.E.

En matière d'aides régionales, la Commission, dans une redéfinition qui renforce son contrôle par rapport à la situation prévalant depuis 1975, a fait connaître le 21 décembre, les nouveaux principes de coordination qu'elle appliquera pour la période 1979-1981. Les caractéristiques en sont les suivantes : les aides accordées aux nouveaux investissements seront limitées par des plafonds s'exprimant alternativement en pourcentage de la valeur de ces investissements ou en un montant en U.C.E. par emploi créé; désormais, les aides accordées dans les régions de développement les plus défavorisées seront également plafonnées; la Commission confirme ses objections vis-à-vis de la compatibilité avec le Marché commun des aides de fonctionnement. Les aides existantes de ce type seront « gelées » dans leur forme actuelle en attendant que la Commission prenne position à leur égard dans un délai maximal de trois ans; de nouvelles techniques de mesure d'intensité sont introduites en ce qui concerne certaines formes d'aides (par exemple, les garanties de prêts et les réductions de loyers industriels).

Dans le cadre des aides à la construction navale, le Conseil a adopté le 4 avril, la quatrième directive dans un domaine où l'aggravation de la crise rend encore plus nécessaire une discipline communautaire.

*

* *

2. — *Politiques communes.*

La situation économique a offert un tableau contrasté : aux progrès en matière de prix et de paiements extérieurs s'opposent une croissance à peine supérieure à celle de 77 et un chômage continuant à s'aggraver.

Le fonctionnement du système communautaire de change rassemblant les monnaies de cinq Etats membres (du Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et du Danemark) a été soumis à des tensions, les marchés ayant été perturbés par les fluctuations du cours du dollar. Il a été affecté notamment par une dévaluation de 8 % par rapport à l'U.C.M.E. de la couronne norvégienne, monnaie associée, en février, ainsi que par un réalignement quasi général par rapport à l'U.C.M.E., le D.M. étant réévalué de 4 %, le florin néerlandais et le franc belge l'étant de 2 %, et enfin, en décembre, par le retrait de la couronne norvégienne, monnaie associée.

Pour susciter des développements favorables, la Communauté a pris deux initiatives majeures.

Tout d'abord, elle a entrepris une *action concertée* pour renforcer la coordination des *politiques économiques et monétaires,* intégrant les mesures nationales dans un cadre plus vaste et cohérent, permettant d'en renforcer l'effet multiplicateur final et d'alléger les contraintes liées à la situation de la balance des paiements et des finances publiques. Précisée au Conseil Européen de Brême et inscrite dans un contexte international plus large lors du Sommet occidental de Bonn, elle a été effectivement élaborée par la décision du Conseil du 24 juillet.

Il s'agit ensuite du *système monétaire européen* esquissé en juillet (Conseil Européen de Brême) et défini en décembre — du moins pour sa phase initiale. Les dispositions s'ordonnent autour de quatre éléments principaux : une unité monétaire européenne, un mécanisme de change et d'intervention, des mécanismes de crédit et un mécanisme de transferts (v. Monnaie - crédit).

Comme prévu à Brême, il reste entendu que dans les deux ans, à compter de la mise en place, ces dispositions seront consolidées afin d'en faire un système définitif comportant la création du Fonds monétaire Européen et l'utilisation pleine et entière d'une unité monétaire européenne, l'E.C.U., en tant qu'avoir de réserve et instrument de règlement.

En plus de ces initiatives, le nouvel instrument d'emprunts et de prêts communautaires, dont le principe avait été décidé au Conseil Européen de décembre 1977, a été institué par le Conseil de Ministres. Cette décision habilite la Commission à contracter des emprunts dans la limite d'un milliard d'unités de compte européennes et d'en affecter le produit, sous forme de prêts, au financement de projets d'investissement répondant aux objectifs prioritaires de la Communauté dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et des travaux d'infrastructure.

La politique sociale a été marquée par le problème de l'emploi. Celui-ci également étudié dans son contexte mondial, a été au centre des préoccupations des Conseils

Européens de Copenhague et de Brême et de la Conférence tripartite. Celle-ci, réunissant les Ministres des Finances, des Affaires économiques, du Travail et les partenaires sociaux, le 9 novembre 1978, a examiné la communication de la Commission consacrée à l'élaboration d'une « stratégie communautaire de l'emploi, de la croissance et de la stabilité ».

Le Président de cette conférence, en tirant les conclusions a accepté cette communication comme base pour le travail futur, en soulignant l'accord des participants sur certaines orientations, y compris la stratégie commune établie à Brême et Bonn, le système monétaire européen et les actions dans le domaine du marché du travail. De plus, il a demandé à la Commission d'approfondir certaines questions, telles que les possibilités de stimulation des investissements et de réduction du temps de travail, l'accès des jeunes et des femmes à la formation et à l'emploi, ainsi que les perspectives et possibilités d'extension du travail à temps partiel.

Une étape essentielle à l'égard de l'emploi des jeunes a été franchie par l'adoption, au Conseil du 18 décembre, du règlement relatif à la création d'une aide nouvelle du Fonds Social Européen en faveur des jeunes de moins de 25 ans.

Du Fonds Social Européen, au titre de l'article 4 de la décision du 1.2.1971, 35 millions d'U.C.E. ont été réservés aux actions en faveur du secteur agricole et de celui de l'industrie textile, 179 millions d'U.C.E. aux actions en faveur des jeunes, 16 millions d'U.C.E. aux actions en faveur des migrants et 8 millions d'U.C.E. aux actions en faveur des femmes; au titre de l'article 5 de la même décision, 281 millions d'U.C.E. ont été inscrits pour les interventions visant à améliorer la situation de l'emploi de certaines régions, branches économiques ou certains groupes d'entreprises, et 49 millions d'U.C.E. pour les actions en faveur des handicapés; enfin 1,5 million d'U.C.E. a été affecté aux études et expériences pilotes.

Le Conseil a approuvé en principe, lors de sa réunion des 26 et 27 juin 1978, le contenu d'une résolution sur la *politique régionale*. Celle-ci concerne trois points : l'établissement d'un cadre global d'analyse et de conception qui doit permettre de créer une base commune pour la détermination des priorités et des orientations futures de la politique régionale, l'appréciation de l'impact régional des autres politiques de la Communauté et la coordination des politiques régionales nationales.

A la même date, un accord de principe s'est également dégagé au sein du Conseil sur un règlement modifiant le règlement du Fonds régional. L'élément nouveau le plus important est la création d'une section « hors quota » du Fonds. Les principales autres modifications sont l'augmentation de 2 points de pourcentage de la quote-part française au profit de D.O.M. et un certain nombre de changements qui visent à donner au Fonds une plus grande flexibilité et à permettre d'accélérer l'examen des dossiers et les paiements.

En 1978, la Commission a approuvé l'octroi d'un montant de 591 millions d'U.C.E., au titre du règlement non modifié du Fonds régional.

En ce qui concerne l'aspect structurel de la *politique agricole,* le Conseil a adopté une série de mesures pour stimuler le développement agricole des régions méditerranéennes de France et d'Italie et celui de l'ouest de l'Irlande. Ces mesures portent en partie sur certains produits typiquement méditerranéens (huile d'olive, fruits et légumes frais et transformés, vin, pois et féveroles) et sur un large éventail d'actions destinées à améliorer les conditions de production (irrigation dans le Mezzogiorno, écoulement des eaux dans l'ouest de l'Irlande, mesures spéciales pour la viticulture dans le Languedoc-Roussillon).

Le Conseil a marqué son accord, lors de sa session du 8 au 12 mai, sur le dossier « prix » comportant notamment la fixation des prix proprement dite, les questions agri-monétaires et une série de mesures connexes ainsi que sur le dossier « Méditerranée » en faveur des régions moins développées de la Communauté.

Une hausse moyenne des prix communs de 2,1 % a été décidée. Elle se traduit cependant, dans les Etats membres à monnaie dévaluée, par une hausse plus importante en monnaie nationale suivant le degré de dévaluation des monnaies vertes.

Les divergences d'évolution monétaire ont continué à se répercuter sur la politique agricole commune par le biais de montants compensatoires monétaires, lesquels entraînent la rupture du marché unique. Ces montants ont été diminués lors de la fixation des prix 1978/1979, mais ils ont à nouveau augmenté à la suite des variations des monnaies flottantes et des réévaluations opérées dans le serpent. A la fin de l'année 1978, la différence de prix était toujours de 40 % entre le marché britannique et le marché allemand. La faiblesse du dollar U.S. par rapport aux monnaies européennes a eu, elle aussi, des répercussions sur la politique agricole commune et sur la production du secteur agricole.

En mai 1978, le Conseil a conclu ses débats sur ce point en adoptant une position plus pragmatique, réaffirmée par le Conseil européen des 4 et 5 décembre qui, dans sa résolution concernant l'instauration du système monétaire européen, a souligné la nécessité d'éviter désormais la création de montants compensatoires monétaires durables et de réduire progressivement les montants compensatoires monétaires existants afin de rétablir l'unité des prix agricoles communs tout en tenant dûment compte de la politique en matière de prix.

En 1978, la Commission a dû prendre, à plusieurs reprises, les mesures nécessaires pour éviter des distorsions de concurrence et des détournements de trafic, que le système actuel risque de provoquer.

Dans ce sens, les montants compensatoires monétaires ont été réinstaurés, avec effet au 2 janvier 1978, pour le froment dur et ses produits dérivés, dont notamment les pâtes alimentaires et, au 1er août 1978, pour certaines préparations à base de farines, tandis que les montants compensatoires monétaires ont été supprimés ou modifiés pour certains produits du secteur de la viande de porc susceptibles d'être fabriqués dans le seul but de bénéficier de ces montants. Afin de parvenir à une application plus proche de la réalité, les montants compensatoires monétaires applicables aux produits hors annexe II du Traité C.E.E. ont été diminués forfaitairement de 10 %.

L'accroissement de la production dans plusieurs secteurs a aggravé les déséquilibres existant sur plusieurs marchés agricoles.

Malgré une politique de modération des prix, la production laitière a augmenté de plus de 4 % tandis que la demande restait plus ou moins constante. Le relèvement du prix indicatif du lait a été de 2 % alors que le prélèvement de coresponsabilité a été ramené de 1,5 % à 0,5 %.

L'excédent exportable de sucre a de nouveau dépassé 2,5 millions de tonnes en 1978-1979.

La Communauté a pris deux mesures pour la campagne 1978-1979 visant à limiter la production. Premièrement, le coefficient pour la détermination du quota maximal a été abaissé de 1,35 à 1,275 (diminution du potentiel de production entre quota de base et quota maximal de 685 000 t) et, deuxièmement, les prix communautaires des betteraves et du sucre ont été faiblement augmentés (2 %).

L'organisation commune de marchés a entraîné les mesures suivantes :

a) le 29 juin 1978, le Conseil a adopté une nouvelle organisation de marché pour l'huile d'olive dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 1979. La nouveauté principale porte sur l'instauration d'une aide à la consommation en vue de favoriser l'écoulement de l'huile d'olive produite dans la Communauté; de plus, le nouveau régime prévoit une responsabilité plus grande des organisations de producteurs dans le fonctionnement du marché;

b) à partir de la campagne 1978-1979, les graines de ricin bénéficient d'un régime d'aide octroyée à l'huilerie à condition que celle-ci ait conclu avec le producteur un contrat prévoyant un prix minimal;

c) en vue d'améliorer l'approvisionnement de la Communauté en protéines, le Conseil a adopté, le 22 mai 1978, l'organisation commune des marchés dans le secteur des fourrages séchés et des mesures spéciales pour le pois, fèves et féveroles utilisés dans l'alimentation des animaux;

d) dans le domaine des fruits et légumes frais, la réglementation existante a été modifiée le 30 mai 1978 en vue de favoriser la constitution des organisations de producteurs et d'en accroître le rôle;

e) dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes, la réglementation de base a été modifiée, le 30 mai, par des dispositions qui instaurent, sous condition du paiement d'un prix minimal au producteur de la matière première, un régime d'aide directe à la production, pour les concentrés de tomates, les tomates pelées, les jus de tomates, les pêches au sirop et les pruneaux.

En matière de rapprochement de législations, le Conseil a adopté le 21 décembre 1978 la directive concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques. La mesure ainsi adoptée permettra d'harmoniser au niveau communautaire les interdictions et les restrictions nationales appliquées à ces produits.

Bien que les Etats membres aient porté leurs zones de pêche à 200 milles dans la mer du Nord et l'Atlantique Nord, depuis le 1er janvier 1977, l'année 1978 s'est

achevée sans que la *politique commune de la pêche,* c'est-à-dire un régime communautaire de conservation des ressources et de contrôle de l'effort de pêche, fondé sur les principes fondamentaux du Traité et sur la résolution du Conseil du 3 novembre 1976, ait pu réunir l'accord du Conseil.

Malgré l'absence de réglementation interne, la Communauté est parvenue à préserver ses possibilités d'accès dans les eaux des pays tiers au moyen de régimes de pêche réciproques. Pour remédier d'urgence aux difficultés d'une situation de crise et sur la base de la résolution du Conseil du 3 novembre 1976, il a été convenu que les Etats membres, après avoir préalablement recherché l'accord de la Commission, pouvaient instaurer des mesures nationales dans la mesure où elles sont strictement nécessaires à la conservation et à la gestion des ressources, non discriminatoires et conformes au Traité. Les pays concernés ont ainsi soumis à l'approbation de la Commission et arrêté des mesures nationales que, dans la plupart des cas, la Commission a pu approuver. Elle n'a pu toutefois donner son approbation à certaines mesures arrêtées par le Royaume-Uni et a entamé à l'encontre de ce pays la procédure de l'article 169 du Traité C.E.E.

Le Conseil a décidé, en décembre 1978, qu'à titre intérimaire, jusqu'au 31 mars 1979, les Etats membres exerceront leurs activités de pêche de telle sorte que les prises effectuées par leurs navires tiennent compte des prises maximales autorisées (T.A.C.) proposées par la Commission au Conseil pour l'année 1979, et de la partie des T.A.C. qui sera vraisemblablement attribuée aux pays tiers.

Dans le cadre de l'organisation des marchés, on note que la diminution des débarquements s'est poursuivie. Malgré une augmentation des importations de la Communauté, les prix de vente des espèces traditionnelles sont restés relativement élevés. Pour faciliter les importations dans la Communauté, les droits de douane frappant la plupart des espèces traditionnelles ont été diminués ou suspendus. Le Conseil a relevé les prix d'orientation et d'intervention des produits de la pêche de 1,8 % en moyenne par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, le Conseil a adopté, le 25 juillet, un règlement établissant une action commune intérimaire de restructuration du secteur de la pêche côtière.

Au cours de l'année 1978, l'orientation des travaux en matière de *politique commune de transports* a pris un caractère pragmatique. Notamment en matière de transports maritimes où suite au naufrage de l'Amoco Cadiz et aux délibérations du Conseil Européen en la matière, le Conseil a adopté le 26 juin 1978 une recommandation relative à la ratification par les Etats membres de conventions internationales concernant les normes minimales à observer sur les navires marchands. Par ailleurs, il a également arrêté une série d'autres mesures dans ce domaine.

Le Conseil a adopté une décision concernant les activités de certains pays tiers dans le domaine des transports maritimes. Elle prévoit que chaque Etat membre mette en place un système lui permettant de recueillir des informations sur les activités des flottes des pays dont les pratiques sont préjudiciables aux intérêts maritimes des Etats membres.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté une décision relative à l'application de ce système aux activités des transporteurs participant aux transports maritimes de ligne entre la Communauté, d'une part, et l'Afrique orientale et l'Amérique centrale, d'autre part.

Pour les transports terrestres, il faut signaler la décision du Conseil du 20 février créant un comité en matière d'infrastructure.

A l'égard de l'accès au marché, il faut noter la décision du Conseil du 19 décembre relative à l'adoption par les Etats membres qui sont parties à la Convention pour la navigation du Rhin, d'un protocole additionnel à cette Convention et, en matière de transports routiers, un règlement relatif à une augmentation de 10 % du contingent communautaire.

A l'égard du rapprochement des structures, le Conseil a adopté, le 19 septembre, un règlement relatif à la fixation de principes uniformes pour le calcul des coûts des entreprises de chemin de fer, pour les transports internationaux de marchandises en trains complets.

Le 12 juin, le Conseil a marqué son accord de principe sur une première directive relative à l'aménagement des sytèmes nationaux de taxes sur les véhicules utilitaires.

Dans le domaine de la navigation intérieure, le Conseil a arrêté le 23 novembre la directive modifiant la directive du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance réciproque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de la navigation intérieure.

Dans le cadre de la *politique énergétique,* on peut noter, en premier lieu, la décision du Conseil du 30 octobre tendant à définir les buts et moyens d'une coopération avec les pays en voie de développement et, en second lieu, la politique de soutien aux projets de démonstration des sources énergétiques alternatives et d'économies d'énergie ayant fait l'objet de décisions du Conseil le 12 juin 1978.

A l'égard des sources énergétiques alternatives, le 21 décembre, le Conseil a donné son accord de principe sur une première série de projets dont le montant global serait fixé à 28,1 millions d'U.C.E. Il a également fixé à 95 millions d'U.C.E. le montant de l'aide totale qui serait accordée aux projets d'exploitation de sources énergétiques alternatives.

Quant aux projets de démonstration, le 21 décembre, le Conseil a marqué son accord de principe sur une première série de projets pour un montant de 5,7 millions d'U.C.E. Il a également fixé le montant total de l'aide à accorder aux projets de démonstration d'économie d'énergie, pour la durée du règlement, soit 55 millions d'U.C.E.

Le second plan d'action triennal (1978-1980) en matière d'*information et de documentation scientifiques et techniques* a été approuvé en octobre 1978. Les propositions initiales de la Commission au Conseil avaient été amendées le 25 mai 1978, pour tenir compte de l'avis du Parlement, qui mettait l'accent sur les besoins

des petites et moyennes entreprises et proposait un aménagement des procédures applicables en vue de la phase opérationelle d'Euronet (1). Par cette même décision, le Conseil a autorisé la Commission, sous certaines conditions, à négocier avec des pays tiers européens leur participation à Euronet (1).

Les Administrations nationales des postes et télécommunications de la Communauté ont accepté de pratiquer, pour le réseau Euronet, des tarifs à la fois bas et unifiés; elles ont également consenti à ce que le niveau des taxes d'accès au réseau Euronet présente des avantages substantiels pour ses utilisateurs. Ces mesures sont propres à assurer un développement dynamique de l'utilisation de l'information scientifique et technique dans la Communauté.

3. — *Relations extérieures.*

L'élargissement de la Communauté à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne a fait, tout au long de l'année, l'objet de discussions et d'activités intenses au sein des institutions communautaires. Les négociations avec la Grèce ont fait des progrès substantiels et l'essentiel des négociations a pu être conclu avant la fin de l'année. Les négociations avec le Portugal ont été ouvertes le 17 octobre et l'avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Espagne a été présenté au Conseil le 29 novembre 1978.

Dans le cadre des relations extérieures, deux négociations d'importance particulière se sont déroulées.

Il s'agit d'abord des *négociations commerciales multilatérales* à Genève. Conformément au programme arrêté en juillet 1977, la Communauté, au cours d'une réunion au niveau ministériel, a pris l'engagement d'entamer la phase centrale des négociations. D'importants progrès sont intervenus en particulier lors de consultations non officielles à haut niveau en juillet à Genève, cependant en fin d'année l'équilibre global n'avait pas encore pu être réalisé.

Il s'agit ensuite de la négociation d'une *nouvelle convention avec les A.C.P.* devant prendre la suite de celle de Lomé. Le début des négociations a mis en lumière certaines divergences entre les négociateurs : les Etats A.C.P. ne se contentent pas d'une simple approche de « consolidation » de la Convention de Lomé; de plus des différences de vue existent quant aux différents secteurs de coopération A.C.P.-C.E.E. (commerce, Stabex, coopération industrielle, coopération financière et technique etc.).

A l'égard de la mise en œuvre de la *politique commerciale commune,* le Conseil a adopté le 21 décembre une décision arrêtant le régime autonome d'importation à appliquer par les Etats membres à l'égard de l'ensemble des pays à commerce d'Etat en 1979. Cette décision fixe tous les contingents d'importation à ouvrir par les Etats membres pour les produits encore soumis à des restrictions quantitatives. Elle

(1) Réseau commun de télécommunication établi par la Commission Européenne en collaboration avec les Administrations de Postes, Télégraphes et Téléphones des pays de la Communauté et du comité de la recherche scientifique et technique (C.R.E.S.T.).

prévoit, en outre, un nouveau régime d'importation pour les produits couverts par l'arrangement concernant le commerce international des produits textiles (accord multifibres) ainsi que pour certains produits de lin.

De plus, un certain nombre de mesures de sauvegarde ou de surveillance ont dû être adoptées pour éviter les risques de désorganisation du marché dans certains secteurs particuliers, notamment ceux de la chaussure et des textiles.

En ce qui concerne ces derniers, des mesures de surveillance ont été instaurées pour les importations de certains produits originaires de pays méditerranéens signataires d'accords préférentiels avec la Communauté; des mesures de sauvegarde, motivées notamment par l'existence de subventions à l'exportation de la part de la Grèce, ont été introduites à l'égard de ce pays; un contingentement des importations au Royaume-Uni de certains produits textiles originaires de Singapour a également été mis en vigueur.

Des mesures particulières ont été adoptées dans le cadre du plan anti-crise acier et dans le secteur textile pour la mise en œuvre de l'arrangement multifibre (A.M.F.). A ce dernier point de vue, le Conseil a adopté le 21 décembre, le règlement relatif au régime commun applicable jusqu'au 31 décembre 1982 aux importations de certains produits textiles, originaires des 24 pays fournisseurs avec lesquels la Communauté a paraphé des accords bilatéraux textiles; outre la fixation de limites quantitatives, il comporte un certain nombre de mécanismes permettant la fixation de nouvelles limitations, en particulier un Comité compétent pour régler les problèmes de gestion des Accords.

En vue de régulariser les importations textiles en provenance des pays ayant des liens préférentiels avec la Communauté, Grèce, Espagne, Portugal, des arrangements particuliers ont été conclus en cours d'année.

Le régime de contingentement à l'exportation pour les déchets et débris de cuivre, d'aluminium et de plomb a été maintenu pour 1978.

La situation difficile de l'industrie de la chaussure a provoqué certaines dispositions communautaires :

— l'instauration d'un régime de surveillance communautaire des importations;

— des démarches auprès de certains pays exportateurs (Corée, Hong-Kong) afin d'obtenir l'assurance que les excédents de production ne seront pas détournés sur le marché communautaire;

— un arrangement d'auto-limitation entre la Communauté et la Pologne.

Le Conseil du 18 décembre 1978 a adopté les différents règlements et décisions relatifs au schéma des *préférences tarifaires généralisées* de la Communauté. Pour les produits agricoles, celle-ci a consenti un effort supplémentaire en réduisant le droit préférentiel de plusieurs produits et en y incluant cinq nouveaux produits. A l'égard des pays les plus pauvres, une exonération de tout droit pour l'ensemble des produits agricoles placés sous le système des préférences généralisées a été prévue. Pour les produits industriels manufacturés et semi-manufacturés, l'utilisation des statistiques

des échanges de 1976 pour le calcul du montant supplémentaire se traduit par une offre de 5,2 milliards d'U.C.E. Pour les produits textiles, le schéma antérieur a été reconduit pour six mois avec une augmentation des quantités de 5 %, pour permettre la mise au point d'un nouveau schéma tenant compte des négociations menées dans le cadre de l'accord multifibre renouvelé. En complément à sa politique en matière commerciale, avec les pays en voie de développement non-associés, la Communauté a mis en œuvre une aide financière et technique dont le programme d'affectation pour 1978 est de 70 millions d'U.C.E.

La valeur de l'*aide alimentaire* communautaire pour 1978 a été de 88,8 millions d'U.C.E. pour les céréales, 70,05 millions d'U.C.E. pour le lait écrémé en poudre et 56,34 millions d'U.C.E. pour le butter oil soit un total de 221,19 millions d'U.C.E.

Les aides d'urgence se sont élevées à environ 2 150 000 U.C.E. et ont concerné 13 pays.

Dans le cadre des *relations bilatérales et régionales,* le poids et la présence de la Communauté sur la scène internationale se sont manifestés entre autres :

— dans les relations avec les Etats-Unis, par des échanges de vues à haut niveau et les rencontres entre le Président Carter et le Président de la Commission qui ont permis de passer en revue les principales questions déterminant les relations entre les deux grandes puissances commerciales;

— par l'accord commercial conclu en avril avec la République Populaire de Chine. Cet accord de type non préférentiel s'étendra sur cinq ans. Les deux parties y confirment leur volonté de prendre toutes les mesures utiles pour créer des conditions favorables aux échanges commerciaux et de faire tout leur possible pour améliorer la structure de ceux-ci en vue d'arriver à une plus large diversification. Les deux parties s'accordent le traitement de la nation la plus favorisée. Une Commission mixte sera instituée;

— en établissant une base plus solide pour les relations avec le Japon. Dans son examen de février, le Conseil avait insisté sur la nécessité d'un renversement de la tendance de la balance commerciale et des paiements japonais avant la fin de l'été 1978 et, à cet effet, la nécessité de mesures macro-économiques combinées avec une réelle ouverture du marché japonais. Dans le cadre des orientations du Sommet de Bonn, le Gouvernement japonais a adopté le 2 septembre une série de mesures économiques visant à relancer la croissance, notamment par l'augmentation de la demande domestique. Les consultations semestrielles à haut niveau entre la Commission et le Japon se sont tenues en juin et décembre 1978;

— enfin par le renforcement de la coopération avec les pays de l'A.S.E.A.N. (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

§ 2. — COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

Pour le *marché sidérurgique* communautaire, l'année 1978 a été caractérisée par une certaine stabilisation et l'apparition des premiers signes d'une lente amélioration. La production d'acier brut est estimée à 132 millions de t, par rapport à 126

millions de t en 1977 et 135 millions de t en 1976. Par contre, le mouvement de réduction de la main d'œuvre s'est poursuivi : de janvier à juin, la diminution a affecté 19 350 personnes, soit 5,4 % de l'emploi total.

Devant cette situation, l'application des mesures de sauvegarde, prises en 1976 et développées en 1977, a été continuée et amplifiée, tant en ce qui concerne l'engagement des entreprises de respecter les objectifs de livraison pour le marché intérieur que pour la mise en œuvre de prix minimaux obligatoires pour les ronds à béton, laminés marchands et larges bandes à chaud et de prix d'orientation pour les produits laminés.

De plus, la Commission a introduit, le 13 mai 1978, des prix de base aux frontières pour les demi-produits et a adapté, le 30 décembre 1978, les prix de base de tous les produits sidérurgiques aux coûts de production.

Parallèlement, le système des certificats de conformité a été renforcé par l'instauration d'un cautionnement pour les cas où il y a présomption d'infraction aux décisions fixant les prix minimaux.

La Commission a élaboré une nouvelle version des « objectifs généraux acier 1980-1985-1990 »; les premiers résultats de cette étude font apparaître que, dans la meilleure des hypothèses, le niveau de production de l'année record 1974 ne sera atteint qu'en 1985 pour la plupart des produits sidérurgiques.

La gravité de la récession de l'industrie sidérurgique contraint de plus en plus les Etats membres à accorder des aides pour assurer la survie de cette industrie et promouvoir sa restructuration.

La Commission est d'avis que les aides conservatoires ne peuvent être admises que pour répondre à des nécessités sociales et seulement pendant la durée nécessaire à l'étude et à la réalisation de mesures d'assainissement. Une discipline communautaire stricte en matière d'aides s'impose afin d'éviter la dislocation du marché commun. C'est pourquoi la Commission a élaboré un projet de décision du Conseil, au titre de l'article 95 du traité C.E.C.A., qui établit des règles communautaires pour l'ensemble des Etats membres en faveur de la sidérurgie.

Toujours dans le cadre de son plan anticrise, la Commission a mis en place un ensemble de mesures de politique commerciale destinées à assurer la réalisation des mesures prises sur le plan interne.

La publication des prix de base a été complétée par la conclusion d'arrangements avec les principaux pays tiers fournisseurs de la Communauté. Ces arrangements ont pour objet d'arriver à une discipline de prix qui, tout en excluant les perturbations, assure le maintien des courants d'échanges traditionnels. Les objectifs fixés ont été largement atteints et les arrangements ont rempli leur fonction de sécurité.

En 1978, la situation du *marché charbonnier* n'a pas changé de manière significative par rapport à 1977. La production et les importations ont peu varié, mais le niveau des stocks a continué à progresser et a atteint un niveau quasi impossible à

gérer. Sauf en Grande-Bretagne, les résultats financiers de l'industrie houillère se détériorent.

La possibilité, pour le charbon communautaire, de jouer le rôle qui lui revient dans l'approvisionnement énergétique à long terme est de plus en plus compromise. Pour redresser cette situation, la Commission a fait des propositions pour intensifier le commerce intracommunautaire de charbon pour centrales. Ces propositions s'ajoutent à celles déjà anciennes, concernant l'aide au stockage et le soutien au charbon dans les centrales électriques. Le Conseil a consacré un large débat à l'ensemble des problèmes charbonniers mais n'a pu dégager de vues communes sur la nécessité et les modalités d'octroi des aides communautaires proposées par la Commission.

Dans le domaine du coke, la Commission a décidé, le 29 septembre 1978, d'étendre à l'année 1978 l'assouplissement temporaire des conditions d'octroi des aides et rabais d'alignement pour les charbons à coke et cokes destinés à la sidérurgie. Elle a aussi proposé de modifier et d'étendre l'actuel système d'aide aux producteurs de charbon à coke, en vigueur depuis 1973, afin de l'adapter aux changements du marché.

Selon la dernière enquête sur les *investissements* réalisée au 1er janvier 1978, les dépenses d'investissement dans l'industrie sidérurgique, en diminution progressive depuis la crise, pourraient se maintenir en 1978 au même niveau qu'en 1977, soit 2,4 milliards d'U.C.E. Les comparaisons font apparaître que les investissements réalisés actuellement risquent de ne pas permettre le maintien, à un niveau de modernité suffisant, des capacités réduites correspondant à la demande prévisible.

Dans l'industrie charbonnière, les dépenses d'investissement sont passées, de 1974 à 1977, de 358 millions d'U.C.E. à 828 millions d'U.C.E. et on estime qu'elles auraient atteint, en 1978, 908 millions d'U.C.E. à prix courants. Malgré le niveau élevé de ces dépenses, les possibilités d'extraction ont été ramenées, entre 1975 et 1977, de 266 à 256 millions de tonnes. Selon les prévisions actuelles des entreprises, elles continueraient à décroître, dans une mesure moins rapide, pour ne plus atteindre que 251 millions de tonnes en 1981.

Il faut rappeler que l'objectif de production recommandé par le Conseil en 1974 était de 270 millions de tonnes (soit 250 millions de tec). La réalisation de cet objectif reste conditionnée non seulement par la poursuite d'importants efforts d'investissement mais aussi par la garantie de possibilités d'écoulement qui ne répondent pas aux seules contraintes de l'économie de marché.

En 1978, les entreprises charbonnières et sidérurgiques ont largement recouru à la C.E.C.A. pour le financement de leurs investissements; le montant des concours consentis, soit 791,1 millions d'U.C.E., est en légère hausse par rapport à 1977 mais en retrait par rapport à 1976.

Au cours de l'année, la Commission a fait application, pour la première fois, des dispositions destinées à faciliter, grâce à l'octroi de *prêts à taux réduit,* les restructurations propres à contribuer au rétablissement de la compétitivité à long

terme de la sidérurgie. Parallèlement, elle a très sensiblement accru le montant des prêts à taux préférentiel en faveur de projets susceptibles de permettre le réemploi de la main-d'œuvre rendue disponible du fait de la mise en œuvre de mesures de restructuration.

Ce montant se répartit comme suit : 667,1 millions d'U.C.E. pour les projets industriels (713 millions en 1977 et 982 millions en 1976); 113 millions d'U.C.E. pour les programmes de reconversion (16 millions en 1977 et 63 millions en 1976); 17 millions d'U.C.E. pour la construction de logements sociaux (12 millions en 1977 et 18 millions en 1976).

Les prêts de reconversion octroyés au titre de l'article 56 du traité C.E.C.A. ont atteint 200,65 millions d'U.C.E. en 1978 contre 119,75 millions en 1977 et 61,64 millions en 1976.

Le montant des *emprunts* encaissés au cours de l'année 1978 s'est élevé à 886,7 millions d'U.C.E. contre 729 millions en 1977 et 1 030 millions en 1976.

En raison des difficultés croissantes survenues dans le secteur de la sidérurgie, la somme des crédits demandés pendant l'année 1978 pour la *réadaptation des travailleurs* a doublé par rapport à l'année précédente. Elle a atteint environ 60 millions d'U.C.E. se répartissant, à parts sensiblement égales, entre les charbonnages et la sidérurgie et intéressant plus de 50 000 travailleurs.

Pour accompagner la restructuration dans le secteur sidérurgique en difficulté, un volet social spécifique a été élaboré et adopté par la Commission le 25 octobre 1978; il recherche le maintien de l'emploi dans toute la mesure du possible et prévoit la réadaptation, accompagnée ou non de la mobilité des travailleurs, ainsi que le recours à la préretraite et d'autres mesures d'aide.

En matière de *logements sociaux* destinés au personnel des industries de la C.E.C.A., la réalisation du huitième programme d'aide s'est poursuivie. Fin 1978, les crédits prévus pour la première tranche (25 millions d'U.C.E.) étaient pratiquement épuisés; ils ont permis le financement de plus de 12 000 logements. Les crédits de la deuxième tranche (30 millions d'U.C.E.) sont également engagés et en partie affectés.

Dans le domaine de *l'hygiène du travail,* la politique de recherche de la C.E.C.A. s'est développée sur la base de programmes approuvés antérieurement. Un nouveau programme d'hygiène industrielle dans les mines a été arrêté le 13 juin 1978.

Enfin, en matière de *recherche technique,* les travaux ont porté, pour le charbon, sur l'exécution d'un programme auquel un montant de 16 millions d'U.C.E. a été attribué en 1978 et qui s'inscrit dans le cadre du programme à moyen terme 1975-1980 d'aide à la recherche charbonnière. Les contrats afférents à ce programme portent sur la technique minière et sur la valorisation du charbon.

Pour l'acier, les actions de recherche technique ont aussi été dotées d'un montant de 16 millions d'U.C.E. en 1978; elles ont porté essentiellement sur le minerais de fer, la fabrication de la fonte, la fabrication, le laminage, les mesures et le comportement en service de l'acier.

§ 3. — COMMUNAUTE EUROPEENNE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

Le Conseil européen de Brême a réaffirmé le caractère indispensable de la contribution de l'énergie nucléaire pour la Communauté. La réalisation des objectifs communautaires pour 1985 a néanmoins accusé un nouveau retard en 1978. On estime maintenant que la capacité nucléaire de 90GWe attendue pour 1985 ne sera que de 80GWe.

La construction de centrales nucléaires a enregistré des retards dans la plupart des Etats membres.

La Commission a continué, en 1978, l'action entreprise en 1976 pour le *développement des ressources* en uranium dans la Communauté. Elle a accordé des aides à des programmes de prospection pour un montant de 5 millions d'U.C.E.

L'*Agence d'approvisionnement* d'Euratom n'a pas participé à des transactions notablement plus importantes qu'en 1977 en ce qui concerne l'uranium naturel et les prestations d'enrichissement. Pour les dix prochaines années, on ne doit pas s'attendre à des difficultés sérieuses dans l'approvisionnement. Au début de 1978, les livraisons canadiennes d'uranium naturel ont repris sur la base d'un accord intérimaire. Les livraisons d'uranium enrichi en provenance des Etats-Unis ont connu quelques difficultés passagères après l'entrée en vigueur du « Nuclear Non-Proliferation Act ». D'autre part, les efforts visant à amorcer les livraisons en provenance d'Australie ont été poursuivis.

En matière de *contrôle de sécurité,* la Commission a adapté son système aux nouvelles exigences découlant de la mise en œuvre du nouveau règlement sur le contrôle et des obligations que la Communauté s'est engagée à respecter dans le cadre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) à Vienne.

La Commission, après consultation de chaque assujetti au contrôle ainsi que des Etats membres intéressés, a fixé, installation par installation, des dispositions particulières en matière de contrôle.

Dans le domaine de la *fusion thermonucléaire contrôlée,* l'année 1978 a été marquée par les décisions du Conseil créant l'entreprise commune « J.E.T. », première véritable entreprise commune au sens du traité Euratom. Le Conseil J.E.T., organe au plus haut niveau de la nouvelle entreprise, est chargé de gérer les quelques 128 millions d'U.C.E. qui seront consacrés au projet J.E.T. jusqu'à la fin 1980 par la Communauté (80 %), le Royaume-Uni (10 %) et les autres participants (10 %). Un accord de participation avec un second Etat tiers européen, la Suisse, a été signé en septembre 1978.

Dès ratification de cet accord, la Suisse sera associée, comme la Suède, à l'ensemble du programme « fusion », incluant l'entreprise commune J.E.T.

En matière *d'énergie nucléaire de fission,* les travaux de la Commission se sont orientés dans de nombreuses directions couvrant des recherches scientifiques et techniques, notamment dans le domaine de la sûreté nucléaire.

Faisant suite à l'autorisation, donnée en 1977 par le Conseil, d'émettre des emprunts destinés au *financement, sous forme de prêts,* d'investissements pour la production industrielle d'électricité d'origine nucléaire et pour les installations industrielles du cycle du combustible, la Commission a conclu, en 1978, un emprunt public de 80 millions de francs suisses et un emprunt privé de 50 millions de dollars.

A la fin de 1978, le plafond de 500 millions d'U.C.E., fixé par le Conseil pour l'émission d'emprunts par la Commission, était entammé à concurrence de 166,4 millions d'U.C.E.

SECTION IV. — ASPECTS DIVERS

§ 1. — ORGANISATION DES NATIONS-UNIES

Du 7 au 28 juin s'est tenue à Genève la 64e Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), qui a pris fin par un appel du directeur général du B.I.T., M. Blanchard, lancé aux U.S.A. pour qu'ils reviennent à l'O.I.T., qu'ils ont quittée en novembre 1977, la privant d'une contribution de 43 millions de dollars.

La Conférence a adopté des conventions et des recommandations sur l'administration du travail et les relations professionnelles dans la fonction publique. Elle a également jeté les bases de nouvelles normes internationales sur les transports routiers et la protection des dockers contre les accidents. Elle a aussi approuvé un rapport sur l'application des normes internationales et a réalisé des progrès dans la réforme des structures de l'O.I.T. Enfin, la Namibie a été admise comme cent trente-septième Etat membre.

Du 30 août au 12 septembre, les Nations-Unies ont organisé une Conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement. L'objectif de la conférence était d'accélérer la coopération technique et économique entre les pays en voie de développement, en les aidant à mettre en commun leurs expériences et connaissances et, à partir de ce renforcement de leur coopération, à établir une nouvelle base de dialogue entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés.

Le Programme des Nations-Unies pour le développement (le P.N.U.D.) jouera un rôle de coordination dans le domaine de la coopération technique au sein du Tiers-Monde. A cet effet, son conseil d'administration, composé d'une majorité de pays industrialisés, se transformera en un comité mondial extraordinaire sur la coopération technique, comprenant les 149 pays membres des Nations-Unies.

Le 30 octobre, la F.A.O. a publié un rapport selon lequel la production mondiale de céréales pour 1978 atteindrait 1 100 millions de tonnes, soit un accroissement de 4,4 % par rapport à 1977. La production de blé s'élèverait vraisemblablement à 416 millions de t. soit une augmentation de 8 %. La production de riz est évaluée à 375

millions de t. soit 1 % de plus que l'année dernière. La F.A.O. souligne cependant plusieurs cas de pénurie alimentaire grave : Ethiopie, Birmanie, Inde, Népal et Thaïlande et ce à la suite de calamités naturelles.

Le 7 octobre, la Conférence de l'O.N.U. sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.) a annoncé que onze parmi les principaux pays riches ont annulé pour 6,2 milliards de dollars les dettes des vingt-neuf pays les plus pauvres. Le seul service de ces dettes aurait coûté 300 millions de dollars par an aux pays bénéficiaires.

La C.N.U.C.E.D. précise que le principal donateur a été l'Allemagne fédérale (2,3 milliards de dollars), devant la Grande-Bretagne (1,87) et le Japon (1,2). Viennent ensuite le Canada (254 millions), la Suède (200), les Pays-Bas (133), la Suisse (120), le Danemark (105) et la Finlande (42). Les U.S.A. et la France n'ont remis aucune dette, tandis que la Norvège, depuis plusieurs années, ne fait plus de prêts aux pays pauvres, mais uniquement des dons.

D'autre part, la Belgique a décidé d'annuler les intérêts dus par le Bangladesh, le Kenya et la Tanzanie sur divers prêts, ce qui constitue un don de 442 millions de FB.

Selon les indications de la C.N.U.C.E.D., la dette de 94 pays en voie de développement est passée de 71,7 à 216,6 millards de dollars entre 1970 et 1976, soit une hausse annuelle de 20,2 %.

Le 11 mars, les pays industrialisés et les pays en voie de développement participant à la réunion ministérielle de la C.N.U.C.E.D. à Genève étaient parvenus à un compromis sur l'endettement du Tiers Monde. L'accord ne prévoyait pas de moratoire général des dettes des pays les plus pauvres, ainsi que le demandaient les pays en voie de développement (le « Groupe des 77 »), mais un allègement, avec effet rétroactif, des modalités de l'aide publique à ces pays. Il fixait en outre une ligne de conduite générale à suivre pour régler les problèmes d'endettement de certains pays en difficulté.

Le 11 novembre, a pris fin à Genève la Conférence de la C.N.U.C.E.D. sur un code de conduite internationale en matière de transfert de technologie aux pays en voie de développement, sans que l'ensemble du projet de code ait pu être approuvé par les participants. Un accord a toutefois pu être conclu en ce qui concerne le préambule, le traitement préférentiel à accorder au tiers-monde et la coopération internationale.

§ 2. — GROUPEMENTS ECONOMIQUES REGIONAUX

Le 1er janvier, est entré en application le système de préférences commerciales qui constitue la première étape vers la création d'un marché commun pour les cinq nations (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Singapour et Malaisie) rassemblées au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (A.S.E.A.N.). Décidé par le sommet de l'A.S.E.A.N. tenu à Manille le 24 février 1977, le système comporte une liste de 71 produits (dont le pétrole brut, les produits chimiques, le riz et le sucre) qui seront échangés entre les pays membres de l'A.S.E.A.N. à des taux préférentiels lors des périodes de pénurie ou d'excédent.

Le 17 février, a pris fin la Conférence des chefs de gouvernements du Commonwealth d'Asie et du Pacifique. La conférence a décidé, notamment, la constitution de deux groupes spéciaux, l'un consacré à l'énergie, l'autre au commerce. Le communiqué final fait d'ailleurs référence à la politique de la C.E.E. : les participants ont invité les principaux pays industrialisés à mettre en pratique leurs promesses de libéralisation du commerce mondial et ils ont souhaité que la C.E.E. prenne les mesures appropriées pour résoudre les problèmes commerciaux des pays asiatiques à la suite de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

Du 3 au 6 avril, s'est tenue au Vénézuela la quatrième session ordinaire du Conseil ministériel du Système économique latino-américain (S.E.L.A.). Le Conseil a fait le point des activités du S.E.L.A. en 1977; il a adopté son rapport annuel et le budget pour 1978 ainsi qu'un programme d'action pour l'année en cours.

Le S.E.L.A. a été créé en octobre 1975 par la signature de la Convention de Panama. C'est une organisation gouvernementale dont le but est de promouvoir un développement plus équilibré et une meilleure utilisation des ressources.

Du 11 au 21 avril, s'est tenue à Genève la 33e session annuelle de la Commission économique pour l'Europe de l'O.N.U. (C.E.E.-O.N.U.) qui a adopté une résolution précisant les travaux préparatoires qui devront être effectués pour tenir une réunion à haut niveau sur la protection de l'environnement dans le cadre de la C.E.E.-O.N.U. Les deux thèmes principaux de cette réunion seraient la pollution atmosphérique transfrontière à grande distance, ainsi que l'utilisation de techniques peu polluantes ou sans déchets et la réutilisation et le recyclage des déchets.

Outre son débat sur les activités de la Commission, la Conférence a discuté de la coopération économique dans le bassin méditerranéen à la lumière de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki et du développement du commerce et de la coopération industrielle. Elle a également examiné la situation économique en Europe. Diverses résolutions ont enfin été adoptées en ce qui concerne le rôle de la C.E.E.-O.N.U. comme instrument de coopération : les problèmes de l'énergie, le travail migrant, la femme, la science et la technique, la gazéification et la liquéfaction du charbon, l'eau, les industries mécaniques et électriques, l'automatisation, la normalisation, l'utilisation du sol et sa planification... etc.

Du 27 au 29 juin, a eu lieu la 32e session du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (C.A.E.M. ou COMECON) au niveau des chefs de gouvernement. La session a notamment adopté plusieurs programmes à long terme intéressant l'industrie pétrolière, l'énergie et l'alimentation. Un texte contenant des adjonctions concernant les relations du Comecon avec la C.E.E. a été renvoyé à la Commission de rédaction après que le président du Conseil polonais ait émis des réserves.

Enfin, le Vietnam a été admis comme dixième Etat membre du C.A.E.M.

Le 28 juin, l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a défini et approuvé un ensemble de directives qui servira de base à l'élaboration d'un cadre de conduite pour les activités des entreprises multinationales opérant en Amérique latine et dans les Caraïbes. Parmi les dix directives retenues figurent les obligations suivantes : se

soumettre aux lois du pays hôte et, en cas de litige, à la juridiction exclusive de ses tribunaux; s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de ce pays; ne pas servir d'instrument au service de l'influence politique d'un pays sur un autre; contribuer au bien-être et à l'enrichissement du pays hôte dans le plein respect de la souveraineté qu'il exerce sur ses ressources naturelles.

Les 16 et 17 juillet, les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés du monde occidental réunis à Bonn se sont mis d'accord « sur une stratégie globale couvrant la croissance, l'emploi et l'inflation, la politique monétaire internationale, l'énergie, le commerce et d'autres questions présentant une importance particulière pour les pays en voie de développement ». Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de « créer davantage d'emplois et combattre l'inflation, renforcer les échanges internationaux, réduire les déséquilibres des balances des paiements et atteindre une meilleure stabilité des changes... ». « Cette stratégie est cohérente et ses parties sont interdépendantes », affirme le communiqué final.

Le 20 septembre, l'A.E.L.E. a publié son 18e rapport annuel couvrant la période de juillet 1977 à juin 1978, dont une partie importante est consacrée à l'évolution interne de l'association. Dans le domaine des relations extérieures, les Comités mixtes bilatéraux chargés de la gestion des accords de libre-échange qui unissent pays de l'A.E.L.E. et la C.E.E. estiment que ces accords fonctionnent de manière satisfaisante. Toutefois, plusieurs pays de l'A.E.L.E. signalent l'aggravation de leur déficit commercial avec la C.E.E. Les échanges entre l'A.E.L.E. et la Communauté, qui absorbent près de 47 % des exportations et fournissent 54 % des importations de l'A.E.L.E. ont augmenté plus rapidement que le commerce total de l'A.E.L.E. ou que le commerce à l'intérieur de la zone.

Du 29 novembre au 1er décembre, s'est tenue á Georgetown (Guyane) la treizième session du Conseil des Ministres du Marché commun des Caraïbes. Les décisions adoptées à l'issue de la réunion concernent les dates de l'installation du tarif extérieur commun et de l'application des nouvelles règles d'origine, l'alignement sur le système métrique, la révision du protocole sur les marchés agricoles, l'expansion du commerce régional et les problèmes de financement, la programmation industrielle... Le Conseil a également examiné l'évolution des négociations A.C.P.-C.E.E. pour le renouvellement de la Convention de Lomé. Les 17 et 18 juillet s'était tenue à Kingstown (Jamaïque) la douzième session du Conseil des Ministres du Marché commun des Caraïbes. Les participants avaient examiné une série de propositions tendant à résoudre les problèmes qui affectaient le progrès de l'intégration régionale, notamment en matière commerciale. Les progrès du plan régional pour l'alimentation avaient fait l'objet d'un examen approfondi. Le Conseil s'était également penché sur les problèmes monétaires, les nouvelles règles sur l'origine des marchandises et les travaux de mise au point du tarif extérieur commun prévu pour le 1er janvier 1979. Il avait adopté une nouvelle base de calcul du prix du sucre pour le marché intérieur, fixé les prix des huiles brutes et raffinées ainsi que les prix pour la prochaine campagne des produits qui font l'objet du protocole sur les marchés agricoles. La deuxième partie des travaux avait été consacrée aux relations avec la C.E.E., à la préparation des négociations sur la deuxième convention de Lomé et à l'examen d'un éventuel accord commercial avec le Canada.

Le 18 décembre, les ministres des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P.) réunis à Abou-Dhabi ont décidé d'augmenter, en 1979, les prix du pétrole brut. Cette augmentation, échelonnée de trimestre en trimestre, atteindra 14,5 % (les prix passant de 12,70 dollars le baril à 14,52 dollars) le 1er octobre et coûtera aux neuf pays de la C.E.E. quelque 5 milliards de dollars par an. Du 17 au 19 juin, les Ministres du pétrole des treize pays membres de l'O.P.E.P. réunis à Genève avaient décidé de maintenir les prix du pétrole à leur niveau de janvier 1977, soit 12,70 dollars le baril.

Les Ministres avaient décidé la création d'une commission d'experts chargés d'étudier les conséquences, sur les revenus des producteurs, de la décote du dollar. L'O.P.E.P. estimait à 15 % la diminution des revenus des pays membres depuis janvier 77, suite à l'inflation mondiale et à la dépréciation du dollar.

Le 9 mai, le ministre saoudien du pétrole, le Cheikh YAMANI, avait déclaré que son pays a limité à une moyenne de 8 millions de barils/jour sa production de pétrole en 1978, soit 1,5 millions de barils/jour de moins qu'en 1977 (selon certaines estimations, l'excédent de l'offre par rapport à la demande aurait culminé à 2,5 millions de barils/jour en 1977).

Le 6 et 7 mai, les ministres de l'O.P.E.P. avaient décidé :

— de maintenir le dollar comme monnaie de fixation;
— de créer une commission chargée d'élaborer la politique stratégique à long terme de l'O.P.E.P.

Le 3 avril, le Middel East Economic Survey annonçait que l'Algérie, la Libye et le Nigéria avaient réduit le prix de leur pétrole de 15 à 23 cents par baril, pour faire face à la concurrence croissante du pétrole de la Mer du Nord.

Le 1er février, les cinq pays participant au « mini-sommet » de l'O.P.E.P. à Genève (Arabie Saoudite, Iran, Irak, Koweit, Venezuela) n'étaient pas parvenus à harmoniser le prix du pétrole lourd. Le Koweit avait décidé le 17 janvier de fixer à 12 dollars 27 cents le baril, soit une réduction de 10 cents le baril, le prix de son pétrole lourd sous la pression des compagnies pétrolières (1).

§ 3. — FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Le 1er avril, est entrée en application la réforme du système monétaire international conclue à la Jamaïque en janvier 1976. Cette réforme consacre l'abandon du système monétaire élaboré à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1946 et légalise le flottement des monnaies ainsi que l'abolition du prix officiel de l'or, ceci après que le F.M.I. ait reçu l'accord de pays représentant plus de 80 % des votes.

Les nouvelles règles contenues dans le deuxième amendement au statut du F.M.I., comprennent entre autre : la liberté pour un pays de choisir son système de

(1) « Principaux fait économiques dans le domaine international » à la date du 21 décembre 1977, Annexe à l' « Aperçu économique », n° 2, fin janvier 1978).

change, mais sous la surveillance du F.M.I.; le fait que la valeur officielle des monnaies ne peut plus être fixée en or; la libéralisation de l'usage des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) qui deviennent l'unité de compte du système monétaire.

La réforme prévoit également que le F.M.I. sera doté d'un « conseil » composé d'une vingtaine de ministres des finances des pays membres, disposant de pouvoirs de décision supérieurs à ceux de l'actuel « comité intérimaire ». Enfin, les quotas du F.M.I. seront augmentés, les ressources du Fonds passant de 35 à 48 milliards de dollars environ. D'autre part, le rial iranien et le rial saoudien sont admis dans le « panier » de monnaies composant le D.T.S., tandis que le rand sud africain et la couronne danoise en sortent.

Le 17 septembre, le Fonds monétaire international a rendu public son rapport annuel. Selon le F.M.I., la balance des paiements des U.S.A. devrait commencer à s'améliorer vers la fin de cette année, mais il faudra probablement atteindre 1980 pour enregistrer un assainissement substantiel sur la scène internationale. A plus long terme, la baisse du dollar et la hausse du mark allemand et du yen japonais devraient entraîner d'ici 1980 « une amélioration importante de la balance commerciale des Etats-Unis et une forte réduction des excédents de la République Fédérale allemande et du Japon ». Le retour à une relative stabilité des monnaies dépend de cette évolution, estime le F.M.I.

Le 13 décembre, le Conseil des Gouverneurs des pays membres du Fonds Monétaire International a approuvé les propositions d'augmentation des ressources du F.M.I., décidées le 24 septembre par le Comité intérimaire du F.M.I., à savoir :

— une augmentation de 50 % des quote-parts, les ressources du F.M.I. passant ainsi de 39 à 58,5 milliards de D.T.S. Pour être exécutoire, cette décision doit être ratifiée par les pays membres, ce qui peut prendre un ou deux ans. Dans ce cas, la quote-part de chaque pays sera augmentée de moitié et sera versée pour 25 % en D.T.S. et pour le reste, en monnaies nationales;

— une nouvelle allocation de 4 milliards de D.T.S. pendant trois ans à partir du printemps 1979. Le taux d'intérêt pour les utilisateurs de D.T.S. passera de 60 à 80 % de la moyenne pondérée des taux à court terme dans les cinq principaux pays membres du Fonds, le taux de rémunération étant égal à 90 % du taux d'intérêt;

— la création de 32 milliards de D.T.S. de liquidités nouvelles.

Le 22 décembre, M. WITTEVEEN, ancien directeur général du F.M.I. a annoncé la création, sous sa présidence, d'un groupe consultatif sur les affaires économiques et monétaires internationales qui étudiera les problèmes soulevés par le système monétaire international et les économies du monde occidental et des pays en voie de développement.

§ 4. — FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Le 20 avril, a pris fin la 19e assemblée annuelle de la Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.).

L'assemblée a souhaité voir réévaluer le rôle de cette institution et a approuvé la proposition du conseil des gouverneurs de solliciter auprès des 41 pays membres une nouvelle contribution de 8 milliards de dollars au capital de la banque.

Du 1er au 3 mai, s'est tenue à Vienne, la 11e réunion annuelle de la Banque Asiatique pour le Développement (A.D.B.). A l'occasion de cette réunion, le président de la banque a annoncé que 16 pays industrialisés avaient accepté de mettre 2 milliards de dollars à la disposition d'un fonds spécial destiné à accorder, entre 1979 et 1982, des crédits sans intérêt et à long terme aux pays les plus pauvres. La Banque Asiatique de Développement, fondée en 1966, assure le financement de crédits d'investissement accordés aux pays en voie de développement d'Asie et du Pacifique. Depuis sa fondation, elle a octroyé environ 4,3 milliards de dollars pour financer 310 projets dans 23 pays.

Le 13 septembre, la Banque Mondiale a publié son rapport annuel sur l'activité de la banque et de ses filiales (A.I.D. et S.F.I.). Pour l'exercice qui a pris fin le 30 juin 1978, les engagements des trois institutions ont atteint 8 749,1 millions de dollars. Sur cette somme, 3 269,7 millions de dollars ont été fournis pour des prêts à l'agriculture et au développement rural, ce qui représente une hausse de 42 % par rapport à l'année précédente. Le rapport de la banque insiste sur la priorité à accorder à ce secteur, car si, en 1978, la croissance économique des pays en voie de développement a continué d'augmenter plus vite que celle des pays industrialisés, l'insuffisance de la production de denrées alimentaires et la misère des populations rurales demeurent un problème majeur.

§ 5. — MATIERES PREMIERES

Le 23 janvier, le Conseil International du Sucre, a décidé de demander aux pays qui ont adhéré au nouvel accord international du sucre, entré en vigueur le 1er janvier pour une durée de cinq ans, de limiter en 1978 leurs exportations à 85 % de leurs quotas de base annuels. Le Conseil a également décidé que, si les prix indicateurs du sucre restaient à leur niveau actuel dans les semaines à venir, les quantités exportables seraient réduites ultérieurement et fixées à 82,5 % du niveau de base.

Le 3 février, les principaux pays producteurs et consommateurs de cuivre sont convenus de créer une agence du cuivre intergouvernementale chargée de la surveillance des marchés et de formuler des recommandations sur le volume de l'offre et le prix du cuivre.

Du 6 au 24 novembre, s'est tenue à Genève, dans le cadre de la C.N.U.C.E.D., la conférence internationale sur le blé pour tenter de parvenir à un arrangement international portant sur l'aide alimentaire, l'élaboration d'un accord commercial sur le blé et d'un autre sur les céréales secondaires. La conférence s'est séparée sur un constat d'échec.

Le 30 juin, les dispositions actuelles de l'Accord international sur le blé avaient été renouvelées pour un an. L'accord, conclu en 1971, contenait essentiellement des dispositions administratives et des mesures relatives à l'aide alimentaire.

Le 23 mars, les négociations internationales sur le blé avaient été ajournées sans rupture ni conclusion d'un nouvel accord, mais avec la décision de prolonger d'un an la durée de l'accord actuel expirant le 30 juin. La C.E.E. et d'autres pays estimaient indispensable pour le bon fonctionnement de l'accord un engagement portant sur des prix maximum et minimum, alors que les U.S.A. s'y opposaient. Des divergences subsistaient également quant à l'importance des stocks à constituer, qui iraient de 10 millions de tonnes pour les uns à 35 millions pour les autres.

Du 3 au 5 juillet, a eu lieu à Kinshasa (Zaïre) la 13e Conférence ministérielle du Conseil intergouvernemental des pays producteurs de cuivre (C.I.P.E.C.). La conférence a décidé de créer un organisme réunissant pays producteurs et consommateurs pour stabiliser les prix. Elle a également décidé d'intensifier l'effort consenti par les producteurs de cuivre en matière de défense et de promotion des usages du cuivre.

Du 6 au 8 décembre 1977, avait eu lieu à Djakarta (Indonésie) la 12e Conférence ministérielle du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre. La conférence avait pris fin sans accord quant aux mesures à prendre pour obtenir un relèvement des cours.

Le 14 juillet, les principaux pays producteurs et consommateurs d'étain du monde se sont accordés pour relever d'environ 13 % les prix de ce métal, garantis par l'accord international de l'étain. Le prix plancher passe de 1 200 à 1 350 dollars malaysiens par picul (62,5 kg) tandis que le prix plafond passe de 1 500 à 1 700 dollars.

Du 12 au 15 avril, s'était réuni à Londres le Conseil international de l'étain sans qu'aucun accord puisse être conclu entre les pays producteurs et les pays consommateurs.

Du 17 au 20 janvier, s'était tenue à Londres la huitième session du Conseil international sur l'étain sans que les participants parviennent à s'accorder sur les fourchettes de prix destinées à remplacer celles décidées l'été dernier.

SECTION V. — UNION ECONOMIQUE BELGO-NEERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

Pour le Benelux, l'année venue à expiration n'a pas été marquée par de grandes réalisations, ce qui ne doit pas, pour autant, signifier qu'aucune activité intéressante n'ait eu lieu. Pour la première fois depuis son existance, le Benelux en tant que tel a été représenté à une foire internationale à Dakar (Senegal) et, selon le secrétaire-général de l'Union économique, cette initiative a été couronnée de succès. Les résultats sont encourageants et, de ce fait, des efforts seront fournis pour que, dans l'avenir, le Benelux se présente encore comme une entité séparée.

L'accent a été mis surtout sur le fait que cette Union, avec ses 24 millions d'habitants, est la quatrième puissance commerciale du monde et, exprimé per capita, le plus grand importateur d'Europe.

Le groupe de travail ministériel pour les affaires sociales s'est réuni à Bruxelles le 27 février 1978. Les ministres ont souligné l'opportunité d'une approche intégrée, dans le contexte du Benelux, des aspects sociaux et économiques en matière de politique industrielle et d'emploi. Ils ont eu un ample échange de vues au sujet de la situation économique et les évolutions à prévoir sur le marché du travail dans les trois pays, sur la politique menée en matière de l'emploi et sur l'orientation future à donner à cette politique. Il a été décidé d'avoir des concertations régulières entre les pays du Benelux en ce qui concerne l'application des accords internationaux dans le domaine social.

A la suite de la décision du comité ministériel du 24 mai 1976 tendant au relèvement du plafond de franchise pour les bagages de voyageurs, la franchise existante a été portée, à partir du 1er juillet 1978, à 8 250 FB, contre 7 250 FB précédemment. Les efforts portent sur la réalisation progressive d'une franchise pour les voyageurs, à partir du 1er juillet 1980, permettant l'importation de marchandises à concurrence de 10 000 FB sans que ces dernières soient soumises à la taxe de transmission.

Le 6 novembre 1978, le groupe de travail ministériel du Benelux pour l'hygiène de l'environnement s'est réuni à La Haye. Un accord a été obtenu, en ce qui concerne la pollution de l'air, sur un projet de procédure d'avertissement et de consultation lors du passage des limites critiques pour deux produits (SO_2 et NO_2). Il a été convenu de préparer, d'ici 1980, une carte renseignant la qualité des eaux de surface dans l'ensemble du territoire du Benelux. Enfin, il a été décidé de renforcer la coopération en matière de pollution acoustique.

Le groupe de travail ministériel pour la Justice, qui s'est rencontré le 20 novembre à La Haye, a étudié une série de problèmes actuels se rapportant à l'unification du droit et de l'assistance juridique mutuelle dans le contexte du Benelux. Les ministres se sont réjouis des progrès réalisés, depuis leur réunion précédente, dans le domaine de la procédure parlementaire et de la ratification d'un certain nombre de nouvelles dispositions, notamment en ce qui concerne l'astreinte, l'accord de représentation et la compétence de la cour de justice du Benelux.

*
* *

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1967	364,3	54,2	14,9	354,1	75,8	21,4
1968	419,8	60,8	14,5	408,6	85,9	21,0
1969	501,1	71,3	14,2	504,5	97,5	19,3
1970	570,6	83,3	14,6	580,0	112,6	19,4
1971	629,1	103,4	16,4	620,2	118,5	19,1
1972	681,8	109,0	16,0	711,0	132,1	18,6
1973	856,1	137,8	16,1	870,1	155,2	17,8
1974	1 160,7	191,7	16,5	1 099,8	188,8	17,2
1975	1 130,9	192,3	17,0	1 056,9	181,2	17,1
1976	1 369,0	240,8	17,6	1 266,5	214,6	16,9
1977	1 448,0	245,3	16,9	1 344,7	226,0	16,8
1978	1 519,0	244,9	16,1	1 407,6	231,3	16,4

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1968	33 638	6 046	18,0	30 197	4 319	14,3
1969	39 797	7 045	17,7	36 074	5 030	13,9
1970	48 603	8 187	16,8	42 622	5 942	13,9
1971	52 294	7 334	14,0	48 775	6 960	14,3
1972	54 721	8 584	15,7	53 899	8 130	15,1
1973	66 560	9 763	14,7	66 879	9 694	14,5
1974	87 821	11 665	13,3	87 993	12 362	14,0
1975	88 010	11 510	13,1	88 655	12 280	13,9
1976	104 250	13 165	12,6	106 017	15 656	14,8
1977	111 974	13 255	11,8	107 195	15 721	14,7
1978	114 378	14 398	12,6	108 208	16 090	14,9

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1971	15,7	15,2	20,9	20,2	66,8	64,6	103,4
1972	18,1	16,6	19,6	18,0	71,3	65,4	109,0
1973	24,0	17,4	24,9	18,1	88,9	64,5	137,8
1974	26,7	13,9	41,3	21,6	123,7	64,5	191,7
1975	31,8	16,5	42,5	22,1	118,0	61,4	192,3
1976	43,1	17,9	58,5	24,3	139,2	57,8	240,8
1977	46,8	19,1	56,9	23,2	140,0	57,1	245,3
1978	45,1	18,4	54,8	22,4	143,3	58,5	244,9
	EXPORTATIONS						
1971	10,2	8,6	5,9	5,0	102,4	86,4	118,5
1972	15,1	11,4	6,9	5,2	110,1	83,4	132,1
1973	18,1	11,7	8,9	5,7	128,2	82,6	155,2
1974	20,7	11,0	12,3	6,5	155,8	82,5	188,8
1975	20,9	11,6	13,8	7,6	146,5	80,8	181,2
1976	27,7	12,9	16,1	7,5	170,8	79,6	214,6
1977	33,2	14,7	17,3	7,7	173,1	76,6	226,0
1978	33,7	14,6	17,0	7,3	178,6	77,2	231,3

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1975	1976	1977	1978	1975	1976	1977	1978
Industrie métallurgique	12 269	15 109	16 390	18 077	19 176	22 558	20 657	19 600
Fer et acier	6 932	7 565	7 153	8 833	13 238	16 143	14 051	13 901
Métaux non-ferreux	5 337	7 544	9 237	9 244	5 938	6 415	6 606	5 699
Industrie des fabrications métalliques	36 511	41 608	41 658	43 652	50 351	59 899	62 672	61 005
Machines	9 391	9 589	10 636	11 807	7 080	8 504	8 793	9 288
Construction électrique	15 209	16 964	16 396	14 766	15 484	16 621	18 025	14 209
Matériel de transport	6 703	8 991	8 449	10 579	21 179	27 823	28 210	29 093
Autres articles manufacturés en métal	5 208	6 064	6 177	6 500	6 608	6 951	7 644	8 415
Industries textiles et du vêtement	16 691	19 708	20 511	20 578	24 616	25 961	25 563	25 501
Filés	2 708	3 296	3 386	2 732	3 445	4 557	4 854	4 282
Tissus	5 430	6 402	5 939	6 514	6 760	7 220	6 934	7 602
Autres produits textiles	1 190	1 490	1 724	1 756	2 079	2 127	2 358	2 652
Vêtement	7 363	8 520	9 462	9 576	12 332	12 057	11 417	10 965
Industries chimiques	22 934	27 659	28 366	29 917	17 760	22 516	23 001	25 559
Produits chimiques proprement dits	10 796	13 201	13 154	14 036	5 192	6 125	6 170	8 137
Engrais manufacturés	620	582	739	889	659	1 043	1 269	1 406
Produits photographiques	266	365	431	464	559	689	824	996
Autres produits chimiques	11 252	13 511	14 042	14 528	11 350	14 659	14 738	15 020
Industrie charbonnière	864	764	930	1 041	273	147	71	59
Dérivés du pétrole	14 323	22 856	17 033	15 730	6 715	8 037	8 469	8 184
Produits alimentaires, boissons et tabacs	13 791	17 384	19 829	20 134	11 506	13 731	15 394	16 275
Matériaux de construction	846	1 075	1 216	1 365	2 570	3 261	4 223	4 451
Industrie du verre	1 591	1 840	2 276	1 854	3 121	3 823	4 251	4 527
Industrie du papier et du carton	5 092	6 273	6 409	6 277	5 808	6 672	5 818	5 910

Source : Institut National de Statistique.

HUITIEME PARTIE

REPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

REPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.)

Les négociations commerciales multilatérales (N.C.M.), entamées à Tokyo depuis septembre 1973 dans le cadre du G.A.T.T. n'ont pu aboutir à la date prévue, le 15 juillet 1978. Le 13 juillet, les délégations de plusieurs pays développés ont publié une déclaration concernant l'état de ces négociations selon laquelle elles sont « arrivées à formuler un cadre concerté des principaux éléments d'une transaction globale ».

Le 14 juillet, les délégations des pays en voie de développement ont publié une déclaration indiquant qu'ils n'avaient pas été consultés au sujet de ce « cadre concerté » et qu'« un bilan complet et équilibré de l'état actuel des négociations du « Tokyo round » ne pouvait être dressé qu'avec la participation pleine et entière de tous les pays intéressés ».

Au terme de 1978, aucun accord n'a été conclu malgré la reprise des négociations au mois de septembre.

Le rapport annuel du secrétariat du G.A.T.T. a été publié le 9 novembre sous le titre « Le Commerce international en 1977-1978 »). Le premier chapitre retrace les grandes lignes de l'évolution du commerce international de janvier 1977 à août 1978. Le rapport traite ensuite plus spécialement de l'évolution de la production pétrolière et des échanges mondiaux de ce produit.

Agriculture

RECENSEMENT AGRICOLE [Voir Statistiques (Statistiques agricoles)]

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

L'arrêté royal du 25 novembre 1977 détermine les espèces végétales pour lesquelles un certificat d'obtention peut être délivré et fixe la durée de la protection pour ces espèces (« Moniteur belge » du 20 janvier 1978).

L'arrêté ministériel du 6 décembre 1977 modifie les arrêtés ministériels du 22 juin 1965 relatif à l'importation, au transit et à l'exportation des animaux vivants et du 28 juillet 1971 relatif à l'importation, au transit, à l'exportation et aux échanges entre les pays du Benelux d'animaux vivants et de certains produits d'origines animale et végétale (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

L'arrêté royal du 16 décembre 1977 est relatif à l'agréation des entreprises de fabrication ou d'importation de produits phytopharmaceutiques (« Moniteur belge » du 19 janvier 1978).

La loi du 10 janvier 1978 porte des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux (« Moniteur belge » du 9 mars 1978).

L'arrêté ministériel du 1er février 1978 est relatif au remembrement légal de biens ruraux et à l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (« Moniteur belge » du 19 mai 1978).

L'arrêté royal du 17 février 1978 modifie l'arrêté royal du 23 août 1974 relatif à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture. L'arrêté ministériel du 17 février 1978 modifie l'arrêté ministériel du 23 août 1974 d'application de l'arrêté royal du 23 août 1974 relatif à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture (« Moniteur belge » du 6 juillet 1978).

L'arrêté ministériel du 31 mars 1978 modifie l'arrêté ministériel du 26 août 1971 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux (« Moniteur belge » du 31 mai 1978).

L'arrêté royal du 10 mai 1978 détermine les conditions auxquelles une association professionnelle belge, visée à l'article 49, § 1er, *c*, de la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales, doit satisfaire (« Moniteur belge » du 27 mai 1978).

L'arrêté royal du 23 juin 1978 modifie une annexe de l'arrêté royal du 1er juillet 1971 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole au 15 mai (« Moniteur belge » du 16 août 1978).

La loi du 11 août 1978 complète la loi du 22 juillet 1970, relative au remembrement légal de biens ruraux par des dispositions particulières pour la région flamande (« Moniteur belge » du 22 septembre 1978).

L'arrêté royal du 18 septembre 1978 porte modification de l'arrêté royal du 6 octobre 1977 relatif au commerce des engrais et des amendements du sol (« Moniteur belge » du 24 octobre 1978).

L'arrêté royal du 18 octobre 1978 modifie l'arrêté royal du 22 juillet 1977 sur la protection des obtentions végétales (« Moniteur belge » du 28 novembre 1978).

PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté royal du 18 novembre 1977 abroge l'arrêté royal du 25 avril 1973 relatif à l'octroi d'une subvention destinée à encourager la consommation de lait (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

L'arrêté ministériel du 30 décembre 1977 est relatif à l'allocation d'un subside aux horticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil et le fuel oil léger et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuel-oils lourds et extra lourds (« Moniteur belge » du 7 février 1978).

L'arrêté royal du 8 février 1978 porte certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (« Moniteur belge » du 15 avril 1978).

Deux arrêtés ministériels du 21 février 1978 sont relatifs à l'octroi d'une aide pour les mesures structurelles dans le secteur du houblon et à l'aide aux producteurs dans le secteur du houblon (« Moniteur belge » du 11 avril 1978).

L'arrêté royal du 7 avril 1978 fixe les taux variables par tranche du montant total net des dommages subis, de même que le montant de la franchise et de l'abattement pour le calcul de l'indemnité de réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités agricoles (« Moniteur belge » du 30 août 1978).

L'arrêté royal du 12 juin 1978 modifie l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle (« Moniteur belge » du 23 août 1978).

L'arrêté ministériel du 18 juillet 1978 modifie l'arrêté ministériel du 19 septembre 1977 relatif à la cession à prix réduit de lait et de produits laitiers aux élèves des établissements scolaires (« Moniteur belge » du 23 septembre 1978).

L'arrêté ministériel du 27 septembre 1978 modifie l'arrêté ministériel du 19 septembre 1977 relatif à la cession à prix réduit de lait et de produits laitiers aux élèves des établissements scolaires (« Moniteur belge » du 24 novembre 1978).

L'arrêté ministériel du 10 octobre 1978 est relatif à l'allocation d'un subside aux horticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil et le fuel-oil léger et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuel-oils lourds et extra-lourds (« Moniteur belge » du 25 octobre 1978).

L'arrêté ministériel du 20 octobre 1978 concerne l'aide pour les fourrages séchés. Un deuxième arrêté ministériel du 20 octobre 1978 concerne l'aide pour les pois, fèves et féveroles utilisés dans l'alimentation des animaux (« Moniteur belge » du 24 novembre 1978).

L'arrêté royal du 7 décembre 1978 modifie l'arrêté royal du 21 juin 1974 concernant la modernisation des exploitations agricoles. Un deuxième arrêté royal du 7 décembre 1978 modifie l'arrêté royal du 19 juillet 1976 concernant la modernisation des exploitations agricoles situées dans les régions défavorisées (« Moniteur belge » du 21 décembre 1978).

RÉGLEMENTATION DE L'ÉLEVAGE

L'arrêté ministériel du 10 novembre 1977 concerne les prescriptions de police sanitaire vétérinaire relatives aux échanges entre les pays du Benelux et à l'importation de farines d'origine animale (« Moniteur belge » du 28 janvier 1978). Il est modifié par l'arrêté ministériel du 4 avril 1978 (« Moniteur belge » du 31 mai 1978).

L'arrêté royal du 27 novembre 1977 modifie l'arrêté royal du 22 avril 1976 relatif aux prescriptions de police sanitaire vétérinaire relative aux échanges entre les pays du Benelux et à l'importation de farines d'origine animale (« Moniteur belge » du 19 janvier 1978).

L'arrêté ministériel du 28 novembre 1977 est relatif à l'abrogation des mesures temporaires concernant l'importation de viandes fraîches de porc en provenance des Pays-Bas (« Moniteur belge » du 27 janvier 1978).

L'arrêté royal du 21 décembre 1977 porte modification de l'arrêté royal du 12 juillet 1972 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux (« Moniteur belge » du 17 janvier 1978).

L'arrêté royal du 22 décembre 1977 et l'arrêté ministériel du 6 mars 1978 sont relatifs aux conserves de lait destinées à l'alimentation humaine (« Moniteur belge » des 25 janvier et 15 avril 1978).

L'arrêté royal du 20 janvier 1978 modifie l'arrêté royal du 16 avril 1966 relatif à l'amélioration des espèces caprine et ovine. L'arrêté ministériel du 27 janvier 1978 est relatif à l'amélioration des espèces caprine et ovine (« Moniteur belge » des 22 et 19 avril 1978).

L'arrêté royal du 27 janvier 1978 et l'arrêté ministériel du 30 janvier 1978 sont relatifs à l'organisation des soins de santé pour les porcs (« Moniteur belge » des 14 avril et 20 juin 1978).

L'arrêté royal du 3 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 7 mai 1963 portant organisation de la lutte contre les maladies du bétail (« Moniteur belge » du 21 juin 1978).

L'arrêté ministériel du 3 mai 1978 est relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux (« Moniteur belge » du 2 octobre 1978).

L'arrêté ministériel du 9 juin 1978 modifie l'arrêté ministériel du 26 octobre 1977 relatif à un prélèvement de coresponsabilité dans le secteur du lait et des produits laitiers (« Moniteur belge » du 26 août 1978).

L'arrêté ministériel du 24 novembre 1978 modifie l'arrêté ministériel du 10 novembre 1976 relatif à la monte publique des étalons de la race demi-sang trotteur (« Moniteur belge » du 21 décembre 1978).

L'arrêté royal du 6 décembre 1978 est relatif à l'encouragement de la lutte contre la brucellose bovine. Un deuxième arrêté royal du 6 décembre 1978 est relatif à la lutte contre la brucellose bovine (« Moniteur belge » du 12 décembre 1978).

RÉGLEMENTATION DE L'HORTICULTURE

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 porte réglementation du commerce de matériels de multiplication des espèces des plantes fruitières (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

L'arrêté royal du 25 mai 1978 organise le contrôle des semences et tubercules de bégonias. L'arrêté ministériel du 25 mai 1978 concerne les modalités d'exécution de l'arrêté royal du 25 mai 1978 organisant le contrôle des semences et tubercules de bégonias (« Moniteur belge » du 29 juin 1978).

L'arrêté ministériel du 19 mai 1978 est relatif à des mesures temporaires de prévention de l'introduction et de la propagation du feu bactérien (Erwinia amylovora (Burr.) Winsl. et al.) (« Moniteur belge » du 6 juin 1978).

L'arrêté ministériel du 10 août 1978 fixe la procédure d'introduction des demandes d'inscription au catalogue national des variétés des espèces de légumes (« Moniteur belge » du 10 octobre 1978).

L'arrêté ministériel du 10 août 1978 fixe la liste des variétés des espèces des plantes fruitières et fraisiers, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles (« Moniteur belge » du 7 novembre 1978).

L'arrêté royal du 12 août 1978 modifie l'arrêté royal du 13 juin 1973, concernant la commercialisation des semences de légumes (« Moniteur belge » du 23 septembre 1978).

Assurances

Le « Moniteur belge » du 3 août 1978 publie l'arrêté royal du 30 juin 1978 portant mise en vigueur des articles 44, 45, 46 et 62, alinéa 7, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances; ces articles traitent des modalités de liquidation.

Au « Moniteur belge » du 12 août 1978, l'Office de Contrôle des Assurances fait paraître la liste des sociétés de capitalisation autorisées aux fins de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation — Situation au 30 juin 1978.

Le « Moniteur belge » du 8 novembre 1978 publie l'arrêté royal du 20 octobre 1978 modifiant l'arrêté royal du 12 mars 1976 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances, et fixant des règles spéciales pour les activités relevant des branches « Transports ».

Par arrêté ministériel du 17 octobre 1978, paru au « Moniteur belge » du 8 novembre 1978, est approuvé le règlement n° 1 du 5 juillet 1978 de l'Office de contrôle des assurances, fixant les modalités d'application de l'article 63, § 3 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Le « Moniteur belge » du 17 novembre 1978 publie l'arrêté royal du 20 octobre 1978 portant mise en vigueur des articles 38, 39 et 40 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances; ces articles traitent du statut des commissaires agréés.

Par arrêté ministériel du 27 novembre 1978, paru au « Moniteur belge » du 15 décembre 1978, est approuvé le règlement n° 2 du 20 novembre 1978 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément et à la discipline des commissaires agréés auprès des entreprises d'assurances.

Par arrêté ministériel du 19 décembre 1978 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1978), a été approuvé le règlement n° 3 du 8 novembre 1978 de l'Office de Contrôle des Assurances, fixant les règles concernant l'inventaire permanent des valeurs représentatives pris en exécution de l'article 16, § 2, dernier alinéa, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Benelux

En 1978 plusieurs décisions ont été prises par le Comité des Ministres de l'Union économique Benelux dont les plus importants sont repris ci-dessous :

— décision du Comité de Ministres modifiant la décision M (62) 7 du 21 mai 1962 relative aux poids et dimensions des véhicules utilitaires admis dans la circulation intra-Benelux;

— décision du Comité de Ministres remplaçant la décision M (71) 37 du 9 juin 1971 concernant les prescriptions de police sanitaire vétérinaire relative au transit d'animaux et de produits.

Le 22 septembre 1978, le Comité de Ministres a établi et signé le texte d'un Troisième Protocole modifiant la Convention Benelux portant unification des droits d'accises, signé à Luxembourg le 29 mai 1972.

Chômage [Voir Travail (Chômage)]

Commerce extérieur

ACCORDS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX [Voir Communautés européennes (Relations extérieures)]

DROITS D'ENTRÉE

En cours d'année, les dispositions suivantes ont été publiées au « Moniteur belge » :

— Arrêté royal du 7 février 1978 (« Moniteur belge » du 10 février 1978) relatif au tarif des droits d'entrée.

— Protocole pour l'établissement d'un tarif Benelux des droits d'entrée, et Annexe, signés à Bruxelles le 15 juin 1970 — Décisions du Comité de Ministres de l'Union économique Benelux modifiant le tarif Benelux des droits d'entrée [M (77) 17 et M (77) 18], faites à Luxembourg le 28 décembre 1977 (« Moniteur belge » du 25 mars 1978).

— Loi du 31 mars 1978 (« Moniteur belge » du 19 mai 1978) portant confirmation de six arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1976.

— Arrêté ministériel du 5 juin 1978 (« Moniteur belge » du 13 juin 1978) remplaçant l'annexe 5 de l'arrêté royal du 29 décembre 1975 réglant, en matière de perfectionnement actif, la franchise des droits à l'importation.

— Loi du 6 juillet 1978 (« Moniteur belge » du 12 août 1978) concernant les douanes et accises.

LICENCES D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION

Les arrêtés suivants ont été publiés en 1978 concernant :

a) les licences d'importation :

les arrêtés ministériels du 20 février 1978 (« Moniteur belge » du 21 mars 1978), 3 mai 1978 (« Moniteur belge » du 23 mai 1978), 22 juin 1978 (« Moniteur belge » du 11 juillet 1978) et 27 septembre 1978 (« Moniteur belge » du 6 octobre 1978) modifient l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'importation de certaines marchandises;

l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1978) soumettant à licence l'importation de certaines marchandises, abroge et remplace l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 et les arrêtés ministériels qui l'ont modifié.

b) les licences d'exportation :

l'arrêté ministériel du 22 juin 1978 (« Moniteur belge » du 11 juillet 1978) modifie l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises;

l'arrêté ministériel du 23 novembre 1978 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1978) soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises, abroge et remplace l'arrêté ministériel du 20 mars 1973 et les arrêtés ministériels qui l'ont modifié.

Communauté Economique Européenne

PROBLÈMES GÉNÉRAUX ET FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ COMMUN

A partir du 1er janvier 1978, le Danemark assumait la présidence du Conseil des Communautés européennes et des organes qui en dépendent. Le 1er juillet, la République fédérale d'Allemagne assurait à son tour cette présidence pour une période de six mois.

A partir du 1er janvier, le Royaume-Uni, le Danemark et l'Irlande ont été soumis au régime communautaire général, la période transitoire prévue par l'acte d'adhésion ayant pris fin le 31 décembre 1977.

Le 5 décembre, le Conseil a désigné les trois sages chargés d'étudier les conséquences institutionnelles de l'élargissement de la C.E.E.

Les 6 et 7 juillet, s'est réuni à Brême sous la présidence du Chancelier Schmidt un conseil qui est arrivé à un accord au sujet d'une coopération renforcée dans le domaine de la politique monétaire à l'intérieur de la Communauté.

Le 19 décembre, ont été prorogés pour deux ans les mandats de M. Jenkins, président et de MM. Haferkamp, Ortoli, Gundelach et Vredeling, vice-présidents de la Commission.

ÉLARGISSEMENT

Le 19 décembre, le Conseil a accepté la demande d'adhésion de l'Espagne formulée le 28 juillet, et s'est engagé à ouvrir les négociations en février 1979.

Le 21 décembre, ont été conclues les négociations d'adhésion de la Grèce à la C.E.E., qui deviendra le 10e Etat membre de la Communauté au 1er janvier 1981.

Le 17 octobre, se sont ouvertes à Luxembourg les négociations en vue de l'adhésion du Portugal à la C.E.E.

ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Le 30 mai, le Conseil a adopté une série de directives relatives à la protection de l'environnement. Il a également marqué son accord sur les orientations définies par la Commission le 4 mai en matière de lutte contre la pollution marine contre les hydrocarbures.

MARCHÉ INTÉRIEUR COMMUNAUTAIRE

Le 27 juin, le Conseil a approuvé la quatrième directive sur les comptes annuels des sociétés de capitaux.

Le Conseil du 27 juin a adopté la quatrième directive sur le droit des sociétés et qui vise à assurer l'harmonisation des comptes annuels et des bilans des sociétés de capitaux.

Le 9 octobre, le Conseil a arrêté la troisième directive sur le droit des sociétés et relative à l'harmonisation des règles sur la fusion entre sociétés anonymes relevant du droit d'un même Etat membre.

Le 27 juin, le Conseil a marqué son accord sur deux directives. La première a pour objet la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres des praticiens de l'art dentaire et comporte des mesures destinées à faciliter l'exercice effectif du droit d'établissement et la libre prestation de services. La seconde vise la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les praticiens de l'art dentaire.

Le 22 décembre, le Conseil a arrêté un ensemble de dispositions visant la réalisation effective des droits d'établissement et de libre prestation de services des vétérinaires dans la C.E.E.

POLITIQUE AGRICOLE ET DE LA PÊCHE

Le 12 mai, le Conseil a fixé les prix agricoles pour la campagne 1978-1979 et a adopté une série de mesures annexes. Le niveau général des prix a été relevé de 2,25 % en moyenne, des aménagements agri-monétaires se traduisant toutefois par un relèvement de prix différents pour certains Etats membres. Une série de mesures ont également été adoptées notamment en faveur de l'agriculture méditerranéenne et du secteur du vin.

Le 19 décembre, le Conseil est arrivé à un accord sur les problèmes viti-vinicoles encore en suspens à savoir les prix minima et les distillations obligatoires en cas d'excédent.

POLITIQUE COMMERCIALE

Le 5 avril, la C.E.E. a appliqué les nouvelles « lignes directrices » sur les conditions des crédits à l'exportation conclues le 22 février sous l'égide de l'O.C.D.E. Les « lignes directrices » s'appliquent aux crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et comportant un délai de remboursement d'au moins deux ans.

Ce dispositif a été prorogé jusqu'au 31 mai 1979 par une décision du Conseil du 20 novembre.

Le 30 mai, le Conseil a arrêté la directive portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de coassurance, approuvée avant au fond le 17 avril.

Le 9 novembre, la Commission a examiné les problèmes qui se posent à l'industrie des fibres synthétiques, en particulier ceux des surcapacités existantes.

Politique de concurrence

Le 18 mai, la Commission a rendu public son « septième rapport sur la politique de concurrence » dont la publication s'effectue en liaison avec le « Onzième Rapport général sur l'activité des Communautés européennes ».

Politique économique, monétaire et financière

Le 1er janvier est entré en vigueur le nouveau règlement applicable au budget général communautaire. Ce règlement définit le nouveau partage des pouvoirs budgétaires entre les différentes institutions européennes, simplifie les procédures budgétaires et surtout généralise l'application de l'unité de compte européenne (U.C.E.) pour le budget général. Le 1er janvier, la C.E.E. devait également disposer d'un budget financé entièrement par des ressources propres. Toutefois, les conditions nécessaires pour l'application de ce régime au budget communautaire n'ayant pas été remplies en temps voulu par tous les Etats membres, ceux-ci verseront cette année encore des contributions nationales, basées sur une répartition tenant compte du produit intérieur brut de chaque Etat, afin de compléter les recettes résultant des droits de douane et des prélèvements agricoles.

Le 10 février, en raison de l'évolution de la balance des paiements norvégienne, les ministres et les directeurs des banques centrales des pays participant à la coopération monétaire européenne (« serpent ») ont décidé d'une dévaluation de 8 % de la couronne norvégienne.

Le 16 octobre, le Conseil a adopté la décision portant création d'un nouvel instrument financier pour les prêts et emprunts destinés à promouvoir les investissements dans la Communauté.

Le 6 décembre, le Conseil européen a adopté une résolution visant à instaurer, au 1er janvier 1979, un système monétaire européen (S.M.E.). Le 18 du même mois, le Conseil et les Gouverneurs des banques centrales mettaient en place les dispositifs qui devaient permettre l'entrée en vigueur du S.M.E. au 1er janvier 1979. Bien que les textes qui instauraient le S.M.E. aient été conçus pour être appliqués à l'ensemble de la Communauté, le Royaume-Uni a annoncé qu'il ne l'appliquera pas. Toutefois, la France a retardé sa mise en place tant que ne sera pas réglé le démantèlement des montants compensatoires agricoles.

Le 12 décembre, le gouvernement norvégien a décidé de retirer sa monnaie du serpent monétaire européen.

Politique énergétique

Le 8 mars, la Commission a approuvé son rapport annuel sur la situation énergétique dans la Communauté en 1977 et les perspectives pour 1978.

Politique industrielle

Le 27 juin, le Conseil instaure pour une période d'essai de 3 mois, un système de cautionnement en cas d'infraction aux prix minima de l'acier. Il sera prolongé pour deux mois par la Commission le 29 septembre.

Le 19 décembre, le Conseil des Communautés européennes a décidé de proroger pour 1979 le dispositif anti-crise de la sidérurgie. Compte tenu de la situation de crise persistante dans l'industrie sidérurgique.

Politique sociale

L'évolution de la situation sociale dans la Communauté en 1977 et la politique qu'entend mener la Commission pour lutter contre l'accroissement du chômage dans les pays membres sont analysées dans l'« Exposé social 1977 », rendu public le 20 avril.

Le 7 juin, a été signée la convention régissant l'Institut syndical européen, créé en vue de promouvoir une meilleure formation et information des travailleurs et leurs organisations, contribuant ainsi au développement d'une conscience européenne et à l'amélioration des conditions de vie et de travail dans la C.E.E.

Le 12 octobre, la Commission a transmis au Conseil le « sixième rapport d'activité du Fonds social européen » pour l'année 1977.

Le 27 novembre, le Conseil a marqué son accord sur le règlement relatif à la création d'aides nouvelles du Fonds social européen en faveur de l'emploi des jeunes. Le Conseil a également marqué son accord sur la directive relative à la mise en application progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale.

Le 9 novembre, s'est tenue à Bruxelles une conférence tripartite sur l'emploi réunissant des représentants des organisations des employeurs, des travailleurs et de la Commission. La conférence n'ayant pas été en mesure de prendre de décision, le dossier a été renvoyé au Comité permanent de l'emploi.

Politique de transport

Le 1er janvier est entré en vigueur, pour une période expérimentale de cinq ans, le nouveau système communautaire de tarifs pour les transports internationaux de marchandises par route à l'intérieur de la C.E.E., en remplacement du système des tarifs de référence.

Le 23 novembre, le Conseil a approuvé une série de mesures visant à améliorer la sécurité en mer à la lumière des accidents graves survenus récemment autour des côtes des Etats membres de la Communauté.

Science et recherche

Le 30 mai, le Conseil a arrêté la décision relative à la constitution de l'entreprise commune « Joint European Torus (J.E.T.) joint indutaking ». Il a arrêté également la modification du programme de recherche et d'enseignement (1976-1980) pour la C.E.C.A. dans le domaine de la fusion et de la physique des plasmas, afin d'y inclure le projet J.E.T.

Union douanière

Le 1er décembre, le Conseil a adopté le tarif douanier commun pour l'année 1979. Il ne comporte pas de modifications sensibles par rapport au tarif 1978, sauf pour ce qui est des toutes dernières réductions douanières négociées au G.A.T.T.

RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA COMMUNAUTÉ

Développement et coopération

Dans le cadre de sa politique d'aide alimentaire aux pays en voie de développement, le Conseil, le 1er février, a adopté son programme d'aide en céréales pour 1977, qui porte sur une quantité globale de 1 287 000 t.

Le 7 février, le Conseil a arrêté les programmes d'aide en produits laitiers pour 1977, fixés à 150 000 t.

Le 2 mai a été signé l'accord entre la C.E.E. et ses Etats membres d'une part et l'Association internationale du Développement d'autre part sur la mise en œuvre et la gestion de contribution communautaire de 385 millions de dollars à l'« action spéciale » décidée dans le cadre de la Conférence sur la coopération économique internationale.

Le 18 décembre, le Conseil a approuvé le régime des préférences généralisées pour 1979 en faveur des pays en voie de développement.

Pays d'Afrique, des Caraibes et du Pacifique

Le 20 février, la République de Djibouti est devenue le 50e Etat A.C.P. membre de la Convention de Lomé.

Le 23 mars, le régime commercial en faveur de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Sao-Tomé et Principe et du Cap-Vert a été prorogé jusqu'au 31 décembre, en raison du retard intervenu dans les ratifications des accords d'accession à la Convention de Lomé par les trois pays précités.

Le 18 juillet, le Conseil a marqué son accord sur le projet de décision du Conseil des Ministres A.C.P.-C.E.E. portant approbation de l'accession des îles Salomon à la Convention de Lomé.

Le 24 juillet, la C.E.E. et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), signataires de la Convention de Lomé, ont ouvert solennellement les négociations visant à renouveler l'accord de Lomé, signé en 1975 et qui expire le 1er mars 1980.

Le 1er novembre, sont entrés en vigueur les accords signés le 28 mars 1977 portant accession de la République du Cap-Vert, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et de la République de Sao-Tomé et Principe.

Le 14 décembre, trois anciens territoires britanniques, les Iles Salomon, Tuvalu et la Dominique ont accédé à la Convention de Lomé.

PAYS MÉDITERRANÉENS

Le 1er janvier, est entré en vigueur le protocole additionnel signé entre la C.E.E. et Malte le 27 octobre 1977.

Le 26 juin, le Conseil a prorogé jusqu'au 31 décembre les accords intérimaires conclus entre la C.E.E. et les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et du Mackrek (Egypte, Jordanie, Liban, Syrie).

Le 1er juillet sont entrés en application les deux protocoles complémentaires à l'accord d'association C.E.E./Malte qui définissent le régime d'importation des produits agricoles cypriotes en 1978 et 1979.

Le 1er août, est entré en vigueur le deuxième protocole financier C.E.E.-Grèce, signé le 28 février 1977.

Le 23 novembre, le Conseil a arrêté un règlement concernant la conclusion du protocole financier entre la Communauté et la République de Chypre, signé le 15 septembre 1977.

Le 1er novembre, sont entrés en vigueur les accords de coopération avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, ainsi que les protocoles additionnels et financiers avec Israël, le Portugal et Malte.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le 24 octobre, la C.E.E. a signé au nom des neuf Etats membres et avec huit autres Etats (Canada, Islande, Norvège, Portugal, R.D.A., Roumanie, U.R.S.S. et le Danemark pour les Iles Féroé) une convention sur la future coopération multilatérale en matière de pêche dans l'Atlantique Nord prévoyant entre autre la création à partir du 1er janvier 1979 de l'« Organisation des Pêches de l'Atlantique Nord-Ouest » (O.P.A.N.).

Le 15 novembre, le Conseil a approuvé l'accord entre la C.E.E. et la Banque des Règlements internationaux (B.R.I.) relatif au refinancement éventuel de créances en série du concours financier à moyen terme de la C.E.E.

PAYS TIERS

Le 24 mars, la C.E.E. et le Japon ont signé une déclaration commune sur leurs relations économiques et commerciales. Les termes de cette déclaration mettent en lumière les graves problèmes soulevés par le déficit croissant des échanges commerciaux de la Communauté à l'égard du Japon.

Le 1er juin, est entré en vigueur l'accord commercial conclu pour une durée de cinq ans entre la Communauté européenne et la République populaire de Chine.

Du 20 au 25 novembre, ont eu lieu à Bruxelles des entretiens entre le Secrétaire du Comecon et le Commissaire européen chargé des relations extérieures, sans que les parties ne parviennent à un accord sur l'avenir de leurs relations.

Coopération économique internationale

Le 23 janvier, le Conseil International du Sucre a décidé de demander aux pays qui ont adhéré au nouvel accord international du sucre de limiter, en 1978, leurs exportations à 85 % de leurs quotas de base annuels.

Le 3 février, les principaux pays producteurs et consommateurs de cuivre sont convenus de créer une agence du cuivre intergouvernementale chargée de la surveillance des marchés et de formuler des recommandations sur le volume de l'offre et le prix du cuivre.

Le 1er avril, est entrée en application la réforme du système monétaire international conclue à la Jamaïque en janvier 1976. Cette réforme consacre l'abandon du système monétaire élaboré à la conférence de Bretton-Woods en juillet 1946 et légalise le flottement des monnaies ainsi que l'abolition du prix officiel de l'or.

Le 20 avril a pris fin la 19e assemblée annuelle de la Banque Interaméricaine de développement (B.I.D.).

Du 1er au 3 mai s'est tenue à Vienne, la 11e réunion annuelle de la Banque Asiatique pour le Développement (A.D.B.).

Du 7 au 28 juin s'est tenue à Genève la 64e Conférence de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.).

Du 3 au 5 juillet a eu lieu à Kinshasa (Zaïre) la 13e conférence ministérielle du Conseil intergouvernemental des pays producteurs de cuivre (C.I.P.E.C.).

Le 14 juillet, les principaux pays producteurs et consommateurs d'étain du monde se sont accordés pour relever d'environ 13 % les prix de ce métal, garantis par l'accord international de l'étain.

Du 30 août au 12 septembre, les Nations-Unies ont organisé une conférence sur la coopération technique entre pays en voie de développement.

Le 7 novembre, la Conférence de l'O.N.U. sur le commerce et le développement (C.N.U.C.E.D.) a annoncé que onze parmi les principaux pays riches ont annulé pour 6,2 milliards de dollars les dettes des vingt-neuf pays les plus pauvres.

Du 6 au 24 novembre, s'est tenue à Genève, dans le cadre de la C.N.U.C.E.D., la conférence internationale sur le blé pour tenter de parvenir à un arrangement international portant sur l'aide alimentaire, l'élaboration d'un accord commercial sur le blé et d'un autre sur les céréales secondaires. La conférence s'est séparée sur un constat d'échec.

Le 11 novembre, a pris fin à Genève la Conférence de la C.N.U.C.E.D. sur un code de conduite internationale en matière de transfert de technologie aux pays en voie de développement.

Le 13 décembre, le Conseil des Gouverneurs des pays membres du Fonds Monétaire International a approuvé les propositions d'augmentation des ressources du F.M.I., décidées le 24 septembre par le Comité intérimaire du F.M.I.

Le 18 décembre, les ministres des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (O.P.E.P.) réunis à Abou-Dhabi ont décidé d'augmenter en 1979 les prix du pétrole brut.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Energie [Voir Réglementation de la production et du commerce (Réglementation de l'énergie)]

Expansion économique (Voir Investissements)

EMPRUNTS

Liste des lois et arrêtés autorisant leur émission

Par la loi du 14 décembre 1977 la Société nationale des Chemins de fer belges a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant maximum de 5,5 milliards de francs afin de lui permettre de constituer un fonds de roulement (« Moniteur belge » du 5 janvier 1978).

Un arrêté royal, un arrêté ministériel du 20 janvier 1978 et un arrêté ministériel du 23 janvier 1978 concernent l'émission de l'emprunt 9,50 % 1978-1986 (« Moniteur belge » des 21 janvier 1978 et 25 janvier 1978).

Par une loi du 10 janvier 1978, la Régie des Télégraphes et des Téléphones a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, d'une part, des emprunts à concurrence d'un montant nominal total de 20 milliards de francs pour couvrir de nouvelles dépenses de premier établissement et, d'autre part, des emprunts en renouvellement des émissions effectuées ou à effectuer pour couvrir les dépenses d'investissement (« Moniteur belge » du 28 janvier 1978).

Par arrêté royal du 21 novembre 1977, la Société nationale du Logement a été autorisée à émettre par tranches, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de cinq milliards de francs (« Moniteur belge » du 4 février 1978).

Un arrêté royal et un arrêté ministériel du 27 janvier 1978 concernent le renouvellement des obligations de la dette à 3,5 % de 1937 (« Moniteur belge » du 7 février 1978).

Un arrêté royal du 20 février et un arrêté ministériel du 23 février 1978 concernent l'émission de l'emprunt 9 % 1978-1986 du Fonds des routes (« Moniteur belge » des 21 et 25 février 1978).

Un arrêté royal et un arrêté ministériel du 21 avril 1978, ainsi qu'un arrêté ministériel du 24 avril 1978 concernent l'émission de l'emprunt 8,50 % 1978-1985 (« Moniteur belge » des 22 avril et 26 avril 1978).

Par arrêté ministériel du 21 octobre 1977, le Fonds de Développement des Universités libres a été autorisé à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt au capital nominal de 500 millions de francs (« Moniteur belge » du 19 mai 1978).

Par arrêté royal du 12 avril 1978, la Société Coopérative « Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique » a été autorisée à contracter, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un montant effectif de 4 milliards de francs (« Moniteur belge » du 21 juin 1978).

Par arrêté royal du 8 juin 1978, la Régie des Télégraphes et des Téléphones a été autorisée à contracter sous la garantie de l'Etat, un emprunt 8,5 % 1978-1986 (« Moniteur belge » du 10 juin 1978).

Par arrêté royal du 23 mai 1978, la Société nationale terrienne a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 2 milliards de francs (« Moniteur belge » du 24 juin 1978).

Par loi du 3 juillet 1978, la Société nationale des Chemins de fer belges a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 917 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement (« Moniteur belge » du 8 août 1978).

Par arrêté ministériel du 10 août 1978, le Fonds de Développement des Universités libres a été autorisé à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt au capital nominal de 3 milliards 800 millions de francs (« Moniteur belge » du 12 août 1978).

Un arrêté ministériel du 28 juillet 1978 concerne l'approbation pour la région flamande, des modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B2 (« Moniteur belge » du 15 août 1978).

Par arrêté royal du 26 juin 1978, la Société nationale du logement a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 5 milliards de francs (« Moniteur belge » du 19 août 1978).

L'arrêté royal et l'arrêté ministériel du 29 août 1978, ainsi que l'arrêté ministériel du 31 août 1978 concernent l'émission de l'emprunt 8,75 % 1978-1986 (« Moniteur belge » des 30 août et 1er septembre 1978).

L'arrêté royal du 31 juillet 1978 concerne les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1978 (« Moniteur belge » du 12 septembre 1978).

L'arrêté royal du 31 juillet 1978 concerne les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1978 (« Moniteur belge » du 15 septembre 1978).

Par arrêté royal du 28 août 1978, la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française est autorisée à contracter, sous la garantie de l'Etat, auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, un emprunt au capital de 324 millions de francs (« Moniteur belge » du 10 octobre 1978).

Par arrêté royal du 22 mai 1978, la Radio-Télévision belge de la Communauté culturelle française a été autorisée à contracter, sous la garantie de l'Etat, auprès de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite, un emprunt au capital de 176 millions de francs (« Moniteur belge » du 12 octobre 1978).

Par arrêté royal du 18 août 1978 la Société nationale du Logement a été autorisée à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 1 milliard de francs (« Moniteur belge » du 18 octobre 1978).

L'arrêté royal du 17 novembre 1978 et l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 concernent l'émission de l'emprunt 8,75 % 1978-1985 du Fonds des routes (« Moniteur belge » des 18 novembre et 22 novembre 1978).

FINANCES PUBLIQUES — BUDGETS

L'arrêté royal du 20 décembre 1977 concerne le crédit provisionnel prévu aux décrets contenant le budget des Affaires culturelles des Communautés culturelles française et néerlandaise pour l'année budgétaire 1977, secteur Santé publique et Famille (« Moniteur belge » du 12 janvier 1978).

Par la loi du 19 décembre 1977, le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'année budgétaire 1977 a été ajusté (« Moniteur belge » du 13 janvier 1978).

L'arrêté royal du 4 janvier 1978 porte exécution de l'article 42 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 14 janvier 1978).

Une loi du 22 décembre 1977 concerne le budget des Affaires régionales bruxelloises pour l'année budgétaire 1977 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1978).

Un arrêté royal du 5 janvier 1978 porte création d'un Comité ministériel de politique budgétaire (« Moniteur belge » du 2 février 1978).

Un arrêté royal du 24 janvier 1978 concerne l'exécution de l'article 176 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 15 février 1978).

Une loi du 24 janvier 1978 concerne le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 23 février 1978).

Une loi du 1er février 1978 concerne le budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 7 mars 1978).

Une loi du 9 février 1978 concerne le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 18 mars 1978).

Un décret du 30 mars 1978 concerne les nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise et sur le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, de l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 31 mars 1978).

Un décret du 30 mars 1978 concerne l'affectation des nouveaux crédits provisoires à valoir sur le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle française ainsi que sur le budget de l'Education nationale, régime français de l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » des 31 mars et 6 avril 1978).

Une loi du 15 février 1978 concerne le budget du Ministère de la Justice pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 5 avril 1978).

Un arrêté royal du 7 avril 1978 porte exécution de l'article 181 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 20 avril 1978).

Une loi du 10 mars 1978 concerne le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 26 avril 1978).

Une loi du 11 mai 1978 concerne le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 25 mai 1978).

Un arrêté ministériel du 17 janvier 1978 concerne l'exécution de l'article 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 25 mai 1978).

Un arrêté ministériel du 1er mars 1978 modifie l'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 d'exécution de l'article 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 25 mai 1978).

Un arrêté ministériel du 7 juin 1978 se rapporte à la fixation des chiffres conformément aux critères de répartition de la somme globale réservée aux dépenses pour la politique régionale en 1978 (« Moniteur belge » du 15 juin 1978).

Une loi du 21 avril 1978 concerne le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 17 juin 1978).

Une loi du 31 mai 1978 concerne le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 20 juin 1978).

Par loi du 30 juin 1978, de nouveaux crédits provisoires ont été ouverts à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1978 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre 1978 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1978).

Une loi du 9 mai 1978 concerne le budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 5 juillet 1978).

Une loi du 14 mars 1978 concerne le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 8 juillet 1978).

L'arrêté royal du 14 juin 1978 fixe les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la région wallonne (« Moniteur belge » du 13 juillet 1978).

Par loi du 4 juillet 1978, le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1978 a été ajusté (« Moniteur belge » du 18 juillet 1978).

Une loi du 10 avril 1978 concerne le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 19 juillet 1978).

Une loi du 11 mai 1978 concerne le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 26 juillet 1978).

Un arrêté royal du 7 juin 1978 complète l'arrêté royal du 27 décembre 1977 d'exécution de l'article 56 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 28 juillet 1978).

Une loi du 21 avril 1978 concerne le budget du Ministère des Communications pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 2 août 1978).

Une loi du 3 avril 1978 concerne le budget du Ministère des Classes moyennes pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 17 août 1978).

Une loi du 5 août 1978 concerne la réorientation économique (« Moniteur belge » du 17 août 1978).

Un arrêté royal du 8 août 1978 concerne la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires (« Moniteur belge » du 17 août 1978).

Un décret du 28 avril 1978 fixe le budget de l'Education nationale, régime néerlandais, pour l'année budgétaire 1978, crédits qui sont adoptés par le Conseil culturel (« Moniteur belge » du 29 août 1978).

La loi du 9 août 1978 concerne le budget des Affaires régionales bruxelloises pour l'année 1978 (« Moniteur belge » du 14 septembre 1978).

Par décret du 23 juin 1978, le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur Agriculture, est fixé pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 20 septembre 1978).

Une loi du 27 juin 1978 concerne le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1978).

Le décret du 23 juin 1978 concerne le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur communications, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 27 septembre 1978).

Le décret du 23 juin 1978 concerne le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur Affaires économiques, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 28 septembre 1978).

Une loi du 19 juin 1978 concerne le budget de l'Education nationale, régime néerlandophone, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1978).

Un décret du 23 juin 1978 concerne le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandophone, secteur Classes moyennes, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 13 octobre 1978).

Une loi du 11 août 1978 concerne le budget des Affaires régionales flamandes pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 14 octobre 1978).

Une loi du 14 juillet 1978 concerne le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1978).

Le décret du 23 juin 1978 fixe le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur Culture néerlandaise, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 21 octobre 1978).

Une loi du 6 octobre 1978 concerne le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 25 octobre 1978).

Une loi du 15 juin 1978 concerne le budget des Dotations culturelles de l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 27 octobre 1978).

Un décret du 23 juin 1978 concerne le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle néerlandaise, secteur Santé publique et Famille, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 28 octobre 1978).

Une loi du 19 juin 1978 concerne le budget de l'Education nationale, secteur commun aux régimes français et néerlandais, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1978).

Une loi du 23 août 1978 concerne le budget des Affaires régionales wallonnes pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1978).

Le décret du 9 août 1978 concerne le budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle française, secteur Communications pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1978).

Une décision réglementaire du 12 juin 1978 concerne la fixation du budget des Affaires culturelles de la Communauté culturelle germanophone pour l'année budgétaire 1978, secteur Culture (« Moniteur belge » du 18 novembre 1978).

Une loi du 15 juin 1978 concerne le budget de l'Education nationale, régime français, pour l'année budgétaire 1978 (« Moniteur belge » du 30 novembre 1978).

L'arrêté royal n° 23 du 27 novembre 1978 porte exécution de l'article 71 de la loi sur les réformes économiques et budgétaires (« Moniteur belge » du 13 décembre 1978).

FISCALITÉ

Douane et accises

Un arrêté ministériel du 30 décembre 1977 se rapporte à l'allocation d'un subside aux horticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil et le fuel oil léger et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuels oils lourds et extra lourds (« Moniteur belge » du 7 février 1978).

Un arrêté ministériel du 29 juin 1978 et un arrêté royal du 19 juillet 1978 concernent la modification du tableau des bandelettes fiscales pour tabacs (« Moniteur belge » du 1er juillet et du 28 juillet 1978).

L'arrêté ministériel du 28 juillet 1978 concerne le régime fiscal des tabacs fabriqués (« Moniteur belge » du 29 juillet 1978).

L'arrêté royal du 2 août 1978 modifie le régime d'accise des sucres fabriqués dans le pays (« Moniteur belge » du 1er septembre 1978).

Un arrêté royal du 12 juillet 1978 se rapporte à la coordination des dispositions législatives relatives au régime d'accise des alcools (« Moniteur belge » du 21 septembre 1978).

Un arrêté royal du 12 juillet 1978 porte coordination des dispositions législatives relatives au régime d'accise des alcools (« Moniteur belge » des 21 septembre 1978 et 14 octobre 1978).

Un arrêté ministériel du 10 octobre 1978 concerne l'allocation d'un subside aux horticulteurs pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil et le fuel oil léger et pour ristourner le montant total des droits d'accise sur les fuels oils lourds et extra lourds (« Moniteur belge » du 25 octobre 1978).

Une loi du 20 juillet 1978 concerne l'approbation du Sixième Protocole, signé à Bruxelles le 26 janvier 1976, à la Convention de La Haye du 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

Double imposition

La convention belgo-tchécoslovaque de double imposition du 19 juin 1975 (« Moniteur belge » du 13 décembre 1977) est entrée en vigueur le 17 décembre 1977 et s'applique dans les deux pays aux impôts dus à la source sur les revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er janvier 1978 (« Moniteur belge » du 14 février 1978).

Un arrêté royal du 24 février 1978 concerne les modifications des arrêtés royaux n° 2, du 7 novembre 1969, et n° 19, du 20 juillet 1970, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 2 mars 1978).

Un avis du 19 août 1978 aux résidents de la Belgique qui recueillent des dividendes, intérêts ou des redevances ayant leur source en Israël et aux banques et autres intermédiaires belges qui interviennent dans le paiement des revenus précités concerne la convention préventive de la double imposition conclue le 13 juillet 1972 entre la Belgique et Israël (« Moniteur belge » des 1er novembre 1975 et 19 août 1978).

Une loi du 8 juin 1978 concerne l'approbation de la Convention entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République populaire de Pologne tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole final, signés à Bruxelles le 14 septembre 1976 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1978).

Une loi du 10 août 1978 concerne l'approbation de la Convention entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bucarest le 14 octobre 1976 (« Moniteur belge » du 4 octobre 1978).

L'avis du 26 octobre 1978 concerne la convention préventive de la double imposition du 4 mai 1972 entre la Belgique et le Maroc (« Moniteur belge » des 8 mars 1975 et 26 octobre 1978).

Une loi du 2 mars 1978 concerne l'approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Bruxelles le 18 mai 1976 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

DROITS D'ENTRÉE [Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

IMPÔTS SUR LES REVENUS ET TAXES ASSIMILÉES

Une loi du 20 février 1978 concerne la modification du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 11 mars 1978).

Un arrêté royal du 1er mars 1978 concerne l'agréation d'institutions culturelles en matière d'immunité fiscale de certaines libéralités (« Moniteur belge » du 12 mai 1978).

Par arrêté royal du 24 mai 1978, l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 7 juin 1978) a été modifié.

L'arrêté royal du 22 mars 1978 concerne l'agréation d'institutions culturelles en matière d'indemnité fiscale de certaines libéralités (« Moniteur belge » du 15 septembre 1978).

Un arrêté royal du 5 octobre 1978 porte exécution des articles 299*bis* du Code des impôts sur les revenus et 30*bis* de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (« Moniteur belge » du 7 octobre 1978).

L'arrêté royal du 25 septembre 1978 concerne la modification de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus en vue de promouvoir les investissements privés (« Moniteur belge » du 19 octobre 1978).

L'arrêté royal du 24 octobre 1978 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 25 novembre 1978).

L'arrêté royal du 24 octobre 1978 modifie, en matière de provisions destinées à faire face à des pertes ou charges probables, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 25 novembre 1978).

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Un arrêté royal du 28 novembre 1977 détermine les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1977 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1978).

Un arrêté royal du 8 mars 1978 comporte une modification des arrêtés royaux n° 1, du 23 juillet 1969, et n° 12, du 3 juin 1970, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 14 mars 1978).

Une loi du 27 février 1978 concerne la modification du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (« Moniteur belge » du 1er avril 1978).

L'arrêté royal du 31 mars 1978, porte modification des arrêtés royaux pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 1 du 23 juillet 1969, n° 3 du 10 décembre 1969, n° 4 du 29 décembre 1969, n° 13 du 3 juin 1970, n° 14 du 3 juin 1970, n° 15 du 3 juin 1970, n° 16 du 3 juin 1970, n° 17 du 20 juillet 1970, n° 19 du 20 juillet 1970, n° 22 du 15 septembre 1970, n° 23 du 19 octobre 1970, n° 24 du 23 octobre 1970, n° 28 du 23 décembre 1970, ainsi que l'abrogation de l'arrêté royal n° 25 du 13 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 11 avril 1978).

Par arrêté ministériel du 31 mars 1978, les arrêtés ministériels pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 3 du 24 novembre 1970, n° 5 du 9 décembre 1970 et n° 6 du 9 décembre 1970 ont été modifiés et les arrêtés ministériels n° 4 du 9 décembre 1970 et n° 7 du 27 janvier 1971 ont été abrogés (« Moniteur belge » du 11 avril 1978).

Un arrêté royal du 19 avril 1978 modifie l'arrêté royal n° 20, du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 25 avril 1978).

Un arrêté royal du 19 avril 1978 modifie l'arrêté royal n° 26 du 2 décembre 1970, relatif à l'assujettissement des organismes publics à la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 25 avril 1978).

Un arrêté royal du 15 juin 1978 modifie les arrêtés royaux nos 7 et 18, du 27 décembre 1977, pris en exécution du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 22 juin 1978).

Un arrêté royal du 25 septembre 1978 concerne l'organisation du remboursement en espèces des timbres fiscaux dont le retrait a été ordonné par l'arrêté royal du 7 décembre 1977 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1978).

L'arrêté royal du 9 octobre 1978 concerne la modification de l'arrêté royal n° 1, du 23 juillet 1969, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 13 octobre 1978).

L'arrêté royal du 29 septembre 1978 concerne la modification de l'arrêté royal du 6 mai 1975 relatif à la perception de taxes et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis (« Moniteur belge » du 24 octobre 1978).

L'arrêté royal n° 37 du 6 décembre 1978 concerne la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée agréant les biens d'investissement pendant l'année 1979 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1978).

G.A.T.T. (Voir Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce)

Industrie (Voir Investissements et Réglementation de la production et du commerce)

Investissements

La loi du 20 janvier 1978 organise l'association des holdings à la planification économique et modifie le statut des sociétés à portefeuilles (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 proroge l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, *b*, de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (« Moniteur belge » du 13 janvier 1978).

La loi du 30 décembre 1977 (« Moniteur belge » du 15 février 1978) ainsi que l'arrêté royal du 4 octobre 1978 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1978) modifient le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat prévue dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, peut être accordée.

L'arrêté royal du 24 janvier 1978 porte exécution de l'article 176 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 pourvoyent à l'octroi de primes en capital pour les petites et moyennes entreprises (« Moniteur belge » du 15 février 1978).

L'arrêté royal du 17 février 1978 porte création d'un Comité d'expansion économique pour la région bruxelloise (« Moniteur belge » du 4 avril 1978).

L'arrêté royal du 5 mai 1978 modifie l'arrêté royal du 20 décembre 1977 organisant l'octroi de crédits dont les intérêts sont pris en charge par l'Etat en faveur des entreprises du secteur textile (« Moniteur belge » du 18 juillet 1978).

En février 1978, une communication a été faite au Parlement par le Ministre des Affaires économiques, concernant une nouvelle politique industrielle. La création d'un Fonds de rénovation industrielle y a été annoncée (Chambre des Représentants n° 301 — session 1977-1978).

La loi de réorientation économique (loi du 4 août 1978, « Moniteur belge » du 17 août 1978) contient un ensemble de mesures importantes destinées à promouvoir l'établissement et l'expansion de petites et moyennes entreprises, les investissements industriels ainsi qu'à réformer la Société nationale d'Investissement.

La loi de réformes économiques et budgétaires (loi du 5 août 1978, « Moniteur belge » du 17 août 1978) contient une série de propositions ayant trait aux réformes économiques et financières.

La loi de finance pour l'année 1979 (« Moniteur belge » du 14 décembre 1978) prolonge les dispositions existantes concernant le régime de T.V.A. sur les biens d'investissement. L'arrêté royal du 6 décembre 1978 (« Moniteur belge » du 19 décembre 1978) règle la déduction de la T.V.A. sur les biens d'investissement en 1979.

Le « Moniteur belge » du 29 décembre 1978 publie les arrêtés royaux n°s 34, 35, 36 relatifs à l'organisation par l'Etat de participations dans le capital des sociétés sidérurgiques, à l'institution du Comité national de planification et de contrat de la sidérurgie et à la création du Fonds de rénovation industrielle.

L'arrêté royal du 10 octobre 1978 (« Moniteur belge » du 24 octobre 1978) fixe les conditions autorisant la pratique de l'amortissement accéléré dans les petites et moyennes entreprises, l'exonération du précompte immobilier et contient les mesures d'application relatives au Fonds de garantie prévues par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Législation commerciale [Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

La Banque nationale de Belgique a décidé de réduire à partir du 5 janvier 1978 de 9 à 8,5 % ses taux officiels d'escompte et d'avances et de 8,5 à 7,5 % à partir du 19 janvier 1978 (Banque nationale de Belgique — Communiqués des 4 et 18 janvier 1978).

Un arrêté ministériel du 13 janvier 1978 porte fixation du taux des intérêts à bonifier en 1978 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 24 janvier 1978).

Au début de février, la Banque Nationale a réduit ses taux officiels d'escompte et d'avances de 7,5 à 6,5 %. La réduction du taux d'escompte a été suivie par les banques qui ont baissé le taux débiteur à court terme de 0,75 % (Bulletin de la Banque nationale — Février 1978).

Une loi du 20 janvier 1978 concerne l'organisation de l'association des holdings à la planification économique et la modification du statut des sociétés à portefeuille (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

Un arrêté ministériel du 22 février 1978 concerne la modification de celui du 15 décembre 1965 relatif aux valeurs admises pour la constitution des cautionnements à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 4 mars 1978).

La Banque nationale de Belgique a décidé de réduire de 6,5 à 6 % ses taux officiels d'escompte et des avances à partir du 16 mars 1978 et de 6 à 5,5 % à partir du 30 mars 1978 (Banque nationale — Communiqués des 15 et 29 mars 1978).

A partir du 11 avril, l'intérêt débiteur des crédits d'investissement a été réduit d'un demi pourcent (Société Nationale de Crédit à l'Industrie — Communiqué du 10 avril 1978).

Une loi du 24 mars 1978 concerne la publicité des actes et des comptes annuels des sociétés commerciales et les modalités de la publicité (« Moniteur belge » du 7 avril 1978).

Une loi du 24 mars 1978 porte approbation des Résolutions relatives au deuxième amendement aux statuts du Fonds Monétaire International, à l'augmentation des quotes-parts des membres dudit Fonds, aux augmentations spéciales des souscriptions au capital social de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement et à l'augmentation du capital social de la Société Financière Internationale (« Moniteur belge » du 14 avril 1978).

Une loi du 7 avril 1978 concerne la modification de la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et institue à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (« Moniteur belge » du 6 mai 1978).

L'arrêté royal du 25 janvier 1978 porte, à partir du 1er janvier 1978, à 15 milliards de francs, par libération de la dernière tranche d'un milliard de francs, le plafond de l'encours des engagements du Fonds de garantie créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 13 mai 1978).

Un arrêté ministériel du 19 avril 1978 concerne la modification de l'arrêté ministériel du 13 janvier 1978 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1978 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (« Moniteur belge » du 17 mai 1978).

L'arrêté royal du 15 février 1978 porte relèvement du montant pour lequel l'Etat donne sa garantie au profit de l'outillage artisanal (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

Le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel a été modifié par la loi du 31 mars 1978 (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

La loi du 16 mars 1919 instituant une Société nationale de Crédit à l'Industrie a été modifiée par la loi du 31 mars 1978. La Société nationale de Crédit à l'Industrie peut accepter des dépôts et émettre des bons de caisse et obligations, quelle qu'en soit la durée, à concurrence de 240 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut élever ce montant à 280 milliards par libération successive de quatre tranches de 10 milliards de francs chacune (« Moniteur belge » du 1er juin 1978).

Une loi du 8 mai 1978 concerne la modification de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des Classes moyennes. L'encours des engagements du fonds est fixé à 17 milliards de francs; cette limite peut être augmentée, par arrêté royal, de quatre tranches de 2 milliards de francs chacune (« Moniteur belge » du 17 juin 1978).

L'arrêté royal du 31 mars 1978 porte approbation de la modification aux Statuts de la Société nationale d'Investissement. Le capital social est fixé à 8 milliards de francs (« Moniteur belge » du 21 juin 1978).

L'arrêté royal du 14 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 22 juin 1935 établissant les statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 21 juin 1978).

Le plafond des avances auprès de la Banque Nationale auxquelles le Trésor peut faire appel, est relevé de 10 milliards de francs à 77 milliards. Le plafond des avances directes qui a été fixé le 15 juillet 1977 à 37 milliards, demeure inchangé, mais le plafond des avances indirectes (par l'intermédiaire du Fonds des Rentes) est porté de 30 à 40 milliards (Banque Nationale — Juin 1978).

Un arrêté ministériel du 30 juin 1978 concerne l'émission des bons d'épargne de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 6 juillet 1978).

L'arrêté du 5 mai 1978 porte adaptation de l'arrêté royal du 20 décembre 1977 organisant l'octroi de crédits dont les intérêts sont pris en charge par l'Etat, en faveur des entreprises du secteur textile, de certaines entreprises du secteur du vêtement et de la confection, du secteur de la bonneterie, ainsi que les entreprises du secteur relevant du Comité paritaire des fibres de lin (« Moniteur belge » du 18 juillet 1978).

La Banque Nationale a relevé ses taux officiels d'escompte et d'avances de 5,5 % à 6 % à partir du 27 juillet 1978 (Banque nationale — Communiqué du 26 juillet 1978).

L'arrêté royal du 18 juillet 1978 concerne le contrôle des changes (« Moniteur belge » du 12 septembre 1978).

L'arrêté ministériel du 4 octobre 1978 porte approbation de l'arrêté de la Commission Bancaire du 25 juillet 1978, portant règlement sur les fonds propres des caisses d'épargne privées (« Moniteur belge » du 12 octobre 1978).

Dans le communiqué du 11 octobre 1978, la Banque Nationale éclaircit ses mesures de politique monétaire, notamment les décisions en matière de la scission des plafonds de

réescompte, de l'augmentation du taux d'intérêt sur les avances en compte-courant et des autres taux d'intérêt spéciaux, de la fixation d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics en possession des intermédiaires financiers et de la limitation du crédit à court terme aux entreprises (Banque Nationale — Communiqué du 11 octobre 1978).

Dans ses recommandations en matière de politique monétaire du 23 octobre 1978, la Banque Nationale s'adresse aux banquiers, aux caisses d'épargne privées, à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, au Crédit communal, à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, à la Caisse nationale de Crédit professionnel, à l'Institut National de Crédit agricole et au Bureau Central de Crédit hypothécaire (Bulletin de la Banque nationale de Belgique — Novembre 1978).

Les modifications apportées au cours du mois de novembre aux recommandations de politique monétaire adressées le 23 octobre 1978 par la Banque nationale aux intermédiaires financiers concernent le maintien d'un portefeuille minimum en effets et fonds publics et l'expansion des crédits à court terme aux entreprises (Bulletin de la Banque nationale de Belgique — Décembre 1978).

L'arrêté royal du 27 novembre 1978 autorise la Société nationale d'Investissement à procéder à une augmentation de capital à concurrence de 1 milliard de francs; les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour chacune des tranches ont été déterminées (« Moniteur belge » du 15 décembre 1978).

Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.)

Le Conseil de l'O.C.D.E. s'est réuni au niveau ministériel les 14 et 15 juin. Les Ministres des 24 pays membres se sont mis d'accord sur un programme général d'action concertée au plan international à mettre en œuvre pour réaliser une croissance économique durable, et sur les responsabilités que les différents pays membres devaient respectivement assumer pour contribuer à une croissance plus rapide, à une plus grande stabilité des prix, à un meilleur équilibre des paiements et à un renforcement des politiques énergétiques.

La 17e réunion à haut niveau du Comité d'Aide au Développement s'est tenue à Paris les 14 et 15 novembre. Les Ministres et les directeurs des organismes d'aide ont examiné leurs politiques de coopération pour le développement et ont eu un échange de vue sur les tendances futures à la lumière de la préparation d'une nouvelle stratégie internationale du développement. Ils ont évalué en particulier les possibilités d'accroître le volume et d'augmenter l'efficacité de l'aide publique au développement.

A l'occasion de la 35e réunion du conseil de direction de l'Agence internationale de l'Energie, les 12 et 13 avril à Tokyo, il a été discuté entre autres de l'évaluation des programmes énergétiques nationaux élaborés par les pays membres sur la base des 12 principes de politique énergétique, de l'évaluation des programmes nationaux de recherche et de développement, de l'examen d'une étude du secrétariat de l'Agence intitulée « Perspectives pour le charbon vapeur jusqu'à l'horizon 2000 » et de l'évaluation préliminaire du développement de l'énergie nucléaire dans les pays membres.

Les Ministres de l'Agriculture des pays membres de l'O.C.D.E. réunis à Paris les 9 et 10 février, se sont efforcés de déterminer les moyens propres à atténuer les conséquences des fluctuations et des déséquilibres des marchés agricoles internationaux et de tirer les conséquences des développements récents de l'industrie agro-alimentaire; une large partie des débats a été consacrée aux relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement dans les domaines agricoles et alimentaires.

Le Comité de l'éducation de l'O.C.D.E. a tenu sa première réunion au niveau des Ministres les 19 et 20 octobre à Paris. Il s'est particulièrement préoccupé d'améliorer la qualité de l'éducation en général et de renforcer le rôle que l'éducation peut jouer pour préparer les jeunes à la vie active et leur faciliter l'accès à l'emploi.

Prévoyance sociale

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 20 novembre 1978 portant exécution de l'article 149 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, a été publié dans le « Moniteur belge » du 25 novembre 1978.

Les arrêtés royaux du 10 août 1978, 29 septembre 1978 et 5 octobre 1978 modifient l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (« Moniteur belge » des 20 octobre 1978, 18 novembre 1978 et 7 octobre 1978).

L'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978 complétant l'article 7, § 1er, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs a été publié dans le « Moniteur belge » du 31 octobre 1978.

Le « Moniteur belge » du 11 avril 1978 a publié l'arrêté royal du 10 mars 1978 modifiant l'article 5, alinéa 4, de l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office national de sécurité sociale.

L'arrêté royal du 10 août 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 15 mars 1978, conclue au sein de la Commission paritaire pour la transformation du papier et du carton, relative à la sécurité d'existence (« Moniteur belge » du 17 octobre 1978).

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 29 mars 1977, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises horticoles, octroyant une allocation de sécurité d'existence (« Moniteur belge » du 21 janvier 1978).

L'arrêté royal du 27 février 1978 et l'arrêté ministériel du 13 mars 1978 modifient l'arrêté royal du 19 avril 1968 fixant les règles relatives au placement des disponibilités de l'Office national des pensions pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 18 mars 1978).

L'arrêté royal du 11 octobre 1978 et l'arrêté royal n° 6 du 11 octobre 1978 modifient la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties (« Moniteur belge » des 15 décembre 1978 et 30 décembre 1978).

L'arrêté royal du 27 octobre 1978 modifie l'arrêté royal du 25 mai 1972 portant création d'un service social collectif en faveur du personnel des communes, des établissements publics qui en dépendent et des associations de communes (« Moniteur belge » du 15 décembre 1978).

Deux arrêtés royaux du 27 octobre 1978 modifient l'arrêté royal du 10 novembre 1972 relatif à la cotisation due au service social collectif en faveur du personnel des communes, des établissements publics qui en dépendent et des associations de communes (« Moniteur belge » des 5 décembre 1978 et 7 décembre 1978).

L'arrêté royal du 3 février 1978 déterminant pour l'année 1978 le coefficient de réévaluation à appliquer aux plafonds de certaines cotisations sociales, a été publié dans le « Moniteur belge » du 10 février 1978.

Un autre arrêté royal du 3 février 1978 concerne le coefficient de réévaluation de certaines prestations sociales (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

L'arrêté royal du 2 mars 1978 concerne le coefficient de réévaluation à appliquer aux montants du minimum de moyens d'existence (« Moniteur belge » du 25 mars 1978).

L'arrêté royal du 19 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 25 août 1969 portant les conditions dans lesquelles des caisses de pension créées à l'initiative d'une ou de plusieurs organisations représentatives du corps médical des praticiens de l'art dentaire ou des pharmaciens peuvent être agréées (« Moniteur belge » du 29 avril 1978).

Le financement de l'aide sociale à certains travailleurs indépendants âgés rapatriés d'Afrique, est réglé par arrêté royal du 31 janvier 1978 et a été publié dans le « Moniteur belge » du 18 février 1978.

L'arrêté royal du 18 juillet 1978 modifie l'arrêté royal du 24 octobre 1936 modifiant et coordonnant les statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (« Moniteur belge » du 10 août 1978).

Un arrêté ministériel du 27 décembre 1978, par contre, modifie l'arrêté ministériel du 10 avril 1958 d'exécution des statuts de la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge (« Moniteur belge » du 30 décembre 1978).

L'arrêté royal du 6 juin 1978 modifiant l'arrêté royal du 29 avril 1969 portant règlement général en matière de revenu garanti aux personnes âgées a été publié dans le « Moniteur belge » du 15 septembre 1978.

L'arrêté royal du 16 mai 1978 modifie l'arrêté royal du 20 mai 1974 fixant en ce qui concerne les services d'aide familiale, le mode de fonctionnement du Fonds d'équipement et de services collectifs ainsi que les modalités d'octroi des interventions (« Moniteur belge » du 9 septembre 1978).

L'arrêté royal du 15 mars 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 13 décembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire concernant la sécurité d'existence pour les ouvriers et ouvrières des boulangeries industrielles et artisanales et des pâtisseries artisanales (« Moniteur belge » du 15 juillet 1978).

L'accord entre le Royaume de Belgique et la République française conclu en application de l'article 92 du Règlement C.E.E. n° 1408/71 du 14 juin 1971 relatif à la sécurité sociale des travailleurs migrants, et annexe, est signé à Paris le 3 octobre 1977 (« Moniteur belge » du 31 mai 1978).

L'arrêté royal du 30 mars 1978 portant approbation des nouveaux statuts de la Première Caisse commune d'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés a été publié dans le « Moniteur belge » du 31 mai 1978.

L'arrêté royal n° 15 du 23 octobre 1978 prolongeant les délais de prescription de l'action publique figurant dans certaines lois sociales a été publié dans le « Moniteur belge » du 9 novembre 1978.

Une loi du 24 novembre 1978 proroge la loi du 22 décembre 1977, prorogeant la loi du 9 juillet 1975, abrogeant l'article 62 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et instituant un régime de prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

Le « Moniteur belge » du 18 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 25 septembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 18 mars 1971 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens.

L'arrêté royal du 16 mai 1978 modifiant l'arrêté royal du 20 mai 1974 fixant en ce qui concerne les services d'aide familiale, le mode de fonctionnement du Fonds d'équipement et de services collectifs ainsi que les modalités d'octroi des interventions, a été publié dans le « Moniteur belge » du 3 octobre 1978.

L'arrêté royal du 21 août 1978 modifie l'arrêté royal du 25 septembre 1974 fixant, en ce qui concerne les institutions de garde d'enfants âgés de 0 à 3 ans, le mode de fonctionnement du Fonds d'équipements et de services collectifs, ainsi que les modalités d'octroi des interventions (« Moniteur belge » du 3 octobre 1978).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail, conclues au sein des Comités paritaires, fixant les montants, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation des avantages sociaux.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Entreprises horitcoles	8 février 1978	8 avril 1978
Entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles	16 janvier 1978	7 mars 1978
	31 août 1978	13 décembre 1978
	14 septembre 1978	22 décembre 1978
Grandes entreprises de vente au détail	11 avril 1978	25 juillet 1978
Industrie chimique	21 février 1978	10 juin 1978
Industrie des cuirs et peaux	3 mars 1978	15 juillet 1978

HANDICAPÉS

Deux arrêtés royaux du 31 octobre 1978 modifiant le chapitre XIV de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, ont été publiés dans le « Moniteur belge » des 14 novembre 1978 et 2 décembre 1978.

Un arrêté royal n° 14 du 23 octobre 1978 modifie la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés (« Moniteur belge » du 1er novembre 1978).

Deux arrêtés ministériels du 27 septembre 1977 déterminant la nomenclature et la valeur relative des prestations de réadaptation fonctionnelle et d'appareillage en matière de reclassement social des handicapés, ont été publiés dans le « Moniteur belge » des 11 janvier 1978 et 8 février 1978.

Un arrêté ministériel du 17 janvier 1978 modifiant l'arrêté ministériel du 9 avril 1964 fixant les conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur formation, réadaptation ou rééducation professionnelle, sont supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés, a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 janvier 1978.

Un arrêté ministériel du 13 mars 1978 détermine les modalités et les conditions d'agréation des logopèdes et des ergothérapeutes, en matière de reclassement social des handicapés (« Moniteur belge » du 13 juillet 1978).

L'arrêté ministériel du 10 mars 1978 fixant pour la région bruxelloise, la liste des spécialistes en matière de placement des handicapés, a été publié dans le « Moniteur belge » du 5 octobre 1978.

L'arrêté ministériel du 20 avril 1978 concerne l'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention complémentaire dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés (« Moniteur belge » du 26 octobre 1978).

Les arrêtés royaux du 10 mars 1978 et du 12 juin 1978 modifient l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics (« Moniteur belge » des 20 avril 1978 et 23 juin 1978).

L'arrêté ministériel du 14 juin 1978 modifie l'arrêté ministériel du 24 avril 1973 déterminant, en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés placés à charge des pouvoirs publics (« Moniteur belge » du 23 juin 1978).

L'arrêté ministériel du 14 juin 1978 modifie l'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des handicapés placés dans des institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat (« Moniteur belge » du 23 juin 1978).

Le « Moniteur belge » du 7 septembre 1978 a publié l'arrêté ministériel du 20 avril 1978 relatif à l'octroi par le Fonds national de reclassement social des handicapés, d'une intervention complémentaire dans la rémunération et les charges sociales, supportées par les ateliers protégés.

L'arrêté royal du 19 janvier 1978 concerne l'application de certaines conventions collectives de travail en matière de vacances annuelles, aux handicapés en formation ou réadaptation professionnelle (« Moniteur belge » du 12 avril 1978).

Un arrêté ministériel du 11 mars 1978 modifie l'arrêté ministériel du 24 avril 1973 déterminant en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés, placés à charge des pouvoirs publics et l'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des handicapés placés dans des institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat (« Moniteur belge » du 20 avril 1978).

L'arrêté ministériel du 13 février 1978 modifie l'arrêté ministériel du 14 mai 1965 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement ou l'aménagement de centres ou services de réadaptation fonctionnelle (« Moniteur belge » du 28 février 1978).

La fixation des nouveaux taux uniques des allocations, pensions et indemnités des invalides civils des guerres 1914-1918 et 1940-1945 et de leurs ayants droit, a été réglée par arrêté royal du 28 février 1978 et a été publiée dans le « Moniteur belge » du 25 mars 1978.

Le « Moniteur belge » du 25 mars 1978 a publié l'arrêté royal du 6 mars 1978 fixant le nombre de handicapés que doivent occuper les centres publics d'aide sociale.

Un arrêté royal du 16 novembre 1977 fixe les conditions d'octroi des subventions destinées à favoriser la pratique des activités physiques, des sports et de la vie en plein air par les handicapés et les modalités d'introduction des demandes de subvention (« Moniteur belge » du 16 février 1978).

L'arrêté royal du 2 mai 1977 modifiant, pour la région bruxelloise, l'arrêté royal du 11 septembre 1974 relatif aux subventions de l'Etat pour l'achat et l'équipement de constructions existantes destinées à servir d'établissements pour les handicapés a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 janvier 1978.

Un autre arrêté royal du 2 mai 1977 modifiant, pour la région bruxelloise, l'arrêté royal du 27 avril 1971, déterminant le taux et les conditions d'octroi des subventions allouées par l'Etat pour la construction, l'aménagement, l'agrandissement, la modernisation et l'équipement d'établissements spéciaux pour handicapés mentaux ou physiques a été publié dans le même « Moniteur belge » du 26 janvier 1978.

L'arrêté royal du 2 mai 1977 modifiant, pour la région bruxelloise, l'arrêté royal du 4 juin 1969 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subvention aux établissements d'utilité publique et aux associations sans but lucratif, pour la construction de homes pour handicapés adultes isolés, pour l'aménagement dans ce but d'établissements existants ainsi que pour leur équipement et leur mobilier d'installation a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 janvier 1978.

Un autre arrêté ministériel du 17 janvier 1978 modifie l'arrêté ministériel du 23 mai 1969 fixant les limites et conditions dans lesquelles les charges résultant du déplacement et du séjour des handicapés au lieu fixé pour leur éducation scolaire peuvent être supportées par le Fonds national de reclassement social des handicapés (« Moniteur belge » du 26 janvier 1978).

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Accidents du travail et maladies professionnelles

La loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail modifiée par la loi du 7 juillet 1978, a été publiée dans le « Moniteur belge » du 12 octobre 1978.

Un arrêté royal du 15 février 1978 modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1977 augmentant, à partir du 1er janvier 1978, pour certains bénéficiaires de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, l'allocation supplémentaire ou spéciale a été publié dans le « Moniteur belge » du 21 mars 1978.

L'arrêté royal du 16 juin 1978 modifie l'arrêté royal du 28 décembre 1971 fixant les règles spéciales d'application aux gens de mer de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » du 31 août 1978).

Un arrêté royal du 25 mai 1978 modifie l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » du 2 septembre 1978).

L'arrêté royal du 3 août 1978 accordant pour l'année 1978 une allocation à certains bénéficiaires de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail a été publié dans le « Moniteur belge » du 12 septembre 1978.

Un arrêté royal du 19 septembre 1978 modifie l'arrêté royal du 25 octobre 1971 étendant le champ d'application de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » du 20 octobre 1978).

L'arrêté royal du 17 août 1978 modifie l'arrêté royal du 30 mars 1978 mettant en concordance les lois relatives à la réparation des maladies professionnelles, coordonnées par l'arrêté royal du 3 juin 1970, avec la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail (« Moniteur belge » des 23 mai 1978 et du 30 août 1978).

L'arrêté royal du 15 février 1978 modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 concernant les allocations et l'assistance sociale accordées par le Fonds des accidents du travail a été publié dans le « Moniteur belge » du 5 avril 1978.

L'approbation de modifications aux statuts de la Caisse commune d'assurance contre les accidents du travail « Caisse nationale belge d'Assurance contre les Accidents du Travail » (Assubel), établie à Bruxelles, est réglée par arrêté royal du 19 décembre 1977 et a été publiée dans le « Moniteur belge » du 24 février 1978.

L'arrêté royal n° 9 du 23 octobre 1978 modifiant et complétant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, a été publié dans le « Moniteur belge » du 21 décembre 1978.

L'arrêté royal du 22 mai 1978 modifie l'arrêté royal du 22 décembre 1977 augmentant, à partir du 1er janvier 1978, pour certains bénéficiaires des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, l'allocation supplémentaire ou spéciale (« Moniteur belge » du 30 mai 1978).

L'arrêté royal du 3 août 1978 accordant, pour l'année 1978, une allocation à certains bénéficiaires des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, a été publié dans le « Moniteur belge » du 14 septembre 1978.

Allocations familiales

Le « Moniteur belge » du 29 décembre 1978 publie l'arrêté royal n° 27 du 15 décembre 1978 modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Les arrêtés royaux du 13 janvier 1978 et du 16 mai 1978, portent majoration du taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » des 26 janvier 1978 et 6 juin 1978).

Un arrêté royal du 21 août 1978 modifie l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours (« Moniteur belge » du 25 octobre 1978).

L'arrêté ministériel du 29 juin 1978 modifie l'arrêté ministériel du 26 mai 1958 fixant les journées de chômage assimilées à des journées de travail effectif pour motifs d'état civil, d'obligations civiques ou syndicales dans le régime des allocations familiales pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 24 août 1978).

L'arrêté royal du 16 février 1978 modifie l'arrêté royal du 26 septembre 1977 fixant le montant des cotisations à payer par les employeurs affiliés à la Caisse spéciale pour allocations familiales des administrations locales et régionales pour les travailleurs occupés par eux qui ne sont pas soumis à la législation sur la sécurité sociale des travailleurs (« Moniteur belge » du 25 mars 1978).

Chômage

Les arrêtés royaux du 29 mai 1978, 1er juin 1978 et 6 octobre 1978 modifient différents articles de l'arrêté royal du 20 décembre 1963, relatif à l'emploi et au chômage (« Moniteur belge » du 22 août 1978 et 22 décembre 1978).

L'arrêté ministériel du 4 juin 1964 relatif au chômage est modifié par l'arrêté ministériel du 1er décembre 1978 publié dans le « Moniteur belge » du 22 décembre 1978.

Un arrêté royal du 10 août 1978 modifie l'arrêté royal du 19 février 1975 relatif au droit aux allocations de chômage des travailleurs âgés licenciés (« Moniteur belge » du 2 septembre 1978).

L'arrêté royal du 29 mai 1978 rend obligatoire la convention collective de travail n° 17*quater*, conclue le 27 avril 1978 au sein du Conseil national du travail exécutant la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement (« Moniteur belge » du 29 juillet 1978).

Un arrêté royal du 12 octobre 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 5 juillet 1978, conclue au sein de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail, organisant la garantie et les modalités de liquidation de l'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement (« Moniteur belge » du 22 novembre 1978).

MALADIE-INVALIDITÉ

Un arrêté royal du 12 janvier 1978 fixant les conditions dans lesquelles les prestations de l'assurance maladie-invalidité obligatoire sont accordées aux personnes en provenance d'Indochine auxquelles la qualité de réfugié politique a été reconnue, a été publié dans le « Moniteur belge » du 20 janvier 1978.

Un arrêté royal du 15 février 1978 fixant les conditions dans lesquelles les prestations de l'assurance maladie-invalidité obligatoire sont accordées aux personnes en provenance d'Amérique latine auxquelles la qualité de réfugié politique a été reconnue, a été publié dans le « Moniteur belge » du 21 février 1978.

L'arrêté royal du 14 mars 1978 modifie l'arrêté royal du 16 décembre 1974 fixant une quote-part personnelle à charge des bénéficiaires en cas d'hospitalisation prolongée (« Moniteur belge » du 18 mars 1978).

Un arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixe les critères d'agréation en médecine générale et a été publié dans le « Moniteur belge » du 23 mars 1978.

Un arrêté royal du 31 mai 1978 modifie l'arrêté royal du 16 décembre 1963 fixant la composition des commissions permanentes chargées de négocier et de conclure les conventions nationales dans le cadre de l'assurance-soins de santé et a été publié dans le « Moniteur belge » du 9 juin 1978.

Un arrêté royal du 14 mars 1978 modifie l'arrêté royal du 16 décembre 1974 fixant une quote-part personnelle à charge des bénéficiaires en cas d'hospitalisation prolongée (« Moniteur belge » du 8 avril 1978).

L'arrêté royal du 23 juin 1978 modifie l'arrêté royal du 10 janvier 1969 déterminant les sanctions administratives applicables aux bénéficiaires du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« Moniteur belge » du 29 juin 1978).

Les arrêtés royaux des 7 juillet 1978 et 15 décembre 1978 modifient l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs (« Moniteur belge » des 15 juillet 1978 et 22 décembre 1978).

Les arrêtés royaux des 9 janvier 1978, 10 novembre 1977, 3 avril 1978, 1er juin 1978 et 21 novembre 1978 modifient les arrêtés royaux du 16 novembre 1973 et du 27 décembre 1967 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (« Moniteur belge » des 20 janvier 1978, 25 février 1978, 8 avril 1978, 13 juin 1978 et 25 novembre 1978).

Les arrêtés royaux suivants modifient l'arrêté royal du 24 décembre 1963 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques : 9 janvier 1978, 17 février 1978, 17 mars 1978 (2), 21 avril 1978, 22 juin 1978, 3 juillet 1978, 19 juillet 1978, 21 août 1978 et 14 novembre 1978 (« Moniteur belge » des 13 janvier 1978, 23 février 1978, 24 mars 1978, 31 mars 1978, 26 avril 1978, 29 juin 1978, 28 juillet 1978 (2), 30 août 1978 et 25 novembre 1978).

La loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est modifiée par les arrêtés royaux du 10 mai 1978, 23 juin 1978, 24 juillet 1978, 11 août 1978, 25 septembre 1978, 11 octobre 1978, 4 décembre 1978, 13 décembre 1978 et 14 décembre 1978 [« Moniteur belge » des 17 mai 1978, 29 juin 1978, 28 juillet 1978, 19 août 1978, 4 novembre 1978 (2), 14 décembre 1978 et 22 décembre 1978 (2)].

PENSIONS

Le « Moniteur belge » du 20 décembre 1978 a publié l'arrêté royal n° 26 du 15 décembre 1978 portant augmentation des pensions des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 11 octobre 1978 réévalue le montant de la prépension légale (« Moniteur belge » du 11 novembre 1978).

L'arrêté royal du 31 mai 1978 modifiant certaines dispositions relatives aux pensions des travailleurs salariés a été publié dans le « Moniteur belge » du 15 septembre 1978.

L'arrêté royal du 29 mars 1978 augmente le taux minimum de certaines pensions de retraite et de survie à charge du Trésor public (« Moniteur belge » du 27 mai 1978).

L'arrêté royal du 4 janvier 1978 déterminant les coefficients de réévaluation visés dans l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés a été publié dans le « Moniteur belge » du 13 janvier 1978.

Deux arrêtés royaux du 6 avril 1978 portant exécution de l'article 22*bis*, § 2, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés ont été publies dans le « Moniteur belge » des 25 avril 1978 et 23 mai 1978.

L'arrêté royal n° 17 du 30 novembre 1978 modifie l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 2 décembre 1978).

L'arrêté royal du 15 décembre 1978 déterminant l'activité professionnelle autorisée dans le chef des bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié a été publié dans le « Moniteur belge » du 20 décembre 1978.

L'arrêté royal n° 21 du 7 décembre 1978 remplaçant la section 2, prépension légale, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, a été publié dans le « Moniteur belge » du 23 décembre 1978.

Un arrêté royal du 28 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 27 décembre 1977 portant exécution du chapitre III, section 5 — prépension spéciale pour chômeurs âgés — et du chapitre V, section 6 — prépension spéciale pour invalides âgés — de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 11 mai 1978).

L'arrêté royal du 7 juillet 1978 modifie l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs (« Moniteur belge » du 18 octobre 1978).

L'arrêté royal n° 16 du 29 novembre 1978 portant création d'une allocation de chauffage au profit de certains bénéficiaires d'une pension à charge du régime de pension pour travailleurs salariés, a été publié dans le « Moniteur belge » du 2 décembre 1978.

Un arrêté royal du 30 novembre 1978 concerne les conditions d'octroi et les modalités de paiement de l'allocation de chauffage accordée à certains bénéficiaires d'une pension à charge du régime de pension pour travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 2 décembre 1978).

L'arrêté royal du 15 décembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve, a été publié dans le « Moniteur belge » du 20 décembre 1978.

L'arrêté royal du 27 juin 1978 et l'arrêté royal du 10 novembre 1978 prorogent les effets de l'article 22, § 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 novembre 1969 déterminant pour le personnel navigant de l'aviation civile les règles spéciales pour l'ouverture du droit à la pension et les modalités spéciales d'application de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés (« Moniteur belge » du 18 novembre 1978).

L'arrêté royal du 12 juillet 1978 modifie l'arrêté royal du 10 mai 1963 relatif aux majorations de rentes de vieillesse et de veuve, prévues par la loi du 12 février 1963 relative à l'organisation d'un régime de pension de retraite et de survie au profit des assurés libres (« Moniteur belge » du 15 septembre 1978).

Un arrêté royal du 13 juillet 1978 rendant obligatoire la Convention collective de travail du 26 avril 1978, conclue au sein de la Commission paritaire de la batellerie, modifiant la Convention collective de travail du 13 novembre 1975, octroyant une pension supplémentaire à charge du « Fonds pour la navigation rhénane et intérieure » a été publié dans le « Moniteur belge » du 8 septembre 1978.

Le « Moniteur belge » du 31 janvier 1978 a publié la loi du 27 décembre 1977 modifiant la législation relative aux pensions et rentes de guerre ainsi que celle afférente aux pensions de retraite et de survie du secteur public.

Un arrêté royal du 7 juillet 1978 portant exécution des articles 20 et 23 de la loi du 27 décembre 1977, modifiant la législation relative aux pensions et rentes de guerre ainsi que celle afférente aux pensions de retraite et de survie du secteur public a été publié dans le « Moniteur belge » du 9 août 1978.

Un arrêté ministériel du 5 juillet 1978 fixe la valeur en espèces du charbon accordé aux ouvriers mineurs pensionnés et à leurs veuves (« Moniteur belge » du 15 juillet 1978).

Un arrêté royal du 7 juillet 1978 modifie l'arrêté royal du 28 mai 1958 portant statut du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs en matière d'organisation du régime de pensions de retraite et de veuve (« Moniteur belge » du 15 juillet 1978).

Le « Moniteur belge » du 27 mai 1978 a publié l'arrêté royal du 29 mars 1978 relatif aux pensions et rentes de survie du personnel de carrière des cadres d'Afrique.

L'arrêté royal du 29 mars 1978 portant exécution de l'article 4 de la loi du 20 juillet 1977 modifiant la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et la loi du 16 juin 1970 relative aux bonifications pour diplômes en matière de pensions des membres de l'enseignement, a été publié dans le « Moniteur belge » du 27 mai 1978.

Le « Moniteur belge » du 20 mai 1978 a publié la loi du 5 avril 1978 relative à l'octroi d'une allocation aux pensionnés du secteur public.

Un arrêté royal du 12 avril 1978 rendant le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel de l'Institut économique et social des Classes moyennes a été publié dans le « Moniteur belge » du 17 mai 1978.

La loi du 30 décembre 1977 modifiant et complétant la législation relative aux pensions et rentes des victimes civiles des deux guerres et de leurs ayants droit, a été publiée dans le « Moniteur belge » du 17 février 1978.

Les arrêtés royaux du 22 décembre 1977 et du 8 février 1978 modifient l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés (« Moniteur belge » des 5 janvier 1978 et 11 février 1978).

La loi du 29 novembre 1977 complétant la loi du 11 juillet 1973, valorisant pour le calcul de la pension de retraite, les services non rétribués prestés comme employés volontaires dans les greffes et les parquets, a été publiée dans le « Moniteur belge » du 7 janvier 1978.

Les arrêtés royaux du 15 décembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 19 novembre 1970 relatif au régime de pension d'invalidité des ouvriers mineurs, ont été publiés dans le « Moniteur belge » du 22 décembre 1978.

Vacances annuelles

Les arrêtés royaux du 29 septembre 1978 et 17 octobre 1978 modifient l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, (« Moniteur belge » des 26 octobre 1978 et 18 novembre 1978).

Le « Moniteur belge » du 16 décembre 1978 a publié l'arrêté royal n° 8 du 23 octobre 1978 qui modifie l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des ouvriers mineurs du fonds.

Un arrêté royal du 10 mars 1978 fixant pour les travailleurs manuels assujettis à la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la rémunération fictive afférente aux journées d'inactivité assimilées à des journées de travail effectif par la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés a été publié dans le « Moniteur belge » du 7 avril 1978.

Un arrêté royal du 24 avril 1978 modifiant en ce qui concerne les congés annuels de vacances l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat a été publié dans le « Moniteur belge » du 31 mai 1978.

La Convention collective de travail du 16 septembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire de l'armurerie à la main, concernant l'octroi d'un jour de congé supplémentaire d'ancienneté aux ouvriers et ouvrières est rendue obligatoire par arrêté royal du 3 mars 1978 et a été publiée dans le « Moniteur belge » du 1er juillet 1978.

Le « Moniteur belge » du 2 septembre 1978 a publié l'arrêté royal du 9 juin 1978 rendant obligatoire la Convention collective de travail du 14 février 1978, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du diamant, modifiant la convention collective de travail du 3 avril 1975 concernant les vacances annuelles.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

L'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants est modifié par les arrêtés royaux des 13 février 1978 et 3 août 1978 (« Moniteur belge » des 24 mai 1978 et 14 septembre 1978).

Le « Moniteur belge » du 5 décembre 1978 a publié l'arrêté royal du 18 septembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 29 décembre 1967 relatif aux droits des anciens colons dans le cadre du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Un arrêté royal du 15 décembre 1978 détermine l'activité professionnelle autorisée dans le chef des bénéficiaires d'une pension de travailleur indépendant (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

L'arrêté royal du 15 décembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant un régime d'assurance contre l'incapacité de travail en faveur des travailleurs indépendants, a été publié dans le « Moniteur belge » du 23 décembre 1978.

Un arrêté royal du 18 octobre 1978 adaptant certaines références contenues dans les dispositions légales relatives aux prestations familiales des travailleurs indépendants, a été publié dans le « Moniteur belge » du 18 novembre 1978.

Un arrêté royal du 15 décembre 1978 allouant pour 1978 une deuxième allocation spéciale en faveur des enfants des travailleurs indépendants, a été publié dans le « Moniteur belge » du 20 décembre 1978.

L'arrêté royal du 15 décembre 1978 modifie l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendu aux travailleurs indépendants (« Moniteur belge » du 23 décembre 1978).

Un arrêté ministériel du 20 janvier 1978 répartissant le déficit administratif de la Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants pour chacune des années à partir de 1968, entre l'I.N.A.S.T.I. et l'I.N.A.M.I., a été publié dans le « Moniteur belge » du 1er avril 1978.

Le « Moniteur belge » du 11 janvier 1978 a publié l'arrêté royal du 20 décembre 1977 déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour l'année 1978 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Prix

RÉGLEMENTATION PAR PRODUIT

BRIQUES

L'arrêté ministériel du 16 février 1978 (« Moniteur belge » du 25 février 1978) augmente les prix maxima des briques.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE BASSE TENSION

L'arrêté ministériel du 12 décembre 1977 (« Moniteur belge » du 7 février 1978) modifie les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension.

LAIT DE CONSOMMATION

L'arrêté ministériel du 29 mai 1978 fixe les prix maxima de vente du lait de consommation à 16 F et 16,75 F le litre selon qu'il s'agit de lait vendu dans les magasins de détail ou de lait remis au domicile du consommateur (« Moniteur belge » du 1er juin 1978).

L'arrêté ministériel du 6 octobre 1978 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1978) autorise une hausse de prix de 0,50 F au litre pour le lait entier pasteurisé.

LAMPES A INCANDESCENCE

L'arrêté ministériel du 4 octobre 1978 relève les prix maxima de vente de lampes à incandescence de 5 % (« Moniteur belge » du 13 octobre 1978).

LOYERS

La loi du 13 novembre 1978 réglant temporairement les baux et autres conventions concédant la jouissance d'un immeuble (« Moniteur belge » du 29 novembre 1978) règle l'adaptation des loyers et la durée des baux pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1979. Le loyer ne peut dépasser le montant au 30 novembre 1978, majoré de 4 %.

PARFUMERIE

Par l'arrêté ministériel du 2 juin 1978, l'arrêté ministériel du 3 avril 1974 bloquant les prix des produits de parfumerie, des articles de toilette et des produits cosmétiques est abrogé (« Moniteur belge » du 9 juin 1978).

SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES

La loi du 24 novembre 1978 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978) proroge le régime actuel en matière de prix des produits pharmaceutiques jusqu'au 31 décembre 1980.

TRAINS, TRAMS ET BUS

L'arrêté ministériel du 24 juillet 1978 approuve les augmentations des prix des transports de voyageurs par train, tram et bus à partir du 1er août 1978 (« Moniteur belge » du 27 juillet 1978).

VIANDES

Les arrêtés ministériels des 6 janvier, 6 mars, 28 avril, 30 mai, 26 juin et 14 novembre 1978 (« Moniteur belge » des 11 janvier, 9 mars, 4 mai, 2 juin, 29 juin et 17 novembre 1978) déterminent de nouveaux prix à la consommation pour toutes les catégories de viandes bovines et porcines.

Recherche scientifique

Le « Moniteur belge » du 15 avril 1978 publie la loi du 28 décembre 1977 portant approbation de l'accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne pour la réalisation en commun d'un programme de recherches susceptibles d'aboutir aux applications industrielles de procédés de gazéification souterraine de houille et de lignite, signé à Bruxelles le 1er octobre 1976.

Le « Moniteur belge » du 19 avril 1978 publie l'arrêté royal du 13 février 1978 portant financement de la tranche 1978 du plan pluriannuel 1976-1981 d'actions de recherche concertées entre l'Etat et certaines institutions universitaires.

Le « Moniteur belge » du 17 mai 1978 publie l'arrêté royal du 17 mars 1978 fixant les cadres linguistiques des Services de programmation de la politique scientifique.

Le « Moniteur belge » du 7 septembre 1978 publie l'arrêté royal du 20 juillet 1978 relatif au financement de la tranche 1978 de certains projets de recherche et de développement.

Réglementation de la production et du commerce

LÉGISLATION COMMERCIALE

La loi du 4 août 1978 de réorientation économique (« Moniteur belge » du 17 août 1978) contient une série de dispositions relatives au commerce, à l'artisanat, aux professions :

— la deuxième section du chapitre Ier du titre Ier est relative au Fonds de Garantie créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel;

— le chapitre II du titre Ier modifie le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel;
— le chapitre IV du titre Ier modifie la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;
— la section I du chapitre IV du titre III modifie les lois relatives au registre du commerce coordonnées le 20 juillet 1964;
— la section III du chapitre IV du titre III modifie les lois coordonnées sur les sociétés commerciales;
— la section IV du chapitre IV du titre III modifie la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce;
— le titre V est relatif à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes notamment en ce qui concerne l'accès à une profession indépendante (section I).

La loi du 31 mars 1978 modifie le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

L'arrêté royal du 15 février 1978 relève le montant pour lequel l'Etat donne sa garantie au profit de l'outillage artisanal (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

La loi du 4 août 1978 porte à 20 milliards de francs le plafond des engagements du Fonds de garantie créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel (« Moniteur belge » du 17 août 1978).

L'arrêté royal du 10 octobre 1978 porte exécution des articles de la loi du 4 août 1978 relatifs au Fonds de garantie (« Moniteur belge » du 24 octobre 1978).

L'arrêté royal du 29 juin 1978 porte à 75 milliards de francs le plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel à partir du 1er mai 1978 (« Moniteur belge » du 25 août 1978).

L'arrêté ministériel du 9 octobre 1978 charge les fonctionnaires et agents de l'Inspection générale économique de contrôler l'exécution de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales (« Moniteur belge » du 18 octobre 1978).

Les arrêtés royaux du 26 mai et du 16 novembre 1978 sont relatifs à l'indication des prix des papiers de tenture (« Moniteur belge » des 6 juin et 28 novembre 1978).

La loi du 24 mars 1978, l'arrêté royal du 25 mars 1978, l'arrêté ministériel du 28 mars 1978 et l'arrêté ministériel du 29 novembre 1978 sont relatifs aux actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale (« Moniteur belge » des 7 avril et 23 décembre 1978).

Un arrêt du 15 mars 1978 du Conseil d'Etat annule l'article 1er de l'arrêté royal du 22 avril 1974 portant certaines dérogations à l'interdiction de ventes itinérantes (« Moniteur belge » du 28 avril 1978).

L'arrêté royal du 7 mars 1978 détermine la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé (« Moniteur belge » du 13 mai 1978 — Errata dans le « Moniteur belge » du 10 novembre 1978).

L'arrêté royal du 20 juillet 1978 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1975 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises (« Moniteur belge » du 26 août 1978).

L'arrêté ministériel du 20 décembre 1977 est relatif à la formation permanente dans les Classes moyennes (« Moniteur belge » du 11 mars 1978).

L'arrêté ministériel du 2 janvier 1978 modifie les dispositions modifiant l'intervention du Fonds (« Moniteur belge » du 2 février 1978).

La loi du 8 mai 1978 modifie la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des Classes moyennes (« Moniteur belge » du 17 juin 1978).

L'arrêté royal du 24 février 1978 modifie l'arrêté royal du 15 avril 1977 relatif à l'organisation des Classes moyennes (« Moniteur belge » du 12 mai 1978).

La loi du 10 avril 1978 modifie la loi du 6 mars 1964 portant organisation des Classes moyennes (« Moniteur belge » du 25 mai 1978).

La loi du 7 août 1978 charge le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a les Classes moyennes dans ses attributions de rédiger un rapport annuel des Classes moyennes (« Moniteur belge » du 21 septembre 1978).

L'arrêté royal du 24 février 1978 instaure des conditions d'exercice de l'activité professionnelle de blanchisseur et de dégraisseur-teinturier dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 21 avril 1978).

L'arrêté royal du 3 octobre 1978 porte exécution de l'article 48 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique (« Moniteur belge » du 28 octobre 1978).

L'arrêté royal du 28 juin 1978 modifie l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (« Moniteur belge » du 8 septembre 1978).

L'arrêté royal du 6 octobre 1978 porte exécution de l'article 22*bis* des lois coordonnées relatives au registre de commerce (« Moniteur belge » du 26 octobre 1978).

L'arrêté royal du 14 novembre 1978 modifie l'arrêté royal du 8 avril 1965 instaurant le repos hebdomadaire dans les branches commerciales de la boulangerie et de la pâtisserie (« Moniteur belge » du 29 décembre 1978).

L'arrêté royal du 9 décembre 1977 modifie l'arrêté royal du 4 avril 1953 réglant l'exécution des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953 (« Moniteur belge » du 27 janvier 1978).

L'arrêté royal du 7 mars 1978 est relatif aux instruments de pesage totalisateurs continus (« Moniteur belge » du 19 avril 1978).

L'arrêté royal du 9 août 1978 modifie l'arrêté royal du 9 septembre 1975 relatif aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique (« Moniteur belge » du 19 août 1978).

L'arrêté royal du 9 août 1978 modifie l'arrêté royal du 9 septembre 1975 relatif aux poids de 1 mg à 50 kg (« Moniteur belge » du 19 août 1978).

Deux arrêtés royaux du 9 août 1978 sont relatifs aux tables alcoométriques et aux alcoomètres et aéromètres pour alcool (« Moniteur belge » du 21 septembre 1978).

Le « Moniteur belge » du 24 mars 1978 publie la dénonciation par la Belgique de l'accord de La Haye du 6 juin 1947 relatif à la création d'un Bureau international des brevets, révisé à La Haye le 16 février 1961.

Dans le « Moniteur belge » du 23 mai 1978 paraissent des modifications du Règlement d'exécution de la Convention Benelux en matière de dessins ou modèles et annexe, signées à Bruxelles le 25 octobre 1966.

Les arrêtés royaux du 9 mars et du 10 juillet 1978 modifient l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » des 23 mars et 6 septembre 1978).

La loi du 26 juin 1978 modifie la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention et la loi du 30 décembre 1925 portant modification des lois relatives aux brevets d'invention, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels et à la propriété industrielle en général (« Moniteur belge » du 30 septembre 1978).

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 réglemente le commerce de matériels de multiplication des espèces de plantes fruitières (« Moniteur belge » du 24 mai 1978).

L'arrêté royal du 12 août 1978 modifie l'arrêté royal du 13 juin 1973, concernant la commercialisation des semences de légumes (« Moniteur belge » du 23 septembre 1978).

L'arrêté royal du 18 septembre 1978 porte modification de l'arrêté royal du 6 octobre 1977 relatif au commerce des engrais et des amendements du sol (« Moniteur belge » du 24 octobre 1978).

RÉGLEMENTATION DE L'ÉNERGIE

L'arrêté royal du 30 décembre 1977 est relatif au remplissage de bouteilles de gaz de pétrole liquéfié et de gaz qui peuvent y être assimilés (« Moniteur belge » du 20 janvier 1978).

L'arrêté royal du 30 décembre 1977 modifie l'arrêté royal du 2 juin 1977 relatif à l'utilisation de combustibles pétroliers et de gaz naturel et au stockage de combustibles fossiles par les centrales électriques (« Moniteur belge » du 26 janvier 1978).

L'arrêté royal du 20 janvier 1978 modifie l'arrêté royal du 2 juin 1977 relatif à l'utilisation de combustibles pétroliers et de gaz naturel et au stockage de combustibles fossiles par les centrales électrique (« Moniteur belge » du 8 février 1978).

L'arrêté royal du 26 juin 1978 modifie certains arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électriques (« Moniteur belge » du 19 juillet 1978).

La loi du 20 juillet 1978 établit des dispositions propres à permettre à l'Agence internationale de l'Energie atomique d'effectuer des activités d'inspection et de vérification sur le territoire belge, en exécution de l'Accord international du 5 avril 1973 pris en application des §§ 1er et 4 de l'article III du Traité du 1er juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires (« Moniteur belge » du 17 octobre 1978).

L'arrêté royal du 25 septembre 1978 porte réglementation de l'emploi des dénominations et des caractéristiques des huiles minérales lourdes destinées à être utilisées comme combustibles (« Moniteur belge » du 23 novembre 1978).

RÉGLEMENTATION DE LA PRODUCTION

La loi du 20 janvier 1978 organise l'association des holdings à la planification économique et modifie le statut des sociétés à portefeuille (« Moniteur belge » du 10 février 1978).

L'arrêté royal du 11 avril 1978 est relatif aux conditions d'exploitations liées à l'arrêté de concession n° 78/A/25 du 10 avril 1978 pour l'exploitation de sable sur le plateau continental de la Belgique, accordée au Ministre des Travaux publics (« Moniteur belge » du 5 juillet 1978).

L'arrêté royal du 5 juin 1978 modifie l'arrêté royal du 21 avril 1976 réglementant l'usage des eaux souterraines (« Moniteur belge » du 20 juin 1978).

La loi du 26 juin 1978 modifie la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention et la loi du 30 décembre 1925 portant modification des lois relatives aux brevets d'invention, aux marques de fabrique et de commerce, aux dessins et modèles industriels et à la propriété industrielle en général (« Moniteur belge » du 30 septembre 1978).

L'arrêté royal du 20 juillet 1978 porte modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1975 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises (« Moniteur belge » du 26 août 1978).

L'arrêté royal du 4 août 1978 modifie l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des explosifs (« Moniteur belge » du 31 août 1978).

Deux arrêtés royaux du 9 août 1978 sont relatifs aux tables alcoométriques et aux alcoomètres et aréomètres pour alcool (« Moniteur belge » du 21 septembre 1978).

Salaires (Voir aussi Prévoyance sociale et Travail)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

Fixations et conditions de rémunération et de travail

L'arrêté royal du 19 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail (n° 33) du 28 février 1978, conclue au sein du Conseil national du Travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen aux mineurs d'âge occupés à des activités ou dans des secteurs ne dépendant pas d'une commission paritaire ou dépendant d'une commission paritaire non constituée (« Moniteur belge » du 7 septembre 1978).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agriculture	15 février 1978	28 avril 1978
Alimentation (commerce)	31 octobre 1978	29 décembre 1978
Alimentation (industrie)		
— abattoirs	16 octobre 1978	28 novembre 1978
— biscotteries	14 septembre 1978	25 octobre 1978
— biscuiteries, spéculoos, pains azymes et pain d'épices	14 septembre 1978	21 décembre 1978
— boulangeries (artisanales)	3 mars 1978	1er juillet 1978
— boulangeries (industrielles)	15 mars 1978	26 juillet 1978
— boyauderies	31 octobre 1978	21 décembre 1978
— candiseries	14 septembre 1978	21 décembre 1978
— entreprises de fabrication d'aliments de régime, de produits pour entremets et desserts, d'essence et extraits, de spécialités alimentaires et de cafés solubles	12 octobre 1978	14 décembre 1978
— fondoirs de graisse	12 octobre 1978	22 novembre 1978
— industrie du poisson	29 septembre 1978	22 novembre 1978
— malteries	12 octobre 1978	21 décembre 1978
— pâtisseries artisanales, glaciers et confiseurs artisanaux	20 octobre 1977	4 janvier 1978
— pâtisseries (industrielles)	14 septembre 1978	28 novembre 1978
— sauneries, moutarderies et vinaigreries	6 octobre 1978	14 décembre 1978
— sucreries, raffineries de sucre, fabriques de sucre invertis et d'acides citriques	29 septembre 1978	8 novembre 1978
— torréfaction de café	12 octobre 1978	21 décembre 1978
— travail de la viande	30 octobre 1978	31 décembre 1978
Ameublement et industries transformatrices du bois	30 mars 1978	19 septembre 1978
Apprêt et teinture de peaux de lapin	9 mars 1978	13 octobre 1978
Armuerie à la main	3 mars 1978	26 juin 1978
Banques	27 avril 1978	25 juillet 1978
Batellerie		
— certains matelots	19 août 1978	14 octobre 1978
— navigation par poussage et en continu	21 février 1978	24 mars 1978
— personnel navigant	15 février 1978	13 avril 1978
Blanchisseries et entreprises de teinture et dégraissage	12 juillet 1977	4 janvier 1978
	15 mars 1978	11 mai 1978
	3 mars 1978	16 septembre 1978
Briquetteries	30 mars 1978	27 juin 1978
Carrières		
— carrières et scieries de marbre	22 juin 1978	7 octobre 1978
Céramique	8 février 1978	19 avril 1978
Chimie	21 février 1978	16 mars 1978
	1er juin 1978	21 juillet 1978
	28 juin 1978	28 novembre 1978
Coiffure et soins de beauté	21 février 1978	16 juin 1978
Constructions	14 novembre 1977	20 janvier 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	8 septembre 1978	21 octobre 1978
— carrosseries	4 septembre 1978	20 octobre 1978
— entreprises commerciales	3 mars 1978	6 juillet 1978
	31 août 1978	11 octobre 1978
	4 septembre 1978	11 octobre 1978
— entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie	31 août 1978	12 octobre 1978
	4 septembre 1978	12 octobre 1978
Coupure de poils	15 mars 1978	21 septembre 1978
Couture pour dames	1er juin 1978	25 août 1978

Diamants (industrie et commerce)	19 avril 1978	7 juillet 1978
	1er juin 1978	5 septembre 1978
	14 septembre 1978	1er décembre 1978
Entreprise de courtage et agences d'assurances	8 août 1977	12 janvier 1978
Entreprises forestières	19 juillet 1978	12 septembre 1978
Entreprises de garage	8 mai 1978	27 juillet 1978
	11 avril 1978	2 août 1978
Horticulture (entreprises)		
— certaines entreprises horticoles	10 août 1978	7 octobre 1978
— floriculture	21 novembre 1978	15 décembre 1978
— parcs et jardins	16 novembre 1977	1er février 1978
— pépinières	14 septembre 1978	7 octobre 1978
Import, Export, Transit et Commerce extérieur	12 juillet 1977	11 février 1978
	8 mai 1978	17 novembre 1978
Industrie du bois	19 janvier 1978	3 mars 1978
Industrie cinématographique	19 juillet 1978	5 décembre 1978
Industrie des cuirs et peaux		
— articles de voyage et de maroquinerie	8 mai 1978	19 septembre 1978
— ganteries	16 mai 1978	8 novembre 1978
— tanneries, chamoiseries et mégisseries	19 décembre 1977	2 mars 1978
Industrie de la faïence et de la porcelaine	5 janvier 1978	18 mars 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	15 mars 1978	19 juillet 1978
	28 juillet 1978	8 décembre 1978
Industrie hôtelière	11 juillet 1978	6 septembre 1978
Industrie textile	29 novembre 1977	18 janvier 1978
Institutions subsidiées de l'Enseignement libre	28 septembre 1977	26 janvier 1978
Maîtres-tailleurs, tailleuses et couturières	10 août 1978	9 novembre 1978
Nettoyage et désinfection (entreprises)	22 juin 1978	19 octobre 1978
Pêche maritime	13 avril 1978	16 septembre 1978
Ports	13 décembre 1977	11 février 1978
	9 mars 1978	12 mai 1978
Poteries ordinaires en terre commune	12 juillet 1977	25 janvier 1978
	30 mars 1978	15 septembre 1978
Récupération de chiffons	29 septembre 1978	25 novembre 1978
Récupération de métaux	11 avril 1978	18 juillet 1978
Réparation de navires	9 mars 1978	5 septembre 1978
	7 juillet 1978	8 septembre 1978
Services de garde	15 mars 1978	20 avril 1978
	19 juillet 1978	19 août 1978
	11 juillet 1978	6 septembre 1978
	10 août 1978	6 septembre 1978
	10 août 1978	14 septembre 1978
Services de santé	26 juillet 1977	4 janvier 1978
Tannerie	27 avril 1978	7 septembre 1978
Transports		
— entreprises d'autocars	19 janvier 1978	25 février 1978
	19 juillet 1978	7 décembre 1978
— entreprises de déménagement	22 novembre 1977	18 janvier 1978
	19 décembre 1977	24 février 1978
	19 juillet 1978	7 décembre 1978
— services publics d'autobus	7 juin 1978	1er juillet 1978
— transports de choses	1er juin 1978	1er juillet 1978
	19 juillet 1978	24 novembre 1978
	19 juillet 1978	14 décembre 1978
Travaux chimiques agricoles et horticoles	24 janvier 1978	7 mars 1978
	31 août 1978	13 décembre 1978
Verreries	16 janvier 1978	7 mars 1978

RATTACHEMENT DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les arrêtés royaux rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires concernant le rattachement des salaires des ouvriers à l'indice des prix à la consommation :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Agriculture	15 février 1978	28 avril 1978
Alimentation (industrie)		
— industrie de légumes	9 décembre 1977	28 février 1978
Batellerie		
— personnel navigant	15 février 1978	13 avril 1978
Compagnies aériennes	25 octobre 1978	30 novembre 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	14 septembre 1978	23 novembre 1978
Institutions subsidiées de l'Enseignement libre	16 novembre 1977	27 janvier 1978
Ports	19 juillet 1978	8 septembre 1978
Préparation du lin	5 juillet 1978	22 novembre 1978
Transformation du papier et du carton	10 mai 1978	22 novembre 1978

RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 29 avril 1977 conclue au sein de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés, fixant les conditions de travail et de rémunérations (« Moniteur belge » du 31 janvier 1978).

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires une série de conventions :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de parution au « Moniteur belge »*
Alimentation (industrie)	22 décembre 1977	21 février 1978
Chimie	14 mars 1978	20 juillet 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	11 avril 1978	27 juillet 1978
Industrie papetière	1er septembre 1978	14 octobre 1978
Services de garde	19 juillet 1978	19 août 1978
	10 août 1978	5 septembre 1978

Statistiques

GÉNÉRALITÉS

Le « Moniteur belge » du 13 janvier 1978 publie l'arrêté royal du 30 décembre 1977 prolongeant l'arrêté royal du 27 janvier 1970 imposant la déclaration des stocks de diamant non taillé, ainsi que la déclaration de leur taille.

Le « Moniteur belge » du 1er mars 1978 publie l'arrêté royal du 24 octobre 1977 modifiant l'arrêté royal du 10 janvier 1975 portant exécution de l'article 19, alinéa 1er, 1°, de la loi du 4 juillet 1962 autorisant le gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays.

Le « Moniteur belge » du 14 juin 1978 publie l'arrêté royal du 2 juin 1978 prescrivant une enquête annuelle par sondage sur l'activité des entreprises de commerce de gros et de détail.

Le « Moniteur belge » du 28 juin 1978 publie l'arrêté royal du 20 février 1978 prescrivant l'élaboration d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques.

Le « Moniteur belge » du 30 juin 1978 publie l'arrêté royal du 31 mars 1978 maintenant en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks.

Le « Moniteur belge » du 16 septembre 1978 publie l'arrêté royal du 23 juin 1978 modifiant une annexe de l'arrêté royal du 1er juillet 1971 prescrivant un recensement annuel agricole et horticole au 15 mai.

Les statistiques officielles sont publiées dans les divers bulletins de l'I.N.S. pendant l'année 1977 :

AGRICULTURE

Les « Statistiques agricoles » publient des statistiques mensuelles et trimestrielles concernant l'agriculture et, de temps à autre, des statistiques semestrielles ou annuelles ainsi en 1978 :

— la lutte contre la tuberculose bovine : de 1952 à 1977 (nos 1 et 2);
— la répartition des abattoirs suivant le tonnage abattu — années 1972 à 1977 (nos 3, 4 et 5);
— le recensement agricole et horticole au 15 mai 1977 (nos 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9) et au 1er décembre 1977 (nos 6 et 7);
— le recensement des cultures maraîchères en plein air au 1er septembre 1977 (nos 3, 4 et 5);
— les salaires dans l'agriculture (nos 6 et 7);
— le relevé du nombre de permis de chasse (nos 6 et 7);
— les bois soumis au régime forestier (nos 6, 7, 10 et 11);
— les stocks de bois au 31 décembre 1977 (nos 10 et 11).

Le « Bulletin de Statistique » (1978) publie les statistiques suivantes :

— classification des exploitations agricoles d'après leur orientation technico-économique sur base du recensement agricole et horticole au 15 mai 1976 (n° 11);
— le recensement agricole et horticole au 15 mai 1976. Quelques aspects structurels de l'agriculture et leur évolution depuis 1970 (n° 11).

COMMERCE

Les « Statistiques du commerce » publient une fois l'an des données mensuelles et trimestrielles concernant tant le commerce extérieur et intérieur que le tourisme. Les séries annuelles ou semestrielles suivantes ont également paru :

— statistique annuelle du commerce de gros en produits alimentaires et boissons 1974-1975 (nos 1, 2, 3, 7, 8 et 9);
— statistique de l'exploitation des salles de cinéma — Année 1976 (nos 1, 2 et 3);
— statistique semestrielle des stocks de charbon domestique détenus par les commerçants disposant d'une capacité de stockage de 200 tonnes et plus — Situation au 30 juin 1977 (nos 1, 2 et 3) et situation au 31 décembre 1977 (nos 7, 8 et 9);
— statistique des ventes, des prêts à tempérament et des prêts personnels ou prêts sous signature — 1er semestre 1977 (nos 1, 2 et 3) et 2e semestre 1977 (nos 4, 5 et 6);
— statistique des stocks de vin détenus par les commerçants au 31 août 1977 (nos 4, 5 et 6);
— statistique annuelle de l'activité des établissements de vente, de réparation et d'entretien de véhicules à moteur et de cycles — année 1975-1976 (nos 4, 5 et 6);
— statistique du tourisme et de l'hôtellerie — Saison 1977 (nos 4, 5 et 6);
— statistique du tourisme et de l'hôtellerie — Année 1977 (nos 4, 5 et 6);
— nombre de points de vente de carburants pour véhicules à moteur — Situation au 31 décembre 1975-1976-1977 (nos 7, 8 et 9);
— les vacances de la population belge — 1975-1976 (nos 7, 8 et 9).

Dans le « Bulletin Statistique » sont publiées les statistiques suivantes :

— le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1977 (nos 7 et 8);
— les vacances de la population belge en 1976 (n° 9).

FINANCES

Dans le « Bulletin Statistique » sont publiées des enquêtes concernant :

— les dépôts d'épargne et placements des sociétés privées hypothécaires, d'épargne et de capitalisation, 1973-1976 (n° 3);
— les successions et mutations par décès — Années 1970 à 1974 (n° 3);

— les déclarations à l'impôt des personnes physiques pour les exercices d'imposition 1972 et 1974. Répartition des revenus d'après leur nature, le groupe socio-professionnel des contribuables ou la composition du ménage (nos 7 et 8);

— les revenus imposables des personnes physiques et leur répartition régionale selon le niveau du revenu — Exercice d'imposition 1976 (nos 7 et 8);

— les comptes nationaux de la Belgique 1967-1976 (n° 4), et 1968-1977 (n° 10);

— caractéristiques complémentaires de l'évolution économique selon les comptes nationaux. 1967-1976 (n° 5);

— les comptes sociaux européens (n° 11).

La Banque nationale de Belgique publie tous les mois un état de la situation globale des banques en Belgique.

Mois concernés	*Date de la publication au « Moniteur belge »*
Janvier	22 mars 1978
Février	19 avril 1978
Mars	23 mai 1978
Avril	29 juin 1978
Mai	29 juillet 1978
Juin	21 août 1978
Juillet	22 septembre 1978
Août	19 octobre 1978
Septembre	17 novembre 1978
Octobre	19 décembre 1978
Novembre	22 janvier 1979
Décembre	16 février 1979

Tous les mois, le Ministère des Communications, des Postes, Télégraphes et Téléphones fait publier au « Moniteur belge » un bref compte rendu des opérations de l'Office des Chèques postaux.

Mois concernés	*Date de la publication au « Moniteur belge »*
Janvier	10 mars 1978
Février	11 avril 1978
Mars	11 mai 1978
Avril	30 juin 1978
Mai	30 juillet 1978
Juin	2 août 1978
Juillet	5 septembre 1978
Août	12 octobre 1978
Septembre	10 novembre 1978
Octobre	5 décembre 1978
Novembre	12 janvier 1979
Décembre	13 février 1979

INDUSTRIE

Des statistiques annuelles de production ont été publiées dans la collection « Statistiques industrielles ». Elles se rapportent aux années et industries suivantes :

— 1974 : Industrie du savon, des détergents de synthèse, des produits d'entretien, des parfums et des produits de beauté; industrie de la terre cuite (nos 1 et 2); industrie laitière et industrie du travail des grains (n° 4).

— 1975 : Industrie de la préparation et des conserves de poissons, mollusques et crustacés, industrie chimique, industrie du papier et du carton (établissements producteurs), sidérurgie (nos 1 et 2); Entrepôts frigorifiques autonomes - Fabriques de glace et de carboglace, industrie du tabac, industrie du sciage du bois, de la fabrication des fibres et de la laine de bois, du déroulage et du tranchage du bois, production, transport et distribution d'électricité, industrie du transport et de la distribution publique du gaz par canalisations, industrie de l'eau, industrie des agglomérés de ciment (n° 3); industrie de la fourrure et de la peau en poil, industrie du lavage et du carbonisage de la laine, industrie du peignage de la laine, filature de la laine cardée et de la laine pour couvertures, filatures de fibres dures, tissage de fibres de coco et autres fibres dures, industrie du feutre, fabrication d'ouate,

industrie de la bonneterie, fabriques d'agglomérés de houille, industrie du verre, industrie du béton préparé (n° 4); minières, carrières, industries connexes et exploitation de terrils, confitures, siroperies, fabriques de conserves de fruits et industries connexes, conserves de légumes, industrie des biscuits, biscottes et pains d'épice, industrie transformatrice du bois et des industries connexes, industrie de la transformation du papier et du carton, filature de lin et de chanvre, industrie de la filature de coton, industrie du vêtement et de la confection (n° 5); abattoirs de volaille et d'autres animaux de basse-cour, fabrication de préparations et de conserves de viande, boulangeries, boulangeries-pâtisseries, pâtisseries, industrie du chocolat et de la confiserie, fabrication d'aliments composés pour animaux, industrie des glaces, sorbets et crèmes glacées, brasseries, brasseries-malteries, malteries, fabrication de boissons diverses, industrie du caoutchouc, industrie de la tannerie, classement et effilichage de chiffons et de déchets textiles, filature de laine peignée, industrie de l'achèvement, industrie de la chaussure et de la pantoufle, industrie des métaux non ferreux, industrie des fabrications métalliques (nos 6 et 7); Industrie laitière, industrie des produits pharmaceutiques, industrie de l'impression (impression, brochage, reliure), industrie de l'impression (impression de quotidiens et d'hebdomadaires), industrie du tissage, industrie de la valorisation des mitrailles ferreuses et des vieux métaux, montage de construction métalliques (n° 8); Industrie de la terre cuite et industrie de la construction (n° 9); Sucreries, raffineries de sucre et fabriques de sucre inverti; Industrie du savon, des détergents de synthèse, des produits d'entretien, des parfums et des produits de beauté, industrie de la ganterie, de la maroquinerie et des autres articles en cuir, fabrication de rubans, tresses, passementeries, bolducs et articles similaires, industrie de la transformation des matières plastiques (nos 10 et 11).

— 1976 : Industrie de l'asbeste-ciment (n° 3); Industrie du ciment (n° 4); Industrie de la margarine, industrie du lavage et du charbonnage de la laine, tissage de fibres de coco et autres fibres dures (n° 5); Houillères et leurs centrales électriques, confitureries, siroperies, fabriques de conserves de fruits et industries connexes, entrepôts frigorifiques autonomes, fabriques de glace et de carboglace, industrie des huiles végétales et animales, filature de la laine cardée et de la laine pour couvertures, industrie du transport et de la distribution publique du gaz par canalisation, fabriques d'agglomérés de houille, industrie de béton préparé, sidérurgie et filature du jute (nos 6 et 7); Industrie de la préparation et des conserves de poissons, mollusques et crustacés, distilleries d'alcool et levureries, industrie du peignage de la laine, filature de fibres dures, fabrication d'ouate, industrie de la chaussure et de la pantoufle, industrie de l'eau, utilisation de l'eau dans l'industrie, industrie des agglomérés de ciment (n° 8); Fabrication de boissons diverses, industrie du caoutchouc, industrie du verre et montage de constructions métalliques (n° 9); Industrie transformatrice du bois et des industries connexes, industrie du papier et du carton (établissements producteurs), industrie de la fourrure et de la peau en poil, production, transport et distribution d'électricité, cokeries (nos 10 et 11)

— 1977 : Statistique annuelle des investissements industriels, industrie de l'asbeste-ciment, industrie du raffinage du pétrole (nos 10 et 11)

Les statistiques des autorisations de bâtir et des bâtiments commencés sont publiées dans les nos suivants ; 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11.

Dans le « Bulletin statistique - 1978 » sont publiées des statistiques concernant :

— l'évolution de la production industrielle en 1977 (n° 4);
— l'évolution de l'emploi et du nombre d'établissements dans l'industrie textile (1962-1977) (n° 6);
— la consommation d'énergie dans l'industrie en 1971 et en 1975 (n° 9);
— la répartition régionale de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques en 1977 (n° 9);
— la production industrielle durant le premier semestre de 1978 (n° 11).

POPULATION ET LOGEMENT

Concernant la population et le logement les statistiques suivantes ont été publiées dans le « Bulletin Statistique » :

— l'évolution des taux de fécondité en Belgique (n° 6);
— l'analyse de la tendance de longue durée de la mortalité infantile en Belgique et aux Pays-Bas (nos 7 et 8);
— le mouvement de la population en 1977 (n° 9).

STATISTIQUE RÉGIONALE, MÉTHODE STATISTIQUE ET ÉTUDES GÉNÉRALES

Concernant les statistiques régionales, et les études générales, les méthodes statistiques, les statistiques suivantes ont été publiées dans le « Bulletin statistique 1978 » :

— orientation à l'exportation des différentes provinces et régions en 1974 et en 1975. Livraisons à l'étranger par branche d'activité industrielle et par région (nos 1, 2 et 12);
— le stock des logements et leurs commodités au 31 décembre 1976 (nos 1 et 21);
— le problème de l'information statistique officielle en Belgique (n° 5);
— concentration industrielle en économie ouverte : le cas de la Belgique (n° 5);
— le chiffre d'affaires des entreprises et leurs achats de biens d'investissement durant l'année 1977 sur base des données relatives à la taxe sur la valeur ajoutée (n° 5);
— le chiffre d'affaires des entreprises et leurs achats de biens d'investissement durant le premier semestre 1978 sur base des données relatives à la taxe sur la valeur ajoutée (n° 11);
— l'organisation de la statistique officielle en Belgique (n° 12).

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

La publication « Statistiques des transports 1978 » fournit des statistiques semestrielles et annuelles sur :

— des véhicules à moteur au 1er août 1977 (nos 1, 2 et 3);
— de la navigation intérieure — Année 1976 (nos 1, 2 et 3);
— des véhicules à moteur neufs mis en circulation — Année 1977 (nos 4, 5 et 6);
— des véhicules à moteur d'occasion mis en circulation — Année 1977 (nos 4, 5 et 6);
— de la navigation aérienne — Année 1976 (nos 4, 5 et 6);
— mode de transport des marchandises à l'importation, à l'exportation et au transit dans l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise — Année 1976 (nos 4, 5 et 6);
— les transports routiers de marchandises effectués par les véhicules belges d'une charge utile d'au moins une tonne en 1976 (nos 4, 5 et 6);
— investissements des entreprises de transports de personnes — Années 1973 à 1976 (nos 4, 5 et 6);
— nombre de détenteurs d'appareils de radio et de télévision — Année 1978 (nos 4, 5 et 6);
— des vélos, des vélomoteurs et des motocyclettes légères — Année 1977 (nos 7, 8 et 9);
— le trafic postal — Années 1976 et 1977 (nos 7, 8 et 9);
— la S.N.C.B. Statistique annuelle 1977 (nos 7, 8 et 9).

Dans le « Bulletin Statistique 1978 » sont publiées les statistiques suivantes :

— les échéances du droit de conduire (n° 4);
— les statistiques des transports routiers de marchandises — Années 1965 et 1976 (n° 6).

Tourisme

L'arrêté royal du 26 mai 1978 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1978) modifie l'arrêté royal du 29 octobre 1971 concernant les campings.

Transports et communications

NAVIGATION AÉRIENNE

Le « Moniteur belge » du 20 janvier 1978 publie l'arrêté royal du 6 octobre 1977 modifiant l'arrêté ministériel du 13 février 1970 portant règlement fixant les mesures techniques à prendre pour l'exploitation dans le transport aérien commercial des avions d'un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 5 700 kg.

Le « Moniteur belge » du 11 mars publie l'arrêté royal du 20 janvier 1978 modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 1971 instituant une redevance pour l'utilisation de l'espace aérien.

Le « Moniteur belge » du 7 avril 1978 publie l'arrêté ministériel du 23 mars 1978 modifiant l'arrêté ministériel du 23 juin 1969 portant réglementation des licences civiles de pilote d'avions.

Le « Moniteur belge » du 23 mai 1978 publie l'arrêté royal du 15 février 1978 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne.

Le « Moniteur belge » du 27 mai 1978 publie l'arrêté ministériel du 24 janvier 1978 modifiant l'arrêté ministériel du 9 juillet 1957 définissant les signaux visuels à utiliser pour la circulation aérienne.

Le « Moniteur belge » du 1er juin 1978 publie l'arrêté royal du 23 mai 1978 autorisant la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) à modifier ses statuts.

Le « Moniteur belge » du 14 juillet 1978 publie l'arrêté royal du 13 juin 1978 fixant la procédure suivant laquelle le président de la Sabena assure la liaison entre la Société et les instances nationales, régionales et locales.

NAVIGATION INTÉRIEURE ET RHIN

Le « Moniteur belge » du 4 février 1978 publie l'arrêté royal du 25 octobre 1977 modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1962 fixant les tarifs des redevances pour le jaugeage des navires de mer.

Le « Moniteur belge » du 14 février 1978 publie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1978 relatif aux frets et prix de location pour tout contrat d'affrètement ou de location conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Le « Moniteur belge » du 10 mars 1978 publie l'arrêté ministériel du 20 janvier 1978 relatif au délai de staries et aux taux de surestaries pour tout contrat d'affrètement conclu à l'intervention de l'Office régulateur de la Navigation intérieure.

Le « Moniteur belge » du 1er avril 1978 publie l'arrêté royal du 24 février 1978 relatif à l'application de l'article 3 du Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (A.D.N.R.).

Le « Moniteur belge » du 15 avril 1978 publie l'arrêté royal du 16 mars 1978 relatif au délai de staries et aux taux de surestaries en matière d'affrètement fluvial.

Le « Moniteur belge » du 15 juillet 1978 publie l'arrêté royal du 17 mai 1978 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1966 relatif aux lettres de pavillon et à l'équipement des bâtiments de plaisance.

Le « Moniteur belge » du 7 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 22 août 1978 approuvant une modification au règlement relatif à la délivrance des diplômes de conducteur au radar pour le Rhin.

Le « Moniteur belge » du 13 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 15 septembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant règlement général des voies navigables du Royaume.

NAVIGATION MARITIME

Le « Moniteur belge » du 6 mai 1978 publie la loi du 7 avril 1978 modifiant la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des instructions maritimes.

Le « Moniteur belge » du 12 mai 1978 publie l'arrêté royal du 5 janvier 1978 modifiant le cadre organique du personnel du Pool des marins de la marine marchande.

Le « Moniteur belge » du 18 octobre 1978 publie l'arrêté ministériel du 12 juillet 1978 modifiant l'arrêté ministériel du 9 juillet 1973 portant règlement du Pool des marins de la marine marchande.

TAXIS

Le « Moniteur belge » du 24 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 29 septembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 6 mai 1975 relatif à la perception de taxes et surtaxes en matière d'exploitation de services de taxis.

Le « Moniteur belge » du 5 décembre 1978 publie l'arrêté ministériel du 29 novembre 1978 complétant l'arrêté ministériel du 25 juin 1975 fixant les périmètres pour le transport par taxis, modifié et complété par les arrêtés ministériels des 22 janvier, 12 février, 5 mai 1976, 8 février et 9 septembre 1977.

TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER

Le « Moniteur belge » du 5 janvier 1978 publie la loi du 14 décembre 1977 autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant maximum de 5,5 milliards de francs afin de lui permettre de constituer un fonds de roulement.

Le « Moniteur belge » du 11 mars 1978 publie la Convention additionnelle à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer du 25 février 1961, relative à la responsabilité du chemin de fer pour le port et les blessures de voyageurs, faite à Berne le 26 février 1966. — Adhésion — Ratification.

Le « Moniteur belge » du 8 août 1978 publie la loi du 3 juillet 1978 autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'une somme de 917 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement.

TRANSPORT PAR ROUTE

Le « Moniteur belge » du 18 janvier 1978 publie la loi du 27 décembre 1977 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles.

Le « Moniteur belge » du 11 juillet 1978 publie l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume de Suède relatif aux transports internationaux par route, signé à Stockholm le 10 février 1978.

Le « Moniteur belge » du 12 juillet 1978 publie la loi du 10 février 1975 portant approbation de l'Accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (A.E.T.R.), Annexe et Protocole de signature, faits à Genève le 1er juillet 1970.

Le « Moniteur belge » du 30 septembre 1978 publie l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.), et Annexes A et B, faits à Genève le 30 septembre 1957. — Modifications des Annexes A et B.

Le « Moniteur belge » du 4 octobre 1978 publie le Protocole portant amendement de l'article 14, § 3, de l'Accord européen du 30 septembre 1957 relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.), fait à New York le 21 août 1975.

Le « Moniteur belge » du 19 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 5 septembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

Le « Moniteur belge » du 19 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 5 septembre 1978 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de voyageurs par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux.

Le « Moniteur belge » du 19 octobre 1978 publie l'arrêté royal du 5 septembre 1978 fixant les conditions d'accès à la profession de transporteur de marchandises par route dans le domaine des transports nationaux et internationaux.

Le « Moniteur belge » du 24 novembre 1978 publie l'arrêté royal du 7 novembre 1978 modifiant l'arrêté royal du 1er février 1977 relatif au permis de conduire.

Le « Moniteur belge » du 30 novembre 1978 publie l'arrêté royal du 27 juin 1978 portant modification de l'arrêté royal du 9 septembre 1967 portant le règlement général relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

Le « Moniteur belge » du 30 novembre 1978 publie l'arrêté royal du 16 novembre 1978 accordant une allocation pour absence d'accidents aux agents du Fonds des accidents du travail chargés de la conduite d'un véhicule automobile.

Le « Moniteur belge » du 29 décembre 1978 publie l'arrêté ministériel du 19 décembre 1978 modifiant l'arrêté ministériel du 2 janvier 1976 pris en exécution de l'article 28 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal n° 20 du 8 décembre 1978 modifie les sections I, Stage des jeunes, et 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

Les arrêtés royaux du 10 août 1978 et du 8 décembre 1978, les arrêtés ministériels du 17 janvier 1978, du 1er mars 1978 et du 23 août 1978 portant exécution des articles 56, 63, 64, 76, 77 et 90 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 ont été publiés dans le « Moniteur belge » des 12 septembre 1978, 20 décembre 1978, 25 mai 1978 et 2 décembre 1978.

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 d'exécution de la section 4 — Humanisation du travail — du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 janvier 1978.

L'arrêté royal du 16 juin 1978 et l'arrêté ministériel du 4 avril 1978 complètent l'arrêté royal du 27 décembre 1977 d'exécution de la section 4 — Humanisation du travail — du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » des 30 juin 1978 et 8 juillet 1978).

L'arrêté royal du 27 décembre 1977 d'exécution de l'article 56 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 est complété par l'arrêté royal du 7 juin 1978 (« Moniteur belge » du 28 juillet 1978).

L'arrêté royal du 8 décembre 1978 modifie l'arrêté royal du 27 décembre 1977 d'exécution de la section 3, Cadre spécial temporaire, du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978 (« Moniteur belge » du 20 décembre 1978).

L'arrêté royal du 12 mai 1978 fixant certaines mesures d'exécution relatives au stage des jeunes dans les ministères et dans les organismes d'intérêt public, a été publié dans le « Moniteur belge » du 1er août 1978.

L'arrêté royal n° 4 du 11 octobre 1978 modifie la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail (« Moniteur belge » du 31 octobre 1978).

L'arrêté royal du 10 août 1978 détermine la formation complémentaire imposée aux chefs des services de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail et à leurs adjoints (« Moniteur belge » du 3 octobre 1978).

Deux arrêtés royaux du 18 octobre 1978 concernent les conseils d'entreprise et les comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail (« Moniteur belge » des 14 novembre 1978 et 9 décembre 1978).

La loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, a été publiée dans le « Moniteur belge » des 22 août 1978 et 30 août 1978.

L'arrêté royal du 16 octobre 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 19 juin 1978, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire, concernant le contrat collectif des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises d'aliments pour bétail (« Moniteur belge » du 2 décembre 1978).

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 désignant les fonctionnaires et agents de surveillance pour l'application de la loi du 8 juin 1972 organisant le travail portuaire et ses arrêtés d'exécution ont été publiés dans le « Moniteur belge » du 11 février 1978.

L'arrêté royal du 22 décembre 1977 concerne les conditions et les modalités de la reconnaissance des ouvriers portuaires dans les zones portuaires d'Ostende et de Nieuport (« Moniteur belge » du 15 février 1978).

L'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant la procédure de retrait de la reconnaissance des ouvriers portuaires ainsi que les modalités de leur défense devant la commission administrative instituée au sein de la Sous-Commission pour le port de Zeebrugge a été publié dans le « Moniteur belge » du 17 janvier 1978.

L'arrêté royal du 16 novembre 1977 fixant la période de référence et le mode de calcul du nombre de tâches à prendre en considération pour le retrait de la reconnaissance comme ouvrier portuaire dans la zone portuaire de Zeebrugge a été publié dans le « Moniteur belge » du 17 janvier 1978.

La loi du 28 décembre 1977 garantissant la protection des médecins du travail a été publiée dans le « Moniteur belge » du 18 janvier 1978.

L'arrêté ministériel du 17 janvier 1978 fixe les critères d'octroi des subsides à l'entretien des ateliers protégés (« Moniteur belge » du 26 janvier 1978).

La loi du 30 décembre 1977 prorogeant la loi du 24 janvier 1977 portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi a été publiée dans le « Moniteur belge » du 27 janvier 1978.

L'arrêté ministériel du 12 janvier 1978 modifie l'arrêté ministériel du 9 avril 1974 portant dérogation à titre d'essai, aux modalités des stages pour l'obtention des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier gradué et d'infirmière graduée et des stages pour l'obtention du brevet d'hospitalier et d'hospitalière (« Moniteur belge » du 2 février 1978.

L'arrêté royal du 22 décembre 1977 rendant obligatoire la convention collective de travail du 13 juillet 1977, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, fixant la classification professionnelle des ouvriers et ouvrières du commerce alimentaire a été publié dans le « Moniteur belge » du 18 février 1978.

L'arrêté ministériel du 28 novembre 1977 modifie l'arrêté ministériel du 6 avril 1973 relatif à l'octroi de certains avantages aux personnes qui reçoivent une formation professionnelle (« Moniteur belge » du 24 février 1978).

L'arrêté royal du 13 janvier 1978 rapportant certaines dispositions de l'arrêté royal du 8 mars 1977 créant le grade de premier conciliateur social et portant modification de l'arrêté royal du 23 juillet 1969 créant un Service des relations collectives de travail et fixant le statut du personnel de ce service a été publié dans le « Moniteur belge » du 28 février 1978.

L'arrêté royal du 3 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 13 juillet 1977 relatif à l'utilisation des gaz de pétrole liquéfiés (L.P.G.) en tant que carburant pour la propulsion des véhicules automobiles (« Moniteur belge » du 27 avril 1978).

La loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail du sportif rémunéré a été publiée dans le « Moniteur belge » du 9 mars 1978.

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 modifie l'arrêté royal du 2 décembre 1974 portant création de la Commission du Travail des Femmes (« Moniteur belge » du 14 avril 1978).

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1968 sur le travail des femmes (« Moniteur belge » du 12 avril 1978).

L'arrêté ministériel du 20 décembre 1977 relatif à l'entrée en activité du Comité national de Coordination et de Concertation de la Formation permanente dans les Classes moyennes et les Instituts francophone et néerlandophone de la Formation permanente dans les Classes moyennes a été publié dans le « Moniteur belge » du 11 mars 1978.

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 interdisant l'occupation d'ouvriers intérimaires dans les entreprises de déménagement, garde-meubles et leurs activités connexes relevant de la compétence de la Commission paritaire du transport a été publié dans le « Moniteur belge » du 11 avril 1978.

L'arrêté royal du 28 avril 1978 d'exécution de l'article 45 de la loi du 28 juin 1976 portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de

travailleurs à la disposition d'utilisateurs a été publié dans le « Moniteur belge » du 12 mai 1978.

L'arrêté ministériel du 13 avril 1978 concerne l'agréation du « Centre d'Accueil et de Formation pour l'Industrie textile » à Gand (« Moniteur belge » du 7 juin 1978).

L'arrêté royal du 31 mai 1978 fixant les limites admissibles en ce qui concerne la concentration du plomb dans l'air sur le territoire de la commune de Hoboken a été publié dans le « Moniteur belge » du 10 juin 1978.

L'arrêté royal du 7 juin 1978 d'exécution de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère a été publié dans le « Moniteur belge » du 30 juin 1978.

L'arrêté royal du 27 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail particulière du 12 septembre 1977 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole, relative à l'application des conventions collectives de travail conclues au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie et du commerce du pétrole (« Moniteur belge » du 13 juillet 1978).

L'arrêté royal du 15 mars 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 20 décembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire pour le commerce de combustibles, concernant les entreprises ressortissant à cette commission paritaire à partir du 26 octobre 1977 (« Moniteur belge » du 14 juillet 1978).

L'arrêté royal du 11 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 24 mai 1977, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises d'assurances concernant la sécurité d'emploi (« Moniteur belge » du 27 juillet 1978).

L'arrêté royal du 15 mars 1978 modifie l'arrêté royal du 12 juillet 1965 portant création d'un Conseil consultatif de l'immigration a été publié dans le « Moniteur belge » du 9 août 1978.

L'arrêté royal du 7 juillet 1978 modifiant l'arrêté royal du 17 avril 1970 concernant l'agréation des ateliers de l'industrie alimentaire a été publié dans le « Moniteur belge » du 31 août 1978.

L'arrêté royal du 19 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail n° 32 du 28 février 1978 conclue au sein du Conseil national du travail relative au maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise (« Moniteur belge » du 25 août 1978).

Les arrêtés royaux des 15 février 1978 et 7 juin 1978 relatifs à la durée du travail, à l'occupation au travail les dimanches ou jours fériés et au travail de nuit des jeunes travailleurs dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie cinématographique, ont été publiés dans le « Moniteur belge » des 18 avril 1978 et 1er juillet 1978.

L'arrêté royal du 21 février 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 4 mai 1977, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, relative au travail effectué les dimanches et jours fériés (« Moniteur belge » du 10 juin 1978).

L'arrêté royal du 7 juillet 1978 fixant, pour le personnel roulant occupé dans les entreprises d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport, un régime dérogatoire en matière de repos compensatoire en cas d'occupation au travail les dimanches ou jours fériés a été publié dans le « Moniteur belge » du 31 août 1978.

L'arrêté royal du 22 juin 1978 concerne le repos du dimanche de certaines catégories d'ouvriers occupés dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie et du commerce du pétrole (« Moniteur belge » du 8 septembre 1978).

L'arrêté royal du 14 juin 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 6 mars 1978, conclue au sein de la Commission paritaire pour les entreprises de nettoyage et de désinfection, concernant les jours fériés coïncidant avec un jour habituel d'inactivité (« Moniteur belge » du 12 septembre 1978).

L'arrêté royal du 7 juin 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 14 mars 1978, conclue au sein de la Commission paritaire pour l'import, l'export, le transit et le commerce extérieur et pour les bureaux maritimes et d'expédition, relative à la politique d'emploi (« Moniteur belge » du 13 septembre 1978).

L'arrêté royal du 16 juin 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 8 juillet 1977, conclue au sein de la Commission paritaire pour les services de garde, concernant la politique et la sécurité de l'emploi, et a été publié dans le « Moniteur belge » du 13 septembre 1978.

L'arrêté royal du 13 juillet 1978 rendant obligatoire la convention collective de travail du 19 mai 1978, conclue au sein de la Commission paritaire de la pêche maritime, octroyant une indemnité pour perte de bagages de mer par suite de sinistre sur mer a été publié dans le « Moniteur belge » du 5 octobre 1978.

L'arrêté royal du 4 octobre 1978 modifie l'arrêté royal du 9 décembre 1968 relatif à la tenue du compte individuel des travailleurs (« Moniteur belge » du 7 octobre 1978).

L'arrêté royal du 27 avril 1978 rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 décembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises de garage, relative à la période de carence durant une incapacité de travail, a été publié dans le « Moniteur belge » du 23 août 1978.

L'arrêté royal du 31 août 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 22 mars 1978, conclue au sein de la Commission paritaire nationale des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, concernant la carence durant une incapacité de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de construction de carrosseries, ressortissant à cette commission (« Moniteur belge » du 10 octobre 1978).

L'arrêté ministériel du 12 juillet 1978 modifie l'arrêté ministériel du 9 juillet 1973 portant règlement du Pool des marins de la marine marchande (« Moniteur belge » du 18 octobre 1978).

Le « Moniteur belge » du 31 octobre 1978 a publié l'arrêté royal du 11 octobre 1978 portant extension du champ d'application de la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie, aux entreprises occupant au moins 100 travailleurs.

La transformation de l'Office belge pour l'Accroissement de la productivité en un établissement public dénommé : Institut pour l'Amélioration des Conditions de travail a été réglé par l'arrêté royal n° 11 du 11 octobre 1978 publié dans le « Moniteur belge » du 31 octobre 1978.

L'arrêté royal du 23 octobre 1978 concernant le recrutement et le placement de travailleurs par l'Office national de l'emploi en vue de l'exécution d'un travail temporaire, a été publié dans le « Moniteur belge » du 11 novembre 1978.

Le « Moniteur belge » du 28 novembre 1978 a publié l'arrêté royal n° 12 du 23 octobre 1978 concernant l'inspection du travail.

CHÔMAGE — FERMETURES — LICENCIEMENTS — SUSPENSION

L'arrêté royal du 12 octobre 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 5 juillet 1978, conclue au sein de la Commission paritaire des grandes entreprises de vente au détail, concernant l'extension, aux travailleuses âgées de 55 ans et plus, de l'application de la convention collective de travail conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement (« Moniteur belge » du 12 décembre 1978).

Un arrêté royal du 11 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 16 décembre 1977, conclue au sein de la Commission paritaire de l'imprimerie, des arts graphiques et des journaux fixant le montant, les modalités d'octroi et de liquidation d'une indemnité de fermeture en faveur des travailleurs victimes d'une fermeture d'entreprise occupant moins de 20 travailleurs au moment où celle-ci cesse ses activités (« Moniteur belge » du 26 août 1978).

L'arrêté royal du 22 juin 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 13 avril 1978 conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie des carrières, octroyant une allocation en cas de chômage pour cause de gel, neige ou verglas, aux ouvriers et ouvrières occupés dans les carrières et scieries de marbre (« Moniteur belge » du 12 septembre 1978).

L'arrêté royal du 28 juillet 1978 pris en exécution des articles 3 et 10 de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise a été publié dans le « Moniteur belge » du 8 août 1978.

Un arrêté royal du 13 décembre 1977 rendant obligatoire la convention collective de travail du 16 février 1977, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, fixant des indemnités complémentaires de chômage et indemnité en cas de licenciement pour raisons économiques ou technologiques, a été publié dans le « Moniteur belge » du 24 février 1978.

La convention collective de travail du 29 mars 1976, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, organisant dans le secteur « Industrie alimentaire » la garantie et les facilités de liquidation de l'indemnité complémentaire pour certains employés âgés en cas de licenciement, est rendue obligatoire par arrêté royal du 12 janvier 1978 (« Moniteur belge » du 2 février 1978).

La convention collective de travail du 29 mars 1976, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, organisant également dans le secteur « industrie du sucre et de ses dérivés » la garantie et les facilités de liquidation de l'indemnité complémentaire pour certains employés âgés en cas de licenciement est rendue obligatoire par arrêté royal du 12 janvier 1978 (« Moniteur belge » du 2 février 1978).

L'arrêté royal du 11 avril 1978 rend obligatoire la convention collective de travail du 24 mai 1977, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises d'assurances, concernant la suspension de travail pour convenances personnelles (« Moniteur belge » du 20 juillet 1978).

La convention collective de travail du 4 mai 1977, conclue au sein de la Commission paritaire nationale de l'industrie chimique, concernant les petits chômages, est rendue obligatoire par arrêté royal du 21 février 1978 et a été publiée dans le « Moniteur belge » du 10 juin 1978.

Les arrêtés suivants modifient l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

Date de l'arrêté royal	*Date de publication au « Moniteur belge »*
27 décembre 1977	7 mars 1978
24 février 1978	25 mai 1978
11 avril 1978	26 avril 1978
7 juillet 1978	9 septembre 1978
10 août 1978	14 septembre 1978
31 août 1978	15 septembre 1978

Les arrêtés royaux du 5 janvier 1978, 12 juin 1978, 28 juillet 1978 et 15 décembre 1978 modifient la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermetures d'entreprises (« Moniteur belge » des 17 février 1978, 30 juin 1978, 8 août 1978 et 23 décembre 1978).

Les arrêtés royaux suivants fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Blanchisseries, lavoirs, entreprises de repassage	3 mars 1978	17 mai 1978
Entreprises de la teinturerie, du nettoyage chimique et du repassage de vêtements	3 mars 1978	17 mai 1978
Industrie de la chaussure, des bottiers	21 février 1978	15 mars 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	9 juin 1978	29 juin 1978
Industrie textile et de la bonneterie	22 décembre 1977	25 janvier 1978
Industrie verrière	15 mars 1978	13 avril 1978
Transformation du papier et du carton	16 janvier 1978	11 avril 1978

COMMISSIONS PARITAIRES

L'arrêté royal du 5 juillet 1978 instituant certaines commissions paritaires, fixant le dénomination et leur compétence et en fixant le nombre de membres, a été publié dans le « Moniteur belge » du 28 juillet 1978.

Un arrêté royal du 1er juin 1978 modifie l'arrêté royal du 17 mars 1972 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, a été publié dans le « Moniteur belge » du 21 octobre 1978.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Batellerie	31 août 1978	13 septembre 1978
Commerce de combustibles	1er juin 1978	4 août 1978
Concierges d'immeubles	1er juin 1978	5 août 1978
Employés de la sidérurgie	31 août 1978	13 septembre 1978
Entreprises de garage	1er juillet 1978	15 mars 1978
Industrie du bois	14 septembre 1978	16 décembre 1978
Industrie des cuirs	19 juillet 1978	14 septembre 1978
Institutions subsidiés de l'enseignement libre	5 janvier 1978	11 avril 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	29 septembre 1978	25 octobre 1978
Ports	5 janvier 1978	11 avril 1978
Sports	10 août 1978	17 octobre 1978

CONDITIONS DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires nationales, concernant la fixation des conditions de travail :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Ameublement et industrie transformatrice du bois	30 mars 1978	19 septembre 1978
Armurerie à la main	3 mars 1978	29 juin 1978
Banques	27 avril 1978	25 juillet 1978
	27 avril 1978	2 août 1978
Batellerie		
— navigation par poussage et en continu	21 février 1978	24 mars 1978
Carrières		
— carrières et scieries de marbre	22 juin 1978	7 octobre 1978
Coiffure et soins de santé	21 février 1978	16 juin 1978
Construction	14 novembre 1977	20 janvier 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	8 septembre 1978	21 octobre 1978
— entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie	31 août 1978	12 octobre 1978
Coupure de poils	15 mars 1978	21 septembre 1978
Couture pour dames	1er juin 1978	25 août 1978
Cuirs et peaux et produits de remplacement		
— articles de voyage et de maroquinerie	8 mai 1978	19 septembre 1978
— ganterie	16 mai 1978	8 novembre 1978
— tanneries, chamoiseries et mégisseries	19 décembre 1977	2 mars 1978
Employés de l'industrie de l'habillement et de la confection	11 avril 1978	27 juillet 1978
Employés de l'industrie papetière	18 mai 1978	14 octobre 1978

Entreprises de carreaux céramiques de revêtement et de pavement	8 février 1978	19 avril 1978
Entreprises de courtage et agences d'assurances	8 août 1977	12 janvier 1978
Entreprises horticoles		
— entreprises de floriculture	21 novembre 1978	15 décembre 1978
— implantation et entretien de parcs et jardins	16 novembre 1977	1er février 1978
— pépinières	14 septembre 1978	7 octobre 1978
Entreprises de nettoyage et de désinfection	22 juin 1978	19 octobre 1978
Entreprises de travaux techniques agricoles et horticoles	24 janvier 1978	7 mars 1978
Employés	5 janvier 1978	31 janvier 1978
Import, export, transit	18 juillet 1977	11 février 1978
	8 mai 1978	17 novembre 1978
Industrie alimentaire		
— pâtisseries artisanales, glaciers confiseurs artisanaux	20 octobre 1977	4 janvier 1978
Industrie du bois	19 janvier 1978	3 mars 1978
Industrie des briques	30 mars 1978	27 juin 1978
Industrie chimique		
— entreprises de façonnage de matières plastiques	1er juin 1978	21 juillet 1978
— industrie transformatrice de matières plastiques	28 juin 1978	28 novembre 1978
Industrie cinématographique	19 juillet 1978	5 décembre 1978
Industrie et commerce du diamant	19 avril 1978	7 juillet 1978
	1er juin 1978	5 septembre 1978
	14 septembre 1978	1er décembre 1978
Industrie de la faïence et de la porcelaine	5 janvier 1978	18 mars 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	15 mars 1978	19 juillet 1978
	28 juillet 1978	8 décembre 1978
Industrie de la réparation de navires	9 mars 1978	5 septembre 1978
Industrie et commerce des sacs en jute	9 juin 1978	8 septembre 1978
Industrie textile	29 novembre 1977	18 janvier 1978
Industrie verrière	16 janvier 1978	7 mars 1978
Institutions subsidiées de l'enseignement libre	28 septembre 1977	26 janvier 1978
Maîtres-tailleurs, tailleuses, couturières	10 août 1978	9 novembre 1978
Ports		
— Bruxelles et Vilvorde	9 mars 1978	12 mai 1978
— Zeebrugge	13 décembre 1977	11 février 1978
Poterie ordinaire en terre commune	12 juillet 1977	25 janvier 1978
	30 mars 1978	15 septembre 1978
Récupération de chiffons	29 septembre 1978	25 novembre 1978
Services de garde	15 mars 1978	20 avril 1978
	19 juillet 1978	19 août 1978
	10 août 1978	5 septembre 1978
	11 juillet 1978	6 septembre 1978
	10 août 1978	6 septembre 1978
	10 août 1978	14 septembre 1978
Services de santé	26 juillet 1977	4 janvier 1978
Tannerie	27 avril 1978	7 septembre 1978
Transport		
— entreprises de déménagement	22 novembre 1977	18 janvier 1978
	19 juillet 1978	7 décembre 1978
— entreprises de services publics d'autobus	7 juin 1978	1er juillet 1978
— entreprises de transport de choses	1er juin 1978	1er juillet 1978
	19 juillet 1978	14 décembre 1978
Travaux techniques agricoles et horticoles	31 août 1978	13 décembre 1978

CONGÉS FAMILIAUX

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail, conclues au sein des Commissions paritaires concernant les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Commerce de combustibles	28 juillet 1978	13 septembre 1978
Compagnies aériennes autres que la Sabena	12 octobre 1978	11 novembre 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	3 mars 1978	15 août 1978
Entreprises de nettoyage et de désinfection	12 juin 1978	12 septembre 1978
Industrie alimentaire		
— industrie des légumes	9 décembre 1977	18 janvier 1978
Navigation intérieure	16 janvier 1978	11 février 1978
Récupération de métaux	9 mars 1978	24 août 1978
	28 avril 1978	18 octobre 1978

DÉLÉGATIONS SYNDICALES — FORMATION SOCIALE — FORMATION SYNDICALE

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail, conclues au sein des Commissions paritaires et concernant le statut des délégations syndicales et la formation syndicale et sociale :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Aides familiales et aides seniors	11 avril 1978	13 juillet 1978
Commerce alimentaire	30 octobre 1978	15 décembre 1978
Commerce de combustibles	5 juillet 1978	13 septembre 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	31 août 1978	11 octobre 1978
Employés de l'industrie alimentaire	19 décembre 1977	14 février 1978
Employés de l'industrie chimique	27 avril 1978	30 août 1978
Employés de l'industrie papetière	3 mars 1978	15 juillet 1978
	8 mai 1978	3 août 1978
Entreprises de nettoyage et de désinfection	22 juin 1978	6 septembre 1978
Imprimerie, arts graphiques et journaux	9 mars 1978	23 août 1978
Industrie hôtelière	5 juillet 1978	5 septembre 1978
Maisons d'éducation et d'hébergement	3 mars 1978	19 août 1978
Transport		
— entreprises de transport de services publics et spéciaux d'autobus et services d'autocars	16 novembre 1977	27 janvier 1978

DURÉE DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires nationales, concernant la durée du travail :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge :*
Ameublement et industrie transformatrice du bois	4 septembre 1978	12 décembre 1978
Commerce alimentaire	25 octobre 1978	28 novembre 1978
Commerce du pétrole	22 juin 1978	8 septembre 1978
Couperie de poils	24 février 1978	13 juin 1978
	28 juillet 1978	25 octobre 1978

Entreprises de déménagement, garde-meubles et leurs activités connexes	19 janvier 1978	25 février 1978
Entreprises de nettoyage et de désinfection	10 mai 1978	2 août 1978
Entreprises de teinturerie et dégraissage	21 février 1978	6 juin 1978
Employés de l'industrie chimique	27 avril 1978	30 août 1978
Employés du notariat	10 août 1978	17 octobre 1978
Industrie alimentaire	30 mars 1978	18 mai 1978
Industrie chimique	24 février 1978	20 juin 1978
Industrie textile et de la bonneterie	15 février 1978	17 mai 1978
Ports	19 juillet 1978	22 novembre 1978
Services de garde	14 septembre 1978	22 décembre 1978
Travaux de transport dans les centrales à béton	16 octobre 1978	7 novembre 1978
Travaux techniques agricoles et horticoles	19 juillet 1978	24 octobre 1978

FONDS DE SÉCURITÉ D'EXISTENCE

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires, instituant des fonds de sécurité d'existence, des fonds de compensation, des fonds sociaux et de garanties et fixant ou modifiant leurs statuts :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Agglomérés à base de ciment	30 octobre 1978	2 décembre 1978
Ameublement et industrie transformatrice du bois	30 mars 1978	18 juillet 1978
Blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage	8 février 1978	11 mai 1978
	29 septembre 1978	17 novembre 1978
Compagnies aériennes autres que la Sabena	12 octobre 1978	11 novembre 1978
Construction	20 octobre 1977	18 avril 1978
	27 avril 1978	3 octobre 1978
	20 novembre 1978	20 décembre 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	3 mars 1978	4 juillet 1978
	31 août 1978	4 octobre 1978
— constructions de carrosseries	31 août 1978	4 octobre 1978
	14 septembre 1978	2 décembre 1978
— électriciens	3 mars 1978	29 juin 1978
— métallurgie	19 avril 1978	4 juillet 1978
Entreprises de garage	12 octobre 1978	1er décembre 1978
Entreprises horticoles	8 février 1978	15 mars 1978
Entreprises de nettoyage et de désinfection	10 août 1978	22 décembre 1978
Grandes entreprises de vente au détail	9 mars 1978	6 avril 1978
Grands magasins	30 mars 1978	20 juillet 1978
Import, export, transit	10 août 1978	31 août 1978
Imprimerie	8 février 1978	9 juin 1978
Industrie alimentaire		
— boulangerie industrielle et artisanale, pâtisserie artisanale	16 novembre 1978	23 décembre 1978
— industrie du sucre et des dérivés	14 septembre 1978	23 novembre 1978
Industrie du bois	24 janvier 1978	4 mars 1978
	8 février 1978	17 mars 1978
	22 mai 1978	23 août 1978
	6 octobre 1978	8 décembre 1978
Industrie des briques	16 octobre 1978	6 décembre 1978
Industrie et commerce du diamant	16 janvier 1978	25 février 1978
	16 janvier 1978	2 mars 1978
	24 janvier 1978	3 mars 1978
	15 février 1978	27 juin 1978

Industrie de l'habillement et de la confection	9 décembre 1977	21 février 1978
	13 avril 1978	29 juin 1978
	19 avril 1978	5 septembre 1978
Industrie de la réparation de navires	15 février 1978	20 avril 1978
	3 mars 1978	27 juin 1978
Industrie textile et de la bonneterie	5 janvier 1978	25 février 1978
	8 février 1978	7 mars 1978
	8 février 1978	15 mars 1978
	11 avril 1978	23 août 1978
	11 avril 1978	2 septembre 1978
Institutions subsidiées de l'enseignement libre	5 juillet 1978	12 septembre 1978
Ports		
— Anvers	24 janvier 1978	18 février 1978
	9 mars 1978	13 octobre 1978
— Bruxelles et Vilvorde	19 décembre 1977	3 février 1978
	15 mars 1978	19 juillet 1978
	3 mars 1978	14 avril 1978
— Gand	9 mars 1978	12 mai 1978
— Zeebrugge	3 mars 1978	30 juin 1978
	6 octobre 1978	7 novembre 1978
Préparation du lin	8 février 1978	20 mai 1978
	5 juillet 1978	7 novembre 1978
Récupération de chiffons	11 avril 1978	4 août 1978
Récupération de métaux	15 mars 1978	24 août 1978
Réparation de navires	15 février 1978	20 avril 1978
	3 mars 1978	27 juin 1978
	3 mars 1978	20 avril 1978
Services de garde	16 juin 1978	13 septembre 1978
Transformation du papier et du carton	28 avril 1978	23 août 1978
Transport		
— déménagements, garde-meubles et activités connexes	19 juillet 1978	14 septembre 1978
	19 juillet 1978	5 octobre 1978
— entreprises de taxis et taxis-camionnettes	1er juin 1978	14 juillet 1978
— transport de choses	28 juillet 1978	24 novembre 1978
Travail intérimaire	8 septembre 1978	11 octobre 1978

FRAIS DE TRANSPORT DES TRAVAILLEURS

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commission paritaires, concernant l'intervention des employeurs dans les frais de transport des travailleurs :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Aviation commerciale		
— compagnies aériennes autres que la Sabena	9 mars 1978	23 août 1978
Employés de l'industrie alimentaire	8 février 1978	23 mars 1978
Employés de l'industrie papetière	13 avril 1978	27 juin 1978
Entreprises forestières	19 juillet 1978	12 septembre 1978
Import, export, transit	1er juin 1978	5 septembre 1978
Industrie du bois	22 novembre 1977	18 janvier 1978
Industrie de la chaussure, des bottiers et des chausseurs	1er juin 1978	19 juillet 1978
Industrie chimique	3 mars 1978	29 juin 1978
Sociétés de prêts hypothécaires, d'épargne et de capitalisation	9 juin 1978	14 septembre 1978
Transformation du papier et du carton	19 juillet 1978	30 novembre 1978
Transport		
— entreprises de déménagement	17 juin 1977	21 janvier 1978

PRIMES DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires, concernant la fixation et l'attribution des primes pour le travail d'équipe, de nuit, des primes de fin d'année, de départ ainsi que des primes sociales :

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Aides familiales et aides seniors	3 mars 1978	28 juin 1978
Batellerie	13 juillet 1978	14 octobre 1978
Commerce alimentaire	12 janvier 1978	25 février 1978
Constructions métallique, mécanique et électrique	3 mars 1978	29 juin 1978
	3 mars 1978	4 juillet 1978
Couperie de poils	15 mars 1978	15 juillet 1978
Employés de l'industrie chimique	27 avril 1978	30 août 1978
Entreprises horticoles	10 août 1978	7 octobre 1978
Industrie alimentaire		
— boulangeries industrielles et pâtisseries artisanales	9 mars 1978	23 décembre 1978
— entreprises de l'industrie du froid	22 décembre 1977	17 février 1978
— industrie des légumes	9 décembre 1977	18 janvier 1978
— industrie du poisson	22 décembre 1977	14 février 1978
— spécialités alimentaires	8 février 1978	7 mars 1978
Industrie des briques	30 mars 1978	20 mai 1978
	30 mars 1978	27 juin 1978
Industrie chimique	13 décembre 1977	24 février 1978
	13 décembre 1977	8 mars 1978
Industrie hôtelière	5 juillet 1978	5 septembre 1978
Récupération de métaux	28 avril 1978	18 juillet 1978
Sociétés de prêts hypothécaires, d'épargne et de capitalisation	22 juin 1978	14 septembre 1978
Transport		
— déménagements, garde-meubles et activités connexes	19 juillet 1978	24 novembre 1978
— entreprises de services publics d'autobus	19 décembre 1977	24 février 1978
	10 novembre 1978	28 novembre 1978
— entreprises de services spéciaux d'autobus et entreprises d'autobus	19 décembre 1977	24 février 1978

PROTECTION DU TRAVAIL

L'arrêté royal du 5 janvier 1978 modifiant l'article 283*bis* du règlement général pour la protection du travail et modifiant l'arrêté royal du 2 février 1976 modifiant le règlement général pour la protection du travail en ce qui concerne les ponts élévateurs, crics, vérins et engins similaires a été publié dans le « Moniteur belge » du 23 mars 1978.

L'arrêté royal du 10 janvier 1978 modifie l'article 723*bis*, 15, du règlement général pour la protection du travail et a été publié dans le « Moniteur belge » du 21 janvier 1978.

L'arrêté royal du 19 janvier 1978 modifie l'article 2 de l'arrêté royal du 16 avril 1975 rétablissant un article 467*bis* dans le règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 31 janvier 1978).

Un arrêté royal du 15 mars 1978 modifie les articles 835*quater*, 835*quinquies* et 835*sexies* du règlement général pour la protection du travail, concernant les fiches d'accidents du travail (« Moniteur belge » du 26 avril 1978).

L'arrêté ministériel du 6 mars 1978 dérogeant aux prescriptions des articles 52.5.11 et 652 du règlement général pour la protection du travail a été publié dans le « Moniteur belge » du 10 mai 1978.

Un autre arrêté ministériel du 6 mars 1978 dérogeant aux prescriptions des articles 52.3.3.3. et 52.9.3. du règlement général pour la protection du travail a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 avril 1978.

L'arrêté royal du 17 mai 1978 modifie l'article 120*bis* du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 30 mai 1978).

L'arrêté ministériel du 18 mai 1978 modifie l'arrêté ministériel du 20 septembre 1977 pris en application de l'article 120*bis* du règlement général pour la protection du travail (« Moniteur belge » du 30 mai 1978).

Le « Moniteur belge » du 23 juin 1978 publie l'arrêté royal du 29 mai 1978 modifiant l'annexe I, du chapitre III, du titre III, du règlement général pour la protection du travail.

L'arrêté royal du 28 novembre 1978 modifie le titre II, chapitre III, section I, sous-section II, du règlement général pour la protection du travail et a été publié dans le « Moniteur belge » du 8 décembre 1978.

L'arrêté ministériel du 13 mars 1978 modifie l'arrêté ministériel du 24 avril 1964 relatif à l'approbation d'un type d'appareils contenant des substances radioactives, pris en application de l'article 3.1.d/2 de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes (« Moniteur belge » du 27 juin 1978).

L'arrêté royal du 7 avril 1978 modifie l'arrêté royal du 15 mars 1976 relatif au transport des marchandises dangereuses par route à l'exception des matières explosibles et radio-actives (« Moniteur belge » du 18 avril 1978).

L'arrêté royal du 15 février 1978 modifiant l'article 829*ter* du règlement général pour la protection du travail a été publié dans le « Moniteur belge » du 26 avril 1978.

VACANCES ANNUELLES (Voir aussi Prévoyance sociale)

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail conclues au sein des Commissions paritaires et concernant l'octroi d'un pécule complémentaire de vacances.

Secteur	*Date de l'arrêté royal*	*Date de publication au « Moniteur belge »*
Apprêt et teinture de pelleteries autres que de lapins	30 octobre 1978	1er décembre 1978
Ateliers protégés	19 avril 1978	20 juillet 1978
Employés de l'industrie de l'habillement et de la confection	29 septembre 1978	5 décembre 1978
Industrie de l'habillement et de la confection	10 août 1978	8 novembre 1978
Port de Zeebrugge	1er décembre 1977	24 janvier 1978
Travaux techniques agricoles et horticoles	16 janvier 1978	7 mars 1978

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE — Pages

Superficies cultivées. Superficies totales recensées 48
Céréales. Superficies totales recensées 48
Plantes industrielles. Superficies totales recensées 49
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales recensées 49
Cultures fruitières. Superficies totales recensées 50
Cultures maraîchères. Superficies totales recensées 50
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 51
Production agricole 51
Institut National de Crédit Agricole. Opérations ordinaires 52
Cheptel 52
Production brute de viande indigène 52
Consommation de viande 53
Solde d'importations et d'exportations de viande 53
Beurre 53
Importations et exportations de produits agricoles 54
Importations et exportations de produits horticoles 55

ASSURANCES.

. Sociétés agréées selon le droit belge et étranger, réparties par branches au 31 décembre 1978 296
Ventilation des sociétés au 31 décembre 1978 296
Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 297
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 297
Opérations de capitalisation 298
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 298
Prêts hypothécaires 299
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 299
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 300
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs. Valeurs représentatives 301

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 490
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 490
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 491
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 492

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible;
— Nul ou négligeable;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHOMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 423
Exportations par secteur industriel 426-427
Exportations par catégorie de produits. En millions de francs 428
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent 429
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1978 430-431
Différence des exportations de 1978 par rapport à 1977 432
Différence des importations de 1978 par rapport à 1977 433
Importations par secteur industriel 434-435
Importations par catégorie de produits. En millions de francs 436
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent 437
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1978 438-439
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation 441
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 444
Solde d'importations et d'exportations de viande 53
Beurre (importations) 53
Importations et exportations de produits agricoles 54
Importations et exportations de produits horticoles 55
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 56
Bilan tous gaz 89
Bilan résumé par forme d'énergie 106
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. relatif aux principales formes d'énergie 102-103
Bilan global de l'énergie 104-105
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 114
Commerce extérieur de métaux non-ferreux. Valeur 115
Commerce extérieur de métaux non-ferreux. Quantité 116
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur 124-125-128
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité ..126-127-129
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 130
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 133
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 134
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 135
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 140
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 141
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 142-143
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 144-145
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur .. 149
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité 150
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non-métalliques connexes. Valeur 157
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non-métalliques connexes. Quantité 158
Commerce extérieur de l'industrie du papier 163
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 165
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 167
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 168
Importations et exportations de diamants 169
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur .. 490
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur 490

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 491
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 492
Exportations par pays de destination 445
Importations par pays de provenance 446
Importations, exportations et balance commerciale apparente par région 447
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 449
Soldes de la balance commerciale par région 450
Opérations avec létranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme 454-455
Balance des paiements de l'U.E.B.L. (sur base de transactions) en 1976 et 1977 456-457-458

COMPTABILITE NATIONALE.

Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 400
Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 400
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 401
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de I970 402

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation en 1978 202
Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles 365
Evolution par rubrique et en quantité des ventes au détail en 1978 366
Evolution des ventes au détail 367
Evolution, en valeurs, des chriffres d'affaires du commerce de détail d'après les données de la T.V.A. en 1978 370
Taux d'équipement des ménages belges en biens durables 370
Ventes à la consommation 371
Immatriculations de voitures neuves 371
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 373
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 374
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus .. 374
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 375
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats, leur valeur et leur terme 375

DISTRIBUTION.

Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 193
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique 194
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 195
Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires 196
Evolution des magasins en libre service au 1er janvier 196
Bilan de l'application de la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales 197
Evolution des ventes au détail par type de distribution 198
Répartition des ventes au détail par formes de distribution 199
Ventes à la consommation en 1978 202
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 203
Faillites par région 393
Répartition des faillites par province 393

Pages

EMPLOI ET CHOMAGE

Fermetures d'entreprises 13-409
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 19
Population totale et population active selon l'état civil 20
Population active. Répartition par branche d'activité 21-22
Travailleurs assujettis à la sécurité sociale 22
Répartition (N.A.C.E.) par branche d'activité des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 23
Répartition des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1977 en fonction de l'importance des établissements 24
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1977 25
Evolution du chômage 26
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 26-27
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes .. 28-29
Répartition par branche d'activité et région linguistique des chômeurs complets en 1978 30
Chômeurs complets (toutes catégories) au 31 décembre 1978. Par groupe d'âges, sexe et région linguistique 31
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âges, durée et région linguistique 32-33
Chômeurs complets indemnisés, occupés par les pouvoirs publics en 1977 et 1978. Par province et région linguistique 34
Plan en vue de la résorption du chômage 35
Population active selon le statut professionnel et le sexe 407
Chômeurs complets indemnisés 408
Evolution du taux de chômage par région 408

FINANCES DE L'ETAT.

Situation de caisse de Trésorerie et Financement des besoins 228
Situation en matière des recettes fiscales 229
Exécution des budgets de 1969 à 1974. Système de gestion 231
Exécution du budget depuis 1975. Budget unique 231
Dépenses budgétaires par budget 232
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses 233
Dette publique. Situation à fin d'année 234
Evolution de la dette publique 235

FINANCES PRIVEES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 241
Finances provinciales. Service ordinaire Recettes. Principales subdivisions du chapitre « Fonds des provinces et impositions provinciales » 241
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 242-243
Finances provinciales. Service ordinaire. Classification économico-fonctionnelle 244
Aperçu général des budgets communaux. Service ordinaire 245
Evolution des principales recettes communales 245
Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 246

Pages

INDUSTRIE.

Moyennes trimestrielles de l'indice mensuel désaisonnalisé de la production industrielle 62
Comparaison internationale de l'évolution de la production industrielle 64
Indices bruts de la production industrielle 65
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 66-67-68
Main-d'œuvre dans les mines de houille 80
Rendement dans les mines de houille 80
Balance charbonnière 81
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1976 à 1978 .. 84
Balance du coke 85
Energie électrique disponible 86
Bilans tous gaz 89
Transport et distribution du gaz par canalisation 91
Production et consommation de produits pétroliers 93
Consommation apparente brute d'énergie primaire 96
Consommation finale d'énergie par produit énergétique 99
Commerce extérieur de l'U.E.B.L. relatif aux principales formes d'énergie 102-103
Bilan global de l'énergie 104-105
Bilan résumé par forme d'énergie 106
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 111
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 112
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.E. 113
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 114
Commerce extérieur de métaux non-ferreux. Valeur 115
Commerce extérieur de métaux non-ferreux. Quantité 116
Production de métaux non ferreux 117
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 119
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 121
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 122
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 123
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur 124-125-128
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité ..126-127-129
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 130
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 132
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 133
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 134
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 135
Stocks de tissus 137
Production d'articles de bonneterie 137
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 138
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 140
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 141
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 142-143
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 144-145
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 147
Activité des laiteries et fromageries 148
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur .. 149
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité 150

Pages

Production de ciment 154
Production de l'industrie de la terre cuite 155
Production de chaux, calcaire et dérivés 155
Production de l'industrie céramique 156
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non-métalliques connexes. Valeur 157
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non-métalliques connexes. Quantité 158
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 162
Commerce extérieur de l'industrie du papier 163
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 164
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 165
Industries du bois et des produits connexes 166
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 167
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 168
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 169
Importations et exportations de diamants 169
Indices bruts de l'activité industrielle 406

INVESTISSEMENTS.

Investissements dans l'ensemble de l'économie 350-351
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 352
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus 353
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance 354
Répartition régionale des investissements étrangers prévus dans les industries manufacturières 354
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle du portefeuille au 30 septembre 1978 355
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie 403
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux 403
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 404
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 405

MONNAIE ET CREDIT.

Bilans intégrés des organismes principalement monétaires 256-257
Stock monétaire total 258
Stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 259
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires 260-261
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 262
Situation globale des banques 263
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires 264
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt 265
Marché de l'argent « On call ». Moyennes journalières 266
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 267
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyens journaliers 268

Pages

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique 269
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 270
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 270
Principales émissions du secteur public en francs belges 275
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés belges 276-277
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 278
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 279
Taux de rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles 280
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 281-282
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 283
Actifs financiers 283
Evolution des principaux postes de la situation du Fonds des Rentes 285
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements 286-287
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 288
Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Répartition par secteurs économiques 290
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 291

PECHE.

Arrivages de poissons. Quantité 56
Arrivages de poissons. Valeur 56
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 56

POPULATION.

Mouvement de la population en 1978 8-9
Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 10

PRIX.

Indices des prix de gros 308
Indices particuliers des prix de gros 310
Indices des prix à la consommation 311-312-313
Augmentation moyenne annuelle des indices des prix dans quelques pays 315

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

PRODUIT NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REGIONS (Evolution économique).

Produit régional brut aux coût des facteurs à prix courants 400
Produit régional brut au coût des facteurs aux prix de 1970 400
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs à prix courants 401
Indices de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs aux prix de 1970 402
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement dans l'industrie 403
Répartition par province et par région des dépenses d'investissement des établissements industriels nouveaux 403
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959, du 14 juillet 1966 et du 30 décembre 1970 404
Investissements étrangers prévus. Répartitions régionales et sectorielles 405
Indices bruts de l'activité industrielle 406

Pages

Population active selon le statut professionel et le sexe 407
Chômeurs complets indemnisés 408
Evolution du taux de chômage par région 408
Fermetures d'entreprises 409
Faillites par région 409
Répartition des faillites par province 409

REMUNERATIONS.

Indices des salaires conventionnels 319
Indices des salaires 320
Gain horaire moyen brut de l'ouvrier dans l'industrie par branche industrielle et par région. Enquête avril 1978 321
Salaires horaires moyens bruts des ouvriers et revenus mensuels moyens bruts des employés dans l'industrie selon l'enquête semestrielle harmonisée 322
Rémunérations des travailleurs assujettis à la sécurité sociale et au F.N.R.O.M. 324
Répartition des recettes de l'O.N.S.S. et du F.N.R.O.M. 324

REVENU NATIONAL (Voir Comptabilité nationale).

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIETES.

Rentabilité et endettement des entreprises belges 327
Evolution des bénéfices nets, des dividendes et de l'impôt des sociétés, d'après des sources différentes 328
Evolution de la rentabilité dans quelques secteurs 328
Sociétés belges par actions en bénéfice. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1974 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 329
Rendement des sociétés par actions belges. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 330-331-332-333
Rendement des sociétés par actions belges exploitant en Belgique et à l'étranger 334-335
Evolution des résultats des entreprises belges d'après la Kredietbank 336-337

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 208
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1978 209
Répartition des nuitées par saison 209
Nombre des nuitées de camping par saison et par pays de provenance 210
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 211
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 211
Etablissements de tourisme social 212

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 177

Pages

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 177
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 178
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 178
Parc de véhicules routiers 180
Transports fluviaux. Marchandises transportées 180
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises 181
Transports fluviaux. Trafic par bassin 181
Composition de la flotte fluviale belge 182
Marine marchande belge 183
Situation de la marine marchande belge 183
Port d'Anvers. Navigation maritime 184
Port de Gand. Navigation maritime 185
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime et fluviale 186
Trafic commercial des aérodromes belges 187
Trafic de la SABENA 188

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTERIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur 424-425
Structure des importations et des exportations en 1968 et 1978 440
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices de quantité 442-443
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par groupe de pays 448
Solde de la balance commerciale de l'U.E.B.L. par zone géographique 451

COMPTABILITE NATIONALE.

Indicateur de conjoncture XIII

CONSOMMATION

Evolution des ventes au détail 368
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 369
Evolution de l'indicateur global de perception de la conjoncture chez les consommateurs 372

DISTRIBUTION.

Evolution du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 200
Evolution des indices du chiffre d'affaires dans le commerce de détail 201
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1978 d'après leur destination 203

EMPLOI ET CHOMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 36-37
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 38-39

FINANCES DE L'ETAT.

Situation du Trésor 230
Dette publique 234

INDUSTRIE.

Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et durée moyenne d'activité assurée dans les industries manufacturières 63
Evolution de la production industrielle par catégorie de bien 69
Evolution de la production industrielle de 1967 à 1978 70
Evolution de la production industrielle par région linguistique 71
Balance charbonnière 82
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure 83
Coke de four 85

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Production nette d'électricité par source d'énergie 87
Consommation d'électricité 88
Gaz disponibles 90
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie 92
Production, importations, exportations et livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 94
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 95
Consommation apparente d'énergie primaire 97
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 98
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 100
Consommation finale d'énergie par secteur 101
Quelques éléments de l'économie sidérurgique 113
Industrie des métaux non ferreux. Production et emploi 117
Industrie des métaux non ferreux. Produits bruts 118
Industrie des fabrications métalliques. Production, commandes, livraisons totales et emploi 120
Industrie chimique et industrie du caoutchouc. Production et emploi 132
Industrie textile. Production et emploi 139
Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production et emploi 154
Matériaux de construction. Production 156
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et emploi 162
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et emploi 164

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 356
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique .. 357

MONNAIE ET CREDIT.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés en 1978 d'après leur destination 203
Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 255
Part des actifs à un an au plus dans le total des actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers 255
Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 268
Evolution des cours moyens de quelques unités monétaires à la Bourse de Bruxelles 271
Evolution de quelques taux de placements en francs belges accessibles au public en général comparée avec l'augmentation annuelle moyenne en pourcent des prix à la consommation 272
Bourse de Bruxelles. Activité 275
Evolution des dépôts d'épargne et des émissions nettes d'obligations et bons de caisse 284
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne 289

PRIX.

Indices des prix de gros 309
Indices des prix de gros des produits industriels 309
Indices des prix à la consommation 314
Indices des prix à la consommation de 1976 à 1978 314

SALAIRES.

Evolution du salaire horaire moyen brut en francs belges d'un ouvrier masculin dans quelques industries 323

Pages

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 179
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 179
Trafic maritime au port d'Anvers 184
Trafic maritime au port de Gand 185

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
A.E.T.R.	Accord Européen des Transports internationaux par Route.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.I.E.	Agence Internationale de l'Energie.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.A.R.	Centre automobile de Réparation.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.C.T.	Convention Collective du Travail.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.G.E.D.	Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz.
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
ESTAF	Etats partenaires de l'Est Africain.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
FEBECA	Fédération belge du commerce alimentaire.
FEBELTEX	Fédération belge des Industries textiles.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles.
F.I.B.C.F.	Formation intérieure brute de capital fixe.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
G.P.L.	Gaz de pétrole liquéfié.
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.E.A.	Institut Economique Agricole.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.

INASTI	Institut National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship ».
MW	Megawat.
N.A.C.E.	Nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés Européennes.
N.A.M.	« Nederlandse Aardgas Maatschappij ».
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.P.E.P.	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.C.S.	Pouvoir calorifique supérieur.
P.N.B.	Produit National Brut.
P.T.O.M.	Pays et Territoires d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages.
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie.
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
t.e.p.	tonnes équivalent de pétrole.
T.N.B.	Ton Nette Belge.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.P.E.A.	Union Professionnelle des Entreprises d'Assurances.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	« Vennootschap ter bevordering van de economische expansie .

TABLE DES MATIERES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDERATIONS GENERALES IX

PREMIERE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHOMAGE 11

Section I. — Emploi 11

§ 1. — *Généralités* 11

§ 2. — *Enquête socio-économique* 13

Section II. — Chomage 14

DEUXIEME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PECHE MARITIME 43

Section I. — Agriculture 43

§ 1. — *Etat des cultures* 43

1. — Conditions atmosphériques 43

2. — Superficie cultivée 43

§ 2. — *Situation par secteur* 43

1. — Cultures 43

2. — Elevage 45

3. — Horticulture 45

§ 3. — *Economie agricole globale* 46

1. — Emploi 46

2. — Commerce extérieur 46

3. — Evolution des prix 46

Section II. — Peche maritime 46

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 57

Section I. — Apercu general de l'activite industrielle 57

Section II. — Evolution dans le secteur de l'energie 72

§ 1. — *Evolution du secteur énergétique sur le plan mondial* 72

§ 2. — *Evolution du secteur de l'énergie en Belgique* 74

1. — Politique énergétique 74

2. — Le secteur de l'énergie en 1978 76

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturieres 107

§ 1. — *Métallurgie* 107

1. — Sidérurgie 107

2. — Industrie des métaux non-ferreux 108

3. — Industrie des fabrications métalliques 108

Pages

§ 2. — *Industrie chimique* 131
§ 3. — *Industrie textile* 136
§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 146
§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 151
1. — Industrie de la construction 151
2. — Industries des matériaux de construction 152
§ 6. — *Industries diverses* 159
1. — Industrie du papier et du carton 159
2. — Industrie du cuir 159
3. — Industrie transformatrice du bois 160
4. — Industrie du tabac 160
5. — Industrie diamantaire 161

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 171
§ 1. — *Transport par chemin de fer* 171
§ 2. — *Transport par route* 172
§ 3. — *Transport par eau* 172
1. — Navigation intérieure 172
2. — Ports de mer 173
3. — Marine marchande belge 175
§ 4. — *Trafic aérien* 176

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 189

CHAPITRE V. — TOURISME 205

TROISIEME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GENERAL DE LA POLITIQUE MONETAIRE ET FINANCIERE 215

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 221
Section I. — Finances de l'Etat 221
Section II. — Finances provinciales et communales 236

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CREDIT 247
Section I. — Marche monetaire 247
Section II. — Marche des capitaux 273

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 293

QUATRIEME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 305

CHAPITRE II. — REVENUS 317
Section I. — Revenus du travail 317
Section II. — Revenus des societes 325

Pages

CINQUIEME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 341

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MENAGES 359

SIXIEME PARTIE : Aperçu de l'évolution économique des régions

EVOLUTION ECONOMIQUE DES REGIONS 379

Section I. — Bruxelles 379

§ 1. — *Element de structure* 379
1. — Produit régional brut 379
2. — Dépenses d'investissement 380

§ 2. — *Production industrielle* 380

§ 3. — *Emploi et chômage* 383

§ 4. — *Investissements* 384

§ 5. — *Commerce et services* 384

Section II. — Flandre 385

§ 1. — *Produit régional brut* 385

§ 2. — *Production industrielle* 386

§ 3. — *Emploi* 388

§ 4. — *Chômage* 389

§ 5. — *Fermeture d'entreprises* 390

§ 6. — *Investissements* 391

§ 7. — *Commerce et services* 391

Section III. — Wallonie 393

§ 1. — *Produit régional brut* 393

§ 2. — *Production industrielle* 393

§ 3. — *Emploi* 395

§ 4. — *Chômage* 396

§ 5. — *Fermeture d'entreprises* 397

§ 6. — *Investissements* 398

§ 7. — *Commerce et services* 399

SEPTIEME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 413

Section I. — Generalites 413

Section II. — Evolution generale du commerce special 416

§ 1. — *Exportations* 418
1. — Répartition sectorielle 418
2. — Répartition géographique 419

§ 2. — *Importations* 420
1. — Répartition sectorielle 420
2. — Répartition géographique 421

§ 3. — *Balance commerciale* 421

Pages

Section III. — Balance des paiements 452

CHAPITRE II. — COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE 459

Section I. — Accord general sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 459

§ 1. — *Négociations commerciales multilatérales* 459

§ 2. — *Rapport annuel* 461

Section II. — Organisation de Cooperation et de Developpement Economique (O.C.D.E.) 461

§ 1. — *Conseil des ministres de l'O.C.D.E.* 461

§ 2. — *Comité d'aide au développement* 462

§ 3. — *Agence internationale de l'énergie* 463

§ 4. — *Agriculture* 463

§ 5. — *Education* 464

Section III. — Communautes europeennes 464

§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 464

1. — Marché intérieur 465

2. — Politique commune 468

3. — Relations extérieures 474

§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 476

§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 480

Section IV. — Aspects divers 481

§ 1. — *Organisation des Nations-Unies* 481

§ 2. — *Groupements économiques régionaux* 482

§ 3. — *Fonds monétaire international* 485

§ 4. — *Financement du développement* 486

§ 5. — *Matières premières* 487

Section V. — Union Economique Belgo-neerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 488

HUITIEME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 495

*
* *

Liste des tableaux statistiques 549

Liste des graphiques 559

Liste des abréviations 563

Table des matières 565

*
* *

Liste des publications de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques *569*

PUBLICATIONS

de la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques

I. — PUBLICATIONS A CARACTERE GENERAL.

— *Léconomie belge en 19...* Publication annuelle. Prix : 400 F.

— *Entreprises industrielles et commerciales en Belgique. Formalités à accomplir. Régime fiscal et social. Aide à la création et à l'expansion.* 12e Edition. Prix : 120 F. Juin 1978.

— *Aperçu de l'évolution économique.* Publication mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 100 F (autres pays : 150 F). Le numéro ou l'annexe : 10 F (autres pays : 15 F).

Annexes régulières :

Bilans énergétiques. (Trimestriel, en collaboration avec l'Administration de l'Energie).
Principales mesures de politique économique, financière et sociale.
Principaux faits économiques dans le domaine international. (Trimestriel).

— *Principaux indicateurs conjoncturels.* Publication bi-mensuelle. (Diffusion restreinte).

— *Bref aperçu de la conjoncture.* Publication hebdomadaire. (Diffusion restreinte).

— *Budget économique de 19...* de 1968 à 1977. Différents documents parlementaires et autres. Certains de ces documents comportent des essais de désagrégation régionale et sectorielle.

— *La réforme de l'indice des prix à la consommation en 1976.* Juin 1976. Annexe : octobre 1977. (En collaboration avec l'Administration du Commerce). 32 p.

II. — PUBLICATION DE LA BIBLIOTHEQUE CENTRALE (Fonds Quetelet).

— *Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet) du Ministère des Affaires économiques. Règlement*15+15 p. (bilingue).

— *Accroissements de la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet).* Liste mensuelle. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F). Par numéro double (deux mois) : 50 F, (autres pays : 75 F).

— *Documentation économique et sociale.* Périodique de résumés analytiques. (Bilingue). Abonnement annuel pour la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg : 250 F (autres pays : 375 F).

— *La condition féminine.* Bibliographie sélective. Livres et articles de périodiques disponibles dans plusieurs bibliothèques belges, (Philips A., De Keyser H.), 2 tomes (700 et 512 p.) Prix : 400 F, 1975. (Bilingue).

— *Franchising.* Bibliographie. (De Buck J.), 1975, 16 p. (Bilingue).

— *L'automatisation de la gestion des périodiques au Fonds Quetelet,* (De Saedeleer G.), 1975, 105 p. (Nouvelle édition en préparation).

— *Aperçu de l'automatisation intégrée de la Bibliothèque Fonds Quetelet.* (De Saedeleer G.), 1975, p.m. (**)

— *La Bibliothèque Fonds Quetelet; l'automatisation raisonnée.* (Philips A.), Lausanne, Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 1976, p.m. (**)

— *Une bibliothèque spécialisée intégralement automatisée : le Fonds Quetelet.* 2e Edition, (Philips A.), 1977, 18 p.

— *Les bibliothèques de sciences sociales en Belgique.* (Philips A.), La Haye, Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 1977, 38 p. (**)

III. — ETUDES SPECIALES.

— *La situation économique de la Belgique en 19...* (Letist D., Molitor M.) Documentation annuelle depuis 1974 à l'intention des délégations nationales participant aux sessions de la Commission économique pour l'Europe (**)

— *Estimations de données trimestrielles pour la Belgique 1954-1971. Affectation du produit national brut — Estimations en prix courants et en prix constants de 1970.* (Verlaeten M.P., Kepenne M.), mars 1975, 44 p. (Bilingue).

— *Bagatelle ou une tentative pour formaliser la procédure d'estimation et de prévision du budget économique belge.* (Verlaeten M.P.), Bonn, 28-29 avril 1975. (Colloque sur les méthodes d'élaboration des budgets économiques à l'intérieur de la Communauté). (**)

— *Estimations de données trimestrielles pour la Belgique 1954-1972.* (Verlaeten M.P.), septembre 1975, 152 p. (**)

— *Localisation des investissements au plan international.* (Letist D.), (Contribution de la Belgique au séminaire sur les « facteurs de la croissance et les politiques d'investissement — une approche à long terme », organisé par les Conseillers économiques des Gouvernements des pays membres de la Commission économique pour l'Europe). 1976, 21 p. (**)

— *Analyse sectorielle des structures économiques régionales 1955-1971.* (Verlaeten M.P.), janvier 1976, 35 p.

— *Quelques aspects spécifiques du problème du chômage en Belgique.* (De Trazegnies M.), janvier 1976, 40 p. (Bilingue).

— *La Belgique, un des pays les plus riches du monde ?* (Heyerick E.), (Revue du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement, 1976, n° 5).

— *La réforme de l'indice belge des prix à la consommation.* (Heyerick E.), (Revue Benelux, 1976, n° 4). (Bilingue).

— *Bagatelle 01 : Prévisions du budget économique.* (Verlaeten M.P.), La Haye, mai 1976 (**)

— *Aspects méthodologiques de la statistique des salaires en Belgique.* (Verlaeten M.P.), juillet 1976 (**)

— *L'indicateur de conjoncture du Ministère des Affaires économiques.* (Nackaerts J., Frans E.), juillet 1976, 12 p. (Bilingue).

— *Elaboration d'un indicateur de conjoncture à partir des données de l'enquête quadrimensuelle harmonisée des C.E. auprès des consommateurs.* (Nackaerts J., Frans E.), décembre 1976, 10 p. (Bilingue).

— *Répartition sectorielle de quelques estimations et prévisions économiques pour 1976 et 1977.* (Nackaerts J., Frans E.), février 1977, 15 p. (Bilingue).

— *Analyse macro-économique d'une hausse des prix de 10 %, du pétrole brut.* (Verlaeten M.P.), 31 décembre 1976, 15 p. (**)

— *Onderzoek naar de oorzaken van de inflatie en van de economische groei in België gedurende de periode 1965-1976.* (Swevers C., Gallon E., Nackaerts J.), 1977, 150 blz. (*)

— *Distribution des revenus et évolution de la structure de la consommation : le cas de la Belgique.* (Letist D.), (Contribution de la Belgique au séminaire sur les changements dans la structure à long terme de l'emploi, de la distribution du revenu et de la consommation « organisé par les Conseillers économiques des Gouvernements des pays membres de la Commission économique pour l'Europe »), 1977, 31 p. (**)

— *Estimation de la tendance à long terme d'une série chronologique par régression mobile.* (Verlaeten M.P.), janvier 1977, 4°, 8 p. (**)

— *Influence du niveau des prix relatifs sur le commerce extérieur de l'U.E.B.L.* (Verlaeten M.P.), mars 1977, 35 p. (**)

— *Un modèle d'allocation d'exportation.* (Verlaeten M.P.), avril 1977, 54 p. (**)

— *La méthode des composantes principales.* (Verlaeten M.P.), juillet 1977, 52 p. (**)

— *Croissance potentielle de l'économie belge : mesure et application.* (Verlaeten M.P.), septembre 1977, 30 p. (**)

— *Croissance potentielle de l'économie belge : mesure et application. Considération régionale.* (Verlaeten M.P.), octobre 1977, 22 p. (**)

— *La balance des paiements de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise.* (Nackaerts J.), (Revue Benelux, 1978, n° 1). (Bilingue).

— *Influence des allocations de chômage sur le taux de chômage.* (Verlaeten M.P.), mars 1978, 21 p. (**)

— *Verloop van de indicator van conjunctuurvoeling bij de consumenten op basis van de geharmoniseerde viermaandelijkse E.G.-enquête.* (Nackaerts J.), juni 1978, 34 blz. (*)

— *Un mouvement de longue durée dans l'économie belge ? Première partie : l'approche théorique. Deuxième partie : l'approche statistique. Analyse spectrale de la production industrielle 1958-1977.* (Verlaeten M.P.), juillet 1978, 44+71 p. (**)

— *Pourquoi l'économie américaine croît-elle plus rapidement que celle de l'Europe ?* (De Voecht G., Verlaeten M.P.), juillet 1978, 38 p. (**)

— *Le Brabant wallon. Aspects démographiques, Navette, Emploi.* (Verlaeten M.P.), août 1978, 22 p. (**)

— *Methodologie betreffende de samenvatting van het conjunctuurverloop in enkele belangrijke landen.* (Nackaerts J.), juli 1978, 18 blz. (*)

— *Proeve tot meting van de macro-economische weerslag der budgettaire verrichtingen.* (Nackaerts J.), augustus 1978, 15 blz. (*)

— *Beknopte monografie van de Rupelstreek.* (De Trazegnies M., Maes J.), augustus 1978, 24 blz. (*)

— *Beknopte monografie van de Kempen.* (De Trazegnies M., Maes J.), augustus 1978, 63 blz. (*)

— *Enkele gegevens betreffende de sector scheepsbouw en scheepsherstellingen.* (Nackaerts J.), september 1978, 17 blz.+tab. (*)

— *Budget économique de 1979.* (Verlaeten M.P.), septembre 1978, 38 p.+tab.

— *Analyse van de spaarneiging in België.* (Frans E., Nackaerts J.), oktober 1978, 36 blz. (*)

— *Naar een hervorming van het indexcijfer van de groothandelsprijzen voor landbouwprodukten en voor industriële produkten in België.* (Gallon E.), oktober 1978, 131 blz.+tab. (*)

— *Une nouvelle politique industrielle par Willy Claes.* — Synthèse par Verlaeten M.P., Bruxelles, octobre 1978. (**)

— *Beknopte monografie van het arrondissement Hasselt.* (De Trazegnies M., Maes J.), november 1978, 65 blz. (*)

— *Quelques aspects des relations économiques entre la Belgique et l'Iran.* (Letist D.), novembre 1978. (**)

— *Effet de la dévaluation de la couronne suédoise.* (Verlaeten M.P.), Bruxelles, novembre 1978. (**)

— *Beknopte monografie van het arrondissement Brugge.* (De Trazegnies M., Maes J.), december 1978, 79 blz. (*)

— *Reflexion statistique préalable à la conduite d'une nouvelle politique industrielle.* (Verlaeten M.P.), janvier 1979, 6 p. (**)

— *Monographie sectorielle : le secteur de la construction. Version définitive.* (Verlaeten M.P.), février 1979, 111 p. (**)

— *Situering van de weerslag der begrotingsverrichtingen in de tijd (een niet-parametrische benadering).* (Nackaerts J.), maart 1979, 23 p. (*)

— *Influence de la conjoncture pétrolière sur l'économie belge (version corrigée).* (Verlaeten M.P.), mars 1979, 35 p. (**)

— *Budget économique de 1979. Budget économique de 1980. Orientations préliminaires.* (Verlaeten M.P.), mai 1979, 46 p.

— *Les exportations de la Belgique : quelques éléments de reflexion. Bulletin du Benelux.* (Verlaeten M.P.), mai 1979. (**)

*
* *

Ces publications, pour autant qu'elles sont encore disponibles, sont en vente ou peuvent être obtenues au Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation, rue de l'Industrie 6, 3e étage, 1040 Bruxelles (comptes chèques postaux n° 000-2005876-13), et peuvent être consultées à la Bibliothèque centrale (Fonds Quetelet), même adresse.

---

* N'existe qu'en langue néerlandaise.
** N'existe qu'en langue française.